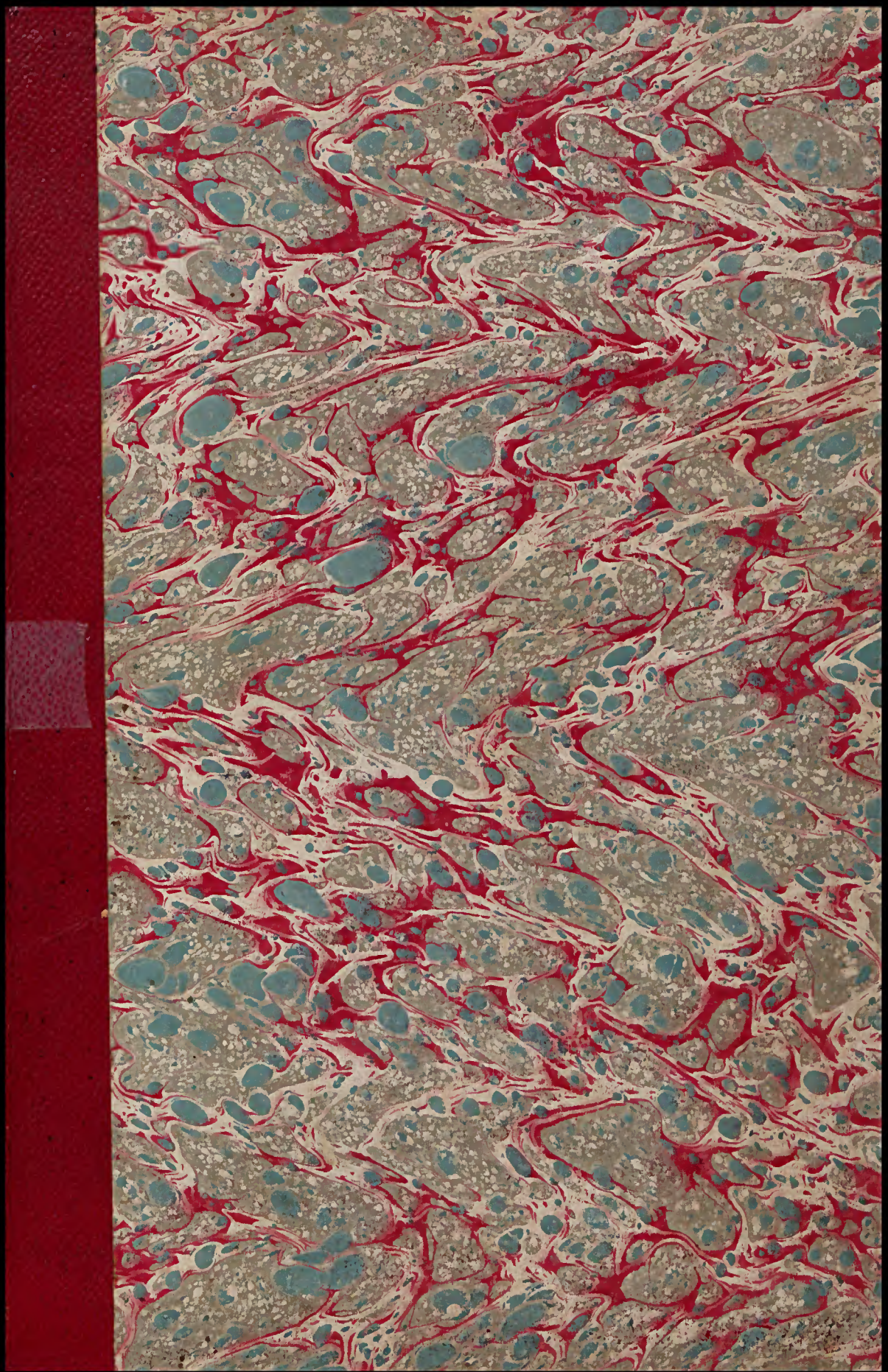


DU MÊME AUTEUR

Terrorisme et Communisme.

Nouvelle Étape.

Entre l'Impérialisme et la Révolution.

L'Avènement du bolchevisme

(Publié en russe sous le titre : *De la Révolution d'Octobre à la paix de Brest-Litovsk*).

BROCHURES :

20 lettres de Léon Trotsky.

Le Terrorisme (*épuisé*).

Les Soviets et l'impérialisme mondial (*épuisé*).

La Commune de Paris et la Russie des Soviets.

Le Communisme en France et l'Internationale.

La Crise du Parti communiste français.

Le Salut du Parti communiste français.

La nouvelle politique économique des Soviets et la Révolution mondiale.

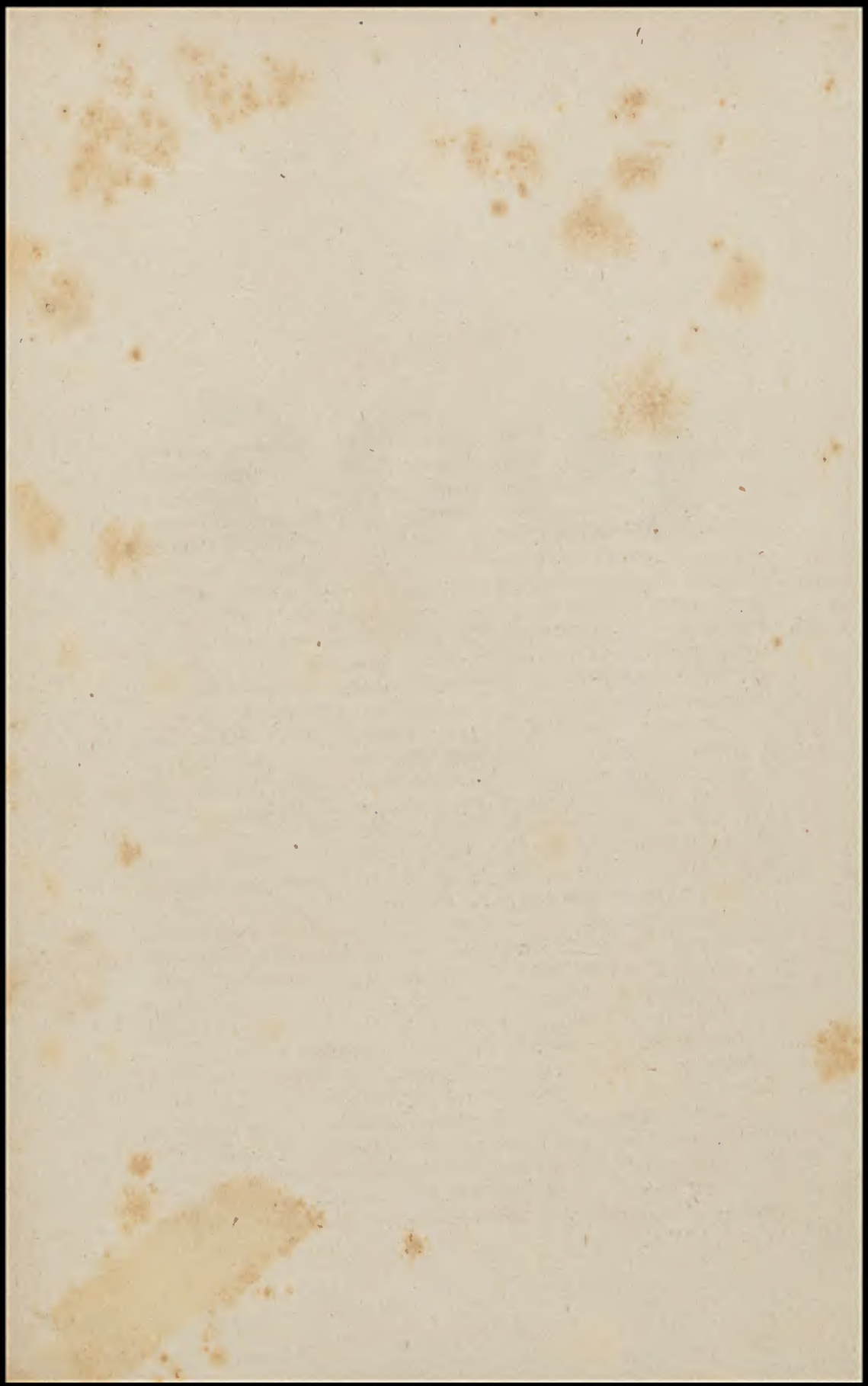
BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

L. TROTSKY

1905

Traduction de PARIJANINE

PARIS
LIBRAIRIE DE L'*HUMANITÉ*
142, RUE MONTMARTRE, PARIS
1923



PRÉFACE

Les événements de 1905 apparaissent comme le puissant prologue du drame révolutionnaire de 1917. Pendant les longues années de réaction triomphante qui ont suivi, l'année 1905 est toujours demeurée à nos yeux comme un tout achevé, comme l'année de la révolution russe. *Actuellement, 1905 n'a plus ce caractère individuel et essentiel, sans avoir pour cela perdu de son importance historique. La révolution de 1905 est directement sortie de la guerre russo-japonaise et, de la même manière, la révolution de 1917 a été le résultat immédiat du grand massacre impérialiste. Ainsi, par ses origines comme par son développement, le prologue contenait tous les éléments du drame historique dont nous sommes aujourd'hui les spectateurs et les acteurs. Mais ces éléments se présentaient dans le prologue sous une forme abrégée, non encore développée. Toutes les forces composantes qui sont entrées dans la carrière en 1905 sont maintenant éclairées d'une lumière plus vive par le reflet des événements de 1917. Le Rouge Octobre, comme nous l'appelions dès ce temps-là, a grandi et est devenu, douze ans plus tard, un Octobre incomparablement plus puissant et véritablement triomphant.*

Notre grand avantage en 1905, à l'époque du prologue révolutionnaire, fut en ceci que nous autres, marxistes, étions dès lors armés d'une méthode scientifique pour l'étude de l'évolution historique. Cela nous permettait d'établir une explication théorique des relations sociales que le mouvement de l'histoire ne nous présentait que par indices et allusions. Déjà, la grève chaotique de juillet 1903, dans le midi de la Russie, nous avait fourni l'occasion de conclure que la méthode essentielle de la révolution russe serait une grève générale du prolétariat, transformée bientôt en insurrection. Les événements du 9 janvier, en confirmant d'une manière éclatante ces prévisions, nous amenèrent à poser en termes concrets la question du pouvoir révolutionnaire. Dès ce moment, dans les rangs de la

social-démocratie russe, on se demande et on recherche activement quelle est la nature de la révolution russe et quelle est sa dynamique intérieure de classe. C'est précisément dans l'intervalle qui sépare le 9 janvier de la grève d'octobre 1905 que l'auteur arriva à concevoir le développement révolutionnaire de la Russie sous l'aspect qui fut ensuite fixé par la théorie dite « de la révolution permanente ». Cette désignation quelque peu abstruse voulait exprimer que la révolution russe, qui devait d'abord envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, ne pourrait toutefois s'arrêter là-dessus. La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en première ligne qu'en portant au pouvoir le prolétariat. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Tout au contraire et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Dans ces conditions, elle devait se heurter à des démonstrations hostiles de la part des groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, et de la part aussi des masses paysannes dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir. Les intérêts contradictoires qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pouvaient aboutir à une solution que sur le plan international, sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale. Lorsque, en vertu de la nécessité historique, la révolution russe aurait renversé les bornes étroites que lui fixait la démocratie bourgeoise, le prolétariat triomphant serait contraint de briser également les cadres de la nationalité, c'est-à-dire qu'il devrait consciemment diriger son effort de manière à ce que la révolution russe devînt le prologue de la révolution mondiale.

Bien qu'un intervalle de douze ans se place entre ce jugement et les faits, l'appréciation que nous venons d'exposer s'est trouvée complètement justifiée. La révolution russe n'a pu se limiter à un régime de démocratie bourgeoise. Elle a dû transmettre le pouvoir à la classe ouvrière. Si celle-ci s'est révélée trop faible en 1905 pour conquérir la place qui lui revenait, elle a pu s'affermir et mûrir non point dans la république de la démocratie bourgeoise, mais dans les retraites

cachées où la confinait le tsarisme du 3 juin. Le prolétariat est arrivé au pouvoir en 1917 grâce à l'expérience acquise par ses aînés en 1905. Les jeunes ouvriers ont besoin de posséder cette expérience, ils ont besoin de connaître l'histoire de 1905.

*
**

J'ai décidé d'ajouter à la première partie de ce livre deux articles dont l'un (concernant le livre de Tchérévanine) fut imprimé en 1908 dans la revue de Kautsky Neue Zeit, *et l'autre, où l'on s'efforce d'établir la théorie de « la révolution permanente », et où l'on polémise avec les représentants de l'opinion qui dominait alors sur ce sujet dans la social-démocratie russe, fut publié (en 1909, je crois) dans une revue du parti polonais dont les inspirateurs étaient Rosa Luxembourg et Léo Ioguiches. Ces articles permettront, ce me semble, au lecteur de s'orienter plus facilement dans le conflit d'idées qui eut lieu au sein de la social-démocratie russe, durant la période qui suivit immédiatement la première révolution; et ils jetteront aussi quelque lumière sur certaines questions, extrêmement graves que l'on agite aujourd'hui. La conquête du pouvoir n'a nullement été improvisée en octobre 1917, comme tant de braves gens se l'imaginent; la nationalisation des fabriques et des usines par la classe ouvrière triomphante ne fut point non plus une soi-disant « faute » du gouvernement ouvrier qui aurait refusé d'entendre les avertissements des menchéviks. Ces questions ont été discutées et ont reçu une solution de principe durant une période de quinze ans.*

Les conflits d'idées au sujet du caractère de la révolution russe dépassaient dès lors les limites de la social-démocratie russe et gagnaient les éléments avancés du socialisme mondial. La façon dont les menchéviks concevaient la révolution bourgeoise fut exposée très consciencieusement, c'est-à-dire dans toute sa franche platitude, par le livre de Tchérévanine. Les opportunistes allemands adoptèrent aussitôt, avec empressement, cette manière de voir. Sur la proposition de Kautsky, je donnai la critique de ce livre dans la Neue Zeit. *Kautsky, à cette époque, se montra complètement d'accord avec mon appréciation. Lui aussi, de même que feu Mehring, s'en tenait au point de vue de « la révolution permanente ». Maintenant, un peu tard, Kautsky prétend rejoindre dans le passé les menchéviks. Il veut diminuer et ravaler son hier au*

niveau de son aujourd'hui. Mais cette falsification nécessitée par tes inquiétudes d'une conscience qui, devant ses théories, ne se trouve point assez pure, est controuvée par les documents qui subsistent dans la presse. Ce que Kautsky écrivait à cette époque, le meilleur de son activité littéraire et scientifique (sa réponse au socialiste polonais Lusnia, ses études sur les ouvriers américains et russes, la réponse à l'enquête de Plékhanov sur le caractère de la révolution russe, etc.), tout cela fut et reste comme une impitoyable réfutation du menchévisme, tout cela justifie complètement, du point de vue théorique, la tactique révolutionnaire adoptée ensuite par les bolchéviks, que des niais et des renégats, avec le Kautsky d'aujourd'hui à leur tête, accusent maintenant d'être des aventuriers, des démagogues, des sectateurs de Bakounine.

Je donne comme troisième supplément un article intitulé La Lutte pour le Pouvoir, *publié en 1915 à Paris dans le journal russe* Naché Slovo *et qui tente de démontrer que les rapports politiques, esquissés d'une façon assez nette dans la Première Révolution, doivent trouver leur confirmation définitive dans la Seconde.*

***

En ce qui concerne les formes de la démocratie, ce livre ne présente point la clarté nécessaire, clarté qui manque également au mouvement dont on a voulu fixer l'aspect général. Cela est facile à comprendre : sur cette question, notre parti n'avait pas encore réussi à se faire une opinion complètement motivée dix ans plus tard, en 1917. Mais cette insuffisance de lumière ou d'expression ne venait pas d'une attitude préconçue. Dès 1905, nous étions infiniment éloignés du mysticisme de la démocratie; nous nous représentions la marche de la révolution non point comme une réalisation des normes absolues de la démocratie, mais comme une lutte des classes, durant laquelle on utiliserait provisoirement les principes et les institutions de la démocratie. A cette époque-là, nous mettions en avant, d'une façon déterminée, l'idée de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière; nous estimions que cette conquête était inévitable et, pour en venir à cette déduction, loin de nous baser sur les chances que présenterait une statistique électorale selon « l'esprit démocratique », nous considérions uniquement les rapports de classe à classe. Les ouvriers de Pétersbourg, dès 1905, appelaient leur soviet : « gouvernement

protétarien ». Cette dénomination circula ators et devint d'usage familïer, car elle entrait parfaitement dans le programme de la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Mais, en même temps, nous opposions au tsarisme le programme politique de la démocratie dans toute son étendue (suffrage universel, république, mitice, etc.). Nous ne pouvions faire autrement. La politique de la démocratie est une étape indispensable pour le développement des masses ouvrières, — à condition toutefois que l'on admette une réserve des ptus essentielles : savoir que, dans certains cas, il faut des dizaines d'années pour parcourir cette étape, tandis qu'en d'autres circonstances la situation révolutionnaire permet aux masses de s'affranchir des préjugés démocratiques avant même que les institutions de la démocratie n'aient eu te temps de s'établir et de se réaliser. Le régime gouvernementat des S. R. et des menchéviks russes (de mars à octobre 1917) compromit intégralement ta démocratie avant même qu'elle n'eût pu se fondre et se solidifier dans les formes de la république bourgeoise. Mais, même pendant cette période qui précéda immédiatement te coup d'Etat protétarien, nous qui avions écrit sur notre étendard : « Tout le pouvoir aux Soviets », nous marchions encore sous les enseignes de la démocratie, sans pouvoir donner ni aux masses populaires ni à nous-mêmes une réponse définitive à cette question : que se passerait-il si l'engrenage de la démocratie ne s'adaptait pas à la roue du système soviétiste? A l'époque où nous écrivions notre livre, de même que beaucoup plus tard, sous Kérensky, il s'agissait pour nous, essentietlement, de préparer la conquête du pouvoir par la classe ouvrière; mais la question de droit restait au troisième plan, et nous ne nous préoccupions point de débrouiller des questions embarrassantes par leurs aspects contradictoires ators que nous devions envisager la lutte pour surmonter des obstacles matériels.

La dissolution de l'Assembtée Constituante fut la réalisation révolutionnaire brutale d'un dessein qui aurait pu être aecompli autrement, par des délais et par une préparation électorale conforme aux nécessités révolutionnaires. Mais l'on dédaigna précisément cet aspect juridique de la lutte, et le probtème du ponvoir révotutionnaire fut carrément posé; d'autre part, la dispersion de l'Assemblée Constituante par les forces armées du prolétariat exigea à son tour une revision complète des rapports qui pouvaient exister entre la démo-

eratie et la dictature. L'Internationale Prolétarienne, en fin de compte, ne pouvait que gagner à cette situation, dans la théorie comme dans la pratique.

***

L'histoire de ce livre se présente en deux mots comme il suit : l'ouvrage fut écrit en 1908-1909, à Vienne, pour une édition allemande qui parut à Dresde. Le fond du livre allemand fut constitué par plusieurs chapitres du livre russe : Notre révolution *(1907), mais avec des modifications considérables, introduites dans le but d'adapter l'ouvrage aux habitudes du lecteur étranger. La plus grande partie du livre fut réécrite. Pour publier cette nouvelle édition (russe) il a fallu reconstituer le texte, en partie d'après les manuscrits que l'on avait conservés, en partie en le retraduisant de l'allemand. J'ai recouru à la collaboration du camarade Roumer qui a exécuté ce travail avec un soin remarquable. Tout le texte a été revu par moi.*

Moscou, le 12 janvier 1922.

L. TROTSKY.

PRÉFACE DE L'ÉDITION ALLEMANDE

Le temps d'appréeier historiquement, dans son ensemble et d'une façon définitive, la révolulion russe, n'esl pas eneore venu, — la situation respeetive des forces en présence n'est pas encore snffisamment définie; la révolution se poursuit, elle entraîne sans eesse de nouvelles et de nouvelles conséquences, — son importance est illimitée. En présentant au lecteur ce livre, on ne prétend point lui offrir un ouvrage listorique; on apporte le témoignage d'un speetateur et aeteur, on marehe sur la trace même des événements, à la lumière d'une opinion qui est celle dn parti de l'auteur, social-démoerate (1) *en politique et marxiste au point de vue seientifique. L'auteur s'est efforeé avant tout d'expliquer au lecteur la lutte révolutionnaire du prolétariat rnsse, lutte dont l'apogée a été dans l'activité du Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg, en même temps qu'elte y trouvait aussi son dénouement tragique. Si l'auteur a réussi à retraeer ees événements d'une manière satisfaisante, il eroira avoir accompli le meilleur de sa tâche.*

*
**

*Dans l'*Introduction, *on analyse les bases éeonomiques de la révolution russe. Le tsarisme, le eapilalisme russe, la structure agraire de la Russie, tes formes et les rapports de sa production, les classes de la soeiélé, la noblesse agrarienne, la classe paysanne, les gros eapitalistes, la petite bourgeoisie, les intelleetuels, le prolétariat, — présentés dans leurs rapports mutuels el dans leur situation à l'égard de l'Etat, — tel est le conlenu de cette introduetion qui a pour but de montrer au leeteur, en leurs groupements statiques, les forces sociales qui agiront ensuite sons l'influence de ta dynamique révolnlionnaire.*

---

(1) A cette époque, nous nous appelions encore social-démocrates.

⁂

Notre livre ne prétend pas non plus fournir la totalité des faits matériels.

Nous avons renoncé consciemment au dessein de donner une représentation détaillée de la révolution dans toute l'étendue du pays; dans les limites fixées à cet ouvrage, nous n'aurions pu établir qu'une nomenclature des faits, utile peut-être pour renseigner, mais qui n'aurait rien dit de la logique intérieure des événements, ni de leur vivant aspect. Nous avons choisi une autre voie : nous avons mis à part les événements et les institutions dans lesquels se résumait en quelque sorte le sens de la révolution, et nous avons placé au centre de notre tableau le centre du mouvement même, — Pétersbourg. Nous ne quittons le sol de la capitale septentrionale que lorsque la révolution se transporte ailleurs, soit sur les rivages de la Mer Noire (La Flotte Rouge), *soit dans les campagnes* (Le Moujik se révolte), *soit à Moscou* (Décembre).

⁂

Puisque nous nous limitions dans l'espace, nous devions aussi nous borner dans le temps.

Nous avons assigné une place de choix aux trois derniers mois de 1905, — octobre, novembre et décembre, — période culminante de la révolution, qui commence par la grande grève générale de toute la Russie, en octobre, et se termine par l'écrasement de l'insurrection de décembre, à Moscou.

En ce qui concerne la période préparatoire, nous en avons marqué deux moments, indispensables pour la compréhension de la marche générale des événements. Ce fut d'abord l'ère *si brève du prince Sviatopolk-Mirsky, cette lune de miel du rapprochement entre le gouvernement et « la société », lorsque tout ne respirait que confiance et cordialité, lorsque les communications officielles du gouvernement et les articles de fond des journaux libéraux présentaient un odieux mélange d'aniline et de mélasse. En second lieu, le 9 janvier, le Dimanche Rouge, d'une grandeur dramatique incomparable, lorsque, dans une atmosphère de paix et de confiance, sifflèrent soudain les balles de la garde impériale et grondèrent les malédictions des masses prolétaires. La comédie du printemps*

libéral s'achevait, — c'était la tragédie de la révolution qui s'ouvrait.

Nous avons presque entièrement passé sous silence les huit mois qui séparent janvier d'octobre. Si intéressante par elle-même que soit cette époque, elle ne nous donne rien d'absolument nouveau, rien sans quoi l'histoire des trois mois décisifs de 1905 puisse paraître inintelligible. La grève d'octobre est la conséquence immédiate de la démonstration de janvier devant le Palais d'Hiver, de même que l'insurrection de décembre sort de la grève d'octobre.

Le chapitre qui termine la partie historique établit le bilan de l'année révolutionnaire, analyse les méthodes de lutte et donne un tableau résumé du développement politique des trois années suivantes. Ce qu'it faut déduire de ce chapitre peut s'exprimer ainsi : « La révolution est morte, vive la révolution! » (1).

***

Le chapitre consacré à la grève d'octobre est daté de novembre 1905. Cet article fut écrit pendant les dernières heures de la grande grève qui jeta dans le désarroi la bande des gouvernants et força Nicolas II à signer d'une main tremblante le manifeste du 17 octobre. A cette époque, l'article fut publié dans deux numéros du journal social-démocrate Natchalo (*le* Début) *qui paraissait à Pétersbourg; on le reprodnit ici presque sans modifications, non seulement parce qu'it retrace d'une manière suffisante pour notre dessein le tableau général de la grève, mais aussi parce que l'état d'âme qu'il exprime et le ton qui y est employé caractérisent jusqu'à un certain point la façon d'écrire des publicistes de cette époque.*

***

La seconde partie du tivre constitue un tout indépendant : c'est l'histoire du procès intenté au Soviet des Députés Ouvriers, puis de la déportation en Sibérie et de l'évasion de l'auteur du présent ouvrage. Cependant tes deux parties du livre sont intimement liées. Le Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg, vers ta fin de 1905, se tenait au centre des événements révolutionnaires; de plus, et surtout, t'arrestation des

(1) En français dans le texte. — N. d. T.

membres du Soviet ouvre l'époque de la contre-révolution. Toutes les organisations révolutionnaires du pays en sont les victimes, les unes après les autres. Systématiquement, pas à pas, avec une persévérance acharnée et une soif de vengeance sans pareille, les vainqueurs effacent toutes les traces du grand mouvement. Et moins ils se sentent en danger, plus sanguinaire devient leur basse rancune. Le Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg fut mis en cause dès 1906; la plus forte peine appliquée fut la privation de tous droits et la déportation en Sibérie à perpétuité. Le Soviet des Députés Ouvriers d'Ekatérinoslav ne fut jugé qu'en 1909, et le résultat fut différent : quelques dizaines d'accusés furent condamnés aux travaux forcés; il y eut 32 sentences de mort dont 8 furent exécutées.

Après une lutte digne des Titans et la victoire éphémère de la révolution, c'est l'époque de la liquidation, — ce sont les arrestations, les déportations, les tentatives d'évasion, la dispersion des révolutionnaires dans le monde entier... Tel est le lien qui unit les deux parties de ce livre.

*
**

En terminant cette préface, nous exprimons notre vive gratitude à Mme Zaroudna-Kavos, artiste de Pétersbourg, qui a mis à notre disposition les études au crayon et les dessins à la plume qu'elle avait faits pendant le procès du Soviet des Députés Ouvriers.

Vienne, octobre 1909.

L. TROTSKY.

1905

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE LA RUSSIE ET LE TSARISME

Notre révolution (1) a tué notre *particularisme*. Elle a montré que l'histoire n'avait point créé pour nous des lois d'exception. Et, en même temps, la révolution russe a précisément un caractère tout particulier qui est la somme des traits distinctifs de notre développement social et historique, et qui ouvre à son tour des perspectives historiques toutes nouvelles.

Il est inutile de se demander si, en comparaison avec l'Europe occidentale, nous différons d'elle, nous autres Russes, en *qualité* ou en *quantité :* ce serait pure métaphysique. Mais il est indubitable que le développement social de la Russie a pour traits essentiellement distinctifs sa lenteur et sa nature primitive. L'Etat russe, en fait, est seulement un peu plus jeune que les autres Etats de l'Europe ; les chroniques fixent à l'année 862 le début de l'existence de l'Etat russe. Cependant, la marche extrêmement lente du développement économique, par suite des conditions défavorables que lui créaient la nature du pays et la dispersion de la population, entravait le processus de cristallisation sociale et mettait toute notre histoire dans un extrême retard.

Il est difficile de dire quelle aurait été l'existence de l'Etat russe si elle avait dû s'écouler dans l'isolement, sous l'influence de tendances exclusivement intérieures. Il suffit qu'il n'en ait pas été ainsi. La vie sociale russe s'est trouvée dès le début et de plus en plus, soumise à l'incessante pression des forces de l'Europe occidentale, des rapports sociaux et gouvernementaux d'une civilisation plus développée. Comme le commerce international était relativement peu considérable, le rôle principal revient aux rapports militaires qui existaient entre Etats. L'influence sociale de l'Europe se traduisit d'abord par l'introduction de l'art militaire.

L'Etat russe qui s'éleva sur des bases économiques toutes primitives se heurta dans son chemin à des organisations nationales dont les origines avaient des bases économiques plus élevées. Deux possibilités s'ouvraient alors : l'Etat russe devait ou succomber dans la lutte contre ces organisations, comme il en fut de la

(1) Il s'agit de la révolution de 1905 et des changements qu'elle a apportés dans la vie sociale et politique de la Russie : formation de partis, représentation dans les Doumas, lutte politique ouverte, etc...

Horde Dorée (1) dans son conflit avec Moscou, ou bien devancer le développement de ses propres conditions économiques en absorbant, sous la pression du dehors, une immense partie des sources vives de la nation. Pour adopter le premier parti, l'économie populaire russe était déjà trop éloignée de sa situation primitive. L'Etat ne fut point renversé, mais s'accrut sous la pression monstrueuse des forces économiques de la nation.

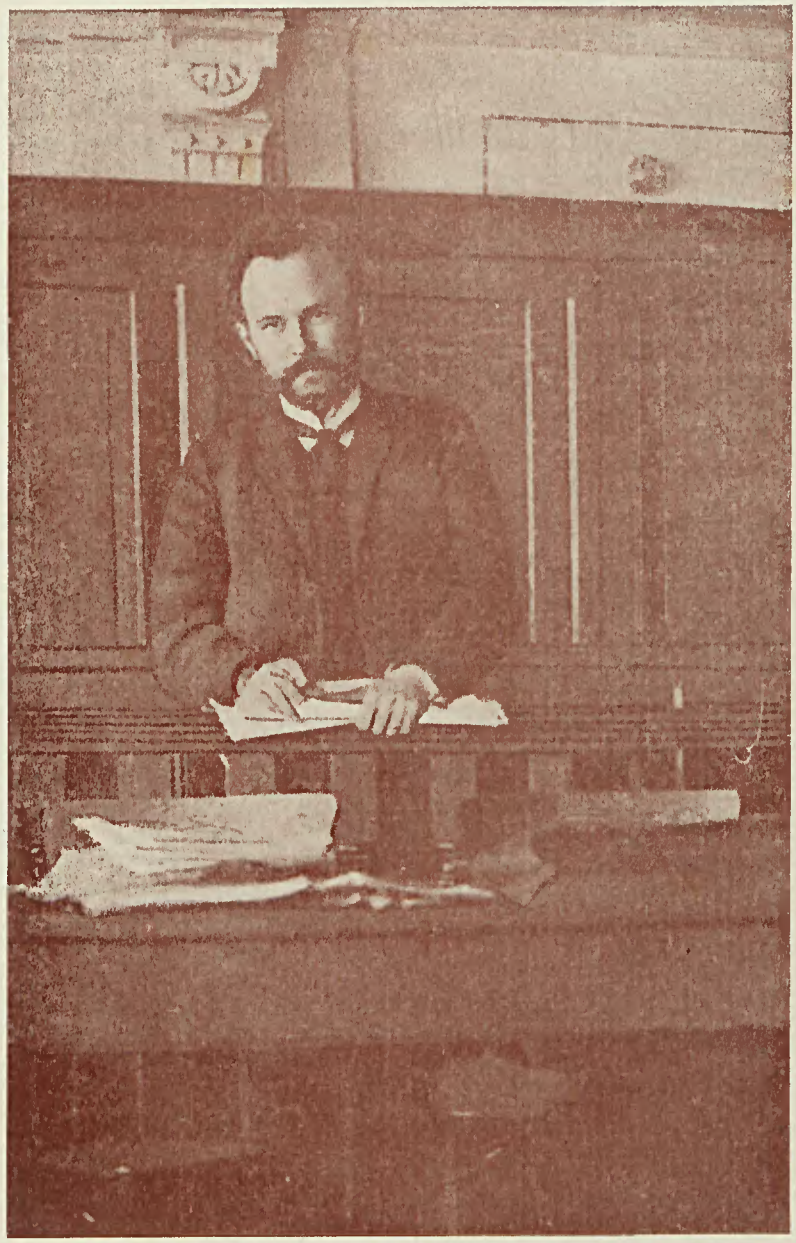
Jusqu'à un certain point, ce que l'on vient de dire peut s'appliquer bien entendu à tout autre Etat européen. Mais on y trouvera cette différence que, dans la lutte pour l'existence qu'ils menèrent entre eux, ces Etats s'appuyaient sur des bases économiques à peu près de même valeur et que, par conséquent, le développement de leurs fonctions politiques n'éprouvait point de pression extérieure aussi écrasante au point de vue économique.

La lutte contre les Tatars de Crimée et de Nogaï exigea une extrême tension d'énergie. Mais l'effort ne fut, certes, pas plus considérable que celui qu'entraîna la lutte séculaire de la France contre l'Angleterre. Ce ne sont pas les Tatars qui ont contraint la Russie à adopter les armes à feu et à créer des régiments permanents de Strélitz; ce ne sont pas les Tatars qui l'ont obligée plus tard à constituer une cavalerie de reîtres et une infanterie. La pression vint plutôt de la Lithuanie, de la Pologne et de la Suède. Pour se maintenir contre des ennemis mieux armés, l'Etat russe fut forcé de se créer une industrie et une technique, d'engager à son service des spécialistes de l'art militaire, des monnayeurs et faux-monnayeurs publics, des fabricants de poudre, de se procurer des manuels de fortification, d'instituer des écoles navales, des fabriques, des conseillers secrets et intimes de la Cour. S'il fut possible de faire venir de l'étranger les instructeurs militaires et les conseillers secrets, on fut bien obligé de tirer les moyens matériels, coûte que coûte, du pays même.

L'histoire de l'économie politique russe constitue une chaîne ininterrompue d'efforts héroïques en leur genre, tous destinés à garantir les ressources indispensables de l'organisation militaire. Tout l'appareil gouvernemental fut construit et, de temps à autre reconstruit dans l'Intérêt du Trésor. La tâche des gouvernants consistait à se saisir des moindres parcelles du travail national et à les utiliser pour les fins en question.

Dans sa recherche des fonds indispensables, le gouvernement ne reculait devant rien : il imposait aux paysans des charges fiscales arbitraires et toujours excessives, auxquelles la population ne pouvait se façonner. Il établit la responsabilité solidaire de la commune. Par des prières et des menaces, par des exhortations

(1) Ainsi s'appelait la résidence des khans mongols qui occupèrent les bords du Volga au XIIIe siècle. La Horde Dorée subsista jusqu'en 1502. — N. d. T.



KHROUSTALEV
Président du Soviet.

et des violences, il extorqua de l'argent aux marchands et aux monastères. Les paysans s'enfuyaient dans toutes les directions, les marchands émigraient. Les recensements du XVIIe siècle témoignent une réduction progressive de la population. Sur un budget d'un million et demi, environ 85 0/0 étaient employés alors à l'entretien des troupes. Au début du XVIIIe siècle, Pierre, par suite des revers qu'il avait essuyés, fut obligé de réorganiser l'infanterie sur un nouveau pied et de créer une flotte. Dans la seconde moitié du même siècle, le budget atteignait déjà de 16 à 20 millions, dont 60 à 70 0/0 servaient aux besoins de l'armée et de la flotte. Jamais ces dépenses ne descendirent au-dessous de 50 0/0, même sous Nicolas Ier. Au milieu du XIXe siècle, la guerre de Crimée mit face à face l'autocratie des tsars avec les Etats de l'Europe les plus puissants sous le rapport économique, l'Angleterre et la France, d'où résulta la nécessité de réorganiser l'armée sur la base du service militaire universel. Lors du demi-affranchissement des paysans en 1861, les besoins du fisc et de la guerre jouaient dans l'Etat un rôle décisif.

Mais les ressources intérieures ne suffisaient pas. Déjà, sous Catherine II, le gouvernement avait trouvé la possibilité de conclure des emprunts extérieurs. Désormais, et de plus en plus, la bourse européenne devient la source qui alimente les finances du tsarisme. L'accumulation d'énormes capitaux sur les marchés financiers de l'Europe occidentale exerce, depuis ce temps-là, une influence fatale sur le développement politique de la Russie. L'accroissement de l'organisation politique s'exprime maintenant non seulement par une augmentation démesurée des impôts indirects, mais aussi par une inflation fiévreuse de la dette publique. En dix ans, de 1898 à 1908, cette dette s'accroît de 19 0/0, et à la fin de cette période elle atteignait déjà 9 milliards de roubles. A quel point l'appareil gouvernemental de l'autocratie était dans la dépendance de Rothschild et de Mendelssohn, on peut le voir par ce fait que les seuls intérêts de la dette absorbaient alors environ un tiers des revenus nets du Trésor. Dans le budget de 1908, les dépenses prévues pour l'armée et la flotte, avec les intérêts de la dette publique et les frais entraînés par l'achèvement de la guerre, s'élevaient à 1.018.000.000 de roubles, c'est-à-dire à 40,5 0/0 du budget total.

Par suite de la pression qu'exerçait ainsi l'Europe occidentale, l'Etat autocrate absorbait une portion démesurée du surproduit, c'est-à-dire vivait aux frais des classes privilégiées qui se formaient alors, et entravait ainsi leur développement, déjà fort lent par lui-même. Mais ce n'est pas tout. L'Etat jetait son dévolu sur les produits indispensables de l'agriculture, arrachait au laboureur ce qui devait alimenter son existence, le chassait des lieux où il avait à peine eu le temps de s'installer et gênait ainsi l'accroissement de la population, retardait le développe-

ment des forces productrices. De cette manière, dans la mesure où l'Etat absorbait une portion excessive du surproduit, il arrêtait le processus déjà si lent de la différenciation des classes; et en ôtant à l'agriculteur une partie considérable des produits dont il avait absolument besoin, l'Etat détruisait même les bases primitives de production sur lesquelles il eût dû s'étayer.

Mais, pour exister et dominer, l'Etat lui-même avait besoin d'une organisation hiérarchique des classes. Voilà pourquoi, tout en sapant les bases économiques qui permettraient l'accroissement de cette organisation, l'Etat cherche à en forcer le développement par des mesures d'ordre gouvernemental, et, comme tout autre gouvernement, il tente de diriger ce mouvement de la formation des classes d'une manière conforme à ses intérêts.

Dans le jeu des forces sociales, l'équilibre penchait beaucoup plus du côté du pouvoir gouvernemental qu'on ne le voit dans l'histoire de l'Europe occidentale. L'échange de services — au préjudice du peuple travailleur — entre l'Etat et les groupes supérieurs de la société, échange qui se traduit dans la répartition des droits et des obligations, des charges et des privilèges, s'effectuait chez nous beaucoup moins avantageusement pour la noblesse et le clergé que dans les Etats occidentaux de l'Europe médiévale. Et, cependant, il serait fort exagéré, — ce serait détruire toute perspective historique, — d'affirmer, comme le fait Milioukov dans son histoire de la culture russe, qu'à cette époque, tandis qu'en Occident les classes créaient l'Etat, chez nous le pouvoir de l'Etat créait les classes dans son intérêt.

Les classes ne peuvent être constituées par voie législative ou administrative. Avant que tel ou tel groupe de la société puisse, avec l'aide du pouvoir gouvernemental, prendre figure de classe privilégiée, il doit acquérir de lui-même tous ses avantages économiques. On ne fabrique pas des classes d'après des listes hiérarchiques ou au moyen des statuts d'une Légion d'Honneur.

Il est seulement hors de doute que, par rapport aux classes privilégiées russes, le tsarisme jouissait d'une indépendance incomparablement plus grande que celle dont bénéficia l'absolutisme européen, qui sortit d'une monarchie de classe.

L'absolutisme atteignit l'apogée de sa puissance lorsque la bourgeoisie, qui s'était élevée sur les épaules du Tiers-Etat, s'affermit au point de servir de contrepoids suffisant en face de la société féodale. Une situation dans laquelle les classes privilégiées et possédantes se faisaient équilibre, en luttant entre elles, garantissait à l'organisation gouvernementale le maximum d'indépendance. Louis XIV disait : L'Etat, c'est moi. La monarchie absolue de Prusse apparaissait à Hegel comme le but en soi, comme la réalisation de l'idée gouvernementale en général.

Dans son effort pour créer un appareil gouvernemental centralisé, le tsarisme dut réprimer les prétentions des classes privi-

légiées, et il dut surtout lutter contre l'indigence, le caractère sauvage et le manque de cohésion du pays, dont les différentes parties vivaient d'une existence économique absolument indépendante. Ce ne fut pas l'équilibre des classes dirigeantes au point de vue économique, comme en Occident, ce fut au contraire leur faiblesse sociale et leur nullité politique qui firent de l'autocratie bureaucratique un pouvoir absolu. Sous ce rapport, le tsarisme est une forme intermédiaire entre l'absolutisme européen et le despotisme asiatique, et peut-être se rapproche-t-il plutôt de ce dernier.

Mais, tandis que des conditions sociales qui tenaient à moitié de l'Asie transformaient le tsarisme en une organisation autocratique, la technique et le capital de l'Europe armaient cette organisation de toutes les ressources qui sont le propre des grandes puissances européennes. Cette circonstance donna au tsarisme la possibilité d'intervenir dans tous les rapports politiques de l'Europe, et son poing très lourd joua un rôle décisif dans tous les conflits. En 1815, Alexandre Ier se montre à Paris, rétablit les Bourbons et devient le propagateur de l'idée de la Sainte-Alliance. En 1848, Nicolas Ier conclut un merveilleux emprunt pour écraser la révolution européenne et envoie des soldats russes combattre les Hongrois insurgés. La bourgeoisie européenne espérait que les troupes du tsar lui serviraient un jour à lutter contre le prolétariat socialiste, comme elles avaient servi jadis au despotisme européen contre la bourgeoisie même.

Mais le développement historique marcha par d'autres voies. L'absolutisme se brisa au capitalisme qu'il avait suscité avec tant de zèle.

A l'époque préeapitaliste, l'influence de l'économie européenne sur l'économie russe était nécessairement limitée. Le caractère naturel et, par conséquent, indépendant et absolu de l'économie populaire russe la protégeait contre l'influence des formes supérieures de production. La structure de nos classes, comme nous l'avons dit, n'atteignit jamais son complet développement. Mais lorsque les rapports capitalistes s'établirent définitivement en Europe, lorsque la finance créa une nouvelle économie, lorsque l'absolutisme, dans sa lutte pour l'existence, devint l'allié du capitalisme européen, — la situation changea du tout au tout.

Les socialistes de pure « critique », qui avaient cessé de comprendre l'importance du pouvoir gouvernemental pour la révolution socialiste, auraient pu, d'après l'exemple de l'autocratie russe, si barbare et dépourvue de système que fût son activité, constater le rôle immense qu'il appartient de jouer au pouvoir de l'Etat dans le domaine purement économique, lorsque l'œuvre de l'Etat s'accomplit dans le sens général du développement historique.

En devenant l'instrument de capitalisation dans l'économie russe, le tsarisme s'affermissait avant tout lui-même.

Vers l'époque où la société bourgeoise qui se développait sentit le besoin d'avoir des institutions politiques comme celles de l'Occident, l'autocratie, avec l'aide de la technique et du capital européens, prit le caractère d'un très gros entrepreneur capitaliste, banquier, propriétaire du monopole des chemins de fer et de l'eau-de-vie. Elle s'appuyait sur un appareil bureaucratique centralisé qui ne valait rien pour régulariser les nouveaux rapports, mais était fort capable d'énergie quand il s'agissait d'une répression systématique. Le trop d'étendue de l'Empire fut corrigé par le télégraphe qui donne aux actes de l'administration de la certitude, une uniformité relative et de la rapidité, tandis que les chemins de fer permettent de transporter en peu de temps la force armée d'un bout à l'autre du pays. Les gouvernements européens, avant de subir une révolution, n'avaient pas connu, pour la plupart, les chemins de fer ou le télégraphe. L'armée dont disposait l'absolutisme était une force colossale, et, si elle se montra au-dessous de sa tâche dans les sérieuses épreuves de la guerre russo-japonaise, elle était encore assez bonne pour assurer la domination du pouvoir à l'intérieur. Le gouvernement de l'ancienne France, pas plus que les gouvernements européens à la veille de 1848, ne disposa jamais d'un instrument analogue à celui que constitue actuellement l'armée russe.

La puissance financière et militaire de l'absolutisme écrasait et aveuglait non seulement la bourgeoisie européenne, mais même le libéralisme russe, en lui enlevant tout espoir de pouvoir lutter contre l'absolutisme à forces égales et ouvertement. Cette puissance militaire et financière excluait, semblait-il, toute possibilité de révolution russe.

Or, ce qui arriva, ce fut tout le contraire.

Plus l'Etat est centralisé et indépendant des classes dirigeantes, plus il se transforme vite en organisation absolue, élevée au-dessus de la société. Plus les forces militaires et financières d'une organisation de ce genre sont grandes, plus elle peut prolonger avec succès sa lutte pour l'existence. L'Etat centralisé, avec un budget de deux milliards, une dette de huit milliards et une armée permanente d'un million d'hommes, pouvait subsister longtemps après avoir cessé de satisfaire aux exigences les plus élémentaires du développement social, — et même, en particulier, aux exigences de la sécurité militaire, pour la conservation de laquelle il avait été constitué.

De cette manière, la puissance administrative, militaire et financière de l'absolutisme, qui lui donnait la possibilité de subsister en dépit du développement social, bien loin de prévenir toute révolution comme le pensait le libéralisme, faisait au contraire de la révolution l'unique issue admissible, et cette révolution devait avoir un caractère d'autant plus radical que la puissance de l'absolutisme creusait davantage le précipice entre le

pouvoir et les masses populaires entraînées dans le nouveau mouvement économique.

Le marxisme russe peut s'enorgueillir vraiment de ce fait qu'il a été seul à élucider les tendances de ce mouvement, que seul il en a prévu les formes générales (1) à une époque où le libéralisme se nourrissait des inspirations d'un « réalisme » tout utopique, tandis que les « populistes » révolutionnaires vivaient de fantasmagories et de croyance aux miracles.

(1) Même un bureaucrate réactionnaire, tel que le prof. Mendéléev, ne peut s'empêcher de le reconnaître. A propos du développement de l'industrie, il note ceci : « Les socialistes aperçurent, en ce point, certaines vérités et les comprirent dans une certaine mesure, mais ils s'égarèrent, entraînés par l'esprit latin (!), lorsqu'ils recommandèrent la violence, lorsqu'ils flattèrent les bas instincts de la populace et visèrent aux coups d'Etat et au pouvoir. »

LE CAPITALISME RUSSE

Le niveau de développement des forees produetriees, en raison dc la rapacité de l'Etat, était trop bas pour permettre l'aceumulation du superflu, ou bien une large extension de la division sociale du travail, ou bien l'aeeroissement des villes. Les métiers ne se séparaient point de l'agriculture, ne se eoncentraient point dans les villes, mais restaient dispersés avee la population rurale, entre les mains des artisans villageois, dans toute l'étendue du pays. A eause même de la dispersion des industries, les artisans étaient obligés de travailler non pas sur eommande, comme le font eeux des villes européennes, mais pour la vente en gros. L'intermédiaire entre les produeteurs isolés et les eonsommateurs non moins isolés, e'était le marehand (en russe : *gost, l'hôte, le voyageur*). De eette manière, l'éparpillement et le dénuement de la population et, par eonséquent, le peu d'importanee des villes, rendaient extrêmement important le rôle *du capital commercial* dans l'organisation éeonomique de l'aneienne Moseovie. Mais ee eapital demeurait moreelé et n'arrivait point à eréer de grands eentres eommereiaux.

Ce ne fut point l'artisan villageois ni même le gros eommerçant qui sentirent la néeessité de eréer une forte et vaste industrie, ee fut *l'Etat*. Les Suédois obligèrent Pierre à eonstruire une flotte et à reeonstituer sur un nouveau type son armée. Mais, en compliquant son organisation militaire, l'Etat de Pierre le Grand tombait sous la dépendanee directe de l'industrie des villes hanséatiques, de la Hollande et de l'Angleterre. La eréation de manufactures nationales affeetées au serviee de l'armée et de la flotte devient ainsi la tâche essentielle de la défense de l'Etat. Avant Pierre, il n'avait jamais été question de produetion industrielle. Après lui, on eompte déjà 233 entreprises publiques ou privées de grande envergure : mines et arsenaux, fabriques de drap, de toile, de toile à voile, ete. La base éeonomique de ees nouvelles formations industriellcs était constituée d'un côté par les ressources de l'Etat, de l'autre par le eapital eommercial. Enfin, assez souvent, une nouvelle branehe d'industrie était importée en même temps que le eapital européen qui s'était assuré les privilèges néeessaires pour un eertain nombre d'années.

Le capital des marehands joua un grand rôle dans la eréation de la grosse industrie en Europe oeeidentale. Mais, là-bas, la manu-

facture s'était élevée au préjudice du petit métier, en voie de décomposition, et l'artisan d'autrefois avait perdu son indépendance pour devenir le salarié du fabricant. La manufacture transportée de l'Occident en Moscovie n'y trouva point d'artisans libres et fut obligée d'employer le travail des serfs.

De cette façon, la fabrique russe, au XVIII[e] siècle, se trouva, dès le début, affranchie de toute concurrence du côté des villes. Mais l'artisan des campagnes ne rivalisait pas davantage avec elle : il travaillait pour le consommateur en gros, tandis que la fabrique, régie par un règlement du haut en bas, était principalement au service de l'Etat et, en partie, des hautes classes de la société.

Dans la première moitié du XIX[e] siècle, l'industrie textile brise le cercle du travail servile et des règlements d'Etat. La fabrique, basée sur le travail des salariés libres, était, bien entendu, radicalement hostile aux normes sociales de la Russie sous Nicolas I[er]. Les nobles possesseurs d'esclaves étaient donc tous partisans de la liberté de l'industrie. Toutes les sympathies de Nicolas allaient de ce côté. Et, cependant, les besoins de l'Etat, les intérêts du fisc en particulier, le contraignirent à une politique de tarifs prohibitifs et de subventions financières aux fabricants. Lorsque l'exportation des machines d'Angleterre fut enfin autorisée, l'industrie textile russe se moula tout entière sur les modèles anglais. L'Allemand Knopp, de 1840 à 1850 environ, transporta d'Angleterre en Russie le matériel de 122 filatures, jusqu'au dernier clou compris. Dans les diverses régions de l'industrie textile circulait même ce dicton : « A l'église, c'est le pope; à la fabrique, c'est Knopp. » Et comme l'industrie textile travaillait pour le marché, malgré l'insuffisance constante du nombre d'ouvriers libres et exercés, elle réussit à mettre la Russie, avant l'abolition du servage, au cinquième rang pour le nombre des métiers. Mais les autres branches d'industrie, la métallurgie surtout, ne s'étaient presque point développées depuis Pierre. La cause principale de ce marasme, c'était le servage qui ne permettait point l'application d'une nouvelle technique. Si la fabrication des indiennes répondait à un besoin chez les paysans esclaves, le fer supposait une industrie développée, l'existence de grandes villes, de chemins de fer, de bateaux à vapeur. Il était impossible de créer tout cela sur la base du servage. Celui-ci retardait en même temps le développement de l'économie rurale qui travaillait de plus en plus pour les marchés étrangers. L'abolition du servage s'imposait donc sans délai, c'était la condition même du développement économique. Mais qui pouvait l'accomplir? La noblesse ne voulait pas en entendre parler. La classe capitaliste était encore trop insignifiante pour obtenir par pression une réforme si considérable. Les troubles qui se produisaient fréquemment parmi les paysans ne pouvaient en aucune manière se comparer, pour leur étendue, à

la guerre de paysans qui eut lieu en Allemagne ou à la Jaequerie française; ce furent des explosions partielles qui ne trouvèrent point de direction dans les villes et furent trop faibles pour détruire la puissance des propriétaires. C'était donc à l'Etat de dire le dernier mot. Le tsarisme dut essuyer les désastres militaires de Crimée pour se décider, dans son propre intérêt, à frayer devant le capital la route du progrès par la demi-réforme, par le demi-affranchissement de 1861.

Dès ce moment s'ouvre la nouvelle période du développement économique du pays; ce qui la caractérise, c'est la formation rapide d'un réservoir de travail « libre », c'est le fiévreux accroissement du réseau des chemins de fer, c'est la création de ports, c'est l'afflux incessant des capitaux européens, l'européanisation de la technique industrielle, l'augmentation des facilités et le bon marché du crédit, c'est un plus grand nombre de compagnies montées sur actions, c'est l'apparition de l'or sur le marché, c'est un furieux protectionnisme et l'inflation de la dette publique qui s'amoncelle comme une avalanche. Le règne d'Alexandre III (1881-1894), — époque où une idéologie de nationalisme spécifique et absolu dominait toutes les pensées, s'imposait à tous les esprits, dans le logement du conspirateur révolutionnaire (populiste) aussi bien que dans la chancellerie impériale (populisme officiel), — fut aussi l'époque d'une révolution impitoyable dans tous les rapports qui régissaient la production; en implantant la grosse industrie et en prolétarisant le moujik, le capital européen, par là même, sapait les bases les plus profondes de l'autonomie moscovite et asiatique.

Les chemins de fer furent le puissant instrument d'industrialisation du pays. L'initiative de leur création appartint, bien entendu, à l'Etat. La première voie ferrée — entre Moscou et Pétersbourg — fut ouverte en 1851. Après les désastres de Crimée, le gouvernement cède la place aux entreprises privées, en ce qui concerne la construction de ces voies. Mais le gouvernement lui-même, inlassable ange gardien, reste derrière le dos des entrepreneurs; il concourt à la formation de capitaux par actions et obligations, il se charge de garantir les revenus du capital et il jonche le chemin des actionnaires de toutes sortes de privilèges et d'avantages encourageants. Pendant les dix premières années qui suivirent l'abolition du servage, on construisit chez nous sept mille verstes de voies ferrées, pendant les dix années suivantes douze mille verstes, puis, pendant un troisième groupe de dix années, six mille verstes, et enfin, pendant les dix ans qui suivirent, plus de vingt mille verstes en Russie d'Europe et environ trente mille dans tout l'Empire.

De 1880 jusqu'à la fin du siècle, lorsque Witte se faisait le héraut de l'idée d'un capitalisme autocrate et policier, l'Etat recommence à grouper entre ses mains toutes les entreprises de chemins

de fer. Le développement du crédit, pour Witte, était un moyen, mis entre les mains du ministre des finances, « de diriger l'industrie nationale dans tel ou tel sens »; les chemins de fer de l'Etat se présentaient de même à son esprit de bureaucrate comme « un puissant instrument qui permettrait de régir le développement économique du pays ». En homme de bourse et en ignorant politicien, il était incapable de comprendre qu'il rassemblait des forces et qu'il préparait des armes pour la révolution. Vers 1894, la longueur des voies ferrées atteignait 31.800 verstes, dont 17.000 appartenaient à l'Etat. En 1905, année de la première révolution, le personnel des chemins de fer, qui joua un rôle politique si considérable, comptait dans ses rangs 667.000 personnes.

La politique douanière du gouvernement russe, qui combinait étroitement la rapacité du fisc avec un aveugle protectionnisme, fermait presque complètement la route aux marchandises européennes. Privé de la possibilité de jeter sur notre marché ses produits, le capital occidental franchit la frontière de l'ouest sous l'espèce la moins vulnérable et la plus séduisante : il fut pour nous de l'argent. L'animation du marché financier russe dépendait toujours des nouveaux emprunts qu'on pourrait conclure à l'étranger. Parallèlement à cela, les entrepreneurs européens s'emparaient directement des branches les plus importantes de l'industrie russe. Le capital financier de l'Europe, en se taillant la part du lion dans le budget de l'Etat russe, revenait en partie sur le territoire de la Russie, sous forme de capital industriel. Cela lui donnait la possibilité non seulement d'épuiser, par l'intermédiaire du fisc gouvernemental, les forces productrices du moujik, mais aussi d'exploiter directement l'énergie ouvrière de nos prolétaires. Pendant les seules dix dernières années du siècle précédent, surtout après le lancement de la monnaie d'or (1897), on n'introduisit pas moins d'un milliard et demi de roubles de capital industriel en Russie. Alors que, pendant les quarante années qui avaient précédé 1892, les fonds des entreprises par actions, en capital entièrement versé, ne s'élevaient qu'à 919 millions, ils montèrent brusquement, dans les dix années qui suivirent, à 2,1 milliards de roubles. L'importance que prit ce torrent d'or qui de l'Occident se déversait sur l'industrie russe, est visible par ce fait que la valeur de la production de toutes nos fabriques et usines, qui s'élevait à 1,5 milliard de roubles en 1890, atteignit en 1900 de 2,5 à 3 milliards. En même temps, le nombre des ouvriers des fabriques et des usines montait de 1,4 million à 2,4 millions.

Si l'économie russe, de même que la politique de la Russie, se développait toujours sous l'influence immédiate ou, pour mieux dire, sous la pression de l'économie européenne, la forme et la profondeur de cette influence changeaient sans cesse comme nous le voyons. A l'époque de la production par les métiers et les manu-

faetures en Oeeident, la Russie avait emprunté à l'Europe des teehnieiens, des arehiteetes, des eontremaîtres et en général des artisans expérimentés. Lorsque la manufaeture fut remplaeée par la fabrique, la Russie s'oeeupa surtout d'emprunter et d'importer des maehines. Et enfin, lorsque sous l'influenee immédiate des besoins de l'Etat, le servage fut aboli, eédant la plaee au travail « libre », la Russie s'ouvrit à l'aetion direete du eapital industriel, auquel les emprunts extérieurs de l'Etat frayèrent la route.

Les ehroniques raeontent qu'au IXe siècle nous appelâmes d'outre-mer les Varègues, pour établir avee leur eoneours notre Etat national. Vinrent ensuite les Suédois, qui nous enseignèrent l'art de la guerre suivant les méthodes européennes. Thomas et Knopp nous apportèrent l'industrie textile. L'Anglais Hughes implanta dans le Midi de notre pays la métallurgie. Nobel et Rothsehild transformèrent la Transeaueasie en une fontaine de revenus (gisements pétrolifères). Et, en même temps, le *Grand Wiking*, l'international Mendelssohn, faisait de la Russie le domaine de la bourse.

Tant que notre lien éeonomique avee l'Europe fut limité à l'introduetion de maîtres-ouvriers et à l'importation des maehines, ou même à des emprunts destinés à la produetion, il ne s'agissait en somme, pour l'éeonomie nationale de la Russie, que de s'ineorporer tels ou tels éléments de la produetion européenne. Mais lorsque les eapitaux libres de l'étranger, poursuivant des bénéfiees sans eesse plus élevés, se jetèrent sur le territoire russe qu'entourait la grande muraille ehinoise des droits douaniers, l'histoire voulut aussitôt que toute l'éeonomie russe se eonfondît avee l'organisme du eapital industriel européen. C'est là le programme dont l'exéeution oeeupe les dernières dizaines d'années de notre histoire éeonomique.

Jusqu'à 1861, il n'existait eneore que 15 0/0 du nombre total des entreprises industrielles russes; de 1861 à 1880, eette proportion est de 23,5 0/0 et, de 1881 à 1900, elle monte au-dessus de 61 0/0; dans les dix dernières années du siècle préeédent, 40 0/0 de toutes les entreprises existantes faisaient leur apparition.

En 1767, la Russie produisait 10 millions de pouds de fonte. En 1886 (cent ans plus tard!) eette produetion n'avait monté que jusqu'à 19 millions à peine. En 1896, elle atteignait déjà 98 millions et, en 1904, 180 millions; il faut noter que si, en 1890, le midi de la Russie ne fournissait eneore que 1/5 de toute la fonte, dix ans plus tard il en donnait déjà la moitié. Le développement de l'industrie pétrolifère au Cauease mareha de la même façon. Entre 1860 et 1870, l'extraetion ne donnait eneore que moins d'un million de pouds de naphte; en 1870, la produetion atteint 21,5 millions de pouds. Depuis 1885 environ, le eapital étranger se met à l'œuvre, s'empare de la Transeaueasie, de Bakou jusqu'à Batoum, et travaille pour le mareh mondial. En 1890, la produetion du

naphte monte à 242,9 millions de pouds et, en 1896, à 429,9 millions de pouds.

Ainsi l'exploitation des voies ferrées, du charbon et du naphte, dans le Midi, vers lequel se précipite le centre de gravité économique du pays, ne compte pas plus de vingt à trente ans. Le développement de la production prit ici, dès le début, un caractère purement américain et, en quelques années, les capitaux franco-belges changèrent radicalement la face de ces provinces méridionales, des steppes immenses, en les couvrant d'entreprises monstrueuses, presque inconnues en Europe. Il y fallut deux conditions : la technique européano-américaine et les subventions de l'Etat russe. Toutes les usines métallurgiques du Midi, — et beaucoup d'entre elles furent achetées, jusqu'au dernier boulon, en Amérique et transportées à travers l'Océan! — reçoivent, dès leur apparition, des commandes de l'Etat pour plusieurs années d'avance. L'Oural, avec ses mœurs patriarcales qui le rattachent encore à moitié à l'époque du servage, et avec son capital « national », resta de beaucoup en arrière; ce n'est que dans ces derniers temps que le capital anglais a entrepris d'extirper la barbarie et les vieilles coutumes de ce pays.

Les conditions historiques du développement de l'industrie russe expliquent suffisamment pourquoi, malgré sa jeunesse relative, ni la petite ni la moyenne production ne jouent ici un rôle considérable. La grosse industrie des fabriques et des usines ne grandit point chez nous « naturellement », organiquement, en passant progressivement par le petit métier et la manufacture, car les métiers eux-mêmes n'eurent pas le temps chez nous de se séparer du travail des campagnes et ils furent condamnés, par le capital et la technique des étrangers, à périr économiquement avant d'avoir pu naître. Les fabriques de cotonnade n'eurent point à lutter contre la concurrence de l'artisan; ce furent elles, au contraire, qui appelèrent à la vie les petits fabricants de toile dans les villages. L'industrie métallurgique du Midi ou pétrolière du Caucase n'eut point à se préoccuper non plus d'engloutir les petites entreprises; au contraire, il fallut susciter et animer celles-ci en un grand nombre de branches secondaires et auxiliaires de l'économie.

Il est absolument impossible d'exprimer par des chiffres précis les rapports proportionnels de la petite et de la grosse production en Russie, par suite de l'état vraiment pitoyable où se trouve notre statistique industrielle. Le tableau suivant ne donne qu'une idée approximative de la situation réelle, car les renseignements qui concernent les deux premières catégories d'entreprises, occupant jusqu'à 50 ouvriers, sont basés sur des données fort imparfaites ou, pour mieux dire, toutes d'occasion.

Groupes d'entreprises minières, d'usines et de fabriques	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers par unités de mille	Nombre d'ouvriers en 0,0
Moins de 10 ouvriers.....	17.436	65,0	2,5
De 10 à 49 —	10.586	236,5	9,2
De 50 à 99 —	2.551	175,2	6,8
De 100 à 499 —	2.779	608,0	23,8
De 500 à 999 —	556	381,1	14,9
De 1.000 et plus.....	453	1.097,0	42,8
Au total.....	34.361	2.562,8	100,0

La même question peut être mieux élucidée par la comparaison des bénéfices obtenus dans les diverses catégories d'entreprises commerciales et industrielles de Russie :

	Nombre d'entreprises	Bénéfices en millions
Bénéfice de 1.000 à 2.000 r.....	37.000 = 44,5 %	56 = 8,6 %
— au-dessus de 50.000 r...	1.400 = 1,7 %	291 = 45,0 %

En d'autres termes, environ la moitié du nombre total des entreprises (44,5 0/0) réalise moins d'un dixième du bénéfice total (8,6 0/0), tandis qu'un soixantième des entreprises (1,7 0/0) réalisent presque la moitié de ces mêmes bénéfices (45 0/0). Et il est hors de doute que les bénéfices des grosses entreprises, tels que les représentent ces chiffres, sont de beaucoup au-dessous de la réalité. Pour montrer à quel point l'industrie russe est centralisée, nous citerons ici les données parallèles qui concernent l'Allemagne et la Belgique, à l'exclusion des entreprises minières. (*Voyez les tableaux de la page* 29.)

Le premier tableau, bien que les données n'en soient point complètes, permet d'affirmer que : 1° dans les groupes de même espèce, une entreprise russe compte en moyenne beaucoup plus d'ouvriers qu'une entreprise allemande; 2° les groupes de grosses (51 à 1.000) et de très grosses (plus de 1.000) entreprises concentrent en Russie une plus grande proportion d'ouvriers qu'en Allemagne. Dans le dernier groupe, ce surplus a un caractère non seulement relatif, mais absolu. Le second tableau montre que l'on peut formuler les mêmes conclusions et qu'elles s'imposent d'une façon encore plus évidente quand on compare la Russie avec la Belgique.

I

Groupes d'entreprises (fabriques et usines)	Allemagne (recensement de 1895)				Russie (recherches statistiques de 1902)			
	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers			Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers		
		Par unités de mille	0/0	Par entreprise		Par unités de mille	0/0	Par entreprise
De 6 à 50 ouvr...	191.101	2.454,3	44	13	14.189	234,5	12,5	16,5
De 51 à 1.000 — ..	18.698	2.595,5	46	139	4.722	918,5	49,0	195,0
De 1.000 et plus.....	296	562,6	10	1.900	302	710,2	38,5	2.351,0
Au total.....	210.095	5.612,4	100		19.213	1.863,2	100,0	

II.

Groupes d'entreprises (fabriques et usines)	Belgique (recensement de 1895)				Russie (recherches statistiques de 1902)			
	Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers			Nombre d'entreprises	Nombre d'ouvriers		
		Par unités de mille	0/0	Par entreprise		Par unités de mille	0/0	Par entreprise
De 5 à 49 ouvriers.	13.000	162	28,3	12,5	14.189	234,5	12,6	16,5
De 50 à 499 — .	1.446	250	43,7	170,0	4.298	628,9	33,8	146,3
De 500 et plus.....	184	160	28,0	869,0	726	999,8	53,6	1.377,0
Au total.....	14.650	572	100,0		19.213	1.863,2	100,0	

Nous verrons plus loin l'importance considérable que présenta cette concentration de l'industrie russe pour la marche de notre révolution comme, en général, pour le développement politique du pays.

En même temps, nous aurons à tenir compte d'une autre circonstance non moins capitale : cette industrie très moderne, du type capitaliste le plus élevé, n'englobe directement que la *minorité* de la population, tandis que la majorité, composée de paysans, se débat dans le réseau d'oppression et de misère que lui impose la constitution des classes. Cette circonstance, à son tour, fixe d'étroites limites au développement de l'industrie capitaliste.

Voici quelle est la répartition de la population *industrielle*, par rapport aux travailleurs de l'agriculture ou d'autres professions, en Russie et dans les Etats-Unis d'Amérique.

	Russie (recensement de 1897)		États-Unis (recensement de 1900)	
	Par unités de mille	0/0	Par unités de mille	0/0
Agriculture, sylviculture et entreprises analogues.	18.653	60,8	10.450	35,9
Mines, industrie de fabrication, commerce, transports, professions libérales, domestiques.	12.040	39,2	18.623	64,1
Au total.	30.693	100,0	29.073	100,0

Sur 128 millions d'habitants en Russie, on ne compte pas plus de travailleurs de l'industrie (30,6 millions) que dans l'Amérique du Nord (29 millions) où la population n'est que de 76 millions. Cela vient de ce que le pays est, de tous points, économiquement arriéré, par suite de quoi *l'énorme majorité formée par la population agricole en face des autres professions* (60,8 0/0 contre 39,2 0/0) est un fait qui domine tous les domaines de l'économie publique.

En 1900, les fabriques, les usines et les grosses manufactures des Etats-Unis produisaient des marchandises pour une valeur de 25 milliards de roubles, tandis que la Russie ne donnait que 2 milliards et demi, c'est-à-dire dix fois moins, ce qui montre à quel point le travail était chez nous peu productif en moyenne. Dans la même année, l'extraction du charbon atteignit: en Russie, 1 milliard de pouds; en France, 1 milliard; en Allemagne, 5 milliards; en Angleterre, 13 milliards de pouds. La production du fer donna

une proportion de 1,4 poud par tête en Russie, 4,3 en Franee, 9 en Allemagne, et 13,5 en Angleterre. « Et cependant, dit Mendéléev, nous serions eapables de fournir au monde entier de la fonte, du fer et de l'aeier qui reviennent dans notre pays à très bon marehé. Nos gisements pétrolifères, nos rieliesses en eharbon et en autres produits de la terre sont à peine entamés. » Mais il est impossible d'obtenir un développement de l'industrie en rapport avee tant de riehesses sans élargir le marehé intérieur, sans élever la eapaeité d'aehat de la population — en un mot sans assurer le relèvement économique des masses paysannes.

Voilà pourquoi la question agraire a une importanee déeisive pour les destinées eapitalistes de la Russie.

LA CLASSE PAYSANNE ET LA QUESTION AGRAIRE

D'après des calculs qui ne brillent pas d'ailleurs par leur exactitude, le revenu économique de la Russie, dans l'industrie d'extraction et de fabrication, atteint de 6 à 7 milliards de roubles par an, dont environ 1,5 milliard, c'est-à-dire plus d'un cinquième, est absorbé par l'Etat. De cette façon, la Russie est de trois à quatre fois plus pauvre que les autres pays d'Europe. Le nombre des travailleurs de production économique, par rapport au chiffre total de la population, est très restreint, comme nous l'avons vu, et la productivité de ces éléments est à son tour très peu considérable. Ceci concerne l'industrie, dont la production annuelle est loin de correspondre au nombre des bras employés; mais les forces productrices de l'agriculture se trouvent à un niveau incomparablement plus bas : celle-ci emploie, en effet, environ 61 0/0 des forces ouvrières du pays et, malgré cela, son revenu n'est que de 2,8 milliards, c'est-à-dire au-dessous de la moitié du revenu total de la nation.

Les conditions de l'économie rurale russe, représentées par la classe paysanne en son énorme majorité, ont été prédéterminées dans leurs traits essentiels par le caractère de « l'émancipation » de 1861. Cette réforme, réalisée dans l'intérêt de l'Etat, fut pratiquée de manière à satisfaire les exigences de la noblesse, — et le moujik fut non seulement lésé dans le partage de la terre, mais encore soumis au joug d'intolérables impôts.

Le tableau suivant montre les quantités de terre qui furent affectées, lors du partage de liquidation, aux trois principales catégories de paysans :

Catégories de paysans	Paysans du sexe masc. en 1860	Nombre de déciatines attribuées	Nombre de déciatines par paysan
Paysans ayant appartenu à des propriétaires nobles..	11.907.000	37.758.000	3,17
Paysans ayant appartenu à l'Etat.	10.347.000	69.712.000	6,74
Paysans possesseurs de terres.	870.000	4.260.000	4,90
Au total.	23.124.000	111.730.000	4,83

SÉLIVESTROV, OUVRIER MANŒUVRE,
un des accusés au procès du Soviet.

Si l'on admet que la part de terre donnée aux anciens serfs de l'Etat (6,7 déciatines par homme) était, dans les conditions économiques d'alors, suffisante pour occuper les bras de toute une famille, — ce qui correspond à peu près à la réalité, — on verra que les affranchis des anciens propriétaires et les paysans de la troisième catégorie auraient dû recevoir environ 44 millions de déciatines de plus pour avoir leur comptant. Les lots qui, du temps du servage, étaient exploités par les paysans pour leurs propres besoins, ne demandaient que la moitié du travail dont les paysans étaient capables, parce que ceux-ci devaient trois jours de travail par semaine à leur propriétaire. Cependant, sur ces lots insuffisants, on préleva dans l'ensemble, — avec de grandes différences de modalité suivant les régions, — environ 2 0/0 des meilleures terres au profit des seigneurs. De cette manière, la surpopulation du domaine agricole, qui avait été une des conditions du système des corvées, fut encore aggravée dans ses conséquences par le pillage des terres paysannes accompli au bénéfice de la noblesse.

Les cinquante ans qui suivirent la réforme amenèrent des changements considérables dans la propriété des terres qui passèrent des mains de la noblesse à celles des marchands et de la bourgeoisie paysanne, pour une valeur de 3/4 de milliard de roubles. Mais cette modification n'apporta presque aucun avantage à la masse paysanne.

Dans les cinquante gouvernements de la Russie d'Europe, la répartition des terres se présentait en 1905 comme il suit :

	En millions de déciatines
1. Lots.	112
Sur ce nombre appartiennent :	
Aux anciens serfs de l'Etat.	66,3
Aux anciens serfs des particuliers.	38,4
2. Terres appartenant à des particuliers.	101,7
Sur ce nombre appartiennent :	
A des sociétés et des compagnies.	15,7
(Sur ce nombre 11,4 à des associations de paysans.)	
Propriétés individuelles :	
Jusqu'à 20 déciatines.	3,2
(Sur ce nombre 2,3 à des paysans.)	
De 20 à 50 déciatines.	3,3
Au-dessus de 50 déciatines.	79,4
3. Terres de la couronne et lotissements libres (oudiéli).	145,0
Sur ce nombre, défrichées et labourables environ. . . .	4 à 6
4. Terres appartenant à des églises, à des monastères, aux municipalités et autres institutions.	8,8

Le résultat de la réforme, comme nous l'avons vu, fut de donner en moyenne 4,83 déciatines par paysan en ne comptant que les hommes; quarante-cinq ans plus tard, en 1905, le paysan ne possédait plus, par tête, que 3,1 déciatines, en y comprenant les lots nouvellement acquis. En d'autres termes, la superficie des terres possédées par la classe paysanne avait été réduite de 36 0/0.

Le développement de l'activité commerciale et industrielle, qui n'attirait pas à elle plus d'un tiers du surcroît annuel de la population paysanne; le mouvement d'émigration vers les provinces de la périphérie, qui raréfiait jusqu'à un certain point cette population dans le centre; enfin, l'action de la Banque Paysanne qui donna la possibilité aux paysans d'aisance moyenne et supérieure d'acquérir, de 1882 à 1905, 7,3 millions de déciatines de terre, — tous ces facteurs furent, par conséquent, impuissants à réagir en maintenant l'équilibre par rapport à l'accroissement naturel de la population et à prévenir l'aggravation de la crise occasionnée par le manque de terre.

D'après des calculs approximatifs, environ 7 millions d'hommes adultes ne trouvent pas dans le pays l'emploi de leurs forces. Ce n'est qu'une minorité parmi eux qui constitue les réserves de l'armée industrielle ou se compose de vagabonds professionnels, mendiants et autres. L'écrasante majorité de ces 5 millions d' « hommes inutiles » appartient à la classe paysanne des provinces où la terre est le plus fertile, des provinces de la *terre noire* (*tchernozem*). Ce ne sont pas des prolétaires, ce sont des paysans attachés à la glèbe. En appliquant leurs forces à une terre qui pourrait fort bien être travaillée sans eux, ils réduisent de 30 0/0 la productivité du travail paysan et, confondus avec la masse des cultivateurs, ils n'échappent à la prolétarisation qu'en instaurant le paupérisme parmi ces masses.

La seule issue que l'on puisse se représenter en théorie consisterait à intensifier l'économie agricole. Mais, pour cela, les paysans auraient besoin de connaissances, d'initiative; ils devraient être affranchis de la tutelle où on les maintient et jouir d'un statut juridique suffisamment stable, — conditions qui n'existaient point et ne pouvaient exister dans la Russie autocratique. De plus, et c'est là l'obstacle principal et essentiel qui entrave le perfectionnement de l'économie rurale, on manquait et on manque toujours de ressources matérielles. La crise de l'économie paysanne, par ce côté comme par rapport au manque de terre, remonte à la réforme de 1861.

Si insuffisants que fussent les lots attribués, les paysans ne les reçurent point à titre gratuit. Les terres qui les avaient nourris pendant la période du servage, c'est-à-dire qui leur appartenaient en propre et que la réforme avait, de plus, entamées, — les paysans durent les racheter et l'argent qu'ils versèrent à leurs anciens maîtres fut prélevé par l'intermédiaire de l'Etat. Des

agents du gouvernement, qui s'entendaient avec les propriétaires, procédèrent à l'estimation, — et, au lieu de 648 millions de roubles que représentait le revenu capitalisé de la terre, ils chargèrent les épaules du paysan d'une dette de 867 millions. Sans compter l'argent que versèrent les paysans pour racheter leur propre bien, ils versèrent en outre à leurs anciens maîtres 219 autres millions, rançon de leur affranchissement. A cela il fallait ajouter d'exorbitants droits de fermage, comme résultat du manque de terre, et le travail monstrueux du fisc gouvernemental. C'est ainsi que les impôts directs sur la terre grèvent chaque déciatine appartenant à un paysan de 1 r. 56 c., tandis que la déciatine appartenant à tout autre particulier ne paye que 23 c. Le budget de l'Etat pèse donc de tout son poids sur la classe paysanne. En se taillant la part du lion dans les revenus que donne la terre à l'agriculteur, l'Etat n'offre presque rien en échange au village pour relever son niveau intellectuel et développer ses forces productrices. Les comités locaux d'économie rurale, que le gouvernement avait organisés en 1902, constatèrent que les impôts directs et indirects absorbaient de 50 à 100 0/0, et plus, du revenu net d'une famille d'agriculteurs. Cette circonstance, d'une part, entraînait l'accumulation de dettes arriérées dont il n'y avait point d'espoir de sortir; elle causait d'autre part le marasme et même la décadence complète de l'économie rurale. Sur les immenses territoires de la Russie centrale, la technique du travail et le montant des récoltes sont encore au niveau où ils se trouvaient mille ans auparavant. La récolte du froment en Angleterre est en moyenne de 26,9 hectolitres à l'hectare, en Allemagne de 17,0, en Russie de 6,7. Il convient d'ajouter que la productivité des champs qui appartiennent aux paysans est de 46 0/0 inférieure à celle des terres de propriétaires nobles, et cette différence augmente d'autant plus que la récolte est plus mauvaise : le paysan a désappris depuis longtemps de rêver à des réserves de blé pour les mauvaises années. Les nouveaux apports commerciaux, basés sur la monnaie d'une part et le fisc d'une autre, le contraignent à transformer toutes ses réserves en nature et tout le surplus de sa production en valeurs sonnantes qui sont immédiatement absorbées par les droits de fermage et le Trésor public. La poursuite fiévreuse du rouble oblige l'agriculteur à violenter impitoyablement le sol, qui manque d'engrais et n'est point travaillé selon des méthodes rationnelles. La disette vient bientôt venger la terre épuisée, elle accable le village dépourvu de réserves, elle est pour lui un cataclysme dévastateur.

Mais, même pendant les années « normales », la masse paysanne n'échappe jamais à une demi-famine. Voici le budget du moujik qu'il conviendrait de graver sur les ventres dorés des banquiers européens, créanciers du tsarisme : pour sa nourriture, une famille de paysans dépense, par personne et par an, 19,5

roubles, pour son logement 3,8 r., pour le vêtement 5,5 r., pour les autres besoins matériels 1,4 r., pour les besoins intellectuels 2,5 r.! Un seul ouvrier qualifié en Amérique consomme directement et indirectement autant que deux familles de paysans russes de six personnes chacune. Mais pour couvrir ces frais que pas un moraliste politique n'oserait dire exagérés, l'agriculteur russe reste en déficit de plus d'un milliard de roubles par an. Les petites industries villageoises rapportent aux campagnes environ 200 millions de roubles. En décomptant cette somme, l'économie rurale se trouve encore devant un déficit annuel de 850 millions de roubles; — c'est justement la somme que le fisc arrache annuellement à la classe paysanne.

En caractérisant ainsi l'économie rurale, nous avons délibérément laissé de côté jusqu'à présent les différences qui existent suivant les régions, qui ont, en fait, une importance considérable et se sont traduites d'une manière fort expressive dans les mouvements agraires (v. le chapitre *Le Moujik se révolte*). Si l'on se borne à considérer les 50 gouvernements de la Russie d'Europe, et si l'on met à part la zone septentrionale des forêts, le reste du pays peut être, au point de vue de l'économie rurale et du développement économique en général, divisé en trois grands bassins :

I. La zone industrielle dans laquelle sont compris le gouvernement de Pétersbourg au nord et celui de Moscou au midi. Les fabriques, surtout textiles, les petits métiers villageois, la culture du lin, l'agriculture de but commercial, la culture potagère en particulier, caractérisent ce bassin capitaliste septentrional que dominent Pétersbourg et Moscou. Comme tout autre pays industriel, cette région n'a point assez du blé qu'elle produit et elle recourt à l'importation des grains du Midi.

II. La région du sud-est qui confine à la Mer Noire et au Bas-Volga, « l'Amérique » russe. Cette zone, qui n'a presque point connu le servage, a joué le rôle de colonie par rapport à la Russie centrale. Dans les libres steppes qui attiraient des masses d'émigrants se sont rapidement étalées « les fabriques de froment » qui utilisaient des machines agricoles perfectionnées, expédiaient le grain vers le nord, dans la région industrielle, et vers l'ouest, à l'étranger. En même temps, la main-d'œuvre était attirée vers l'industrie de fabrication, la « lourde » industrie florissait et les villes s'accroissaient avec une activité fiévreuse. Les différences d'application de la main-d'œuvre dans la commune paysanne s'accusent ici très fortement. En face du paysan fermier se dresse le prolétaire de l'agriculture qui, fort souvent, est venu des gouvernements « de la terre noire ».

III. Entre le Nord de la vieille industrie et le Midi de la nouvelle, s'étend la large zone de la « terre noire », « l'Inde » russe. Sa population, relativement dense dès l'époque du servage et entièrement attachée à l'agriculture, a perdu, lors de la réforme

de 1861, 24 0/0 des terres dont elle disposait; et ce sont les meilleurs lots, les plus indispensables, qui ont été enlevés aux paysans pour satisfaire les propriétaires. La valeur de la terre a rapidement augmenté, les propriétaires ont adopté un système d'économie purement parasitaire, ils ont fait travailler leurs terres avec les instruments et les bêtes de somme du village, ou bien les ont louées aux paysans qui n'ont pu sortir des conditions d'un pénible fermage. La main-d'œuvre quitte ce pays par milliers et milliers d'hommes, elle émigre vers le Nord, vers la région industrielle, et vers les steppes du Midi où elle déprécie nécessairement la valeur du travail. Dans la zone de la « terre noire », il n'y a ni grosse industrie, ni agriculture capitaliste. Le fermier-capitaliste est incapable de faire concurrence ici au fermier-indigent et la charrue à vapeur est vaincue dans sa lutte contre la souplesse physiologique du moujik qui, après avoir payé comme fermage non seulement tout le revenu de son « capital », mais aussi la majeure partie de son salaire, se nourrit d'un pain fait de farine mélangée avec de la sciure de bois ou avec de l'écorce moulue. Par endroits, la misère des paysans prend de telles proportions que la présence de punaises et de blattes dans l'isba est considérée comme un éloquent symptôme de bien-être. Et en effet, Chingarev, médecin d'un zemstvo, actuellement député libéral à la IIIe Douma, a constaté que, chez les paysans dépourvus de terre, dans les districts du gouvernement de Voronèje qu'il a explorés, on ne trouve jamais de punaises, tandis que, pour les autres catégories de la population rurale, la quantité des punaises qui logent dans les isbas est en proportion du bien-être des familles. La blatte a, paraît-il, un caractère moins aristocratique, mais elle aussi a besoin d'un confort plus grand que ne l'exige le miséreux de Voronèje : chez 9,3 0/0 des papsans, on ne trouve point de blattes, en raison de la faim et du froid qui règnent dans les demeures.

Dans ces conditions, il est inutile de parler du développement de la technique. L'inventaire économique, en y comprenant les bêtes de trait, est souvent vendu pour payer le fermage et les impôts, ou bien pour la nourriture du travailleur. Mais, là où manque le développement des forces productrices, il n'y a point de place pour une différenciation sociale. Dans la commune de la « terre noire » règne l'égalité de la misère. En comparaison avec le Nord et le Midi, les distinctions sociales parmi les paysans sont toutes superficielles. Au-dessus des contrastes embryonnaires des classes, on ne peut signaler qu'un très grave antagonisme entre les paysans appauvris et la noblesse parasite.

Les trois types économiques que nous venons de caractériser ne correspondent pas exactement, bien entendu, aux limites géographiques des régions. L'unité nationale et l'absence de barrières douanières intérieures ne permettent point la formation d'orga-

nismes économiques individuels. Vers 1880, la situation de demi-servage agricole qui régnait dans les 12 gouvernements de la « terre noire » s'étendait en outre à 5 autres gouvernements. Les bases capitalistes dominaient d'autre part dans la situation rurale de 9 gouvernements de la « terre noire » et dans 10 étrangers à cette zone. Enfin, dans 7 gouvernements, les deux systèmes se faisaient équilibre.

Une lutte où le sang n'est point versé, mais où les victimes ne manquent point, se poursuivait et se poursuit encore entre le fermage et l'économie capitaliste, et celle-ci est loin de pouvoir chanter victoire. Enfermé dans la souricière de son lot et manquant de tout autre gagne-pain, le paysan est contraint, comme nous l'avons vu, de prendre en fermage la terre du propriétaire au prix demandé. Non seulement il renonce à tout bénéfice, non seulement il réduit au dernier degré sa consommation personnelle, mais il vend à droite et à gauche son inventaire agricole et il abaisse ainsi le niveau déjà peu remarquable de sa technique. Devant ces « avantages » décisifs de la petite production, le gros capital recule désarmé : le propriétaire liquide une économie rationnelle et loue sa terre, par petits lopins, aux paysans. En augmentant sans cesse les prix de fermage et la valeur de la terre, la surpopulation du centre contribue à abaisser les salaires dans tout le pays. Elle supprime donc les avantages que l'on pourrait attendre de l'introduction des machines et du perfectionnement de la technique non seulement dans l'agriculture, mais dans tout autre domaine industriel. Pendant les dix dernières années du XIX^e^ siècle, une profonde décadence économique a atteint une portion considérable des régions méridionales où l'on observe, avec l'accroissement des prix de fermage, une diminution progressive du cheptel paysan. La crise de l'économie agricole et l'appauvrissement du village rétrécissent de plus en plus la base du capitalisme industriel russe qui doit tabler en premier lieu sur le marché *intérieur*. Dans la mesure où la grosse industrie vit des commandes de l'Etat, la misère grandissante du moujik est devenue pour elle un danger non moins menaçant, car cette indigence a attaqué les bases mêmes du budget public.

Ces circonstances expliquent assez pourquoi la question agraire est devenue le pivot de la vie politique en Russie. En se heurtant à tous les tranchants de ce problème, tous les partis d'opposition et de révolution ont reçu jusqu'à présent de profondes blessures : en décembre 1905, dans la première et la seconde Douma. La troisième Douma tourne maintenant autour de la question agraire comme un écureuil dans sa cage. Et c'est à cette question que le tsarisme risque fort de briser sa tête criminelle.

Ce gouvernement de noblesse et de bureaucratie, — même avec les meilleures intentions, — est incapable d'effectuer une réforme radicale dans un domaine où les palliatifs ont perdu

depuis longtemps toute efficacité. Les six à sept millions de déciatines de terre utilisable dont dispose l'Etat sont absolument insuffisants pour occuper un trop-plein de forces masculines que l'on estime à 5 millions. Le gouvernement ne pourrait d'ailleurs que *vendre* ces terres aux paysans, et cela d'après les prix qu'il aurait consentis lui-même aux propriétaires : c'est-à-dire qu'en supposant même la transmission rapide et complète de ces millions de déciatines aux paysans, maintenant comme en 1861, le rouble du moujik, au lieu de trouver son utilisation productive, tomberait une fois de plus dans les poches sans fond de la noblesse et du gouvernement.

La classe paysanne ne peut sauter directement de son état de misère et de famine au paradis d'une agriculture intensive et rationnelle; pour que ce passage devienne possible, le paysan devrait, dans les conditions de travail qui lui sont actuellement faites, recevoir immédiatement une base suffisante pour l'emploi de sa main-d'œuvre. La remise de toutes les propriétés agricoles, grosses et moyennes, à la disposition du village est la première et indispensable condition de toute profonde réforme agraire. De plus, en face des dizaines de millions de déciatines qui ne sont pour les propriétaires qu'un moyen d'extirper des rentes usuraires, il faut repousser au deuxième plan les 1.840 domaines, de 7 millions de déciatines, où la grosse culture se présente sous un aspect relativement modernisé. La vente de ces domaines privés aux paysans apporterait cependant peu de changement à la situation : ce que le moujik paye à présent comme fermage, il devrait le payer comme droit de rachat. Un seul moyen reste à envisager : la confiscation.

Mais il n'est pas difficile de démontrer que la confiscation même des gros domaines ne suffirait pas à sauver les paysans. Le revenu total de l'économie rurale s'élève à 2,8 milliards de roubles; sur ce chiffre, 2,3 milliards reviennent aux paysans et ouvriers agricoles, et environ 450 millions aux propriétaires nobles. Nous avons noté plus haut que le déficit annuel de la classe paysanne est de 850 millions. Par conséquent, le revenu que l'on réaliserait sur les terres confisquées aux propriétaires n'arriverait pas à couvrir ce déficit.

Les adversaires de l'expropriation de la noblesse ont utilisé plus d'une fois des calculs de ce genre. Mais ils laissaient de côté le principal aspect de la question : l'expropriation présentera toute sa valeur lorsque, sur les biens-fonds arrachés aux mains des oisifs, pourra se développer librement une économie rurale de haute culture qui augmentera considérablement le revenu agricole. La culture à la manière des fermes américaines n'est à son tour possible sur le sol russe qu'après l'abolition définitive de l'absolutisme, du tsarisme, de son fisc, de sa tutelle bureaucratique, de son militarisme dévorant, de ses engagements financiers

devant la bourse européenne. La formule de la question agraire, dans toute son ampleur, serait : expropriation de la noblesse, abolition du tsarisme, démocratie.

Ce n'est qu'ainsi que l'on pourrait faire avancer enfin l'économie rurale. Ainsi l'on pourrait élever ses forces productrices et, en même temps, intensifier la demande des produits industriels. L'industrie recevrait une puissante impulsion et prendrait pour elle une partie considérable de la main-d'œuvre actuellement inutile dans les campagnes. Dans tout cela ne se trouve pas encore « la solution » de la question agraire : sous le régime capitaliste, elle ne peut être résolue. Mais, en tout cas, la liquidation révolutionnaire de l'autocratie et du régime féodal doit intervenir avant cette solution.

La question agraire en Russie est un poids énorme attaché aux pieds du capitalisme, un appui et en même temps la difficulté principale pour le parti révolutionnaire, la pierre d'achoppement pour le libéralisme, un *memento mori* pour la contre-révolution.

LES FORCES MOTRICES DE LA RÉVOLUTION RUSSE

5,4 millions de kilomètres carrés en Europe, 17,5 millions en Asie, 150 millions d'habitants. Sur ces immenses espaces, toutes les époques de la culture humaine : depuis la sauvagerie primitive des forêts septentrionales où l'on se nourrit de poisson cru et où l'on fait sa prière devant un morceau de bois, jusqu'aux nouvelles conditions sociales de la vie capitaliste, où l'ouvrier socialiste se considère comme participant actif de la politique mondiale et suit attentivement les événements des Balkans ou bien les débats du Reichstag. L'industrie la plus concentrée de l'Europe sur la base de l'agriculture la plus attardée. La machine gouvernementale la plus puissante du monde qui utilise toutes les conquêtes du progrès technique pour entraver le progrès historique dans son pays... Dans les chapitres précédents, nous avons essayé, en laissant de côté les détails, de donner un tableau général des rapports économiques et des contrastes sociaux de la Russie. C'est là le sol sur lequel croissent, vivent et luttent entre elles les classes. La révolution nous montrera ces classes à l'époque de la lutte la plus acharnée. Mais, dans la vie politique, agissent directement les groupes consciemment constitués : partis, associations, armée, bureaucratie, presse, et, au-dessus de tout cela, les ministres, les meneurs, les démagogues et les bourreaux. Il est impossible de discerner les classes du premier coup, elles restent ordinairement dans la coulisse. Cela n'empêche pas les partis, leurs chefs, les ministres et leurs bourreaux d'être les organes des classes. Que ces organes soient bons ou mauvais, cela importe certainement à la marche et à l'issue des événements. Si les ministres ne sont que les ouvriers journaliers « d'une objective raison d'Etat », cela ne les affranchit pas du besoin d'avoir un peu de cervelle dans le crâne, — circonstance qu'ils oublient trop souvent. D'autre part, la logique de la lutte des classes ne nous dispense point d'employer notre logique subjective. Celui qui ne sait point trouver d'espace pour son initiative, son énergie, son talent et quelque héroïsme dans les cadres de la nécessité économique, celui-là ne possède point le secret philosophique du marxisme. Mais, d'un autre côté, si nous voulons comprendre le processus politique, — dans la circonstance présente la révolution en son ensemble, — nous devons pouvoir, sous le bariolage des partis et

des programmes, sous la perfidie et les appétits sanguinaires des uns, sous le courage et l'idéalisme des autres, découvrir les contours réels des classes sociales, dont les racines plongent dans les retraites profondes de la production et dont les fleurs s'épanouissent dans les sphères supérieures de l'idéologie.

La ville moderne.

Le caractère des classes capitalistes tient étroitement à l'histoire du développement de l'industrie et de la ville. Il est vrai que le monde industriel se rattache moins en Russie que partout ailleurs à la population des villes. En dehors des faubourgs, peuplés de fabriques, qui ne sont exclus de la ville que du point de vue administratif, il existe plusieurs dizaines de centres industriels considérables dans les gros villages. En somme, on trouve en dehors des villes 57 0/0 des entreprises, comptant 58 0/0 du nombre total des ouvriers. Et cependant la ville capitaliste demeure l'expression la plus achevée de la nouvelle société.

Les villes modernes de Russie sont l'œuvre de quelques dizaines d'années. Dans le premier quart du XVIII[e] siècle, la population des villes s'élevait en Russie à 328.000 âmes, soit environ 3 0/0 de celle du pays. En 1812, il y avait dans les villes 1,6 million d'âmes, ce qui ne faisait encore que 4,4 0/0. Au milieu du XIX[e] siècle, les villes comptent 3,5 millions d'habitants soit 7,8 0/0. Enfin, d'après le recensement de 1897, la population des villes se compose déjà de 17,3 millions, soit environ 13 0/0 de celle du pays. De 1885 à 1897, la population a augmenté dans les villes de 33,8 0/0, et dans les villages de 12,7 0/0 seulement. Certaines villes se sont accrues plus rapidement encore. La population de Moscou, dans les 35 dernières années, s'est élevée de 604.000 à 1.359.000, c'est-à-dire de 123 0/0. Cet accroissement a été encore plus actif dans les villes du Midi : Odessa, Rostov, Ekatérinoslav, Bakou...

Parallèlement avec l'augmentation du nombre et de l'étendue des villes, se produisait dans la seconde moitié du XIX[e] siècle une transformation complète de leur rôle économique et de la structure intérieure des classes.

En opposition aux cités corporatives de l'Europe qui avaient lutté énergiquement, et avec succès en de nombreux cas, pour arriver à concentrer dans leurs murs toute l'industrie de fabrication, les vieilles villes russes, de même que les cités des despotes asiatiques, n'accomplissaient presque aucune des fonctions de la production. C'étaient des points militaires et administratifs, des forteresses de campagne et parfois des centres commerciaux qui vivaient de ce qu'on leur fournissait. La population de ces villes se composait de fonctionnaires et d'employés, entretenus aux frais

du denier publie, de eommereants et enfin d'agriculteurs qui avaient cherché un abri dans leurs murailles. Moscou même, la plus grande ville de l'aneienne Russie, n'était en somme qu'un grand village rattaehé au manoir du tsar.

Les métiers dans les villes n'oeeupaient qu'une plaee insignifiante : l'industrie de produetion était alors dispersée, eomme nous l'avons déjà vu, parmi les artisans des villages. Les aneêtres des 4 millions d'artisans villageois que eomptait le recensement de 1897 avaient exereé les fonetions produetives des métiers urbains, eomme en Europe, mais, différents en cela des maîtres-ouvriers européens, ils n'avaient pris aucune part à la eréation des manufaetures et des fabriques. Lorsque ees dernières firent leur apparition, elles prolétarisèrent une bonne moitié des petits artisans et soumirent les autres à leur aetion direete ou indireete.

De même que l'industrie russe n'avait point traversé l'époque médiévale du petit métier, les villes russes ne eonnurent point la eroissanee progressive d'un Tiers-Etat dans les eorporations, les guildes, les communes et les municipalités. Le capital européen, en quelques dizaines d'années, eréa l'industrie russe qui, à son tour, eréa les villes modernes, dans lesquelles les fonetions essentielles de la produetion sont assurées par le prolétariat.

La grosse bourgeoisie capitaliste.

La dénomination économique fut donc dévolue au gros eapital sans coup férir. Mais le rôle immense que joua, en eette eirconstance, le eapital étranger eut des eonséquenees fatales pour l'influence politique de la bourgeoisie russe. En raison des dettes contractées par l'Etat, une partie eonsidérable du revenu national s'en allait ehaque année à l'étranger, enrielıissant et renforçant la bourgeoisie financière de l'Europe. Mais l'aristoeratie de la bourse qui, dans les pays d'Europe, détient l'hégémonie et qui a transformé sans peine le gouvernement du tsar en son vassal financier, ne pouvait et ne voulait pas s'attaeher à l'opposition bourgeoise qui se trouvait en Russie, pour eette bonne raison d'abord qu'aucun autre gouvernement national ne lui aurait assuré les bénéfices usuraires qu'elle obtenait du tsarisme. Mais non seulement le eapital finaneier, — le eapital *industriel* étranger, en exploitant les riehesses naturelles et la main-d'œuvre de notre pays, réalisait sa puissance politique en dehors des frontières de Russie : dans les parlements français, anglais ou belge.

D'autre part, le capital du pays ne pouvait se mettre à la tête de la lutte nationale contre le tsarisme parce qu'il se trouva du premier eoup en état d'hostilité vis-à-vis des masses populaires: du prolétariat qu'il exploite directement et de la elasse paysanne qu'il dépouille par l'intermédiaire de l'Etat. Ceci se rapporte eu

particulier à la grosse industrie. Elle dépend actuellement partout des mesures gouvernementales et principalement du militarisme. Il est vrai qu'elle est intéressée à obtenir « un ferme statut d'ordre civil », mais elle a encore plus besoin d'un pouvoir d'Etat fortement centralisé, grand dispensateur de tous les avantages et privilèges. Dans leurs usines, les entrepreneurs de la métallurgie se trouvent face à face avec la portion la plus avancée et la plus active de la classe ouvrière, laquelle profite de chaque affaiblissement du tsarisme pour faire des incursions dans les apanages du capital.

L'industrie textile garde plus d'indépendance vis-à-vis de l'Etat; de plus, elle est directement intéressée à l'accroissement de la faculté d'achat des masses, amélioration que l'on ne peut attendre en dehors d'une vaste réforme agraire. C'est pourquoi le centre de cette industrie, Moscou, déploya en 1905 une opposition beaucoup plus violente, si ce n'est plus énergique, en face de la bureaucratie autocratique, que ne le fit Pétersbourg, cité de la métallurgie. La municipalité moscovite considérait avec une bienveillance indubitable le flot montant de la révolte. Mais elle se montra tout à coup d'autant plus résolue et fidèle au « principe » d'un ferme pouvoir gouvernemental que la révolution lui découvrait tout le contenu social de ses prétentions et poussait, en même temps, les ouvriers du travail textile sur la route qu'avaient suivie les métallurgistes. La capitale de la contre-révolution fit alliance avec la propriété contre-révolutionnaire et trouva son chef en Goutchkov, marchand de Moscou, leader de la majorité dans la III[e] Douma.

La démocratie bourgeoise.

En tuant dans l'embryon le petit métier russe, le capital européen avait, par là même, détruit le terrain social sur lequel aurait pu s'appuyer la démocratie bourgeoise. Est-il possible de comparer Moscou ou Pétersbourg d'aujourd'hui avec Berlin ou Vienne de 1848, ou mieux encore avec le Paris de 1789 qui ne pouvait avoir aucune idée des chemins de fer, ni du télégraphe, et considérait une manufacture de 300 ouvriers comme une très grosse entreprise? Il n'y a point trace chez nous de cette solide petite bourgeoisie qui avait passé par l'école séculaire de l'administration autonome et de la lutte politique et qui, ensuite, joignant ses forces à celles d'un jeune prolétariat non définitivement constitué, prit d'assaut les bastilles de la féodalité. Par quoi fut-elle remplacée? « Par une nouvelle classe moyenne », par les professionnels de l'intelligence : avocats, journalistes, médecins, ingénieurs, professeurs, maîtres d'école. Cette couche sociale qui n'avait point

par elle-même de valeur dans la production générale, qui était peu nombreuse et dépourvue d'indépendance au point de vue économique, sentant parfaitement sa faiblesse, ne cesse de chercher la grande classe à laquelle elle pourrait se rattacher. Et voici le fait remarquable : elle trouva d'abord un appui non pas parmi les capitalistes, mais parmi les agriculteurs!

Le parti constitutionnel-démocrate (k.-d.), qui dirigea les deux premières Doumas, se forma en 1905 par l'union de l'Association constitutionnelle des zemstvos avec l'Association dite « de l'affranchissement ». La Fronde libérale des membres des zemstvos exprimait d'une part le mécontentement envieux des agrariens en face du monstrueux protectionnisme industriel que manifestait la politique gouvernementale; elle traduisait d'autre part l'opposition de propriétaires plus attachés au progrès, que la barbarie agraire du pays russe empêchait d'élever leur économie particulière sur le pied du capitalisme. L'Association de l'affranchissement groupait les éléments intellectuels qu'une situation sociale « convenable » et le bien-être qui en résultait empêchaient d'entrer dans la voie révolutionnaire. L'opposition des zemstvos eut toujours un caractère d'impuissance poltronne, et le très auguste héritier exprimait une amère vérité lorsqu'il déclarait, en 1894, que les vœux politiques de ce groupe n'étaient que « d'absurdes rêveries ». D'autre part, les privilégiés de l'intelligence, groupe qui dépendait d'ailleurs matériellement de l'Etat, d'une façon directe ou indirecte, ou bien du gros capital que protégeait le gouvernement, ou bien de la propriété libérale censitaire, étaient incapables de déployer une opposition politique plus ou moins imposante.

Par ses origines, le parti k.-d. confondait donc la faiblesse d'opposition des zemstvos avec la faiblesse générale de l'intelligence diplômée. A quel point le libéralisme des zemstvos était superficiel, on le vit nettement dès la fin de 1905, lorsque les propriétaires, — influencés par les troubles agraires, — se tournèrent brusquement vers le vieux pouvoir. L'intelligence libérale eut la larme à l'œil lorsqu'elle dut quitter le manoir du propriétaire où elle n'était en somme qu'un enfant adoptif, et chercha à se faire reconnaître dans sa patrie historique, dans les villes. Mais qu'y trouva-t-elle, en dehors d'elle-même? le gros capital conservateur, le prolétariat révolutionnaire et un irréductible antagonisme de classe entre eux.

Ce fut ce même antagonisme qui scinda jusqu'à la base la petite production dans tous les domaines où elle avait gardé quelque importance. Le prolétariat des petits métiers se développe dans l'atmosphère de la grosse industrie et se distingue peu du prolétariat des fabriques. Pris entre la grosse industrie et le mouvement ouvrier, les artisans russes constituent une classe obscure, affamée, aigrie qui, à côté du *lumpen-proletariat*, donne

un personnel de combat aux démonstrations des Cent-Noirs et aux pogroms...

En résultat, le groupe intellectuel de la bourgeoisie, groupe déplorablement attardé, engendré sous les malédictions socialistes, reste suspendu au bord d'un abîme, devant les conflits de classe; il est accablé par les traditions de l'ancienne propriété et entravé par des préjugés professoraux; il reste sans initiative, sans influence sur les masses et sans confiance dans le lendemain.

Le prolétariat.

Les causes historiques et mondiales qui avaient fait de la démocratie bourgeoise en Russie une tête (fort peu lumineuse) sans corps, déterminèrent d'autre part l'importance du rôle que devait jouer le jeune prolétariat russe. Mais quelles forces celui-ci réunissait-il?

Les chiffres très incomplets de 1897 nous donnent la réponse suivante :

Nombre d'ouvriers :

A. Industries minières, fabrication, voies de communication, constructions et entreprises commerciales	3.332.000
B. Agriculture, sylviculture, chasse et pêche	2.723.000
C. Journaliers et artisans	1.195.000
D. Domestiques, portiers, garçons de cour, etc.	2.132.000
Au total (hommes et femmes)	9.382.000

En comptant les membres de la famille qui vivent dans la dépendance du travailleur, le prolétariat représentait, en 1897, 27,6 0/0 de la population, c'est-à-dire un peu plus du quart. L'activité politique est très diverse dans les différentes couches dont se compose cette masse, et le rôle de dirigeants dans la révolution appartient presque exclusivement aux ouvriers compris dans le premier groupe du tableau ci-dessus. Ce serait cependant une très grosse faute de mesurer l'importance effective et virtuelle du prolétariat russe par rapport à la révolution en se basant sur sa quantité relative. Ce serait refuser de voir, sous les chiffres, les rapports sociaux.

L'influence du prolétariat est déterminée par son rôle dans l'économie moderne. Les moyens de production les plus puissants de la nation se trouvent sous l'action directe ou indirecte des ouvriers. 3,3 millions de forces ouvrières (groupe A) produisent au minimum la moitié du revenu annuel du pays! Les plus importants moyens de communication, les chemins de fer, qui seuls

transforment un immense pays en un tout économique, comme l'ont montré les événements, situent le prolétariat dans une position économique et politique d'une portée inappréciable. Il faut ajouter à cela les postes et télégraphes qui, sans dépendre directement du prolétariat, se trouvent néanmoins sous son influence effective.

Tandis que la classe paysanne est dispersée dans tout le pays, le prolétariat est mobilisé en grandes masses dans les fabriques et dans les centres usiniers. Il forme le noyau de la population urbaine dans chaque ville jouissant d'une importance économique et politique; tous les avantages que possède la ville en pays capitaliste : concentration des forces et des moyens de production, union des éléments les plus actifs de la population et groupement des biens de la civilisation, deviennent tout naturellement des avantages de classe pour le prolétariat. Cette classe s'est dessinée et constituée avec une rapidité inouïe dans l'histoire. A peine sorti du berceau, le prolétariat russe s'est trouvé en face du pouvoir d'Etat le plus centralisé et d'un capital dont les forces n'étaient pas moins concentrées. Les traditions corporatives et les préjugés du petit métier n'ont eu aucun pouvoir sur lui. Dès ses premiers pas, il s'est mis sur la voie de la lutte sans merci.

De cette manière, l'insignifiance du petit métier, et en général de la petite production, et le caractère très développé de la grosse industrie russe ont eu pour résultat, en politique, de repousser la démocratie bourgeoise, au bénéfice de la démocratie prolétarienne. La classe ouvrière, en assumant les fonctions productives de la petite bourgeoisie, s'est chargée également du rôle politique que cette bourgeoisie avait détenu jadis et des prétentions historiques qu'elle avait eues à diriger les masses paysannes, à l'époque où celles-ci s'émancipaient du joug de la noblesse et du fisc.

Le lieu politique sur lequel l'histoire mit à l'épreuve les partis urbains, ce fut la question agraire.

La noblesse et les propriétaires de biens-fonds.

Le programme des k.-d., ou pour mieux dire leur ancien programme, qui envisageait l'expropriation forcée de la moyenne et de la grosse propriété d'après une « juste » estimation, constitue, selon l'opinion des membres du parti, le maximum de ce qui peut être obtenu « par les procédés créateurs d'un travail législatif ». En fait, la tentative libérale d'expropriation des grosses propriétés par voie législative, amena seulement l'expropriation par le gouvernement du droit électoral et le coup d'Etat du 3 juin 1907. Les k.-d. considéraient la liquidation des biens-fonds de la noblesse comme une opération purement financière et s'efforçaient en toute conscience de rendre leur « juste estimation » aussi acceptable

que possible pour les propriétaires. Mais la noblesse considérait les choses d'un œil tout différent. Avec son infaillible instinct, elle avait aussitôt compris qu'il ne s'agissait pas simplement de vendre 50 millions de déciatines, même à très haut prix, mais de la liquidation de tout son rôle social de classe dirigeante, et elle refusa carrément de se laisser mettre aux enchères. Dans la première Douma, le comte Saltykov s'écriait, s'adressant aux propriétaires : « Que votre devise et votre mot d'ordre soient : pas un pouce de nos terres, pas un grain de sable de nos champs, pas un brin d'herbe de nos prairies, pas une souche de nos forêts! » Et cette voix ne clamait pas dans le désert : non, les années de la révolution sont justement pour la noblesse russe une période de concentration de classe et d'affermissement politique. Pendant la plus sombre réaction, sous Alexandre III, la noblesse n'était qu'une caste, fût-elle la première de toutes. L'autocratie, qui veillait à conserver son indépendance, ne laissait pas une seconde la noblesse sortir d'une étroite surveillance policière et employait son contrôle à museler même la cupidité de cette classe. Mais, à présent, la noblesse est, dans le plein sens du mot, la caste qui commande : elle contraint les gouverneurs de province à danser au son de sa musette, elle menace les ministres et les déplace ouvertement, elle adresse au gouvernement ultimatum sur ultimatum et en obtient l'exécution. Son mot d'ordre est : pas un pouce de nos terres, pas une parcelle de nos privilèges!

Entre les mains des 60.000 particuliers qui possèdent des terres, avec un revenu annuel de plus de 1.000 roubles, sont concentrés environ 75 millions de déciatines : évaluées sur le marché à 56 milliards de roubles, elles apportent à leurs possessurs plus de 450 millions de roubles de revenu net par an. Les deux tiers au moins de cette somme reviennent à la noblesse. La bureaucratie se rattache étroitement à la propriété. Pour l'entretien de 30.000 fonctionnaires qui reçoivent plus de mille roubles d'appointements, on dépense par an presque 200 millions de roubles. Et c'est justement parmi ces moyens et hauts fonctionnaires que prédomine la noblesse. Enfin, elle dispose sans partage des organes du zemstvo autonome et des revenus qui en découlent.

Si, avant la révolution, une bonne moitié des zemstvos avaient à leur tête des propriétaires « libéraux », qui s'étaient fait remarquer par un travail purement « civilisateur », les années révolutionnaires changèrent cette situation du tout au tout : c'est dans ces groupes que se recrutèrent les représentants les moins conciliants de la réaction. Le tout-puissant Conseil Unifié de la Noblesse étouffe dès le début les tentatives que fait le gouvernement, dans l'intérêt de l'industrie capitaliste, pour « démocratiser » les zemstvos ou affaiblir les entraves de la classe paysanne.

En présence de pareils faits, le programme agraire des k.-d., comme base *d'une entente par voie législative*, n'est qu'une misé-

L'accusé N. M. NEMTSOV, ouvrier bolchévik

rable utopie et il n'est pas étonnant que les k.-d. y aient renoncé tacitement.

La social-démocratie a mené la critique du programme k.-d. principalement sur la ligne de la « juste estimation », — et elle a eu raison. Déjà, du côté financier, le rachat de tous les domaines, qui rapporterait aux propriétaires plus de 1.000 roubles par an, ajouterait à notre dette publique de 9 milliards une somme ronde de 5 à 6 milliards; cela signifie que les seuls intérêts de la dette dévoreraient annuellement trois quarts de milliard. Mais ce n'est pas le côté *financier*, c'est le point de vue *politique* qui a, dans cette affaire, une valeur décisive.

Les conditions de la réforme soi-disant émancipatrice de 1861, comprenant une somme exagérée de rachat pour les terres paysannes, indemnisaient en fait les propriétaires de l'affranchissement de leurs serfs (dans la mesure approximative d'un quart de milliard, c'est-à-dire de 25 0/0 du prix total de rachat). Par conséquent, « la juste estimation » contribuait à liquider les grands droits historiques et les privilèges de la noblesse, et celle-ci avait pu donner son adhésion à la réforme à demi émancipatrice, elle avait pu s'y résigner. Elle faisait preuve alors d'un sûr instinct, de même qu'aujourd'hui lorsqu'elle se refuse résolument à terminer son existence de classe par un suicide, — quand bien même ce serait d'après une « juste estimation ». Pas un pouce de nos terres et pas une parcelle de nos privilèges! — sous l'étendard qui porte cette devise, la noblesse s'est définitivement emparée de l'appareil gouvernemental ébranlé par la révolution, et elle a montré qu'elle lutterait, avec tout l'acharnement dont est capable une classe dirigeante, quand il s'agit pour elle de vie ou de mort.

Ce n'est pas par une entente parlementaire que l'on pourra résoudre la question agraire, mais bien par l'élan et la pression révolutionnaire des masses.

La classe paysanne et la ville.

La barbarie sociale et politique de la Russie a ses attaches dans les campagnes; mais cela ne veut pas dire que le village ait été incapable de former une classe qui par ses propres forces pourrait rompre ces attaches. Disséminée sur une étendue de 5 millions de verstes carrées, en Russie d'Europe, — dans 500.000 localités, — la classe paysanne n'a tiré de son passé aucune expérience d'union pour la lutte politique. Pendant les révoltes agraires de 1905-1906, les paysans soulevés ne songeaient qu'à chasser les propriétaires des limites du village, du district ou, enfin, du canton. Contre la révolution paysanne, les nobles propriétaires disposaient d'un appareil gouvernemental tout fait et tout centralisé. Pour le vaincre, les paysans auraient dû agir par une insur-

rection simultanée et résolue. Mais ils en furent incapables, en raison même de toutes les conditions d'existence qui leur étaient faites. Le crétinisme local est une malédiction qui pèse sur toutes les révoltes paysannes. Les gens du village ne s'en affranchissent qu'au moment où ils cessent de songer à leurs intérêts purement paysans et se joignent aux mouvements révolutionnaires des nouvelles classes sociales.

Déjà, pendant la révolution des paysans allemands, dans le premier quart du XVI^e^ siècle, malgré la faiblesse économique et l'insignifiante politique des villes dans l'Allemagne de ce temps-là, la classe paysanne se mettait tout naturellement sous la direction immédiate des partis urbains. Révolutionnaire au point de vue social et par l'objectif qu'elle poursuivait, mais désunie et impuissante en politique, cette classe n'aurait su constituer son propre parti et, suivant les circonstances locales, elle passait la main soit au parti bourgeois d'opposition, soit à la plèbe révolutionnaire de la ville. Celle-ci, unique force capable d'assurer la victoire à la révolution paysanne, bien qu'elle s'appuyât sur la classe la plus radicale de la société d'alors, sur l'embryon du prolétariat contemporain, était à son tour, toutefois, complètement dépourvue de liens nationaux et n'avait pas une conscience claire des buts révolutionnaires. Tous ces empêchements tenaient au peu de développement économique du pays, à l'état primitif des voies de communication et au particularisme national. De cette manière, la collaboration révolutionnaire du village révolté et de la plèbe urbaine ne fut pas et ne pouvait être obtenue. Le mouvement paysan fut écrasé...

Plus de trois siècles plus tard, la même situation se représenta lors de la révolution de 1848. La bourgeoisie libérale non seulement ne tenait pas à soulever les paysans et à les unir autour d'elle, mais elle craignait par-dessus tout l'extension d'un mouvement rural qui aurait principalement contribué à renforcer les positions des éléments radicaux de la plèbe urbaine contre cette bourgeoisie même. La plèbe, d'autre part, n'était point encore arrivée à prendre figure sociale et politique, à surmonter sa désunion et elle n'aurait pu, par conséquent, rejeter au second plan la bourgeoisie libérale pour prendre la tête des masses paysannes. La révolution de 1848 essuie une défaite...

Mais soixante ans auparavant, nous voyons en France la triomphale réalisation des problèmes révolutionnaires, et cela grâce précisément à la coopération des paysans et de la plèbe urbaine, c'est-à-dire des prolétaires, des demi-prolétaires et du *lumpen-proletariat* de cette époque; cette « coopération » se présenta sous l'aspect de la dictature de la Convention, c'est-à-dire de la dictature exercée par la ville sur le village, par la capitale sur la province et par les sans-culottes sur Paris.

Dans la Russie moderne, la suprématie socialc de la popula-

tion industrielle par rapport au monde rural est incomparablement plus grande qu'à l'époque des anciennes révolutions européennes et, en même temps, dans les villes russes d'aujourd'hui, le chaos de la plèbe a cédé la place à un prolétariat industriel nettement défini. Une seule circonstance n'a point changé : la classe paysanne, en temps de révolution, ne peut, tout comme autrefois, servir d'appui qu'au parti qui mène à sa suite les masses urbaines les plus révolutionnaires et qui ne craindra point d'ébranler la propriété féodale par vénération pour les biens de la bourgeoisie. Ce parti, c'est maintenant, ce ne peut être que la social-démocratie.

Le caractère de la révolution russe.

Par la tâche directe et immédiate qu'elle se donne, la révolution russe est proprement « bourgeoise », car elle a pour but d'affranchir la société bourgeoise des entraves et des chaînes de l'absolutisme et de la propriété féodale. Mais la principale force motrice de cette révolution est constituée par le prolétariat, — et voilà pourquoi, par sa méthode, la révolution est prolétarienne. Ce contraste a paru inacceptable, inconcevable à de nombreux pédants qui définissent le rôle historique du prolétariat au moyen de calculs statistiques ou par d'apparentes analogies historiques. Pour eux, le chef providentiel de la révolution russe, ce doit être la démocratie bourgeoise, tandis que le prolétariat qui, en fait, a marché à la tête des événements pendant toute la période d'élan révolutionnaire, devrait accepter de se laisser emmailloter dans les langes d'une théorie mal fondée et pédantesque. Pour eux, l'histoire d'une nation capitaliste répète, avec des modifications plus ou moins importantes, l'histoire d'une autre. Ils n'aperçoivent pas le processus, unique de nos jours, du développement capitaliste mondial qui englobe tous les pays auxquels il s'étend et qui, par l'union de conditions locales avec les conditions générales, crée un amalgame social dont la nature ne peut être définie par la recherche de lieux communs historiques, mais seulement au moyen d'une analyse à base matérialiste.

Entre l'Angleterre, pionnier du développement capitaliste, qui, pendant une longue suite de siècles, a créé de nouvelles formes sociales et une puissante bourgeoisie qui en est l'expression, — et, d'autre part, les colonies d'aujourd'hui auxquelles le capital européen apporte, sur vaisseaux tout montés, des rails tout faits, des traverses, des boulons, des wagons-salons pour l'administration coloniale, puis, à l'aide de la carabine et de la baïonnette, force les indigènes à sortir de leur état primitif pour s'adapter à la civilisation capitaliste, il n'y a aucune analogie dans le dévelop-

pement historique, bien que l'on puisse découvrir un lien profond et intime entre des phénomènes si différents d'aspect.

La nouvelle Russie a pris un caractère tout particulier par suite de ce fait qu'elle a reçu le baptême capitaliste, dans la seconde moitié du XIXe siècle, du capital européen qui s'est présenté sous sa forme la plus concentrée et la plus abstraite, — comme capital financier. L'histoire antérieure de ce capital n'est aucunement liée à l'histoire de la Russie d'autrefois. Pour atteindre en son propre pays les hauteurs inaccessibles de la bourse moderne, le capital a dû s'arracher aux rues étroites, aux ruelles de la cité et du petit métier où il avait appris à marcher, à ramper; il a dû, dans une lutte incessante contre l'Eglise, développer la technique et la science, grouper étroitement autour de lui toute la nation, s'emparer du pouvoir en se révoltant contre les privilèges féodaux et dynastiques; il a dû se frayer une libre carrière, mettre hors de combat les petits métiers dont il était sorti; il a dû ensuite s'arracher à la chair même de la nation, aux influences ancestrales, aux préjugés politiques, aux sympathies de la race, aux longitudes et latitudes géographiques, pour planer, en grand carnivore, sur le globe terrestre, empoisonnant aujourd'hui par l'opium l'artisan chinois qu'il avait ruiné, enrichissant demain d'un nouveau cuirassé les eaux russes, se saisissant après-demain des mines diamantifères de l'Afrique méridionale.

Mais, lorsque le capital anglais ou français, extrait concentré de l'œuvre historique des siècles, est transporté dans les steppes du Donetz, il est absolument incapable de manifester les forces sociales, les passions, les valeurs relatives qu'il avait progressivement absorbées. Sur un territoire nouveau, il ne peut renouveler le développement qu'il a déjà accompli, il reprend son œuvre au point où il l'avait laissée dans son pays. Autour des machines qu'il a apportées avec lui à travers les mers et les douanes, il rassemble aussitôt, sans étapes intermédiaires, les masses prolétaires et il infuse à cette classe l'énergie révolutionnaire des vieilles générations bourgeoises, cette énergie qui s'était figée en lui.

A l'époque héroïque de l'histoire de France, nous voyons la bourgeoisie qui ne se rend pas encore compte des contrastes dont est pleine sa situation, prendre la direction de la lutte pour un nouvel ordre des choses non seulement contre les institutions surannées de la France, mais même contre les forces réactionnaires de toute l'Europe. Progressivement, la bourgeoisie, représentée par ses fractions, se considère comme le chef de la nation et le devient, entraîne les masses dans la lutte, leur donne un mot d'ordre, leur enseigne une tactique de combat. La démocratie introduit dans la nation le lien d'une idéologie politique. Le peuple, — petits bourgeois, paysans et ouvriers, — élit comme députés des bourgeois, et les instructions que donnent les communes à leurs représentants sont écrites dans la langue de la bourgeoisie qui prend

conscience de son rôle de Messie. Pendant la révolution même, bien que les antagonismes de classe se révèlent déjà, le puissant entraînement de la lutte révolutionnaire rejette, les uns après les autres, de la voie politique les éléments les plus stationnaires de la bourgeoisie. Aucune couche n'est emportée avant d'avoir transmis son énergie aux couches suivantes. La nation, dans son ensemble, continue à combattre pour les fins qu'elle s'est assignées, par des moyens de plus en plus violents et décisifs. Lorsque la masse nationale s'est mise en mouvement et que se détachent d'elle les sphères supérieures de la bourgeoisie possédante, pour faire alliance avec Louis XVI, les exigences démocratiques de la nation, dirigées désormais contre cette bourgeoisie, amènent le suffrage universel et la république, formes logiquement indispensables de la démocratie.

La grande révolution française est vraiment une révolution nationale. Plus que cela. Ici, dans les cadres nationaux, trouve son expression classique la lutte mondiale de la classe bourgeoise pour la domination, pour le pouvoir, pour un triomphe sans partage.

En 1848, la bourgeoisie était déjà incapable de jouer un rôle de ce genre. Elle ne voulait et n'osait prendre sur elle la responsabilité de la liquidation révolutionnaire d'un régime social qui entravait sa domination. Sa tâche se ramenait, — et elle s'en rendait compte, — à introduire dans l'ancien régime les garanties indispensables qui assureraient non point sa domination politique, mais le partage du pouvoir avec les forces du passé. Non seulement elle se refusait à mener les masses à l'assaut de l'ordre ancien, mais elle s'adossait au vieux régime pour repousser les masses qui cherchaient à l'entraîner. Elle reculait consciemment devant les conditions objectives qui auraient rendu possible sa domination. Les institutions démocratiques lui apparaissaient non comme le but de la lutte, mais comme une menace à son bien-être. La révolution pouvait être faite non par elle, mais contre elle. Voilà pourquoi, en 1848, pour le succès de la révolution, il fallait une classe qui fût capable de marcher en tête des événements en laissant de côté la bourgeoisie, en agissant malgré elle, qui pût non seulement la pousser en avant par une violente pression, mais, au moment décisif, rejeter du chemin son cadavre politique.

Ni la petite bourgeoisie, ni la classe paysanne n'étaient capables de jouer ce rôle.

La petite bourgeoisie était hostile non seulement aux choses de la veille, mais à celles du lendemain. Elle était encore dans les entraves créées par les rapports sociaux du moyen âge, mais déjà sans force pour résister au développement de l'industrie « libre »; elle n'avait pas encore marqué les villes de son emprise, mais elle avait déjà cédé son influence à la moyenne et grosse bourgeoisie; embourbée dans ses préjugés, assourdie par le tonnerre des événements, exploitante et exploitée, cupide et impuissante en sa cupi-

dité, cette petite bourgeoisie attardée ne pouvait prendre la direction de l'histoire mondiale.

La classe paysanne manquait encore plus d'initiative. Disséminée, éloignée des villes, centres nerveux de la politique et de la culture, obtuse, bornant ses regards à un étroit horizon, indifférente à tout ce que la ville avait déjà conçu, cette classe ne pouvait exercer une action dirigeante. Elle s'était calmée dès qu'elle eut débarrassé ses épaules du fardeau des contraintes féodales et elle avait payé la ville, qui avait combattu pour son droit, d'une noire ingratitude : les paysans affranchis étaient devenus des fanatiques de « l'ordre ».

La démocratie intellectuelle, dépourvue de toute force de classe, se traînait à la suite de sa sœur aînée, la bourgeoisie libérale, lui servait de queue politique, ou bien se séparait d'elle dans les moments critiques pour manifester son impuissance. Elle s'embrouillait dans des contradictions et des contrastes mal définis encore et elle portait partout avec elle cette obscurité.

Le prolétariat était trop faible, il manquait d'organisation, d'expérience et de connaissances. Le développement capitaliste était allé assez loin pour rendre nécessaire l'abolition des anciennes conditions féodales, mais non pas assez pour mettre en avant la classe ouvrière, produit de nouvelles conditions de production, comme force politique décisive. L'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie s'était trop affirmé pour que celle-ci pût sans crainte assumer le rôle d'un dirigeant national; mais cet antagonisme n'était pas encore assez fort pour permettre au prolétariat de se charger de ce rôle.

L'Autriche donna un exemple particulièrement significatif et tragique de cette situation, elle montra que les rapports politiques n'étaient point encore suffisamment définis dans la période révolutionnaire.

Le prolétariat de Vienne manifestait, en 1848, un héroïsme sublime et une grande énergie révolutionnaire. Il marchait et retournait sans cesse au feu, poussé seulement par un obscur instinct de classe, sans se rendre compte du but final de la lutte, en tâtonnant et en adoptant devise sur devise. La direction du prolétariat fut prise d'une manière bien étonnante par les étudiants, le seul groupe démocratique qui ait joui alors, grâce à son activité, d'une grande influence sur les masses, et par conséquent sur les événements. Mais bien que les étudiants fussent capables de se battre bravement sur les barricades et de fraterniser honnêtement avec les ouvriers, ils ne pouvaient assurer la direction générale de la révolution qui leur avait confié « la dictature de la rue ». Lorsque, le 26 mai, tous les ouvriers de Vienne se soulevèrent à l'appel des étudiants pour s'opposer au désarmement de « la légion académique », lorsque la population de la capitale s'empara de la ville, lorsque la monarchie en fuite perdit toute influence

sur les événements, lorsque, sous la pression populaire, les dernières troupes furent évacuées et que le pouvoir gouvernemental de l'Autriche ne fut plus qu'un spectre, on ne trouva point de force politique pour saisir le gouvernail. La bourgeoisie libérale se refusait consciemment à utiliser un pouvoir obtenu par des moyens de brigandage. Elle ne rêvait que le retour de l'empereur, qui s'était retiré dans le Tyrol, laissant Vienne orpheline. Les ouvriers furent assez courageux pour briser la réaction, mais non suffisamment organisés et conscients pour en hériter. Incapable de servir de pilote, le prolétariat ne peut contraindre à jouer ce grand rôle historique la démocratie bourgeoise, qui, comme elle le fait souvent, s'était cachée au moment où l'on avait le plus besoin d'elle. La situation qui résulta de tout cela a été fort bien caractérisée par un contemporain en ces termes : « En fait, la république est établie à Vienne, mais, malheureusement, personne ne s'en est aperçu »... Des événements de 1848-1849, Lassalle tira cette leçon irréfutable qu'aucune lutte en Europe ne peut obtenir de succès si, dès le début, elle ne s'est affirmée comme purement socialiste; qu'on ne tirera jamais plus aucun avantage d'une lutte dans laquelle les questions sociales n'entreront que comme un obscur élément et resteront au second plan, d'une lutte conduite sous l'enseigne trompeuse d'une renaissance nationale ou d'un républicanisme bourgeois...

Dans la révolution dont l'histoire fixera le début à l'année 1905, le prolétariat s'avança pour la première fois sous un étendard qui lui appartenait en propre, vers un but qui était bien à lui. Et, en même temps, il est hors de doute qu'aucune des anciennes révolutions n'a absorbé autant d'énergie populaire et n'a donné aussi peu de conquêtes positives que la révolution russe jusqu'à l'heure présente. Nous sommes loin du dessein de prophétiser, nous ne croyons pas pouvoir annoncer les événements qui se produiront dans les semaines ou les mois qui vont suivre. Mais, pour nous, une chose est claire : la victoire n'est possible que sur la voie indiquée, formulée en 1849 par Lassalle. De la lutte de classe à l'unité de la nation bourgeoise, il n'y a point de retour. Le « manque de résultats » de la révolution russe montre seulement un aspect passager de son caractère social le plus profond. Dans cette révolution « bourgeoise » sans bourgeoisie révolutionnaire, le prolétariat, par le développement intérieur des faits, est conduit à prendre l'hégémonie sur la classe paysanne et à lutter pour la conquête du pouvoir souverain. Le premier flot de la révolution russe s'est brisé contre la grossière incapacité politique du moujik qui, dans son village, dévastait le domaine du seigneur pour mettre la main sur ses terres et qui ensuite, revêtu de l'uniforme des casernes, fusillait les ouvriers. Tous les événements de cette révolution peuvent être considérés comme une série d'impitoyables leçons de choses, au moyen desquelles l'histoire inculque violem-

ment au paysan la conscience du lien qui existe indéfectiblement entre ses besoins locaux et le problème central du pouvoir. A l'école historique des conflits violents et des défaites cruelles, s'élaborent les premiers principes dont l'adoption déterminera la victoire révolutionnaire.

« Les révolutions bourgeoises, — écrivait Marx en 1852, — se précipitent plus rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques sont plus imposants, les hommes et les événements sont comme éclairés par un feu de Bengale, l'extase est l'état d'âme dominant de chacune de leurs journées; mais elles sont éphémères, elles atteignent bientôt leur point culminant et la longue apathie qui suit l'ivresse s'empare de la société avant qu'elle ait pu se ressaisir et s'assimiler les résultats de la période de tempête et d'attaque (Sturm und Drang). Tout au contraire, les révolutions prolétariennes se critiquent incessamment elles-mêmes, elles interrompent à chaque instant leur marche, reviennent en arrière et recommencent ce qui paraissait accompli, elles raillent impitoyablement les maladresses, les faiblesses, les insuffisances de leurs premières tentatives, elle ne semblent renverser l'adversaire que pour lui donner l'occasion de reprendre des forces et de se redresser plus puissant encore; sans cesse elles battent en retraite, effrayées par l'immensité indéterminée de leur tâche, jusqu'au moment où, enfin, seront réalisées les conditions qui leur interdiront tout recul, lorsque la vie elle-même leur dira de sa maîtresse voix : « Hic Rhodus, hic salta! » (*Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte*).

LE « PRINTEMPS »

I

Le défunt général Dragomirov, dans une lettre particulière, appréciait ainsi le ministre de l'Intérieur Sipiaguine : « Quelle peut être sa politique intérieure? C'est tout simplement le grand veneur de la Cour et, de plus, un imbécile. » Cette opinion est si juste que l'on peut excuser la tournure grossièrement maniérée du soldat qui l'a formulée. Après Sipiaguine, nous avons vu, au même poste, Plehve, puis le prince Sviatopolk-Mirsky, puis Boulyguine, puis Witte et Dournovo... Les uns se distinguaient de Sipiaguine en ceci seulement qu'ils n'étaient point grands veneurs de sa majesté, ou bien qu'à leur manière ils étaient intelligents. Mais tous, les uns après les autres, descendaient de la scène laissant derrière eux la perplexité inquiète des maîtres d'en haut, la haine et le mépris du public. Le grand veneur à la triste figure ou le mouchard professionnel, le seigneur bêtement bienveillant ou l'agioteur sans foi ni loi, tous se présentaient avec la ferme intention d'arrêter les troubles, de restituer le prestige perdu du pouvoir, de sauvegarder les bases de l'Etat, — et tous, chacun à sa façon, ouvraient les écluses de la révolution et étaient emportés dans son courant. Les troubles se développaient avec une puissante régularité, élargissaient inexorablement leur étendue, fortifiaient leurs positions et arrachaient les obstacles qui s'opposaient à leur passage; — et sur le fond de ce grand ouvrage, devant son rythme intérieur, devant son inconsciente génialité, apparaissent les petits bonshommes du pouvoir qui promulguent des lois, contractent de nouvelles dettes, tirent sur les ouvriers, ruinent les paysans, et, en résultat, plongent de plus en plus le pouvoir qu'ils voudraient sauver dans une impuissance furieuse.

Elevés dans l'atmosphère des petits complots de chancellerie et des intrigues de bureau, où l'impudente ignorance rivalise avec la perfidie, n'ayant aucune idée de la marche et du sens de l'histoire contemporaine, du mouvement des masses, des lois de la révolution, munis de deux ou trois pauvres petites idées, de misérables programmes destinés à renseigner surtout les boursicotiers de Paris, ces messieurs s'efforcent de joindre à des procédés dignes des grands favoris de la Cour au XVIII[e] siècle les manières particulières aux « hommes d'Etat » de l'Occident parlementaire.

Avec d'humiliantes coquetteries, ils satisfont par des interviews les correspondants de la bourse européenne, ils exposent devant eux leurs « plans », leurs « objectifs », leurs « programmes », et chacun d'eux exprime l'espoir de pouvoir enfin résoudre le problème qui a épuisé sans résultat les efforts de ses prédécesseurs. Si seulement il était possible d'apaiser la sédition! Ils commencent différemment, mais finissent tous par donner l'ordre de tirer sur les séditieux. Ce qui les épouvante, c'est que la sédition ne meurt pas, qu'elle est immortelle!... Et tous finissent par un krach ignominieux, et, quand un terroriste ne leur rend pas le service de les affranchir d'une pitoyable existence, ils sont condamnés à survivre à leur discrédit et à voir la sédition, puissante et géniale comme les forces de la nature, utiliser leurs plans et leurs objectifs pour arriver à la victoire.

Sipiaguine fut tué d'une balle de revolver. Plehve fut déchiré par une bombe. Sviatopolk-Mirsky ne fut plus qu'un cadavre politique après le 9 janvier. Boulyguine fut mis au rancart, comme une vieille chiffe, par la grève d'octobre. Le comte Witte, absolument exténué par les révoltes militaires et ouvrières, tomba sans gloire, trébuchant sur le seuil de la Douma qu'il avait pourtant créée...

Dans certains cercles de l'opposition, plus particulièrement parmi les libéraux des zemstvos et les démocrates de l'intelligence, les transformations ministérielles amenaient toujours des espérances imprécises, une nouvelle confiance, de nouveaux plans. Et, en effet, pour l'agitation que cherchaient à susciter les gazettes libérales, pour la politique des propriétaires partisans d'une constitution, il n'était pas indifférent de voir à la tête des affaires un vieux loup de police comme Plehve ou un ministre de confiance comme Sviatopolk-Mirsky. Plehve fut, bien entendu, tout aussi impuissant devant la sédition populaire que son successeur; mais il apparaissait menaçant aussi pour les journalistes libéraux et les petits conspirateurs des zemstvos. Il détestait la révolution d'une haine furieuse de vieux mouchard que la bombe guette à tous les coins de rue, il poursuivait les séditieux avec des yeux injectés de sang, — bien en vain!... Et sa haine insatisfaite s'étendait aux professeurs, aux membres des zemstvos, aux journalistes qu'il voulait considérer comme les « instigateurs » légaux de la révolution. Il réduisit la presse libérale au dernier degré de l'avilissement. Il traitait les journalistes *en canailles :* non seulement il les exilait ou les mettait sous clef, mais, dans les entretiens qu'il avait avec eux, il les menaçait du doigt comme des gamins. Il corrigeait les représentants les plus modérés des comités d'économie rurale, organisés d'après l'initiative de Witte, comme de turbulents étudiants, et non de « vénérables membres de zemstvos ». Et il arriva à ses fins : la société libérale tremblait devant lui et le haïssait de la bouillonnante haine de l'impuissance. Un grand

nombre de ces pharisiens libéraux qui blâment infatigablement « la violence du côté gauche » comme la « violence du côté droit », saluèrent la bombe du 15 juillet comme une envoyée du Messie.

Plehve fut terrible et détestable pour les libéraux, mais, en face de la sédition, il ne valait ni plus ni moins que tout autre. Le mouvement des masses ignorait nécessairement les cadres de ce qui était permis ou défendu; — dans ces conditions, il importait bien peu que ces cadres fussent plus larges ou plus étroits.

II

Les panégyristes officiels de la réaction se sont efforcés de représenter la régence de Plehve comme un moment sinon de bonheur, du moins de calme universel. En réalité, le favori fut incapable de créer même ce que l'on peut appeler la quiétude policière. A peine arrivé au pouvoir, il manifesta son zèle orthodoxe de néophyte deux fois converti par l'intention qu'il eut de visiter les saintes reliques de la Laure; mais il fut forcé de partir au plus vite pour le Midi où venaient d'éclater de grands troubles agraires, dans les gouvernements de Kharkov et de Poltava. Les soulèvements et les désordres parmi les paysans se renouvelèrent ensuite sans aucun arrêt en divers points du territoire. La fameuse grève de Rostov, en novembre 1902, et les journées de juillet 1903, dans toute l'étendue du Midi industriel, furent les signes précurseurs de toutes les manifestations ultérieures du prolétariat. Sans cesse, les foules se montraient dans la rue. Les débats et les décisions des comités, concernant les besoins de l'économie rurale, servirent d'ouverture à une vaste campagne des zemstvos. Les universités, dès avant le ministère de Plehve, étaient des foyers de violente agitation politique; elles conservèrent ce rôle sous son administration. Les deux congrès de Pétersbourg en janvier 1904, — celui des techniciens et celui des médecins, — furent comme les avant-postes de rassemblement des intellectuels démocrates. Ainsi, le prologue du « printemps » social avait été joué sous Plehve. De furieuses représailles, des emprisonnements, des enquêtes judiciaires, des perquisitions et des mesures de déportation qui provoquèrent la terreur, ne purent, en fin de compte, paralyser complètement même la mobilisation de la société libérale.

Le dernier semestre du ministère de Plehve coïncida avec le début de la guerre. La sédition s'apaisa ou, pour mieux dire, se recueillit. On peut se faire une idée de l'état d'âme qui régnait dans les sphères bureaucratiques et dans la haute société libérale de Pétersbourg, durant les premiers mois de la guerre, d'après le livre du journaliste viennois Hugo Hantz *Vor der Katastrophe* (*Avant la catastrophe*). Ce que l'on observait, c'était un affolement tout proche du désespoir. « Cela ne peut continuer ainsi! »

Où donc était l'issue? Personne ne le savait : ni les hauts fonctionnaires en retraite, ni les célèbres avocats libéraux, ni les fameux journalistes également libéraux. « La société est absolument impuissante. Il est inutile de songer à un mouvement révolutionnaire venant du peuple; et si même ce mouvement se produisait, il serait dirigé non contre le pouvoir, mais contre les maîtres en général. » Où donc était la chance de salut? On avait devant soi la banqueroute financière et la débâcle militaire. Hugo Hantz, qui passa à Pétersbourg les trois premiers mois de la guerre, affirme que la prière commune des libéraux modérés comme aussi bien de nombreux conservateurs se formulait ainsi : *Gott, hilf uns, damit wir geschlagen werden!* (*Seigneur, aide-nous à être battus!*) Cela n'empêchait pas, bien entendu, la société libérale d'adopter le ton du patriotisme officiel. En de multiples déclarations, tous les zemstvos, toutes les Doumas, sans aucune exception, jurèrent fidélité au trône et s'engagèrent à sacrifier leur existence et leurs biens — ils savaient assez que les choses n'iraient pas si loin! — pour sauvegarder l'honneur et la puissance du tsar et de la Russie. Le corps professoral se déshonora en marchant à la suite des zemstvos et des Doumas. Les uns après les autres, les maîtres de l'université faisaient écho à la déclaration de guerre par des adresses dans lesquelles les fioritures du style s'harmonisaient avec la niaiserie byzantine du fond. Ce ne fut pas une gaffe, ce ne fut pas un malentendu. Ce fut une tactique toujours basée sur un seul et même principe : le rapprochement coûte que coûte! De là tous les efforts que l'on fit pour aider l'absolutisme à traverser les angoisses de la réconciliation. On s'organisa, non pour combattre l'autocratie, mais pour la servir. Il ne s'agissait pas de vaincre le gouvernement, mais de le séduire. On voulait mériter sa gratitude et sa confiance, on voulait lui devenir indispensable. Cette tactique est aussi vieille que le libéralisme russe et elle n'a gagné ni en intelligence, ni en dignité avec les années! Ainsi, dès le début de la guerre, l'opposition libérale fit tout le nécessaire pour gâter définitivement la situation. Mais la logique révolutionnaire des événements ne connaissait point d'arrêt. La flotte de Port-Arthur avait été défaite, l'amiral Makarov avait péri, la guerre se poursuivait maintenant sur la terre ferme; — Yalou, Kin-Tchoou, Dachi-Tchao, Vafangoou, Liaoian, Chahe, — tous ces noms signalent l'opprobre de l'autocratie. La position du gouvernement était plus difficile que jamais. La démoralisation des gouvernants rendait impossibles toute continuité d'idées et toute fermeté dans la politique intérieure. Les hésitations, les tentatives d'accommodement et d'apaisement devenaient inévitables. La mort de Plehve fut une occasion favorable pour modifier le cours de la politique.

III

Le « printemps » (1) gouvernemental devait être l'œuvre du prince Sviatopolk-Mirsky, ancien chef du corps des gendarmes. Pourquoi? Il aurait sans doute été le dernier à expliquer cette nomination.

La figure politique de cet « homme d'Etat » se dessine fort nettement dans les entretiens qu'il accorda aux correspondants de la presse étrangère pour leur communiquer son programme.

« — Quel est l'avis du prince, — demande le collaborateur de l'*Echo de Paris*, — au sujet de l'opinion publique qui demande pour la Russie des ministres responsables?

Le prince sourit :

— Toute responsabilité serait artificielle et nominale.

— Quel est votre point de vue, prince, sur les questions confessionnelles?

— Je suis l'ennemi des persécutions religieuses, mais avec certaines réserves...

— Est-il vrai que vous seriez disposé à accorder aux juifs plus de libertés?

— On arrive à d'excellents résultats par la bonté.

— En général, monsieur le ministre, vous vous déclarez partisan du progrès? »

Réponse : le ministre a l'intention « de se conformer dans ses actes à l'esprit d'un véritable et large progrès, *dans la mesure, du moins, où cela ne contrariera point le régime existant* ». Cela est textuel!

Le prince, d'ailleurs, ne prenait pas lui-même son programme au sérieux. Il est vrai que la tâche « immédiate » de l'administration serait d'assurer le bien de la population « confiée à nos soins »; mais le ministre avouait au correspondant américain Thomson qu'en fait il ne savait pas encore ce qu'il ferait de son pouvoir.

« J'aurais tort de dire, — déclarait le ministre, — que j'aie dès maintenant un programme déterminé. La question agraire? Oui, oui, sans doute il existe sur cette question une énorme documentation, mais je ne la connais, pour le moment, que par les journaux. »

Le prince tranquillisait Péterhof (résidence de la Cour), consolait les libéraux et accordait aux correspondants étrangers des assurances qui faisaient honneur à son cœur, mais compromettaient définitivement sa réputation de génie politique.

(1) Ce terme, devenu populaire, fut imaginé par Souvorine, éditeur du *Novoïé Vrémia*, pour caractériser « l'époque du rapprochement entre le pouvoir et le peuple ».

Et cette débile figure de seigneur, de *barine*, ornée des aiguillettes du gendarme, était appelée — non seulement par Nicolas, mais par l'imagination des libéraux — à trancher les liens séculaires, si profondément enfoncés dans la chair du pays!

IV

Tout le monde semblait avoir accueilli Sviatopolk-Mirsky avec enthousiasme. Le prince Meschersky, rédacteur du journal réactionnaire *Grajdanine* (*le Citoyen*) écrivait qu'un jour de fête était venu pour « l'immense famille des gens de bien en Russie », car, enfin, le principal poste ministériel était occupé par un « idéal homme de bien ». « L'indépendance est parente de la noblesse de caractère, — écrivait le vénérable Souvorine, — et la noblesse de caractère nous est fort nécessaire ». Le prince Oukhtomsky, dans les *Péterbourgskia Viédomosti* (*l'Information de Pétersbourg*), attirait l'attention sur ce fait que le nouveau ministre « sortait d'une ancienne lignée princière qui remontait à Rurik par le Monomaque. » La *Neue Freie Presse* de Vienne signale avec satisfaction les qualités essentielles du prince : « humanité, justice, objectivité, sympathie pour les lumières de l'instruction ». Les *Birjevyia Viédomosti* (*l'Information de la Bourse*) rappellent que le prince n'a que quarante-sept ans et que, par conséquent, il n'a pas encore eu le temps de s'imprégner de la routine bureaucratique.

Des récits en vers et en prose parurent alors où l'on disait que « nous étions plongés dans un profond sommeil », et que l'ancien commandant du corps des gendarmes nous avait réveillés par son geste libéral et nous avait indiqué les voies « d'un rapprochement entre le pouvoir et le peuple ». Quand on lit toutes ces déclarations, quand on considère toutes ces effusions, on croit respirer la bêtise à une pression de vingt atmosphères!

Seule, l'extrême droite ne perdait pas la tête parmi cette « bacchanale d'enthousiasmes libéraux ». Les *Moskovskia Viédomosti* (*l'Information de Moscou*) rappelaient impitoyablement au prince qu'avec le portefeuille de Plehve il avait assumé toute la tâche du défunt ministre. « Si nos ennemis intérieurs, dans leurs imprimeries clandestines, en diverses organisations, dans les écoles, dans la presse et dans la rue, la bombe à la main, ont si haut levé la tête pour marcher à l'assaut de notre Port-Arthur intérieur, cela n'a été possible que parce qu'ils désorientaient la société et une certaine partie des sphères dirigeantes par des théories absolument fallacieuses sur la nécessité d'abolir les plus solides fondements de l'Etat russe, — l'autocratie de ses tsars, l'orthodoxie de son église et le sentiment national de son peuple. »

Le prince Sviatopolk tenta de garder le juste milieu : l'auto-

eratie, mais adoucie par la légalité; la bureaucratie, mais appuyée sur les forces sociales. Le *Novoïé Vrémia,* qui soutenait le prince parce que le prince était au pouvoir, prit officieusement à son compte le rôle d'entremetteur politique. Les circonstances étaient évidemment favorables pour qu'il choisît cette attitude.

Le ministre dont les bonnes intentions ne trouvaient point d'écho parmi la camarilla qui gouvernait le tsar, tenta timidement de s'appuyer sur les membres des zemstvos : dans ce but, il avait l'intention d'utiliser la conférence que l'on annonçait et qui devait réunir les représentants des administrations locales. Le *Novoïé Vrémia* invitait les gens des zemstvos à exercer une prudente pression du côté gauche. L'animation qui se manifestait alors dans la société et le ton exalté de la presse inspiraient, cependant, de grandes appréhensions pour l'issue de la conférence. Le 30 octobre, le *Novoïé Vrémia* battait résolument en retraite. « Si intéressantes et instructives que soient les décisions que prendront les membres de la conférence, il ne convient pas d'oublier qu'en raison de la composition de cette assemblée et des moyens employés pour la réunir, on a parfaitement raison de la considérer officiellement comme une assemblée privée; ses décisions ne peuvent avoir qu'un caractère purement académique et ne constituent qu'une obligation morale. »

En fin de compte, la conférence des zemstvos qui devait être un point d'appui pour le ministre « du progrès » fut interdite par lui et s'assembla d'une façon à demi clandestine, à demi légale, dans un appartement privé.

V

Une centaine de membres réputés des zemstvos, — par une majorité de soixante-dix voix contre trente, — réclamait, les 6 et 8 novembre 1904, les libertés publiques, l'inviolabilité de l'individu et une représentation populaire avec participation au pouvoir législatif, — sans prononcer toutefois le mot sacramentel : *constitution.*

La presse libérale de l'Europe apprécia avec déférence la discrétion pleine de tact des zemstvos : les libéraux avaient su exprimer ce qu'ils voulaient dire en évitant les mots qui auraient rendu impossible pour le prince Sviatopolk l'acceptation de leurs motions.

En cela trouve sa véritable explication la nouvelle figure de rhétorique inventée par les zemstvos : le silence. En formulant leurs exigences, les membres des zemstvos s'adressaient exclusivement à un gouvernement avec lequel ils devraient s'entendre; ils ne songeaient point aux masses populaires auxquelles ils auraient pu faire appel.

Ils élaborèrent les différents points d'un compromis politique,

mais non pas des devises destinées à émouvoir les foules. En cela, ils restaient fidèles à eux-mêmes.

« La soeiété a aecompli son œuvre, maintenant e'est au gouvernement qu'il appartient d'agir! » — s'écriait la presse d'un ton engageant et, en même temps, obséquieux. Le gouvernement du prinee Sviatopolk-Mirsky aeeepta eet appel, ce « défi », et, préeisément en raison de eette obséquieuse invitation, erut devoir rappeler à l'ordre la revue libérale *Pravo* (*le Droit*). On défendit aux journaux d'imprimer et de diseuter les résolutions de la eonférenee des zemstvos. Une modeste supplique du zemstvo de Tehernigov fut déclarée « insolente et dépourvue de tact ». Le « printemps » gouvernemental touehait à sa fin. Le « printemps » du libéralisme n'était qu'à son début.

La eonférenee des zemstvos donna de l'air à l'esprit d'opposition « de la société eultivée ». Le eongrès, il est vrai, ne s'était point eomposé de représentants officiels de tous les zemstvos; mais on y avait vu des représentants d'administrations locales et un grand nombre d'hommes « autorisés » auxquels leur inertie routinière devait justement donner du poids et de l'importanee; il est vrai aussi que le eongrès n'avait point été légalisé par la bureaueratie; mais il avait eu lieu au vu et au su des autorités; — il n'est done point étonnant que les intellectuels, réduits par les fortes leçons qu'ils avaient reçues au dernier degré de la timidité, aient eru alors que leurs vœux de eonstitution, les rêves seerets de leurs insomnies, avaient reçu, grâce aux résolutions de ee eongrès à demi offieiel, une sanetion à demi légale. Et rien ne pouvait encourager la soeiété libérale humiliée plus que l'idée, même illusoire, de s'appuyer dans ses démareches sur la légalité. Ce fut alors une période de banquets, de motions, de déelarations, de protestations, de mémoires et de pétitions. Toutes les eorporations imaginables, toutes les assemblées, partant de leurs besoins professionnels, d'ineidents régionaux, de solennités et de jubilés, en venaient à formuler les exigenees eonstitutionnelles qui étaient eontenues dans les « 11 points » désormais fameux de la résolution prise par la eonférenee des zemstvos. La démoeratie se hâtait de former un ehœur autour des eoryphées du zemstvo pour mieux souligner l'importance de leurs déeisions et renforcer leur action sur la bureaueratie! Toute la tâche politique du moment, pour la soeiété libérale, consistait à exereer une pression sur le gouvernement, en se tenant derrière le dos des membres du zemstvo. Dans les premiers temps, on crut que les motions suffiraient, eomme une torpille, à faire sauter en l'air la bureaueratie. Mais rien de pareil n'arriva. On s'habitua aux motions, ceux qui les écrivaient et eeux eontre lesquels elles étaient rédigées eessèrent d'y faire attention. La voix de la presse, que le ministère de la eonfiance intérieure étranglait eependant de plus en plus, manifestait une irritation sans objet... En même temps l'opposition eommence à

LE 9 JANVIER. L'ATTENTE

se diviser. Dans les banquets, on voit apparaître de plus en plus souvent des figures inquiètes, frustes, intolérantes, de radicaux : tantôt c'est un intellectuel, tantôt c'est un ouvrier; ils dénoncent l'attitude équivoque des zemstvos et exigent de la société cultivée de claires devises et une tactique déterminée. On leur fait des signes pour leur imposer silence, pour les calmer, on les flatte, on les blâme, on leur met la main sur la bouche, on les caresse et, finalement, on les chasse, — mais ils accomplissent leur œuvre, ils poussent les éléments intellectuels de gauche dans la voie révolutionnaire.

Tandis que l'aile droite de la « société », unie, par des intérêts matériels ou par les idées, au libéralisme censitaire, s'occupait de démontrer la modération et le loyalisme des motions du congrès et faisait appel au sens politique du prince Sviatopolk, les intellectuels radicaux, et principalement les étudiants, se joignaient à la campagne de novembre dans le but de la tirer de l'ornière où elle était embourbée, de lui donner un caractère plus combattif et de la rallier au mouvement révolutionnaire des ouvriers dans les villes. C'est ainsi que se produisirent deux grandes manifestations dans la rue : celle de Pétersbourg, le 28 novembre, et celle de Moscou, les 5 et 6 décembre. Ces démonstrations étaient pour les « enfants » radicaux la conclusion directe et nécessaire des mots d'ordre lancés par les « pères » libéraux : puisqu'on avait décidé de réclamer un régime constitutionnel, il fallait s'engager dans la lutte. Mais les « pères » ne montraient aucune disposition à suivre les idées politiques avec tant de persévérance. Bien au contraire, ils crurent de leur devoir de se dire effrayés : trop de hâte, trop de fougue pourrait rompre la frêle toile d'araignée de la confiance. « Les pères » ne soutinrent pas « les enfants »; ils les abandonnèrent aux cosaques et à la gendarmerie du prince libéral.

Les étudiants ne furent pas soutenus non plus par les ouvriers. En cela, se révéla clairement le caractère fort étroit de la campagne des banquets de novembre et décembre 1904; le prolétariat ne s'y joignit que par sa peu considérable élite; les « véritables ouvriers », dont l'apparition engendrait tout à la fois des craintes hostiles et de la curiosité, ne se montrèrent dans les réunions de cette période qu'en fort petit nombre. La profonde évolution qui s'accomplissait alors dans la conscience des masses n'avait, bien entendu, rien de commun avec les démonstrations hâtives de la jeunesse révolutionnaire. Ainsi, les étudiants furent, en fin de compte, abandonnés presque exclusivement à eux-mêmes.

Cependant toutes ces manifestations, après le long silence politique que la guerre avait causé, dans la grave situation intérieure qui avait été la conséquence de la débâcle militaire, ces démonstrations nettement politiques dans les capitales, et dont la nouvelle était transmise par le télégraphe au monde entier, produisirent,

en tant que symptôme, une impression beaucoup plus forte sur le gouvernement que n'avaient pu le faire les sages remontrances de la presse libérale... Le gouvernement se secoua, revint à lui et se hâta de prendre position.

VI

A la campagne constitutionnelle qui avait commencé par la réunion de quelques dizaines de membres de zemstvos dans le riche appartement de Korsakov et s'était terminée par l'envoi de quelques dizaines d'étudiants aux commissariats de police de Pétersbourg et de Moscou, le gouvernement répondit de deux manières : par un « oukase » de réforme et par une « communication » policière. L'oukase impérial du 12 décembre 1904, qui est resté comme le fruit le plus mûr de la politique printanière « de confiance », pose comme condition *sine qua non* des réformes ultérieures l'intangibilité des lois fondamentales de l'Empire. En son ensemble, l'oukase reproduisait les entretiens pleins de bienveillance et de réticences du prince Sviatopolk avec les correspondants étrangers. Cela suffit à en fixer la valeur. Il y avait beaucoup plus de netteté politique dans la communication gouvernementale qui parut deux jours après l'oukase. Ce document caractérise le congrès de novembre comme la source originelle d'un mouvement étranger au peuple russe et fait observer aux municipalités et aux zemstvos qu'en délibérant sur les résolutions de la conférence de novembre, ils contreviennent à la loi. Le gouvernement rappelle en outre que son devoir légal est de défendre l'ordre dans l'Etat et de garantir la sécurité publique; par conséquent, toutes réunions de caractère antigouvernemental seront dispersées par tous les moyens légaux dont disposent les autorités. Si le prince réussissait mal à régénérer pacifiquement le pays, il accomplissait avec un succès remarquable la tâche d'ordre plus général pour laquelle l'histoire l'avait mis à la tête du gouvernement : la destruction des illusions politiques et des préjugés de la classe moyenne.

La période de Sviatopolk-Mirsky, qui fut ouverte aux sons joyeux de la trompette et fermée au sifflement de la *nagaïka* (*du fouet des cosaques*), eut pour résultat final d'exciter la haine de l'absolutisme à un degré inconnu dans tous les éléments plus ou moins conscients de la population. Les intérêts politiques prirent une forme mieux déterminée, le mécontentement gagna en profondeur et devint une sorte de principe. La pensée d'hier, encore primitive, se jette aujourd'hui avec avidité sur le travail de l'analyse politique. Tous les phénomènes du mal public et de l'arbitraire gouvernemental sont enfin considérés dans leurs causes originelles. Les devises révolutionnaires n'épouvantent plus personne; au contraire, elles trouvent l'écho de milliers de voix, elles

se transforment en dictons populaires. Comme une éponge absorbe un liquide, la conscience sociale s'imprègne de toute parole de négation, de blâme ou de malédiction à l'adresse de l'absolutisme. Le gouvernement ne peut plus rien faire impunément. Chaque maladresse est aussitôt portée à son compte. Ses coquetteries devant l'opinion n'excitent que la raillerie. Ses menaces engendrent la haine. Il est vrai que le ministère du prince Sviatopolk avait accordé quelques facilités à la presse, mais les intérêts de celle-ci dépassaient déjà de beaucoup la condescendance de la Direction des Affaires de la Presse. Il en était de même dans tous les autres domaines : une demi-liberté accordée par grâce n'irritait pas moins qu'un esclavage absolu. Tel est, en général, le sort des concessions aux époques révolutionnaires : elles ne peuvent satisfaire, mais suscitent de nouvelles exigences. Ces prétentions étaient formulées hautement dans la presse, dans les assemblées, dans les congrès et elles irritaient, à leur tour, le pouvoir qui perdait rapidement toute « confiance » et recourait à la répression. On dispersait de force les réunions et les congrès; les coups pleuvaient sur la presse; les manifestations étaient pourchassées avec une brutalité impitoyable. Enfin, comme pour aider les petites gens à connaître définitivement le poids spécifique de l'oukase du 12 décembre, le prince Sviatopolk publia, le 31 décembre, une circulaire dans laquelle il expliquait que la révision du règlement sur les paysans, annoncée par l'oukase libéral, serait effectuée d'après le projet de Plehve. Ce fut le dernier acte gouvernemental de 1904. 1905 s'ouvrit par des événements qui établirent une borne fatale entre le passé et le présent. Ils soulignèrent d'un trait sanglant l'époque du « printemps », période où la conscience politique du pays avait vécu son enfance. Le prince Sviatopolk, sa bonté, ses plans, sa confiance, ses circulaires, — tout cela fut rejeté en arrière, tout cela fut oublié.

LE 9 JANVIER

LE CHEF DES STRÉLITZ

Grand Souverain,
Nous ne pouvons retenir le peuple,
On force les portes, on crie :
« Nous voulons saluer le tsar Boris,
Nous voulons voir le tsar Boris. »

BORIS

Qu'on ouvre les portes à deux battants :
Entre le peuple russe et son tsar
Il n'y a point de barrière.

(A. TOLSTOÏ, *Le Tsar Boris.*)

I

« Souverain, nous, les ouvriers, nos enfants, nos femmes et nos vieillards débiles, nos parents, nous sommes venus vers toi, souverain, pour demander justice et protection. Nous sommes réduits à la misère, on nous opprime, on nous accable de travail au-dessus de nos forces, on nous injurie, on ne veut point reconnaître en nous des hommes, on nous traite comme des esclaves qui doivent endurer leur sort et se taire. Nous avons patienté, mais on nous précipite de plus en plus dans l'abîme de l'indigence, de l'asservissement et de l'ignorance. Le despotisme et l'arbitraire nous écrasent, nous étouffons. Les forces nous manquent, souverain! La limite de la patience est atteinte; pour nous, voici le terrible moment où la mort vaut mieux que le prolongement d'insupportables tourments. »

Tels sont les accents solennels dans lesquels la menace des prolétaires gronde à travers la supplique des sujets; tel est le début de la fameuse pétition des ouvriers de Pétersbourg. Elle dépeignait toutes les persécutions et toutes les injures que le peuple subissait. Elle énumérait tout : depuis les courants d'air qui traversaient les fabriques jusqu'à la servitude politique du pays. Elle demandait l'amnistie, les libertés publiques, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la journée de huit heures, le salaire normal et l'abandon progressif de la terre au peuple. Mais, avant tout, elle exigeait la convocation d'une Assemblée Constituante, élue par le suffrage universel non censitaire.

« Voilà, souverain, — disait enfin la pétition, — les principaux besoins que nous te soumettons. Ordonne et jure de les satisfaire — et tu rendras la Russie puissante et glorieuse, tu imprimeras ton nom dans nos cœurs, dans les cœurs de nos enfants et petits-enfants, à tout jamais. Si tu refuses d'entendre notre supplication, — nous mourrons ici, sur cette place, devant ton palais. Il n'y a point d'autre issue pour nous, nous n'avons aucun motif d'aller ailleurs. Devant nous, il ne reste que deux voies : ou vers la liberté et le bonheur, ou vers la tombe. Indique-nous, souverain, celle que nous devons choisir, nous la suivrons sans répliquer, quand bien même ce serait le chemin du trépas. Que notre vie soit sacrifiée pour la Russie épuisée dans les tourments. Nous ne regretterons point ce sacrifice, — nous l'offrirons volontiers. »

Et ils l'offrirent en effet.

La pétition des ouvriers opposait à la phraséologie confuse des résolutions libérales les termes précis de la démocratie politique; de plus, elle y introduisait l'esprit de classe en exigeant le droit de grève et la journée de huit heures. Sa signification politique n'est cependant point dans le texte, mais dans le fait. La pétition servait de prologue à une action qui unirait les masses ouvrières devant le fantôme d'une monarchie idéalisée, — et cela pour opposer immédiatement le prolétariat et la monarchie réelle comme deux mortels ennemis.

La marche des événements est restée dans toutes les mémoires. Les incidents se succédèrent, durant quelques jours, avec une remarquable mesure, poursuivant toujours le même objectif. Le 3 janvier, la grève éclata à l'usine Poutilov. Le 7 janvier, le nombre des grévistes s'élevait à 140.000. La grève atteignit son apogée le 10 janvier. Le 13, on se remit au travail. Ainsi, nous sommes en présence d'un mouvement d'abord économique qui a pour cause un motif occasionnel. Ce mouvement s'étend, entraîne les ouvriers par dizaines de milliers et se transforme par conséquent en un événement politique. A la tête du mouvement se trouve « la société des ouvriers des fabriques et usines », organisation d'origine policière. Les radicaux, dont la politique de banquets est acculée dans une impasse, brûlent d'impatience. Ils sont mécontents du caractère purement économique de la grève et poussent en avant le meneur du mouvement, Gapone. Il s'engage dans la voie de la politique et trouve, dans les masses ouvrières, un tel débordement de mécontentement, d'irritation et d'énergie révolutionnaire que les plans de ses inspirateurs libéraux s'y perdent et s'y noient. La social-démocratie passe au premier plan. Elle est accueillie par des manifestations hostiles, mais bientôt elle s'adapte à son auditoire et le subjugue. Ses devises deviennent celles de la masse et sont fixées dans la pétition.

Le gouvernement se cache. Pour quelle raison? Perfidie? Provocation? Ou bien misérable affolement? L'un et l'autre. Les

bureaucrates, à l'instar du prince Sviatopolk, demeurent stupides, éperdus. La bande de Trépov, qui avait eu hâte de mettre fin au « printemps » et qui, par conséquent, avait préparé consciemment un massacre, permit aux événements de se développer jusqu'à leur terme logique. Le télégraphe eut toute liberté d'informer le monde entier au sujet des étapes parcourues par la grève de janvier. Le moindre concierge, à Paris, savait trois jours d'avance qu'à Pétersbourg, le dimanche 9 janvier, à deux heures de l'après-midi, la révolution devait éclater. Et le gouvernement russe ne fit rien pour prévenir l'effusion de sang.

Dans les onze sections de la « Société » ouvrière, les meetings se suivaient sans interruption. On élaborait, on rédigeait la pétition et on délibérait sur le plan d'un cortège qui s'avancerait vers le palais. Gapone courait en voiture d'une section à l'autre, les agitateurs de la social-démocratie avaient perdu la voix à force de parler et tombaient exténués. La police ne se mêlait de rien. Elle n'existait plus.

Conformément à la résolution prise en commun, on s'avança paisiblement vers le palais : on ne chantait point, on ne portait point de drapeaux, on ne prononça point de discours. Les manifestants étaient endimanchés. Dans certaines parties de la ville, on portait des icones et des oriflammes. Partout on se heurtait aux troupes. On suppliait l'armée d'accorder le passage, on pleurait, on essayait de tourner les détachements ou de les traverser. Les soldats tirèrent toute la journée. Les morts se comptaient par centaines, les blessés par milliers. Le nombre exact ne put être établi, car la police enlevait les cadavres pendant la nuit et les enfouissait secrètement.

A minuit, le 9 janvier, Georges Gapone écrivait :

« Aux soldats et aux officiers qui massacrent nos frères innocents, leurs femmes et leurs enfants, à tous les oppresseurs du peuple, — ma malédiction pastorale. Aux soldats qui aideront le peuple à obtenir la liberté, — ma bénédiction. Je les relève de leur serment de soldats envers le tsar traître qui a ordonné de verser le sang innocent... »

L'histoire se servit du plan fantastique de Gapone pour arriver à ses fins et il ne restait au prêtre qu'à sanctionner de l'autorité sacerdotale ses conclusions révolutionnaires.

Le 11 janvier, à la séance du Conseil des ministres, Witte, qui ne jouissait alors d'aucun pouvoir véritable, proposa de délibérer sur les événements du 9 janvier et de prendre des mesures « pour prévenir désormais d'aussi déplorables incidents ». La proposition de Witte fut repoussée comme « n'entrant pas dans la compétence du Conseil et n'étant pas inscrite à l'ordre du jour de la séance ». Le Conseil des ministres passa outre au début de la révolution russe, parce que cette révolution n'était pas inscrite à l'ordre du jour de sa séance.

II

La manifestation historique du 9 janvier se présenta sous un aspect que nul, bien entendu, n'aurait pu prévoir. Le prêtre que l'histoire avait mis à la tête de la masse ouvrière, pour quelques jours, d'une manière si inattendue, marqua les événements du cachet de sa personnalité, de ses opinions, de sa dignité ecclésiastique. Et ces apparences dissimulèrent, aux yeux de bien des personnes, le sens réel des événements. Mais la signification essentielle du 9 janvier ne réside pas dans le cortège symbolique qui s'avança vers le Palais d'Hiver. La soutane de Gapone n'était qu'un accessoire. Le véritable acteur, c'était le prolétariat. Il commence par une grève, s'unifie, formule des exigences politiques, descend dans la rue, attire à lui toutes les sympathies, tout l'enthousiasme de la population, se heurte à la force armée et ouvre la révolution russe. Gapone ne créa point l'énergie révolutionnaire des ouvriers pétersbourgeois, il la découvrit seulement, sans l'avoir soupçonnée. Fils d'un prêtre, ensuite séminariste, étudiant de l'académie ecclésiastique, aumônier d'une prison, agitateur parmi les ouvriers avec l'autorisation bienveillante de la police, il se trouva tout à coup à la tête d'une multitude dont les hommes se nombraient par centaines de mille. Sa situation officielle, sa soutane, l'exaltation des masses peu conscientes et la rapidité fabuleuse des événements avaient fait de Gapone « un chef ».

Homme d'imagination désordonnée, avec des dessous d'aventurier, méridional sanguin avec une nuance de friponnerie, complètement ignare dans les questions sociales, Gapone était aussi peu capable de régler les événements que de les prévoir. Les événements l'entraînaient avec eux.

La société libérale crut longtemps que, dans la personnalité de Gapone, était celé tout le mystère du 9 janvier. On l'opposait à la social-démocratie comme un chef politique qui aurait eu le secret de séduire les masses, tandis que les social-démocrates ne formaient, disait-on, qu'une secte de doctrinaires. On oubliait d'ailleurs que le 9 janvier ne serait point venu si Gapone n'avait trouvé sur son chemin plusieurs milliers d'ouvriers conscients qui avaient passé par l'école socialiste. Ils l'encerclèrent aussitôt d'un anneau de fer d'où il n'aurait pu s'échapper s'il l'avait voulu. Mais il n'essaya même pas. Hypnotisé par son propre succès, il se livra au flot montant.

Cependant, si, dès le lendemain du Dimanche Sanglant, nous comprenions que le rôle politique de Gapone se subordonnait absolument aux faits, nous surestimions encore ses qualités personnelles. Dans l'auréole de son courroux pastoral, la malédiction aux lèvres, il nous apparaissait de loin comme une figure de style presque biblique. On eût dit que les puissantes passions révolution-

naires s'étaient réveillées dans la poitrine d'un jeune prêtre, aumônier du dépôt de Pétersbourg. Que vîmes-nous ensuite? Lorsque la flamme tomba, Gapone demeura découvert devant tous, dans sa nullité politique et morale. Les poses qu'il affecta devant l'Europe socialiste, ses chétifs écrits « révolutionnaires », datés de l'étranger, naïfs et grossiers, sa venue en Russie, ses rapports clandestins avec le gouvernement, les deniers de Witte, ses entretiens prétentieux et absurdes avec les représentants des journaux conservateurs, sa conduite bruyante, ses fanfaronnades et, enfin, la misérable trahison qui fut cause de sa perte, — tout cela détruisit définitivement l'idée que nous nous étions faite de Gapone le 9 janvier. Involontairement nous nous rappelons les paroles pénétrantes de Victor Adler, chef de la social-démocratie autrichienne, qui, dès la réception du premier télégramme sur le séjour de Gapone à l'étranger, déclara: « C'est dommage... Pour sa renommée dans l'histoire, il eût mieux valu qu'il disparût mystérieusement comme il était venu. On garderait la belle légende romantique d'un prêtre qui ouvrit les écluses de la révolution russe... Il y a des hommes — ajoutait Adler, avec la fine ironie qui le caractérise, — il y a des hommes que l'on aime mieux compter parmi les martyrs que parmi les camarades de son parti... »

III

« Il n'y a pas encore de peuple révolutionnaire en Russie. » Voilà ce que Pierre Struve écrivait, dans l'organe qu'il publiait à l'étranger sous le titre d'*Emancipation,* le 7 janvier 1905, — c'est-à-dire deux jours avant que les régiments de la garde n'écrasassent la manifestation des ouvriers pétersbourgeois.

« Il n'y a pas de peuple révolutionnaire en Russie », — déclarait par la bouche d'un renégat socialiste le libéralisme russe qui, pendant une période de trois mois, en ses banquets, avait acquis la conviction d'être le principal personnage sur la scène politique. Et cette déclaration n'avait pas eu le temps d'arriver jusqu'en Russie que, déjà, le télégraphe transmettait à tous les points du monde la grande nouvelle du début de la révolution russe...

Nous l'attendions, nous ne doutions pas d'elle. Elle avait été pour nous, pendant de longues années, une simple déduction de notre « doctrine » qui excitait les railleries de tous les crétins de toutes nuances politiques. Ils ne croyaient pas au rôle révolutionnaire du prolétariat; en revanche, ils croyaient à l'efficacité des pétitions de zemstvos, à Witte, à Sviatopolk-Mirsky, à des boîtes de dynamite... Il n'y avait point de préjugé politique qu'ils n'acceptassent les yeux fermés. Seule, la foi au prolétariat leur paraissait un préjugé.

Non seulement Struve, mais toute « la société cultivée » au

service de laquelle il était passé, se trouvèrent surpris à l'improviste. Ce fut avec des regards d'épouvante et d'impuissance qu'ils observèrent, de leurs fenêtres, le drame historique qui se déroulait. L'intervention des intellectuels dans les événements eut un caractère vraiment pitoyable et nul. Une députation, composée de quelques littérateurs et professeurs, se rendit auprès du prince Sviatopolk-Mirsky et du comte Witte, « dans l'espoir, — expliquait la presse libérale, — d'éclairer la question de telle manière qu'on n'eût point à employer la force armée ». Une montagne marchait contre une autre montagne, et une poignée de démocrates croyait qu'il suffirait de se morfondre dans les antichambres de deux ministères pour éluder l'inévitable. Sviatopolk refusa de recevoir la députation; Witte ouvrit les bras en signe de détresse. Ensuite, comme si l'on eût voulu, avec un sans-gêne digne de Shakespeare, introduire les éléments de la farce dans la plus grande des tragédies, la police déclara que cette malheureuse députation était « un gouvernement provisoire » et l'envoya à la forteresse de Pierre-et-Paul. Mais, dans la conscience politique des intellectuels, dans cette informe tache de brouillard, les journées de janvier laissèrent un sillage bien marqué. Pour un temps indéterminé, ils remisèrent aux archives notre libéralisme traditionnel avec son unique avantage : la foi en un heureux changement des figures gouvernementales. Le règne stupide de Sviatopolk-Mirsky fut, pour ce libéralisme, l'époque de son épanouissement. L'oukase de réforme du 12 décembre en fut le fruit le plus mûr. Mais le 9 janvier balaya « le printemps » qu'il remplaça par la dictature militaire et par la toute-puissance de l'inoubliable général Trépov que l'opposition libérale venait justement de déloger du poste de grand-maître de police à Moscou. En même temps se dessinait plus nettement, dans la société libérale, la scission entre la démocratie et l'opposition censitaire. La manifestation des ouvriers donna plus de poids aux éléments radicaux de l'intelligence, de même que, précédemment, la manifestation des zemstvos avait servi d'atout dans les mains des éléments opportunistes. Pour l'aile gauche de l'opposition, la question de la liberté politique se présenta enfin sous son aspect réel, comme une question de lutte, de prépondérance des forces, d'impétuosité de la part des lourdes masses populaires. Et, en même temps, le prolétariat révolutionnaire, hier encore « fiction politique » des marxistes, devenait aujourd'hui une puissante réalité.

« Est-ce maintenant, — écrivait l'influent hebdomadaire libéral *Pravo* (*le Droit*), — après les sanglantes journées de janvier, que l'on peut mettre en doute l'idée de la mission historique du prolétariat urbain de la Russie? Evidemment, cette question, du moins pour le moment historique actuel, est résolue, — et non par nous, mais par les ouvriers qui, en ces mémorables journées

d'horreur sanglante, ont inscrit leurs noms dans le Livre d'Or du mouvement social russe ». Entre l'article de Struve et les lignes que nous venons de citer, il y avait un intervalle d'une semaine, — et, cependant, c'est une époque historique tout entière qui les sépare.

IV

Le 9 janvier marque un tournant dans la conscience politique de la bourgeoisie capitaliste.

Si, dans les dernières années d'avant la révolution, au grand dépit du capital, fut créée toute une école de démagogie gouvernementale (par les procédés du célèbre Zoubatov), qui provoquait les ouvriers à des conflits économiques avec les fabricants, dans le but de les détourner de tout conflit avec le pouvoir gouvernemental, — désormais, après le Dimanche Sanglant, la marche normale de la vie industrielle fut complètement interrompue. La production ne s'effectuait que par à-coups, dans les intervalles qui subsistaient entre les troubles. Les fantastiques bénéfices réalisés sur les fournitures de guerre, au lieu de revenir à l'industrie qui subissait une crise, enrichissaient un petit groupe de rapaces privilégiés, jouissant d'un monopole; le capital ne pouvait donc se résigner à voir la croissance progressive de l'anarchie intérieure. Les différentes branches de l'industrie passent à l'opposition les unes après les autres. Les sociétés de courtiers en bourse, les congrès industriels, les soi-disant « comptoirs consultatifs », qui ne sont que des syndicats déguisés, et les autres organisations du capital qui, hier encore, conservaient leur virginité politique, votaient aujourd'hui des ordres du jour de défiance à l'adresse de l'autocratie policière et s'exprimaient dans le langage du libéralisme. Le marchand de la ville montrait bien que, pour tant faire que d'être dans l'opposition, il ne le céderait en rien au propriétaire « instruit ». Les Doumas, non contentes de se joindre aux zemstvos, se mettaient en avant; la Douma de Moscou, composée en effet de marchands, occupa à cette époque la première place.

La lutte entre les différentes branches du capital qui cherchent à s'arracher les grâces et les faveurs du ministère des finances recule provisoirement devant le besoin que l'on ressent en général de renouveler le régime gouvernemental et le droit civil. A la place de ces simples notions : concession et subvention, — ou bien à côté d'elles, — apparaissent des idées plus complexes : développement des forces productrices, élargissement du marché intérieur. En même temps que ces pensées essentielles, toutes les pétitions, les notes et les résolutions des entrepreneurs organisés expriment le grave souci qu'ils ont de calmer les masses ouvrières et paysannes. Le capital a perdu ses illusions au sujet des vertus curatives de la répression policière qui, en frappant l'ouvrier, atteint la

poche de l'industriel; le capital en vient à cette solennelle conclusion que la marche pacifique de l'exploitation capitaliste exige un régime libéral. « Toi aussi, Brutus! » — s'écrie la presse réactionnaire lorsqu'elle voit les marchands de Moscou, les Vieux-Croyants, conservateurs de l'antique piété, travailler de leurs mains à étayer « les plates-formes » constitutionnelles. Mais cette clameur n'arrête point le Brutus de l'industrie textile. Il doit suivre la courbe de son évolution politique pour, à la fin de l'année, au moment où le mouvement prolétarien atteindra son zénith, revenir se réfugier sous l'égide séculaire, une et indivisible, de la *nagaïka*.

V

Mais le massacre de janvier eut une influence particulièrement remarquable et profonde sur le prolétariat de toute la Russie. D'un bout à l'autre du pays passa un flot grandiose de grèves qui secouèrent le corps de la nation. D'après un calcul approximatif, la grève s'étendit à 122 villes et localités, à plusieurs mines du Donetz et à 10 compagnies de chemins de fer. Les masses prolétariennes furent remuées jusqu'en leurs profondeurs. Le mouvement entraînait environ un million d'âmes. Sans avoir un plan déterminé, fréquemment même sans formuler aucune exigence, s'interrompant et recommençant, guidée par le seul instinct de solidarité, la grève régna dans le pays pendant environ deux mois.

Au plus fort de cette tempête, en février 1905, nous écrivions : « Après le 9 janvier, la révolution ne connaîtra plus d'arrêt. Elle ne se limite plus à un travail souterrain, caché aux yeux, pour soulever sans cesse de nouvelles couches; elle en est venue à faire ouvertement, en toute hâte, l'appel de ses compagnies, de ses bataillons, de ses régiments et de ses corps d'armée. La force principale de cette troupe immense est constituée par le prolétariat; voilà pourquoi la révolution procède à l'appel de ses soldats par la grève.

« Les unes après les autres, les professions, les fabriques, les villes abandonnent le travail. Les cheminots sont les initiateurs du mouvement, les voies ferrées servent de route à cette épidémie. On formule des exigences économiques qui sont presque aussitôt satisfaites, — en tout ou en partie. Mais ni le début de la grève, ni son achèvement ne dépendent dans une entière mesure des revendications présentées, ni des satisfactions qu'on y donne. La grève commence non parce que la lutte économique en est arrivée à des exigences déterminées, — au contraire on fait un choix d'exigences et on les formule parce qu'on a besoin de la grève. On a besoin de se rendre compte pour soi-même, pour le prolétariat des autres lieux et enfin pour le peuple entier, des forces que l'on a accumulées, de la solidarité de la classe, de son ardeur à combattre; on a besoin de faire une revue générale de la révolu-

tion. Les grévistes eux-mêmes, et ceux qui les soutiennent, et ceux qui ressentent pour eux de la sympathie, et ceux qui les craignent, et ceux qui les haïssent, — tous comprennent ou sentent confusément que cette furieuse grève qui court follement de place en place, reprend son élan et passe en tourbillon, — tous comprennent ou sentent qu'elle n'agit pas pour elle-même, qu'elle accomplit seulement la volonté de la révolution qui l'envoie. Sur le champ d'opérations de la grève, c'est-à-dire sur toute l'étendue du pays, est suspendue une force menaçante, sinistre, chargée d'une insolente témérité.

« Depuis le 9 janvier, la révolution ne connaît plus d'arrêt. Sans plus se préoccuper de garder les secrets de sa stratégie, ouvertement et bruyamment, foulant aux pieds les routines habituelles, se débarrassant de toute hypnose, elle nous mène vers son apogée. »

LA GRÈVE D'OCTOBRE

— Ainsi, vous pensez que la révolution avance?

— Elle avance!

(*Novoïé Vrémia*, 5 mai 1905.)

— La voici!

(*Novoïé Vrémia*, 14 octobre 1905.)

I

Des assemblées populaires absolument libres dans les murs des universités, alors que, dans la rue, c'est le règne illimité de Trépov, voilà un des paradoxes les plus étonnants du développement politique et révolutionnaire pendant l'automne de 1905. Un vieil homme ignorant, le général Glazov, qui fut nommé, on ne sait pourquoi, ministre de l'instruction publique, créa sans s'en douter des asiles où la parole avait toute sa liberté. Le corps libéral des professeurs élevait des protestations : l'université appartient à la science; les gens de la rue n'ont rien à faire dans une académie. Le prince Serge Troubetskoï mourut avec cette vérité sur les lèvres. Mais la porte de l'université resta largement ouverte pendant quelques semaines. « Le peuple » emplissait les corridors, les amphithéâtres et les salles. Les ouvriers venaient directement de la fabrique à l'université. Les autorités avaient perdu la tête. Elles pouvaient arrêter, fouler aux pieds et fusiller les ouvriers tant que ceux-ci se trouvaient dans la rue ou dans leurs logements. Mais à peine l'ouvrier avait-il passé le seuil de l'université, que sa personne devenait inviolable. Ainsi, l'on offrait aux masses une leçon d'expérience qui leur démontrait les avantages du droit constitutionnel sur le droit autocratique.

Le 30 septembre, eurent lieu les premiers meetings populaires dans les universités de Pétersbourg et de Kiev. L'agence télégraphique dépeint avec horreur le public qui s'était amassé dans la salle des fêtes de l'université de Saint-Vladimir. D'après les télégrammes, on voyait dans cette foule, outre les étudiants, une multitude « de personnes des deux sexes venues du dehors, des élèves de l'enseignement secondaire, des adolescents des écoles privées,

des ouvriers, un ramassis de gens de toute espèce et de va-nu-pieds ».

La parole révolutionnaire était sortie des souterrains et retentissait dans les salles de conférences, dans les corridors et les cours de l'université. La masse s'imprégnait avec avidité des devises de la révolution, si belles en leur simplicité. Une foule non organisée, rassemblée par hasard, qui, pour les imbéciles de la bureaucratie et les aventuriers du journalisme réactionnaire, n'était qu'un « ramassis de gens de toute espèce », manifestait une discipline morale et un instinct politique qui arrachèrent des cris d'admiration même aux publicistes bourgeois.

« Savez-vous ce qui m'a le plus frappé au meeting de l'université? écrivait un chroniqueur du journal *Rouss* (*la Russie*). C'est l'ordre merveilleux, exemplaire, qui régnait. On avait annoncé une suspension dans la salle des séances et j'allai rôder dans le corridor. Le corridor de l'université, c'est maintenant la rue tout entière. Tous les amphithéâtres qui donnaient sur le corridor étaient pleins de monde; on y tenait des meetings particuliers, par fractions. Le couloir lui-même était bondé, la foule allait et venait. Certains étaient assis sur les rebords des fenêtres, sur les bancs, sur les coffres. On fumait. On causait à mi-voix. On aurait cru assister à un « rout », mais l'assemblée était plus nombreuse et plus sérieuse que dans les réceptions habituelles. Et cependant, c'était là le peuple, le vrai peuple, le peuple aux mains rouges et toutes crevassées par le travail, au visage terreux comme l'ont les gens qui passent leur vie dans des locaux fermés et malsains. Et tous les yeux brillaient, enfoncés dans les orbites... Pour ces hommes de petite taille, maigres, mal nourris, qui étaient venus de la fabrique ou de l'usine, de l'atelier où l'on trempe le fer, où l'on coule la fonte, où l'on suffoque de chaleur et de fumée, pour tout ce monde l'université était un temple, aux hautes murailles, aux larges espaces, où la couleur blanche étincelait. Et toute parole que l'on prononçait ici avait les accents d'une prière... La curiosité éveillée, comme une éponge, absorbe toute (?) doctrine. »

Non, cette foule inspirée n'absorbait pas en elle toute doctrine. Nous aurions voulu voir prendre la parole devant elle ces gaillards de la réaction qui prétendent qu'entre les partis extrémistes et la masse il n'y a point de solidarité. Ils n'osèrent point. Ils restèrent confinés dans leurs tanières, attendant un répit pour calomnier le passé. Mais non seulement ils s'abstinrent : les politiciens et les orateurs du libéralisme ne se montrèrent pas davantage devant cet immense et mouvant auditoire. Les orateurs de la révolution régnaient ici sans partage. La social-démocratie assemblait les innombrables atomes du peuple par la fusion vivante, par la conjonction indestructible des idées politiques. Elle traduisait les grandes passions sociales des masses dans le langage achevé des devises révolutionnaires. La foule qui sortait de l'université ne

ressemblait plus à celle qui y était entrée... Des meetings avaient lieu chaque jour. Parmi les ouvriers, les esprits s'exaltaient de plus en plus, mais le parti ne lançait aucun appel. On comptait faire une manifestation générale beaucoup plus tard, pour l'anniversaire du 9 janvier et pour la convocation de la Douma d'Etat qui devait s'assembler le 10. Le syndicat des cheminots menaçait d'arrêter au passage les députés réactionnaires qui voudraient se rendre à Pétersbourg. Mais les événements se précipitèrent et devancèrent toute prévision.

II

Le 19 septembre, les compositeurs de l'imprimerie Sytine, à Moscou, se mirent en grève. Ils exigeaient une diminution des heures de travail et une augmentation du salaire aux pièces basé sur 1.000 caractères, y compris les signes de ponctuation : ce petit événement n'eut d'autre résultat, ni plus ni moins, que d'ouvrir la grève politique générale de toute la Russie; on commençait par des signes de ponctuation et l'on devait, en fin de compte, jeter à bas l'absolutisme.

La grève de chez Sytine fut mise à profit, comme s'en plaint dans son rapport le département de la police, par une association non autorisée qui s'intitulait : « Union des ouvriers typo-lithographes de Moscou. » Dans la soirée du 24, 50 imprimeries étaient déjà en grève. Le 25 septembre, dans une réunion autorisée par le *gradonatchalnik* (préfet de police de la ville), on élabora un programme de revendications. Le *gradonatchalnik* attribua ce programme à « l'arbitraire du Conseil (Soviet) des députés des typographes », et, au nom de « l'indépendance » individuelle des ouvriers, que menaçait la volonté prolétarienne, ce satrape essaya d'écraser la grève par les grands moyens.

Mais le mouvement qui avait commencé pour une question de ponctuation gagnait déjà les autres branches de l'industrie. Les boulangers de Moscou lâchèrent le pétrin et s'entêtèrent dans leur résistance à tel point que deux escadrons (*sotnias*) du 1er régiment de cosaques du Don furent obligés, avec la bravoure aventureuse qui caractérise cette arme insigne, de prendre d'assaut la boulangerie Philippov. Le 1er octobre, on télégraphiait de Moscou que la grève était à son déclin dans les fabriques et les usines. Mais ce n'était qu'une relâche.

Le 2 octobre, les compositeurs des imprimeries de Pétersbourg décidèrent de prouver leur solidarité avec les camarades de Moscou par une grève de trois jours. On télégraphie de Moscou que « la grève continue » dans les usines. Il n'y eut point de désordres dans les rues : le meilleur allié de la police fut, en cette occasion, une pluie torrentielle.

Les chemins de fer, qui devaient jouer un rôle si considérable dans la lutte d'octobre, donnent alors un premier avertissement. Le 30 septembre, on commença à s'agiter dans les ateliers des lignes de Koursk et de Kazan. Ces deux voies étaient disposées à ouvrir la campagne pour le 1er octobre. Le syndicat les retint. Se fondant sur l'expérience des grèves d'embranchements de février, avril et juillet, il préparait la grève générale des chemins de fer pour l'époque de la convocation de la Douma; dans le moment donné, il s'opposait à toute action séparée. Mais la fermentation ne s'apaisait pas. Le 20 septembre s'était ouverte à Pétersbourg la « Conférence » officielle des députés cheminots, au sujet des caisses de retraite. La Conférence prit sur elle d'élargir ses pouvoirs, et, aux applaudissements du monde des cheminots, se transforma en un congrès indépendant, syndical et politique. Des adresses de félicitations furent envoyées au congrès de toutes parts. L'agitation croissait. L'idée d'une grève générale immédiate sur les chemins de fer commençait à se faire jour dans le rayon de Moscou.

Le 3 octobre, le téléphone nous annonce de Moscou que la grève dans les fabriques et les usines diminue peu à peu. Sur la ligne de Moscou-Brest, où les ateliers avaient cessé le travail, on remarque un mouvement en faveur de la reprise.

La grève n'était pas encore décidée. Elle réfléchissait, elle hésitait.

L'assemblée des députés ouvriers des corporations de l'imprimerie, de la mécanique, de la menuiserie, du tabac et d'autres, adopta la résolution de constituer un conseil (soviet) général des ouvriers de Moscou.

Dans les journées qui suivirent, tout sembla marcher vers l'apaisement. La grève de Riga était terminée. Le 4 et le 5, les travaux reprirent dans toutes les imprimeries de Moscou. Les journaux sortirent. Un jour plus tard apparaissaient les périodiques de Saratov, après un arrêt d'une semaine : rien donc ne semblait annoncer les événements.

Au meeting universitaire de Pétersbourg, le 5, une résolution invite les ouvriers à cesser les grèves « par esprit de solidarité », à une date fixée. Dès le 6 octobre, les compositeurs de Moscou reviennent à leurs casses après une manifestation de trois jours. A la même date, le *gradonatchalnik* de Pétersbourg annonce que l'ordre règne sur la route de Schlüsselburg et que les travaux, interrompus par les injonctions venues de Moscou, ont repris partout. Le 7, la moitié des ouvriers de l'usine des constructions navales de la Néva rentraient dans leurs chantiers. Dans le faubourg de la Néva, toutes les usines travaillaient, à l'exception de celle d'Oboukhov, qui avait déclaré la grève politique jusqu'au 10 octobre.

Evidemment, les journées allaient reprendre leur train coutumier, leur train révolutionnaire, bien entendu. Il semblait que la

LE 9 JANVIER 1905

grève eût voulu faire quelques expériences au petit bonheur pour les abandonner ensuite et s'en aller... Mais ce n'était qu'une apparence.

III

En réalité, la grève allait se déployer dans toute son ampleur. Elle résolut d'accomplir son œuvre dans le plus court délai et elle s'attaqua du premier coup aux chemins de fer.

En raison de l'effervescence qui se faisait sentir sur toutes les lignes, particulièrement dans le rayon de Moscou, le bureau central du syndicat des cheminots décida de déclarer la grève générale. On ne se proposait d'ailleurs que de faire l'épreuve d'une mobilisation de toutes les forces disponibles; la bataille était toujours remise au mois de janvier.

Le 7 octobre fut une journée décisive. « Le cœur eut des spasmes », écrivait le *Novoïé Vrémia :* les locomotives sur les chemins de fer de Moscou s'éteignaient les unes après les autres. Moscou était isolée du pays. Le télégraphe lançait des dépêches d'alarme : Nijni-Novgorod, Arzamas, Kachira, Riazan, Venev, les unes après les autres ou bien ensemble, se plaignaient d'avoir été trahies par les chemins de fer.

Le 7, la ligne de Moscou-Kazan se mit en grève. A Nijni-Novgorod, l'embranchement de Romodanovo cessa aussi le travail. Le lendemain, la grève s'étendit aux lignes de Moscou-Yaroslavl, Moscou-Nijni et Moscou-Koursk. Mais les autres centres ne répondirent pas du premier coup à l'appel.

Le 8 octobre, à la conférence des cheminots du rayon de Pétersbourg, on résolut de s'occuper immédiatement de l'organisation d'un syndicat pan-russe des chemins de fer, dont la création avait été décidée au congrès d'avril à Moscou; et cela, pour présenter ensuite un ultimatum au gouvernement et soutenir les revendications par une grève de tous les réseaux. On ne parlait donc de grève que pour un avenir indéterminé.

Le 9 octobre s'arrêtèrent les convois de Moscou-Kiev-Voronèje, de Moscou-Brest et d'autres directions. La grève domine la situation, et, se sentant sur un terrain sûr, elle abroge toutes les décisions qui ont été prises jusque là par esprit de modération, ou bien pour attendre, ou bien pour entraver le mouvement.

Le 9 octobre également, dans une séance extraordinaire du congrès des délégués cheminots à Pétersbourg, on formule et on expédie immédiatement par télégraphe sur toutes les lignes les devises de la grève des chemins de fer : la journée de huit heures, les libertés civiques, l'amnistie, l'Assemblée Constituante.

La grève étend maintenant une main dominatrice sur toute l'étendue du pays. Elle se défait de toutes ses hésitations. A mesure que le nombre des grévistes augmente, leur assurance devient plus grande. Au-dessus des besoins économiques des professions,

s'élèvent les revendications révolutionnaires de la classe. En se détachant des cadres corporatifs et locaux, elle commence à sentir qu'elle est elle-même la révolution, et cela lui donne une audace inouïe.

Elle court sur les rails, et, d'un geste autoritaire, ferme la route derrière elle. Elle prévient de son passage par le fil télégraphique du chemin de fer. « La grève! faites la grève! » crie-t-elle dans toutes les directions. Le 9, les journaux annonçaient à toute la Russie que, sur la route de Kazan, on avait arrêté un certain Bednov, électro-technicien, qui était chargé de proclamations. Ainsi, ils espéraient encore arrêter la grève en confisquant un paquet de proclamations. Les insensés! Elle marchait...

Elle poursuit un plan colossal : elle veut arrêter la vie industrielle et commerciale dans tout le pays, et elle n'omet aucun détail. Quand le télégraphe refuse de la servir, avec une résolution toute militaire, elle coupe les fils ou bien renverse les poteaux. Elle arrête les locomotives inquiètes et en lâche la vapeur. Elle arrête également les stations d'électricité, ou bien, si cela présente des difficultés, elle détruit les câbles et plonge les gares dans la nuit. Lorsqu'une opposition tenace gêne ses desseins, elle n'hésite pas à arracher les rails, à démolir un sémaphore, à jeter sur le flanc une locomotive, à obstruer la voie, à mettre des wagons en travers d'un pont. Elle pénètre dans l'élévateur et arrête le fonctionnement de la machine. Elle retient les trains de marchandises là où elle les trouve; quant aux convois de voyageurs, elle les mène jusqu'à la gare la plus voisine ou jusqu'à destination, s'il y a lieu.

Elle ne déroge à son vœu de chômage que pour mieux atteindre ses fins. Elle ouvre une typographie quand elle a besoin de publier les bulletins de la révolution, elle se sert du télégraphe pour envoyer ses instructions, elle laisse passer les trains qui conduisent les délégués des grévistes.

Pour tout le reste, elle ne fait aucune exception : elle ferme les usines, les pharmacies, les boutiques, les tribunaux.

Parfois, son attention se lasse, sa surveillance faiblit dans un endroit ou un autre. Parfois un train aventureux réussit à franchir les barrières de la grève et à fuir; elle organise alors la poursuite. Il détale comme un criminel, traversant les gares ténébreuses et désertes, sans que le télégraphe prévienne de son arrivée, accompagné par l'épouvante, abandonné à l'inconnu. Mais, finalement, la grève le rattrape, arrête la locomotive, oblige le mécanicien à descendre et ouvre le tuyau d'échappement.

Elle met tous les moyens en œuvre : elle appelle, elle exhorte, elle conjure, elle supplie à genoux — c'est ainsi qu'à Moscou une femme orateur s'agenouilla sur le quai de la gare de Koursk — elle menace, elle effraie, elle lapide et enfin elle tire des coups de browning. Elle veut arriver à ses fins, coûte que coûte. L'enjeu est trop considérable : il s'agit du sang des pères, du pain des

enfants, de la réputation même des forces révolutionnaires. Toute une classe lui obéit, et si une infime portion du monde ouvrier, détournée par ceux contre lesquels la lutte est engagée, se met en travers du chemin, faut-il s'étonner que la grève, d'une rude poussée, écarte les récalcitrants?

IV

Les nerfs moteurs du pays s'insensibilisent de plus en plus. L'organisme économique s'ankylose. Smolensk, Kirsanov, Toula, Loukhoianov se plaignent de subir la grève complète. Les bataillons de garde des chemins de fer n'ont ni assez de force ni assez d'adresse pour agir lorsque toute la ligne, tout le réseau se tournent contre eux. Le 10, le trafic avait cessé sur presque toutes les lignes de Moscou, sur celle de Nicolas (Moscou-Pétersbourg), en particulier jusqu'à Tver, et Moscou se trouvait complètement perdue dans le centre de l'immense territoire. La dernière ligne du réseau, celle de Savelovo, se mit en grève le 16.

Le 10 au soir, les cheminots en grève se réunirent dans une salle de l'Université de Moscou et décidèrent de continuer le mouvement jusqu'à complète satisfaction.

La grève s'était répandue du centre aux extrémités. Elle atteignait, le 8, la ligne de Riazan à l'Oural, le 9 celles de Briansk-Polessié et de Smolensk-Dankov. Le 10, celle de Koursk-Kharkov-Sébastopol et celle d'Ekatérinoslav, toutes les voies du réseau de Kharkov. Les produits de consommation courante augmentaient rapidement de prix. Le 11, on se plaignait à Moscou de manquer de lait.

Dans la même journée, la grève fit de nouvelles conquêtes. Le trafic s'arrêta sur la voie de Samara-Zlatooust. Le réseau d'Orel s'immobilisa. Sur les lignes du Sud-Ouest, les stations les plus importantes chômèrent à leur tour : Kazatine, Birzoula et Odessa; sur la voie de Kharkov ce furent Nicolaev et Krementchoug. Toutes les routes du Polessié furent coupées. Il n'arriva dans la journée que trois trains à Saratov, et ils amenaient des délégués de la grève. Les convois de délégués, comme l'annonçait le télégraphe, étaient accueillis tout le long du parcours par des ovations.

La grève des chemins de fer s'étend inéluctablement, entraînant ligne après ligne, convoi après convoi. Le 11 octobre, le général-gouverneur de Courlande édictait d'urgence un règlement punissant de trois mois de prison l'arrêt du travail sur les voies ferrées. Ce défi reçut une réponse immédiate. Le 12, il n'y avait plus un seul train entre Moscou et Kreuzburg, toute la ligne était en grève, le train de Windau n'arrivait pas. Le 15, à Windau, l'élévateur et l'agence commerciale des chemins de fer interrompaient leur besogne.

Dans la nuit du 11 au 12, le mouvement s'arrêta sur tous les

embranchements de la Vistule. Dans la matinée, aucun train ne partit de Varsovie pour Pétersbourg. Dans la même journée, le 12, la grève enveloppa Pétersbourg. L'instinct révolutionnaire lui avait indiqué la bonne tactique : elle avait d'abord soulevé toute la province, elle avait inondé le Pétersbourg des dirigeants de milliers de télégrammes d'alarme, elle avait ainsi créé « le moment psychologique », elle avait terrorisé le pouvoir central, et ensuite elle arrivait en personne pour porter le dernier coup. Dans la matinée du 12, avec une complète unanimité, les travaux furent abandonnés sur tout le réseau de Pétersbourg. Seule la ligne de Finlande fonctionnait encore, attendant la mobilisation révolutionnaire de ce pays; cette voie ne devait être fermée que quatre jours plus tard, le 16. Le 13 octobre, la grève atteignit Réval, Libau, Riga et Brest. Les travaux cessent à la station de Perm. Le mouvement s'arrête sur une partie de la route de Tachkent. Le 14, se mettent en grève le réseau de Brest, la ligne de Transcaucasie et les stations d'Askhabad et de Novaïa-Boukhara, sur les lignes de l'Asie centrale. Le même jour, la grève commençait sur la ligne de Sibérie; elle débutait par Tchita et Irkoutsk, et, gagnant de l'Orient à l'Occident, elle arrivait, le 17 octobre, à Tchéliabinsk et Kourgane. Le 15 octobre, elle était à Bakou, le 17 à la gare d'Odessa.

A la paralysie des nerfs moteurs se joignit, pour un certain temps, celle des nerfs sensoriaux : les communications télégraphiques furent suspendues : le 11 octobre à Kharkov, le 13 à Tchéliabinsk et Irkoutsk, le 14 à Moscou, le 15 à Pétersbourg.

En raison de la grève des chemins de fer, la poste refusa d'accepter la correspondance interurbaine.

On put apercevoir, sur l'ancien *trakt* (route nationale), des *troïkas* à l'ancienne mode.

Non seulement toutes les routes de Russie et de Pologne, mais celles de Vladicaucase, de Transcaucasie et de Sibérie étaient barrées. Toute l'armée des cheminots était en grève : 750.000 hommes.

V

L'alarme retentit dans les bulletins de la bourse des blés, des marchandises en gros, de la boucherie, des légumes, de la poissonnerie, etc. Les prix des vivres, surtout ceux de la viande, montaient rapidement. La bourse de l'argent tremblait. La révolution avait toujours été sa mortelle ennemie. Dès qu'elles se trouvèrent face à face, la bourse perdit la tête. Elle se précipita vers le télégraphe, mais celui-ci gardait un silence hostile. La poste refusait également de servir. La bourse alla frapper à la porte de la Banque d'Etat, mais celle-ci ne répondait plus de l'exécution des virements. Les actions des chemins de fer et des entreprises industrielles quittèrent la place, comme une nichée d'oiseaux épouvan-

tés, et s'envolèrent, non pour monter au ciel, mais pour tomber le plus bas possible. Dans le sombre royaume de l'agiotage, ce fut la panique, ce furent des grincements de dents. La circulation de l'argent fut gênée. Les versements n'arrivaient plus de la province dans les capitales. Les firmes qui payent comptant fermaient leurs guichets. Le nombre des effets protestés augmentait rapidement. Les signataires de billets et de chèques, les garants, les débiteurs et les endosseurs s'agitèrent, coururent à droite et à gauche, exigeant la violation des lois qui avaient été faites pour eux parce que *l'ennemie*, la grève, qui personnalisait la révolution, avait violé toutes les lois de l'échange et du mouvement économique.

La grève ne se borne plus aux chemins de fer. Elle tend à devenir générale.

Après avoir déchargé les locomotives et éteint les feux des gares, elle se rend, avec la foule des cheminots, dans les villes, elle arrête le tramway, elle prend à la bride le cheval du cocher et fait descendre le client, elle ferme les magasins, les restaurants, les cafés, les estaminets et s'approche hardiment des portes de la fabrique. On l'attendait. Le sifflet d'alarme retentit, le travail cesse, la foule augmente aussitôt dans la rue. Elle va plus loin et porte déjà le drapeau rouge. Il est dit sur ce drapeau qu'elle demande une Assemblée Constituante et la République, qu'elle lutte pour le socialisme. Elle passe devant la rédaction d'un journal réactionnaire. Elle considère avec aversion ce foyer d'épidémie idéologique et si elle trouve une pierre sur son chemin, elle la lance contre la fenêtre. La presse libérale, qui s'imagine servir le peuple, envoie vers la foule une députation, promettant d'apporter « la réconciliation » en ces terribles journées et demandant pardon et merci. Cette démarche est laissée sans réponse. Dans les imprimeries, on range les casses, les compositeurs descendent dans la rue. Les comptoirs, les banques se ferment... La grève règne en maîtresse.

Le 10 octobre, s'ouvre la grève politique générale à Moscou, à Kharkov et à Réval. Le 11, à Smolensk, Kozlov, Ekatérinoslav et Lodz. Le 12, à Koursk, Belgorod, Samara, Saratov et Poltava. Le 13, à Pétersbourg, Orcha, Minsk, Krémentchoug, Simféropol. Le 14, à Gomel, Kalisz, Rostov-sur-le-Don, Tiflis, Irkoutsk. Le 15, à Vilna, Odessa, Batoum. Le 16, à Orenbourg. Le 17, à Derpt, Vitebsk, Tomsk. La grève s'étendit encore à Riga, Libau, Varsovie, Plotsk, Belostok, Kovno, Dvinsk, Pskov, Poltava, Nicolaev, Marioupol, Kazan, Czenstochowo, Zlatooust, etc. Partout, la vie industrielle s'arrête, de même qu'en beaucoup d'endroits le mouvement commercial. Les établissements d'enseignement se ferment. A la grève du prolétariat se joignent les « unions » des intellectuels. En de nombreux cas, les jurés se refusent de juger, les avocats de plaider, les médecins de traiter leurs malades. Les juges de paix ferment leurs salles d'audience.

VI

La grève organise de grandioses meetings. L'animation intense des masses et l'affolement du pouvoir grandissent parallèlement, s'entretiennent mutuellement. Les rues et les places sont couvertes de patrouilles à pied et à cheval. Les cosaques provoquent la grève au désordre : ils se jettent sur la foule, lancent des coups de fouet, frappent du sabre, tirent sans avertissement, de leurs embuscades.

Alors la grève démontre, partout où elle le peut, qu'elle ne consiste pas simplement dans une interruption du travail pour attendre les événements, qu'elle n'est pas une passive protestation des bras croisés. Elle se défend, et, de la défensive, passe à l'offensive.

Dans plusieurs villes du Midi, elle élève des barricades, fait main basse sur les magasins des armuriers, s'arme et fournit une résistance sinon victorieuse, du moins héroïque.

A Kharkov, le 10 octobre, après un meeting, la foule s'empara d'un magasin d'armes. Le 11, près de l'université, les ouvriers et les étudiants dressèrent des barricades. On coucha des poteaux télégraphiques en travers des rues; on y ajouta des battants de fer, provenant de portes cochères, des volets, des grilles, des caisses d'emballage, des planches et des poutres, le tout relié par du fil de fer. Plusieurs barricades furent assujetties sur une base de pierre; par-dessus les poutres, on jeta de lourdes dalles arrachées au trottoir. Vers une heure de l'après-midi, grâce à cette simple mais noble architecture, on avait élevé dix barricades. On avait également obstrué les fenêtres et les entrées de l'université. Ce rayon fut déclaré en état de siège... Les pouvoirs en cet endroit furent confiés à un certain général-lieutenant Maou, dont la bravoure ne faisait aucun doute. Cependant le gouverneur chercha à parlementer. Par l'intermédiaire de la bourgeoisie libérale, on élabora les conditions d'une honorable capitulation. La milice qui fut organisée fut saluée par les applaudissements enthousiastes des citoyens. Elle rétablit l'ordre. Pétersbourg exigeait cependant que *l'ordre* fût écrasé par *la force*. La milice, à peine constituée, fut dispersée; la ville se trouva de nouveau au pouvoir des voyous à pied et à cheval.

A Ekatérinoslav, le 11 octobre, les cosaques fusillèrent traîtreusement une foule pacifique; aussitôt, on dressa les premières barricades. Il y en eut six. La plus grande, *la mère-barricade*, se trouvait sur la place de Briansk. Des véhicules, des rails, des poteaux, une multitude de menus objets, tout ce que la révolution, suivant l'expression de Victor Hugo, peut jeter à la tête de l'ancien régime, servit à la construction. Le squelette même de la barricade fut recouvert d'une épaisse couche de terre. Des fossés

furent creusés sur les côtés et des barrières de fil de fer disposées devant eux. Dès le matin, plusieurs centaines d'hommes se trouvaient sur chaque barricade. Le premier assaut donné par les troupes fut manqué; les soldats ne s'emparèrent du premier obstacle qu'à trois heures et demie. Au moment où ils avançaient, deux bombes furent jetées du haut des toits, coup sur coup; il y eut des tués et des blessés parmi les soldats. Vers le soir, l'armée était maîtresse de toutes les barricades. Le 12, un calme de cimetière régna dans la ville. Les soldats nettoyaient leurs carabines et la révolution ensevelissait ses morts.

Le 16 octobre fut jour de barricades à Odessa. Dès le matin, dans les rues de la Transfiguration et de Richelieu, on renversait les wagons du tramway, on déerochait les enseignes, on coupait les arbres, on entassait les bancs. Encerclées de fils barbelés, quatre barricades condamnaient la rue dans toute sa largeur. Elles furent prises par les soldats après un combat et balayées par les garçons de cour.

Dans beaucoup d'autres villes, il y eut des échauffourées entre la foule et les troupes, on tenta de construire des barricades. Mais, dans leur ensemble, les journées d'octobre ne furent qu'une grève politique, une grande manœuvre pour la révolution, une revue simultanée de toutes les forces; ce ne fut pas une véritable insurrection.

VII

Et cependant l'absolutisme céda. La terrible surexcitation qui se fit sentir dans tout le pays, l'effarement que trahissaient les rapports venus de la province et dont la profusion était écrasante par elle-même, l'incertitude absolue au sujet du lendemain, tout cela produisit une incroyable panique dans les rangs du gouvernement. Il ne pouvait compter d'une façon absolument certaine sur l'armée : des soldats se montraient dans les meetings; des officiers prenaient la parole pour affirmer que le tiers de l'armée était « avec le peuple ». La grève des chemins de fer créait d'ailleurs des obstacles insurmontables pour la répression militaire. Et, enfin, il fallait songer à la bourse européenne. Celle-ci avait compris qu'elle se trouvait en face de la révolution et elle déclarait qu'elle ne voulait pas la tolérer davantage. Elle exigeait de l'ordre et des garanties constitutionnelles.

Ayant ainsi perdu la tête, à bout de souffle, l'absolutisme accorda des concessions. Le manifeste du 17 octobre fut promulgué. Le comte Witte devint premier ministre, et, — qu'il essaye donc de nous démentir! — grâce à la victoire de la grève révolutionnaire, ou, plus précisément, grâce à *l'insuffisance* de cette victoire. Dans la nuit du 17 au 18, le peuple arpentait les rues avec des drapeaux rouges, réclamait l'amnistie, chantait *Mémoire éter-*

nelle (le *Requiem* russe) aux endroits de la ville où avaient eu lieu les massacres de janvier et criait « anathème » sous les fenêtres de Pobédonostsev et du *Novoïé Vrémia*... Dans la matinée du 18 eut lieu la première tuerie de l'ère constitutionnelle.

L'ennemi n'était pas écrasé. Il avait seulement battu en retraite pour un temps, devant la manifestation soudaine d'une force imprévue. La grève d'octobre montra que la révolution pouvait désormais soulever simultanément toutes les villes de Russie. Ce pas en avant était immense, et la réaction dirigeante montra qu'elle en comprenait l'importance lorsqu'elle répondit à l'essai d'octobre par le manifeste d'une part, et, de l'autre, par la convocation de tous ses cadres pour organiser la terreur noire.

VII

Il y a dix ans (1), Plékhanov déclarait au Congrès socialiste de Londres : « Le mouvement révolutionnaire russe triomphera en tant que mouvement ouvrier, ou bien ne triomphera pas du tout. »

Le 7 janvier 1905, Struve écrivait : « Il n'y a pas de peuple révolutionnaire en Russie. »

Le 17 octobre, le gouvernement autocratique contresigna la première victoire sérieuse de la révolution, et cette victoire avait été remportée par le prolétariat. Plékhanov avait raison : le mouvement révolutionnaire avait triomphé en tant que mouvement ouvrier.

Il est vrai que la grève ouvrière d'octobre eut lieu non seulement avec l'aide matérielle de la bourgeoisie, mais avec son appui, en raison de la grève des professions libérales. Cela ne change pourtant rien à l'affaire. Une grève d'ingénieurs, d'avocats et de médecins ne pouvait avoir aucune importance par elle-même. Elle accrut seulement à un très modeste degré la signification politique de la grève générale des travailleurs. En revanche, elle souligna l'hégémonie indiscutable, illimitée, du prolétariat dans la lutte révolutionnaire; les professions libérales qui, après le 9 janvier, adoptèrent les devises fondamentales de la démocratie, préconisées par les ouvriers de Pétersbourg, se soumirent en octobre à la méthode de lutte qui constitue la force spécifique du prolétariat : elles déclarèrent la grève. De tous les intellectuels, le groupe le plus révolutionnaire, celui des étudiants, avait introduit depuis longtemps dans les universités le procédé de lutte par la grève, emprunté aux fabriques, et cela malgré les solennelles protestations de tout le professorat libéral. L'hégémonie révolutionnaire du prolétariat s'affirma ensuite par l'extension de la grève aux

(1) Ceci fut écrit en 1905.

tribunaux, aux pharmacies, aux administrations des zemstvos et aux Doumas municipales.

La grève d'octobre fut la démonstration de l'hégémonie prolétarienne dans la révolution bourgeoise, et, en même temps, celle de l'hégémonie de la ville sur un pays de campagnards.

Le vieux pouvoir de la terre, divinisé par l'école populiste, fut remplacé par *l'autorité despotique de la ville capitaliste.*

La ville s'était rendue maîtresse de la situation. Elle avait concentré des richesses immenses, elle s'était attaché la campagne par le rail; par cette voie elle s'était assimilé les meilleures forces d'initiative et de création dans tous les domaines de la vie; elle avait assujetti matériellement et moralement tout le pays. C'est en vain que la réaction cherche à évaluer l'importance proportionnelle de la population urbaine et se console en songeant que la Russie est encore une nation de paysans. Le rôle *politique* de la ville moderne ne peut être mesuré par le simple chiffre de ses habitants, non plus que son rôle économique. Le recul de la réaction devant la grève de la ville, malgré le silence de la campagne, est la meilleure preuve que l'on puisse donner de la dictature exercée par la cité.

Les journées d'octobre ont montré que si, dans la révolution, l'hégémonie appartient aux villes, dans les villes elle appartient au prolétariat. Mais, en même temps, les événements ont dévoilé que *la ville consciemment révolutionnaire n'avait point de politique commune avec la campagne dont l'instinct seul était déchaîné.*

Les journées d'octobre ont posé en pratique et dans toute son ampleur la question : de quel côté se trouve l'armée? Et elles ont montré que, de la solution de cette question, dépendait le sort de la liberté russe.

Les journées d'octobre de la révolution ont suscité une orgie de réaction dès la fin du mois. La force ténébreuse a profité du moment où le flot révolutionnaire redescendait pour se lancer à l'attaque avec toute la furie sanguinaire qui la caractérise. Elle a dû son succès à ce fait que la grève révolutionnaire, en lâchant le marteau, n'avait pas encore saisi le glaive. Les journées d'octobre ont prouvé à la révolution, d'une manière frappante, qu'elle avait besoin d'être armée.

Organiser la campagne et la relier à la ville; se rattacher étroitement à l'armée; prendre les armes, telles sont les simples et considérables déductions qu'imposèrent au prolétariat la lutte et la victoire d'octobre.

Sur ces déductions se base désormais la révolution.

⁂

Dans l'étude que nous écrivîmes à l'époque du « printemps » libéral, sous le titre : *Avant le 9 janvier*, nous essayâmes d'in-

diquer les voies que devrait suivre plus tard le développement des forces révolutionnaires. Nous appliquions toute notre énergie à marquer l'importance d'une grève politique des masses, comme méthode indispensable de la révolution russe. Certains politiciens perspicaces, hommes respectables d'ailleurs sous tous les rapports, nous reprochaient de chercher une recette de révolution. Ces critiques nous expliquaient que la grève, moyen spécifique de lutte *pour la classe prolétarienne*, ne peut jouer dans les circonstances d'une révolution nationale et *bourgeoise* le rôle que nous prétendions lui « imposer ». Les événements qui se produisirent en dépit de bien des prévisions basées sur la routine, en dépit des théories les plus « sensées », nous épargnent la nécessité de répliquer à ces honnêtes critiques (1). La grève générale de Pétersbourg, occasion du drame du 9 janvier, éclata avant que cette étude n'eût été publiée : évidemment, notre « recette » n'était qu'un simple plagiat, un emprunt à la vérité du mouvement révolutionnaire.

En février 1905, pendant les grèves partielles et chaotiques que suscita le Dimanche Sanglant de Pétersbourg, nous écrivions :

« Après le 9 janvier, la révolution ne connaîtra plus d'arrêt. Elle ne se limite plus à un travail souterrain, caché aux yeux, pour soulever sans cesse de nouvelles couches; elle en est venue à faire ouvertement, en toute hâte, l'appel de ses compagnies, de ses bataillons, de ses régiments et de ses corps d'armée. La force principale de cette troupe immense est constituée par le *prolétariat;* voilà pourquoi la révolution procède à l'appel de ses soldats par la *grève.*

« Les unes après les autres, les professions, les fabriques, les villes abandonnent le travail. Les cheminots sont les initiateurs du mouvement, les voies ferrées servent de route à cette épidémie. On formule des exigences économiques qui sont presque aussitôt satisfaites, en tout ou en partie. Mais ni le début de la grève, ni son achèvement ne dépendent dans une entière mesure des revendications présentées, ni des satisfactions qu'on y donne. Chaque grève partielle commence non parce que la lutte économique quotidienne en est arrivée à des exigences déterminées : au contraire on fait un choix d'exigences et on les formule parce qu'on a besoin de la grève. On a besoin de se rendre compte pour soi-même, pour le prolétariat des autres lieux et enfin pour le peuple entier, des forces que l'on a accumulées, de la solidarité de la classe, de son ardeur à combattre; on a besoin de faire une revue générale de la révolution. Les grévistes eux-mêmes, et ceux qui les soutiennent, et ceux qui ressentent pour eux de la sympathie, et ceux qui les craignent, et ceux qui les haïssent, tous comprennent ou sentent confusément que cette furieuse grève qui court follement de place en place, reprend son élan et passe en tourbillon, tous

(1) Il s'agit des écrivains menchéviks : Martov, Dan, etc...

comprennent ou sentent qu'elle n'agit pas pour elle-même, qu'elle accomplit seulement la volonté de la révolution qui l'envoie. »

Nous ne nous trompions pas : sur le terrain préparé par une campagne de grèves de neuf mois, surgit la grande grève d'octobre.

Pour le libéralisme dont les idées sont organiquement superficielles, les événements de l'automne furent aussi imprévus que l'avait été le 9 janvier. Cela n'entrait pas dans le schéma historique préalable de la pensée libérale; la grève était une intruse et les libéraux ne l'acceptèrent qu'après coup. Bien plus : si, avant la grève d'octobre, le libéralisme, appuyé sur les congrès de zemstvos, dédaigna l'idée d'une grève générale, ce même libéralisme, représenté par son aile gauche, après le 17 octobre, ayant constaté le triomphe de la grève, s'éleva contre toute autre formule de lutte révolutionnaire.

« Cette grève pacifique, écrivait M. Procopovitch dans la revue *Pravo* (*le Droit*), grève qui a occasionné un nombre beaucoup moins considérable de victimes que ne l'avait fait le mouvement de janvier, et qui s'est terminée *par un coup d'Etat*, a été une révolution, car *elle a transformé radicalement le régime gouvernemental de la Russie.* »

« L'histoire, dit-il encore, qui avait ôté au prolétariat un de ses moyens de lutte pour les droits populaires, l'insurrection et les barricades dans la rue, lui en donna un autre beaucoup plus puissant, la grève politique générale (1). »

Les citations que nous venons de faire montrent l'énorme importance que nous donnions alors à une grève politique des masses, considérée comme indispensable méthode de la révolution russe, tandis que des radicaux tels que les Prokopovitch se nourrissaient de vagues espérances fondées sur l'opposition des zemstvos. Mais nous ne pouvons admettre en aucune façon que la grève générale ait abrogé et remplacé les anciennes méthodes révolutionnaires. Elle en a seulement modifié l'aspect et elle les a complétées. Nous ne pouvons non plus reconnaître que la grève d'octobre, quelque estime que nous en fassions, ait « radicalement transformé le régime gouvernemental de la Russie». Au contraire, tous les événements politiques ultérieurs ne s'expliquent qu'en raison de ce fait que la grève d'octobre *n'a rien changé* au régime gouvernemental. Nous dirons même qu'elle *n'aurait pu* accomplir un coup d'Etat. En tant que grève politique, elle borna sa mission à mettre les adversaires face à face.

Sans aucun doute, la grève des chemins de fer et du télégraphe désorganisa au dernier degré le mécanisme gouvernemental. Et la désorganisation s'aggrava avec la durée de la grève. Mais, en se prolongeant, cette même grève troublait les fonctions de la vie

(1) *Pravo*, 1905, N° 41.

économique et sociale et affaiblissait nécessairement les ouvriers. Et, enfin, elle devait avoir un terme. Mais, dès que la première locomotive fut sous pression, dès que le premier appareil Morse produisit son tac-tac, le pouvoir qui subsistait trouva la possibilité de remplacer tous les leviers brisés et de renouveler toutes les pièces avariées de la vieille machine gouvernementale.

Dans la lutte, il est extrêmement important d'affaiblir l'adversaire; c'est la tâche de la grève. En même temps, elle met sur pied l'armée de la révolution. Mais ni ce résultat ni l'autre ne constituent par eux-mêmes un coup d'Etat.

Il faut encore arracher le pouvoir à ceux qui le détiennent et le transmettre à la révolution. Telle est la tâche essentielle. La grève générale crée les conditions nécessaires pour que ce travail soit exécuté, mais elle est, par elle-même, insuffisante pour le mener à bien.

Le vieux pouvoir gouvernemental s'appuie sur sa force matérielle, sur l'armée avant tout. Sur la route d'un véritable « coup d'Etat », autre que celui qu'on croit avoir fait sur le papier, on trouve toujours l'armée. A un certain moment de la révolution, une question se pose et domine toutes les autres : de quel côté sont les sympathies et les baïonnettes des troupes? La réponse ne peut être obtenue par une enquête. On peut formuler bien des observations justes et précieuses sur la largeur et la régularité des rues modernes, sur les nouveaux modèles de fusil, etc., etc., mais toutes ces considérations techniques laissent subsister la question de la conquête révolutionnaire du pouvoir gouvernemental. L'inertie de l'armée doit être surmontée. La révolution n'arrive à ce but qu'en provoquant une collision entre l'armée et les masses populaires. La grève générale crée des conditions favorables pour ce choc. La méthode est brutale, mais l'histoire n'en connaît point d'autre.

FORMATION DU CONSEIL (SOVIET) DES DÉPUTÉS OUVRIERS

Octobre, novembre et décembre 1905. — C'est l'époque culminante de la révolution. Elle commence par la modeste grève des typographes moscovites et elle s'achève par le saccage de l'ancienne capitale des tsars, livrée aux troupes du gouvernement. Mais à l'exception de l'heure finale, — de l'insurrection moscovite, — la première place dans les événements de cette période n'appartient pas à Moscou.

Le rôle de Pétersbourg dans la révolution russe ne peut entrer en comparaison avec celui de Paris dans la révolution qui achève le XVIII[e] siècle. Les conditions générales de l'économie toute primitive de la France, l'état rudimentaire de ses moyens de communication ,d'une part, et, de l'autre, sa centralisation administrative permettaient à Paris de localiser en fait la révolution dans ses murailles. Il en fut tout autrement chez nous. Le développement capitaliste suscita en Russie autant de foyers révolutionnaires séparés qu'il y avait de centres industriels; — et ceux-ci, tout en gardant l'indépendance et la spontanéité de leurs mouvements, restaient étroitement reliés entre eux. Le chemin de fer et le télégraphe décentralisaient la révolution, malgré le caractère centralisé de l'Etat; et pourtant ces moyens de communication donnaient de l'unité à toutes les manifestations locales de la force révolutionnaire. Si, en fin de compte, on peut admettre que la voix de Pétersbourg ait eu une influence prépondérante, cela ne veut pas dire que toute la révolution se soit rassemblée sur la Perspective Nevsky ou devant le Palais d'Hiver; il faut entendre seulement que les mots d'ordre et les méthodes de lutte que préconisait Pétersbourg trouvèrent un puissant écho révolutionnaire dans tout le pays. L'organisation de Pétersbourg, la presse de Pétersbourg fournissaient des modèles que la province adoptait aussitôt. Les événements qui se produisirent sur place, dans les divers coins du pays, à l'exception des révoltes de la flotte et des forteresses, ne présentèrent point une valeur indépendante.

Si donc nous avons le droit de mettre la capitale de la Néva au centre de tous les événements qui terminent 1905, — à Pétersbourg même, nous devons accorder la plus haute place au Conseil, ou Soviet, des Députés Ouvriers. C'est en effet la plus importante

organisation ouvrière que la Russie ait connue jusqu'à ce jour. De plus, le Soviet de Pétersbourg fut un exemple et un modèle pour Moscou, Odessa et plusieurs autres villes. Mais il faut dire surtout que cette organisation, qui vraiment émanait de la classe des prolétaires, fut l'organisation — type de la révolution. Tous les événements pivotèrent autour du Soviet, tous les fils se rattachèrent à lui, tous les appels vinrent de lui.

Qu'était-ce donc que le Soviet?

Le Conseil des Députés Ouvriers fut formé pour répondre à un besoin objectif, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique; — l'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire sortir de terre dans les vingt-quatre heures. L'organisation social-démocrate qui unissait étroitement, dans ses retraites clandestines, plusieurs centaines, et, par la circulation des idées, plusieurs milliers d'ouvriers à Pétersbourg, était en mesure de donner aux masses un mot d'ordre qui éclairerait leur expérience naturelle à la lumière fulgurante de la pensée politique; mais le parti n'aurait point été capable d'unifier par un lien vivant, dans une seule *organisation*, les milliers et les milliers d'hommes dont se composait la multitude : en effet, le parti avait toujours accompli l'essentiel de son travail dans des laboratoires secrets, dans les antres de la conspiration que les masses ignoraient. L'organisation des socialistes-révolutionnaires souffrait des mêmes maladies de la vie souterraine, aggravées encore par son impuissance et son instabilité. Les difficultés qui existaient entre les deux fractions également fortes de la social-démocratie d'une part, et leur lutte avec les socialistes-révolutionnaires de l'autre, rendaient absolument indispensable la création d'une organisation *impartiale*. Pour avoir de l'autorité sur les masses, le lendemain même de sa formation, elle devait être instituée sur la base d'une très large représentation. Quel principe devait-on adopter? La réponse venait toute seule. Comme le seul lien qui existât entre les masses prolétaires, dépourvues d'organisation, était le processus de la production, il ne restait qu'à attribuer le droit de représentation aux fabriques et aux usines (1). On avait comme exemple et comme précédent la commission du sénateur Chid-

(1) Il y avait un délégué par groupe de cinq cents ouvriers. Les petites entreprises industrielles s'unissaient pour former des groupes d'électeurs. Les jeunes syndicats reçurent également le droit de représentation. Il faut dire, cependant, que ces normes n'étaient pas observées très rigoureusement : certains délégués ne représentaient que cent ou deux cents ouvriers, ou même moins.

lovsky. Une des deux organisations social-démocrates de Pétersbourg prit l'initiative de la création d'une administration autonome révolutionnaire ouvrière, le 10 octobre, au moment où la plus grande des grèves s'annonçait. Le 13 au soir, dans les bâtiments de l'Institut Technologique, eut lieu la première séance du futur Soviet. Il n'y avait pas plus de 30 à 40 délégués. On décida d'appeler immédiatement le prolétariat de la capitale à la grève politique générale et à l'élection des délégués. « La classe ouvrière, — disait l'appel rédigé à la première séance, — a dû recourir à l'ultime mesure dont dispose puissamment le mouvement ouvrier mondial, — à la grève générale.

« ...Dans quelques jours, des événements décisifs doivent s'accomplir en Russie. Ils détermineront pour de nombreuses années le sort de la classe ouvrière; nous devons donc aller au-devant des faits avec toutes nos forces disponibles, unifiées sous l'égide de notre commun Soviet... »

Cette décision d'une importance incalculable fut adoptée à l'unanimité; — il n'y eut même pas de débats sur le principe de la grève générale, sur les méthodes qui convenaient, sur les fins et les possibilités que l'on pouvait envisager; et ce sont pourtant ces questions qui soulevèrent, peu de temps après, une lutte idéologique passionnée dans les rangs de notre parti allemand. Il n'y a aucune nécessité d'expliquer ce fait par les différences psychologiques des nationalités; — bien au contraire, c'est plutôt à nous autres, Russes, que l'on pourrait reprocher une prédilection maladive pour les finasseries de tactique et l'abus des subtilités dans le détail. La raison véritable de la conduite que l'on adopta se trouve dans le caractère révolutionnaire de l'époque. Le Soviet, depuis l'heure où il fut institué jusqu'à celle de sa perte, resta sous la puissante pression de l'élément révolutionnaire qui, sans s'embarrasser de vains égards, devança le travail de l'intelligence politique.

Chacune des démarches de la représentation ouvrière était prédéterminée, « la tactique » à suivre s'imposait d'une manière évidente. On n'avait point à examiner les méthodes de lutte, — on avait à peine le temps de les formuler...

⁂

La grève d'octobre marchait d'un pas sûr vers son apogée. En tête du cortège, s'avançaient les ouvriers du métal et de l'imprimerie. Ils furent les premiers à entrer dans la bataille et ils formulèrent d'une façon nette et précise, le 13 octobre, leurs devises politiques.

« Nous déclarons la grève politique, — articulait l'usine d'Oboukhov, cette citadelle de la révolution, — et nous lutterons

jusqu'au bout pour la convocation de l'Assemblée Constituante sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret, dans le but d'instituer en Russie la république démocratique. »

Promulguant les mêmes devises, les ouvriers des stations d'électricité déclaraient : « Unis avec la social-démocratie, nous lutterons pour nos revendications jusqu'au bout et nous affirmons devant toute la classe ouvrière que nous sommes prêts à combattre les armes à la main, pour l'entière libération du peuple. »

La tâche du moment était définie d'une manière encore plus hardie par les ouvriers typographes qui envoyaient, le 14 octobre, leurs députés au Soviet :

« Reconnaissant que la lutte passive est par elle-même insuffisante, que c'est trop peu de cesser le travail, nous décidons : qu'il faut transformer les troupes de la classe ouvrière en grève — en une armée révolutionnaire, c'est-à-dire organiser immédiatement des compagnies de combat. Que ces compagnies s'occupent d'armer le reste des masses ouvrières, au besoin par le pillage des armuriers et en arrachant leurs armes à la police et aux troupes partout où on le pourra. » Cette résolution ne fut pas une vaine parole. Les compagnies de typographes armés remportèrent un succès remarquable lorsqu'elles mirent la main sur les grandes imprimeries qui devaient servir à la publication des *Nouvelles du Soviet des Députés Ouvriers* (*Izvestia*); elles rendirent des services inappréciables lors de la grève des postes et télégraphes.

Le 15 octobre, les fabriques textiles travaillaient encore pour la plupart. Afin d'amener les abstentionnistes à la grève, le Soviet élabora toute une série de moyens gradués, — depuis les exhortations jusqu'à l'emploi de la violence. On ne fut pas obligé, toutefois, de recourir à cette extrémité. Lorsque les appels imprimés restaient sans effet, il suffisait de l'apparition d'une foule de grévistes, parfois même de quelques hommes, pour que le travail cessât.

« Je passais devant la fabrique Pecquelieu, — rapporte au Soviet un des députés. — Je vois qu'on y travaille. Je sonne. — « Dites que c'est un député du Soviet Ouvrier. » — « Qu'est-ce que vous voulez? » demande le gérant. — « Au nom du Soviet, j'exige que votre fabrique ferme immédiatement. » — « C'est bon, à trois heures, nous cesserons le travail. »

Le 16 octobre, toutes les fabriques textiles étaient déjà en grève. Les boutiques n'étaient ouvertes que dans le centre de la ville. Dans les quartiers ouvriers, tout commerce avait cessé. En élargissant la grève, le Soviet s'élargissait et s'affermissait lui-même. Toute usine qui abandonnait le travail nommait un représentant et l'envoyait, muni des papiers nécessaires, au Soviet. A la seconde séance, 40 grosses usines étaient déjà représentées, ainsi que 2 fabriques et 3 syndicats : ceux des typographes, des

L'OUVRIER PHILIPPOV,

un des accusés.

commis de magasin et des comptables. A cette séance qui eut lieu dans l'amphithéâtre de physique de l'Institut Technologique, l'auteur du présent article assistait pour la première fois.

C'était le 14 octobre : la grève d'une part, la division dans les rangs du gouvernement de l'autre, tout affirmait l'approche d'une crise. Ce jour-là, parut le célèbre décret de Trépov : « Ne pas tirer à blanc et ne pas ménager les cartouches ». Le lendemain, 15 octobre, ce même Trépov reconnaissait tout à coup que « parmi le peuple, le besoin de réunions se faisait sentir » et, tout en interdisant les meetings dans les établissements d'enseignement supérieur, il promettait de mettre trois édifices de la ville à la disposition des assemblées. « Quel changement en vingt-quatre heures, — écrivions-nous alors dans les *Nouvelles du Soviet des Députés Ouvriers :* — hier nous n'étions mûrs que pour les cartouches, nous le sommes aujourd'hui pour les réunions publiques. Ce vaurien sanguinaire a raison : en ces grandes journées de lutte, le peuple mûrit d'heure en heure! » Malgré l'interdiction, les écoles supérieures étaient bondées dans la soirée du 14. Partout on tenait des meetings. « Nous, rassemblés ici, déclarons, — telle fut la réponse que l'on donna au gouvernement, — que le peuple révolutionnaire de Pétersbourg par nous représenté, se trouverait à l'étroit dans les souricières que nous offre le général Trépov. Nous déclarons que nous continuerons à nous assembler dans les universités, dans les usines, dans les rues et partout où il nous conviendra. » De la salle des fêtes de l'Institut Technologique, où nous eûmes l'occasion de parler sur la nécessité de réclamer à la Douma municipale l'armement d'une milice ouvrière, nous nous rendîmes à l'amphithéâtre de physique. Là, nous vîmes pour la première fois le Soviet des Députés qui n'existait que depuis la veille. Il y avait, sur les gradins, une centaine de délégués ouvriers et de membres des partis révolutionnaires. Le président et les secrétaires étaient assis à la table de démonstration. L'assemblée avait plutôt l'air d'un conseil de guerre que d'un parlement. Aucune trace de verbosité, cette plaie des institutions représentatives! Les questions sur lesquelles on délibérait, — l'extension de la grève et les exigences à présenter à la Douma, — étaient de caractère purement pratique et les débats se poursuivaient sans phrases inutiles, en termes brefs, énergiques. On sentait que chaque seconde valait un siècle. La moindre velléité de rhétorique se heurtait à une protestation résolue du président, appuyée par toutes les sympathies de l'austère assemblée. Une députation spéciale fut chargée de formuler devant la Douma municipale les revendications suivantes : 1° prendre des mesures immédiates pour réglementer l'approvisionnement de la multitude ouvrière; 2° ouvrir des locaux pour les réunions; 3° suspendre toute distribution de provisions, de locaux, de fonds à la police, à la gendarmerie, etc.; 4° assigner les sommes nécessaires

à l'armement du prolétariat de Pétersbourg qui lutte pour la liberté.

On savait bien que la Douma se composait de bureaucrates et de propriétaires; des exigences d'une nature si radicale ne servaient donc qu'à produire de l'agitation. Le Soviet, bien entendu, ne se faisait aucune illusion sur ce point. Il n'attendait pas de résultats pratiques, et — il n'y en eut point.

Le 16 octobre, après une série d'incidents, après plusieurs tentatives d'arrestation des membres du Soviet, etc., — nous rappelons que tout cela se passait avant la promulgation du manifeste constitutionnel, — une députation du Soviet fut reçue en « consultation privée » par la Douma municipale de Pétersbourg. Avant tout, sur la demande formelle de la députation, énergiquement soutenue par un groupe de conseillers, la Douma décida que, si l'on arrêtait les députés ouvriers, elle enverrait au *gradonatchalnik* (chef supérieur de la police) le maire de la ville chargé de déclarer que les conseillers considéraient l'arrestation des députés comme une insulte à la Douma. Après cela seulement, la députation s'occupa de formuler ses exigences.

« Le coup d'Etat qui s'accomplit en Russie, — disait en terminant son discours le camarade Radine (feu Knouniantz), porte-parole de la députation, — est une transformation bourgeoise qui vise à l'intérêt des classes possédantes. Il vous importe donc, messieurs, d'en hâter l'aboutissement. Et si vous êtes capables de voir un peu loin, si vous comprenez d'une façon vraiment large les intérêts de votre classe, vous devez aider de toutes vos forces le peuple à vaincre le plus tôt possible l'absolutisme. Nous n'avons pas besoin de l'expression de votre sympathie ni de l'appui platonique que vous pourriez accorder à nos revendications. Nous exigeons que vous nous donniez votre concours par une série de gestes pratiques.

« Le monstrueux système des élections a voulu que les biens d'une ville qui compte un million et demi d'habitants se trouvent entre les mains des représentants de quelques milliers de possédants. Le Soviet des Députés Ouvriers exige, — et il a le droit d'exiger, non pas de demander, car il représente plusieurs centaines de milliers d'ouvriers, habitants de cette capitale, tandis que votre voix n'est celle que d'une poignée d'électeurs, — le Soviet des Députés Ouvriers exige que les biens municipaux soient mis à la disposition de tous les habitants de la ville pour leurs besoins. Et comme, en ce moment, la tâche la plus importante qui s'impose à la société est la lutte contre l'absolutisme, et comme, pour mener cette lutte, il nous faut des lieux de réunion, — ouvrez-nous *nos* édifices municipaux!

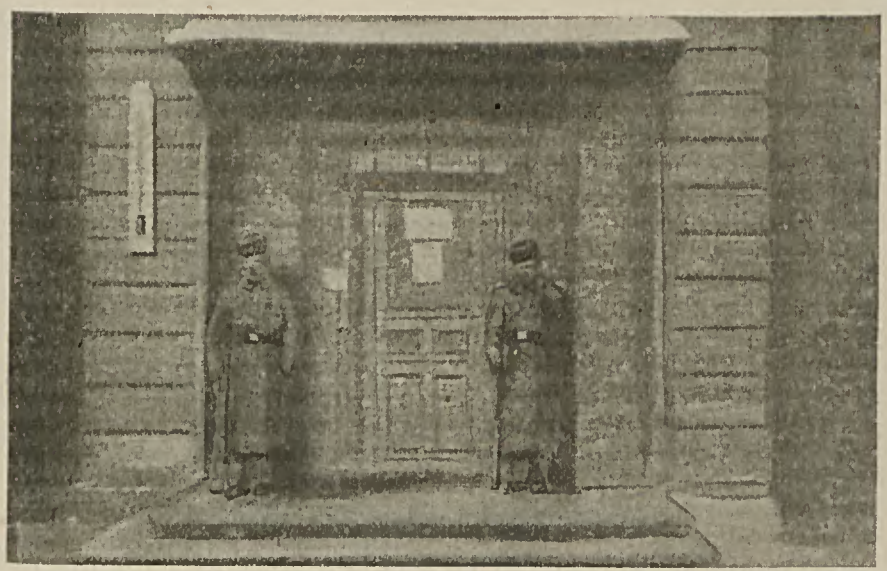
« Nous avons besoin de ressources pour continuer la grève, — assignez donc les fonds de la municipalité pour cet objet, et non pour entretenir la police et les gendarmes!

« Nous avons besoin d'armes pour conquérir et garder la liberté, — assignez donc les fonds nécessaires pour l'organisation d'une milice de prolétaires! »

Sous la garde d'un groupe de conseillers, la députation quitta la salle des séances. La Douma refusa de satisfaire aux exigences essentielles du Soviet et exprima sa confiance à la police, protectrice de l'ordre.

*
**

Au fur et à mesure du développement de la grève d'octobre, le Soviet devenait tout naturellement le centre qui attirait l'attention



LES JOURNÉES D'OCTOBRE L'UNIVERSITÉ CLOSE

générale des hommes politiques. Son importance croissait littéralement d'heure en heure. Le prolétariat industriel avait été le premier à serrer les rangs autour de lui. L'union des syndicats qui avait adhéré à la grève dès le 14 octobre dut presque immédiatement reconnaître le protectorat du Soviet. De nombreux comités de grève, — ceux des ingénieurs, des avocats, des fonctionnaires du gouvernement, — réglaient leurs actes sur les décisions du Soviet. En s'assujettissant les organisations indépendantes, le Soviet unifia autour de lui la révolution.

En même temps, la division se faisait sentir de plus en plus dans les rangs du gouvernement.

Trépov ne ménageait plus rien et flattait de la main ses mitrailleuses. Le 12, il se fit placer par Nieolas à la tête de toutes les troupes de la garnison de Pétersbourg. Le 14, il donnait l'ordre de ne pas épargner les eartouches. Il partagea la eapitale en quatre rayons militaires, commandés chaeun par un général. En qualité de général-gouverneur, il menaee tous les marehands de eomestibles de les faire déporter dans les vingt-quatre heures s'ils ferment boutique. Le 16, il consigne sévèrement les portes de toutes les éeoles supérieures de Pétersbourg qui sont oeeupées par les troupes. Sans que la loi martiale ait été proelamée, elle entre de fait en vigueur. Des patrouilles à cheval terrorisent la rue. Les troupes sont cantonnées partout, — dans les établissements de l'Etat, dans les édifiees publies, dans les cours des maisons particulières. Alors que les artistes du ballet impérial, eux-mêmes, se joignaient à la grève, Trépov, inexorable, emplissait de soldats les théâtres vides. Il ricanait et se frottait les mains, pressentant une chaude affaire.

Il se trompait dans ses caleuls. Ses adversaires politiques, représentés par un eourant bureaueratique qui eherehait un eompromis frauduleux avee l'histoire, l'emportèrent. Witte, ehef de ee parti, fut appelé au pouvoir.

Le 17 octobre, les soudards de Trépov dispersèrent la réunion du Soviet des Députés Ouvriers. Mais eelui-ei trouva la possibilité de s'assembler eneore une fois. Il décida que l'on poursuivrait la grève avee un redoublement d'énergie. Il reeommanda aux ouvriers de ne plus payer ni leur loyer, ni les marehandises qu'ils prenaient à erédit avant le retour au travail, et il invita les propriétaires et les boutiquiers à ne pas se montrer exigeants envers les ouvriers. Ce même 17 oetobre, parut le premier numéro des *Nouvelles du Soviet des Députés Ouvriers* (*Izvestia*).

Et, dans la même journée, le tsar signait le manifeste de la Constitution.

LE 18 OCTOBRE

Le 18 octobre fut une journée de grande perplexité. D'immenses foules allaient et venaient, d'un air égaré, par les rues de Pétersbourg. On avait obtenu une constitution. Que se passerait-il ensuite? Qu'est-ce qui était permis? Qu'est-ce qui était interdit?

Dans l'insécurité des journées précédentes, je couchais chez un de mes amis qui était employé dans les services de l'Etat (1). Dans la matinée du 18, il vint à moi, tenant à la main la dernière feuille du *Pravitelstvenny Vestnik* (*Moniteur*). Un sourire d'allégresse et d'enthousiasme, que cherchait d'ailleurs à réprimer son scepticisme habituel, se jouait sur son fin visage.

— On a publié le manifeste constitutionnel!

— Pas possible!

— Lisez.

Nous nous mîmes à lire à haute voix. Le document exprimait d'abord l'affliction d'un cœur paternel à la vue des troubles; il affirmait ensuite que « la douleur du peuple est aussi notre douleur »; enfin, il promettait catégoriquement toutes les libertés, le droit de légiférer pour la Douma et l'extension du droit électoral.

Nous nous regardâmes en silence. Il était difficile d'exprimer les pensées et les sentiments contradictoires que soulevait le manifeste. La liberté des réunions, l'inviolabilité des personnes, le contrôle sur l'administration... Bien entendu, ce n'étaient là que des mots. Mais enfin, ce n'étaient point les mots d'une résolution émise par des libéraux, c'étaient les paroles mêmes du tsar. Nicolas Romanov, le très auguste patron des pogromistes, le Télémaque de Trépov, était l'auteur de ces paroles! Et ce miracle avait été obtenu par la grève générale. Lorsque les libéraux, onze ans auparavant, demandaient modestement qu'il y eût communion entre le monarque autocrate et son peuple, ce *junker* couronné leur avait tiré les oreilles, comme à des gamins, pour leurs « absurdes rêveries ». Ces mots-là étaient aussi de lui! Et maintenant, il se tenait bien droit, les mains à la couture du pantalon, devant le prolétariat en grève.

— Qu'en pensez-vous? — demandai-je à mon ami.

— Ils ont eu peur, les imbéciles! — répondit-il.

C'était une phrase classique en son genre. Nous lûmes ensuite

---

(1) A. A. Litkens, médecin en chef de l'école d'artillerie Constantin.

le « très respectueux » rapport de Witte, contresigné par le tsar de cette remarque : « A prendre en considération ».

— Vous avez raison, — dis-je, — les imbéciles ont eu vraiment peur.

Cinq minutes plus tard, j'étais dans la rue. Le premier passant que je rencontrai était un étudiant essoufflé qui tenait sa casquette à la main. C'était un camarade de parti (1). Il me reconnut.

— Cette nuit, les troupes ont tiré sur l'Institut Technologique. On prétend qu'une bombe avait été lancée sur eux de l'Institut... C'est une provocation, évidemment... A l'instant, une patrouille vient de disperser à coups de sabre une petite réunion sur la Perspective Zabalkansky. Le professeur Tarlé qui avait pris la parole a été grièvement blessé. On dit qu'il est tué...

— Tiens, tiens... Pas mal pour le commencement.

— Il y a des foules de monde qui déambulent de tous côtés. On attend des orateurs. Je cours à l'instant à la réunion des agitateurs du parti. Qu'en pensez-vous? De quoi faudra-t-il parler? Le thème principal, maintenant, ce doit être l'amnistie?

— Tout le monde parlera bien sans nous de l'amnistie. Exigez plutôt que les troupes soient éloignées de Pétersbourg. Pas un soldat à vingt-cinq verstes à la ronde...

L'étudiant poursuivit sa route en courant et en agitant sa casquette. Une patrouille à cheval passa devant moi. Trépov tenait donc encore en selle. La fusillade dirigée sur l'Institut était le commentaire qu'il ajoutait au manifeste. Ces gaillards s'étaient immédiatement chargés de détruire les illusions constitutionnelles.

Je passai devant l'Institut Technologique. Il était toujours fermé et gardé par des soldats. Sur le mur, était encore affichée la promesse de Trépov de « ne pas ménager les cartouches ». A côté de cette déclaration, quelqu'un avait collé le manifeste du tsar. Sur les trottoirs, la foule se rassemblait par petits groupes.

— Allez à l'université! — cria une voix, — là-bas, on parlera.

Je suivis les autres. On marchait vite et en silence. La foule augmentait de minute en minute. On ne remarquait point de joie; on voyait plutôt de l'incertitude et de l'inquiétude... Les patrouilles ne se montraient plus. Des agents de police isolés s'écartaient timidement de la foule. Les rues étaient pavoisées de drapeaux nationaux.

— Ah! ah! cet Hérode-là, — s'écria un ouvrier : — il a la frousse, à présent...

Des rires d'assentiment lui répondirent. L'animation grandissait visiblement. Un adolescent arracha d'une porte cochère le drapeau tricolore avec sa hampe, déchira les bandes bleue et blanche et brandit bien haut le morceau rouge qui restait de

(1) A. A. Litkens, fils cadet du médecin, jeune bolchévik, qui mourut bientôt après de dures épreuves.

l'étendard « national » au-dessus de la foule. Des dizaines de personnes l'imitèrent. Quelques minutes plus tard une multitude de drapeaux rouges flottaient sur la masse. Les lambeaux bleus et blancs traînaient çà et là, on les foulait aux pieds... Nous traversâmes le pont et nous entrâmes dans Vassilievsky Ostrov. Sur le quai s'était formé un immense entonnoir à travers lequel l'innombrable foule se déversait impatiemment. Tout le monde tâchait de s'approcher du balcon du haut duquel devaient parler les orateurs. Ce balcon, les fenêtres et la flèche de l'université étaient ornés de drapeaux rouges. J'eus du mal à pénétrer dans l'édifice. Je dus prendre la parole le troisième ou le quatrième. Un étonnant spectacle se découvrait du balcon. La rue était complètement barrée par le peuple entassé. Les casquettes bleues des étudiants et les drapeaux rouges mettaient des taches claires sur cette multitude de cent mille âmes. Un silence absolu régnait, tout le monde voulait entendre les orateurs.

— Citoyens! maintenant que nous avons mis le pied sur la poitrine des bandits qui nous gouvernent, on nous promet la liberté. On nous promet les droits électoraux, le pouvoir législatif. Qui nous promet cela? Nicolas II. Est-ce de bon gré? Est-ce de bon cœur? Personne n'oserait le prétendre. Il a commencé son règne en remerciant les cosaques d'avoir tiré sur les ouvriers d'Iaroslavl, — et, de cadavres en cadavres, il est arrivé au Dimanche Sanglant du 9 janvier. Et nous avons contraint l'infatigable bourreau que nous avons sur le trône à nous promettre la liberté. Quel triomphe pour nous! Mais ne vous hâtez point de chanter victoire : elle n'est point complète. Une promesse de paiement ne vaut pas une pièce d'or. Croyez-vous qu'une promesse de liberté soit déjà la liberté? Celui d'entre vous qui croit aux promesses du tsar, que celui-là vienne le dire tout haut : nous serons heureux de contempler cet original. Regardez autour de vous, citoyens : quelque chose a-t-il changé depuis hier? Est-ce que les portes de nos prisons se sont ouvertes? Est-ce que la forteresse de Pierre-et-Paul ne domine pas la capitale? N'entendez-vous pas, comme auparavant, les gémissements et les grincements de dents qui retentissent dans ses murailles maudites? Est-ce que nos frères sont revenus à leurs foyers, du fond des déserts de la Sibérie?...

— Amnistie! Amnistie! Amnistie! — cria-t-on d'en bas.

— ...Si le gouvernement avait sincèrement voulu se réconcilier avec le peuple, il aurait commencé par accorder l'amnistie. Mais, citoyens, croyez-vous que l'amnistie soit tout? On laissera sortir aujourd'hui une centaine de militants politiques pour en arrêter un millier demain. N'avez-vous pas vu, à côté du manifeste sur les libertés, l'ordre de ne pas épargner les cartouches? N'a-t-on pas tiré, cette nuit, sur l'Institut Technologique? N'a-t-on pas aujourd'hui exécuté des charges sur le peuple qui écoutait tranquille-

ment un orateur? Ce bourreau de Trépov, n'est-il pas encore le maître de Pétersbourg?

— A bas Trépov! — cria-t-on d'en bas.

— ...A bas Trépov! — mais croyez-vous qu'il soit seul? N'y a-t-il pas dans les réserves de la bureaucratie beaucoup d'autres coquins qui peuvent le remplacer? Trépov nous gouverne avec l'aide des troupes. Les soldats de la garde, couverts du sang du 9 janvier, — voilà son appui et sa force. C'est à eux qu'il ordonne de ne pas ménager les cartouches pour vos têtes et vos poitrines. Nous ne pouvons plus, nous ne voulons plus, nous ne devons plus vivre sous le régime du fusil! Citoyens, exigeons maintenant qu'on éloigne les troupes de Pétersbourg! Qu'à vingt-cinq verstes à la ronde, il ne reste plus un soldat. Les libres citoyens se chargeront de maintenir l'ordre. Personne n'aura à souffrir ni arbitraire ni violence. Le peuple prendra tout le monde et chacun sous sa protection.

— Qu'on éloigne les troupes de Pétersbourg!

— ...Citoyens! Notre force est en nous-mêmes. Le glaive à la main, nous devons prendre la garde de la liberté. Quant au manifeste du tsar, voyez ! ce n'est qu'une feuille de papier ! Le voici devant vous et, tenez! j'en fais un chiffon! On nous l'a donné aujourd'hui, on nous le reprendra demain pour le mettre en morceaux, comme je déchire en ce moment, sous vos yeux, cette paperasse de liberté!...

Deux ou trois orateurs parlèrent encore et tous terminèrent leurs discours en invitant la foule à se rassembler, à quatre heures, sur la Perspective Nevsky, en face de la Cathédrale de Kazan, pour aller de là, devant les prisons, réclamer l'amnistie.

LE MINISTÈRE DE WITTE

Le 17 octobre, le gouvernement du tsar, couvert du sang et des malédictions des siècles, avait capitulé devant le soulèvement des masses ouvrières en grève. Aucune tentative de restauration ne pourrait jamais effacer de l'histoire cet événement considérable. Sur la couronne sacrée de l'absolutisme, la botte du prolétaire avait appliqué sa marque ineffaçable.

Le messager de la capitulation, dans la guerre intérieure comme dans la guerre étrangère, fut le comte Witte. C'était un plébéien, un parvenu, un intrus dans la haute bureaucratie; comme les gens de ce milieu, il était inaccessible à l'influence des idées générales, des principes moraux et politiques; mais, vis-à-vis de ses rivaux, il avait l'avantage de n'être lié par aucune des traditions de la noblesse, de la cour et de ses écuries. Cela lui avait permis de se développer, de devenir un bureaucrate idéal, franc du coude à l'égard non seulement de la nationalité, de la religion, de la conscience et de l'honneur, mais aussi des préjugés de sa classe. Il s'adaptait ainsi plus aisément aux exigences élémentaires

Le messager de la capitulation, dans la guerre intérieure des grands-veneurs, il avait l'air d'un génie politique.

La carrière constitutionnelle du comte Witte repose tout entière sur la révolution. Pendant dix ans teneur de livres non contrôlé et caissier de l'autocratie, il avait été, en 1902, ravalé par son adversaire Plehve au poste sans importance de président du Conseil des ministres. Lorsque Plehve lui-même eut été « mis à la retraite » par la bombe d'un terroriste, Witte réussit à se faire valoir, avec le concours de journalistes zélés, dans le rôle de sauveur de la Russie. On racontait d'un air significatif qu'il soutenait toutes les démarches libérales de Sviatopolk-Mirsky. Lors des défaites que nous subîmes en Orient, cet homme perspicace dodelinait de la tête. A la veille du 9 janvier, il répondit aux libéraux effrayés : « Vous savez que je ne dispose pas du pouvoir ». Ainsi, les attentats terroristes, les victoires japonaises et les événements révolutionnaires lui frayèrent la route. De Portsmouth, où il avait apposé son parafe sous un traité dicté par la finance mondiale et ses agents politiques, il revint en triomphateur. On aurait pu croire que c'était lui, Witte, et non le maréchal Oyama, qui avait remporté toutes les victoires d'Extrême-Orient. Sur cet homme providentiel se concentrait l'attention du monde bourgeois tout

entier. A Paris, le journal *le Matin* avait exposé en vitrine un morceau de buvard que Witte avait appliqué sur sa signature à Portsmouth. Tout en lui excitait l'intérêt des badauds : sa stature colossale, son pantalon disgracieux, et même son nez à demi écrasé. L'audience qu'il obtint de l'empereur Guillaume fixa plus solidement encore sur sa tête l'auréole de grand homme politique. D'autre part, son entretien secret avec l'émigré Struve montrait qu'il pourrait réussir à apprivoiser le libéralisme le plus « séditieux ». Les banquiers étaient transportés de joie : cet homme saurait leur assurer le paiement régulier de leurs intérêts. A son retour en Russie, Witte reprit d'un air satisfait et sûr de lui-même son poste sans autorité; il prononça des discours libéraux au Comité et, spéculant visiblement sur les troubles, déclara que la députation des cheminots en grève représentait « les meilleures forces du pays ». Il ne s'était pas trompé dans ses calculs : la grève d'octobre l'éleva au rang de ministre autocrate de la Russie constitutionnelle.

Witte donna sa note la plus libérale dans le « très respectueux rapport » où il exposait son programme. Il tente ici de s'élever du point de vue de l'antichambre et du courtisan, du point de vue des bureaux et du fisc, à la hauteur des idées politiques les plus générales. Le rapport reconnaît en effet que l'agitation qui s'est emparée du pays n'est pas simplement le fait des meneurs; qu'elle provient de ce que l'équilibre a été rompu entre les tendances de la « société » pensante et les formes extérieures de son existence. Si, pourtant, on laisse de côté le niveau intellectuel du milieu pour lequel ce rapport était écrit, si on le considère comme le programme d'un « homme d'Etat », on est frappé de l'indigence de la pensée, de la tournure évasive et lâche de la forme, du manque de précision de ce langage, vraiment fait pour les bureaux. La déclaration sur les libertés publiques est présentée sous un aspect confus qui souligne d'autant plus l'énergie des commentaires par lesquels ces libertés sont limitées. Lorsqu'il se risque à prendre l'initiative d'une réforme constitutionnelle, Witte ne prononce même pas le mot de constitution. Il espère la réaliser insensiblement en pratique en s'appuyant sur des gens qui n'en peuvent même pas tolérer le nom. Mais, pour cela, il a besoin de tranquillité. Il déclare donc que, désormais, les arrestations, les confiscations et les exécutions auront lieu, bien que sur la base des anciennes lois, « dans l'esprit » du manifeste du 17 octobre. En sa naïveté friponne, il espérait que la révolution capitulerait immédiatement devant son libéralisme comme, la veille, l'autocratie avait capitulé devant la révolution. Ici, il se trompait grossièrement.

Si Witte reçut le pouvoir grâce à la victoire ou, pour mieux dire, grâce à la demi-victoire de la grève d'octobre, les circonstances mêmes qui lui procuraient de l'avancement le placèrent

dans une situation sans issue. La révolution ne se montra pas assez forte pour démolir la vieille machine gouvernementale et en construire une nouvelle avec les éléments de sa propre organisation. L'armée restait dans les mêmes mains. Tous les vieux administrateurs, depuis les gouverneurs de province jusqu'aux brigadiers de police, qui avaient été choisis pour le service de l'autocratie, conservèrent leurs postes. Les anciennes lois restèrent également en vigueur, — jusqu'à la promulgation de nouvelles. De cette manière, l'absolutisme, en tant que fait matériel, subsistait intégralement. Le titre même en restait, car le nom d'autocrate resta accolé à celui de tsar. Il est vrai que les autorités reçurent l'ordre d'appliquer les lois de l'absolutisme « dans l'esprit » du manifeste du 17 octobre. Mais c'était tout comme si l'on avait proposé à Falstaff de se livrer à la débauche « dans un esprit de chasteté ». En résultat, les autocrates locaux des soixante satrapies russes perdirent complètement la tête. Tantôt, ils se mettaient à la queue des manifestations révolutionnaires et saluaient militairement le drapeau rouge, tantôt ils parodiaient Gessler, exigeant que la population se découvrît devant eux, comme devant les représentants de la personne sacrée de sa majesté, tantôt ils autorisaient des social-démocrates à demander aux troupes de prêter serment, tantôt ils organisaient ouvertement les massacres contre-révolutionnaires. Une anarchie complète s'ensuivit. Il n'y avait pas de pouvoir législatif. On ne savait même pas à quelle époque et comment les représentants de ce pouvoir seraient convoqués.

On doutait de plus en plus que l'Assemblée fût jamais réunie. Au-dessus de ce chaos, le comte Witte gardait son équilibre, s'efforçant de mystifier et Péterhof et la révolution, et, peut-être, se mystifiant lui-même plus que les autres. Il accueillait d'innombrables députations, radicales et réactionnaires, se montrait également prévenant avec celles-ci comme avec celles-là, développait confusément ses plans devant les correspondants de l'Europe, rédigeait tous les jours des communications gouvernementales, dans lesquelles il suppliait d'un ton larmoyant les élèves des lycées de ne point participer aux manifestations organisées contre le pouvoir et recommandait à toutes les classes des lycées et à toutes les classes de la société de se maîtriser et de revenir à un travail régulier; — en un mot, il faisait toutes les bêtises imaginables.

En revanche, les éléments contre-révolutionnaires de la bureaucratie ne perdaient pas leur temps. Ils avaient appris à leurs dépens à apprécier l'aide des « forces sociales » : partout, ils suscitaient des organisations de pogromistes, et sans se soucier de la hiérarchie bureaucratique officielle, s'unissaient étroitement et avaient un homme à eux dans le ministère même, un homme qui s'appelait Dournovo. C'était un des plus vils représentants de la vile bureaucratie russe, un concussionnaire que l'inoubliable

Alexandre III, lui-même, avait été obligé de faire jeter dehors en disant : « Otez de ma vue ce cochon-là! » On tira Dournovo de la boîte aux ordures pour s'en servir, en qualité de ministre de l'Intérieur, comme contrepoids au chef « libéral » du Cabinet. Witte accepta cette collaboration déshonorante même pour lui et vit ainsi son propre rôle se réduire à une fiction, comme celui du manifeste avait été réduit par la pratique des bureaux. Après avoir publié une série de grimoires, rédigés selon l'esprit libéral des bureaux et fatigants pour tout le monde, Witte en vint à cette conclusion que la société russe manquait du sens politique le plus rudimentaire, de toute force morale et d'instincts sociaux. Il constata sa propre faillite et prévit qu'une sanglante politique de répression deviendrait inévitable, comme « mesures préparatoires » pour l'instauration du nouveau régime. Mais il ne se jugeait pas appelé à accomplir cette œuvre, il croyait manquer « des capacités nécessaires » et promit de céder sa place à un autre. Il mentait encore en cette occasion. Premier ministre sans autorité, méprisé de tous, il conserva son poste durant toute la période de décembre et janvier, tandis que le maître de la situation, Dournovo, les manches retroussées, accomplissait son travail de boucher contre-révolutionnaire.

LES PREMIERS JOURS DE LA « LIBERTÉ »

Le jour même de la publication du manifeste, le Soviet dit clairement et nettement ce qu'il en pensait. Les représentants du prolétariat exigèrent : l'amnistie, le désistement de la police du haut en bas, l'éloignement des troupes, la création d'une milice populaire. Commentant cette résolution dans un article de fond des *Izvestia*, nous écrivions : « Ainsi, une constitution nous est donnée. On nous a donné la liberté de réunion, mais les réunions sont cernées par la troupe. On nous a donné la liberté de la parole, mais la censure n'a pas été touchée. On nous a donné la liberté de la science, mais les universités sont occupées par des soldats. On nous a donné l'inviolabilité de la personne, mais les prisons sont bondées. On nous a donné Witte, mais on a laissé Trépov. On nous a donné une constitution, mais l'autocratie demeure. On nous a tout donné, — et nous n'avons rien. » Ces gens-là espèrent-ils donc un apaisement? Ils seront déçus. « Le prolétariat sait ce qu'il veut et sait ce qu'il ne veut pas. Il ne veut pas de ce voyou de police qu'on nomme Trépov, ni de ce courtier libéral qu'on appelle Witte; il ne veut ni du loup ni du renard. Il ne veut pas de cette *nagaïka* enveloppée dans le parchemin de la constitution. »

Le Soviet émet alors cette décision : *la grève générale continue.*

Les masses ouvrières exécutent la volonté du Soviet avec une unanimité surprenante. Point de fumée aux cheminées des fabriques; elles sont comme les témoins muets de l'incrédulité des quartiers ouvriers où l'illusion constitutionnelle n'a point pénétré. Cependant, à partir du 18, la grève perd son caractère combattif. Elle se transforme en une grandiose *démonstration de défiance.* Mais voici que la province, qui a devancé la capitale dans la lutte, revient au travail. Le 19, la grève se termine à Moscou. Le Soviet de Pétersbourg fixe la reprise du travail au 21 octobre à midi. Abandonnant le champ de bataille le dernier, il organise une admirable manifestation de discipline prolétarienne : il invite des milliers et des milliers d'ouvriers à ramasser leurs outils le même jour et à la même heure.

Avant l'achèvement de la grève d'octobre, le Soviet put se rendre compte de l'énorme influence qu'il avait acquise en une semaine : il le vit bien le jour où, à la demande des multitudes, il se mit à leur tête et passa avec elles en cortège par les rues de Pétersbourg.

Le 18, vers quatre heures de l'après-midi, des centaines et des milliers de personnes s'étaient rassemblées devant la Cathédrale de Kazan. Le mot d'ordre était : amnistie. La foule voulait se rendre devant les prisons, elle demandait à être dirigée et elle s'avança vers l'endroit où les députés ouvriers tenaient leur séance. A six heures du soir, le Soviet désigne trois de ses membres pour conduire la manifestation. Revêtant des bandeaux blancs sur la tête et au bras, ils se montrent à la fenêtre du troisième étage. En bas, l'océan humain respire et s'agite. Les drapeaux rouges flottent sur cette noire surface comme les voiles de la révolution. De puissantes clameurs accueillent les élus. Le Soviet, au grand complet, descend dans la rue et se plonge dans la foule. « Un orateur! » Des dizaines de bras se tendent vers l'orateur, — un instant encore, et il se trouve debout sur les épaules d'un inconnu. « Amnistie! Aux prisons! » Des hymnes révolutionnaires, des cris sans fin... Sur la place de Kazan et près du square Alexandre, les têtes se découvrent : ici, se joignent aux manifestants les ombres des victimes du 9 janvier. On chante en leur honneur *Mémoire éternelle* et *Vous êtes tombés en sacrifice*... Les drapeaux rouges passent devant la maison de Pobédonostsev. Des sifflets et des malédictions s'élèvent. Le vieux vautour les entend-il? Il pourrait se montrer sans crainte : à cette heure, on ne le toucherait pas. Qu'il considère donc, de ses yeux de vieux criminel, le peuple révolutionnaire qui s'est rendu maître de Pétersbourg! — Et en avant!

Encore deux ou trois pâtés de maisons, et la foule se trouve devant la Maison de Détention Préventive. On apprend qu'un fort détachement de soldats se tient là en embuscade. Les guides de la manifestation décident de s'avancer en reconnaissance. A ce moment, arrive une députation de l'Union des Ingénieurs, — on sut plus tard que la moitié des membres de cette députation avaient usurpé leur titre, — et elle annonce que l'oukase d'amnistie est déjà signé. Toutes les maisons de détention sont occupées par des troupes et l'Union peut affirmer, de source sûre, que, dans le cas où la foule s'approcherait des prisons, Trépov a les mains libres et que par conséquent une effusion de sang devient inévitable. Après s'être rapidement concertés, les représentants du Soviet renvoient la foule. Les manifestants jurent que, si l'oukase n'est pas promulgué, ils se rassembleront à l'appel du Soviet et marcheront sur les prisons...

La lutte pour l'amnistie avait lieu sur tous les points du pays. A Moscou, le 18 octobre, une foule énorme obtint du général-gouverneur l'élargissement immédiat des prisonniers politiques dont la liste fut remise à une députation du Comité de grève (1); l'élar-

(1) Ce Comité se développa bientôt pour devenir le Soviet des Députés Ouvriers de Moscou.

gissement s'effectua sous le contrôle de cette députation. Le même jour, le peuple brisait les portes des prisons de Simféropol et enlevait les détenus politiques dans des équipages. A Odessa et Réval, les reclus sortirent également de leurs cachots à la demande formelle des manifestants. A Bakou, une tentative d'enlèvement amena une échauffourée avec les troupes : il y eut trois tués et dix-huit blessés. A Saratov, Windau, Tachkent, Poltava, Kovno... — en tous lieux, les manifestations s'avançaient vers les prisons. « Amnistie! » — non seulement les pierres des rues, mais la Douma municipale de Pétersbourg, tous répétaient ce cri.

— Allons, Dieu merci! Je vous félicite, messieurs! — déclara Witte, lâchant le téléphone et s'adressant à trois ouvriers qui représentaient le Soviet. — Le tsar a signé l'amnistie.

— Est-ce une amnistie entière ou partielle, comte?

— L'amnistie est accordée dans des limites raisonnables, mais elle est encore assez large.

Le 22 octobre, le gouvernement publiait enfin l'oukase impérial « sur l'allègement du sort des personnes qui, avant la promulgation du manifeste, se sont rendues coupables d'actes criminels contre l'Etat »; c'était un acte de mesquin marchandage, rédigé avec toute une gradation de « miséricordes »; c'était bien l'œuvre d'un pouvoir dans lequel Trépov incarnait l'Etat et Witte le libéralisme.

Mais il y eut une catégorie de « criminels d'Etat » que cet oukase n'atteignit pas et ne pouvait atteindre. C'étaient ceux que l'on avait torturés, égorgés, étranglés, transpercés et fusillés, c'étaient tous ceux qui étaient morts pour la cause populaire. En ces heures d'octobre où les masses révolutionnaires s'inclinaient pieusement sur les places ensanglantées de Pétersbourg, commémorant les victimes du 9 janvier, il y avait déjà dans les morgues de la ville de nouveaux cadavres, ceux des premiers morts de l'ère constitutionnelle. La révolution ne pouvait rendre la vie à ses nouveaux martyrs, elle résolut simplement de prendre le deuil et de leur faire des funérailles solennelles. Le Soviet fixe au 23 octobre la manifestation générale des obsèques. On propose d'en informer le gouvernement par députation, en alléguant certains précédents : le comte Witte avait en effet donné l'ordre, un jour, de mettre en liberté deux agitateurs arrêtés dans un meeting; il avait, dans une autre occasion, fait rouvrir l'usine gouvernementale de la Baltique, fermée pendant la grève d'octobre. Après avoir entendu les objections et les avertissements des représentants officiels de la social-démocratie, l'assemblée décide de faire savoir au comte Witte, par une délégation spéciale, que le Soviet prend sur lui la responsabilité de l'ordre durant la démonstration et exige qu'on éloigne la police et les troupes.

Le comte Witte est très occupé et il vient de refuser une audience à deux généraux; mais il accueille sans discussion la

députation du Soviet. Une procession? Il n'a rien, personnellement, à objecter : « Des processions de ce genre sont parfaitement tolérées en Europe Occidentale ». Mais cela ne le concerne pas. Il faut s'adresser à Dmitri Fédoroviteh Trépov, puisque la ville est confiée à sa garde.

— Nous ne pouvons nous adresser à Trépov : nous n'avons pas les pouvoirs nécessaires.

— Je regrette. Sans quoi, vous pourriez constater par vous-mêmes que ce n'est pas du tout la bête féroce que l'on prétend.

— Mais que dites-vous de l'ordre fameux : « Ne pas ménager les cartouches », comte?

— Oh! ça, c'est une phrase qui lui a échappé, dans un moment de colère...

Witte donne un coup de téléphone à Trépov, il lui fait part avec déférence de son désir « qu'il n'y ait point de sang versé » et attend une décision. Trépov, d'une façon hautaine, le renvoie au *gradonatchalnik*. Le comte écrit bien vite quelques mots à ce dernier et remet la lettre à la députation.

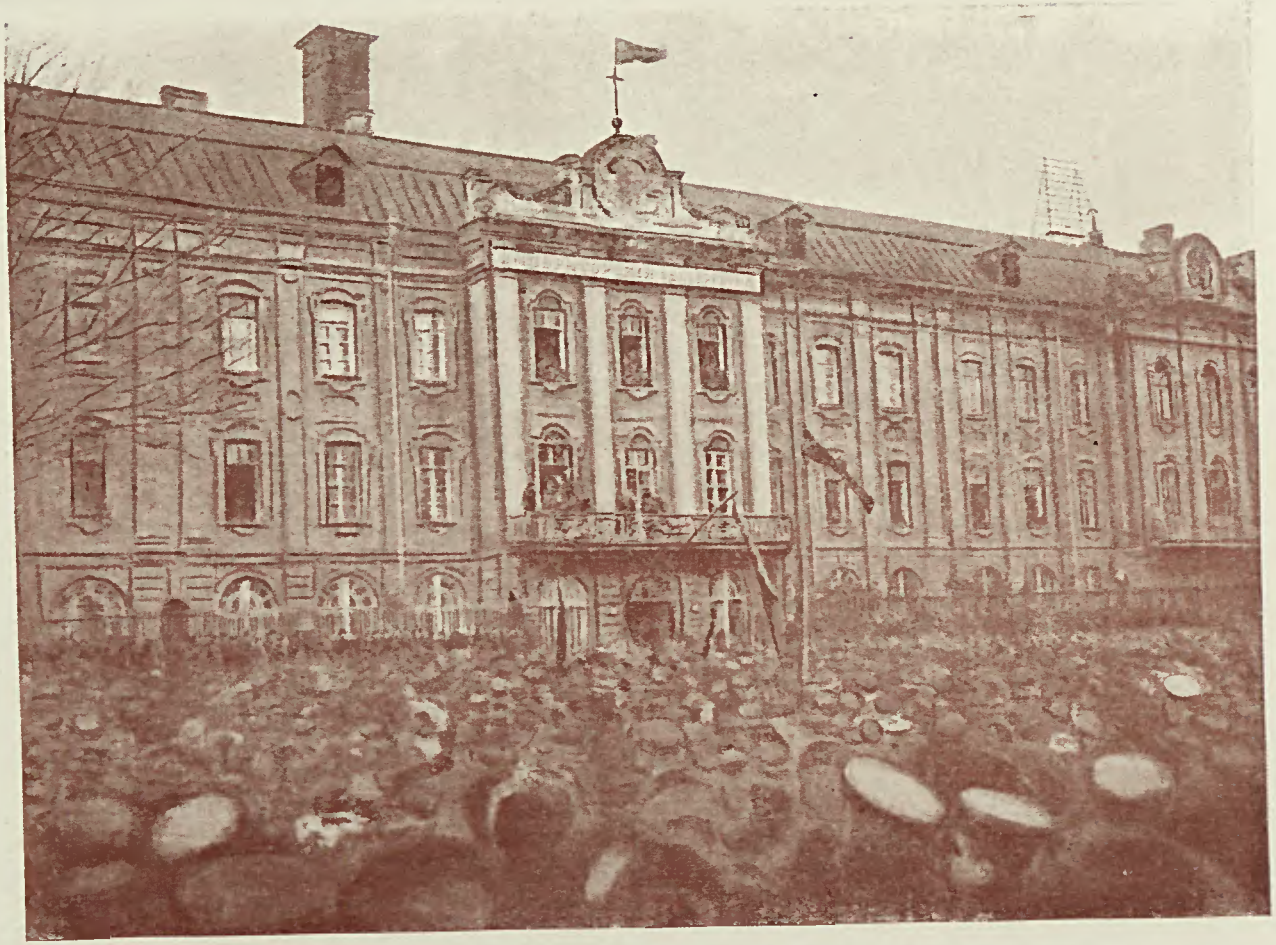
— Nous prenons votre lettre, comte, mais nous prétendons garder la liberté de nos actes. Nous ne sommes pas sûrs d'avoir à faire usage de ce billet.

— Ah! bien entendu, bien entendu! je n'ai rien à répliquer à cela (1).

C'est là une véritable tranche de vie, dans l'histoire d'octobre. Le comte Witte félicite les ouvriers révolutionnaires d'avoir obtenu l'amnistie. Le comte Witte désire que la procession ait lieu sans effusion de sang, « comme en Europe ». Peu sûr de pouvoir renverser Trépov, il tâche à l'occasion de réconcilier avec lui le prolétariat. Représentant suprême du pouvoir, il se sert d'une députation ouvrière pour demander au chef de la police de vouloir bien prendre la constitution sous sa garde. Lâcheté, friponnerie, sottise! — telle est la devise du ministère constitutionnel.

En revanche, Trépov va tout droit devant lui. Il déclare « qu'en cette époque de troubles, au moment où une partie de la population est prête à se dresser, les armes à la main, contre l'autre, aucune démonstration sur le terrain politique, dans l'intérêt même des manifestants, ne peut être tolérée », et il invite les organisateurs de la manifestation « à renoncer à leur dessein... en raison des pénibles conséquences que pourraient avoir les mesures de fermeté que devra prendre sans doute l'autorité policière ». C'était clair et net comme un coup de sabre ou un coup de fusil. Armer

(1) *Chez le comte S. J. Witte*, étude de P. A. Zlydnev, membre de la députation, dans l'ouvrage collectif intitulé : *Histoire du Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg*, 1906. Le Comité Exécutif, après avoir entendu le rapport de la députation, prit la résolution suivante : « Charger le président du Conseil des Députés Ouvriers de rendre sa lettre au président du Conseil des Ministres. »



LE MEETING DU 31 OCTOBRE 1905 DEVANT L'UNIVERSITÉ DE PÉTERSBOURG.

la canaille de la ville dans les commissariats, la jeter sur la manifestation, occasionner de la confusion et en profiter pour faire intervenir la police et les troupes, traverser la ville en cyclone, laissant derrière soi le sang, la dévastation, la fumée des incendies et la rage impuissante de la foule, — tel est l'invariable programme du vaurien de police auquel un jocrisse couronné a confié le sort du pays. Les plateaux de la balance gouvernementale oscillaient à ce moment-là : Witte ou bien Trépov? Allait-on élargir l'expérience constitutionnelle ou bien la noyer dans un pogrom? Des dizaines de villes, durant cette lune de miel, devinrent le théâtre d'événements atroces dont les fils se trouvaient entre les mains de Trépov. Mais Mendelssohn et Rothschild tenaient pour la constitution : les lois de Moïse, comme celles de la bourse, leur interdisent la consommation du sang frais. En cela résidait la force de Witte. La situation officielle de Trépov fut ébranlée et Pétersbourg fut son dernier enjeu.

Le moment était lourd de responsabilités. Le Soviet des Députés n'avait aucun intérêt à soutenir Witte, il n'en avait pas non plus le désir, — ce qu'il démontra clairement quelques jours plus tard. Mais il avait encore moins l'intention de soutenir Trépov. Or, descendre dans la rue, c'était aller au-devant des visées du général. Bien entendu, la situation politique ne se résumait pas seulement dans le conflit qui s'était élevé entre la bourse et les chambres de torture. On pouvait se mettre au-dessus des plans de Witte comme de Trépov, et chercher consciemment une rencontre pour les balayer tous les deux. Telle était précisément, dans sa direction générale, la politique du Soviet : il regardait bien en face et marchait à un conflit. Cependant, il ne se croyait pas autorisé à en hâter la venue. Mieux vaudrait plus tard. Chercher une bataille décisive dans une manifestation de deuil, au moment où l'énergie titanique déployée par la grève d'octobre commençait à tomber, faisant place à une réaction psychologique temporaire de lassitude et de satisfaction, c'aurait été une faute monstrueuse.

L'auteur de ce livre, — il croit nécessaire de mentionner ce fait parce que, plus tard, il a encouru fréquemment des reproches sévères à ce sujet, — proposa de renoncer à la manifestation projetée à l'occasion des obsèques. Le 22 octobre, dans une séance extraordinaire du Soviet, à une heure du matin, après des débats passionnés, la motion que nous avions préconisée fut adoptée à une écrasante majorité. En voici le texte :

« Le Soviet des Députés Ouvriers avait l'intention d'organiser des funérailles solennelles aux victimes d'un gouvernement criminel, le dimanche 23 octobre. Mais le dessein pacifique des ouvriers de Pétersbourg a soulevé tous les représentants sanguinaires d'un régime expirant. Le général Trépov, qui s'est grandi sur les cadavres du 9 janvier et qui n'a plus rien à perdre dans l'estime de la révolution, a lancé aujourd'hui un défi au prolétariat de la

capitale. Trépov, dans son insolente déclaration, donne à comprendre qu'il dirigera contre le pacifique cortège les bandes noires armées par la police et qu'ensuite, sous prétexte d'apaisement, il ensanglantera encore une fois les rues de Pétersbourg. Pour déjouer ce plan diabolique, le Soviet des Députés déclare que le prolétariat de la capitale livrera sa dernière bataille au gouvernement du tsar non pas au jour et à l'heure que choisira Trépov, mais lorsque les circonstances se présenteront d'une manière avantageuse pour le prolétariat organisé et armé. En conséquence, le Soviet des Députés décide de remplacer les obsèques solennelles par d'imposants meetings qui seront organisés en divers endroits de la ville pour honorer les victimes; on se rappellera en outre que les militants tombés sur le champ de bataille nous ont laissé, en mourant, la consigne de décupler nos efforts pour nous armer et pour hâter l'approche du jour où Trépov, avec toute sa bande policière, sera jeté au tas d'immondices dans lequel doit s'ensevelir la monarchie. »

LES SICAIRES DE SA MAJESTÉ

Le Soviet liquidait la grève d'octobre en de sombres jours : les pleurs des innocents massacrés, les malédictions furieuses des mères, les râles des vieillards et les hurlements du désespoir montaient vers les cieux de tous les points du pays. Une multitude de villes et de localités s'étaient transformées en un enfer. La fumée des incendies voilait les rayons du soleil, la flamme dévorait des rues entières, les maisons et leurs habitants. L'ancien régime se vengeait des humiliations qu'il avait subies.

Il rassembla ses phalanges en tous lieux, — dans tous les recoins, dans tous les taudis, dans toutes les tanières. On reconnaît dans cette armée le petit boutiquier et le va-nu-pieds, le cabaretier et son habitué, le garçon de cour et le mouchard, le voleur professionnel et le dilettante du pillage, le petit artisan et le portier de la maison de tolérance, l'obscur moujik affamé et le nouveau venu des campagnes qu'assourdit le vacarme de la fabrique. La misère aigrie, les ténèbres profondes et la débauche qui se vend se placent sous le commandement des privilégiés rapaces et de la haute anarchie.

Les malandrins s'étaient entraînés aux manifestations en masse dans les cortèges « patriotiques » qu'ils formèrent au début de la guerre russo-japonaise. C'est alors que l'on vit apparaître les accessoires indispensables : le portrait de l'empereur, une bouteille de vodka et le drapeau tricolore. Dès lors, l'organisation régulière des bas-fonds reçut un développement prodigieux : si la masse des fauteurs de pogroms — pour autant que l'on peut ici parler de « masse » — se recrute à peu près au hasard, le noyau de cette armée est toujours discipliné et organisé sur le pied militaire. Il reçoit d'en haut et transmet en bas le mot d'ordre, il fixe l'heure de la manifestation et la mesure des atrocités à commettre. « On peut organiser un pogrom à vos souhaits, — déclarait un certain Kommissarov, fonctionnaire du Département de la Police, — nous aurons dix hommes si vous voulez et dix mille si cela vous arrange (1). »

Lorsqu'un pogrom doit avoir lieu, tout le monde le sait d'avance : des appels sont distribués, des articles odieux paraissent

(1) Ce fait fut communiqué à la Première Douma par le prince Ourous-sov, ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur.

dans l'organe officiel *Goubernskia Vedomisti* (*l'Information Provinciale*), parfois même on publie une gazette spéciale. Le *gradonatchalnik* d'Odessa signe et lance une proclamation pour appeler la bande noire au massacre. Lorsque le terrain a été préparé, on voit venir les spécialistes de ce genre d'affaires, comme des acteurs en tournée. Ils répandent des rumeurs sinistres parmi les masses ignorantes : les juifs se disposent, paraît-il, à tomber sur les orthodoxes; les socialistes ont profané une véritable icone; les étudiants ont mis en pièces un portrait du tsar. Lorsqu'il n'y a pas d'université dans la ville, on attribue ce sacrilège à des membres du zemstvo libéral, ou bien même à des élèves du lycée. Ces étranges nouvelles sont transmises d'un bout à l'autre du pays par le télégraphe, et contresignées parfois par des personnages officiels. En même temps on poursuit les préparatifs : on rédige des listes de proscription dans lesquelles sont mentionnés les appartements et les personnes que les bandits doivent attaquer en premier lieu; on élabore un plan général; on fait venir des faubourgs, pour une date déterminée, des miséreux, des affamés. Lorsque le grand jour est venu, l'office divin est célébré à la cathédrale. L'évêque prononce un sermon. En tête du cortège patriotique marche le clergé, avec le portrait du tsar emprunté à la préfecture de police, avec d'innombrables drapeaux nationaux. La musique militaire accompagne la procession et joue sans arrêt. Sur les flancs et en queue, la police. Les gouverneurs saluent le cortège, les maîtres-de-police embrassent en public les conducteurs de la bande. Les cloches des églises carillonnent. « Bas les chapeaux! » Dans la foule sont disséminés des instructeurs spéciaux, venus d'ailleurs, et des gens de la police locale, en civil, mais qui parfois, faute de temps, ont gardé leur pantalon d'uniforme. Ils suivent attentivement tout ce qui se passe, émoustillent, exaltent la foule, lui font comprendre que tout est permis et cherchent l'occasion d'ouvrir le feu. Au début, on casse des carreaux, on maltraite des passants, on s'engouffre dans les cabarets et l'on boit à la régalade. La musique militaire répète inlassablement l'hymne russe : « Dieu, garde l'empereur! » — c'est l'hymne des pogroms. Si l'occasion se fait trop attendre, on y supplée : quelqu'un grimpe dans un grenier et, de là-haut, tire sur la foule, le plus souvent à blanc. Les bandes armées de revolvers par la police veillent à ce que la fureur de la foule ne soit pas paralysée par l'épouvante. Au coup de feu du provocateur, elles répondent par une salve dirigée sur les fenêtres d'un logement désigné d'avance. On brise tout dans les boutiques et on étend devant le cortège des pièces de drap et de soie, qui proviennent d'un pillage. Si l'on se heurte à des mesures de défense, les troupes régulières viennent à l'aide des bandits. Il suffit de deux ou trois salves pour réduire à l'impuissance ou massacrer ceux qui résistent; tout recule devant les fusils... Protégée à son avant-garde et sur ses derrières par des patrouilles de soldats, par

une *sotnia* de cosaques qui pousse une reconnaissance, dirigée par des policiers et des provocateurs, accompagnée de mercenaires et de maraudeurs volontaires qui flairent le profit, la bande se précipite à travers la ville dans une folie d'ivresse et de sang... (1). Le va-nu-pieds est maître de la situation. Tout à l'heure encore tremblant esclave, pourchassé par la police, mourant de faim, il sent qu'à présent aucune barrière ne pourrait s'opposer à son despotisme. Tout lui est permis, il dispose de l'honneur comme des biens des citoyens, il a droit de vie et de mort. Si cela lui convient, il jettera dans la rue une vieille femme par la fenêtre d'un troisième étage, il démolira un piano, il brisera à coups de chaise la tête d'un nourrisson, il violera une fillette sous les yeux de la multitude, il enfoncera des clous dans un corps vivant... Il massacre des familles entières; il arrose de pétrole une maison, il en fait un brasier et, avec son gourdin, achève tous ceux qui se jettent sur le pavé. Les misérables font irruption dans un hospice arménien, égorgent les vieillards, les malades, les femmes, les enfants... Il n'y a point de supplice imaginé par un cerveau furieux de vin et de fanatisme qui lui soit interdit. Il peut tout, il ose tout... « Dieu, garde l'empereur! » Voici un jeune homme qui a vu la mort de tout près et dont les cheveux, en quelques minutes, sont devenus blancs! Voici un garçonnet de dix ans qui a perdu la raison sur les cadavres mutilés de ses parents! Voici un médecin-major qui a connu toutes les horreurs du siège de Port-Arthur sans broncher, mais qui n'a pu supporter quelques heures du pogrom d'Odessa, le voici plongé dans les ténèbres éternelles de la folie. « Dieu, garde l'empereur!... » Ensanglantées, brûlées, affolées, les victimes courent çà et là dans une panique de cauchemar, cherchant une ombre de salut. Les uns dépouillent les morts de leurs vêtements sanglants, s'en revêtent et se couchent dans les tas de cadavres, — y restent immobiles pendant des heures, pendant un, deux ou trois jours... D'autres tombent à genoux devant les officiers, les policiers, devant les assassins, tendent les bras, rampent dans la poussière, baisent les bottes des soldats, supplient, appellent au secours. On leur répond par des rires d'ivresse. « Vous avez voulu la liberté, — goûtez-en les douceurs! » En ces

(1) « En de nombreux cas, les gens de police dirigeaient la foule des voyous sur les maisons, les appartements et les boutiques des juifs, pour y procéder au pillage et à la dévastation; ils fournissaient aux malfaiteurs des gourdins, des branches d'arbres, ils participaient eux-mêmes au saccage, au pillage et aux assassinats et guidaient la foule dans tous ses actes. » (*Rapport du sénateur Kouzminsky à Sa Majesté, sur le pogrom d'Odessa.*) « Des bandes de vauriens qui se livraient au saccage et au pillage, — c'est l'aveu du *gradonatchalnik* Neudgart, — l'accueillaient par des « hourrah » d'enthousiasme. » Le baron Kaulbars, commandant de l'armée... adressa aux agents de police un discours qui commençait ainsi : « Il faut dire les choses comme elles sont. Il faut avouer que tous, en notre for intérieur, nous approuvons ce pogrom. »

mots se résume la morale, l'infernale politique des pogroms... Ivre de sang, le va-nu-pieds poursuit sa course. Il peut tout, il ose tout, — il est le maître. Le « tsar blanc » lui a tout permis, — vive le tsar blanc! (1). Et il ne se trompe pas. C'est l'autocrate de toute la Russie, et pas un autre, qui sert de protecteur suprême à cette camorra à demi gouvernementale de brigands et de massacreurs, soutenue par la bureaucratie officielle, qui groupe dans les provinces plus de cent représentants de la haute administration et a pour état-major la camarilla des courtisans. Borné et apeuré, tout-puissant et nul d'esprit, en proie à des préjugés dignes d'un Esquimau, le sang empoisonné de tous les vices de la race impériale, Nicolas Romanov, comme bien des gens de son métier, allie la dépravation la plus crapuleuse à une férocité apathique. La révolution, à partir du 9 janvier, l'a dépouillé de ses insignes sacrés et il étale désormais sans honte sa corruption. Le temps est loin où, restant lui-même dans l'ombre, il se contentait des services de Trépov pour l'organisation des pogroms (2). Maintenant il se montre fier du lien qui l'attache à l'insolente canaille des cabarets et des compagnies disciplinaires. Foulant aux pieds le principe sottement conventionnel de « la monarchie en dehors des partis », il échange des télégrammes d'amitié avec des bandits réputés comme tels, il accorde des audiences à des « patriotes » que le mépris général a couverts de crachats et, sur les exigences de l'Union du Peuple Russe, il gracie sans exception les assassins et les pillards que ses propres tribunaux ont condamnés. Il est difficile de se figurer un sans-gêne plus éhonté à l'égard de l'idéal mystique de la monarchie : dans n'importe quel pays, n'importe quel tribunal se croirait obligé de condamner ce véritable et authentique souverain aux travaux forcés à perpétuité, — à moins de reconnaître en lui un cas de folie complète!...

Durant la sombre bacchanale d'octobre, devant laquelle les horreurs de la Saint-Barthélemy ne semblent qu'un innocent effet théâtral, il y eut, dans cent villes, de trois à quatre mille personnes massacrées et dix mille mutilées. Les dégâts matériels, estimés à des dizaines, si ce n'est à des centaines de millions de roubles, surpassent de beaucoup les dommages subis par les propriétaires pendant les troubles agraires... C'est ainsi que l'ancien régime se vengeait d'avoir été humilié!

Quel fut le rôle des ouvriers en présence de tant d'atrocités?

---

(1) « Dans une de ces processions, on portait en avant le drapeau tricolore, puis le portrait de Sa Majesté, et, immédiatement après, un plat d'argent et un sac rempli d'objets volés. »((*Rapport du sénateur Touraou.*)

(2) « D'après une opinion assez répandue, Trépov renseigne S. M. l'Empereur sur la situation... et influe sur la direction de la politique... Ayant été nommé commandant du palais, le général Trépov a instamment demandé qu'on lui assignât des fonds spéciaux pour l'entretien de ses agences spéciales... » (*Lettre du sénateur Lopoukhine.*)

A la fin d'octobre, le président de la Fédération des Syndicats des Etats-Unis envoya à l'adresse du comte Witte un télégramme dans lequel il invitait énergiquement les ouvriers russes à réagir contre les pogroms qui menaçaient la liberté récemment conquise. « Au nom de trois millions d'ouvriers organisés, — disait enfin le télégramme, — et bien plus, au nom de tous les ouvriers des Etats-Unis, je vous prie, monsieur le comte, de transmettre cette dépêche à vos concitoyens, — nos frères-ouvriers. » Mais le comte Witte qui se donnait, quelque temps auparavant, en Amérique, des airs de démocrate, proclamant que « la plume est plus forte que l'épée », ne se fit pas honte de cacher le télégramme dans le tiroir le plus secret de son bureau. Le Soviet ne fut renseigné à ce sujet qu'en novembre, par des voies détournés. Mais les ouvriers russes — et cela leur fait honneur, — n'avaient pas attendu les avertissements de leurs amis d'outre-mer pour intervenir activement dans l'aventure sanglante. En un grand nombre de villes, ils organisèrent des compagnies armées qui résistèrent parfois héroïquement aux bandits, — et, si la troupe de son côté avait gardé du moins la neutralité, les milices ouvrières n'auraient eu aucune peine à réprimer les débordements des voyous.

« A côté de ce cauchemar, — écrivait alors Némirovitch-Dantchenko, vieil écrivain, absolument étranger au socialisme et au prolétariat, — à côté de cette nuit de Walpurgis du monstre mourant, considérez l'étonnante fermeté, l'ordre et la discipline qui ont présidé au grandiose mouvement de la classe ouvrière. Ceux-ci ne se sont déshonorés ni par des assassinats, ni par des pillages; bien au contraire, partout, ils sont venus en aide à la société et, bien entendu, ils se sont montrés beaucoup plus capables que la police, les cosaques et les gendarmes, de la défendre contre la folie dévastatrice de ces Caïns sanguinaires. Les compagnies ouvrières se sont dressées partout où les voyous commençaient à manifester leur folie furieuse. La force nouvelle qui entre l'arène de l'histoire est apparue calme dans la conscience de son droit, modérée par le triomphe de son idéal de bien et de liberté, organisée et soumise comme une armée véritable, sachant bien que la victoire pour elle, c'est la victoire de toutes les idées généreuses au nom desquelles l'humanité existe, de tout ce qui réjouit l'homme, de tout ce pour quoi il lutte et endure mille tourments. »

⁂

Il n'y eut point de pogroms à Pétersbourg. Cependant les préparatifs du massacre s'étaient faits ouvertement. Les israélites de la capitale vivaient dans des alarmes continuelles. A partir du 18, en divers quartiers de la ville, on maltraite des étudiants, des ouvriers agitateurs, des juifs. Les bandes ne se montrent pas seulement dans les faubourgs de la ville; elles s'avancent sur la Pers-

pective Nevsky, se jettent sur les passants, avec des huées et des coups de sifflet, faisant usage de casse-têtes, de couteaux à cran d'arrêt et de *nagaïkas* (fouets de cosaques). Plusieurs députés du Soviet furent attaqués, les membres de cette organisation se pourvurent alors de revolvers. Des agents de police engageaient les commerçants et leurs commis à attaquer le cortège de funérailles qui devait passer par la ville le 23 octobre... Si les Cent-Noirs furent obligés de se contenter d'une guerre de guérillas, ce ne fut pas de leur faute.

Les ouvriers se préparaient activement à défendre la ville. Certaines équipes s'engagèrent à descendre dans la rue dès que le téléphone leur signalerait le danger. Les magasins d'armes vendaient les brownings sans compter et sans se préoccuper des limites fixées à ce commerce par la police. Mais les revolvers coûtent cher, leurs prix ne sont guère abordables pour les gens du peuple : les partis révolutionnaires et le Soviet arrivent difficilement à munir leurs compagnies des armes indispensables. Cependant les rumeurs qui annoncent un pogrom se font de plus en plus menaçantes. Le 29 octobre, un puissant élan emporte les masses prolétaires de Pétersbourg : on s'arme comme on peut. Toutes les usines, tous les ateliers qui travaillent le fer ou l'acier entreprennent de fabriquer, de leur propre initiative, des armes blanches. Plusieurs milliers de marteaux façonnent des poignards, des piques, des fouets en fil de fer et des casse-têtes. Le soir, à la séance du Soviet, les députés montent à la tribune les uns après les autres, exhibent leurs coutelas, les brandissent bien haut au-dessus des têtes et font connaître le serment donné par leurs électeurs d'écraser le pogrom à la première tentative. Cette manifestation pouvait déjà suffire à paralyser toute initiative chez les bandits de profession. Mais les ouvriers ne se bornèrent pas à cela. Dans le faubourg de la Néva, dans les quartiers des fabriques, ils organisèrent une véritable milice avec de réguliers services de nuit. Des groupes se chargèrent en outre de monter la garde dans les locaux de la presse révolutionnaire. C'était une mesure indispensable à une époque où le journaliste qui rédigeait son article et le compositeur debout devant sa casse avaient chacun un revolver dans la poche...

En s'armant pour se défendre contre les bandes noires, le prolétariat s'armait nécessairement contre le pouvoir impérial. Le gouvernement le comprenait fort bien et manifesta son inquiétude. Le 8 octobre, le *Moniteur* (*Pravitelsvenny Vestnik*) fit connaître au public ce que tout le monde savait fort bien sans lui : « Dans ces derniers temps, les ouvriers s'arment de revolvers, de fusils de chasse, de poignards, de couteaux et de piques. Parmi les ouvriers armés de cette manière, et dont le nombre s'élève, d'après nos renseignements, à 6.000, un groupe s'est formé qui a pris le nom de milice, ou compagnie de protection, et dont l'effectif est d'environ 300 hommes; ces ouvriers arpentent les rues la nuit, par déta-

chements de dix, sous prétexte de maintenir l'ordre; leur but est en réalité de protéger les révolutionnaires contre les mesures de police ou contre l'armée. »

Une campagne régulière s'ouvrit à Pétersbourg contre les milieiens. Leurs détachements furent dispersés, leurs armes confisquées. Mais, à ce moment-là, tout danger de pogrom était passé. En revanche, un autre péril s'annonçait, beaucoup plus grave. Si le gouvernement accordait un congé à ses francs-tireurs, il appelait à l'œuvre ses troupes régulières de bachibouzouks, ses cosaques et ses régiments de la garde; il se préparait à livrer une bataille rangée.

L'ASSAUT AUX BASTILLES DE LA CENSURE

Le Soviet de Pétersbourg mena une fort belle campagne, — bien réglée, conforme à toutes les exigences de la politique, et victorieuse enfin, — pour la défense de la liberté de la presse. Il trouva un fidèle compagnon de lutte dans une jeune mais solide organisation professionnelle et politique : le Syndicat des Ouvriers de la Presse.

« La liberté de la presse, — déclarait un orateur ouvrier dans une nombreuse réunion du Syndicat qui précéda la grève d'octobre, — ne nous est pas seulement nécessaire en tant qu'avantage politique. Elle est pour nous une revendication économique. La littérature, arrachée aux tenailles de la censure, permettra l'épanouissement de l'art typographique et des branches d'industrie qui s'y rattachent. » Dès lors, les ouvriers de la presse engagent une lutte systématique contre les règlements de la censure. Précédemment déjà, pendant toute l'année 1905, les typographies légalement autorisées avaient imprimé de la littérature clandestine. Mais ce travail s'accomplissait avec toutes sortes de précautions et dans une mesure très limitée. A partir d'octobre, un grand nombre de compositeurs s'occupent de mettre en forme des écrits de nature illégale. On ne se gêne presque plus, dans les imprimeries, pour effectuer ce travail. En même temps, les ouvriers exercent une plus forte pression sur les éditeurs. Les compositeurs exigent que la publication des journaux se fasse sans tenir compte des règlements de la censure et menacent, s'ils n'obtiennent pas satisfaction, d'abandonner le travail. Le 13 octobre, se réunit une conférence de représentants des périodiques. Les reptiles du *Novoïé Vrémia* se trouvent assis à côté des radicaux de l'extrême-gauche. Et cette arche de Noé de la presse pétersbourgeoise décide « de ne point demander au gouvernement la liberté de la presse, mais de la réaliser de son propre chef ». Que de courage civique dans cette décision! Par bonheur, la grève générale protège les éditeurs et leur audace n'est guère mise à l'épreuve. La « constitution » vient ensuite à leur secours. Les dangers du martyre politique sont écartés, des perspectives plus radieuses s'ouvrent aux yeux, car on peut envisager une entente avec le nouveau ministère.

Le manifeste du 17 octobre ne disait rien de la liberté de la presse. Le comte Witte expliquait cependant aux députations libérales que ce silence était un signe d'assentiment, que la liberté de

la parole, qui était promise, s'étendait également à la presse. Mais, ajoutait le premier ministre, jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi sur la presse, la censure reste en vigueur. Hélas! il se trompait : sa censure constitutionnelle fut aussi impuissante que lui-même. Ce ne furent point les éditeurs, ce furent les ouvriers qui en décidèrent.

« Le manifeste du tsar a proclamé la « liberté » de la parole en Russie, — déclara le Soviet, le 19 octobre, — mais l'Administration Principale des Affaires de la Presse subsiste encore; le crayon de la censure continue ses exploits... La liberté de la parole imprimée reste à conquérir par les ouvriers. Le Soviet des Députés décide que seuls pourront sortir les journaux dont les rédacteurs garderont leur indépendance vis-à-vis du comité de la censure, ne soumettront point leurs numéros à l'approbation et procéderont comme le Soviet des Députés dans la publication de son journal. Par conséquent, les compositeurs et autres camarades ouvriers de la presse qui concourent par leur travail à la publication des journaux ne se mettront à l'œuvre qu'après avoir obtenu des rédacteurs la promesse formelle de réaliser la liberté de la presse. Jusqu'à ce moment, les ouvriers des journaux continueront la grève et le Soviet des Députés prendra toutes mesures nécessaires pour que les camarades en grève jouissent de leur salaire. Les journaux qui ne se soumettront point à la présente décision seront confisqués chez les marchands et détruits, les machines typographiques seront sabotées et les ouvriers qui auront passé outre à l'interdiction du Soviet seront l'objet d'un boycottage. »

Cette décision qui, quelques jours après, s'étendait à tous les journaux, livres et brochures, constitua la nouvelle loi sur la presse. La grève de l'imprimerie se poursuivit avec la grève générale jusqu'au 21 octobre. Le Syndicat des ouvriers de la presse décida de ne point rompre le chômage même pour l'impression du manifeste constitutionnel, — et cette volonté fut rigoureusement observée. Le manifeste ne parut qu'au *Moniteur* (*Pravitelstvenny Vestnik*), qui était composé par des soldats. Il faut ajouter qu'un journal réactionnaire, *la Lumière* (*Svet*) édita un exemplaire clandestin de la proclamation du tsar, et cela en se cachant de ses propres compositeurs. *La Lumière* paya chèrement ce geste : son imprimerie fut saccagée par les ouvriers des usines.

Neuf mois seulement s'étaient écoulés depuis le pèlerinage de janvier vers le Palais d'Hiver! Etait-ce possible! Dix mois auparavant, ce même peuple suppliait le tsar de lui accorder la liberté de la presse! Etait-ce bien vrai? Non, en vérité, notre vieux calendrier mentait! La révolution établit elle-même et pour elle-même le compte de ses années; ses mois sont des lustres, ses années des siècles.

Le manifeste du tsar ne trouva pas, parmi vingt mille typographes, un seul sujet disposé à le servir de ses mains. En revan-

che, les proclamations de la social-démocratie qui communiquaient le manifeste avec les commentaires indispensables, se répandirent en énormes quantités dès le 18 octobre. Et le deuxième numéro des *Nouvelles* (*Izvestia*) du Soviet qui parut ce jour-là fut distribué à tous les carrefours.

Tous les journaux déclarèrent après la grève qu'ils paraîtraient désormais sans se préoccuper de la censure. Cependant, pour la plupart, ils ne dirent pas un mot du véritable instigateur de cette mesure. Seul, le *Novoïé Vrémia*, par la plume de son Stolypine, frère du futur premier ministre, exprima une timide indignation : nous étions tout disposés, affirmait-il, à faire ce sacrifice sur l'autel de la libre presse; mais on est venu chez nous, on a exigé, on nous a forcés et on a gâté le plaisir que nous aurait donné cet acte d'abnégation. Un certain Bachmakov, éditeur de la réactionnaire *Voix du Peuple* (*Narodny Golos*) et du *Journal de Saint-Pétersbourg*, organe diplomatique qui se publiait en français, ne manifesta aucune disposition libérale, ne voulut pas faire bonne mine à mauvais jeu et sourire quand il avait la mort dans l'âme. Il demanda au ministère une dispense de censure pour ses épreuves et pour ses exemplaires et imprima une protestation furieuse dans la *Voix du Peuple :*

« Violant la loi par contrainte, — écrivait ce chevalier de la légalité policière, — bien que pour moi, et c'est ma ferme conviction, la loi, si mauvaise qu'elle soit, doive toujours être observée jusqu'à son abrogation régulière par le pouvoir légitime, je publie *malgré moi* le présent numéro sans l'avoir présenté à la censure et je reconnais que ce droit ne m'appartient pas. Je proteste de toute mon âme contre la violence morale qui m'est faite et je déclare que j'observerai la loi dès que la moindre possibilité s'en présentera, car, à cette époque de troubles, je considérerais comme un déshonneur d'être mis au nombre des grévistes. Alexandre Bachmakov. »

Cette déclaration caractérise à merveille les véritables rapports qui existèrent alors entre la légalité officielle et le droit révolutionnaire. Et, pour être juste, nous croyons nécessaire d'ajouter que la conduite de M. Bachmakov gagne beaucoup en comparaison avec celle du journal *Slovo* (*la Parole*), organe à tendance « octobriste », qui demanda officiellement au Soviet des Députés Ouvriers de lui délivrer l'ordre écrit de ne plus envoyer ses numéros à la censure. Pour fronder timidement l'ancien régime, ces gens-là avaient besoin d'y être autorisés par de nouveaux chefs.

Le Syndicat des Ouvriers de la Presse se tenait infatigablement sur ses gardes. Aujourd'hui, il devait réagir contre la tentative d'un éditeur pour enfreindre la décision du Soviet et entrer en rapports avec la censure qui dépérissait de désœuvrement... Demain, il avait à prévenir une tentative d'un autre genre : des gens voulaient se servir de la presse pour lancer un appel au pogrom.

Des cas de cette espèce se présentaient de plus en plus souvent. La lutte contre la publicité des pogroms commença par la confiscation de 100.000 exemplaires d'une proclamation, commandée et signée par « un groupe d'ouvriers »; ce document appelait la population à s'insurger contre les « nouveaux tsars » — c'est-à-dire contre les social-démocrates. Sur le texte original de cet appel, on pouvait lire les signatures du comte Orlov-Davydov et de la comtesse Moussina-Pouchkina. Les compositeurs demandèrent des instructions au Comité Exécutif, qui leur envoya la prescription suivante: arrêter les machines, détruire les stéréotypes, confisquer les épreuves et les exemplaires. Quant à l'appel lui-même de ces voyous du grand monde, le Comité Exécutif l'imprima avec des commentaires appropriés dans un journal social-démocrate.

« Lorsque le texte ne contient pas un appel direct à la violence et aux pogroms, l'impression aura lieu sans empêchement », — tel fut le principe général établi de concert par le Comité Exécutif et par le Syndicat des Ouvriers de la Presse. Grâce aux efforts conjugués des compositeurs et du Comité, toute la publicité des pogroms fut définitivement exclue des imprimeries privées : seuls le département de la police et la direction de la gendarmerie, fermant leurs volets et barricadant leurs portes, imprimaient maintenant ces appels sanguinaires sur des machines à bras enlevées jadis aux révolutionnaires.

La presse réactionnaire paraissait à peu près sans difficultés. Il y eut, il est vrai, dans les premiers jours, quelques petites exceptions. Nous savons qu'à Pétersbourg des compositeurs essayèrent un jour d'ajouter des remarques à un article réactionnaire; il y eut aussi un certain nombre de protestations contre les inepties grossières que commettaient les ennemis de la révolution. A Moscou, les compositeurs refusèrent d'imprimer le programme du groupe des octobristes qui venait de se former.

« Voilà, messieurs, ce qu'on appelle la liberté de la presse! — gémissait alors Goutchkov (qui devait être plus tard le chef de l'Union du 17 Octobre) dans un congrès de zemstvos. — En vérité, c'est encore l'ancien régime, par l'autre bout. Il ne nous reste qu'à utiliser les recettes de ce régime : nous ferons imprimer à l'étranger ou bien nous organiserons une typographie clandestine. »

Bien entendu, l'indignation des pharisiens de la liberté capitaliste ne connaissait point de bornes... Ils croyaient avoir raison en ce sens que le compositeur n'est pas responsable du texte qu'il compose. Mais, à cette époque exceptionnelle, les passions politiques atteignirent un tel degré que l'ouvrier, même dans la sphère de sa profession, n'oubliait jamais, un seul instant, sa responsabilité devant la révolution. Les compositeurs de certaines publications réactionnaires allèrent jusqu'à quitter leurs places, se condamnant ainsi, volontairement, à la gêne. Sans doute, ils violaient ainsi « la liberté de la presse », lorsqu'ils refusaient de mettre en

forme les calomnies de la réaction ou des libéraux contre cette classe ouvrière à laquelle ils appartenaient. Ils allaient même jusqu'à violer les engagements de leur contrat.

Mais le capital est tellement pénétré de cette métaphysique de violence que comporte le soi-disant « libre embauchage », qui oblige des ouvriers à accomplir les besognes les plus détestables, à construire des prisons et des cuirassés, à forger des chaînes et des menottes, à imprimer les mensonges de la bourgeoisie, qu'ils trouvent toujours des blâmes pour ceux qui refusent, au nom de la morale de leur classe, d'exécuter des travaux de ce genre : le capital voit en cela une violation tantôt de la « liberté du travail », tantôt de la « liberté de la presse ».

⁂

Le 22 octobre, les journaux russes sortaient affranchis de leurs entraves séculaires. Tout un essaim d'anciens et de nouveaux journaux bourgeois continuait à paraître : pour eux, la possibilité de tout dire était une malédiction et non pas une bénédiction, car, à cette époque, ils n'avaient *rien* à dire; ils ne trouvaient point, dans leur vocabulaire, les mots qui leur auraient permis de converser avec le nouveau lecteur; l'anéantissement du gendarme de la censure laissait subsister le gendarme qu'ils portaient en eux-mêmes, leur prudence obséquieuse devant l'autorité; parmi cette confrérie qui revêtait son impuissance politique de la toge somptueuse qu'on nomme raison d'Etat, ou bien l'ornait des grelots d'un radicalisme de bazar, la voix de la presse socialiste retentit alors claire et courageuse.

« Notre journal est l'organe du prolétariat révolutionnaire, — déclarait alors le *Début* (*Natchalo*), social-démocrate. — Le prolétariat russe, par son abnégation dans la lutte, nous a ouvert le champ de la parole libre; nous mettrons notre libre parole au service du prolétariat russe. » Publicistes du socialisme russe, qui longtemps avions vécu en taupes de la révolution, nous connûmes alors la joie et la valeur d'une existence à ciel ouvert, en plein air, le prix de la libre parole; nous qui étions sortis dans les ténèbres de la réaction, lorsque les vents hurlaient, lorsque les chouettes sinistres volaient de tous côtés; nous, peu nombreux, faibles, dispersés, inexpérimentés, presque des enfants, — contre l'effroyable Bête de l'Apocalypse; nous, armés seulement d'une indéfectible foi en l'évangile du socialisme international, — contre un ennemi puissant, couvert de pied en cap de l'armure du militarisme international! Tapis, dissimulés dans les fissures de la société « légale », nous avions déclaré à l'autocratie une guerre sans merci; il s'agissait pour nous de vie ou de mort. Quelle avait été notre arme? La parole. Si l'on voulait évaluer le nombre d'heures de prison et de lointaines déportations que dut payer notre parti pour chaque

parole révolutionnaire, les chiffres seraient terribles à lire... Epouvantable statistique de nos ressources nerveuses et du sang de nos cœurs!

Sur la longue voie, semée de pièges et de chausse-trappes qui s'étend entre l'écrivain « illégal » et le lecteur non moins « illégal », il y a toute une série d'intermédiaires « illégaux » : le compositeur, le colporteur, l'agent de propagande... Combien d'efforts et de dangers! Il suffit d'un faux-pas pour que le travail de tous soit anéanti... Combien de typographies furent confisquées avant d'avoir eu le temps de se mettre au travail. Combien d'imprimés ne réussirent point à atteindre le lecteur, mais furent brûlés dans les cours des gendarmeries! Combien de travail en pure perte, de forces paralysées, d'existences brisées!

Nos misérables hectographes, les presses à bras que nous fabriquions nous-mêmes en grand secret, voilà les instruments que nous opposions aux rotatives du mensonge gouvernemental et du libéralisme autorisé! N'était-ce point lutter avec la hache primitive contre le canon Krupp? On se moquait de nous, on nous bernait. Cependant, durant les journées d'octobre, ce fut la hache de silex qui l'emporta. La parole révolutionnaire s'ouvrit l'espace, s'enivra de sa propre force.

Le succès de la presse révolutionnaire fut immense. A Pétersbourg, paraissaient deux grands journaux social-démocrates; l'un d'eux compta dès le premier jour plus de cinquante mille abonnés; l'autre, à bon marché, éleva son tirage, en deux ou trois semaines, jusqu'à cent mille exemplaires. Le grand journal des socialistes-révolutionnaires fut aussi largement répandu. En même temps, la province qui, rapidement, s'était donné une presse socialiste, réclamait cependant, et de plus en plus, les publications révolutionnaires de la capitale.

La situation de la presse, comme en général toutes les conditions de la vie politique, était très variée et fort inégale dans les différentes régions du pays. Tout dépendait de la force que pouvait manifester la réaction, de la vigueur que possédait la révolution. Dans la capitale, la censure n'existait plus en fait. En province, elle s'était maintenue mais, sous l'influence des journaux de Pétersbourg, elle avait lâché la bride. La lutte de la police contre la presse révolutionnaire se poursuivait au petit bonheur, manquait de tout principe, de toute idée directrice. On édictait la confiscation de certaines publications, mais personne ne se chargeait sérieusement d'exécuter ces ordres. Les numéros des journaux social-démocrates soi-disant confisqués se vendaient ouvertement, non seulement dans les quartiers ouvriers, mais sur la Perspective Nevsky. La province dévorait la presse de la capitale comme une manne. A l'arrivée des trains-postes, se rangeaient, dans les gares, de longues files d'acheteurs de journaux. On s'arrachait les nouvelles. Quelqu'un déchirait d'une main impatiente

la banderole de la *Gazette de Russie* (*Rousskaïa Gazeta*) et lisait à haute voix les principaux articles. Les locaux de la gare étaient bondés et ressemblaient plutôt à une tumultueuse salle de conférences. Cela se répétait de jour en jour et devenait un système. Mais parfois, assez souvent même, l'attitude passive de la police faisait place à l'arbitraire et à des violences effrénées. Les sous-officiers de gendarmerie confisquaient la presse « séditieuse » de la capitale, dans les wagons mêmes, et la détruisaient par paquets entiers. La police poursuivait avec un acharnement particulier les revues satiriques. C'était Dournovo qui dirigeait la chasse, lui qui, plus tard, proposa de rétablir la censure préalable des dessins. Il avait ses raisons pour cela : la caricature, s'autorisant de l'opinion exprimée jadis par Alexandre III, fixait invariablement la tête stupide du ministre de l'Intérieur sur le corps d'un cochon... Dournovo, cependant, n'était point seul dans ses rancunes; tous les aides de camp, les chambellans, les maîtres de la Cour, les grands veneurs, les grands écuyers, ressentaient comme lui une soif de vengeance.

Cette bande avait réussi à mettre la main sur le projet de loi concernant la presse, que le ministre avait élaboré dans le but, disait-on, « de réaliser la liberté de la presse dès à présent, en attendant la sanction législative de la Douma d'Etat »; en réalité, le ministère voulait refréner cette liberté qui, grâce au prolétariat de Pétersbourg, existait déjà de fait. Le règlement provisoire du 24 novembre qui maintenait la presse comme autrefois entre les mains de l'administration, prévoyait des peines non seulement pour tout appel à la grève, pour toute manifestation, mais aussi pour les insultes à l'armée, pour la diffusion de fausses nouvelles au sujet des actes du gouvernement, et pour toute information erronée en général. En Russie, c'est la coutume que tout « règlement provisoire » devienne une sorte de loi des plus durables. Il en fut ainsi du règlement provisoire sur la presse. Il fut édicté en attendant la convocation de la Douma d'Etat; mais tous les intéressés le boycottèrent, et ce fut un règlement en l'air comme le ministère même de Witte. Cependant la victoire de la contre-révolution en décembre nettoya le terrain pour la loi de Witte sur la presse. Elle entra en vigueur accompagnée de nouvelles peines prévues pour tout éloge adressé à un criminel; l'utilisation de cette loi était remise à la discrétion des gouverneurs et des chefs de la police; ainsi présentée, la loi subsista pendant la première Douma, pendant la seconde et elle survivra à la troisième...

⁂

Pour achever de dépeindre la lutte qui fut menée au nom de la liberté de la presse, il nous reste à raconter par quels procédés les *Nouvelles* (*Izvestia*) du Soviet des Députés Ouvriers parais-

BOGDANE KNOUNIANTZ RADINE,

membre du Comité Exécutif du Soviet de Pétersbourg, représentant du Parti bolchévik, mort en 1911.

saient au jour. Car l'histoire de la publication de ces bulletins de la révolution illustre d'une page intéressante le récit de la lutte entreprise par le prolétariat russe pour l'émancipation de la parole.

Le premier numéro fut imprimé avant le manifeste de la « Constitution »; il fut tiré en petit format, à fort peu d'exemplaires, dans une typographie particulière, secrètement, moyennant argent. Le second numéro fut imprimé le 18 octobre (1). Un groupe de volontaires se rendit à l'imprimerie du *Syn Otetchestva* (*le Fils de la Patrie*), organe radical qui, un peu plus tard, passa entre les mains des socialistes-révolutionnaires. L'administration parut perplexe. La situation était trouble et l'on ne savait pas encore quelles conséquences pourrait avoir l'impression d'une publication révolutionnaire.

— Les choses pourraient s'arranger si vous nous mettiez en état d'arrestation, — déclara un des membres de l'administration.

— Vous êtes arrêté, — lui répondit-on.

— Par la force armée, — ajouta un autre en tirant de sa poche un revolver.

— Vous êtes arrêté! On vous arrête! Je vous arrête! — disaient des voix dans l'imprimerie et dans les salles de la rédaction.

— Qu'on laisse entrer tous ceux qui viendront, mais qu'on ne laisse sortir personne!

— Où se trouve votre téléphone?... Tenez-vous près du téléphone! — commandait-on.

Le travail commença; de nouvelles figures se présentaient à tous moments à l'imprimerie. Les collaborateurs arrivaient, les compositeurs demandaient leur compte. On appela les compositeurs à l'atelier et on les plaça devant leurs casses; les collaborateurs du journal furent chargés d'écrire des entrefilets. Le travail battait son plein.

L'imprimerie *l'Utilité Sociale* (*Obchestvennaïa Polza*) est occupée. Toutes les issues sont fermées. Des sentinelles sont placées.

Dans la salle de stéréotypie, on voit arriver l'ouvrier. Les châssis sont démontés, on allume le poêle. Des figures inconnues se montrent alentour.

— Qui donne des ordres ici? Qui vous a permis?... s'écrie un arrivant, et il se met en devoir d'éteindre le feu. On le repousse et on le menace de l'enfermer dans un cabinet de débarras. — Mais, enfin, que se passe-t-il ici?

(1) Tous les épisodes qui vont suivre sont relatés d'après un mémoire du principal organisateur des « typographies volantes » du Soviet, le cam. Simanovsky : *Comment on imprimait les* Izvestia *du Soviet des Députés Ouvriers.*

On lui explique que l'on imprime le numéro trois des *Izvestia* du Soviet des Députés Ouvriers.

— Vous auriez dû le dire plus tôt?... Est-ce que je...? Je suis toujours disposé... — Et le travail se poursuit énergiquement sous la direction expérimentée du patron.

— Comment allez-vous faire pour imprimer? L'électricité ne marche plus! — s'écrie le gérant que l'on vient d'arrêter.

— De quelle station la recevez-vous? Nous l'aurons dans une demi-heure.

Le gérant nomme la station, mais il reste sceptique sur la déclaration qu'on lui a faite. Voilà déjà plusieurs jours qu'il réclame, sans pouvoir l'obtenir, l'électricité au moins pour éclairer les locaux; à la station, des matelots ont remplacé les ouvriers en grève et l'on ne fournit l'électricité qu'aux établissements de l'Etat.

Exactement une demi-heure plus tard, l'électricité brille dans les lampes, et les moteurs peuvent fonctionner. Les personnages de l'administration montrent alors un étonnement mêlé d'une singulière déférence. Quelques minutes encore et l'ouvrier que l'on avait envoyé revient avec une note de l'officier qui commande la station d'électricité. « Sur requête du Soviet des Députés Ouvriers, le courant électrique sera fourni à la maison numéro 39 de la rue Bolchaïa Podiatcheskaïa pour la typographie *l'Utilité Sociale*. Signature.

Les agresseurs et les personnes arrêtées travaillent en commun et fort gaiement; le numéro trois est tiré à une énorme quantité d'exemplaires.

Finalement, l'endroit où l'on imprime les *Izvestia* est connu de la police. Elle se présente à la typographie, mais trop tard : les *Izvestia* ont été enlevées, les formes sont démontées. Il arriva pourtant une fois, dans la nuit du 4 novembre, pendant la deuxième grève, que la police réussit à rencontrer et à prendre en flagrant délit la compagnie volante des *Izvestia*. Cela se produisit à l'imprimerie du journal *Notre Vie* (*Nacha Jisn*), où la besogne marchait depuis presque deux jours. Comme les compagnons refusaient d'ouvrir les portes, la police les enfonça. « Soutenus par une compagnie d'infanterie, baïonnette au canon, le revolver à la main, — raconte Simanovsky, — les commissaires et les agents de police firent irruption dans l'atelier mais s'arrêtèrent, déconcertés, devant le pacifique tableau qu'ils découvraient: les compositeurs continuaient leur travail fort tranquillement sans s'inquiéter des baïonnettes menaçantes. »

— Nous sommes tous ici par ordre du Soviet des Députés Ouvriers, — déclarèrent les travailleurs, — et nous exigeons que la police s'éloigne; si elle refusait de sortir, nous ne pourrions répondre de la conservation des instruments et du mobilier de la typographie.

Tandis que les pourparlers avec la police se poursuivaient, tandis qu'elle ramassait les manuscrits originaux et les épreuves et les scellait aux tables de travail, les ouvriers ne perdaient pas leur temps et faisaient de la propagande parmi les soldats et les agents de police : on leur lisait à mi-voix l'appel que le Soviet avait adressé aux soldats, on leur distribuait des numéros des *Izves-*

A. SIMANOVSKY
Organisateur de la saisie à main armée des grandes imprimeries pour la mise sous presse des *Nouvelles* du Soviet.

tia. Les noms des compositeurs furent ensuite relevés sur une liste et l'on mit les ouvriers en liberté; les portes de l'imprimerie furent fermées et scellées, des policiers y furent placés en sentinelles. Mais, hélas! lorsque, le lendemain, le juge d'instruction se présenta, il ne trouva rien de ce qu'il cherchait. Les portes étaient fermées, les scellés étaient intacts, mais les formes, les épreuves et les manuscrits avaient disparu. Tout cela avait été transporté à l'imprimerie de *l'Information de la Bourse* (*Birjevyia Védomosti*), où l'impression du numéro six des *Izvestia* se faisait à ce moment même sans difficultés.

Dans la soirée du 6 novembre eut lieu le plus étonnant et le plus risqué des actes de ce genre : on s'empara de l'immense imprimerie du *Novoïé Vrémia*. L'important journal réaction-

naire consaera, le lendemain, à cet événement, deux articles dont l'un était intitulé : *Comment on imprime le journal officiel du prolétariat.*

Voici de quelle manière « la victime » relate cette affaire :

Vers six heures du soir, trois jeunes hommes se présentèrent à l'imprimerie du journal... Le gérant venait justement d'arriver. On lui annonça les nouveaux venus qu'il fit entrer dans son cabinet

— Faites sortir tout le monde, — dit un des jeunes hommes au gérant; — nous avons besoin de causer avec vous sans témoins.

— Vous êtes trois et je suis seul, — répondit le gérant; — je préfère qu'il y ait ici quelqu'un pour nous entendre.

— Nous vous invitons à faire sortir tout le monde. Que l'on se mette si vous voulez dans la chambre voisine : nous n'avons que deux mots à vous dire.

Le gérant donna son assentiment. Les inconnus lui déclarèrent alors qu'ils étaient là par ordre du Comité Exécutif et qu'ils avaient pour instruction de saisir l'imprimerie du *Novoïé Vrémia* et d'y mettre sous presse le numéro sept des *Izvestia.*

— Je ne puis rien vous dire là-dessus, — répliqua le gérant. — La typographie ne m'appartient pas; je serai obligé de m'entendre avec le patron.

— Il vous est interdit de sortir de l'imprimerie; si vous avez besoin de votre patron, faites-le venir ici, — répondirent les députés.

— Je puis lui communiquer votre proposition par téléphone.

— Non; il vous sera simplement permis de l'appeler par téléphone.

— C'est bon...

Le gérant se dirigea vers le téléphone, accompagné par les deux députés et demanda Souvorine (le fils). Celui-ci refusa de venir pour raison de santé, mais envoya à sa place un membre de la rédaction, nommé Goldstein.

Celui-ci a décrit les événements qui suivirent d'une façon assez véridique, en ajoutant seulement quelques petits détails destinés à marquer d'une façon avantageuse le courage civique qu'il crut déployer en cette occasion. « Lorsque j'approchai de l'imprimerie, — a-t-il raconté, — les becs de gaz étaient éteints. Devant l'établissement et aux abords, j'aperçus quelques groupes peu nombreux et, devant la porte, huit ou dix hommes. Dans la cour, tout près de l'entrée, il y en avait trois ou quatre. Je trouvai là le chef des garçons de cour qui me conduisit au cabinet de l'administration. Le gérant était là avec trois jeunes hommes qui me parurent être des ouvriers. Comme j'entrais, ils se levèrent.

— Qu'avez-vous à me dire, messieurs? — demandai-je.

Pour toute réponse, un des jeunes hommes me mit sous les

yeux un papier qui portait l'injonetion du Soviet des Députés Ouvriers d'avoir à imprimer le prochain numéro des *Izvestia* dans la typographie du *Novoïé Vrémia*. Cet ordre avait été éerit sur un ehiffon de papier et il était marqué de je ne sais quels eaehets.

— C'est maintenant le tour de votre imprimerie, — me déelara un des envoyés.

— Qu'entendez-vous par là : « C'est maintenant le tour »? — demandai-je.

— Nous avons tiré nos numéros à *la Russie*, à *Notre Vie*, au *Fils de la Patrie*, à *l'Information de la Bourse;* maintenant ee sera ehez vous... Il faut que vous nous donniez votre parole d'honneur, pour vous et pour Souvorine, de ne pas nous dénoneer avant que nous n'ayons aehevé le travail.

— Je ne puis répondre pour Souvorine et je n'ai aucune envie, personnellement, de vous donner ma parole d'honneur.

— Dans ee cas, nous ne vous permettrons pas de sortir.

— Je sortirai par la foree. Je vous en avertis, je suis armé...

— Nous sommes armés également, — répondirent les députés en montrant leurs revolvers.

— Faites venir le gardien et le ehef des garçons de cour, — dit eneore un des députés au gérant.

Celui-ei m'interrogea du regard. Je fis un geste d'impuissanee. On fit venir le gardien. On l'obligea à se défaire de sa pelisse. Le ehef des garçons de cour vint aussi au bureau. Nous fûmes tous mis en état d'arrestation. Une minute plus tard, des pas nombreux retentissaient dans l'esealier; à la porte du bureau, dans le vestibule, des ineonnus se rassemblaient.

La saisie avait lieu.

Les trois députés sortaient à tout instant, revenaient, déployaient une fort grande aetivité...

— Permettez-moi, — dis-je à l'un d'eux, — de vous demander sur quelle maehine vous avez l'intention de travailler?

— Sur la rotative.

— Mais, si vous l'abîmez?...

— Nous avons un exeellent eontremaître.

— Et le papier, où le prendrez-vous?

— Chez vous.

— Mais e'est du pillage en règle, e'est un vol qualifié!

— Qu'y faire?... »

En fin de eompte, M. Goldstein se résigna, fit vœu de garder un silence religieux et on le relâeha.

« Je deseendis, — raeonte-t-il. — Sous la porte eoehère, les ténèbres étaient absolues. Près de l'entrée, revêtu de la pelisse empruntée au gardien, un « prolétaire » montait la garde, muni

d'un revolver. Un second fit briller une allumette, un troisième mit la clef dans la serrure. Le pêne glissa, le guichet s'ouvrit et je sortis... »

La nuit se passa tranquillement. Le gérant de l'imprimerie, à qui on avait proposé de le renvoyer sur parole, refusa de quitter la place. Les « prolétaires » le laissèrent tranquille... La composition avançait avec une lenteur relative, les manuscrits se faisaient d'ailleurs attendre. La copie concernant les affaires du jour n'avait pas encore été envoyée. Lorsque le gérant conseillait d'activer le travail, on lui répondait : « Nous avons le temps; rien ne nous réclame au dehors. » Enfin, vers cinq heures du matin, le metteur en pages et le correcteur se montrèrent, — on vit bientôt que c'étaient des gens d'expérience...

« La composition fut terminée à six heures du matin. On s'occupa aussitôt de préparer les formes et de fondre le stéréotype. Le gaz qui devait servir à chauffer le four de la stéréotypie manquait à cause de la grève. Deux ouvriers furent envoyés en mission et le gaz fut obtenu. Toutes les boutiques étaient fermées mais, durant toute la nuit, des provisions arrivèrent sans difficultés. Les boutiques s'ouvraient quand les prolétaires le voulaient. A sept heures du matin, on procéda à l'impression du journal officiel du prolétariat. On travaillait à la rotative et la besogne s'accomplissait sans accrocs. Elle dura jusqu'à onze heures du matin. Alors, les ouvriers quittèrent la typographie, emportant des paquets du journal imprimé. Le transport se fit sur des voitures de place que l'on avait raccolées en nombre suffisant, de divers endroits de la ville... La police ne fut renseignée que le lendemain et ouvrit de grands yeux... »

Une heure après l'achèvement du travail, un fort détachement de police, soutenu par une compagnie d'infanterie, par des cosaques et par des garçons de cour, faisait irruption dans le local du Syndicat des Ouvriers de la Presse pour confisquer le numéro sept des *Izvestia*. La police se heurta à une résistance des plus énergiques. On lui déclara que les numéros qui restaient encore (153, sur les 35.000 qu'on avait imprimés) ne lui seraient pas livrés de bon gré. En de nombreuses imprimeries de la ville, les compositeurs, lorsqu'ils apprirent l'intrusion de la police dans le local de leur syndicat, arrêtèrent aussitôt le travail qui venait de reprendre après la grève d'octobre, pour laisser venir les événements. La police offrit un compromis : les personnes présentes se détourneraient et feraient semblant de ne rien voir, la police volerait les *Izvestia* et mettrait dans son procès-verbal que la confiscation avait eu lieu de force. Mais le compromis fut résolument repoussé. La police n'osa employer la violence et se retira en bon ordre sans avoir saisi un seul exemplaire des *Izvestia*.

Après la saisie de l'imprimerie du *Novoïé Vrémia*, le préfet de police déclara dans un ordre du jour que les gens de police

qui toléreraient dans leur quartier de pareils attentats en seraient rendus responsables et encourraient des peines sévères. Le Comité Exécutif répondit que les *Izvestia*, que l'on ne publiait que pendant les grèves générales, continueraient à paraître à l'avenir comme jadis, toutes les fois qu'on en aurait besoin; et en effet, pendant la grève de décembre, le deuxième Soviet des Députés Ouvriers (après l'arrestation du premier) publia encore quatre numéros des *Izvestia*.

La relation détaillée que donna le *Novoïé Vrémia* de l'incursion que l'on avait faite dans son imprimerie eut des résultats fort inattendus. Les révolutionnaires de province suivirent l'exemple de Pétersbourg et, dès lors, les saisies opérées sur les imprimeries, pour les besoins de la littérature révolutionnaire, se multiplièrent dans toute la Russie... Il faut d'ailleurs formuler certaines réserves sur la nature de ces opérations. Laissons de côté les imprimeries des journaux de gauche, dont l'administration ne demandait qu'à être déchargée de toute responsabilité et par conséquent se déclarait désireuse d'être mise en arrestation. Mais l'épisode retentissant du *Novoïé Vrémia* n'aurait pas été possible sans le concours passif ou actif de tout le personnel. Lorsque celui qui dirigeait les opérations proclamait dans l'imprimerie « l'état de siège » et relevait ainsi de toute responsabilité le personnel, toute différence disparaissait bientôt entre les assiégeants et les assiégés; le compositeur sous le coup de l'arrestation prenait en mains le texte révolutionnaire, le maître-ouvrier prenait place devant sa machine, et le gérant exhortait aussi bien ses salariés que les ouvriers du dehors à hâter le travail. Les procédés de saisie n'avaient pas été rigoureusement calculés et la violence physique n'aurait jamais assuré le succès; il faut escompter ici l'atmosphère de sympathie révolutionnaire qui seule pouvait rendre efficace l'activité du Soviet.

On se demandera peut-être avec étonnement pourquoi le Soviet dut recourir au dangereux procédé des attentats nocturnes pour imprimer son journal. La presse social-démocrate se publiait alors ouvertement. Par le ton, elle différait peu des *Izvestia*. Elle imprimait intégralement les décisions du Soviet, les comptes rendus de ses séances. Il est vrai aussi que les *Izvestia* paraissaient à peu près exclusivement pendant les grèves générales, lorsque le reste de la presse gardait le silence. Mais il aurait dépendu du Soviet de faire une exception pour les journaux social-démocrates dont la publication était absolument légale et de se dispenser ainsi du besoin de commettre des attentats sur les imprimeries de la presse bourgeoise. Il ne le fit pourtant pas. Pourquoi?

Cette question, posée isolément, resterait sans réponse. Mais on comprendra tout si l'on considère le Soviet dans son ensemble, depuis sa formation, dans toute sa tactique, comme l'expression organisée du droit suprême de la révolution au moment de son

effort le plus intensif, lorsqu'elle ne veut et ne peut accepter aucun accommodement avec l'ennemi, lorsqu'elle marche brisant tout devant elle, élargissant par une poussée héroïque son territoire et emportant tous les obstacles. Pendant les grèves générales, lorsque toute la vie sociale était suspendue, l'ancien régime se faisait un point d'honneur d'imprimer sans interruption son *Moniteur* (*Pravitelstvenny Viéstnik*), et il le faisait sous la protection des troupes. Le Soviet opposait à ce procédé celui de ses compagnies ouvrières et publiait l'organe de la révolution.

L'OPPOSITION ET LA RÉVOLUTION

Ainsi, le manifeste, au lieu de rétablir l'ordre, avait contribué à révéler dans toute son ampleur l'antagonisme qui existait entre les pôles sociaux : d'un côté la réaction pogromiste de la noblesse et des bureaux, de l'autre la révolution ouvrière. Durant les premiers jours, ou pour mieux dire durant les premières heures, il sembla même que le manifeste n'avait apporté aucun changement dans l'état d'esprit des éléments les plus modérés de l'opposition. Pourtant, ce n'était qu'une apparence. Le 18 octobre, une des plus puissantes organisations capitalistes, le « Comptoir Consultatif des Métallurgistes » écrivait au comte Witte : « Nous devons le déclarer sans ambages : la Russie n'a de foi que dans les faits; son sang et sa misère ne lui permettent plus de donner créance à de pures paroles ». En réclamant une amnistie complète, le Comptoir Consultatif « constate, avec un plaisir tout particulier que du côté des masses révolutionnaires la violence ne s'est manifestée que dans des limites très étroites et que ces masses ont su observer une discipline vraiment inexprimable. » Le Comptoir déclare qu' « en théorie » il est peu porté à reconnaître la nécessité d'un suffrage universel; mais il a dû reconnaître que « la classe ouvrière, qui avait manifesté avec tant de force sa conscience politique et sa discipline de parti, doit prendre part à l'administration des affaires publiques ». Tout cela était exprimé en termes larges et généreux, mais, hélas! ce n'était pas pour longtemps. Il serait un peu trop simple d'affirmer que nous sommes ici en présence d'une politique exclusivement décorative. Sans aucun doute, certaines illusions jouaient un grand rôle dans cette affaire : le capital espérait encore qu'une large réforme politique déclancherait immédiatement le mécanisme de l'industrie, affranchie de tout obstacle. C'est ce qui explique qu'une partie considérable des entrepreneurs, — si ce n'est la majorité, — gardèrent vis-à-vis de la grève d'octobre une attitude d'amicale neutralité. On ne recourut presque pas au *lock out*. Les propriétaires des fabriques métallurgiques du rayon de Moscou décidèrent de refuser les services des Cosaques.

Mais la plus grande marque d'approbation que l'on donna aux intentions politiques de la lutte fut le paiement aux ouvriers de leurs salaires pour tout le temps de la grève d'octobre : s'attendant à un épanouissement de l'industrie sous « le régime de la légalité », les entrepreneurs libéraux inscrivirent sans discuter cette dépense

sous la rubrique des frais extraordinaires de production. Mais, en payant aux ouvriers leur congé, le capital déclara sèchement : c'est pour la dernière fois! La force de l'attaque menée par les ouvriers lui faisait comprendre la nécessité de la prudence. Les espérances les plus chères du capital ne furent pas justifiées : le mouvement des masses, après la promulgation du manifeste ne s'apaisa pas; au contraire, de jour en jour, il manifestait une force plus grande, une indépendance plus absolue, un caractère de révolution sociale mieux marqué. Tandis que les planteurs de la production sucrière se voyaient menacés d'une confiscation des terres, toute la bourgeoisie capitaliste, en son ensemble, devait reculer pas à pas devant les ouvriers, en augmentant les salaires et en diminuant les heures de travail.

Indépendamment de la crainte inspirée par le prolétariat révolutionnaire et qui s'était accrue fiévreusement pendant les deux derniers mois de 1905, certains intérêts plus étroits mais non moins sérieux poussaient le capital vers une alliance immédiate avec le gouvernement. Au premier plan, c'était un besoin prosaïque mais impérieux, — le besoin d'argent; les convoitises des entreprenеurs et leurs attaques avaient toutes pour objet la Banque de l'Etat. Cette institution servait de presse hydraulique à la « politique économique » de l'autocratie, dont Witte fut le grand maître, pendant dix ans. Des opérations de la banque et, en même temps, de l'opinion et des sympathies du ministre dépendait *l'être ou ne pas être* des grosses entreprises. Entre autres causes, certains prêts accordés en dépit des statuts, l'escompte de fantastiques lettres de change, et en général le favoritisme dans le domaine de l'économie politique contribuaient au revirement de l'opposition capitaliste. Lorsque sous la triple influence de la guerre, de la révolution et de la crise générale, la banque réduisit ses opérations au minimum, un grand nombre de capitalistes se trouvèrent aux abois. Ils ne se soucièrent plus de perspectives politiques générales, — ils avaient besoin d'argent coûte que coûte. « Nous ne croyons plus aux paroles, — déclarèrent-ils au comte Witte à deux heures du matin, dans la nuit du 18 au 19 octobre, — donnez-nous des faits ». Le comte Witte plongea la main dans la caisse de la Banque de l'Etat et leur distribua « des faits »... Une grande quantité de faits. L'escompte se releva brusquement, — il fut de 138,5 millions de roubles en novembre et décembre 1905, contre 83,1 millions pour la même période en 1904. Le crédit des banques privées s'augmenta d'une manière encore plus considérable : 148,2 millions de roubles au 1er décembre 1905 contre 39 millions en 1904. Les opérations de tous genres s'accrurent également. « Le sang et la misère de la Russie » dont faisait état, comme nous l'avons vu plus haut, le Syndicat capitaliste, furent escomptés par le gouvernement de Witte, — et le résultat de cette opération se traduisit par la formation de « l'Union du 17 Octobre ». Ainsi,

nous trouvons au chevet de ce parti non pas une faveur politique, mais un simple pot-de-vin. Dans la personne de ces entrepreneurs, organisés en unions « professionnelles » ou politiques, le Soviet des Députés Ouvriers trouva dès ses premiers pas un ennemi résolu et conscient.

Mais si les octobristes eurent au moins l'audace de prendre nettement position contre la révolution, il faut reconnaître le rôle vraiment pitoyable que joua alors le parti du radicalisme intellectuel et petit-bourgeois qui devait, six mois plus tard, exercer sa faconde sur les planches du Palais de Tauride. Nous voulons parler des cadets (k.-d., — constitutionnels-démocrates).

Au plus fort de la grève d'octobre, le congrès fondateur de ce parti tenait ses séances. La moitié au moins des délégués manquaient. La grève des chemins de fer leur avait coupé la route. Le 14 octobre, le nouveau parti définit son attitude devant les événements : « Le parti, donnant son entier assentiment aux revendications, croit de son devoir de se déclarer entièrement solidaire avec le mouvement gréviste. Il renonce résolument (résolument!) à la pensée d'arriver à ses fins au moyen de pourparlers avec les représentants du pouvoir ». Il fera tout pour prévenir une collision, mais s'il n'y réussit pas, il déclare d'avance que ses sympathies et son appui iront au peuple. Trois jours plus tard, le manifeste de la constitution était signé. Les partis révolutionnaires sortirent brusquement des cachettes de malédiction où ils étaient enterrés, et, sans avoir eu le temps d'essuyer la sueur de sang dont ils étaient couverts, se plongèrent corps et âme dans les masses populaires, les appelant et les groupant pour la lutte. Ce fut une grande époque : le marteau de la révolution forgeait de nouvelles âmes.

Mais que pouvaient faire en cette circonstance les cadets, politiciens en frac, orateurs de barreau, tribuns des zemstvos? Ils attendirent passivement le mouvement de la piscine constitutionnelle. Le manifeste existait mais le parlement manquait encore. Ils ne savaient pas quand et comment le parlement viendrait et s'il viendrait même. Le gouvernement ne leur inspirait aucune confiance, la révolution encore moins. Leur rêve eût été de sauver la révolution d'elle-même, mais ils n'en voyaient pas le moyen. Ils n'osaient se montrer dans les réunions populaires. Leur presse donnait l'expression de leur débilité et de leur lâcheté. On lisait peu ce qu'ils imprimaient. Ainsi, en cette période de la révolution russe la plus chargée de responsabilités, les cadets n'avaient qu'à se croiser les bras. Un an plus tard, Milioukov, qui ne discutait point le fait, s'efforça de justifier son parti non de ce qu'il avait refusé ses forces à la révolution, mais de ce qu'il n'avait rien fait pour l'entraver. « Toute manifestation d'un parti tel que celui des constitutionnels-démocrates, écrit-il pendant les élections de la Deuxième Douma, était absolument impossible dans les der-

niers mois de 1905. Ceux qui reprochent maintenant au parti de n'avoir point protesté alors, par l'organisation de meetings, contre les illusions révolutionnaires du trotskisme... ne comprennent pas ou ne se rappellent pas quel était alors l'état d'âme du public démocratique qui se rassemblait dans les meetings ». Telle est la justification de ce parti « populaire » : il n'osa pas se montrer au peuple, de crainte de l'épouvanter!

En cette période, l'Union des Unions joua un rôle plus avantageux. La grève d'octobre se généralisa avec le concours actif des intellectuels radicaux. En organisant des comités de grève, en nommant des députations, ils suspendirent le fonctionnement d'institutions sur lesquelles les ouvriers n'avaient que peu de prise. C'est ainsi que les travaux s'arrêtèrent dans les administrations des zemstvos, dans les municipalités, les banques, les bureaux de tous genres, les tribunaux, les écoles et même au Sénat. Il faut signaler aussi l'importance vraiment considérable des secours en argent que l'aile gauche des intellectuels affecta au Soviet des Députés Ouvriers. Cependant l'idée du rôle gigantesque qu'aurait joué l'Union des Unions, si l'on voulait en croire la presse bourgeoise de Russie et de l'Europe occidentale, apparaît comme absolument fantastique quand on considère ce que cette Union a réellement fait au vu et au su de tout le monde. L'Union des Unions servit d'intendance à la révolution et parfois, c'est ce qu'elle fit de mieux, d'auxiliaire dans le combat. Mais elle ne prétendit jamais prendre la direction du mouvement.

L'aurait-elle pu d'ailleurs? L'élément originel de ce groupement, c'était encore et toujours le philistin cultivé à qui les vicissitudes historiques avaient rogné les ailes. La révolution l'avait secoué et élevé au-dessus de lui-même. Un beau matin, en se réveillant, il avait inutilement demandé son journal. Le soir venu, cette même révolution avait éteint l'électricité dans l'appartement de l'intellectuel, et, sur le mur ténébreux, elle avait tracé des caractères de feu annonçant des journées de trouble, mais enfin de grandes journées. Le philistin voulait croire, et n'osait. Il voulait prendre son essor et ne le pouvait. Peut-être comprendrons-nous mieux le drame qui se passait en lui si nous le considérons au moment où il rédige une motion radicale, si nous considérons son attitude chez lui, à table, à l'heure du thé.

⁂

Le lendemain de la reprise du travail, après la grève, j'allai en visite dans une famille de ma connaissance où régnait l'atmosphère habituelle du radicalisme petit-bourgeois. Sur le mur de la salle à manger était appendu le programme de notre parti que l'on venait d'imprimer en grand format : c'était le supplément

du premier journal social-démocrate paru depuis la grève. Toute la famille était surexcitée.

— Pas mal... pas mal du tout!...

— De quoi s'agit-il?

— Il le demande! Votre programme : lisez donc un peu!

— J'ai eu l'occasion de le lire plus d'une fois.

— Non, mais, comment trouvez-vous ça!... Ils écrivent littéralement ceci : « Le parti se donne pour but politique immédiat le renversement de l'autocratie tsariste — comprenez-vous : *le renversement,* — et veut la remplacer par la république démocratique... La ré-pu-bli-que! Comprenez-vous cela?

— Je crois le comprendre.

— Et on imprime cela dans des conditions légales, on vend cette feuille sous les yeux de la police, on peut l'acheter pour cinq copecs non loin du Palais d'Hiver! L'abolition de l'autocratie russe — « qui en veut pour cinq copecs »? Non, mais vraiment!

— Alors, cela vous plaît?

— « Vous plaît... vous plaît!... » est-il question de ça? S'agit-il de moi? Je vous parle d'*eux,* à Péterhof, d'eux à qui vous mettez cela sous le nez. Dites-moi, je vous prie : est-ce que cela les arrange?

— J'en doute!

Le *pater familias* se montrait particulièrement excité. Deux ou trois semaines auparavant, il détestait encore la social-démocratie de la stupide haine qui caractérise le petit-bourgeois radical, infecté dès sa jeunesse de préjugés populistes; aujourd'hui, un sentiment nouveau l'emplissait : sentiment de vénération mêlé d'inquiétude.

— Ce matin, nous avons lu ce programme à la direction de la Bibliothèque Impériale, — le numéro leur a été envoyé... Ah! si vous aviez vu ces messieurs! Le directeur a fait venir ses deux adjoints et moi, il a fermé la porte à clef et nous a lu le programme depuis A jusqu'à Z. Ma parole, tout le monde en était suffoqué. « Qu'en dites-vous, Nicolas Nicolaïévitch? me demanda le directeur.

« Non, *vous, vous,* Simon Pétrovitch, qu'en dites-vous? m'écriai-je.

« Moi, répondit-il, vous savez, j'en ai perdu la langue. Hier encore, il n'était pas permis à un journal de dire la moindre chose d'un commissaire de police. Aujourd'hui, on déclare comme cela tout bonnement, tout franchement, à Sa Majesté l'Empereur : fiche-nous le camp! Ces gens-là n'ont aucun souci de l'étiquette, aucun, aucun... Sitôt pensé, sitôt dit...

« Alors un des adjoints dit :

« Le papier est rédigé d'une façon un peu lourde, il faudrait un peu plus de légèreté dans le style...

« Simon Pétrovitch le regarde par-dessus ses lunettes :

« Mon eher, ce n'est pas un feuilleton de dimanche, c'est un programme, comprenez-vous? Le programme d'un parti...

« Et savez-vous ce qu'ils ont dit pour terminer, ees messieurs de la Bibliothèque Impériale? « Comment, ont-ils demandé, de quelle manière se fait-on reeevoir membre du parti social-démocrate? » Comment trouvez-vous cela?

— Fort bien.

— Hum... Mais, en réalité, eomment entrer dans votre parti? — me demande mon interloeuteur après une légère hésitation.

— Rien de plus simple. La eondition essentielle, c'est de reconnaître, d'admettre le programme. Ensuite, il faut se faire inscrire dans une section et payer régulièrement sa eotisation. Ce programme vous plaît, n'est-ee pas?

— Le diable l'emporte, il n'est pas mal, c'est indiseutable... Mais que pensez-vous de la situation présente? Seulement, vous savez, dites-moi cela non comme rédaeteur d'un journal social-démoerate, mais, là, bien franehement?... Nous sommes loin eneore de la république démoeratique, bien entendu, mais tout de même, la constitution, nous l'avons!

— Non, à mon avis, la république est beaucoup plus proehe et la constitution beaueoup plus éloignée que vous ne pensez.

— Diable l'emporte! Qu'avons-nous done en ee moment? N'est-ee pas la eonstitution?

— Non, ee n'est que le prologue de la loi martiale.

— Quoi...? Des blagues! Vous parlez dans votre argot de journaliste. Vous n'y croyez pas vous-même. Haute fantaisie! Fantasmagorie!...

— Non, e'est le plus pur réalisme. La révolution grandit en force et en audaee. Voyez ee qui se passe dans les fabriques et les usines, dans les rues... Considérez enfin eette feuille de papier suspendue à votre mur. Il y a quinze jours, vous n'auriez pas osé la mettre là. Quant à *eux,* là-bas, à Péterhof, ce qu'ils en pensent? vous demanderai-je à mon tour. Ils vivent encore, ils tiennent à l'existenee. Et ils disposent eneore de l'armée. Croyez-vous donc qu'ils vont eéder leurs positions et se rendre sans eombat? Non pas! Avant de nettoyer la plaee, ils mettront en œuvre toutes les forees dont ils disposent, jusqu'à la dernière baïonnette.

— Mais le manifeste? L'amnistie? Ce sont des faits, des faits!

— Le manifeste n'est que la déclaration d'une trêve momentanée, pour souffler un peu. L'amnistie?... De vos fenêtres, vous apercevez la flèche de la forteresse de Pierre-et-Paul : elle n'a pas bougé. La prison des Croix non plus. Le serviee de la Sûreté non plus... Vous doutez de ma sineérité, Nieolas Nieolaïévitch. Eh bien, je puis vous dire ceei : personnellement, je suis dans les eonditions requises pour bénéfieier de l'amnistie, mais je ne mets aucun empressement à faire ma déclaration légale. Je vis et eontinuerai à vivre jusqu'au dénouement avec un faux passeport. Le

manifeste n'a rien changé à ma situation au point de vue juridique, ni à ma conduite.

— Dans ce cas, vous autres, messieurs, vous devriez peut-être observer un peu plus de prudence dans votre politique?

— Comment cela?

— Ne pas parler du renversement de l'autocratie.

— Ainsi, vous vous imaginez que si nous nous exprimons plus poliment, Péterhof nous accordera la république et la confiscation des terres?

— Hum... Je me dis que tout de même vous exagérez un peu...

— C'est ce que nous verrons... Pour le moment, au revoir : il est temps pour moi d'aller à la séance du Soviet. A propos, pour votre entrée dans le parti? Vous n'avez qu'un mot à dire et nous vous en mettrons; c'est l'affaire de deux minutes.

— Merci, merci beaucoup... Ça ne presse pas... La situation est encore si incertaine... Nous en reparlerons... Au revoir, au revoir!...

LA GRÈVE DE NOVEMBRE

De péril en péril, de récif en récif, le ministère d'octobre faisait lentement son chemin. Où allait-il? Il l'ignorait lui-même.

Les 26 et 27 octobre, éclata à Cronstadt, à trois portées de canon de Pétersbourg, une mutinerie militaire. Un certain nombre de soldats conscients de la situation politique cherchaient à retenir la masse, mais la fureur de la multitude fit explosion. Les meilleurs éléments de l'armée voyant qu'ils ne pouvaient arrêter le mouvement, se mirent à sa tête. Ils n'eurent cependant pas le bonheur de prévenir les pogroms provoqués par les autorités et dans lesquels le rôle principal fut joué par les bandes du fameux thaumaturge Jean de Cronstadt, qui entraînèrent à leur suite une obscure foule de marins. Le 28, Cronstadt fut déclaré en état de siège et la malheureuse émeute fut écrasée. Des soldats et des matelots d'élite étaient menacés de la peine capitale.

Le jour de la prise de la forteresse de Cronstadt, le gouvernement voulut donner un sévère avertissement au pays; il déclara l'état de siège dans toute la Pologne : c'était un gros os que le ministère du manifeste se décidait pour la première fois à jeter aux chiens de Péterhof, après onze jours d'existence. Le comte Witte assuma l'entière responsabilité de cette démarche : dans la communication gouvernementale, il mentait effrontément, faisant allusion à une tentative téméraire (!) de séparatisme de la part des Polonais et les prévenant qu'ils s'engageaient dans une voie dangereuse « dont ils avaient connu plus d'une fois les dures épreuves ». Le lendemain, pour ne pas se trouver captif de Trépov, il fut obligé de battre en retraite : il reconnut que le gouvernement envisageait non pas tant les événements réels que les conséquences possibles de leur développement, « en raison de l'excessive impressionnabilité des Polonais ». Ainsi, l'état de siège était, en son genre, un tribut constitutionnel que l'on accordait au tempérament politique du peuple polonais.

Le 29 octobre, un certain nombre de cantons des gouvernements de Tchernigov, de Saratov et de Tambov, où s'étaient déclarés des troubles agraires, furent proclamés en état de siège. A ce qu'il paraissait, les moujiks de Tambov se distinguaient également par « une excessive impressionnabilité ».

De terreur, dans la société libérale, les dents claquèrent. Ce monde répondait par des grimaces dédaigneuses aux coquetteries

LOUKANINE
un des Députés du Soviet de Pétersbourg, impliqué
dans le procès du Soviet.

de Witte, mais au fond de l'âme, espérait fermement en lui. Et à présent, derrière le dos de Witte, se montrait avec assurance Dournovo qui eut assez d'esprit pour prendre à son usage l'aphorisme de Cavour : « L'état de siège est un moyen de gouvernement dont se servent les imbéciles. »

L'instinct révolutionnaire suggéra aux ouvriers qu'en laissant impunie l'attaque ouverte de la contre-révolution, ils encourageraient son impudence. Le 29, le 30 octobre et le 1er novembre il y eut, dans la plupart des usines de Pétersbourg, de grands meetings dans lesquels on réclamait du Soviet d'énergiques mesures de protestation.

Le 1er novembre, après de violents débats, dans une réunion nombreuse et tumultueuse, le Soviet adopta, à une écrasante majorité, la décision suivante :

« Le gouvernement continue à marcher sur des cadavres. Il livre à ses cours martiales les hardis soldats de l'armée et de la flotte de Cronstadt qui se sont dressés pour défendre leurs droits et la liberté du peuple. Le gouvernement met au cou de la Pologne opprimée la corde de l'état de siège.

« Le Soviet des Députés Ouvriers invite le prolétariat révolutionnaire de Pétersbourg à manifester par la grève politique générale, dont on a déjà constaté la force menaçante, et par des meetings de protestation, sa solidarité fraternelle avec les soldats révolutionnaires de Cronstadt et le prolétariat révolutionnaire de Pologne.

« Demain, 2 novembre, à midi, les ouvriers de Pétersbourg cesseront le travail aux cris de : A bas les cours martiales! A bas la peine de mort! A bas la loi martiale en Pologne et dans toute la Russie! »

Le succès de cet appel dépassa toutes les espérances. La grève d'octobre n'était terminée que depuis quinze jours à peine, elle avait absorbé beaucoup d'énergie : et cependant; les ouvriers de Pétersbourg quittèrent les ateliers avec un ensemble saisissant. Avant midi, le 2 novembre, toutes les grosses usines et fabriques qui avaient des représentants au Soviet, chômaient déjà. Un grand nombre d'entreprises industrielles, moyennes et petites, qui n'avaient pas encore participé à la lutte politique, adhéraient maintenant à la grève, élisaient des députés et les envoyaient au Soviet. Le Comité régional du réseau des voies ferrées de Pétersbourg adopta la décision du Soviet et tous les chemins de fer, sauf celui de Finlande, interrompirent leur trafic. Au total, le nombre des grévistes de novembre dépassa celui de janvier et même celui d'octobre. Cependant les postes et les télégraphes, les voitures de place, les tramways à chevaux et la plupart des commis de magasin ne se joignirent pas au mouvement. Parmi les journaux, seuls paraissaient : le *Moniteur* (*Pravitelstvenny Viéstnik*), *L'Information de la Préfecture de Pétersbourg* (*Viédomosti Péterbourgskavo*

Gradonatchalstva) et les *Izvestia;* les deux premiers sous la protection des troupes, le dernier sous la garde de compagnies ouvrières armées.

Le comte Witte fut absolument pris au dépourvu. Quinze jours auparavant, il croyait que, le pouvoir étant entre ses mains, il n'aurait plus qu'à exhorter, à guider, à arrêter, à menacer, à mener en un mot les choses comme il voudrait... La grève de novembre, protestation indignée du prolétariat contre l'hypocrisie gouvernementale, déconcertança absolument le grand homme d'Etat. Rien ne caractérise mieux son inintelligence des choses de la révolution, son effarement puéril devant les faits et, en même temps, sa hautaine suffisance, que le télégramme par lequel il s'imaginait apaiser le prolétariat. En voici le texte intégral :

« Frères ouvriers, mettez-vous au travail, renoncez à l'émeute, prenez pitié de vos femmes et de vos enfants. N'écoutez plus les mauvais conseils. Le Souverain nous a commandé d'appliquer notre sollicitude à la question ouvrière. Dans ce but, Sa Majesté Impériale a constitué un ministère du Commerce et de l'Industrie dont la tâche sera d'établir des rapports équitables entre les ouvriers et les entrepreneurs. Donnez-nous le temps nécessaire et tout le possible sera fait pour vous. Suivez les conseils d'un homme qui vous veut du bien, qui a pour vous de la sympathie. Comte Witte. »

Cet impudent télégramme, dans lequel une lâche colère qui dissimule son couteau prend des airs de hautaine bienveillance, fut reçu et lu à la séance du Soviet, le 3 novembre, et souleva une tempête d'indignation. Avec une retentissante unanimité, on adopta aussitôt le texte de réponse que nous proposions et qui fut publié le lendemain dans les *Izvestia :*

« Le Soviet des Députés Ouvriers, après avoir entendu lecture du télégramme du comte Witte à ses « frères ouvriers », exprime d'abord l'extrême étonnement que lui cause le sans-gêne d'un favori du tsar qui se permet d'appeler « frères » les ouvriers de Pétersbourg. Les prolétaires n'ont aucun lien de parenté avec le comte Witte.

« Sur le fond de la question, le Soviet déclare :

« 1. Le comte Witte nous invite à prendre pitié de nos femmes et de nos enfants. Le Soviet des Députés Ouvriers invite en réponse tous les ouvriers à compter combien de nouvelles veuves et de nouveaux orphelins se pressent dans les rangs de la classe ouvrière depuis le jour où le comte Witte a pris le pouvoir.

« 2. Le comte Witte signale la gracieuse sollicitude du souverain à l'égard du peuple ouvrier. Le Soviet des Députés Ouvriers rappelle au prolétariat de Pétersbourg le Dimanche Sanglant du 9 janvier.

« 3. Le comte Witte nous prie de lui donner « le temps nécessaire » et nous promet de faire pour les ouvriers « tout le pos-

sible ». Le Soviet des Députés Ouvriers sait que Witte a déjà trouvé *le temps* de livrer la Pologne aux bourreaux militaires et le même Soviet ne doute pas que le comte Witte ne fasse *tout le possible* pour étouffer le prolétariat révolutionnaire.

« 4. Le comte Witte déclare être un homme qui nous veut du bien et qui a pour nous de la sympathie. Le Soviet des Députés Ouvriers déclare qu'il n'a nul besoin de la sympathie des favoris du tsar. Il exige un gouvernement populaire sur la base du suffrage universel, égalitaire, direct et secret. »

Des gens renseignés affirmaient que le comte eut un accès d'étouffement quand il reçut la réponse de ses « frères » en grève.

Le 5 novembre, l'agence télégraphique de Pétersbourg communiquait ceci : « En raison des bruits qui se sont répandus en province au sujet de l'institution d'une cour martiale et de l'application de la peine de mort aux simples soldats et matelots qui ont participé aux désordres de Cronstadt, nous sommes autorisés à déclarer que tous les bruits de ce genre sont prématurés (?) et dénués de tout fondement... Aucune cour martiale n'a jugé ni ne jugera les coupables des événements de Cronstadt. » Cette déclaration catégorique ne marquait pas autre chose que la capitulation du gouvernement devant la grève et ce fait ne pouvait, bien entendu, être dissimulé par l'assertion enfantine au sujet de « bruits en province » alors que le prolétariat de Pétersbourg, par sa protestation, avait suspendu la vie commerciale et industrielle de la capitale. Quant à la Pologne, le gouvernement était entré plus tôt encore dans la voie des concessions en déclarant qu'il avait l'intention de rapporter la loi martiale dans les gouvernements du Royaume de Pologne dès que « l'agitation serait tombée (1) ».

Dans la soirée du 5 novembre, le Comité Exécutif, estimant que le moment psychologique avait atteint son apogée, présenta, en séance du Soviet, une motion destinée à terminer la grève. Pour caractériser la situation politique d'alors, nous citerons le texte du discours lu par le rapporteur du Comité Exécutif :

« On vient de publier un télégramme du gouvernement qui déclare que les matelots de Cronstadt seront jugés non par une cour martiale mais par le conseil de guerre de la région.

« Ce télégramme n'est pas autre chose que la preuve de la faiblesse du gouvernement tsariste et la preuve de notre force. De nouveau, nous pouvons féliciter le prolétariat de Pétersbourg d'avoir remporté une immense victoire morale. Mais parlons franchement : si cette déclaration gouvernementale n'avait pas été faite, nous aurions dû malgré tout inviter les ouvriers de Pétersbourg à cesser la grève. D'après les télégrammes d'aujourd'hui, il

(1) La loi martiale fut rapportée par un oukase du 12 novembre.

est visible que partout en Russie notre manifestation politique est sur la voie du déclin. Notre grève actuelle n'avait que le caractère d'une *démonstration*. Ce n'est que de ce point de vue que nous pouvons en apprécier le succès ou l'insuccès. Notre but direct et immédiat a été de montrer à l'armée qui se réveille que la classe ouvrière est pour elle, qu'elle ne l'abandonnera pas aux outrages et aux violences sans dire son mot. N'avons-nous pas atteint ce but? N'avons-nous pas gagné le cœur de tout honnête soldat? Qui pourrait le nier? Dans ces conditions, est-il possible d'affirmer que nous n'ayons rien obtenu? Peut-on considérer la cessation de la grève comme une défaite pour nous? N'avons-nous pas montré à toute la Russie que, quelques jours après la grande lutte d'octobre, alors que les ouvriers n'avaient pas encore eu le temps de laver et de soigner leurs plaies, la discipline des masses était si grande qu'il suffisait d'un mot du Soviet pour que tous les prolétaires quittassent leur travail comme un seul homme? Regardez! Cette fois-ci, les usines les plus attardées, qui jamais n'avaient abandonné le travail, ont adhéré à la grève et leurs députés se trouvent parmi nous, au Soviet. Les éléments avancés de l'armée ont organisé des meetings de protestation et participé de cette manière à notre manifestation. N'est-ce pas une victoire? N'est-ce pas un brillant résultat? Camarades, nous avons fait ce que nous devions faire. La bourse européenne a rendu de nouveau les honneurs du salut à notre force, à notre énergie. Il a suffi que l'on connaisse la décision du Soviet des Députés Ouvriers pour que cette information soit suivie d'une chute marquée de nos valeurs à l'étranger. Ainsi, chacune de nos décisions, que ce soit une réponse au comte Witte ou au gouvernement dans son ensemble, a porté un coup décisif à l'absolutisme.

« Certains camarades exigent que la grève continue jusqu'à ce que les matelots de Cronstadt soient traduits devant un jury de cour d'assises et jusqu'à l'abrogation de la loi martiale en Pologne. En d'autres termes, ils veulent que la grève tienne jusqu'à la chute du gouvernement actuel car, — il faut s'en rendre compte bien nettement, camarades, — contre notre grève le tsarisme fera donner *toutes* ses forces. Si l'on estime que le but de notre manifestation était de renverser l'autocratie, il est clair que nous ne l'avons pas atteint. De ce point de vue, nous aurions dû étouffer l'indignation dans nos poitrines et renoncer à la manifestation que nous avons faite pour protester. Mais notre tactique, camarades, n'est pas établie sur ce plan. Les manifestations que nous organisons, ce sont des batailles successives. Le but poursuivi est de désorganiser l'ennemi et de conquérir les sympathies de nouveaux amis. Or, quelle sympathie peut être plus importante pour nous que celle de l'armée? Comprenez-le bien : lorsque nous discutons la question de savoir s'il faut continuer, oui ou non, la grève en fait, nous nous demandons si la grève doit garder

son caractère de démonstration ou se transformer en bataille décisive, c'est-à-dire nous mener à la victoire complète ou à la défaite. Nous ne craignons ni les batailles, ni les défaites. Nos défaites ne sont que les degrés qui nous mènent à la victoire. Nous l'avons prouvé plus d'une fois déjà à nos ennemis. Mais, pour chaque bataille, nous cherchons les conditions les plus favorables. Les événements travaillent pour nous et nous n'avons aucune raison d'en forcer la marche. Dites-moi, s'il vous plaît, à qui il vous paraît avantageux de retarder l'heure du combat décisif, — à nous ou bien au gouvernement? L'avantage est pour nous, camarades! Car demain nous serons plus forts qu'aujourd'hui, et après-demain plus forts que demain. N'oubliez pas, camarades, que les circonstances ne nous permettent que depuis peu d'organiser des meetings pour des milliers de personnes, d'unifier les masses du prolétariat et de nous adresser par l'impression de la parole révolutionnaire à toute la population du pays. Il est nécessaire de profiter le mieux possible de ces circonstances pour une large propagande, pour l'organisation des rangs du prolétariat. La période de la préparation des masses à l'action décisive doit être prolongée autant que nous le pourrons, peut-être d'un ou deux mois, afin qu'ensuite nous marchions comme une armée bien groupée, bien organisée. Il serait bien entendu plus avantageux au gouvernement de nous fusiller immédiatement, puisque nous ne sommes pas encore prêts pour le combat final. Certains camarades éprouvent aujourd'hui, comme au jour où nous renonçâmes à la manifestation des funérailles, un doute que voici : si nous battons en retraite en ce moment, saurons-nous soulever encore une fois les masses? La multitude ne s'apaisera-t-elle pas? Je vous réponds : croyez-vous que le régime actuel puisse faire le nécessaire pour l'apaisement? Avons-nous donc des raisons de nous inquiéter, de craindre qu'à l'avenir il n'y ait plus d'événements qui obligent le peuple à se soulever? Croyez-moi, ces événements ne manqueront pas, ils seront beaucoup trop nombreux, — le tsarisme y pourvoira. N'oubliez pas en outre que nous avons encore devant nous une campagne électorale qui doit mettre sur pied tout le prolétariat révolutionnaire. Et qui sait si la campagne électorale ne se terminera pas par une explosion, si le prolétariat ne fera pas sauter en l'air le pouvoir existant? Dominons donc nos nerfs et ne cherchons point à devancer les événements. Nous devons faire confiance au prolétariat révolutionnaire. S'est-il calmé après le 9 janvier? Après la commission de Chidlovsky? Après les événements de la Mer Noire? Non, le flot révolutionnaire monte sans cesse et le moment n'est pas loin où il déferlera sur le régime de l'autocratie.

« Ce qui nous attend, c'est une lutte décisive et sans merci. Arrêtons pour le moment la grève, satisfaits de la victoire morale qu'elle a remportée, et appliquons toutes nos forces à créer et

à affermir ce dont nous avons le plus besoin, — l'organisation, encore l'organisation, et toujours l'organisation. Il suffit de regarder autour de soi pour voir que, dans ce domaine, chaque jour nous apporte de nouvelles conquêtes.

« En ce moment, les cheminots et les fonctionnaires des postes et télégraphes s'organisent. Par l'acier des rails et par le fil du télégraphe, ils feront une seule fournaise de tous les foyers révolutionnaires du pays. Ils nous donneront la possibilité de soulever au moment voulu toute la Russie en vingt-quatre heures. Il est nécessaire de se préparer pour ce moment-là et d'élever la discipline et l'organisation au plus haut degré. Au travail, camarades!

« Pour l'instant, il est indispensable de passer à l'organisation militaire des ouvriers, à leur armement. Que dans chaque usine l'on constitue des groupes de combattants, par dix hommes, avec un chef élu, par centaines avec un centenier, et qu'un commandant prenne autorité sur ces bataillons. Que la discipline dans ces groupes soit poussée à tel point que toute l'usine puisse se mettre en marche au premier appel. N'oubliez pas qu'à l'heure de l'engagement décisif, nous ne devons compter que sur nous-mêmes. La bourgeoisie libérale commence déjà à nous considérer avec méfiance et hostilité. Les intellectuels démocrates hésitent. L'Union des Unions qui s'est jointe si volontiers à nous pendant la première grève a beaucoup moins de sympathie pour la seconde. Un de ses membres me disait ces jours-ci : « Avec vos grèves, vous indisposez la société contre vous. Se pourrait-il que vous espériez vaincre l'ennemi par vos propres forces? » Je lui ai rappelé le moment de la Révolution française où la Convention décréta : « Le peuple français ne traitera pas avec un ennemi qui occupe son territoire. » Un des membres de la Convention cria : « Serait-ce que vous avez conclu un traité avec la victoire? » On lui répondit : « Non, nous avons conclu un traité avec la mort. »

« Camarades, lorsque la bourgeoisie libérale, fière dirait-on d'avoir trahi, nous demande : « Seuls, sans nous, pensez-vous pouvoir lutter? Avez-vous conclu un traité avec la victoire? » nous lui jetons à la figure notre réponse : « Non, nous avons conclu un traité avec la mort. »

A une écrasante majorité, le Soviet adopta la décision suivante : « Cesser la manifestation de la grève le lundi 7 novembre, à midi. » Des affiches portant la résolution du Soviet furent répandues dans les fabriques et les usines et collées en ville. Au jour et à l'heure fixés, la grève s'arrêta avec ensemble, comme elle avait commencé. Elle avait duré 120 heures, — trois fois moins que la loi martiale en Pologne.

L'importance de la grève de novembre n'est pas en ceci bien entendu qu'elle a sauvé du nœud coulant quelques dizaines de matelots, — ce serait peu de chose dans une révolution qui dévore les existences par dizaines de milliers! Son importance n'est pas

non plus en ceci qu'elle contraignit le gouvernement à liquider le plus vite possible la loi martiale en Pologne; un mois de plus ou de moins sous le régime des lois d'exception n'est rien pour ce pays qui a tant souffert. La grève d'octobre fut un cri d'alarme adressé au pays tout entier. Qui sait si une furieuse bacchanale de réaction ne se serait pas déclanchée dans tout le pays, dans le cas où l'expérience risquée en Pologne aurait réussi? Mais le prolétariat était là, il montra qu'il « existait, veillait et était prêt à rendre coup pour coup (1) ». Dans cette révolution qui, par la solidarité que manifestèrent les races si diverses du pays, fait un contraste magnifique avec les événements de 1848 en Autriche, le prolétariat de Pétersbourg, au nom de la révolution même, ne pouvait abandonner silencieusement aux mains de l'impatiente réaction ses frères de Pologne, il n'en avait pas le droit. Et du moment qu'il se souciait de son propre lendemain, il ne pouvait ignorer, il n'avait pas le droit d'ignorer la révolte de Cronstadt. La grève de novembre fut un cri de solidarité jeté par le prolétariat, par-dessus les têtes du gouvernement et de l'opposition bourgeoise, aux prisonniers de la caserne. Et ce cri fut entendu.

Le correspondant du *Times*, dans le récit qu'il donna de la grève de novembre, rapportait cette parole d'un colonel de la garde : « Par malheur, on ne peut nier que l'intervention des ouvriers qui ont pris la défense des mutins de Cronstadt ait eu une influence morale fort regrettable sur nos soldats. » Dans cette « regrettable influence morale » est contenu l'essentiel de la grève de novembre. D'un seul coup, elle remua les masses de l'armée et, au cours des journées qui suivirent, occasionna une série de meetings dans les casernes de la garnison de Pétersbourg. Au Comité Exécutif, et même aux séances du Soviet, on vit apparaître non seulement des soldats isolés, mais des délégués de la troupe qui prononcèrent des discours et demandèrent à être soutenus; la liaison révolutionnaire s'affermit parmi eux, les proclamations se répandirent à profusion dans ce milieu.

En ces jours-là, l'effervescence gagna les rangs les plus aristocratiques de l'armée. L'auteur du présent livre eut, pendant la grève de novembre, l'occasion de participer comme « orateur parlant au nom des ouvriers » à une assemblée de militaires unique en son genre. Cela vaut la peine d'être raconté.

J'avais reçu une carte d'invitation de la baronne Ikskul von Hildebrand; je me présentai à neuf heures du soir dans un des plus riches hôtels particuliers de Pétersbourg. Le portier, qui avait l'air d'un homme résolu à ne plus s'étonner de rien, m'ôta mon pardessus et l'accrocha dans une longue rangée de capotes d'officiers. Le laquais attendait, pour me présenter, d'avoir ma

(1) Ce sont les termes de la résolution du Soviet.

carte de visite. Hélas! Un homme qui se cache de la police ne saurait avoir de carte de visite. Pour le tirer d'embarras, je lui remis le billet d'invitation de la maîtresse de maison. Un étudiant vint à moi dans le salon d'attente, puis un « privat-docent » radical, rédacteur d'une « grande » revue, et, enfin, la baronne elle-même. Ces gens s'attendaient sans doute à trouver en moi, « envoyé des ouvriers », une physionomie plus rébarbative. Je me nommai. On m'invita aimablement à entrer. Quand la portière fut soulevée, j'aperçus une société de soixante à soixante-dix personnes. Sur des chaises disposées en lignes régulières étaient assis, d'un côté du passage, trente ou quarante officiers, parmi lesquels de brillants militaires de la garde; de l'autre côté, des dames. Dans un coin, en avant, on apercevait un groupe de noires redingotes : c'étaient des publicistes et des avocats radicaux. Devant une petite table qui servait de chaire, un vieillard faisait fonction de président. A côté de lui, je reconnus Roditchev, le futur « tribun » des constitutionnels-démocrates. Il parlait de l'application de la loi martiale en Pologne, des obligations de la société libérale et de la partie pensante de l'armée vis-à-vis de la situation polonaise; il parlait d'un ton ennuyé et las, ses pensées étaient courtes et lasses, et lorsqu'il acheva son discours on entendit des applaudissements empreints de lassitude. Après lui, Pierre Struve prit la parole; hier encore c'était « l'exilé de Stuttgart », à qui la grève d'octobre avait rouvert le chemin de la Russie et qui en avait profité pour prendre immédiatement place à l'extrême droite du libéralisme des zemstvos et pour entreprendre de là une campagne effrontée contre la social-démocratie. Orateur pitoyable, bégayant et mangeant ses mots, il démontrait que l'armée devait se tenir sur le terrain du manifeste du 17 octobre et le défendre contre toute attaque de la droite comme de la gauche. Cette sagesse de serpent conservateur avait un air très piquant sur les lèvres d'un ancien social-démocrate. J'écoutais son discours et je me rappelais que, sept ans auparavant, cet homme avait écrit : « Plus on avance vers l'orient de l'Europe, plus la bourgeoisie apparaît faible, lâche et vile en son attitude politique. » Ensuite, sur les béquilles du révisionnisme allemand, ce même homme avait passé dans le camp de la bourgeoisie libérale, afin de démontrer par l'exemple la justesse de l'aphorisme que nous venons de citer... Après Struve, le publiciste radical Procopovitch parla de la mutinerie de Cronstadt; on entendit ensuite un professeur disgracié dont le choix hésitait entre le libéralisme et la social-démocratie et qui parla de tout et de rien. Enfin, un avocat réputé (Sokolov) invita les officiers à tolérer la propagande dans les casernes. Les discours prenaient un ton de plus en plus résolu, l'atmosphère s'échauffait, les applaudissements du public devenaient de plus en plus bruyants. A mon tour, je signalai que les ouvriers étaient désarmés, qu'avec eux la liberté était démunie, qu'entre les mains

des officiers se trouvaient les clefs des arsenaux de la nation, qu'à la minute décisive ces clefs devraient être transmises à ceux à qui elles appartenaient de droit, c'est-à-dire au peuple. Ce fut la première, et, sans doute, la dernière fois de ma vie que j'eus l'occasion de parler devant un auditoire de ce genre...

« La regrettable influence morale » du prolétariat sur les soldats engagea le gouvernement à exercer des actes de répression. On procéda à des arrestations dans un des régiments de la garde; une partie des matelots furent envoyés sous escorte de Pétersbourg à Cronstadt. Des soldats, de toutes parts, s'adressaient au Soviet, demandant ce qu'il fallait faire. A ces questions nous répondîmes par un appel devenu fameux sous le nom de Manifeste aux soldats. En voici le texte :

« Le Soviet des Députés ouvriers répond aux soldats :

« Frères soldats de l'armée et de la flotte!

« Vous vous adressez souvent à nous, Soviet des Députés ouvriers, pour obtenir un conseil ou un appui. Lorsqu'on a arrêté des hommes du régiment Préobrajensky, vous nous avez demandé du secours. Lorsqu'on a arrêté des élèves de l'école militaire électro-technique, vous nous avez demandé assistance. Lorsque les équipages de la flotte ont été envoyés sous escorte de Pétersbourg à Cronstadt, ils ont cherché notre protection.

« Un grand nombre de régiments nous envoient leurs députés.

« Frères soldats, vous avez raison. Vous n'avez pour vous défendre que le peuple ouvrier. Si les ouvriers ne viennent pas à votre secours, il n'y a point de salut pour vous. La caserne maudite vous étouffera.

« Les ouvriers tiennent toujours pour les soldats honnêtes. A Cronstadt et à Sébastopol, les ouvriers ont lutté et sont morts avec les matelots. Le gouvernement avait décidé que les matelots et les soldats de Cronstadt passeraient en cour martiale; les ouvriers de Pétersbourg ont immédiatement cessé tout travail.

« Ils consentent à endurer les tortures de la faim, mais ils ne veulent pas considérer en silence les tourments que l'on inflige aux soldats.

« Nous, Soviet des Députés ouvriers, nous vous disons, soldats, au nom de tous les ouvriers de Pétersbourg :

« Vos peines sont nos peines, vos besoins sont nos besoins; la lutte que vous menez, c'est bien celle que nous avons entreprise. Notre victoire sera votre victoire. Nous sommes attachés à la même chaîne. Ce n'est qu'en unissant leurs efforts que le peuple et l'armée briseront cette chaîne.

« Comment obtenir la liberté des soldats de Préobrajensky? Comment sauver ceux de Cronstadt et de Sébastopol?

« Pour cela, il faut débarrasser le pays de toutes les prisons tsaristes, de tous les conseils de guerre. Par des coups isolés, nous n'obtiendrons rien en faveur de ceux de Préobrajensky, de Séba-

topol et de Cronstadt. C'est par un puissant élan de toute la masse que nous balaierons l'arbitraire et l'autocratie du sol de notre patrie.

« Qui peut se charger de cette grande tâche?

« Le peuple ouvrier uni avec l'armée fraternelle.

« Frères soldats! réveillez-vous! levez-vous! venez à nous! Soldats honnêtes et hardis, groupez-vous en associations!

« Réveillez ceux qui dorment! Amenez de force les traînards! Entendez-vous avec les ouvriers! Formez une liaison avec le Soviet des Députés ouvriers!

«Et en avant, pour la justice, pour le peuple, pour la liberté, pour nos femmes et nos enfants!

« Une main fraternelle vous est tendue, celle du Soviet des Députés ouvriers. »

Ce manifeste se rapporte aux tout derniers jours du Soviet.

« LES HUIT HEURES ET UN FUSIL ! »

Le prolétariat était seul dans cette lutte. Personne ne voulait ni ne pouvait le soutenir. Cette fois, il ne s'agissait plus de la liberté de la presse, ni de combattre l'arbitraire des galonnés, ni même du suffrage universel. L'ouvrier demandait des garanties pour ses muscles, pour ses nerfs, pour son cerveau. Il avait décidé de reconquérir une partie de sa propre existence. Il ne pouvait attendre davantage et ne le voulait pas. Dans les événements de la révolution, il avait pris connaissance de sa force, il avait découvert une vie nouvelle, une vie supérieure. Il venait en quelque sorte de renaître pour la vie de l'esprit. Tous ses sentiments étaient tendus comme les cordes d'un instrument. De nouveaux mondes immenses et radieux s'étaient ouverts devant lui... Faudra-t-il attendre longtemps encore le grand poète qui reproduira le tableau de la résurrection révolutionnaire des masses ouvrières?

Après la grève d'octobre qui avait fait des usines enfumées les temples de la parole révolutionnaire, après une victoire qui avait rempli de fierté les cœurs les plus las, l'ouvrier retomba dans l'engrenage maudit de la machine. Encore en proie au demi-sommeil de l'aube ténébreuse, il devait se jeter dans la gueule infernale de la fabrique; tard dans la soirée, lorsque la machine enfin gavée donnait le signal de sa sirène, l'ouvrier, en proie encore et toujours à un demi-sommeil, traînant son corps épuisé, rentrait au logis par la nuit morose et lugubre. Cependant, tout à l'entour, brûlaient des flammes claires, proches et inaccessibles, les flammes que lui-même avait allumées. La presse socialiste, les réunions politiques, la lutte des partis, banquet immense et merveilleux d'intérêts et de passions. Où donc était l'issue? Dans la journée de huit heures. Ce fut le programme entre tous les programmes, le vœu entre tous les vœux. Seule, la journée de huit heures pouvait libérer immédiatement la force du prolétariat pour la politique révolutionnaire du jour. Aux armes, prolétaires de Pétersbourg! Un nouveau chapitre s'ouvre dans le livre austère de la lutte.

Déjà, pendant la grande grève, les délégués avaient déclaré plus d'une fois qu'à la reprise du travail les masses ne consentiraient pour rien au monde à besogner dans les anciennes conditions. Le 26 octobre, les délégués d'un des rayons de Pétersbourg décident, indépendamment du Soviet, de réaliser dans leurs usines la journée de huit heures par la voie révolutionnaire. Le 27, la proposition

des délégués est adoptée à l'unanimité dans plusieurs réunions ouvrières. A l'usine mécanique Alexandrovsky, la question est décidée par scrutin secret, pour éviter toute pression. Résultats : 1.668 voix pour, 14 contre. Les grosses usines métallurgiques ne travaillent plus que huit heures dès le 28. Un mouvement analogue se dessine en même temps à l'autre bout de Pétersbourg. Le 29 octobre, l'organisateur de la campagne rapporte au Soviet que la journée de huit heures a été établie « de force » dans trois grandes usines. Tonnerre d'applaudissements. Il n'y a point de place pour le doute. N'est-ce point la violence qui nous a donné la liberté des réunions et celle de la presse? N'est-ce point par l'attaque révolutionnaire que nous avons arraché le manifeste de la constitution? Les privilèges du capital sont-ils pour nous plus sacrés que ceux de la monarchie? Les timides voix du scepticisme sont noyées dans les flots de l'enthousiasme général. Le Soviet émet une décision de la plus haute importance : il invite toutes les fabriques et usines à établir de leur propre chef la journée de huit heures. Ce décret est adopté presque sans débats, comme si la décision s'imposait d'elle-même. Il donne aux ouvriers de Pétersbourg vingt-quatre heures pour prendre leurs dispositions à cet effet. Et cela suffit aux ouvriers. « La proposition du Soviet a été accueillie par nos ouvriers avec des transports d'enthousiasme, — écrit mon ami Nemtsov, délégué d'une usine métallurgique. En octobre, nous avons lutté au nom des exigences du pays tout entier, maintenant nous mettons en avant nos revendications exclusivement prolétariennes qui montreront nettement à nos patrons bourgeois que nous n'oublions pas un seul instant les besoins de notre classe. Après les débats, le Comité de l'usine (réunion des représentants des ateliers, les délégués du Soviet jouaient un rôle dirigeant dans ces comités) a décidé à l'unanimité d'établir la journée de huit heures à partir du 1er novembre. Le même jour, les députés ont transmis la décision du Comité d'usine dans tous les ateliers... Ils ont invité les ouvriers à apporter leurs aliments à l'usine, afin de ne point faire la suspension habituelle de midi. Le 1er novembre, les ouvriers sont allés au travail à 6 h. 3/4 du matin, comme toujours. A midi, un coup de sifflet les appelait au repas; ce fut l'occasion de nombreuses plaisanteries parmi les compagnons, qui ne s'accordaient qu'une demi-heure de répit au lieu d'une heure trois quarts. A trois heures et demie, toute l'usine cessait le travail, qui avait duré exactement huit heures. »

« Le lundi 31 octobre, lisons-nous dans le N° 5 des *Izvestia*, tous les ouvriers des usines de notre rayon, conformément à la décision du Soviet, après avoir travaillé huit heures, ont quitté les ateliers et sont partis en cortège par les rues avec des drapeaux rouges, au chant de la *Marseillaise*. En cours de route, les manifestants « enlevaient » les ouvriers qui prolongeaient le travail dans les petits établissements. » La décision du Soviet fut appli-

quée dans les autres rayons avec la même énergie révolutionnaire. Le 1er novembre, le mouvement s'étend à presque toutes les usines métallurgiques et aux plus importantes des fabriques textiles. Les ouvriers des fabriques de Sehlüsselburg demandent au Soviet par télégraphe : « Combien d'heures de travail devons-nous fournir à dater d'aujourd'hui? » La campagne se développait avec une

L'accusé N. M. NEMTSOV, ouvrier bolchévik.

force invincible, avec une grandiose unanimité. Mais la grève de cinq jours, en novembre, coupa cette campagne à son début. La situation devenait de plus en plus difficile. La réaction gouvernementale faisait des efforts désespérés, et non sans succès, pour reprendre pied. Les capitalistes s'unissaient énergiquement pour la résistance, sous la protection de Witte. La démocratie bourgeoise était « lasse » de grèves. Elle avait soif de tranquillité et de repos.

Avant la grève d'octobre, les capitalistes avaient envisagé diversement la réduction du travail par les ouvriers : les uns menaçaient de fermer immédiatement les usines, les autres se bornaient à opérer des retenues sur les salaires. Dans un grand nombre d'usines et de fabriques, l'administration entrait dans la voie des concessions, consentait à ramener la journée à neuf heures et

demie et même à neuf heures. C'est ainsi, par exemple, qu'en décida le Syndicat des imprimeurs. L'incertitude régnait en général parmi les entrepreneurs. Vers la fin de la grève de novembre, le capital, groupant ses forces, réussit à dominer la situation et se montra intraitable : la journée de huit heures ne serait pas accordée; dans le cas où les ouvriers s'entêteraient, on procéderait à un *lock out* en masse. Frayant la route aux entrepreneurs, le gouvernement prit l'initiative de fermer les usines de l'Etat. Les réunions ouvrières étaient de plus en plus souvent dispersées par la police et l'on espérait évidemment abattre ainsi les esprits. La situation s'aggravait de jour en jour. Après les usines de l'Etat, des établissements privés furent clos. Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers furent jetés sur le pavé. Le prolétariat se heurtait à une muraille abrupte. Il fallait nécessairement battre en retraite. Mais la masse ouvrière savait ce qu'elle voulait. Elle n'acceptait pas même d'entendre parler d'un retour au travail dans les anciennes conditions. Le 6 novembre, le Soviet recourt à un compromis : il déclare que la revendication cesse d'être obligatoire pour tous et invite les travailleurs à ne continuer la lutte que dans les entreprises où il y a quelque espoir de succès. Cette solution ne saurait évidemment satisfaire : elle n'est point un appel formel et elle menace de diviser le mouvement en une série d'escarmouches. Cependant, la situation s'aggrave encore. Tandis que les usines de l'Etat se rouvraient, sur les instances des délégués, pour un travail à accomplir dans les anciennes conditions, les entrepreneurs privés fermaient les portes de treize autres fabriques et usines. C'était encore 19.000 chômeurs. Le souci d'obtenir la réouverture des usines, même dans les anciennes conditions, ne permettait plus de songer à réaliser par un coup de force la journée de huit heures. Il était nécessaire de montrer de la décision, et, le 12 novembre, le Soviet ordonna de battre en retraite. Ce fut la plus dramatique de toutes les séances du parlement ouvrier. Les voix se partagèrent. Deux usines métallurgiques des plus avancées insistent pour que l'on continue la lutte. Elles sont soutenues par les représentants de quelques fabriques textiles, de certaines entreprises du tabac et du verre. L'usine Poutilov se déclare énergiquement contre cette attitude. Une femme se lève : c'est une tisserande de la fabrique Maxwell, une femme d'un certain âge. Un beau visage ouvert. Une robe d'indienne fanée, bien qu'on approche de l'hiver. Sa main tremble d'émotion et se porte nerveusement à son col. Une voix pénétrante, pénétrée, vibrante, inoubliable : « Vous avez, crie-t-elle aux délégués de Poutilov, vous avez habitué vos femmes à bien manger et à bien dormir, et voilà pourquoi vous craignez de perdre votre gagne-pain. Mais nous, cela ne nous fait pas peur. Nous sommes prêtes à mourir pour obtenir la journée de huit heures. Nous lutterons jusqu'au bout. La victoire ou la mort. Vive la journée de huit heures! »

Trente mois après le jour où j'entendis ce cri, cette voix d'espérance, de désespoir et de passion retentit encore à mes oreilles comme une reproche véhément, comme un appel irrésistible. Où es-tu maintenant, camarade héroïque, humblement vêtue d'une robe d'indienne fanée? Oh! certes, personne ne t'avait appris à bien dormir, à bien manger, à vivre à ton aise...

La vibrante voix se brise... Un instant de silence douloureux. Et c'est ensuite une tempête d'applaudissements passionnés. Ces délégués qui s'étaient assemblés sous la pénible impression de la violence capitaliste et d'une immuable fatalité, s'élevèrent à ce moment bien au-dessus de la vie quotidienne. Ils applaudissaient à la victoire qu'ils devaient remporter un jour sur le Destin sanguinaire.

Après des débats qui durèrent quatre heures, le Soviet adopta à une écrasante majorité la résolution de céder. La résolution signalait que la coalition du capital avec le gouvernement avait, du premier coup, transformé la question des huit heures, applicable à Pétersbourg, en une question d'intérêt général pour tout le pays; elle montrait que les ouvriers de Pétersbourg ne pouvaient par conséquent remporter cet avantage sans le concours du prolétariat de la nation entière; et elle disait : « Pour ces raisons, le Soviet des Députés ouvriers estime nécessaire de suspendre provisoirement les mesures directes qui avaient été indiquées à toutes les entreprises pour réaliser la journée de huit heures. » On dut faire de grands efforts pour que la retraite s'effectuât en bon ordre. Nombre d'ouvriers préféraient entrer dans la voie indiquée par la tisserande de Maxwell. « Camarades ouvriers des autres fabriques et usines — écrivaient au Soviet les travailleurs d'une grande fabrique qui avaient résolu de continuer la lutte pour la journée de neuf heures et demie — excusez-nous d'agir ainsi, mais nous ne pouvons plus accepter ce surmenage qui progressivement épuise nos forces physiques et morales. Nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de sang... »

⁂

A l'ouverture de la campagne pour la journée de huit heures, la presse capitaliste criait, bien entendu, que le Soviet voulait ruiner l'industrie nationale. Le journalisme libéral-démocratique, qui tremblait à cette époque devant les maîtres de gauche, semblait avoir avalé sa langue. Mais lorsque la défaite de la révolution, en décembre, lui rendit la liberté de son initiative, il entreprit de traduire en son jargon libéral toutes les accusations portées par les réactionnaires contre le Soviet. La lutte que celui-ci avait menée pour la journée de huit heures fut, après coup, l'objet du blâme le plus rigoureux de la part de ces messieurs. Il faut pourtant noter que l'idée de réaliser par la violence la journée de huit

heures, c'est-à-dire en interrompant tout simplement le travail sans attendre l'assentiment des entrepreneurs, était née avant le mois d'octobre et ailleurs que parmi les membres du Soviet. Pendant les grèves épiques de 1905, des tentatives de ce genre avaient eu lieu plus d'une fois. Et elles n'avaient pas été suivies que de défaites. Dans les usines de l'Etat où les motifs politiques jouent un rôle plus important que les raisons économiques, les ouvriers avaient obtenu de cette manière la journée de neuf heures. Pourtant, l'idée d'établir par les seuls moyens révolutionnaires la journée normale dans le seul Pétersbourg et en vingt-quatre heures peut sembler absolument fantastique. Un brave caissier, affilié à un syndicat de gens graves et posés, la jugerait sans doute absolument folle. Et elle l'était en effet du point de vue des gens raisonnables. Mais, dans la « folie » révolutionnaire, elle ne manquait pas de raison. Certes, la journée normale pour le seul Pétersbourg est une absurde prétention. Mais la tentative de la capitale, dans l'esprit du Soviet, devait soulever le prolétariat du pays entier. Naturellement, la journée de huit heures ne peut être réalisée qu'avec le concours du pouvoir gouvernemental. Mais le prolétariat, à cette époque, luttait précisément pour la conquête du pouvoir. S'il avait remporté une victoire politique, l'établissement de la journée de huit heures n'aurait été que le développement naturel d'une « expérience fantastique ». Or, le prolétariat ne sortit pas vainqueur de ce premier combat, et c'est là, sans aucun doute, sa « faute » la plus grave.

Malgré tout, nous pensons que le Soviet se conduisit comme il pouvait et devait se conduire. En réalité, il n'avait pas le choix. Si, pour des raisons de politique « réaliste », il avait crié aux masses : « Reculez! » elles ne l'auraient pas écouté. Le conflit aurait éclaté, mais personne n'aurait dirigé les combattants. Les grèves se seraient produites, mais la liaison entre elles aurait manqué. Dans ces conditions, la défaite aurait causé une absolue démoralisation. Le Soviet comprit sa tâche autrement. Ses dirigeants ne comptaient pas du tout sur un succès pratique, immédiat, absolu; mais, pour eux, les puissantes forces élémentaires qui entraient en mouvement s'imposaient comme un fait essentiel, et ils résolurent de transformer ce mouvement en une manifestation grandiose, inouïe jusque là dans le monde socialiste, en faveur de la journée de huit heures. Les résultats pratiques de cette campagne, c'est-à-dire une réduction considérable des heures de travail dans une série d'entreprises, furent bientôt mis à néant par les entrepreneurs. Mais les résultats politiques laissèrent une trace ineffaçable dans la conscience des masses. L'idée de la journée de huit heures fut désormais populaire parmi les groupes ouvriers les plus attardés et elle eut plus d'influence que n'en avait obtenu une propagande pacifique menée pendant de longues années. En même temps, cette revendication était organiquement assimilée

DANS LES PROVINCES BALTIQUES Cadavres de révolutionnaires fusillés sur la route.

aux exigences essentielles de la démocratie politique. En se heurtant à la résistance organisée du capital derrière lequel se dressait le pouvoir de l'Etat, la masse ouvrière revint à l'idée du coup d'Etat révolutionnaire, de l'inéluctable insurrection, de l'armement indispensable.

Lorsqu'il défendait au Soviet la motion qui devait terminer la lutte, le rapporteur du Comité Exécutif résumait de la manière suivante les résultats de la campagne.: « Si nous n'avons pas conquis la journée de huit heures pour les masses, nous avons du moins conquis les masses à la journée de huit heures. Désormais dans le cœur de chaque ouvrier pétersbourgeois retentit le même cri de bataille : Les huit heures et un fusil! »

LE MOUJIK SE RÉVOLTE

C'est dans les villes que se déroulaient les événements décisifs de la révolution. Mais les campagnes ne gardaient point un silence passif. Elles s'agitaient bruyamment, elles se soulevaient lourdement et trébuchaient comme au sortir du sommeil; et, dès qu'on aperçut ces premiers signes d'agitation, la classe dirigeante frémit tout entière.

Pendant les deux ou trois dernières années qui avaient précédé la révolution, les rapports entre paysans et propriétaires étaient devenus fort difficiles. Les « malentendus » se multipliaient. A dater du printemps de 1905, l'effervescence dans les campagnes devient menaçante; elle se manifeste sous des aspects variés dans les diverses régions du pays. Schématiquement, on peut signaler trois bassins de « révolution » paysanne : 1) Le Nord, qui se distingue par un développement considérable de l'industrie de fabrication. 2) Le Sud-Est, relativement riche en terres. 3) Le Centre, où la terre manque et où cette situation s'aggrave encore du fait de l'état pitoyable où végète l'industrie. A son tour, le mouvement paysan élabora quatre procédés typiques de lutte : main-mise sur les terres des propriétaires, accompagnée d'expulsion des maîtres et de destruction des manoirs, dans le but d'assurer au village une plus large utilisation des terres; main-mise sur les blés, le bétail, les foins et coupe des forêts dans le but de ravitailler immédiatement le village affamé et nécessiteux; grève et boycottage ayant pour objet soit d'obtenir une diminution du fermage, soit de relever les salaires; et enfin refus de fournir des recrues à l'armée, de payer les impôts et les dettes. Diversement combinés, ces procédés de lutte se propagèrent dans tout le pays, en s'adaptant aux conditions économiques de chaque région. Le mouvement paysan fut particulièrement violent dans le Centre misérable. La dévastation passa dans ces provinces comme un cyclone. Dans le Midi, on recourut principalement aux grèves et au boycottage des domaines. Enfin, dans le Nord, où le mouvement fut le plus faible, on songea surtout à couper du bois de chauffage. Les paysans refusèrent de reconnaître les pouvoirs administratifs et de payer les impôts partout où la révolte économique prenait un caractère politique radical. En tout cas, le mouvement agraire ne gagna les masses profondes qu'après la grève d'octobre.

Voyons de plus près comment le moujik procède à la révolution.

Dans le gouvernement de Samara, les désordres s'étendirent à quatre cantons. Au début, cela se passait ainsi : les paysans se présentaient dans les domaines privés et ne faisaient main basse que sur les fourrages; au cours de cette opération, ils tenaient compte du bétail qui se trouvait dans la propriété et laissaient au patron le fourrage nécessaire pour alimenter le troupeau; ils emportaient le reste sur leurs charrettes. Ils agissaient avec calme, sans violence, « en conscience », s'efforçant de s'entendre avec le propriétaire pour éviter « tout scandale ». Ils expliquaient au patron que des temps nouveaux étaient venus, qu'il fallait vivre maintenant suivant une règle nouvelle, « selon Dieu » : celui qui possédait beaucoup devait donner à ceux qui n'avaient rien... Ensuite, des groupes de représentants, « fondés de pouvoir », se présentent aux gares des chemins de fer : il y a là d'importants dépôts de grain appartenant aux propriétaires. Les délégués se renseignent d'abord sur la provenance du blé entreposé, puis déclarent que, par décision du « mir » (commune paysanne), on va l'emporter. « Comment donc, petits frères, vous voulez le prendre? réplique le chef de gare. Mais c'est moi qui en répondrai... Vous devriez au moins me ménager... » « Que veux-tu qu'on te dise? déclarent les « expropriateurs », si menaçants tout à l'heure, maintenant conciliants. On n'a pas l'intention de te faire des ennuis... Nous sommes venus ici parce que la station n'est pas loin... On n'avait pas envie d'aller à la ferme : il y a un bout de chemin... Ma foi, tant pis : nous serons obligés d'aller jusque chez le patron, nous prendrons ce qu'il nous faut dans son grenier... » Ainsi, le blé amoncelé dans l'entrepôt du chemin de fer reste intact; mais, dans les domaines, on partage « en bonne justice » avec les propriétaires. Cependant, les motifs que l'on donne, les allusions au « temps nouveau » deviennent de moins en moins persuasifs : le propriétaire reprend courage, il résiste. Alors le moujik débonnaire se fâche, et il ne reste bientôt du vieux manoir que les pierres et les débris...

Dans le gouvernement de Khersonèse, les paysans, en foules immenses, voyagent de domaine en domaine avec leurs voitures pour enlever ce qui leur reviendra du « partage ». Il n'y eut point de violences ni d'assassinats : les propriétaires effarés et les gérants épouvantés s'étaient enfuis, laissant toutes portes ouvertes, dès la première réclamation des paysans. Une lutte énergique est également entreprise dans cette province pour obtenir une réduction des loyers de fermage. Les prix sont fixés par les communes paysannes, conformément à la « justice ». Cependant, au monastère de Bézukov, les paysans s'emparèrent de 15.000 déciatines sans consentir à en payer la valeur, alléguant que les moines devaient prier Dieu et non s'occuper du trafic des terres.

Mais les événements les plus tumultueux eurent lieu à la fin de 1905 dans le gouvernement de Saratov. Dans les bourgs auxquels s'étendit le mouvement, aucun paysan ne garda une attitude passive. Tous se soulevèrent. Les propriétaires quittent leurs manoirs avec leurs familles; tous les biens meubles sont mis en partage, on emmène le bétail, les ouvriers et les domestiques reçoivent leur compte, et, en conclusion, « le coq rouge » — l'incendie — déploie ses ailes sur le domaine. A la tête des « colonnes » paysannes qui marchent à l'attaque, se trouvent des compagnies armées. Les sous-officiers de gendarmerie et les gardes se cachent; en certains endroits, ils sont arrêtés. On brûle les bâtiments du propriétaire pour l'empêcher de rentrer plus tard dans ses domaines. Mais aucune autre violence n'est tolérée. Après avoir dévasté complètement le manoir, les paysans rédigent en commun un « jugement » d'après lequel, à dater du printemps prochain, la terre du propriétaire reviendra au « mir ». Les sommes d'argent saisies dans les « comptoirs » des maîtres, dans les dépôts d'eau-de-vie du gouvernement ou bien chez les receveurs du fisc préposés à la vente de l'alcool, sont immédiatement versées à la communauté. La répartition des biens expropriés est effectuée par des comités locaux ou « confréries ». Quand on démolit tout dans un domaine, il ne faut point voir en cela une manifestation de haine individuelle du paysan à l'égard du propriétaire : la dévastation atteint aussi bien les libéraux que les réactionnaires. Il n'y a point de nuances politiques, c'est l'aversion de la classe déshéritée qui se traduit ainsi... On a détruit de fond en comble les manoirs de membres libéraux de zemstvos, on a brûlé de vieux châteaux ainsi que leurs précieuses bibliothèques et leurs galeries de tableaux. Dans certains cantons, les manoirs qui ont échappé à la dévastation sont considérés comme des exceptions... Le tableau que présente cette croisade des moujiks est en tous lieux pareil. « Le ciel nocturne s'éclaire de la lueur des incendies, écrit un des correspondants. Le tableau est épouvantable : dès le matin vous voyez des files d'équipages attelés de trois ou de deux chevaux, remplis de fuyards qui abandonnent leurs domaines; dès que le crépuscule survient, l'horizon tout entier est enveloppé d'un cercle de feu. Durant certaines nuits, on a compté jusqu'à seize incendies simultanés... Les propriétaires fuient, en proie à une panique qu'ils communiquent à tous ceux qu'ils rencontrent. »

En peu de temps, on brûla et on détruisit dans le pays plus de 2.000 manoirs; dans le seul gouvernement de Saratov, 272 subirent la vengeance du paysan. Les dommages causés aux propriétaires dans les dix gouvernements qui souffrirent le plus sont évalués, d'après les données officielles, à 29 millions de roubles, dont 10 millions environ représentent les pertes du gouvernement de Saratov...

S'il est vrai de dire en général que l'idéologie politique n'est pas

ce qui déterminel le développement de la lutte de classe, cela est trois fois plus vrai quand il s'agit des paysans. Le moujik de Saratov devait avoir des raisons sérieuses, dans les limites de son courtil, de sa grange et de son terrain, pour se décider à jeter une poignée de paille enflammée sous le toit du noble propriétaire. Ce serait néanmoins une faute de laisser absolument de côté, dans l'explication de sa conduite, l'influence de la propagande politique. Si confus, si désordonné qu'ait été le soulèvement des paysans, on peut y discerner des tentatives certaines de généralisation politique. Il faut reconnaître là le travail des partis. Dans le cours de 1905, les libéraux des zemstvos firent eux-mêmes l'expérience d'instruire les paysans dans l'esprit de l'opposition. En diverses institutions de zemstvos, des représentants du monde paysan étaient admis à titre à demi officiel et délibéraient sur des questions d'intérêt général. Les employés des zemstvos déployèrent, à côté des libéraux censitaires, une activité encore plus grande : statisticiens, maîtres d'écoles, agronomes, infirmières, etc... Une partie considérable de ce personnel appartenait aux partis social-démocrate et socialiste-révolutionnaire; la majorité se composait de radicaux indécis pour qui la propriété privée, en tout cas, n'avait certainement pas un caractère sacré. Durant plusieurs années, les partis socialistes, par l'intermédiaire des employés des zemstvos, organisèrent parmi les paysans des cercles révolutionnaires et propagèrent les publications que la loi avait interdites. En 1903, la propagande s'adressa aux masses et sortit de ses retraites clandestines. Un grand service fut rendu, sous ce rapport, par l'absurde oukase du 18 février qui établissait une sorte de droit de pétition. S'appuyant sur ce droit, ou, pour mieux dire, sur l'effarement qu'avait causé l'oukase parmi les autorités locales, les agitateurs convoquaient les assemblées villageoises et les engageaient à demander dans leurs motions l'abolition de la propriété privée concernant la terre, et la convocation des représentants du peuple. En de nombreux endroits, les moujiks qui avaient signé des motions de ce genre se considéraient comme membres d'un « syndicat paysan » et constituaient des comités qui, fréquemment, mettaient en échec l'autorité légale du village. Il en fut ainsi, par exemple, parmi les cosaques du Don. On voyait, dans leurs bourgs, des réunions de 600 à 700 personnes. « C'est un étrange auditoire, — écrivait un des propagandistes. A la table du président se trouve l'hetman armé. Devant vous, se tiennent debout ou assis des hommes qui portent le sabre. Nous sommes habitués à les voir au dernier tableau de nos réunions et de nos meetings comme figurants d'une apothéose qui n'a pour nous rien d'agréable. Il est étrange de considérer ces yeux où peu à peu s'allume la haine du seigneur et du *tchinovnik*. Quelle distance, quelle invraisemblable différence entre le cosaque dans le rang et le cosaque aux champs! « Les propagandistes étaient accueillis

et accompagnés avec enthousiasme; on allait les chercher très loin et on veillait à les protéger contre la police. Mais bien souvent, dans des campagnes retirées, on se faisait une idée fort obscure du rôle qu'ils avaient à jouer. « Merci aux bonnes gens, — disait parfois le moujik qui venait de signer une résolution; ils vont demander un peu de terre pour nous. »

Au mois d'août, s'assembla près de Moscou le premier congrès des paysans. Plus de cent représentants de 22 gouvernements siégèrent pendant deux jours dans un vieux hangar situé à l'écart des routes. A ce congrès, prit forme pour la première fois l'idée d'une Union Panrusse des Paysans, idée à laquelle joignirent leur assentiment nombre de paysans et d'intellectuels appartenant ou non aux partis politiques.

Le manifeste du 17 octobre donna encore plus de latitude à la propagande dans les campagnes. Un des membres les plus modérés des zemstvos, dans le gouvernement de Pskov, le comte Heiden, aujourd'hui décédé, n'y resta pas étranger lui-même : il entreprit d'organiser dans les cantons de sa province des meetings, dans le but d'expliquer à ses frustes auditeurs les principes du « nouveau régime ». Les paysans considérèrent d'abord avec indifférence les efforts du comte, puis ils s'ébranlèrent et sentirent la nécessité de passer des paroles aux actes. Pour le début, ils résolurent de « mettre en grève » les forêts (1). C'est alors que l'aristocrate libéral ouvrit de grands yeux. Mais si, dans leurs tentatives pour établir l'harmonie des classes sur la base du manifeste impérial, les libéraux censitaires eurent souvent à se mordre les doigts, en revanche les intellectuels révolutionnaires remportèrent d'immenses succès. Dans les divers gouvernements, des congrès de paysans se réunissaient, une propagande intensive, fiévreuse, se poursuivait, les villes inondaient les campagnes de publications révolutionnaires, les unions des paysans se consolidaient et s'élargissaient. Dans une province lointaine et perdue, dans le gouvernement de Viatka, un congrès de paysans rassembla 200 personnes. Trois compagnies du bataillon qui tenait là garnison envoyèrent leurs délégués pour exprimer les sympathies de la troupe et promettre son appui. Les ouvriers se déclarèrent dans le même sens par l'entremise de leurs représentants. Le congrès obtint des autorités éperdues l'autorisation d'organiser des meetings dans les villes et les villages. Pendant quinze jours, les réunions se multi-

(1) Le mot de « gréviste » reçut chez les paysans et en général dans les masses populaires la signification de « révolutionnaire ». Faire la grève c'est se livrer à des actes révolutionnaires. « On a mis en grève le chef de la police du canton », cela veut dire qu'on a arrêté ou tué le policier. Cette originale interprétation montre, du moins, combien importante fut l'influence révolutionnaire des ouvriers et de leurs méthodes de lutte.

plièrent dans la province. La décision émise par le congrès de suspendre le paiement des impôts fut rigoureusement appliquée... Malgré la diversité de ces manifestations, le mouvement paysan dans toute l'étendue du pays réussit à grouper les masses. Aux extrémités de l'Empire, il acquit du premier coup un caractère nettement révolutionnaire. En Lithuanie, la classe paysanne, par décision du congrès de Vilna, qui réunissait plus de 2.000 représentants, destitua révolutionnairement les greffiers des cantons, les édiles (starchiny), les maîtres des écoles primaires; elle chassa les gendarmes, les inspecteurs des campagnes (zemskié natchalniki) et se donna des juges par voie d'élection et des comités exécutifs pour l'administration cantonale... Les paysans de Géorgie, au Caucase, se conduisirent d'une manière encore plus déterminée.

Le 6 novembre, au vu et au su de tout le monde, s'ouvrit à Moscou le IIe congrès de l'Union paysanne. 187 délégués représentaient 27 gouvernements. Sur ce nombre, 101 avaient été munis de leurs pouvoirs par les assemblées cantonales et villageoises, les autres parlaient au nom des comités des gouvernements, des arrondissements, et des groupes locaux de l'Union. Parmi ces délégués, il y avait 145 paysans; le reste se composait d'intellectuels se rattachant de près à la classe paysanne : maîtres et maîtresses d'école, employés des zemstvos, médecins, etc... Pour quiconque voulait connaître le caractère du pays, ce fut un des congrès les plus intéressants de l'époque révolutionnaire. On put y voir un bon nombre de figures pittoresques, d'hommes qui s'étaient élevés par leurs propres forces au-dessus du niveau provincial, de révolutionnaires qui ne l'étaient que d'hier et qui d'eux-mêmes, « par leurs propres ressources », étaient arrivés à la compréhension des choses, des politiciens doués d'un fort tempérament, animés de grandes espérances, mais dont les idées n'étaient pas assez claires. Voici quelques silhouettes esquissées par un des membres du congrès : « Nous voyons un prêtre de Soumy, Anton Scherbak, de haute taille, aux cheveux blancs, aux moustaches courtes, au regard pénétrant, qui avait l'air de sortir de la toile de Répine « Les Cosaques Zaporogues ». Scherbak, pourtant, disait qu'il était fermier des deux hémisphères, car il avait passé vingt ans en Amérique et il possédait en Californie une ferme bien installée, occupée par sa famille russe... Le prêtre Miretsky, délégué du gouvernement de Voronèje, représentait cinq cantons. Dans un de ses discours, le P. Miretsky déclara que le Christ avait été le premier socialiste. « Si le Christ était ici, il serait parmi nous... » Deux paysannes en camisoles d'indienne, châles de laine et bottines de chevreau, parlaient au nom de l'assemblée des femmes d'un des villages du même gouvernement de Voronèje... Le capitaine Péréléchine représentait les artisans villageois de la même province. Il se présenta au congrès en uniforme, le sabre à la ceinture, ce qui causa dans l'assistance une sérieuse perturbation.

Une voix cria même du milieu de l'assemblée : « A bas la police! » Alors l'officier se leva et aux applaudissements de tous les congressistes déclara : « Je suis le capitaine Pérélékine, délégué du gouvernement de Voronèje, qui n'a jamais caché ses convictions et s'est toujours conduit ouvertement et franchement; c'est pourquoi vous me voyez ici en uniforme... »

Les délibérations portèrent surtout sur des questions de tactique. Certains délégués préconisaient la lutte par des moyens pacifiques: meetings, décisions des assemblées villageoises, boycottage des autorités par le « mir », création d'administrations autonomes révolutionnaires, labourage des terres expropriées par le « mir », refus « par le mir » de payer les impôts et de fournir des recrues. D'autres, surtout ceux qui représentaient le gouvernement de Saratov, lançaient des appels à la lutte armée, voulaient que l'on soutînt immédiatement la révolte commencée dans les provinces. En fin de compte on s'arrêta à un juste milieu. « Pour mettre fin aux malheurs du peuple, causés par le manque de terres, — disait la résolution, — il n'y a qu'un seul moyen, et c'est que toutes les terres deviennent la propriété commune du peuple entier, et qu'elles ne soient utilisées que par ceux qui travaillent la terre eux-mêmes, en famille ou en association. » L'établissement d'un système équitable d'exploitation des terres étaient confié à l'Assemblée Constituante qui devait être convoquée sur les bases les plus démocratiques « pas plus tard (!) qu'au mois de février prochain ». Pour arriver à ce résultat, « l'Union paysanne s'entendra avec ses frères ouvriers, avec les syndicats des villes, des fabriques, des usines, des chemins de fer et autres entreprises, ainsi qu'avec les organisations qui défendent les intérêts des travailleurs... Dans le cas où les revendications du peuple ne seraient point satisfaites, l'Union paysanne devra recourir à la grève générale de la terre (!), c'est-à-dire qu'elle refusera aux propriétaires de tous domaines ses forces ouvrières et par le fait même les contraindra à suspendre leur exploitation. Pour l'organisation de la grève générale, l'Union s'entendra avec la classe ouvrière. » Le congrès décidait ensuite de renoncer à la consommation de l'eau-de-vie, et déclarait à la fin de sa résolution que « d'après les renseignements que l'on reçoit de tous les points de la Russie, le refus de satisfaire aux revendications populaires pourrait être la cause de troubles considérables dans le pays et susciterait nécessairement une insurrection générale, car la patience du paysan est arrivée à son terme et il ne faut plus qu'une goutte pour faire déborder la coupe ». Si naïve que soit cette résolution en certains passages, elle montre du moins que les éléments avancés de la classe paysanne s'engageaient dans la voie révolutionnaire. L'expropriation des terres des propriétaires apparaissait imminente aux yeux du gouvernement et de la noblesse, elle s'annonçait d'un réalisme rigoureux dans les séances de ce parlement

de moujiks. La réaction jeta un eri d'alarme, et elle avait parfaitement raison.

Le 3 novembre, c'est-à-dire quelques jours avant le eongrès, le gouvernement avait publié un manifeste qui annonçait l'abolition des taxes de raehat sur les lots eoneédés aux paysans et l'augmentation des ressources de la Banque Paysanne. Le manifeste exprimait l'espoir que le gouvernement réussirait, avec le eoneours de la Douma, à satisfaire les besoins essentiels de la classe paysanne « sans eauser aueun dommage aux autres propriétaires ». La résolution du eongrès des paysans n'était point de nature à fortifier ees espéranees. Les ehoses allèrent eneore plus mal dans la pratique, en province, parmi « la population paysanne si chère au eœur » du monarque. Non seulement la dévastation et les ineendies, mais le labourage des domaines par les forees communales, la fixation par eontrainte de nouveaux salaires et de nouveaux fermages appelèrent de la part des propriétaires une résistanee aeharnée; ils présentèrent au pouvoir d'énergiques réelamations. De toutes parts, on exigeait l'envoi de troupes. Le gouvernement se réveilla, sentant que l'époque des effusions sentimentales était passée et qu'il était plus qu'opportun de se mettre à l'œuvre.

Le 12 novembre, le congrès des paysans arrivait à sa clôture et le 14 on mettait en arrestation le bureau de l'Union de Moseou. Ce fut le début. Deux ou trois semaines plus tard, répondant aux demandes d'instruetions qui lui arrivaient au sujet des troubles dans les eampagnes, le ministre de l'Intérieur répondait littéralement eeei : « Il faut exterminer par la foree armée les émeutiers et, dans le eas de résistanee, brûler leurs habitations. Dans la minute présente, il est néeessaire d'en finir une fois pour toutes avee les faetions. Les arrestations n'atteignent point aetuellement leur but; il est impossible de traduire devant les tribunaux des eentaines et des milliers d'hommes. Le seul point indispensable en ee moment est que les troupes se pénètrent bien des indieations que je viens de donner. P. Dournovo. » Cet ordre du jour monstrueux ouvre la nouvelle ère des saturnales de la eontre-révolution. Cette époque d'horreurs infernales eommenee dans les villes pour s'étendre de là aux eampagnes.

LA FLOTTE ROUGE

« La révolution, — écrivait à la fin de novembre le vieux Souvorine, serviteur émérite de la bureaucratie russe, — donne un élan extraordinaire à l'individu et attire à elle une multitude de fanatiques des plus dévoués, toujours disposés à sacrifier leur vie. Il est difficile de lutter contre cette révolution, précisément parce qu'elle a en partage beaucoup d'ardeur, de témérité, d'éloquence sincère et de brûlants enthousiasmes. Plus l'ennemi est fort, plus elle se montre résolue et courageuse, et chacune de ses victoires lui amène quantité d'adorateurs. Celui qui ignore cela, celui qui ne voit pas qu'elle est séduisante comme une femme belle et passionnée ouvrant largement ses bras et donnant l'avide baiser de ses lèvres enflammées, celui-là n'a pas été jeune. »

L'esprit de révolte planait sur la terre de Russie. Une transformation immense et mystérieuse s'accomplissait en d'innombrables cœurs, — les entraves de la crainte se rompaient; l'individu qui avait à peine eu le temps de prendre conscience de lui-même se dissolvait dans la masse et toute la masse se confondait dans un même élan. Affranchie des craintes héréditaires et des obstacles imaginaires, cette masse ne pouvait et ne voulait pas voir les obstacles *réels*. En cela était sa faiblesse et en cela sa force. Elle allait de l'avant comme une lame poussée par la tempête. Chaque journée soulevait de nouvelles profondeurs et engendrait de nouvelles possibilités. Comme si une force gigantesque remuait la pâte sociale jusqu'au fond.

Tandis que les tchinovniki (fonctionnaires) libéraux taillaient encore la robe neuve de la nouvelle Douma, le pays ne prenait pas une minute de repos. Grèves ouvrières, meetings incessants, manifestations dans les rues, dévastation des domaines, grèves de policiers et de garçons de cour se succédaient, et l'on vit enfin les troubles et la révolte gagner les matelots et les soldats. Tout se décomposa, tout devint un chaos. Et en même temps, dans ce chaos, s'éveillait le besoin d'un ordre nouveau dont les éléments se cristallisaient déjà. Les meetings qui se renouvelaient régulièrement apportaient déjà, par eux-mêmes, un principe organisateur. De ces réunions sortaient des députations qui prenaient à leur tour la forme plus importante de représentation. Mais comme l'agitation des forces élémentaires devançait le travail de la

conscience politique, le besoin d'agir laissait bien loin derrière lui la fiévreuse élaboration organisatrice.

En cela est la faiblesse de la révolution, — de *toute* révolution, mais en cela réside également sa force. Celui qui veut posséder de l'influence dans la révolution doit en assumer la charge entière. Les tacticiens par trop raisonneurs qui s'imaginent traiter la révolution comme une asperge, en séparant à leur gré la partie nourrissante de l'épluchure, sont condamnés à un rôle infructueux. En effet, *pas un* événement révolutionnaire ne crée des conditions « rationnelles » pour l'utilisation de leur tactique « rationnelle »; ainsi, fatalement, ils restent en dehors et en arrière de *tous* les événements. Et, en fin de compte, il ne leur reste plus qu'à répéter la parole de Figaro : « Hélas! nous n'aurons plus d'autre représentation pour effacer l'insuccès de la première... »

Nous ne nous donnons pas pour but de décrire, ni même d'énumérer tous les événements de 1905. Nous esquissons dans ses traits les plus généraux la marche de la révolution, et nous nous enfermons en outre — s'il est permis de s'exprimer ainsi — dans les limites de Pétersbourg, bien que nous envisagions l'histoire du pays tout entier. Mais, malgré les bornes que nous avons données à notre récit, nous ne pouvons laisser de côté un des plus grands événements de la grande année, entre la grève d'octobre et les barricades de décembre : nous voulons parler de la révolte militaire de Sébastopol. Elle commença le 11 novembre, et, le 17, l'amiral Tchoukhnine écrivait dans son rapport au tsar : « La tempête militaire s'est apaisée, la tempête révolutionnaire continue. »

A Sébastopol, les traditions du *Potemkine* n'étaient point mortes. Tchoukhnine avait exercé de cruelles représailles sur les matelots du cuirassé rouge : il en avait fusillé quatre, pendu deux et envoyé quelques dizaines aux travaux forcés; le *Potemkine* avait été rebaptisé : *Pantéléïmon*. Mais au lieu d'inspirer la terreur, il avait seulement attisé l'esprit de révolte de la flotte. La grève d'octobre ouvrit la période épique de grandioses meetings dans lesquels les matelots et les soldats d'infanterie apparaissaient non seulement comme auditeurs, mais comme orateurs. La fanfare des matelots jouait la *Marseillaise* en tête des manifestations révolutionnaires. En un mot, on observait partout une « démoralisation » complète.

L'interdiction faite aux militaires d'assister aux réunions populaires eut pour résultat d'occasionner des meetings purement militaires dans les cours des équipages de la flotte et des casernes. Les officiers n'osaient protester et les portes des casernes étaient ouvertes jour et nuit aux représentants du comité de notre parti, à Sébastopol. Notre comité était obligé de réprimer constamment l'impatience des matelots qui voulaient en venir « aux actes ». Le *Pruth* qui flottait à quelque distance, transformé en bagne,

désarmés, *sans phrases,* et enfermés dans le bureau, en état d'arrestation. Plus tard, d'ailleurs, on les relâcha.

Les soldats sortirent des casernes musique en tête. Les matelots se montrèrent également dans la rue, en bon ordre. Sur la place, les masses ouvrières les attendaient. Instant magnifique! Tous les enthousiasmes se confondaient en un seul. Les mains se tendaient, on s'embrassait. Le brouhaha des fraternelles acclamations montait. On se jurait un mutuel appui jusqu'au bout. La foule se rangea et se rendit en ordre parfait jusqu'à l'autre bout de la ville, vers les casernes du régiment de Bélostok. Les soldats et les matelots portaient les étendards de Saint-Georges, les ouvriers brandissaient les drapeaux de la social-démocratie. « Les manifestants, — disait alors l'agence officieuse, — ont organisé dans la ville un cortège qui s'est déroulé suivant un ordre exemplaire, avec fanfare en tête et drapeaux rouges ». Cette multitude fut obligée de passer devant le boulevard Historique où étaient disposées des mitrailleuses. Les matelots s'adressèrent à la compagnie des mitrailleurs, les invitant à faire disparaître leurs machines. Satisfaction fut donnée. Plus tard, cependant, les mitrailleuses reparurent. « Les compagnies armées du régiment de Bélostok, — dit encore l'agence, — qui se trouvaient sous la surveillance de leurs officiers, ont porté les armes et laissé passer les manifestants. » Devant les casernes du régiment de Bélostok fut organisé un grandiose meeting. Le succès, cependant, ne fut pas complet; les soldats hésitaient : les uns se déclaraient solidaires avec les matelots, les autres promettaient seulement de ne pas tirer. Finalement, les officiers réussirent même à emmener le régiment de Bélostok. Quant au cortège, il ne rentra que le soir au dépôt des équipages.

Pendant ce temps, le *Potemkine* arborait le drapeau de la social-démocratie. Le *Rostislavl* répondait par signal : « Je vois nettement ». Les autres navires se taisaient. Les réactionnaires qui se trouvaient parmi les matelots protestèrent en voyant l'étendard révolutionnaire hissé au-dessus de celui de Saint-André (1). Il fallut enlever le drapeau rouge. La situation restait encore indécise. Pourtant aucun retour en arrière n'était possible.

Dans les bureaux des équipages, siégeait en permanence une commission composée de matelots et de soldats délégués par les différentes armes (dans ce nombre, par sept navires), et de quelques représentants du parti social-démocrate invités par les délégués. Un membre de ce parti avait été élu à la présidence de la commission, à titre permanent. C'était là que les renseignements parvenaient et c'était de là que sortaient toutes les décisions. En cet endroit furent élaborées les revendications particulières aux soldats et aux matelots qu'on joignit aux exigences politiques

(1) Il s'agit du drapeau blanc à croix bleue de la marine russe. (N. d. T.)

générales. Pour la grande masse, ees réclamations, qui ne pouvaient intéresser que les easernes, tenaient la première place. La commission s'inquiétait surtout de l'insuffisanee des munitions. Les fusils ne manquaient pas, mais les eartouehes étaient en fort petit nombre. Depuis l'affaire du *Potemkine*, les munitions de guerre étaient gardées dans un lieu secret. « On sentait fortement aussi, — écrit un homme qui prit une part aetive aux événements, — l'absenee d'un chef qui aurait eonnu suffisamment les questions militaires. »

La eommission des députés insistait énergiquement pour obtenir des équipages qu'ils désarmassent leurs offieiers et leur fissent quitter les navires et les easernes. C'était une mesure indispensable. Les officiers du régiment de Brest, qui demeuraient encore dans les easernes, avaient complètement démoralisé leurs hommes. Ils menaient une intense propagande eontre les matelots, eontre les « gens du dehors » et les « youpins », propagande à laquelle ils avaient ajouté la réaetion de l'alcool. Pendant la nuit, sous leur direetion, des soldats s'enfuirent honteusement vers les eamps situés hors la ville, et eela sans passer par les portes où se tenait une eompagnie révolutionnaire; ils se faufilèrent par une brèehe ouverte dans la muraille. Vers le matin, ils rentrèrent pourtant dans les easernes, mais ne partieipèrent désormais plus à la lutte. L'indécision de ee régiment devait néeessairement influencer les équipages de la flotte. Pourtant, le jour suivant, le soleil du sueeès brilla d'un nouvel éelat : les sapeurs se joignirent à la mutinerie. Ils se présentèrent au dépôt des matelots en ordre de bataille et les armes à la main. Ils furent aeueeillis avee enthousiasme et logés dans les easernes. L'état des esprits se releva et s'affermit. Des députations venaient de toutes parts : l'artillerie de la forteresse, le régiment de Bélostok et les gardes-frontières promettaient de « ne pas tirer ». Ne eomptant plus sur les régiments de la garnison, le eommandement entreprit de faire venir des troupes des villes voisines : de Simféropol, d'Odessa, de Théodosia. Parmi les soldats qui arrivaient, on mena une active propagande révolutionnaire qui obtint du sueeès. Mais les relations de la eommission avee les navires étaient des plus diffieiles. Les matelots ignoraient en effet la langue des signaux. Cependant, on reçut des déclarations de complète solidarité du croiseur *Otchakov*, du cuirassé *Potemkine*, des contre-torpilleurs *Volny* et *Zavetny*, auxquels se joignirent dans la suite quelques torpilleurs. Les autres vaisseaux hésitaient et n'envoyaient toujours que la promesse « de ne pas tirer ». Le 13, un offieier de la flotte se présenta au dépôt des équipages, montrant un télégramme : le tsar leur ordonnait de déposer les armes dans les vingt-quatre heures. L'offieier fut bafoué et expulsé. Pour prévenir tout pogrom en ville, des patrouilles de matelots eireulèrent. Cette mesure tranquillisa aussitôt la population et eonquit ses sympathies. Les

matelots gardaient eux-mêmes les magasins du monopole de l'eau-de-vie dans le but d'empêcher toute ivrognerie. Durant tout le temps de la révolte, l'ordre qui régna dans la ville fut parfait.

La soirée du 13 novembre fut un moment décisif dans le cours de ces événements : la commission des députés invita à prendre la direction militaire le lieutenant Schmidt, officier de marine en retraite, qui s'était acquis une grande popularité dans les assemblées populaires d'octobre. Il accepta courageusement l'invitation et, depuis ce jour, se trouva à la tête du mouvement. Dans la soirée du jour suivant, Schmidt embarqua sur le croiseur *Otchakov* où il resta jusqu'au dernier moment. Il arbora sur ce navire le pavillon amiral et lança le signal : « Je commande la flotte, Schmidt », comptant ainsi attirer toute l'escadre à lui. Puis il dirigea son croiseur vers le *Pruth*, afin de mettre en liberté les « mutins du *Potemkine* ». Aucune résistance ne lui fut opposée, l'*Otchakov* prit à son bord les matelots forçats et fit avec eux le tour de l'escadre. Sur tous les vaisseaux retentissaient des « hourras », des acclamations. Quelques navires et, dans ce nombre, les cuirassés *Potemkine* et *Rostislavl* arborèrent le drapeau rouge qui, d'ailleurs, ne flotta sur ce dernier que quelques minutes.

Quand il eut pris la direction de la révolte, Schmidt fit connaître sa conduite par la déclaration suivante :

« A Monsieur le Maire de la Ville,

« J'ai envoyé aujourd'hui à Sa Majesté l'Empereur un télégramme ainsi conçu :

« La glorieuse flotte de la Mer Noire, gardant saintement sa « fidélité à son peuple, exige de vous, Souverain, la convocation « immédiate d'une Assemblée Constituante et cesse d'obéir à vos « ministres.

« *Le Commandant de la Flotte,*

« Citoyen SCHMIDT. »

Un ordre arriva de Pétersbourg par télégraphe : « Ecraser la révolte ». Tchoukhnine fut remplacé par Meller-Zakomelsky, qui se rendit fameux dans la suite comme bourreau. La ville et la forteresse furent déclarées en état de siège, toutes les rues furent occupées par les troupes. L'heure décisive était venue. Les révoltés espéraient que les troupes refuseraient de tirer sur leurs frères et que les autres vaisseaux se joindraient à l'escadre révolutionnaire. Sur plusieurs navires, les officiers furent, en effet, arrêtés et conduits à l'*Otchakov*, à la disposition de Schmidt. Par cette mesure, on pensait, entre autres choses, protéger le croiseur amiral contre le feu de l'ennemi. Une multitude se pressait sur la berge, attendant le salut qui devait annoncer l'adhésion de l'escadre. Mais cette attente fut trompée. Les représentants de

L'OUVRIER KRASSINE,

un des accusés dans le procès du Soviet.

l'ordre ne permirent point à l'*Otchakov* de faire une seconde fois le tour des vaisseaux et ouvrirent le feu. La foule, à la première salve, crut entendre le salut que l'on espérait, mais elle comprit bientôt ce qui se passait et s'enfuit du port épouvantée. La canonnade et la fusillade grondèrent de tous côtés. On tirait des vaisseaux, on tirait de la forteresse, l'artillerie de campagne tirait aussi, les mitrailleuses tiraient du boulevard Historique. Une des premières salves détruisit la machine électrique sur l'*Otchakov*. Avant d'avoir envoyé six bordées, l'*Otchakov* était réduit au silence et devait hisser le drapeau blanc. Malgré cela, les décharges à l'adresse du croiseur continuèrent jusqu'au moment où un incendie se déclara à bord. Le sort du *Potemkine* fut encore plus triste. On n'avait pas eu le temps, sur ce navire, d'adapter aux canons les culasses et les percuteurs et toute défense devint impossible dès le début de la bataille. Sans avoir tiré une seule fois, le *Potemkine* arbora le drapeau blanc. Les dépôts des équipages, à terre, firent la plus longue résistance. Ils ne se rendirent qu'après avoir brûlé leurs dernières cartouches. Le drapeau rouge flotta jusqu'au bout sur les casernes révoltées. Elles furent définitivement occupées par les troupes du gouvernement vers six heures du matin.

Lorsque la première épouvante causée par la canonnade fut passée, une partie de la foule revint à la berge. « Le tableau était affreux, — écrit un des acteurs de l'insurrection, témoin que nous avons déjà cité. — Sous les feux croisés des pièces, plusieurs torpilleurs et chaloupes avaient été coulés. Bientôt l'*Otchakov* se couvrit de flammes. Les matelots qui s'enfuyaient à la nage criaient au secours. On continuait à les fusiller dans l'eau. Les canots qui se dirigeaient vers eux pour les recueillir tombaient sous le feu. Les matelots qui atteignaient le rivage où se tenaient les troupes étaient achevés sur place. Ne furent sauvés que ceux qui réussirent à se cacher dans la foule dont les sympathies leur étaient acquises. » Schmidt tenta de fuir, déguisé en matelot, mais fut pris.

Vers trois heures du matin, le travail sanglant des bourreaux « de l'apaisement » était achevé. Après cela, ils durent jouer le même rôle de bourreaux « au tribunal ».

Les vainqueurs écrivaient dans leur rapport : « Ont été fait prisonniers ou arrêtés plus de 2.000 hommes... Ont été mis en liberté : 19 officiers ou civils, arrêtés par les révolutionnaires; ont été saisis 4 drapeaux, des coffres-forts et un nombreux matériel appartenant à l'Etat, cartouches, armes, munitions, équipements et 12 mitrailleuses. » L'amiral Tchoukhnine télégraphiait de son côté à Tsarskoïé-Sélo : « La tempête militaire s'est apaisée, la tempête révolutionnaire continue. »

Quel immense pas en avant, quand on compare cette révolte avec la mutinerie de Cronstadt! Ici, il n'y avait eu qu'une explo-

sion de forces élémentaires, terminée par une sauvage répression. A Sébastopol, la révolte s'était accrue d'une façon régulière, elle avait consciement cherché l'ordre et l'unité d'action. « Dans la ville révoltée, — écrivait le *Début* (*Natchalo*), organe de la social-démocratie, au plus fort des événements de Sébastopol, — personne ne parle d'exploits qui auraient été possibles de la part de voyous et de pillards; les simples délits de vol ont dû devenir plus rares pour cette simple raison que les voleurs du Trésor public qui appartiennent à l'armée et à la flotte ont été expulsés de cette heureuse ville. Vous voulez savoir, citoyens, ce qu'est la démocratie appuyée sur la population armée? Regardez Sébastopol. Regardez cette ville républicaine qui ne connaît d'autre autorité que celle de ses élus responsables... »

Et cependant cette ville révolutionnaire ne soutint l'épreuve que quatre ou cinq jours et se rendit sans avoir épuisé, loin de là, toutes les ressources de sa force militaire. Faut-il s'en prendre à des erreurs de stratégie? Ou bien à l'indécision des meneurs? On ne peut nier ni ceci ni cela. Mais l'issue générale de la lutte fut déterminée par des causes plus profondes.

A la tête de la révolte marchent les matelots. Leur métier exige d'eux une plus grande indépendance de caractère et plus d'ingéniosité que le service de terre. L'antagonisme entre les simples matelots et la caste aristocratique des officiers de marine, fermée à tout intrus, est plus profond que celui qui existe entre les soldats d'infanterie et le personnel de leurs officiers à moitié plébéien. Enfin, les hontes de la dernière guerre, qui avaient principalement pesé sur la flotte, avaient tué dans le matelot toute estime pour ses capitaines et ses amiraux, personnages poltrons et cupides.

Aux matelots, comme nous l'avons vu, se joignent très résolument *les sapeurs*. Ils viennent avec leurs armes et s'installent dans les casernes de la flotte. Dans tous les mouvements révolutionnaires de notre armée de terre, nous observons le même fait : au premier rang marchent les sapeurs, les mineurs, les artilleurs, en un mot des hommes qui ne sont point des rustres ignorants, de braves gars de village, mais des soldats qualifiés, sachant lire et écrire convenablement, ayant reçu une instruction technique. A cette différence de niveau intellectuel correspond une différence de type social : le soldat d'infanterie, c'est, pour une écrasante majorité, le jeune paysan, tandis que les troupes du génie et de l'artillerie sont principalement recrutées parmi les ouvriers industriels.

Nous avons constaté l'irrésolution des régiments d'infanterie de Brest et de Bélostok pendant toute la durée de la révolte. Ils ne se décident pas à expulser tous leurs officiers. D'abord, ils se joignent à la flotte, ensuite ils l'abandonnent. Ils promettent de ne pas tirer, mais, finalement, ils se soumettent complètement à l'influence du commandement et dirigent honteusement leur fusillade

sur les casernes de la flotte. Cette instabilité révolutionnaire de l'infanterie-paysanne s'est manifestée plus d'une fois dans la suite, sur la ligne du chemin de fer de Sibérie, ainsi que dans la forteresse de Svéaborg.

Ce ne fut pas seulement dans l'armée de terre que le rôle révolutionnaire principal fut assumé par des hommes munis d'une instruction technique, c'est-à-dire par l'élément prolétarien. Nous observerons le même phénomène dans la flotte. Qui se trouve à la tête des « mutins »? Qui hisse le drapeau rouge sur le cuirassé? Le matelot-technicien, les hommes de la machine. Des ouvriers industriels revêtus de la vareuse, constituant la minorité de l'équipage, le dominent, car ils possèdent la machine, qui est le cœur même du navire.

Les débats et les difficultés entre la minorité prolétarienne et la majorité paysanne de l'armée se reproduisent dans toutes nos révoltes militaires, qu'ils affaiblissent et paralysent. Les ouvriers apportent à la caserne les avantages particuliers de leur classe : une certaine instruction générale, des connaissances techniques, de la décision, le sens de l'union dans l'action. La classe paysanne domine en revanche par le nombre, qui est écrasant. Automatiquement, l'armée, recrutée par le service obligatoire et universel, donne à la classe des moujiks cette cohésion qui lui manquait dans la production et, du plus grand défaut politique de cette classe, de sa passivité, se fait un avantage inappréciable. Si les régiments de paysans se laissent entraîner à un mouvement révolutionnaire pour avoir trop durement éprouvé les misères de la caserne, ils sont néanmoins toujours enclins à temporiser et, à la première attaque décisive de l'ennemi, ils abandonnent les « mutins » et se laissent imposer de nouveau le joug de la discipline. Il faut en conclure que la bonne méthode de révolte militaire sera dans une attaque résolue, menée sans répit, de façon à prévenir toute hésitation et toute dispersion des troupes; mais il faut en conclure également que la tactique du mouvement révolutionnaire rencontre son principal obstacle dans la passivité méfiante de l'inculte soldat, du moujik.

Cette difficulté se manifesta dans toute son ampleur peu de temps après, dans l'écrasement de l'insurrection de décembre qui termina le premier chapitre de la révolution russe.

AU SEUIL DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

« Pour un mauvais gouvernement, — dit le pénétrant conservateur Tocqueville, — le moment le plus dangereux est ordinairement celui où il commence à se transformer. » Les événements affermissaient de plus en plus dans cette opinion le comte Witte. Contre lui se dressait la révolution, inexorablement. L'opposition libérale ne se décidait pas à marcher ouvertement avec lui. Contre lui agissait encore la camarilla. L'appareil gouvernemental s'effritait entre ses mains. Lui-même, enfin, s'opposait à lui-même, car il n'avait aucune intelligence des événements, aucun plan, et il n'était armé que d'intrigue, au lieu d'avoir un programme d'action. Et, tandis qu'il se démenait éperdument, la réaction et la révolution marchaient à la bataille.

« ...Les faits, même ceux que l'on peut extraire des dossiers du département de la police, — dit une note secrète, rédigée en novembre 1905 par ordre du comte Witte, pour lutter contre « les partisans de Trépov », — les faits démontrent avec une entière évidence qu'une importante partie des graves accusations lancées contre le gouvernement par la société et par le peuple, dans les jours qui suivirent le manifeste, est basée sur des motifs absolument sérieux : les hauts dignitaires du gouvernement avaient créé des partis pour « opposer une résistance organisée aux éléments extrémistes »; des manifestations patriotiques étaient également organisées par le gouvernement qui, en même temps, dispersait les autres démonstrations; on tirait sur de paisibles manifestants et l'on permettait à d'autres, sous les yeux de la police et des troupes, de maltraiter certaines personnes et de brûler l'administration d'un zemstvo dans un chef-lieu de canton; on ne touchait pas aux fauteurs de pogroms et on tirait par salves de peloton sur ceux qui se permettaient de se défendre; consciemment ou inconsciemment (?) on poussait la foule à exercer des violences par des affiches officielles que le plus haut représentant du pouvoir gouvernemental avait signées dans une grande ville; et quand, ensuite, des désordres se produisirent, on ne prit aucune mesure pour les réprimer. Tout cela s'est passé, en trois ou quatre jours, en divers points de la Russie, et ces incidents ont soulevé parmi la population une tempête de colère qui a complètement effacé la première et si heureuse impression qu'on avait eue du manifeste du 17 octobre.

« En outre, la population est arrivée à cette ferme conviction que tous ces pogroms qui ont passé, d'une manière si imprévue, et simultanée pourtant, par toute la Russie, ont été provoqués et dirigés par une seule main, par une main puissante. Et malheureusement la population avait des motifs très sérieux de penser ainsi. »

Lorsque le général-gouverneur de Courlande appuyait par un télégramme la résolution adoptée dans un meeting de vingt mille personnes, exigeant la suppression de la loi martiale, lorsque ce gouverneur affirmait en outre que « la loi martiale n'était plus conforme aux nouvelles circonstances », Trépov lui répondait d'une main sûre : « A votre télégramme du 20 octobre. Votre conclusion, d'après laquelle la loi martiale ne serait plus conforme aux circonstances, n'est pas la mienne. »

Witte avalait en silence cette belle déclaration d'un homme qui lui était subordonné et qui prétendait que la loi martiale n'était nullement en contradiction avec le manifeste du 17 octobre; Witte s'efforçait même de persuader à la députation ouvrière que « Trépov n'était pas du tout la bête féroce que l'on disait ». Il est vrai que, devant l'indignation générale, Trépov fut obligé d'abandonner son poste. Mais celui qui le remplaça dans le rôle de ministre de l'intérieur, Dournovo, ne valait pas mieux que lui. De plus, Trépov qui avait été nommé commandant du palais, avait conservé toute son influence sur la marche des affaires. La conduite de la bureaucratie provinciale dépendait de lui beaucoup plus que de Witte.

« Les partis extrémistes, — dit encore la note de Witte que nous venons de citer, — ont acquis de la force parce que, dans leur violente critique des actes du gouvernement, ils ont eu trop souvent raison. Ces partis auraient perdu considérablement de leur prestige si les masses, dès la publication du manifeste, avaient vu que le gouvernement était effectivement résolu à marcher dans la nouvelle voie tracée par ce document et qu'il la suivait. Malheureusement le contraire arriva et les partis extrémistes eurent encore une fois l'occasion, dont l'importance est presque inappréciable, de s'enorgueillir, car ils avaient justement compris, et seuls ils avaient bien jugé la valeur des promesses du gouvernement. »

En novembre, comme le montre la note, Witte commençait à comprendre cela. Mais il n'avait pas la possibilité de mettre en œuvre ce que lui suggérait son intelligence. La note qu'il avait fait écrire pour le tsar ne fut pas utilisée (1).

Se débattant des pieds et des mains, Witte désormais se laissait traîner à la suite de la contre-révolution.

Dès le 6 novembre, se réunit à Moscou un Congrès des zemstvos

(1) Cette intéressante note a été imprimée dans un recueil (bien entendu confisqué) : *Matériaux pour servir à l'histoire de la contre-révolution russe*, Saint-Pétersbourg, 1908.

qui devait définir l'attitude de l'opposition libérale vis-à-vis du gouvernement. Les esprits hésitaient, oscillaient, mais penchaient plutôt, sans aucun doute, vers la droite. Il est vrai que des voix radicales se faisaient entendre. On disait que « la bureaucratie était incapable de créer, qu'elle n'était bonne qu'à détruire »; qu'il fallait chercher les forces de construction dans « le puissant mouvement ouvrier qui nous avait donné le manifeste du 17 octobre »; que « nous n'acceptions pas l'octroi d'une constitution, que nous n'accepterions celle-ci que des mains du peuple russe ». Roditchev, qui éprouve une prédilection invincible pour le faux style classique, s'écriait : « Ou bien le suffrage universel direct, ou bien il n'y aura pas de Douma! » Mais, d'autre part, on déclarait dans le même congrès : « Les désordres agraires, les grèves, tout cela engendre la terreur; le capital est épouvanté, les personnes fortunées ont pris peur, elles retirent leur argent des banques et s'enfuient à l'étranger. » « On se gausse de ceux qui ont institué des satrapies comme moyens de lutte contre les troubles agraires, — s'exclamaient des voix, des voix de propriétaires qui ramenaient les congressistes à un juste sentiment des choses; — mais qu'on nous indique un moyen constitutionnel pour remédier à ces désordres! » « Mieux vaut accepter n'importe quel compromis que d'aggraver le conflit... » « Il est temps de s'arrêter, — s'écriait encore Goutchkov, qui débutait alors sur l'arène politique; — nous apportons de nos propres mains des fagots au bûcher qui nous brûlera tous. »

Les premières nouvelles que l'on eut de la révolte de la flotte à Sébastopol mirent le courage de l'opposition, dans les zemstvos, à une trop rude épreuve. « Nous ne sommes plus en présence de la révolution, — déclara le Nestor du libéralisme, M. Pétrounkévitch, — nous avons affaire à l'anarchie. » Sous l'influence directe des événements de Sébastopol, une tendance se fait jour qui préconise un accord immédiat avec le ministère de Witte, et cette tendance l'emporte. Milioukov essaie de retenir le congrès, de prévenir des démarches qui le compromettraient trop évidemment. Pour tranquilliser les hommes des zemstvos, il leur dit que « la révolte de Sébastopol touche à sa fin, que les principaux émeutiers sont arrêtés et que les craintes éprouvées sont évidemment prématurées. » Mais en vain! Le congrès décide d'envoyer une députation à Witte pour lui remettre une motion de confiance conditionnelle, sertie dans un certain nombre de phrases d'opposition démocratique. Pendant ce temps, le Conseil des Ministres, assisté de quelques « membres influents de la société » choisis dans l'aile droite libérale, examinait la question du système d'élections à adopter pour la Douma d'Etat. Les « personnages influents de la société », comme on les appelait, défendaient le suffrage universel ainsi qu'une triste nécessité. Le comte démontrait les avantages d'un perfectionnement progressif du système génial de Boulyguine. On

n'arriva ainsi à aucun résultat et, dès le 21 novembre, le Conseil des Ministres se passait déjà des services de messieurs « les personnages influents ». Le 22 novembre, la députation des zemstvos, composée de MM. Pétrounkéviteh, Mouromtsev et Kokoelkine remit au comte Witte la note des zemstvos et, après avoir attendu une réponse pendant sept jours, n'ayant pu l'obtenir, rentra honteusement à Moscou. Elle y fut rattrapée par la réponse du comte, rédigée dans le ton arrogant de la haute bureaucratie. La tâche du Conseil des Ministres, disait-il, consistait, d'abord et avant tout, à exécuter la volonté du monarque; tout ce qui dépassait les limites du manifeste du 17 octobre devait être rejeté; la sédition ne permettait pas de renoncer à l'emploi de mesures d'exception; en ce qui concernait les groupes de la société qui ne voulaient pas soutenir le gouvernement, celui-ci ne voyait d'intérêt qu'à faire sentir à ces groupes les conséquences possibles de leur conduite...

En contraste et pour faire équilibre au congrès des zemstvos qui, malgré toute sa lâcheté et sa débilité, s'éloignait pourtant bien à gauche du courant réel des zemstvos et des municipalités, le 24 novembre arriva à Tsarskoïé-Sélo une députation du zemstvo central de Toula. Le chef de la députation, le comte Bobrinsky, dans son discours d'esclave byzantin, déclara, entre autres choses : « Nous n'avons pas besoin de droits importants, car le pouvoir du tsar, pour notre bien même, doit être fort et réel... Souverain, vous connaîtrez les besoins du peuple non par des cris et des clameurs poussés au hasard, mais, selon la vérité, par la Douma d'Etat à laquelle vous avez donné une existence légale. Nous vous supplions de n'en point différer la convocation. Le peuple s'est déjà fait à l'idée du règlement électoral et compte sur le 6 août... »

Les événements semblaient combinés pour accélérer le passage des classes possédantes dans le camp de l'ordre. Au début de novembre, une grève spontanée et inattendue avait éclaté, celle des postes et télégraphes. C'était la réponse donnée par les esclaves de la poste, qui se réveillaient enfin, à une circulaire de Dournovo interdisant aux fonctionnaires de former des syndicats. Le comte Witte reçut du syndicat des postes et télégraphes un ultimatum l'invitant à rapporter la circulaire de Dournovo et à réintégrer les fonctionnaires révoqués comme appartenant à l'organisation. Le 15 novembre, le congrès des postes et télégraphes, réuni au nombre de 73 délégués à Moscou, décide à l'unanimité d'envoyer sur toutes les lignes ce télégramme : « Witte n'a pas répondu. Faites la grève. » L'état des esprits était tel qu'en Sibérie la grève commença avant le terme fixé par l'ultimatum. Le lendemain, la grève, aux applaudissements des larges groupes progressistes du fonctionnariat, gagnait toute la Russie.

Witte expliquait aux députations, d'un air profond, que le gouvernement « ne s'était pas attendu » à une semblable péripétie. Les libéraux étaient inquiets du mal que pouvait faire à

« la culture » la suspension des communications postales et, fronçant les sourcils, entreprenaient des recherches pour connaître « les limites de la liberté de coalition en Allemagne et en France ». Le Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg n'hésita pas une minute. Et, bien que la grève des postes et télégraphes n'ait nullement été due à son initiative, elle se poursuivit, à Pétersbourg, avec son énergique appui. La caisse du Soviet versa 2.000 roubles aux grévistes; le Comité Exécutif envoyait à leurs réunions des orateurs, imprimait leurs appels et organisait des patrouilles contre les briseurs de grève. Il est difficile d'apprécier à quel point cette tactique nuisit à « la culture »; mais il est hors de doute qu'elle acquit au prolétariat les ardentes sympathies des fonctionnaires déshérités. Dès le début de la grève, le congrès des postes et télégraphes avait envoyé au Soviet cinq délégués...

La suspension des communications postales, si elle ne nuisit pas beaucoup à « la culture », causait en tout cas de graves dommages au commerce. Les marchands et les hommes de bourse, affolés, faisaient la navette entre le comité de grève et le ministère, tantôt suppliant les fonctionnaires de reprendre leur travail, tantôt exigeant des mesures de répression contre les grévistes.

Atteinte de plus en plus souvent à l'endroit sensible, à la poche, la classe capitaliste s'affermissait de plus en plus dans la réaction. Et d'heure en heure croissait l'impudence réactionnaire des conjurés de Tsarskoïé-Sélo. Si quelque chose retenait encore la réaction dans son élan, c'était la crainte inspirée par la réplique inévitable qu'on attendait de la révolution. On le constata avec une merveilleuse évidence lors d'un incident qui se produisit dans la forteresse de Kouchka, en Asie Centrale, où le conseil de guerre venait de juger un certain nombre de cheminots. Le fait est tellement remarquable par lui-même que nous le raconterons en quelques mots.

Le 23 novembre, au plus fort de la grève des postes et télégraphes, le Comité du réseau des chemins de fer de Pétersbourg reçut de Kouchka un télégramme faisant savoir que le commandant de la forteresse, l'ingénieur Sokolov, et plusieurs autres fonctionnaires avaient été traduits pour propagande révolutionnaire en cours martiale : le tribunal les avait condamnés à la peine de mort et la sentence devait être exécutée le 23 novembre, à minuit. Le télégraphe, reprenant aussitôt son service, rétablit en quelques heures les communications entre tous les réseaux de chemins de fer. L'armée des cheminots exigeait qu'un ultimatum fût présenté d'urgence au gouvernement. Ce que l'on fit. Après entente avec le Comité Exécutif du Soviet des Députés, le Congrès des Cheminots déclara au ministère que si, à huit heures du soir, la sentence de mort n'était pas annulée, tous les chemins de fer cesseraient leur trafic.

L'auteur de ce livre a gardé un vif souvenir de la séance mémo-

rable du Comité Exécutif, dans laquelle, en attendant la réponse du gouvernement, on élabora un plan d'action. Les regards ne pouvaient se détacher de l'aiguille qui marquait les heures. Les uns après les autres, arrivaient les représentants de différentes voies ferrées, annonçant que telle et telle lignes donnaient leur adhésion par télégraphe à l'ultimatum. Il était clair que, si le gouvernement ne cédait pas, une lutte acharnée devait s'engager... Qu'arriva-t-il en effet? A huit heures cinq — pour sauver son prestige, le gouvernement du tsar n'osa différer la réponse que de trois cents secondes — le ministre des Voies de Communication fit savoir d'urgence par télégramme au comité des cheminots que l'exécution de la sentence était différée. Le lendemain, le ministère lui-même publia la nouvelle de sa capitulation dans une communication gouvernementale. Il avait reçu, disait-il, « la prière (!) d'annuler la condamnation, accompagnée d'une déclaration disant qu'en cas contraire on aurait l'intention (!) de déclancher la grève ». Le gouvernement affirmait n'avoir reçu aucune information des autorités militaires de l'endroit en question, « ce qui s'expliquait, probablement, par la grève du télégraphe de l'État ». En tout cas, « dès réception de l'avis télégraphique », le ministre de la guerre avait envoyé l'ordre « de suspendre l'exécution de la sentence, si pareille sentence avait été prononcée, jusqu'à plus ample informé ». La communication officielle ne dit pas, toutefois, que le ministre de la guerre fut obligé d'envoyer cet ordre par l'intermédiaire du Syndicat des Cheminots; car le gouvernement lui-même n'avait pas accès auprès du télégraphe en grève.

Cette belle victoire fut, néanmoins, la dernière de la révolution, qui ne connut ensuite que des défaites. Les organisations révolutionnaires essuyèrent d'abord une fusillade d'avant-postes. Il devint évident que l'on préparait contre elles une attaque forcenée. Dès le 14 novembre, on avait arrêté à Moscou, conformément au règlement « de protection renforcée », alors en vigueur, le bureau de l'Union des Paysans. Vers la même date, on décida à Tsarskoïé-Sélo d'opérer l'arrestation du président du Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg. Cependant l'administration tardait à exécuter cette résolution. Elle ne se sentait pas encore complètement sûre du terrain, elle tâtonnait, elle hésitait. Le ministre de la justice se déclarait adversaire du complot de Tsarskoïé-Sélo. Il démontrait que le Soviet des Députés ne pouvait être considéré comme une société secrète, car il agissait ouvertement, annonçait ses séances, imprimait dans les journaux ses comptes-rendus et entrait même en rapports avec des personnages de l'administration. « Cette circonstance, — disait alors la presse renseignée sur l'opinion du ministre de la Justice, — cette circonstance que ni le gouvernement, ni l'administration n'ont pris aucune mesure pour briser l'activité de ce groupement, qui tendait pourtant à renverser le régime, que l'administration même a souvent envoyé au local des

séances du Soviet des patrouilles pour maintenir l'ordre, que le préfet de police (gradonatchalnik) de Pétersbourg a lui-même reçu Khroustalev, président du Soviet, sachant bien qui il était et à quel titre il se présentait, — tout cela donne aux membres du Soviet des Députés Ouvriers le droit absolu de considérer leur activité comme n'étant point en opposition avec le courant qui domine dans les sphères gouvernementales et comme n'ayant rien, par conséquent, de criminel ».

Mais, finalement, le ministre de la Justice trouva moyen de sortir du doute qu'il éprouvait comme homme de loi et, le 26 novembre, Khroustalev fut arrêté dans le local du Comité Exécutif.

Disons deux mots sur l'importance de cette arrestation. A la deuxième séance du Soviet, le 14 octobre, sur la proposition du représentant de l'organisation social-démocrate, on avait élu président un jeune avocat, Georges Nossar, qui se rendit bientôt très populaire sous le nom de Khroustalev. Il resta président jusqu'au jour de son arrestation, le 26 novembre, et tous les fils de l'organisation et de l'activité pratique du Soviet se trouvaient ramassés entre ses mains. La presse radicale vulgaire, d'une part, la presse réactionnaire et policière de l'autre, réussirent en quelques semaines à créer autour de cette figure une légende historique. Jadis, le 9 janvier leur avait semblé le résultat des profondes méditations et du génie démagogique de Georges Gapone: maintenant, le Soviet des Députés Ouvriers leur apparaissait comme un simple instrument entre les mains titaniques de Georges Nossar. L'erreur, dans le second cas, était encore plus grossière et plus stupide que dans le premier. Bien que le travail fourni par Khroustalev comme président ait été infiniment plus fructueux et plus significatif que l'aventure de Gapone, l'influence personnelle du président du Soviet sur la marche et l'issue des événements fut de beaucoup au-dessous de celle qu'exerça le pope révolté, affilié au département de la police. Ce n'était pas de la faute de Khroustalev, c'était le mérite de la révolution. De janvier à octobre, elle fit passer le prolétariat par une grande école politique. La formule qui dit : *le héros et la foule*, ne s'adaptait plus à la pratique révolutionnaire des masses ouvrières. La personnalité du chef se dissolvait dans l'organisation; et, d'un autre côté, la masse unifiée devenait elle-même une personnalité politique.

Fertile en trouvailles pratiques, actif, président énergique et capable, bien qu'orateur médiocre, nature impulsive, sans passé ni physionomie politiques, Khroustalev convenait mieux que personne au rôle qu'il joua à la fin de 1905. Les masses ouvrières, dont l'état d'esprit était révolutionnaire et dont le sentiment de classe était nettement développé, manquaient cependant, dans leur majorité, de cette détermination que donne l'adhésion à un parti. Ce que nous avons dit plus haut du Soviet même peut être appliqué à Khroustalev. Tous les socialistes de carrière appartenaient à des

partis; la candidature d'un homme de parti aurait suscité des difficultés au sein même du Soviet dès le moment de sa formation. D'autre part, l'indétermination politique de Khroustalev facilitait au Soviet ses relations avec les groupes étrangers au prolétariat, en particulier avec les organisations intellectuelles qui accordèrent au Soviet une aide matérielle considérable. En confiant la présidence à un sans-parti, la social-démocratie comptait exercer un contrôle politique. Elle ne se trompait pas. Trois ou quatre semaines ne s'étaient pas écoulées que l'accroissement formidable de son influence et de ses forces se traduisait en particulier par l'adhésion publique de Khroustalev à la social-démocratie (fraction des mencheviks).

Quel résultat le gouvernement pensait-il obtenir en arrêtant Khroustalev? Pensait-il détruire l'organisation en supprimant son président? C'aurait été trop bête, — même pour Dournovo. Il est cependant difficile de se représenter nettement les motifs qui poussèrent le gouvernement à cet acte, pour cette raison d'abord que la réaction ne s'en rendait pas bien compte elle-même : les conjurés s'étaient réunis à Tsarskoïé-Sélo pour statuer sur le sort de la révolution, et ils accouchèrent d'une simple mesure de gendarmerie. En tout cas, l'arrestation du président, dans les conditions où elle se produisait, prenait pour le Soviet une importance des plus symptomatiques. Si quelqu'un doutait encore, à cette époque, du véritable caractère de la situation, il devint clair pour celui-là, clair comme le jour, qu'il n'y avait plus de retraite possible, ni du côté de la réaction ni de l'autre, que la rencontre décisive était inévitable et qu'elle aurait lieu, non dans quelques mois ou quelques semaines, mais sous peu de jours.

LES DERNIERS JOURS DU SOVIET

Après l'arrestation de Khroustalev, le Soviet ne pouvait abandonner l'arène du eombat : le parlement de la elasse ouvrière, librement élu, était fort, préeisément par le earaetère publiè de son aetivité. Dissoudre l'organisation, c'était ouvrir volontairement les portes de la forteresse à l'ennemi. Il ne restait donc qu'à suivre la route où l'on s'était engagé, il fallait mareher au-devant du eonflit. Dans la séance du Comité Exéeutif qui eut lieu le 26 novembre, le représentant du parti des socialistes-révolutionnaires (Tehernov « en personne ») proposa de déelarer qu'à ehaque mesure de répression du gouvernement, le Soviet répondrait par un attentat terroriste. Nous nous déelarâmes hostile à eette mesure : dans le peu de temps qui restait jusqu'à l'ouverture de la bataille, le Soviet devait établir une liaison, et la plus étroite possible, avec les villes de province, avec les Unions des Paysans, des Cheminots, des Postes et Télégraphes, avec l'armée; dans ee but, dès le milieu de novembre, il avait envoyé deux délégués, l'un dans le Midi, l'autre sur la Volga; or, l'organisation d'une ehasse terroriste eontre tel ou tel ministre aurait sans aucun doute absorbé toute l'attention et toute l'énergie du Comité Exécutif. Nous proposâmes done de mettre en délibération la motion suivante : « Le 26 novembre, le gouvernement du tsar a mis en captivité le président du Soviet des Députés Ouvriers, notre camarade Khroustalev-Nossar. Le Soviet des D. O. élit un bureau temporaire et eontinue ses préparatifs pour l'insurreetion armée. » On préeonisait trois candidats au bureau : le rapporteur du Comité Exécutif Ianovsky (sous ee nom figurait au Soviet l'auteur du présent livre), le eaissier Vvédensky (Svertehkov) et l'ouvrier Zlydnev, député de l'usine d'Oboukhov.

L'assemblée générale du Soviet eut lieu le lendemain, ouvertement comme toujours. 302 députés étaient présents. On sentait une forte nervosité dans la réunion, de nombreux membres du Soviet voulaient donner une réponse immédiate et direete au coup de main du ministère. Mais, après de brefs débats, l'assemblée adopta à l'unanimité la motion du Comité Exécutif et élut au serutin seeret les eandidats qu'on lui proposait pour le bureau.

Le représentant du Comité Prineipal de l'Union des Paysans, qui assistait à la séanee, fit connaître à l'assemblée la déeision prise en novembre par le congrès de cette Union : on refuserait de

livrer des reerues au gouvernement, de payer les impôts, et l'on retirerait des banques de l'Etat et des eaisses d'épargne tous les dépôts qui auraient été faits. Etant donné que le Comité Exéeutif, dès le 23 novembre, avait adopté une résolution invitant les ouvriers à prévoir « la banqueroute imminente de l'Etat », à n'aeeepter, par eonséquent, le montant de leurs salaires qu'en or et à retirer des eaisses d'épargne toutes les sommes déposées, une déeision fut prise pour généraliser ees mesures de boyeottage finaneier et l'on résolut de les faire eonnaître au peuple par un Manifeste rédigé au nom du Soviet, de l'Union des Paysans et des partis soeialistes.

Les réunions générales du parlement prolétarien seraient-elles eneore possibles plus tard? On n'en avait point la eertitude. L'assemblée déeida que, dans le eas où il serait possible de eonvoquer le Soviet, l'exereiee de ses foneüons appartiendrait au Comité Exéeutif élargi. Après l'arrestation du Soviet, le 3 déeembre, ses pouvoirs, eonformément à eette déeision, passèrent au Comité Exéeutif du seeond Soviet.

Ensuite, l'assemblée entendit leeture des adresses d'ardente sympathie envoyées par les soldats eonseients des bataillons finlandais, par le parti soeialiste polonais, par l'Union Panrusse des Paysans. Le délégué de eette Union promit qu'à l'heure déeisive l'aide fraternelle de la eampagne révolutionnaire ne manquerait pas. Soulevant un enthousiasme indeseriptible parmi les députés et toute l'assistanee, sous un tonnerre roulant d'applaudissements et d'ovations, le représentant de l'Union des Paysans et le président du Soviet se donnèrent une poignée de main. L'assemblée se dispersa fort tard dans la nuit. Le détaeliement de poliee qui, comme toujours, se tenait à l'entrée, par ordre du *gradonatchalnik*, quitta sa plaee le dernier. Pour earaetériser eette situation, il est intéressant de remarquer qu'à eette même soirée un petit foneüonnaire de la poliee, par ordre du même *gradonatchalnik*, avait interdit une réunion légale et pacifique d'éleeteurs bourgeois à la tête desquels se trouvait Milioukov...

La plupart des usines de Pétersbourg donnèrent leur adhésion à la résolution du Soviet qui obtint également l'assentiment des Soviets de Moseou et de Samara, assentiment exprimé dans des motions partieulières, ainsi que eelui des Syndieats des Cheminots et des Postes et Télégraphes, et de nombreuses organisations provineiales. Le Bureau Central de l'Union des Syndieats se joignit lui-même à la déeision du Soviet et lança un appel, invitant « toutes les forees vives du pays » à se préparer énergiquement à la grève politique proehaine et « à la dernière eollision armée avec les ennemis de la liberté populaire ». Cependant, parmi la bourgeoisie libérale et radieale, les sympathies ressenties en oetobre pour le prolétariat avaient eu le temps de se refroidir. La situation s'aggravait sans eesse et le libéralisme exaspéré par sa propre

inaction, grognait à l'adresse du Soviet. La foule qui prend peu de part à la politique considérait ce Soviet d'une façon mi-bienveillante, mi-obséquieuse. Celui qui craignait d'être surpris en voyage par une grève des chemins de fer venait se renseigner au bureau du Soviet. Tel autre, pendant la grève des Postes et Télégraphes, venait soumettre une dépêche à l'examen du bureau et si celui-ci reconnaissait l'importance du télégramme, il le faisait partir. C'est ainsi que la veuve du sénateur B., après avoir vainement couru les chancelleries des ministères, s'adressa finalement, en une grave circonstance de famille, au Soviet, lui demandant assistance. Un ordre écrit de ce même Soviet dispensait les gens de se soumettre aux lois. Un atelier de graveurs ne consentit à fabriquer un cachet pour le Syndicat des Postes et Télégraphes, dont l'existence n'était pas sanctionnée par la loi, qu'après en avoir reçu « l'autorisation » écrite du Soviet. La Banque du Nord escompta un chèque périmé au bénéfice du Soviet. L'imprimerie du Ministère de la Marine demandait au Soviet si elle devait faire la grève. Dans le péril, on s'adressait encore et toujours au Soviet, on cherchait auprès de lui protection contre des particuliers, contre des fonctionnaires et même contre le gouvernement. Lorsque la loi martiale fut déclarée en Livonie, les Lettons de Pétersbourg invitèrent le Soviet « à dire son mot » au sujet de la nouvelle violence du tsarisme. Le 30 novembre, le Soviet eut à s'occuper du Syndicat des Infirmiers que la Croix-Rouge avait entraînés à la guerre par de fallacieuses promesses, pour les laisser ensuite privés de tout; l'arrestation du Soviet mit fin aux démarches énergiques qu'il avait entreprises par correspondance à ce sujet auprès de la Direction Principale de la Croix-Rouge. Dans le local du Soviet, il y avait toujours une foule de quémandeurs, de solliciteurs, de plaignants; c'étaient, le plus souvent, des ouvriers, des domestiques, des commis, des paysans, des soldats, des matelots... Les uns se faisaient une idée absolument fantastique de la puissance du Soviet et de ses méthodes. C'est ainsi qu'un invalide aveugle qui avait fait la guerre russo-turque, tout couvert de croix et de médailles, se plaignait de sa misère et demandait au Soviet « de pousser un peu le *patron* » (c'est-à-dire le tsar)... On recevait des déclarations et des requêtes de localités lointaines. Les habitants d'un canton d'une des provinces polonaises envoyèrent au Soviet, après la grève de novembre, un télégramme de remerciement. Un vieux cosaque, du fond du gouvernement de Poltava, envoyait sa plainte au Soviet contre l'injustice des princes Repnine qui, pendant vingt-huit ans, l'avaient exploité comme comptable et lui avaient ensuite donné congé sans motif. Le vieux suppliait le Soviet de faire pression sur les princes Repnine. L'adresse de cette curieuse supplique était ainsi libellée : Pétersbourg, Direction Ouvrière; et cependant la poste révolutionnaire, sans hésiter, remit le pli à destination. Du gouvernement de Minsk arriva au Soviet, pour obtenir

un renseignement, un député spécialement envoyé par une mutuelle de terrassiers à laquelle un propriétaire prétendait payer 3.000 roubles en actions dépréciées. « Comment faire? demandait l'envoyé : on aurait bien envie de les prendre, mais on a tout de même peur : nous avons entendu dire que votre gouvernement voulait que les ouvriers reçoivent leurs salaires en pièces sonnantes : en or ou en argent. » Il se trouva que les actions du propriétaire n'avaient presque aucune valeur... Les campagnes ne furent renseignées sur l'existence du Soviet que très tard, lorsque déjà son activité touchait à sa fin. Les instances et les vœux des paysans nous arrivaient de plus en plus fréquemment. Des gens de Tchernigov demandaient de les mettre en liaison avec l'organisation socialiste locale; des paysans de la province de Mohilev envoyèrent des représentants chargés de faire connaître les décisions de plusieurs assemblées communales, portant que désormais ils agiraient en complet accord avec les ouvriers des villes et le Soviet...

Un vaste champ d'activité s'ouvrait donc devant le Soviet; autour de lui s'étendaient d'immenses friches politiques qu'il aurait seulement fallu labourer avec la forte charrue révolutionnaire. Mais le temps manquait. La réaction, fiévreusement, forgeait des chaînes et l'on pouvait s'attendre, d'heure en heure, à un premier coup. Le Comité Exécutif, malgré la masse de travaux qu'il avait à accomplir chaque jour, se hâtait d'exécuter la décision prise par l'assemblée le 27 novembre. Il lança un appel aux soldats (voyez *la Grève de Novembre*) et dans une conférence avec les représentants des partis révolutionnaires approuva le texte du manifeste « financier » proposé par Parvus.

Le 2 décembre, le Manifeste fut publié dans huit journaux de Pétersbourg : quatre socialistes et quatre libéraux. Voici le texte de ce document historique :

MANIFESTE

Le gouvernement touche à la banqueroute. Il a fait du pays un monceau de ruines, il l'a jonché de cadavres. Epuisés, affamés, les paysans ne sont plus en état de payer les impôts. Le gouvernement s'est servi de l'argent du peuple pour ouvrir des crédits aux propriétaires. Maintenant, il ne sait que faire des propriétés qui lui servent de gages. Les fabriques et les usines ne fonctionnent plus. Le travail manque. C'est partout le marasme commercial. Le gouvernement a employé le capital des emprunts étrangers à construire des chemins de fer, une flotte, des forteresses, à faire provision d'armes. Les sources étrangères étant taries, les commandes de l'Etat ne viennent plus. Le marchand, le gros fournisseur, l'entrepreneur, l'usinier qui ont pris l'habitude de s'enrichir aux dé-

pens de l'Etat sont privés de leurs bénéfiees et ferment leurs comptoirs et leurs usines. Les faillites se suivent et se multiplient. Les banques s'écroulent. Toutes les opérations commerciales se sont restreintes jusqu'à la dernière limite.

La lutte du gouvernement contre la révolution suscite des troubles incessants. Personne n'est sûr du lendemain.

Le capital étranger repasse la frontière. Le capital « purement russe », lui aussi, s'esquive dans les banques étrangères. Les riches vendent leurs biens et émigrent. Les rapaces s'enfuient du pays, emportant l'avoir du peuple.

Depuis longtemps, le gouvernement dépense tous les revenus de l'Etat à entretenir l'armée et la flotte. Il n'y a pas d'écoles. Les routes sont dans un état épouvantable. Malgré tout cela, l'argent manque, même pour la nourriture du soldat. La guerre nous a donné la défaite, en partie parce que nous manquions de munitions. Dans tout le pays, on signale des révoltes de l'armée réduite à la misère et affamée.

L'économie des voies ferrées est troublée par le gâchis; un grand nombre de lignes ont été dévastées par le gouvernement. Pour reconstituer l'économie des chemins de fer, il faudra des centaines et des centaines de millions.

Le gouvernement a dilapidé les caisses d'épargne et a fait usage des fonds déposés pour le soutien de banques privées et d'entreprises industrielles qui, souvent, sont absolument véreuses. Avec le capital des petits porteurs, il joue à la bourse, exposant les fonds à des risques quotidiens.

La réserve d'or de la Banque d'Etat est insignifiante par rapport aux exigences que créent les emprunts gouvernementaux et aux besoins du mouvement commercial. Cette réserve s'en ira en poussière si l'on exige dans toutes les opérations que le papier soit échangé contre de la monnaie d'or.

Profitant de ce que les finances ne sont point contrôlées, le gouvernement conclut depuis longtemps des emprunts qui dépassent de beaucoup la solvabilité du pays. Par de nouveaux emprunts, il paye les intérêts des précédents.

Le gouvernement, d'année en année, établit un budget factice des recettes et des dépenses, déclarant celles-ci comme celles-là au-dessous de leur montant réel, pillant à son gré, accusant une plus-value au lieu du déficit annuel. Les fonctionnaires non contrôlés dilapident le Trésor, déjà suffisamment épuisé.

Il n'y a que l'Assemblée Constituante qui puisse mettre fin à ce saccage des finances après avoir renversé l'autocratie. L'Assemblée soumettra à une enquête rigoureuse les finances de l'Etat et établira un budget détaillé, clair, exact et vérifié des recettes et des dépenses publiques.

La crainte du contrôle populaire qui révélerait au monde entier l'incapacité financière du gouvernement force celui-ci à remettre

DANS LA PROVINCE BALTIQUE Une Exécution (Instantané pris au crépuscule.)

toujours à plus tard la convocation des représentants populaires.

La faillite financière de l'Etat vient de l'autocratie, de même que sa faillite militaire. Les représentants du peuple n'auront d'abord pour tâche que de payer le plus tôt possible les dettes.

Cherchant à défendre son régime de malversations, le gouvernement force le peuple à mener contre lui une lutte à mort. Dans cette guerre, des centaines et des milliers de citoyens périssent ou se ruinent; la production, le commerce et les voies de communication sont détruits de fond en comble.

Il n'y a qu'une issue : il faut renverser le gouvernement, lui ôter ses dernières forces. Il faut fermer la dernière source d'où il tire son existence : les recettes financières. Cela est nécessaire non seulement pour l'émancipation politique et économique du pays, mais, en particulier, pour la mise en ordre de l'économie financière de l'Etat.

En conséquence, nous décidons que :

On refusera d'effectuer tous versements de rachat des terres et tous paiements aux caisses de l'Etat. On exigera, dans toutes les opérations, en paiement des salaires et des traitements, de la monnaie d'or, et lorsqu'il s'agira d'une somme de moins de cinq roubles, on réclamera de la monnaie sonnante.

On retirera les dépôts faits dans les caisses d'épargne et à la Banque de l'Etat en exigeant le remboursement intégral.

L'autocratie n'a jamais joui de la confiance du peuple et n'y était aucunement fondée.

Actuellement, le gouvernement se conduit dans son propre Etat comme en pays conquis.

C'est pourquoi nous décidons de ne pas tolérer le paiement des dettes sur tous emprunts que le gouvernement du tsar a conclus alors qu'il menait une guerre ouverte contre tout le peuple.

Le Soviet des Députés Ouvriers;
Le Comité Principal de l'Union Panrusse des Paysans;
Le Comité Central et la Commission d'Organisation du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe;
Le Comité Central du Parti Socialiste-Révolutionnaire;
Le Comité Central du Parti Socialiste Polonais.

Bien entendu, ce manifeste ne pouvait par lui-même renverser ni le tsarisme, ni ses finances. Six mois plus tard, la première Douma d'Etat comptait sur un miracle de ce genre, lorsqu'elle lança l'appel de Vyborg qui demandait à la population de refuser pacifiquement le paiement des impôts, « à l'anglaise ». Le manifeste financier du Soviet ne pouvait servir que d'introduction aux soulèvements de décembre. Soutenu par la grève et par

les combats qui furent livrés sur les barricades, il trouva un puissant écho dans tout le pays. Tandis que, pour les trois années précédentes, les dépôts faits aux caisses d'épargne en décembre dépassaient les remboursements de 4 millions de roubles, en décembre 1905, les remboursements dépassèrent les dépôts de 90 millions : le manifeste avait tiré des réservoirs de l'Etat, en un mois, 94 millions de roubles! Lorsque l'insurrection fut écrasée par les hordes tsaristes, l'équilibre se rétablit dans les caisses d'épargne...

⁂

Entre le 20 et le 30 novembre, la loi martiale fut proclamée dans le canton de Kiev et dans la ville même, dans les gouvernements de Livonie, de Tchernigov, de Saratov, de Penza et de Simbirsk, théâtres principaux des troubles agraires.

Le 24, jour où le règlement « provisoire » sur la presse entrait en vigueur, on élargit à l'extrême les attributions des gouverneurs et des préfets de police.

Le 28, fut créé un poste « provisoire » de général-gouverneur des provinces baltiques. Le 29, les satrapes provinciaux furent autorisés, en cas de grève des chemins de fer ou des postes et télégraphes, à proclamer de leur propre chef « la loi d'exception » dans leurs gouvernements.

Le 1er décembre, à Tsarskoïé-Sélo, Nicolas reçut une députation assemblée à la hâte, et fort mêlée, de propriétaires épouvantés, de moines et de citadins organisateurs de pogroms. Cette bande exigeait le châtiment impitoyable des fauteurs de révolution et, en même temps, celui des dignitaires de tout rang qui, par leur faiblesse, autorisaient le désordre; la députation ne se contentait pas de faire cette allusion à Witte, elle s'expliquait plus clairement : « Par un décret autocratique, appelle d'autres exécuteurs de ta volonté souveraine! » — « Je vous reçois, — répondit Nicolas à ce ramassis d'esclavagistes et de pillards mercenaires, — parce que je suis sûr de voir en vous les véritables enfants de la Russie dont le dévouement nous est acquis depuis toujours, à moi et à la patrie. » Sur un signal du centre, les administrateurs de province expédient à Pétersbourg une multitude d'adresses de gratitude à sa majesté, au nom des paysans et des bourgeois. « L'union du peuple russe » qui venait alors de recevoir, selon toute probabilité, un premier subside important, organise une série de meetings et répand des publications dans l'esprit des pogroms patriotiques.

Le 2 décembre, on confisque et on suspend huit journaux qui ont imprimé le *Manifeste financier du Soviet*. Le même jour, on promulgue un règlement draconien sur les grèves et les syndicats de cheminots, de postiers, de télégraphistes et téléphonistes, les

menaçant d'un emprisonnement qui peut aller jusqu'à quatre ans. Les journaux révolutionnaires publièrent, le 2 décembre, un ordre du gouverneur de Voronèje qui avait été intercepté et qui était basé sur une circulaire confidentielle de Dournovo : « Absolument secret... Enquêter immédiatement sur tous les meneurs des mouvements antigouvernementaux et agraires et les écrouer à la prison du lieu, à l'effet de les traiter conformément aux instructions de M. le ministre de l'Intérieur ». Pour la première fois, le Gouvernement publie un avis menaçant : les partis extrémistes se sont donné pour but de détruire les bases économiques, sociales et politiques du pays; les social-démocrates et les socialistes-révolutionnaires sont essentiellement des anarchistes : ils déclarent la guerre au Gouvernement, diffament leurs adversaires, empêchent la société de jouir des bienfaits du nouveau régime; ils provoquent des grèves pour faire des ouvriers le matériel de la révolution. « L'effusion du sang ouvrier (par le Gouvernement !) n'excite même pas en eux (révolutionnaires !) le moindre remords ». Si, contre de tels méfaits, les mesures ordinaires sont insuffisantes, « il sera, sans aucun doute, nécessaire de recourir à des mesures absolument exceptionnelles ».

Les intérêts des classes privilégiées, l'épouvante des possédants, la rancune de la bureaucratie, la servilité des vendus, la ténébreuse haine des simples que l'on dupait, tout cela ne formait plus qu'un hideux bloc de boue et de sang, tout cela constituait la réaction. Tsarskoïé-Sélo distribuait de l'or, le ministère de Dournovo tissait la trame du complot, des sicaires à gages affilaient leurs couteaux...

Cependant la révolution grandissait invinciblement. Au prolétariat industriel qui formait le gros de son armée, s'adjoignaient sans cesse de nouveaux détachements. Il y avait, dans les villes, des meetings de garçons de cour, de porteurs, de cuisiniers, de gens de maison, de frotteurs, de garçons de café, de baigneurs, de blanchisseuses. Dans les réunions et dans la presse se montrent des types extraordinaires : des cosaques « conscients », des gendarmes du service des gares, des sergents de ville, des commissaires et même des mouchards repentants. Le terrain social ébranlé rejette de ses mystérieuses entrailles des couches nouvelles dont personne ne soupçonnait l'existence en temps de paix. De petits fonctionnaires, des surveillants de prison, des fourriers apparaissent les uns après les autres dans les rédactions des journaux révolutionnaires.

La grève de novembre influa considérablement sur le moral de l'armée. Des meetings de militaires eurent lieu de tous côtés, dans le pays. L'esprit de révolte se manifestait çà et là dans les casernes. Les besoins particuliers à l'armée et au soldat servaient d'ordinaire d'occasion aux manifestations d'un mécontentement qui grandissait vite et prenait une nuance politique. A dater du 20 novembre

environ, des désordres sérieux se produisent à Pétersbourg, parmi les matelots et, parmi les soldats, à Kiev, Ekatérinodar, Elisavetpol, Proskourov, Koursk, Lomjé... A Varsovie, les soldats de la garde exigent l'élargissement des officiers arrêtés. De toutes parts arrivent des informations disant que l'armée de Mandchourie tout entière brûle du feu de la révolte. Le 28 novembre, à Irkoutsk, a lieu un meeting auquel prennent part toutes les troupes de la garnison, environ quatre mille soldats. Sous la présidence d'un sous-officier, la réunion décide de se joindre à tous ceux qui réclament l'Assemblée Constituante. Dans de nombreuses villes, les soldats, en leurs meetings, fraternisent avec les ouvriers.

Les 2 et 3 décembre, des désordres se produisent dans la garnison de Moscou. Ce sont des cortèges dans les rues aux sons de la *Marseillaise*, ce sont des officiers expulsés de certains régiments... Et enfin, derrière le bouillonnement révolutionnaire de la ville, on aperçoit le brasier des révoltes paysannes dans les provinces. En fin octobre et au début de décembre, les troubles agraires gagnent un grand nombre de cantons : dans le centre, autour de Moscou, sur le Volga, sur le Don, dans le Royaume de Pologne, ce sont continuellement des grèves de paysans, c'est la mise à sac des magasins du monopole où l'on vend l'eau-de-vie, ce sont des domaines incendiés, c'est la saisie des terres et des biens meubles. Tout le gouvernement de Kovno sert de théâtre à la révolte des paysans lithuaniens. De Livonie, les nouvelles reçues sont de plus en plus alarmantes. Les propriétaires s'enfuient, les administrateurs de la province abandonnent leurs postes...

Il suffit de se représenter nettement le tableau que présentait alors la Russie pour comprendre à quel point le conflit de décembre était inéluctable. « Il aurait fallu éviter la lutte », déclaraient plus tard certains sages (Plékhanov). Comme s'il s'agissait d'une partie d'échecs et non d'un mouvement dont les forces élémentaires se comptaient par millions!...

⁂

Le Soviet des Députés Ouvriers, — écrivait le *Novoïé Vrémia*, — ne se décourage pas, il continue à agir énergiquement et il imprime ses ordres dans un langage vraiment laconique, en termes brefs, clairs et intelligibles, ce que l'on ne saurait dire du gouvernement du comte Witte qui préfère les tournures interminables et ennuyeuses qu'emploierait en son langage une vieille fille mélancolique ». Le 3 décembre, le gouvernement de Witte, à son tour, se mit à parler « en termes brefs, clairs et intelligibles » : il fit cerner le bâtiment de la Société Economique Libre par des troupes de toutes les armes; il fit arrêter le Soviet.

A quatre heures de l'après-midi, le Comité Exécutif s'était assemblé. L'ordre du jour était indiqué d'avance par la confisca-

tion des journaux, par le règlement draconien sur les grèves que l'on venait d'édicter et par le télégramme où se révélait le complot de Dournovo. Le représentant du Comité central du parti social-démocrate (bolchéviks) propose, au nom du parti, les mesures suivantes : on acceptera le défi de l'absolutisme, on s'entendra immédiatement avec toutes les organisations révolutionnaires du pays, on fixera le jour de la déclaration d'une grève politique générale, on appellera à l'action toutes les forces, toutes les réserves, et, en s'appuyant sur les mouvements agraires et les révoltes militaires, on ira à la recherche du dénouement...

Le délégué du syndicat des cheminots affirme que sans aucun doute le congrès des chemins de fer convoqué pour le 6 décembre, se prononcera pour la grève.

Le représentant du syndicat des postes et télégraphes se déclare en faveur de la motion proposée par le parti et espère qu'une action commune animera d'une vie nouvelle la grève des postes et télégraphes qui menace de tomber... Les débats sont interrompus par un avis que l'on transmet au Comité : le Soviet doit être arrêté ce jour même. Une demi-heure plus tard, cette information est confirmée. A ce moment, la grande salle, éclairée de deux côtés par de larges baies, s'est déjà remplie de délégués, de représentants des partis, de correspondants et d'invités. Le Comité Exécutif, qui tient séance au premier étage, décide de faire sortir quelques-uns de ses membres pour conserver au Soviet une ligne de succession dans le cas où il serait arrêté.

Mais cette décision vient trop tard! L'édifice est investi par des soldats du régiment de la garde Ismaïlovsky, par des cosaques à cheval, par des sergents de ville, par des gendarmes ...On entend des piétinements lourds, des cliquetis d'éperons, de sabres; ces bruits remplissent le bâtiment. Les violentes protestations de certains délégués retentissent en bas. Le président ouvre la fenêtre du premier étage, se penche et crie : « Camarades, ne faites pas de résistance! Nous déclarons d'avance que, si quelqu'un tire, ce ne peut être qu'un policier ou un provocateur... » Quelques instants après, des soldats montent au premier étage et se postent à l'entrée du local où siège le Comité Exécutif.

Le président (s'adressant à l'officier) : Je vous prie de fermer les portes et de ne pas gêner nos travaux.

Les soldats restent dans le corridor, mais ne ferment pas les portes.

Le président : La séance continue. Qui demande la parole?

Le représentant du syndicat des comptables : Par cet acte de brutale violence, le gouvernement a confirmé les motifs que nous avions de déclarer la grève générale. Il l'a décidée d'avance... Le résultat de la nouvelle et décisive action du prolétariat dépendra des troupes. Qu'elles prennent donc la défense de la patrie! (Un officier se hâte de fermer la porte. L'orateur élève la voix.) Même

à travers les portes fermées, les soldats entendront le fraternel appel des ouvriers, la voix du pays épuisé dans les tourments!...

La porte s'ouvre de nouveau, un capitaine de gendarmes se glisse dans la chambre, pâle comme la mort (il craignait de recevoir une balle); à sa suite, s'avancent deux douzaines d'agents qui se placent derrière les chaises des délégués.

Le président : Je lève la séance du Comité Exécutif.

En bas, retentit un bruit énergique et comme cadencé de métal; on dirait que des forgerons battent l'enclume : ce sont les délégués qui démontent et brisent leurs brownings plutôt que de les livrer à la police.

La perquisition commence. Personne ne consent à se nommer. On fouille les délégués, on prend leur signalement, on les numérote, et ils sont confiés à une escorte de soldats de la garde à moitié ivres.

Le Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg est entre les mains des conspirateurs de Tsarskoïé-Sélo.

DÉCEMBRE

Le 4 déeembre, le Soviet de Moseou donne son adhésion aux signataires du *manifeste financier,* et, le 6 déeembre, — sous l'influence direete de graves désordres dans la garnison de Moseou, — le Soviet, qui représentait à eette époque 100.000 ouvriers, déeide avee les partis révolutionnaires de déclarer à Moseou la grève politique générale pour le lendemain, 7 décembre, dans l'intention de la transformer en une insurreetion armée. La eonférenee des députés de 29 lignes de ehemins de fer qui s'assembla à Moseou les 5 et 6 déeembre, déeida de donner son assentiment à l'arrêté du Soviet. La même décision fut prise par le eongrès des postes et télégraphes.

A Pétersbourg, la grève s'ouvrit le 8; elle atteignit son apogée le lendemain et, le 12, elle en était déjà à son déelin. Elle fut beaueoup moins unie et générale que celle de novembre et n'engloba pas plus des deux tiers des ouvriers. L'irrésolution de Pétersbourg s'explique par ce fait que les ouvriers de la eapitale eomprenaient plus elairement que partout ailleurs qu'il s'agissait, cette fois, non d'une simple manifestation, mais d'une lutte à mort. Le 9 janvier s'était ineffaçablement gravé dans l'esprit des masses. En face d'une innombrable garnison dont le noyau était formé par les régiments de la garde, les ouvriers de Pétersbourg ne pouvaient prendre sur eux l'initiative de l'insurrection révolutionnaire; leur mission, — comme l'avait montré la grève d'oetobre, — était de porter le dernier eoup à l'absolutisme lorsque eelui-ei serait suffisamment ébranlé par le soulèvement du reste du pays. Seule, une grosse vietoire en provinee pouvait donner à Pétersbourg la possibilité psyehologique d'une aetion déeisive. Mais cette victoire ne vint pas et, après maintes hésitations, on battit finalement en retraite.

Sans eompter l'attitude passive de Pétersbourg, il faut signaler le rôle fatal que prit, dans la suite des événements, le groupe des eheminots qui eontinua le travail sur la ligne de Pétersbourg à Moseou (ehemin de fer Nieolas). Le comité du Syndicat des Cheminots de Pétersbourg se ressentit de l'incertitude générale qui se manifestait dans la eapitale. Or, le gouvernement dont l'attention était tout entière fixée sur cette importante voie de communication, profita de l'hésitation et fit oeeuper la ligne par ses troupes. Une partie des ateliers se mirent en grève, mais les chefs travail-

laient au télégraphe et le bataillon des chemins de fer sur la voie. Des tentatives pour arrêter le mouvement furent faites plus d'une fois, mais sans succès. Le 16 décembre, des ouvriers de Tver détruisirent une partie de la ligne pour empêcher l'expédition des troupes de Pétersbourg à Moscou. Mais il était trop tard : le régiment de la garde Séménovsky avait déjà passé. Dans son ensemble, la grève des chemins de fer s'ouvrit avec beaucoup d'élan et d'unité. Avant le 10, la plupart des lignes avaient interrompu le trafic; les retardataires donnèrent leur adhésion dans les jours qui suivirent. En déclarant la grève, la conférence du syndicat des cheminots disait : « Nous nous chargeons de faire revenir les troupes de Mandchourie en Russie beaucoup plus vite que ne le ferait le gouvernement... Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour le transport du blé destiné à ravitailler les paysans affamés et pour l'expédition de vivres à nos camarades de la ligne ». Ce n'est pas la première fois que nous constatons un de ces phénomènes sur le sens desquels devraient méditer les anarchistes qui sont encore capables de réflexion : en paralysant le pouvoir gouvernemental, la grève générale impose à son organisation des fonctions publiques extrêmement importantes. Et il faut reconnaître que le syndicat des chemins de fer s'acquitta de sa tâche, dans l'ensemble, à merveille. Les trains qui transportaient des réservistes, des compagnies ouvrières et des membres d'organisations révolutionnaires circulaient avec une régularité et une vitesse remarquables, malgré la proximité menaçante des troupes gouvernementales en beaucoup d'endroits. De nombreuses stations étaient administrées par des commandants élus. Sur les bâtiments des chemins de fer, des drapeaux rouges flottaient. Moscou commença la grève le 7. Le lendemain, on eut l'adhésion de Pétersbourg, de Minsk et de Taganrog; ensuite, pour ne citer que les centres les plus importants, on eut, le 10, Tiflis, — le 11, Vilna, — le 12, Kharkov, Kiev, Nijni-Novgorod, — le 13, Odessa, Riga, — le 14, Lodz, — le 15, Varsovie. Au total, 33 villes faisaient la grève, contre 39 en octobre.

Moscou est le centre du mouvement de décembre.

Déjà, au début du mois, on avait remarqué une forte effervescence dans certains régiments de la garnison de Moscou. Malgré tous les efforts de la social-démocratie pour prévenir des explosions isolées, l'agitation perçait violemment. Parmi les ouvriers, des voix disaient: « Il faut soutenir les soldats, il ne faut pas manquer l'occasion. » Les soldats qu'on plaçait à la garde des fabriques subissaient absolument l'influence des ouvriers. « Quand vous ferez l'insurrection, — disaient-ils souvent, — nous ferons de même et nous vous ouvrirons l'Arsenal! » On entendait fréquemment des soldats et des officiers parlant dans les meetings. Le 4 décembre, un Soviet des Députés soldats se constitua et leurs représentants se joignirent au Soviet Ouvrier. Des bruits confus mais persistants permettaient de penser qu'en d'autres villes

l'armée avait fait cause commune avec les ouvriers. Telle était l'ambiance dans laquelle débuta la grève de Moscou.

Dès le premier jour, environ 100.000 personnes abandonnèrent le travail. Dans une des gares, deux mécaniciens furent tués pour avoir voulu conduire des trains sans y être autorisés. Il y eut en différentes parties de la ville des échauffourées. Un détachement des compagnies ouvrières fait main-basse sur un magasin d'armurier. A partir de ce jour, les agents de police, dans les rues de Moscou, ne se tiennent plus à leurs postes habituels. Ils ne se montrent guère que par groupes. Le lendemain, le nombre des grévistes s'élève à 150.000, la grève se généralise dans la ville et gagne les fabriques de la banlieue. Partout, des multitudes se rassemblent en meetings. A la gare où s'arrêtent les trains d'Extrême-Orient, la foule désarme les officiers de Mandchourie. Les ouvriers tirent d'un wagon quelques dizaines de pouds de cartouches. Un peu plus tard, ils s'emparent du fourniment que contenait un autre wagon.

Le 8 décembre, deuxième jour de la grève, le Comité Exécutif émet cette décision : « A l'apparition des troupes, on s'efforcera d'entrer en conversation avec les soldats et d'agir sur eux par la camaraderie... On évitera toute collision ouverte et on n'opposera de résistance armée que dans le cas où la conduite des troupes serait particulièrement provocante ». Le mot décisif devait appartenir à l'armée, tout le monde le comprenait. Le moindre bruit favorable que l'on pouvait transmettre sur l'état d'esprit de la garnison volait de bouche en bouche. Et, en même temps, la foule révolutionnaire menait, contre les autorités moscovites, une lutte incessante pour la conquête de l'armée.

Ayant appris que des fantassins s'avançaient en cortège dans les rues aux sons de *la Marseillaise*, les ouvriers typographes envoient une députation à leur rencontre. Mais il est trop tard. Les chefs militaires ont fait entourer les soldats turbulents par des cosaques et des dragons qui les ont ramenés aux casernes; et ensuite, le commandement a fait droit aux revendications de ces mêmes soldats... Dans la même journée, 500 cosaques, conduits par un officier de police, recevaient l'ordre de tirer sur les manifestants. Les cosaques n'obéissaient pas, entraient en conversation avec la foule et, enfin, à l'appel d'un sous-officier, tournaient bride et s'éloignaient lentement. La foule les accompagnait d'acclamations.

Une manifestation ouvrière de 100.000 personnes se heurte à un barrage de cosaques. Le trouble est grand. Mais deux ouvrières se détachent de la foule, brandissent des drapeaux rouges et se précipitent au-devant des cosaques. « Tirez sur nous, — crient-elles, — mais, vivantes, nous ne vous rendrons pas le drapeau. » Les cosaques sont étonnés, déconcertés. C'est un moment décisif. La foule, sentant leur hésitation, appuie aussitôt : « Cosaques,

nous venons à vous les mains vides, se peut-il que vous tiriez sur nous? » — « Ne tirez pas vous-mêmes et nous n'en ferons pas davantage », répondent les cosaques. Un officier furibond et, sans doute, apeuré, éclate en grossièretés et en invectives. Mais il est trop tard. Sa voix est étouffée par les cris d'indignation de la foule. Quelqu'un prononce un bref discours. La multitude le soutient par des ovations. Une minute encore, — et les cosaques, tournant bride, partent au galop, la carabine en bandoulière.

Après le siège d'un meeting populaire, qui se termina par des violences contre la foule désarmée, une nervosité plus grande se fit sentir dans la ville. Le public vagabondait dans les rues par masses de plus en plus nombreuses. Les rumeurs les plus diverses circulaient à toute heure pour être oubliées aussitôt. Sur tous les visages se manifeste une radieuse animation mêlée d'inquiétude. « Il y a bien des gens qui s'imaginent, — écrit Gorki qui se trouvait alors à Moscou, — que ce sont les révolutionnaires qui ont commencé à construire des barricades; c'est une opinion certainement très flatteuse mais qui ne correspond pas tout à fait à la vérité; ce sont les petites gens, les simples habitants, les sans-parti qui ont entrepris les premiers ces constructions, et il faut voir en cela le sel de l'affaire. Les premières barricades, sur la Tverskaïa, ont été élevées gaiement, en plaisantant, en riant; à ce joyeux travail ont pris part des personnes des conditions les plus diverses, depuis l'important barine qui porte un riche pardessus jusqu'à la cuisinière et au garçon de cour qui récemment encore passait pour le solide soutien du pouvoir... Les dragons ont fait une salve sur la barricade, quelques personnes ont été blessées, deux ou trois tuées; — aussitôt, une clameur d'indignation s'est élevée, un cri unanime de vengeance et, en un clin d'œil, tout a changé. Après cette fusillade, l'habitant s'est mis à construire des barricades non par jeu, mais sérieusement, pour protéger sa vie contre le sieur Doubassov et ses dragons ».

Les compagnies ouvrières, c'est-à-dire les combattants des organisations révolutionnaires groupés sur le pied militaire, deviennent plus actives. Systématiquement, elles désarment les policiers qu'elles rencontrent. Ici, pour la première fois, on pratique la manœuvre devenue fameuse qui consiste à crier : « Haut les mains! » dans le but de protéger l'assaillant contre un mauvais coup. Celui qui n'obéit pas, on le tue. On n'inquiète pas les soldats, on évite de les mécontenter. Dans une réunion, on adopte même cette décision : sera passé par les armes quiconque aura tiré sans l'autorisation du chef de la compagnie. Devant les fabriques et les usines, les ouvriers font de la propagande parmi les soldats. Pourtant, dès le troisième jour de la grève, des rencontres sanglantes ont lieu entre la foule et l'armée. Voici des dragons qui dispersent et pourchassent une réunion du soir sur une place que la grève a plongé dans l'obscurité. « Frères, ne nous touchez pas :

nous sommes des vôtres! » Les soldats passent. Mais, un quart d'heure plus tard, ils reviennent en plus grand nombre et attaquent la foule. Ténèbres, panique, cris, malédictions : une partie de cette multitude cherche à se réfugier dans le pavillon du tramway. Les dragons exigent que les réfugiés se rendent. Refus. Quelques salves éclatent; en résultat, un écolier est tué, quelques personnes sont blessées. Tourmentés par le remords ou par la crainte d'une vengeance, les dragons s'éloignent au galop. « Assassins! » La foule entoure les premières victimes et, furieusement, serre les poings. « Assassins! » Encore un instant, et le pavillon souillé de sang devient la proie des flammes. « Assassins! » La foule cherche à donner une issue à ses sentiments. Dans les ténèbres et les dangers, elle avance, elle se heurte à des obstacles, elle pousse. On tire encore. « Assassins! » La foule édifie des barricades. C'est une besogne toute nouvelle pour elle, elle ne sait pas s'y prendre, elle y procède sans aucun système... A deux pas de là, dans l'obscurité, un groupe de trente à quarante personnes chante en chœur : *Vous êtes tombés victimes...* Encore des coups de feu, des blessés, des tués. Les cours voisines deviennent des postes de secours, les habitants des maisons se tiennent en permanence sous les portes cochères et font office d'infirmiers.

En ouvrant les hostilités, l'Organisation Social-Démocrate de Combat fit coller sur les murs de Moscou une affiche dans laquelle elle donnait des instructions techniques aux insurgés :

Règle essentielle : 1° Ne pas agir en masse. Il faut mener les opérations par petits détachements de trois ou quatre hommes au plus. Que ces détachements se multiplient le plus possible et que chacun d'eux apprenne à attaquer vivement et à disparaître non moins vivement. La police s'efforce, avec une centaine de cosaques, de fusiller des milliers de personnes. A une centaine de cosaques, vous n'opposerez qu'un ou deux tireurs. Il est plus facile d'atteindre un groupe qu'un seul homme, surtout quand ce dernier tire à l'improviste et disparaît en un clin d'œil.

2° En outre, camarades, ne cherchez point à occuper des positions fortifiées. La troupe saura toujours les prendre ou, tout simplement, les détruire avec son artillerie. Que nos forteresses soient les cours de passage et tous les endroits d'où il est facile de tirer et facile de sortir. Si la troupe s'empare d'un endroit de ce genre, elle n'y trouvera personne, mais elle aura perdu beaucoup d'hommes. »

La tactique des révolutionnaires fut déterminée dès le début par la situation même. Tout au contraire, les troupes du gouvernement, pendant cinq jours entiers, se montrèrent absolument incapables de s'adapter à la tactique de l'adversaire et joignirent la barbarie sanguinaire à l'affolement et à la sottise.

Voici un tableau qui donnera l'exemple de ce que furent les combats. Une compagnie de Géorgiens s'avance; ils comptent parmi

les plus intrépides, les plus aventureux; le détachement se compose de vingt-quatre tireurs qui marchent ouvertement, en bon ordre, deux par deux. La foule les prévient : seize dragons, commandés par un officier, viennent à leur rencontre. La compagnie se déploie et épaule les mausers. A peine la patrouille apparaît-elle que la compagnie exécute un feu de salve. L'officier est blessé; les chevaux qui marchaient au premier rang, blessés également, se cabrent; la confusion se met dans la troupe, les soldats sont dans l'impossibilité de tirer. Ainsi, la compagnie ouvrière a fait une centaine de décharges et les dragons, abandonnant quelques tués et quelques blessés, fuient en désordre. « Maintenant, allez-vous-en, — disent les spectateurs empressés; — dans un instant, ils vont amener du canon ». En effet, l'artillerie fait bientôt son apparition sur la scène. Dès la première décharge, des dizaines de personnes tombent, tuées ou blessées, dans cette foule sans armes qui ne s'attendait pas à servir de cible à l'armée. Mais, pendant ce temps, les Géorgiens sont ailleurs et font de nouveau le coup de feu contre les troupes... La compagnie est presque invulnérable; la cuirasse qui la protège, c'est la sympathie générale.

Voici encore un exemple pris entre mille autres. Un groupe de treize ouvriers armés, embusqués dans un édifice, essuya pendant quatre heures, le feu de 500 ou 600 soldats qui disposaient de trois canons et de deux mitrailleuses. Après avoir tiré toutes leurs cartouches et infligé des pertes sérieuses à l'armée, les francs-tireurs s'éloignèrent sans une blessure. Mais les soldats démolirent à coups de canon plusieurs pâtés de maisons, brûlèrent quelques habitations en bois, massacrèrent un bon nombre de gens inoffensifs et affolés d'épouvante, — tout cela pour vaincre une douzaine de révolutionnaires...

Les barricades n'étaient pas défendues. Elles ne servaient qu'à gêner la circulation des troupes, surtout des dragons. Dans le rayon des barricades, les maisons restaient hors de la portée de l'artillerie. Il fallait fusiller la rue d'un bout à l'autre pour « s'emparer » de l'obstacle, et lorsque l'armée prenait pied sur la barricade, elle n'y trouvait personne. A peine les soldats s'étaient-ils éloignés que le barrage se rétablissait pour ainsi dire de lui-même. Le bombardement systématique de la ville par l'artillerie de Doubassov commence le 10 décembre. Les canons et les mitrailleuses fonctionnent sans relâche, foudroyant les rues. Déjà les victimes tombent, non plus une à une, mais par dizaines. Les foules éperdues, furieuses, courent çà et là, refusant de croire à la réalité du fait : ainsi donc, les soldats tirent, — et non plus seulement sur des révolutionnaires isolés, mais sur l'obscur ennemi qui s'appelle Moscou : sur ses maisons où vivent des vieillards et des enfants, sur des passants, sur des multitudes désarmées... « Assassins et lâches! Voilà comment ils rétablissent leur réputation, après s'être déshonorés en Mandchourie! »

Après la première canonnade, le travail de construction des barricades s'enfièvre. On conçoit ces sortes d'entreprises plus largement, on y procède par des moyens plus hardis. On démolit le vaste pavillon d'un marchand de fruits, on renverse un kiosque à journaux, on arrache les enseignes, on brise les grilles de fonte, on descend les câblés du tramway.

« Malgré l'ordre donné par la police de tenir les portes cochères fermées, — disent les journaux réactionnaires, — on ne l'a pas fait, on a fait tout autre chose : les portes ont été enlevées de leurs gonds et employées à la construction des barricades! » Le 11 décembre, toute la ville, en ses principaux centres, est couverte d'un réseau de barricades. Des rues entières sont prises dans la toile d'araignée du fil de fer barbelé.

Doubassov déclare que tout rassemblement « de plus de trois personnes » sera passible de fusillade. Mais les dragons tirent même sur les passants isolés. Ils les fouillent d'abord et, s'ils ne trouvent pas d'armes, les laissent partir pour leur envoyer, ensuite, une balle par derrière. On tire sur les badauds qui lisent les affiches de Doubassov. Il suffit que, d'une fenêtre, parte un coup de feu, souvent tiré par un agent provocateur, pour que la maison soit immédiatement bombardée par l'artillerie. Des plaques de sang, des éclaboussures de cervelles, des mèches de cheveux agglutinés, tout cela collé aux enseignes, aux devantures des boutiques, marquent la route qu'ont suivie les projectiles. En divers endroits, des maisons montrent des brèches béantes. Devant un des bâtiments qui furent détruits, — épouvantable réclame de l'insurrection, — était exposée une assiette contenant un morceau de chair humaine, avec une pancarte disant : « Donnez votre obole pour les victimes! »

En deux ou trois jours, les dispositions de la garnison s'étaient tournées brusquement contre les révoltés. Dès le début des troubles dans les casernes, les autorités militaires avaient pris une série de mesures : elles avaient mis en congé les réservistes, les volontaires, tous ceux dont la fidélité était douteuse, et elles avaient amélioré l'ordinaire. Quand il s'agit d'écraser l'insurrection, on fit marcher d'abord celles des troupes sur lesquelles on pouvait le plus compter. Les régiments qui n'inspiraient pas confiance, qui se composaient d'éléments obscurs et ignorants, restaient consignés dans les casernes. Doubassov ne les fit marcher qu'au second tour. Ils entrèrent dans la lutte à contre-cœur, avec beaucoup d'hésitation. Mais l'influence d'une balle perdue, la propagande menée par les officiers, la faim, la fatigue, les amenaient à commettre les pires sévices. Doubassov ajoutait à ces motifs de colère l'influence de l'eau-de-vie. Les dragons, pendant tout ce temps, furent à moitié ivres.

Cependant, cette guerre de surprises, si elle irritait, fatiguait aussi; l'hostilité générale de la population jetait les soldats dans

l'abattement. Les 13 et 14 décembre furent des journées critiques. Les troupes, mortellement lasses, murmuraient et refusaient d'aller au combat contre un ennemi qu'on ne voyait pas et dont on s'exagérait les forces. En ces jours-là, il y eut plusieurs suicides parmi les officiers...

Doubassov écrivait à Pétersbourg que, sur 15.000 hommes dont se composait la garnison de Moscou, on ne pouvait en mettre « à l'œuvre » que 5.000; les autres n'inspiraient pas confiance; il demandait des renforts. On lui répondit qu'une partie de la garnison de Pétersbourg avait été envoyée dans les provinces baltiques, qu'une autre partie était sujette à caution, et qu'on avait besoin, sur place, du reste. Les documents où étaient relatés ces pourparlers furent dérobés à l'Etat-major; on les connut en ville dès le lendemain; l'entrain et l'espérance ranimèrent les cœurs. Cependant, Doubassov arriva à ses fins. Il réussit à obtenir la communication téléphonique avec Tsarskoïé-Sélo et déclara qu'il ne répondait plus « du maintien de l'autocratie ». Alors, l'ordre fut donné d'expédier à Moscou le régiment de la garde Séménovsky.

Le 15 décembre, la situation changea brusquement. L'intervention de la garde étant assurée, les groupes réactionnaires de Moscou reprirent courage. On voit apparaître, dans les rues, une « milice » armée, recrutée dans les bas-fonds par l'Union du Peuple Russe. Les forces actives du gouvernement s'accroissaient au fur et à mesure de l'arrivée de troupes qu'on expédiait des villes voisines. Les francs-tireurs des compagnies ouvrières étaient exténués. L'habitant était las de craindre pour sa vie et de vivre dans l'inconnu. L'enthousiasme des masses prolétariennes tombait, toute espérance de victoire s'en allait. Les magasins, les comptoirs, les banques, la bourse s'ouvrirent. La circulation se ranima dans les rues. Un journal put paraître. Tous sentirent que la vie des barricades était finie. Presque partout, dans la ville, la fusillade s'apaisa. Le 16 décembre, les troupes arrivèrent de Pétersbourg et de Varsovie, et Doubassov resta seul maître de la situation. Il prit alors résolument l'offensive, et le centre de la ville fut complètement débarrassé de ses barricades. Reconnaissant qu'il n'y a plus d'espoir, le Soviet et le Parti décident de cesser la grève le 19 décembre.

Pendant toute l'insurrection, le rayon de Presnia, ce Montmartre moscovite, avait vécu d'une existence à part. Le 10 décembre, alors que dans le centre le canon tonnait, le calme régnait encore à Presnia. Les meetings se succédaient, mais ne satisfaisaient plus les masses. Elles avaient soif d'agir et elles pressaient leurs députés. Enfin, à quatre heures de l'après-midi, on reçut du centre l'ordre de dresser des barricades. Tout s'anima dans le quartier. On ne vit point là le désordre par lequel le centre s'était signalé. Les ouvriers se répartirent par groupes de dix, élurent des chefs, se munirent de pelles, de pics, de leviers, de

haches, et descendirent en bon ordre dans la rue comme si la ville les envoyait à des travaux de terrassement. Personne ne restait oisif. Les femmes amenaient au dehors des traîneaux, transportaient du bois, des battants de portes. Les ouvriers sciaient et abattaient les poteaux télégraphiques et les colonnes à lanternes. On entendait le choc des haches dans tout le quartier comme s'il s'agissait d'une coupe en forêt.

Presnia, séparée de la ville par des troupes et entièrement couverte de barricades, devint le camp du prolétariat. Partout, les compagnies ouvrières établissaient des postes de surveillance; des sentinelles armées allaient et venaient, la nuit, entre les barricades et demandaient aux passants le mot d'ordre. Les jeunes ouvrières se distinguèrent par leur entrain. Elles étaient heureuses d'aller en reconnaissance, elles se plaisaient à causer avec les gens de police et obtenaient de cette manière d'utiles renseignements. Quel était le nombre des tireurs armés dans Presnia? 200, tout au plus. Ils disposaient de 80 carabines ou mausers. Malgré le petit nombre de ces forces actives, des escarmouches avec les troupes se produisaient à chaque instant. On désarmait les soldats, on tuait ceux qui résistaient. Les barricades démolies étaient reconstruites par les ouvriers. Les compagnies s'en tenaient rigoureusement à la tactique des guérillas : les francs-tireurs formaient des groupes de deux ou trois hommes, ouvraient le feu sur les cosaques et les artilleurs du haut des maisons, des dépôts de bois, des wagons vides, changeaient rapidement de place et recommençaient plus loin à cribler les soldats de balles... Le 12 décembre, les francs-tireurs arrachèrent aux dragons et aux artilleurs un canon. Pendant un quart d'heure, ils tournèrent autour de l'engin sans savoir ce qu'ils devaient en faire. Leur embarras prit fin quand un fort détachement de dragons et de cosaques vint reconquérir la pièce.

Le soir du 16 décembre, la compagnie de Presnia amena dans une fabrique six artilleurs qu'elle avait fait prisonniers. On leur servit à manger à la table commune. Pendant le repas, des discours politiques furent prononcés. Les soldats écoutèrent attentivement et sans cacher leurs sympathies. Après le souper, on les laissa partir sans les avoir fouillés et en leur laissant même leurs armes: on ne voulait pas exaspérer l'armée.

Le soir du 15 décembre, la compagnie ouvrière arrêta dans la rue le chef de la Sûreté Voïlochnikov; on procéda à une perquisition dans l'appartement du policier, on confisqua les photographies d'un certain nombre de personnes sur lesquelles il exerçait sa surveillance et 600 roubles appartenant au Trésor. Voïlochnikov fut, séance tenante, condamné à mort et fusillé dans la cour de la fabrique Prokhorov. Il écouta la sentence avec calme et mourut courageusement, — plus noblement qu'il n'avait vécu.

Le 16, l'artillerie essaya ses canons sur Presnia. Les francs-

tireurs répondirent par un feu soutenu et contraignirent l'artillerie à reculer. Mais, le même jour, on apprit que Doubassov avait reçu de Pétersbourg et de Varsovie des renforts importants et le découragement se fit sentir. Il y eut panique et les tisserands furent les premiers à prendre la fuite, regagnant leurs villages. Des files de piétons s'allongèrent par toutes les routes, le sac sur l'épaule.

Dans la nuit du 16 au 17, Presnia fut investie par le cercle de fer des troupes gouvernementales. Entre 6 et 7 heures du matin, s'ouvrit une furieuse canonnade. L'artillerie effectuait jusqu'à sept décharges à la minute. Cela dura, avec une interruption d'un heure, jusqu'à quatre heures de l'après-midi. Un grand nombre de fabriques et d'habitations furent démolies et brûlées. Le tir venait de deux côtés. Tout le quartier, rempli de feu et de fumée, ressemblait à un enfer. Les maisons et les barricades étant enveloppées par les flammes, des femmes et des enfants couraient par les rues dans des nuées noires de fumée, sous le grondement et le claquement sec des détonations. La lueur de l'incendie était si haute et si forte que, bien loin de là, aux environs, on put lire tard dans la soirée, comme en plein jour. La compagnie, jusqu'à midi, tint tête à l'infanterie mais, sous les salves incessantes, elle fut contrainte d'abandonner les hostilités. Dès lors, il n'y eut plus à garder les armes qu'un petit groupe de tireurs qui agissaient à leurs risques et périls. Dans la matinée du 18, Presnia fut débarrassée de ses barricades. Les autorités permirent à la population « pacifique » de sortir du quartier et même, par négligence, on omit de fouiller ceux qui sortaient. Les tireurs des compagnies ouvrières sortirent les premiers, quelques-uns même avec leurs armes. Les exécutions et les violences auxquelles se livra ensuite la soldatesque déchaînée eurent lieu lorsqu'il ne restait plus un seul franc-tireur dans le quartier.

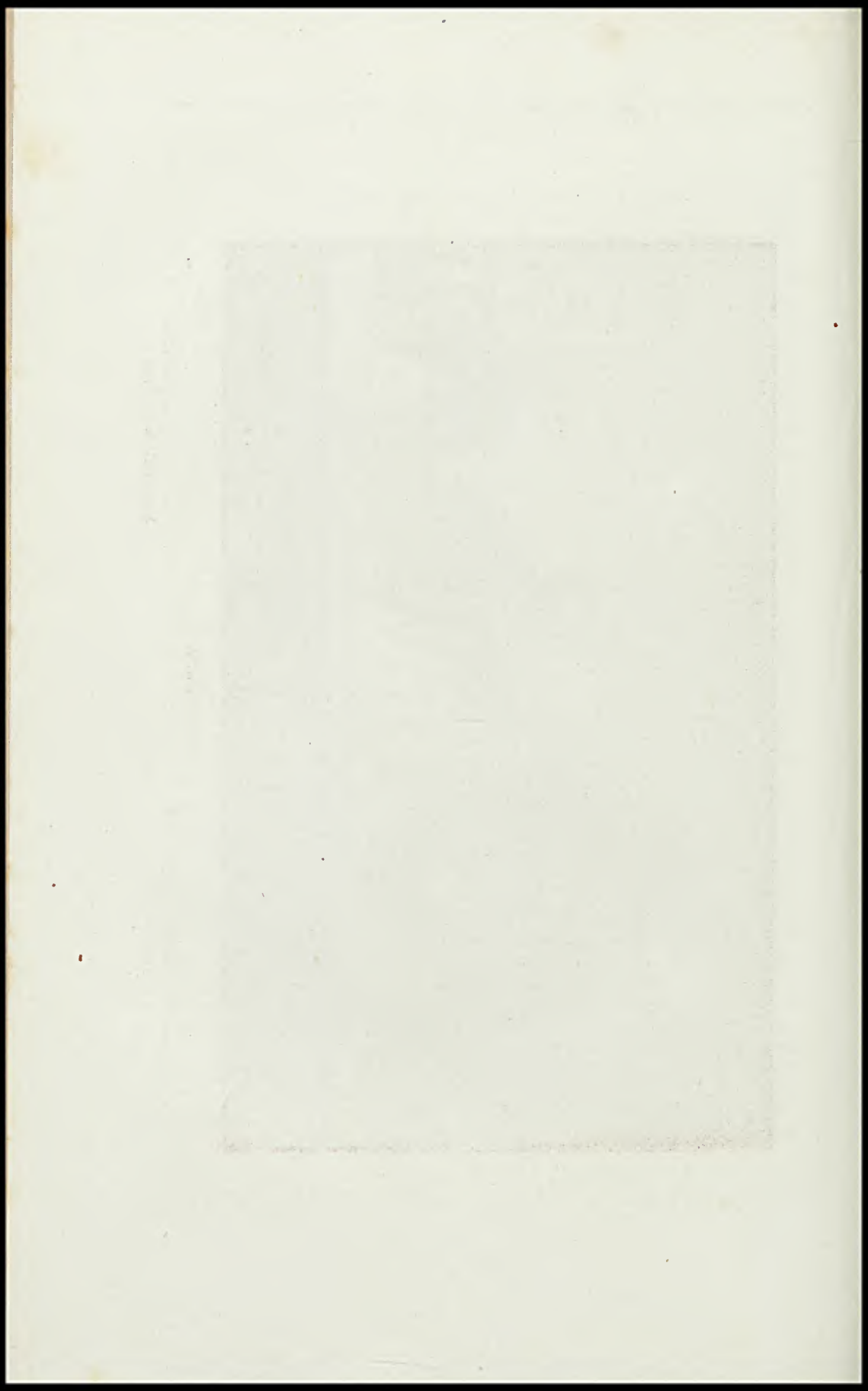
Les soldats de la garde qu'on avait envoyés pour « dompter la révolte » et qui commirent leurs premiers exploits en cours de route, avaient reçu cet ordre : « Ne pas faire d'arrestations, agir sans pitié. » Ils ne rencontrèrent de résistance nulle part. Pas un coup de feu ne fut tiré sur eux. Et cependant ils tuèrent sur la voie ferrée environ cent cinquante personnes. Ils fusillaient sans aucune forme de procès. Ils trainaient les blessés hors des wagons-ambulances et les achevaient. Les cadavres restaient sur place, sans sépulture. Parmi ceux que fusillèrent les soldats de Pétersbourg se trouvait le mécanicien Oukhtomsky, qui enleva sur sa locomotive une compagnie ouvrière poursuivie et n'échappa aux mitrailleuses que par une folle vitesse. Avant l'exécution, il raconta son exploit aux bourreaux : « Tous sont sauvés, — dit-il tranquillement et fièrement en achevant son récit; — vous ne les aurez pas. »

L'insurrection à Moscou avait duré neuf jours : du 9 au 17. Quelle était, en fait, l'importance des cadres de combat du soulève-

LE TRIBUNAL

I. Le sénateur KRACHENINNIKOV, Président.

II. Le comte GOUDOVITCH, Maréchal de la Noblesse.



ment moscovite? En somme, insignifiante. De 700 à 800 hommes étaient entrés dans les compagnies formées par les partis : 500 social-démocrates, de 250 à 300 socialistes-révolutionnaires, environ 500 cheminots pourvus d'armes à feu et agissant dans les gares et sur les voies ferrées, environ 400 francs-tireurs recrutés parmi les ouvriers typographes et les commis de magasin, servant de détachements auxiliaires. Il y eut aussi quelques petits groupes de francs-tireurs. A ce propos, il n'est pas permis d'oublier ici quatre volontaires du Monténégro qui se rendirent fameux. Excellents tireurs, intrépides et inlassables, ils agissaient ensemble : ils ne tuaient que les policiers et les officiers. Deux d'entre eux succombèrent, le troisième fut blessé, le quatrième perdit sa winchester. On lui donna une carabine neuve et il repartit seul pour sa terrible chasse. Chaque matin, on lui remettait cinquante cartouches et il se plaignait de n'en avoir jamais assez. Il vivait dans une sorte d'ivresse furieuse. Il pleurait les camarades tombés et les vengeait terriblement.

Comment donc un petit bataillon d'ouvriers put-il lutter pendant une semaine et demie contre une nombreuse garnison? La réponse à cette énigme révolutionnaire se trouve en ceci qu'il faut tenir compte de l'état d'esprit des masses populaires. Toute la ville, toutes ses rues, ses maisons, ses palissades, ses portes et ses passages s'associent en un immense complot contre les soldats du gouvernement. Une population d'un million d'âmes se dresse comme un mur vivant entre les francs-tireurs et les troupes régulières. Les ouvriers armés se comptent par centaines. Quant à la construction et à la restauration des barricades, ce sont les masses qui s'en chargent. Des multitudes encore plus nombreuses entourent les révolutionnaires actifs d'une atmosphère de sympathie efficace et nuisent comme elles peuvent aux plans du gouvernement. Qui sont-ils, ces sympathisants, dont le nombre s'élève à des centaines de milliers? Ce sont des petits-bourgeois, des intellectuels, mais encore et surtout des ouvriers. Du côté du gouvernement il ne reste, en dehors d'une populace qui se vend, que le groupe supérieur des capitalistes. La municipalité de Moscou qui, deux mois avant l'insurrection, brillait encore par son radicalisme, se place aujourd'hui résolument à la suite de Doubassov. Non seulement l'octobriste Goutchkov, mais M. Golovine, cadet, futur président de la II[e] Douma, entrent au conseil du général-gouverneur.

Quel est le nombre des victimes de la révolte de Moscou? On ne saurait le dire exactement et il ne sera jamais établi. D'après les données fournies par 47 ambulances et hôpitaux, on enregistra 885 blessés, 174 tués ou morts de leurs blessures. Mais les cadavres n'étaient reçus dans les hôpitaux que par exception; en règle générale, on les déposait dans les commissariats de police, pour les enlever ensuite et les enterrer secrètement. Le cimetière

reçut en ces quelques jours 454 personnes tuées ou mortes de leurs blessures. Mais un grand nombre de cadavres furent expédiés par wagons hors la ville. Nous ne serons pas très loin de la vérité sans doute si nous supposons que la révolte arracha à la population moscovite environ 1.000 personnes tuées et autant de blessées. Parmi elles, il y eut 86 enfants, et des nourrissons dans ce nombre. Ces chiffres prendront une signification plus claire si l'on se rappelle que, sur le pavé de Berlin, après l'insurrection de mars 1848 qui infligea une blessure inguérissable à l'absolutisme prussien, on ne releva que 183 cadavres... Le nombre des pertes subies par les troupes fut tenu secret par le gouvernement qui dissimula de même le chiffre des victimes de la révolution. Le rapport officiel ne parle que de quelques dizaines de soldats tués et blessés. En réalité, il faudrait parler de quelques centaines. Et ce prix ne semblait pas trop considérable car l'enjeu n'était autre que Moscou, le « cœur » même de la Russie.

Si on laisse de côté les provinces-frontières (le Caucase et les provinces Baltiques), la vague de décembre n'atteignit nulle part la hauteur qu'elle eut à Moscou. Et cependant, dans un grand nombre de villes, il y eut des barricades, des rencontres avec les troupes, des tirs d'artillerie : à Kharkov, à Alexandrovsk, à Nijni-Novgorod, à Rostov, à Tver...

Lorsque la révolte eut été partout brisée, l'ère des expéditions répressives (correctionnelles) s'ouvrit. Comme l'indique ce terme officiel, leur but n'était pas de lutter contre des ennemis, mais de tirer vengeance des vaincus. Dans les provinces Baltiques où l'insurrection éclata quinze jours avant celle de Moscou, ces expéditions se divisaient en petits détachements qui exécutaient les atroces commissions dont les chargeait la caste ignominieuse des barons de l'Ostsee, d'où sortent les plus féroces représentants de la bureaucratie russe. Des Lettons, ouvriers et paysans, furent fusillés, pendus, battus de verges et de bâtons jusqu'à la mort, exécutés aux sons de l'hymne des tsars. En deux mois, dans les provinces Baltiques, d'après des renseignements fort incomplets, 749 personnes furent mises à mort, plus de 100 fermes ou manoirs furent brûlés ou détruits de fond en comble, d'innombrables victimes reçurent le fouet.

C'est ainsi que l'absolutisme par la grâce de Dieu luttait pour son existence. Du 9 janvier 1905 jusqu'à la convocation de la première Douma d'Etat qui eut lieu le 27 avril 1906, — d'après des calculs approximatifs mais non exagérés en tout cas, — le gouvernement du tsar fit massacrer plus de 14.000 personnes, en fit exécuter plus de 1.000; environ 20.000 furent blessées (et beaucoup d'entre elles en moururent); 70.000 individus furent arrêtés, déportés, incarcérés. Ce prix ne semblait pas trop élevé, car l'enjeu n'était autre que l'existence même du tsarisme.

CONCLUSIONS

L'histoire du Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg, c'est l'histoire de cinquante journées.

Le 13 octobre, l'Assemblée constitutive du Soviet était en séance. Le 3 décembre, la séance du Soviet était interrompue par les soldats du gouvernement.

Il n'y avait à la première séance que quelques dizaines d'hommes; vers la seconde moitié de novembre, le nombre des députés s'élevait à 562, dont 6 femmes. Ils représentaient 147 fabriques et usines, 34 ateliers et 16 syndicats. La majorité des députés — 351 — se rattachait à l'industrie du métal. Ils jouaient un rôle décisif dans le Soviet. L'industrie textile donna 57 députés, celle du papier et de l'imprimerie 32; les employés de commerce étaient représentés par 12 députés, les comptables et les pharmaciens par 7. Le Comité Exécutif du Soviet lui servait de ministère. Lorsque ce Comité fut constitué, le 17 octobre, il se composa de 31 membres : 22 députés et 9 représentants des partis (6 pour les deux fractions de la social-démocratie, 3 pour les socialistes-révolutionnaires).

Quel était le caractère essentiel de cette institution qui, en une courte période, conquit une place si importante dans la révolution et marqua d'un trait distinctif l'apogée de sa puissance?

Le Soviet organisait les masses ouvrières, dirigeait les grèves et les manifestations, armait les ouvriers, protégeait la population contre les pogroms. Mais d'autres organisations révolutionnaires remplirent la même tâche avant lui, à côté de lui et après lui : elles n'eurent pourtant pas l'influence dont le Soviet jouissait. Le secret de cette influence est en ceci : cette assemblée sortit organiquement du prolétariat au cours de la lutte directe, prédéterminée par les événements, que mena le monde ouvrier *pour la conquête du pouvoir*. Si les prolétaires d'une part et la presse réactionnaire de l'autre donnèrent au Soviet le titre de « gouvernement prolétarien », c'est qu'en fait, cette organisation n'était autre que l'embryon d'un gouvernement révolutionnaire. Le Soviet réalisait le pouvoir dans la mesure où la puissance révolutionnaire des quartiers ouvriers le lui garantissait; il luttait directement pour la conquête du pouvoir, dans la mesure où celui-ci restait encore entre les mains d'une monarchie militaire et policière.

Avant l'existence du Soviet, nous trouvons parmi les ouvriers de l'industrie de nombreuses organisations révolutionnaires que dirigeait surtout la social-démocratie. Mais ce sont des formations *à l'intérieur du prolétariat;* leur but immédiat est *de lutter pour acquérir de l'influence sur les masses.* Le Soviet devient immédiatement l'organisation même *du prolétariat;* son but est de lutter *pour la conquête du pouvoir révolutionnaire.*

En devenant le foyer de concentration de toutes les forces révolutionnaires du pays, le Soviet ne se laissait pas dissoudre dans l'élément de la démocratie révolutionnaire; il était et restait l'expression organisée de la volonté de classe du prolétariat. Dans sa lutte pour le pouvoir, il appliquait les méthodes qui procèdent naturellement du caractère du prolétariat considéré en tant que classe : ces méthodes tiennent au rôle du prolétariat dans la production, à l'importance de ses effectifs, à son homogénéité sociale. Bien plus : en combattant pour le pouvoir à la tête de toutes les forces révolutionnaires, le Soviet ne laissait pas un instant de guider de toutes manières l'action spontanée de la classe ouvrière: non seulement il contribuait à l'organisation des syndicats, mais il intervenait même dans les conflits particuliers entre ouvriers et patrons. Et c'est précisément parce que le Soviet, en tant que représentation démocratique du prolétariat à l'époque révolutionnaire, se tenait au point de croisement de tous ses intérêts de classe, c'est pour cela même qu'il subit dès le début l'influence toute-puissante de la social-démocratie. Ce parti eut alors, du premier coup, la possibilité de réaliser les immenses avantages que lui donnait son initiation au marxisme; ce parti, étant capable d'orienter sa pensée politique dans le vaste « chaos », n'eut pour ainsi dire aucun effort à faire pour transformer le Soviet, qui n'appartenait formellement pas à tel ou tel parti, en appareil organisateur de son influence.

La principale méthode de lutte appliquée par le Soviet fut la grève politique générale. L'efficacité révolutionnaire de ce genre de grève réside en ceci que, dépassant le capital, elle désorganise le pouvoir gouvernemental. Plus « l'anarchie » qu'elle entraîne est multiple et variée en ses objectifs, plus la grève se rapproche de la victoire. Il y faut cependant une condition indispensable : cette anarchie ne doit pas être suscitée par des moyens anarchiques. La classe qui, en suspendant momentanément tout travail, paralyse l'appareil de production et en même temps l'appareil centralisé du pouvoir, en isolant l'une de l'autre les diverses régions du pays et en créant une ambiance d'incertitude générale, cette classe doit être par elle-même suffisamment organisée pour ne pas tomber première victime de l'anarchie qu'elle aura produite. Dans la mesure où la grève abolit l'organisation gouvernementale existante, l'organisation même de la grève est forcée d'assumer les fonctions gouvernementales. Les conditions de la

grève générale, en tant que méthode prolétarienne de lutte, étaient les conditions mêmes qui donnèrent au Soviet des Députés Ouvriers son importance illimitée.

Par la pression de la grève, le Soviet réalise la liberté de la presse. Il organise un service régulier de patrouilles dans les rues pour la protection des citoyens. Dans une plus ou moins large mesure, il s'empare des postes, des télégraphes et des chemins de fer. Il intervient d'autorité dans les conflits économiques entre ouvriers et capitalistes. Il tente, par la pression directe de la révolution, d'établir le régime des huit heures. En paralysant l'activité de l'autocratie par l'insurrection gréviste, il instaure un ordre nouveau, un libre régime démocratique dans l'existence de la population laborieuse des villes.

Après le 9 janvier, la révolution avait montré qu'elle était maîtresse de la conscience des masses ouvrières. Le 14 juin, par la révolte de *Potemkine*, la révolution montrait qu'elle pouvait devenir une force matérielle. Par la grève d'octobre, elle prouvait qu'elle était en état de désorganiser l'ennemi, de paralyser sa volonté et de le réduire au dernier degré de l'humiliation. Enfin, en organisant de tous côtés des Soviets Ouvriers, la révolution démontrait qu'elle savait constituer un pouvoir.

Le pouvoir révolutionnaire ne peut s'appuyer que sur une force révolutionnaire active. Quelque opinion que nous ayons du développement ultérieur de la révolution russe, c'est un fait que, jusqu'à présent, aucune classe sociale, à l'exception du prolétariat, ne s'est montrée capable de servir d'appui au pouvoir révolutionnaire et disposée à le faire. Le premier acte de la révolution, ce fut un contact dans la rue entre le prolétariat et la monarchie; la première victoire sérieuse de la révolution fut remportée par un moyen qui appartient exclusivement au prolétariat, par la grève politique; enfin, comme premier embryon du pouvoir révolutionnaire, on voit apparaître une représentation du prolétariat. Dans la personne du Soviet, nous trouvons pour la première fois, sur le terrain historique de la nouvelle Russie, un pouvoir démocratique. Le Soviet est le pouvoir organisé de la masse même, dominant toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux Chambres, sans bureaucratie professionnelle, conservant aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés. Le Soviet, par l'intermédiaire de ses membres, par les députés que les ouvriers ont élus, préside directement à toutes les manifestations sociales du prolétariat dans son ensemble ou dans ses groupes, organise son action, lui donne un mot d'ordre et un drapeau.

D'après le recensement de 1897, Pétersbourg comptait environ 820.000 âmes de population « active »; dans ce nombre, il y avait 433.000 ouvriers et gens de maison; ainsi, le prolétariat de la capitale s'élevait à 53 0/0 de la population. Si l'on prend en

considération les éléments non actifs, en raison de ce fait que les familles prolétariennes sont relativement peu importantes par le nombre, nous obtiendrons un chiffre assez bas (50,8 0/0). En tout cas, le prolétariat constitue plus de la moitié de la population de Pétersbourg.

Le Soviet des Députés Ouvriers ne représentait pas officiellement toute la population ouvrière de la capitale qui s'élève à presque un demi-million d'âmes; en tant qu'organisation, il unifiait environ 200.000 âmes, surtout des ouvriers des fabriques et des usines; et, bien que son influence politique, directe et indirecte, s'étendît à un cercle beaucoup plus vaste, des groupes fort importants du prolétariat (ouvriers du bâtiment, domestiques, manœuvres, cochers) échappaient totalement ou partiellement à son emprise. Il est pourtant hors de doute que le Soviet exprimait les intérêts de toute cette masse prolétarienne. Si, dans les usines, certains éléments représentaient ce qu'on a appelé « les bandes noires », leur nombre décroissait de jour en jour, d'heure en heure. Dans les masses prolétariennes, la domination politique du Soviet de Pétersbourg ne pouvait rencontrer que des approbateurs, non des adversaires. Il n'y avait d'exception que pour la domesticité privilégiée, pour les laquais des hauts laquais de la bureaucratie, pour les cochers des ministres, des boursiers et des cocottes, qui sont des conservateurs et des monarchistes de profession.

Parmi les intellectuels, si nombreux à Pétersbourg, le Soviet avait bien plus d'amis que d'ennemis. La jeunesse des écoles, dont les têtes se comptaient par milliers, reconnaissait la direction politique du Soviet et le soutenait ardemment dans tous ses actes. Les intellectuels diplômés et fonctionnaires, à l'exception de ceux qui s'étaient incurablement engraissés, se rangeaient, momentanément du moins, du côté du Soviet. L'énergique appui qu'il donna à la grève des postes et télégraphes lui attira l'attention sympathique des fonctionnaires subalternes. Tout ce qu'il y avait dans la ville d'opprimés, de déshérités, de gens honnêtes, de vivants esprits, — tout cela, consciemment ou instinctivement, allait au Soviet.

Quels étaient ses adversaires? Les représentants du pillage capitaliste, les boursiers qui jouaient à la hausse, les entrepreneurs, les marchands et les exportateurs que les grèves avaient ruinés, les fournisseurs de la populace dorée, la bande municipale de Pétersbourg, ce syndicat de propriétaires d'immeubles, la haute bureaucratie, les cocottes inscrites au budget de l'Etat, les porteurs d'étoiles et de crachats, les hommes publics largement entretenus, la Sûreté, — toutes les cupidités, toutes les brutalités, toutes les débauches, tout ce que le sort condamnait déjà.

Entre l'armée du Soviet et ses ennemis, il y avait encore des éléments politiques indéterminés, qui hésitaient ou dont on dou-

tait. C'étaient les groupes les plus attardés de la petite-bourgeoisie qui n'avaient pas encore été entraînés dans la politique, qui n'avaient pas encore compris suffisamment le rôle et le sens du Soviet, ni réglé leur attitude à son égard. Les patrons-artisans étaient alarmés, effrayés. L'indignation du petit propriétaire vis-à-vis des grèves ruineuses luttait en chacun d'eux avec l'obscur espoir d'un avenir meilleur.

Dans les cercles de l'intelligence, les politiciens professionnels que les événements désorientaient, les journalistes radicaux qui ne savaient ce qu'ils voulaient, les démocrates rongés de scepticisme ronchonnaient indulgemment contre le Soviet, énuméraient une à une ses fautes et, en général, donnaient à comprendre que, s'ils avaient été placés à la tête de cette institution, le bonheur du prolétariat eût été assuré pour jamais. L'excuse de ces messieurs, c'était leur impuissance.

En tout cas, le Soviet, de fait ou virtuellement, était l'organe de l'immense majorité de la population. Les ennemis qu'il pouvait avoir dans la capitale n'auraient pas été dangereux pour sa domination politique, s'ils n'avaient trouvé un protecteur dans l'absolutisme encore vivant qui s'appuyait sur les éléments les plus attardés d'une armée de moujiks. La faiblesse du Soviet n'était pas en lui-même; c'était la faiblesse d'une révolution purement urbaine.

La période des cinquante jours marqua l'apogée de cette révolution. Le Soviet fut son organe de lutte pour la conquête du pouvoir. Le caractère de classe du Soviet était déterminé par le fractionnement de la population urbaine et par le profond antagonisme politique qui se manifestait entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste, même dans l'étroit cadre historique de la lutte contre l'autocratie. La bourgeoisie capitaliste, après la grève d'octobre, entreprit consciemment de réfréner la révolution; la petite-bourgeoisie était trop insignifiante pour jouer un rôle indépendant; le prolétariat exerçait une hégémonie indiscutable sur la ville; *son organisation* de classe était l'organe de la *lutte révolutionnaire* pour le pouvoir.

Le Soviet était d'autant plus fort que le gouvernement était plus démoralisé. Il concentrait sur lui les sympathies des groupes non prolétariens d'autant plus que l'ancien pouvoir gouvernemental se révélait plus impuissant et plus affolé.

La grève politique en masse fut l'arme principale du Soviet. Comme il unissait tous les groupes du prolétariat par une liaison révolutionnaire directe et comme il soutenait les ouvriers et chaque entreprise avec toute l'autorité et toute la force de la classe, il eut la possibilité de suspendre en temps voulu la vie économique du pays. Bien que la propriété des moyens de production soit restée comme précédemment entre les mains des capitalistes et de l'Etat, bien que le pouvoir gouvernemental soit demeuré entre

les mains de la bureaucratie, ce fut le Soviet qui disposa des ressources nationales de production et des moyens de communication, dans la mesure du moins où il le fallait pour interrompre le train régulier de la vie économique et politique. Et cette capacité du Soviet, qui se manifesta par des faits, de paralyser l'économie et d'introduire l'anarchie dans l'existence de l'État, fit de lui précisément ce qu'il fut. Dans ces conditions, chercher des voies de coexistence pacifique du Soviet et de l'ancien gouvernement, c'aurait été la plus déplorable de toutes les utopies. Et cependant toutes les objections qui furent faites à la tactique du Soviet, si l'on en dépouille le véritable contenu, procèdent précisément de cette fantastique idée qu'après octobre, le Soviet, sur le terrain arraché à l'absolutisme, aurait dû s'occuper de l'organisation des masses, en s'abstenant de toute offensive.

Mais en quoi consistait la victoire d'octobre?

Sans aucun doute, en résultat des attaques et de la pression d'octobre, l'absolutisme avait renoncé à lui-même, avait abdiqué « en principe ». Mais, en réalité, il n'avait pas perdu la bataille; il avait refusé le combat. Il n'avait pas fait de tentatives sérieuses pour opposer son armée de villageois aux villes emportées dans une grève insurrectionnelle. Bien entendu, cette modération ne s'expliquait pas par des motifs d'humanité; l'absolutisme était tout simplement découragé, il ne se possédait plus. Les éléments libéraux de la bureaucratie qui attendaient leur tour finirent par l'emporter et au moment où la grève marchait déjà vers son déclin, ils firent publier le manifeste du 17 octobre qui était une abdication de principe de l'absolutisme. Mais toute l'organisation matérielle du pouvoir : la hiérarchie des fonctionnaires, la police, les tribunaux, l'armée, tout cela resta comme auparavant la propriété non partagée de la monarchie. Quelle tactique pouvait et devait donc déployer le Soviet dans ces conditions? Sa force consistait en ceci que, s'appuyant sur le prolétariat producteur, il pouvait, dans une certaine mesure, ôter à l'absolutisme la possibilité d'utiliser l'appareil matériel de son pouvoir. De ce point de vue, l'activité du Soviet signifiait l'organisation de « l'anarchie ». Son existence et son développement ultérieurs marquaient une consolidation de « l'anarchie ». Aucune coexistence durable n'était possible. Le prochain conflit était annoncé par la demi-victoire d'octobre, il préexistait en elle comme un noyau.

Que restait-il à faire au Soviet? Devait-il feindre de ne pas voir l'inéluctabilité du conflit? Devait-il faire semblant d'organiser les masses pour goûter les joies du régime constitutionnel? Qui aurait ajouté foi à cette comédie? Non point, certainement, l'absolutisme, ni, non plus, la classe ouvrière.

A quel point la décence des formes, les vaines apparences du loyalisme sont impuissantes dans la lutte contre l'autocratie, nous l'avons constaté plus tard par l'exemple des deux Doumas.

Pour devancer la tactique de l'hypocrisie « constitutionnelle » dans ce pays autocratique, le Soviet aurait dû être fait d'une autre pâte. Mais à quoi en serait-il arrivé, même dans ce dernier cas? Au point où en arriva la Douma : à la banqueroute.

Il ne restait au Soviet qu'à reconnaître que le conflit était inévitable dans un avenir tout prochain; et la seule tactique dont il disposât était de préparer l'insurrection.

Quelle pouvait être cette préparation si elle ne consistait à développer et à fortifier précisément les facultés du Soviet qui lui permettaient de paralyser la vie de l'Etat et qui faisaient sa force? Mais tout ce que le Soviet entreprenait pour développer et fortifier ces facultés précipitait naturellement le conflit.

Le Soviet se souciait de plus en plus d'étendre son influence à l'armée et à la classe paysanne. En novembre, il appela les ouvriers à manifester activement leurs sentiments de fraternité à l'égard de l'armée dont la conscience s'éveillait, nous voulons dire : des marins de Cronstadt. Si on ne l'avait pas fait, on aurait prouvé qu'on n'avait aucun souci d'augmenter les forces disponibles. En le faisant, on marchait au-devant du conflit.

Peut-être y avait-il une troisième voie? Peut-être le Soviet aurait-il pu, avec les libéraux, en appeler au soi-disant sens politique du pouvoir? Peut-être aurait-il pu et dû trouver la ligne qui séparait les droits du peuple des prérogatives de la monarchie et s'arrêter devant cette limite sacrée? Mais qui pouvait garantir que la monarchie s'arrêterait de l'autre côté de la ligne de démarcation? Qui se serait chargé de mettre la paix entre les parties, ou tout au moins d'organiser une trêve? Le libéralisme? Une députation libérale proposa, le 18 octobre, au comte Witte, en signe de réconciliation avec le peuple, d'éloigner les troupes de la capitale.

« Nous aimons mieux qu'on nous coupe l'électricité et l'eau que d'être privés de nos troupes », — répondit le ministre. Le gouvernement, de toute évidence, ne songeait pas du tout à désarmer. Que restait-il à faire au Soviet? Il devait ou bien céder la place, abandonnant l'affaire à une chambre d'arbitrage, à la future Douma d'Etat, comme l'exigeait en fait le libéralisme; ou bien se préparer à retenir, à garder par les armes ce qui avait été conquis en octobre et, si possible, ouvrir une nouvelle offensive. A présent, nous ne savons que trop que la chambre d'arbitrage devint l'arène d'un nouveau conflit révolutionnaire. Par conséquent, le rôle objectif que jouèrent les deux premières Doumas ne fit que confirmer l'exactitude des prévisions politiques sur lesquelles le prolétariat basait sa tactique. Mais on peut se dispenser de chercher si loin. On peut demander : qu'est-ce qui pouvait et devait garantir la création de cette « chambre d'arbitrage », de cette « chambre de conciliation » à laquelle il n'était réservé de réconcilier personne? Etait-ce encore et toujours le sens politique de la

monarchie? Ou bien son engagement solennel? Ou bien la parole d'honneur du comte Witte? Ou bien les visites que faisaient les zemstvos à Péterhof, par l'escalier de service? Ou bien les avertissements de M. Mendelssohn? Ou, enfin, « la marche naturelle des choses» à laquelle le libéralisme abandonne tous les problèmes dès que l'histoire les lui soumet à lui-même, les confie à son initiative, à ses forces, à son sens politique?

Mais si le conflit de décembre était inévitable, ne faut-il pas chercher la cause de la défaite d'alors dans la composition du Soviet? On affirmait que son défaut essentiel résidait en son caractère de classe. Pour devenir l'organe d'une révolution « nationale », le Soviet aurait dû élargir ses cadres. Des représentants de toutes les couches de la population auraient dû y trouver place. Cela aurait consolidé l'autorité du Soviet et augmenté ses forces. En était-il vraiment ainsi?

La force du Soviet était déterminée par le rôle du prolétariat dans l'économie capitaliste. La tâche du Soviet ne consistait pas à se transformer en une parodie de parlement, ni à organiser une représentation proportionnelle des intérêts des différents groupes sociaux; sa tâche était de donner de l'unité à la lutte révolutionnaire du prolétariat. L'instrument principal de lutte qui s'est trouvé entre les mains du Soviet, c'était la grève politique, méthode exclusivement appropriée au prolétariat en tant que classe de salariés. L'homogénéité de sa composition supprimait tout frottement à l'intérieur du Soviet et le rendait capable d'une initiative révolutionnaire.

Par quel moyen la composition du Soviet aurait-elle pu être élargie? Pouvait-on y appeler des représentants des unions libérales? Cela aurait enrichi le Soviet de deux dizaines d'intellectuels. Leur influence dans le Soviet aurait été proportionnée au rôle de l'Union des Syndicats dans la révolution, c'est-à-dire qu'elle aurait été infime.

Mais quels groupes sociaux pouvaient encore être représentés au Soviet? Le congrès des zemstvos? Les organisations commerciales et industrielles?

Le congrès des zemstvos tint ses séances à Moscou en novembre; il examina la question des rapports qu'il pouvait avoir avec le ministère Witte; mais il ne lui vint pas à l'esprit de se demander dans quelles relations il pouvait être avec le Soviet ouvrier.

Durant la session du congrès, éclata la révolte de Sébastopol. Comme nous l'avons vu, ce mouvement rejeta brusquement les zemstvos vers la droite, si bien que M. Milioukov dut tranquilliser « la Convention » des zemstvos par un discours qui signifiait, en somme, que la révolte, grâce à Dieu, était écrasée. Sous quel aspect aurait donc pu se réaliser la collaboration révolutionnaire de ces messieurs contre-révolutionnaires et des députés ouvriers qui saluaient de leurs acclamations les insurgés de Sébastopol? A cette

question, personne jusqu'à présent n'a su répondre. Un des dogmes mi-sincères, mi-hypocrites du libéralisme consiste à exiger que l'armée reste en dehors de la politique. Tout au contraire, le Soviet déployait une immense énergie pour attirer l'armée dans sa politique révolutionnaire. Peut-être encore le Soviet devait-il, ajoutant foi au manifeste, laisser l'armée à l'entière disposition de Trépov? Et si l'on dit que non, sur quel programme pouvait-on concevoir, en cette question décisive, une collaboration avec les libéraux? Qu'auraient apporté ces messieurs à l'activité du Soviet, si ce n'est une opposition systématique, des débats interminables et la démoralisation intérieure? Que pouvaient-ils nous donner, en dehors de conseils et d'indications que nous trouvions sans eux en quantité suffisante dans la presse libérale? Peut-être la véritable « pensée politique » se trouvait-elle à la disposition des constitutionnels démocrates (cadets) et des octobristes; néanmoins, le Soviet ne pouvait se transformer en un club de polémiques et d'enseignement mutuel. Il devait être et il restait un organe de lutte.

Que pouvaient ajouter les représentants du libéralisme bourgeois, de la démocratie bourgeoise, *à la force* du Soviet? De quoi pouvaient-ils enrichir ses méthodes de lutte? Il suffit de se rappeler le rôle qu'ils jouèrent en octobre, novembre et décembre; il suffit de se représenter la résistance que ces éléments furent capables d'opposer à la dissolution de *leur* Douma, pour comprendre que le Soviet avait le droit et le devoir de rester une organisation de classe, c'est-à-dire une organisation de lutte. Des députés bourgeois auraient pu lui donner *le nombre*, mais ils étaient absolument incapables de lui donner *la force*. . . .

Ces constatations réduisent à néant les accusations purement rationalistes, non justifiées par l'histoire, que l'on a élevées contre l'intransigeante tactique de classe de ce Soviet qui rejeta la bourgeoisie dans le camp de l'ordre. La grève du travail, qui fut le puissant instrument de la révolution, mit cependant « l'anarchie » dans l'industrie. Il suffisait de cela pour obliger la haute opposition à placer au-dessus de tous les mots d'ordre du libéralisme ceux de l'ordre politique et du maintien continu de l'exploitation capitaliste.

Les entrepreneurs décidèrent que la « glorieuse » grève d'octobre (comme ils l'appelaient) devait être la dernière et ils organisèrent l'union antirévolutionnaire du 17 octobre. Ils avaient pour cela de suffisantes raisons. Chacun d'entre eux avait pu constater chez lui, à l'usine, que les conquêtes politiques de la révolution marchaient parallèlement avec le renforcement des positions ouvrières contre le capital. Certains politiques reprochaient principalement à la lutte entreprise pour la journée de huit heures d'avoir opéré une scission définitive dans l'opposition et d'avoir étroitement groupé le capital en une force contre-révolutionnaire. Ces critiques auraient voulu mettre à la disposition de

l'histoire l'énergie de classe du prolétariat sans encourir les conséquences de la lutte des classes. Que l'établissement forcé de la journée de huit heures ait dû susciter et ait suscité une énergique réaction de la part des entrepreneurs, cela n'est pas à prouver. Mais c'est un enfantillage de penser que cette campagne des huit heures était vraiment bien nécessaire pour assurer et renforcer l'union des capitalistes avec le gouvernement de boursiers que représentait le ministère Witte. L'union du prolétariat en une force révolutionnaire indépendante qui se mettait à la tête des masses populaires et était une menace constante pour « l'ordre », cette union était par elle-même un argument suffisant en faveur d'une coalition du capital avec le pouvoir.

Il est vrai que durant la première période de la révolution, lorsqu'elle se manifestait par des explosions isolées de forces élémentaires, les libéraux la toléraient. Ils voyaient clairement que le mouvement révolutionnaire ébranlait l'absolutisme et le poussait dans la voie d'un accord constitutionnel avec les classes dirigeantes. Ils se résignaient à voir les grèves et les manifestations, ils traitaient les révolutionnaires d'une manière amicale, les critiquaient avec douceur et circonspection. Après le 17 octobre, lorsque les clauses de l'accord constitutionnel eurent été rédigées et comme il ne restait plus, semblait-il, qu'à les mettre à exécution, la continuation de l'œuvre révolutionnaire compromettait évidemment la possibilité même d'un arrangement des libéraux avec le pouvoir. La masse prolétarienne, condensée et affermie par la grève d'octobre, organisée en dedans, par le fait même de son existence, indispose désormais le libéralisme à l'égard de la révolution. L'avis du libéral était que le nègre avait accompli ce qu'on attendait de lui et qu'il n'avait plus qu'à se remettre tranquillement au travail. Le Soviet estimait au contraire que le plus fort de la lutte restait à soutenir. Dans ces conditions, il ne pouvait être question d'une collaboration révolutionnaire quelconque entre la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat.

Décembre sort d'octobre comme une conclusion sort de ses prémisses. Le résultat du conflit de décembre ne s'explique pas par telles ou telles fautes de tactique, mais par ce fait décisif que la réaction s'est trouvée plus riche en forces matérielles que la révolution. Le prolétariat s'est brisé dans son insurrection de décembre-janvier non à des erreurs de stratégie, mais contre une valeur beaucoup plus réelle : contre les baïonnettes de l'armée paysanne.

Il est vrai que le libéralisme pense que quand on n'est pas assez fort, il est toujours possible de se tirer d'affaire en courant à toutes jambes. Il considère comme une tactique véritablement courageuse, mûrie, réfléchie et rationnelle, de battre en retraite au moment décisif. Cette philosophie libérale de la désertion produisit quelque impression sur certains écrivains dans les rangs

de la social-démocratie même, et, après coup, ils posèrent cette question : si la défaite de décembre eut pour cause l'insuffisance des forces du prolétariat, la faute n'était-elle pas précisément en ceci que, ne disposant pas de la force nécessaire pour la victoire, le prolétariat avait accepté la bataille? On peut répondre à cela : si l'on n'entrait dans les combats qu'en étant sûr de la victoire, aucune bataille n'aurait jamais lieu sur la terre. Un calcul préalable des forces disponibles ne peut déterminer d'avance l'issue des conflits révolutionnaires. S'il en était autrement, on aurait dû depuis longtemps remplacer la lutte des classes par une statistique des classes. Il n'y a pas si longtemps, c'était le rêve des caissiers de plusieurs syndicats, ils voulaient adapter cette méthode à la grève. Il arriva cependant que les capitalistes, même en présence d'une statistique des plus parfaites, digne des teneurs de comptes qui l'avaient conçue, ne se déclarèrent pas convaincus par un extrait du Grand-Livre, et que les arguments arithmétiques durent être, finalement, renforcés par l'argument de la grève. Et quelque soin que l'on mette à tout calculer d'avance, chaque grève suscite une multitude de faits nouveaux, matériels et moraux, qu'il est impossible de prévoir et qui, en définitive, décident du résultat de la lutte. Ecartez maintenant de votre pensée le syndicat avec ses méthodes précises de calcul; étendez la grève à tout le pays, fixez-lui un grand but politique; opposez au prolétariat le pouvoir de l'Etat qui sera son ennemi direct; que l'un et l'autre parti aient leurs alliés réels, possibles, imaginaires; comptez aussi avec les groupes indifférents que l'on se disputera avec acharnement, l'armée, de laquelle se détachera, dans le tourbillon des événements, un groupe révolutionnaire; faites état des espoirs exagérés qui naissent d'un côté, des craintes exagérées qu'on ressent de l'autre, et sachez que ces craintes et ces espoirs, à leur tour, deviendront les facteurs réels des événements; ajoutez enfin les crises extrêmes de la bourse et les influences entre-croisées des liens internationaux, et vous saurez alors dans quelles circonstances se déroule la révolution. Dans ces conditions, la volonté subjective du parti, même du parti « dirigeant », n'est qu'une force entre mille et elle est bien loin d'apparaître comme la plus importante.

Dans la révolution, encore plus qu'à la guerre, le moment du combat est déterminé bien moins par la volonté et le calcul d'un des adversaires que par les positions relatives des deux armées. Il est vrai qu'à la guerre, grâce à la discipline automatique de la troupe, il est encore possible, parfois, d'éviter le combat et de retirer entièrement l'armée; dans ces cas-là, le chef de guerre est encore obligé de se demander si les manœuvres de la retraite ne démoraliseront pas les soldats et si, en voulant éviter une défaite aujourd'hui, ils ne s'en préparent pas une plus pénible pour demain. Kouropatkine aurait pu raconter bien des choses sur ce

sujet. Mais dans le développement d'une révolution, il est avant tout inconcevable qu'on puisse exécuter une retraite régulière. Si, au jour de l'attaque, le parti entraîne les masses après lui, cela ne veut pas dire qu'il puisse les arrêter et les emmener en arrière, au moment de l'assaut, comme il lui conviendra. Ce n'est pas seulement le parti qui mène les masses, ce sont elles qui le poussent en avant. Et cela se renouvellera dans toutes les révolutions, si fortement organisées qu'elles soient. Dans ces conditions, reculer sans combat signifie en certains cas, pour le parti, abandonner les masses sous le feu de l'ennemi. Sans doute, la social-démocratie, en tant que parti dirigeant, aurait pu se dispenser de relever le défi que la réaction lui jetait en décembre; selon l'heureuse expression du même Kouropatkine, elle aurait pu « se retirer sur des positions préparées d'avance »; c'est-à-dire disparaître dans ses retraites clandestines. Mais en agissant ainsi, elle aurait simplement donné au gouvernement la possibilité d'écraser une à une les organisations ouvrières plus ou moins ouvertes qui s'étaient constituées avec le concours immédiat du parti : il n'y aurait point eu, en effet, de résistance commune. A ce prix, la social-démocratie aurait acheté l'avantage douteux de contempler la révolution en spectatrice, de raisonner sur ses fautes, d'élaborer des plans impeccables qui n'auraient eu que le défaut d'être proposés quand on n'en avait pas besoin. Il est facile de se figurer comment cette conduite aurait affermi les liens entre le parti et les masses!

Personne ne peut dire que la social-démocratie ait forcé le conflit. Tout au contraire, le 22 octobre, sur l'initiative du parti, le Soviet des Députés Ouvriers de Pétersbourg renonça à la manifestation de deuil projetée, ne voulant pas provoquer un conflit avant d'avoir utilisé le « nouveau régime » d'affolement et d'hésitations pour une large propagande et un travail d'organisation parmi les masses. Quand le gouvernement fit une tentative trop précipitée pour attaquer le pays, et, à titre d'essai, déclara la loi martiale en Pologne, le Soviet, gardant une tactique purement défensive, ne tenta même pas d'amener la grève de novembre à une lutte ouverte. Mais il la transforma en une imposante protestation et se contenta de l'immense impression morale qu'elle produisit sur l'armée et les ouvriers polonais.

Mais si le parti éludait le conflit en octobre et en novembre, parce qu'il avait conscience de la nécessité d'une préparation en règle, cette raison perdait toute sa valeur en décembre. Non pas, bien entendu, que les préparatifs fussent achevés, mais parce que le gouvernement, qui n'avait pas non plus le choix, engagea la lutte en détruisant précisément toutes les organisations révolutionnaires qui avaient été créées en octobre et en novembre. Si, dans ces conditions, le parti avait décidé de refuser la bataille, s'il avait pu même obliger les masses révolutionnaires à se retirer

du champ clos, il aurait simplement précipité l'insurrection dans des conditions encore moins favorables : la presse et les grandes organisations auraient complètement fait défaut et la démoralisation générale aurait été la conséquence inévitable de cette retraite.

« ...Dans la révolution, comme à la guerre, — dit Marx (1), — il est absolument nécessaire, au moment décisif, de risquer le tout pour le tout, quelles que soient les chances de la lutte. L'histoire ne connaît pas une seule révolution suivie de succès qui ne fasse la preuve de l'exactitude de ce principe... La défaite après une lutte acharnée présente une signification révolutionnaire non moins grande que celle que peut avoir une victoire facilement arrachée... Dans tout conflit, inévitablement, celui qui relève le gant risque d'être vaincu; mais est-ce là une raison pour qu'on se déclare vaincu dès le début et qu'on se soumette sans avoir tiré le glaive?

« Quiconque, dans une révolution, commande une position de valeur décisive et la rend sans avoir obligé l'ennemi à livrer l'assaut, mérite d'être considéré comme un traître. » (Karl Marx : *Révolution et Contre-Révolution en Allemagne.*)

Dans sa fameuse *Introduction à La Lutte des Classes en France*, de Marx, Engels a reconnu la possibilité de graves déconvenues lorsqu'il opposait aux difficultés militaires et techniques de l'insurrection (la rapidité du transport des troupes par chemin de fer, la puissance destructive de l'artillerie moderne, la largeur des rues dans les villes d'aujourd'hui), les nouvelles possibilités de victoire qui ont pour cause l'évolution de l'armée en sa composition de classe. D'un côté, Engels a évalué unilatéralement l'importance de la technique moderne pendant les soulèvements révolutionnaires; d'autre part, il n'a pas cru nécessaire ou opportun d'expliquer que l'évolution de l'armée en sa composition de classe ne pouvait être appréciée, politiquement parlant, qu'au moyen d'une « confrontation » de l'armée avec le peuple.

Examinons brièvement les deux côtés de cette question (2). Le caractère décentralisé de la révolution rend nécessaire un déplacement continuel des forces militaires. Engels affirme que, grâce aux chemins de fer, les garnisons peuvent être plus que doublées en vingt-quatre heures. Mais il oublie qu'une véritable insurrection des masses suppose d'abord la grève des chemins de fer. Avant que le gouvernement n'ait pu songer à transférer ses troupes, il est obligé — par une lutte acharnée avec le personnel

(1) Celui qui parle ainsi, c'est, en réalité, Engels qui écrivit cet ouvrage à la place de Marx.

(2) Il convient d'ailleurs de rappeler bien nettement qu'Engels, dans son *Introduction*, ne songe qu'aux affaires d'Allemagne, tandis que nous raisonnons d'après l'expérience de la révolution russe. (Cette remarque peu convaincante avait été ajoutée au texte allemand de notre livre simplement pour dérouter la censure — L. T.

en grève — de chercher à s'emparer de la voie ferrée, du matériel roulant; il doit organiser le mouvement, rétablir les ponts que l'on a fait sauter et les parties de la ligne qui sont détruites. Pour accomplir ce travail, il ne suffit pas d'avoir d'excellents fusils et des baïonnettes bien acérées; et l'exemple de la révolution russe nous dit que pour obtenir des résultats minimes en ce sens, il faut beaucoup plus de vingt-quatre heures. Voyons plus loin. Avant d'entreprendre le transfert des troupes, le gouvernement doit être renseigné sur la situation dans toute l'étendue du pays. Le télégraphe assure le service d'information du gouvernement beaucoup plus vite que le chemin de fer ne peut assurer la dislocation des troupes. Mais, encore une fois, l'insurrection suppose une grève des postes et télégraphes et l'engendre. Si l'insurrection n'est pas capable d'attirer de son côté le personnel des postes et télégraphes, — fait qui prouve la faiblesse du mouvement révolutionnaire! — il lui reste encore la possibilité de renverser les poteaux et de couper les fils télégraphiques. Cette mesure constitue certainement un dommage pour les deux côtés; mais la révolution, dont la force principale n'est nullement dans une organisation à fonctionnement automatique, y perd beaucoup moins. Le télégraphe et le chemin de fer sont incontestablement de puissantes armes pour l'Etat moderne centralisé. Mais ce sont des armes à deux tranchants. Et si l'existence de la société et de l'Etat dépend en général de la continuité du travail prolétarien, cette dépendance se fait particulièrement sentir dans le travail des chemins de fer, des postes et des télégraphes. Dès que les rails et les fils refusent de servir, l'appareil gouvernemental se morcèle en parties entre lesquelles il n'y a plus de moyens de communication, même les plus élémentaires. Dans ces conditions, les affaires peuvent aller très loin avant que les autorités n'aient réussi à « doubler » une garnison locale.

Avec la nécessité d'opérer le déplacement des troupes, l'insurrection impose encore au gouvernement le problème du transport des munitions. Les difficultés qui s'accroissent alors, du fait de la grève générale, nous les connaissons déjà; mais il faut envisager encore un péril, car les munitions peuvent tomber aux mains des insurgés. Ce danger devient d'autant plus réel que la révolution se décentralise davantage et qu'elle entraîne des masses plus nombreuses dans son tourbillon. Nous avons vu comment, dans les gares de Moscou, les ouvriers saisissaient les armes expédiées du front de la guerre russo-japonaise. Des faits de ce genre eurent lieu en beaucoup d'endroits. Dans la région du Kouban, les cosaques révoltés interceptèrent un chargement de carabines. Les soldats révolutionnaires donnaient des cartouches aux insurgés, etc...

Dans tout cela, il ne peut être question, bien entendu, d'une victoire purement militaire des insurgés sur les troupes du gou-

DANS LA COUR DU TRIBUNAL.

vernement. Celles-ei l'emporteront sans aueun doute par la foree matérielle et la question qui se posera eoncernera avant tout l'état d'esprit et l'attitude de l'armée. S'il n'y avait point une affinité de elasse entre les eombattants qui doivent se dresser des deux eôtés de la barrieade, la vietoire de la révolution, en raison de la teehnique militaire d'aujourd'hui, serait effeetivement impossible. Mais, d'autre part, ee serait la plus grande des illusions de penser que « le passage de l'armée au peuple » peut avoir lieu sous l'aspeet d'une manifestation paeifique et simultanée. Les elasses dirigeantes, pour lesquelles se pose une question de vie ou de mort, ne eèdent jamais de bon gré leurs positions sous l'influenee de raisonnements théoriques coneernant la eomposition de l'armée. L'attitude politique de la troupe, eette grande ineonnue de toutes les révolutions, ne peut se révéler nettement qu'à l'instant où les soldats se trouve faee à face avee le peuple. Le passage de l'armée au eamp de la révolution s'aeeomplit d'abord par une transformation morale; mais les seuls moyens moraux ne sauraient lui permettre de se réaliser. Il y a, dans l'armée, des eourants divers et des états d'esprit différents qui s'entre-eroisent et se eoupent : e'est la minorité qui se révèle eonseiemment révolutionnaire; la majorité hésite et attend une poussée du dehors. Elle n'est eapable de déposer les armes ou de diriger ses baïonnettes eontre la réaetion que quand elle commenee à eroire à la possibilité de la vietoire populaire. Cette foi ne peut être inspirée par la simple propagande. Il faut que les soldats eonstatent que, de toute évidenee, le peuple est deseendu dans la rue pour une lutte implaeable, qu'il ne s'agit point d'une manifestation eontre l'autorité, mais que l'on va renverser le gouvernement : alors, mais alors seulement, le moment psyehologique arrive où les soldats peuvent « passer à la eause du peuple ». Ainsi, l'insurreetion est, essentiellement, non pas une lutte *contre* l'armée, mais une lutte *pour* l'armée. Plus l'insurreetion persévère, s'élargit et réussit, plus la erise de transformation s'avère probable, inéluetable, dans l'esprit des soldats. Une petite guerre, basée sur la grève révolutionnaire, — ce que nous avons observé à Moseou, — ne peut par elle-même donner la vietoire. Mais elle permet d'éprouver les soldats et, après un premier sueeès important, e'est-à-dire lorsqu'une partie de la garnison s'est jointe au soulèvement, la lutte par petits détaehements, la guerre de partisans, peut devenir le grand eombat des masses, où une partie des troupes, soutenue par la population armée et désarmée, eombattra l'autre partie, environnée de la haine générale. En raison des différenees d'origine et des divergenees morales et politiques que l'on eonstate dans les éléments dont est faite l'armée, le passage de eertains soldats à la eause du peuple signifie d'abord un eonflit entre deux fraetions de la troupe : e'est ee que nous avons vu pour la flotte de la Mer Noire, ainsi qu'à Cronstadt, en Sibérie, dans la région du Kouban, plus

tard à Svéaborg et en beaucoup d'autres lieux. Dans ces diverses circonstances, les ressources les plus perfectionnées du militarisme, fusils, mitrailleuses, artillerie de forteresse, cuirassés, se trouvèrent aussi bien au service de la révolution que dans les mains du gouvernement.

D'après l'expérience du dimanche sanglant du 9 janvier 1905, un journaliste anglais, M. Arnold White, émit ce jugement vraiment génial que, si Louis XVI avait possédé quelques batteries de canons Maxim, la révolution française n'aurait pas eu lieu. Pitoyable superstition! Cet homme s'imagine que les chances de la révolution peuvent se mesurer au calibre des fusils ou bien au diamètre des canons. La révolution russe a démontré une fois de plus que ce ne sont pas les fusils, les canons et les cuirassés qui gouvernent les hommes, mais que ce sont, finalement, les hommes qui gouvernent les fusils, les canons et les cuirassés.

Le 11 décembre, le ministère Witte-Dournovo qui, à cette époque, était devenu le ministère Dournovo-Witte, promulgua la loi électorale. Tandis que Doubassov, amiral du plancher des vaches, réhabilitait dans le faubourg de Presnia le drapeau de la marine russe, le gouvernement se hâtait d'ouvrir une voie légale à la société possédante qui cherchait un accord avec la monarchie et la bureaucratie. A partir de ce moment, la lutte, révolutionnaire en son essence, pour le pouvoir, se développe sous le couvert de la constitution.

Dans la première Douma, les constitutionnels-démocrates (cadets) se faisaient passer pour les chefs du peuple. Les masses populaires, à l'exception du prolétariat des villes, se trouvaient encore dans un état d'esprit chaotique, elles formaient une opposition confuse, imprécise; de plus, les partis de l'extrême-gauche boycottaient les élections; et c'est pourquoi les cadets se trouvèrent à la Douma maîtres de la situation. Ils « représentaient » tout le pays : les propriétaires libéraux, les marchands libéraux, les avocats, les médecins, les fonctionnaires, les boutiquiers, les commis, et même, en partie, les paysans. La direction du parti restait comme auparavant entre les mains des propriétaires, des professeurs et des avocats; et cependant, sous la pression des campagnes dont les intérêts et les besoins rejetaient au second plan toutes les autres questions, une fraction du parti constitutionnel-démocrate tourna vers la gauche; cette affaire amena la dissolution de la Douma et le manifeste de Vyborg qui, plus tard, empêcha de dormir les bavards du libéralisme.

A la deuxième Douma, les cadets reparurent en moins grand nombre; mais, d'après l'aveu de Milioukov, ils avaient maintenant cet avantage de sentir derrière eux non plus seulement le petit-bourgeois mécontent mais l'électeur qui se tenait à l'écart de la gauche, qui donnait plus consciemment sa voix à un programme antirévolutionnaire. Tandis que le gros des proprié-

taires et des représentants du fort capitalisme passait dans le camp de la réaction active, la petite bourgeoisie des villes, le prolétariat commerçant et les petits intellectuels réservaient leurs suffrages aux partis de gauche. A la suite des cadets marchaient un certain nombre de propriétaires et les couches moyennes de la population urbaine. A leur gauche se tenaient les représentants des paysans et des ouvriers.

Les cadets votèrent le projet gouvernemental sur la conscription et promirent de voter le budget. Ils n'auraient pas hésité non plus à voter les nouveaux emprunts pour couvrir le déficit de l'Etat et ils auraient assumé sans crainte la responsabilité des anciennes dettes de l'autocratie. Golovine, cette pitoyable personnalité, qui incarnait sur le fauteuil présidentiel toute la nullité et l'impuissance du libéralisme, exprima, après la dissolution de la Douma, cette pensée que, dans la conduite des cadets, le gouvernement aurait en somme dû reconnaître sa victoire sur l'opposition. Ce qui était parfaitement vrai. Dans ces conditions, semble-t-il, il n'y avait aucune raison de dissoudre la Douma. Elle fut dissoute, cependant. Cela prouve qu'il y a une force plus puissante que les arguments politiques du libéralisme. Cette force, c'est la logique intérieure de la révolution.

Dans ses combats contre la Douma dirigée par les cadets, le ministère se pénétrait de plus en plus du sentiment de sa puissance. Sur la tribune du prétendu parlement, il vit devant lui non des problèmes historiques qui attendaient une solution, mais des adversaires politiques qu'il fallait mettre dans l'impossiblité de nuire. En qualité de rivaux du gouvernement et de prétendants au pouvoir, figurait un ramassis d'avocats pour qui la politique était quelque chose dans le genre d'une parlote de suprême instance. Leur éloquence politique oscillait entre le syllogisme juridique et le style classique. Dans les débats qui eurent lieu au sujet des cours martiales, les deux partis se rencontrèrent face à face. Maklakov, avocat de Moscou, que les libéraux considéraient comme un homme d'avenir, soumit la justice des cours martiales, et, avec elle, toute la politique du gouvernement, à une critique accablante.

« Mais les cours martiales ne sont pas une institution juridique, — lui répondit Stolypine. — Elles sont un instrument de lutte. Vous nous démontrez que cet instrument n'est pas conforme aux principes du droit et de la loi. En revanche, il est conforme au but poursuivi. Le droit n'est pas un but en soi. Lorsque l'existence de l'Etat est menacée, le gouvernement a non seulement le devoir, mais l'obligation, laissant de côté le droit, de s'appuyer sur les moyens matériels de son pouvoir. »

Cette réponse qui contient et la philosophie du coup d'Etat et la philosophie de l'insurrection populaire, jeta le libéralisme dans un trouble extrême. Quel aveu! c'est inouï! — criaient les publi-

eistes libéraux, et ils juraient pour la mille et unième fois que le droit primait la force.

Mais toute leur politique persuadait le gouvernement du contraire. Ils reculaient pas à pas. Pour sauver la Douma menacée de dissolution, ils renonçaient à toutes leurs prérogatives et prouvaient ainsi, irréfutablement, que la force prime le droit. Dans ces conditions, le gouvernement devait être tenté d'utiliser sa force jusqu'au bout.

La deuxième Douma est dissoute et, comme héritier de la révolution, on voit apparaître le libéralisme nationaliste conservateur, représenté par l'Union du 17 octobre. Si les cadets eurent continuer la tâche de la révolution, les octobristes continuèrent, en fait, la tactique des cadets qui se bornait à une collaboration avec le gouvernement. Les constitutionnels-démocrates peuvent, tant qu'ils voudront, faire des pieds de nez derrière le dos des octobristes, mais ces derniers tirent simplement les conclusions qui s'imposent, d'après les prémisses établies par les cadets : du moment qu'on ne peut s'appuyer sur la révolution, il ne reste qu'à s'appuyer sur le constitutionnalisme de Stolypine.

La troisième Douma accorda au gouvernement du tsar 456.535 conscrits; et cependant, jusqu'alors, toute la réforme du ministère de la guerre, sous la haute direction des Kouropatkine et des Stessel, s'était bornée à établir de nouveaux modèles d'épaulettes, de galons et de shakos. Elle vota le budget du ministère de l'intérieur, grâce auquel 70 0/0 du territoire étaient livrés à des satrapes, armés de lois d'exception, tandis que, dans le reste du pays, on étouffait le peuple au moyen des lois qui ont cours en temps normal. Elle adopta, cette Chambre, tous les points essentiels du fameux oukase du 9 novembre 1906, édicté par le gouvernement en vertu du paragraphe 87 et ayant pour but de mettre en valeur particulière, parmi les paysans, les propriétaires les plus forts, tandis que la masse était livrée à la loi de sélection naturelle dans le sens biologique du terme. A l'expropriation des terres des propriétaires nobles au profit des paysans, la réaction opposait l'expropriation des terres communales paysannes au profit des gens à poigne (koulaki). « La loi du 9 novembre, — a dit un des membres de l'extrême réaction dans la III[e] Douma, — contient assez de grisou pour faire sauter toute la Russie. »

Poussés dans une impasse historique par l'attitude irréductible de la noblesse et de la bureaucratie qui règnent de nouveau en maîtresses de la situation, les partis bourgeois cherchent à sortir des contradictions économiques et politiques dans lesquelles ils sont empêtrés — par l'impérialisme. Aux défaites qu'ils ont subies dans la politique intérieure, ils cherchent des compensations en pays étranger : en Extrême-Orient (route de l'Amour), en Perse ou dans les Balkans. Ce qu'on a appelé « l'annexion » de la Bosnie et de l'Herzégovine éveilla à Pétersbourg et à Moscou

un véritable vacarme de cymbales patriotiques. En outre, celui des partis bourgeois qui avait déployé la plus large opposition à l'ancien régime, — le parti cadet, — marche maintenant à la tête du belliqueux « néoslavisme » : dans l'impérialisme capitaliste, les cadets cherchent une solution des problèmes que la révolution n'a pu liquider. Amenés par la marche même de cette révolution à rejeter, en fait, l'idée de l'expropriation des biens-fonds et de la démocratisation de tout le régime social, amenés par conséquent à repousser l'espoir de créer un marché intérieur suffisamment stable, représenté par des paysans fermiers, qui favoriseraient le développement capitaliste, les cadets placent maintenant leurs espérances sur les marchés extérieurs. Pour obtenir de bons résultats dans cette direction, il est indispensable d'avoir un Etat fort, et les libéraux se voient forcés de soutenir activement le tsarisme qui détient le pouvoir réel. L'impérialisme des Milioukov, fardé d'opposition, jette une sorte de voile idéologique sur la hideuse combinaison que représente la III[e] Douma où font alliance le bureaucrate de l'autocratie, le propriétaire féroce et le capitaliste parasite.

La situation ainsi créée est lourde des conséquences les plus imprévues. Un gouvernement dont la réputation de force s'est noyée dans les eaux de Tsoushima et est restée enterrée dans les champs de Moukden, ce gouvernement accablé par les terribles conséquences de sa politique d'aventures, se trouve soudain servir de centre, de foyer à la confiance patriotique des représentants « de la nation ». Non seulement il accepte sans répliquer un demi-million de nouveaux soldats et un demi-milliard pour les dépenses courantes du ministère de la guerre, mais il obtient l'appui de la Douma lorsqu'il tente de nouvelles expériences en Extrême-Orient. Bien plus. De droite comme de gauche, de la bande noire comme du parti cadet, montent jusqu'à lui de violents reproches parce qu'on estime que sa politique extérieure n'est pas assez active. Ainsi, par la logique même des choses, le gouvernement du tsar est poussé dans une voie périlleuse, il va lutter pour rétablir sa réputation mondiale. Et qui sait? Avant que le sort de l'autocratie ne soit définitivement et sans retour fixé dans les rues de Pétersbourg et de Varsovie, peut-être passera-t-il par une seconde épreuve dans les champs de l'Amour ou bien sur les rivages de la Mer Noire.

APPENDICE

LE PROLÉTARIAT ET LA RÉVOLUTION RUSSE

(SUR LA THÉORIE MENCHÉVISTE DE LA RÉVOLUTION RUSSE.)

(*A. Tscherewanin*, Das Proletariat und die russische Revolution. Stuttgart 1908. Verlag Dietz.)

Tout bon Européen — et, bien entendu, il faut compter ici les socialistes européens — considère la Russie comme le pays des surprises; la raison en est bien simple : quand on ignore les causes, on est toujours surpris par les effets. Les voyageurs français du dix-huitième siècle racontaient qu'en Russie les rues étaient chauffées au moyen de bûchers. Les socialistes européens du vingtième siècle ne l'ont pas cru, certes; mais ils ont tout de même pensé que le climat de la Russie était trop rigoureux pour permettre le développement dans ce pays d'une social-démocratie. On a vu des opinions plus étranges. Un romancier français, je ne sais plus si c'était Eugène Sue ou Dumas père, nous montre, en Russie, le héros d'un de ses ouvrages prenant le thé *à l'ombre d'une klukva* (canneberge). L'Européen cultivé n'ignore pas sans doute, aujourd'hui, qu'il est aussi difficile de s'installer avec un samovar sous une canneberge qu'à un chameau de passer par le chas d'une aiguille. Cependant, les événements grandioses de la révolution russe, par la surprise qu'ils ont causé, ont amené bien des socialistes occidentaux à penser que le climat russe, qui exigeait autrefois le chauffage des rues, transformait à présent les mousses polaires en de gigantesques baobabs. Voilà pourquoi, la première poussée de la révolution s'étant brisée aux forces militaires du tsarisme, bien des critiques sont sortis de l'ombre des canneberges pour s'installer sous le couvert de la désillusion.

Par bonheur, la révolution russe a animé les socialistes occidentaux du sincère désir d'étudier la situation en Russie. Et il me serait difficile de dire ce qu'il faut apprécier davantage : de l'intérêt que nous avons excité parmi les penseurs ou du rôle de la troisième Douma d'Etat, qui, elle, est aussi un don de la révolution, dans la mesure du moins où un chien crevé, rejeté sur le sable du rivage, peut être considéré comme un don de l'Océan.

Nous devons une certaine gratitude à la maison d'édition de

Stuttgart qui, par les trois derniers livres qu'elle a publiés, s'efforce de répondre à quelques-unes des questions que soulève la révolution (1). Il faut noter cependant que ces trois livres ne sont pas égaux en valeur. L'ouvrage de Maslov présente une étude d'une importance capitale pour la connaissance de la situation agraire en Russie. La valeur scientifique de ce travail est si grande qu'on peut excuser l'auteur des imperfections de la forme; on peut même lui pardonner d'avoir exposé d'une façon absolument inexacte la théorie de la rente sur la terre de Marx. Le livre de Pajitnov n'a pas la valeur d'une étude originale, mais il fournit des matériaux assez nombreux pour caractériser la situation de l'ouvrier russe dans les fabriques, dans les puits de mine, dans son logement, à l'hôpital et, partiellement, dans les syndicats; la position de l'ouvrier dans l'organisme social n'y est cependant pas définie. L'auteur, au surplus, ne s'était pas assigné cette tâche. Mais, pour cette raison précisément, son travail ne fournira que très peu de données propres à expliquer le rôle révolutionnaire du prolétariat russe.

Cette grande question devait être éclaircie dans la brochure de Tchérévanine qui vient d'être traduite en allemand. C'est là l'ouvrage que nous prétendons examiner.

I

Tchérévanine recherche d'abord les causes générales de la révolution. Il considère celle-ci comme le résultat d'un conflit entre les besoins impérieux du développement capitaliste du pays et les formes de l'Etat et du droit qui tiennent encore du servage. « L'inflexible logique du développement économique, écrit-il, a voulu qu'en fin de compte toutes les couches de la population, à l'exception de la noblesse féodale, fussent obligées de prendre nettement position contre le gouvernement. » (Page 10)

Dans ce groupement des forces de l'opposition et de la révolution, « le prolétariat a occupé sans aucun doute une place centrale » (*ibidem*). Mais le prolétariat lui-même n'avait pourtant de valeur que comme partie constituante de l'ensemble qui formait l'opposition. Dans les limites historiques de la lutte qui fut menée pour l'affranchissement de la nouvelle société bourgeoise, le prolétariat ne pouvait avoir de succès que dans la mesure où l'opposition bourgeoise le soutenait, ou plutôt dans la mesure où lui-même, par son action révolutionnaire, soutenait cette oppo-

(1) *Peter Maslow.* Die Agrarfrage In Russland. *Paschitnow.* Lage der arbeitenden Klasse in Russland. *A. Tscherewanin.* Das Proletariat und die russische Revolution.

sition. L'inverse est également vrai. Toutes les fois que le prolétariat dépassa la mesure dans ses actes « ou bien, si l'on veut, agit prématurément » et s'isola ainsi de la démocratie bourgeoise, il essuya des défaites et entrava le développement normal de la révolution. Telle est, dans ses traits essentiels, la conception historique de Tchérévanine (1). D'un bout à l'autre de sa brochure, il proteste inlassablement contre l'opinion de ceux qui voudraient exagérer les forces révolutionnaires et surestimer le rôle politique du prolétariat russe.

Il analyse le grand drame du 9 janvier 1905 pour en venir à cette conclusion : « Trotsky a tort d'écrire que les ouvriers se dirigèrent, le 9 janvier, vers le Palais d'Hiver afin d'y présenter non pas une supplique, mais des revendications. » (Page 27) Il accuse le parti d'avoir exagéré la maturité du prolétariat de Pétersbourg, en février 1905, lors de l'affaire de la commission présidée par le sénateur Chidlovsky, lorsque les représentants élus des masses exigèrent des garanties de droit civil et, s'étant heurtés à un refus, se retirèrent; et lorsque les ouvriers répondirent à l'arrestation de leurs envoyés par la grève. Il donne une brève esquisse de la grande grève d'octobre et formule de la manière suivante ses conclusions : « Nous voyons maintenant quels éléments présidèrent à la grève d'octobre, quel rôle y jouèrent la bourgeoisie et les intellectuels. Nous avons suffisamment précisé que le prolétariat n'était pas seul et qu'il ne pouvait, par ses seuls moyens, porter ce coup sérieux, peut-être mortel, à l'absolutisme. » (Page 56) Après la promulgation du manifeste du 17 octobre, toute la société bourgeoise avait soif d'apaisement. C'était donc « une folie » de la part du prolétariat de s'engager dans la voie de l'insurrection révolutionnaire. On aurait dû diriger l'énergie prolétarienne dans le sens des élections à la Douma. Tchérévanine attaque ceux qui montrèrent alors que la Douma n'était encore qu'une promesse, qu'on ignorait comment et à quelle époque auraient lieu les élections et si même elles auraient lieu. Il cite l'article que j'écrivis le jour de la promulgation du manifeste et il dit : « On avait absolument tort d'amoindrir la victoire remportée en écrivant dans les *Izvestia :* « La constitution nous est donnée, mais l'autocratie subsiste. On nous a tout donné et nous n'avons rien. »

Ensuite tout alla de mal en pis. Au lieu de soutenir le Congrès des Zemstvos, qui réclamait le suffrage universel pour les élections de la Douma, le prolétariat rompit brusquement avec le

(1) Le même point de vue a été récemment exposé par un article de F. Dan, dans le numéro 2 de la *Neue Zeit*. Mais ses conclusions, du moins celles qui concernent le passé, sont moins audacieuses que celles de Tchérévanine.

libéralisme et la démocratie bourgeoise, et il chercha de nouveaux alliés, « des alliés douteux » : les paysans et l'armée. L'établissement par des moyens révolutionnaires de la journée de huit heures, la grève de novembre en réponse à la loi martiale proclamée en Pologne, — les fautes s'accumulent et cette voie nous mène à la fatale défaite de décembre. Cette défaite et les fautes ultérieures de la social-démocratie préparent le krach de la première Douma et ensuite les nouvelles victoires de la contre-révolution.

C'est ainsi que Tchérévanine conçoit l'histoire. Le traducteur allemand a fait tout ce qu'il pouvait pour affaiblir l'énergie des accusations et des blâmes lancés par Tchérévanine; mais, même avec ces adoucissements, l'ouvrage a beaucoup plus l'air d'un réquisitoire contre les crimes révolutionnaires du prolétariat du point de vue « d'une tactique vraiment réaliste », que d'une reproduction fidèle du rôle joué par le prolétariat dans la révolution.

Au lieu de nous donner une analyse matérialiste des rapports sociaux, Tchérévanine se contente d'une déduction purement formelle : notre révolution, pour lui, est une révolution bourgeoise; cette révolution triomphante doit assurer le pouvoir de la bourgeoisie; le prolétariat doit concourir à la révolution bourgeoise; par conséquent, il doit aider à faire passer le pouvoir aux mains de la bourgeoisie; l'idée d'une conquête du pouvoir par le prolétariat n'est par conséquent pas compatible avec la tactique du prolétariat à l'époque de la révolution bourgeoise; la véritable tactique du prolétariat a été naturellement de lutter pour le pouvoir gouvernemental; mais, donc, elle est basée sur une erreur.

Cette belle construction logique, qui, en scholastique, s'appelle, je crois, un sorite, laisse pourtant de côté la question principale : on ne se demande pas quelles étaient les forces intérieures de la révolution bourgeoise, quel était le mécanisme de cette classe. Nous connaissons l'exemple classique d'une révolution dans laquelle la domination de la bourgeoisie capitaliste a été préparée par la dictature terroriste des sans-culotte vainqueurs. Cela eut lieu à une époque où la population des villes se composait principalement de petits artisans et de petits marchands. Les jacobins les entraînaient à leur suite. Or, la population des villes de Russie se compose principalement aujourd'hui d'un prolétariat industriel. Ceci nous engage à concevoir une situation historique où la victoire de la révolution « bourgeoise » ne serait possible que grâce à la conquête du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat. Cette révolution cesserait-elle d'être bourgeoise? Oui et non. Cela ne dépendrait pas d'une définition, mais du développement ultérieur des événements. Si le prolétariat est repoussé par la coalition des classes bourgeoises, et dans ce nombre la classe paysanne qu'il aura affranchie, la révolution conservera

son caractère étroitement bourgeois. Mais si le prolétariat est capable de mettre en œuvre toutes les ressources de sa domination politique et s'il réussit ainsi à rompre les cadres nationaux de la révolution russe, celle-ci pourra devenir le prologue d'un cataclysme socialiste mondial. Si l'on se demande *jusqu'où* ira la révolution russe, on ne pourra répondre que d'une façon conditionnelle. Mais une chose est indubitable : quand on se contente de définir le mouvement russe comme une révolution bourgeoise, on ne dit absolument rien sur son développement intérieur et on ne saurait prouver ainsi que le prolétariat doit adapter sa tactique à la conduite de la démocratie bourgeoise considérée comme le seul prétendant légitime au pouvoir gouvernemental.

II

Et avant tout : quel est donc ce corps politique que l'on appelle « la démocratie bourgeoise » ? Quand on prononce ce mot, on assimile par la pensée les libéraux évoluant dans le processus révolutionnaire aux masses populaires, c'est-à-dire avant tout à la classe paysanne. Mais, dans la réalité, — et c'est là le point grave de l'affaire, — cette assimilation n'a pas lieu et ne peut avoir lieu.

Les cadets, parti qui a donné le ton dans les cercles libéraux pendant ces deux dernières années, ont constitué leur groupe en 1905 par l'union des « constitutionnalistes » des zemstvos avec « l'Association d'Affranchissement ». Dans la fronde libérale des zemstvos, on trouve, d'une part, le mécontentement envieux des agrariens devant le monstrueux protectionnisme industriel qui servait de base à la politique gouvernementale; on reconnaît aussi le dépit de l'opposition formée par les propriétaires partisans du progrès, qu'un régime arriéré empêchait d'administrer leurs domaines suivant les procédés rationnels du capitalisme. « L'Association d'Affranchissement » groupait des éléments intellectuels qui, jouissant d'une situation sociale « convenable » et du bien-être que comporte une pareille situation, ne pouvaient entrer dans la voie révolutionnaire. Beaucoup de ces messieurs avaient passé par l'école préparatoire du marxisme, dans les limites prescrites par le pouvoir. L'opposition des zemstvos se distingua toujours par sa lâcheté et son impuissance et le très auguste ignorant qui nous gouvernait n'exprimait qu'une amère vérité quand il disait, en 1894, que les vœux politiques de cette opposition n'étaient que « d'absurdes rêveries ». D'autre part, la classe privilégiée des intellectuels, n'exerçant aucune influence sociale par elle-même, se trouvant, sous le rapport matériel, dans la dépendance directe ou indirecte de l'Etat, ou du gros capital protégé

par l'Etat, ou des propriétaires terriens qui se rattachaient au libéralisme censitaire, n'était pas capable de manifester une opposition politique plus ou moins importante. Ainsi, le parti cadet unissait l'impuissance des zemstvos à l'impuissance des intellectuels diplômés. Le libéralisme des zemstvos montra combien il était superficiel dès la fin de 1905, lorsque — à la suite des troubles agraires — les propriétaires prirent soudain parti pour l'ancien régime. Les intellectuels libéraux durent quitter, les larmes aux yeux, les vieux manoirs où ils ne vivaient en somme que comme des enfants adoptifs; ils durent chercher un appui dans les villes, d'où ils tiraient d'ailleurs leurs origines. Si l'on totalise les résultats des trois campagnes électorales, on verra que Pétersbourg et Moscou, avec les éléments censitaires de leur population, ont été les citadelles des cadets. Et, néanmoins, le libéralisme russe, comme on le voit par toute sa lamentable histoire, n'a jamais réussi à sortir de son avilissement. Pourquoi? L'explication de ce fait ne se trouve pas dans les excès révolutionnaires du prolétariat : elle se rapporte à des causes historiques beaucoup plus profondes.

La base sociale de la démocratie bourgeoise, la force motrice de la révolution européenne a toujours été le Tiers-Etat, dont le noyau était formé par la petite-bourgeoisie des villes, par les artisans, les commerçants et les intellectuels. La seconde moitié du dix-neuvième siècle est une époque de complète décadence pour cette bourgeoisie. Le développement capitaliste a non seulement écrasé la classe démocratique des petits artisans en Occident, mais il a empêché une classe de ce genre de se constituer en Europe orientale.

Le capital européen a trouvé en Russie l'artisan villageois et, sans lui donner le temps de se dissocier du paysan pour devenir un artisan des villes, l'a aussitôt emprisonné dans ses fabriques. De plus, de nos anciennes villes, — de Moscou, par exemple, de ce « grand village », — il a fait des centres d'industrie moderne. Le prolétariat qui n'avait aucun passé, aucune tradition, aucun préjugé corporatif, s'est trouvé brusquement assemblé en multitudes considérables. Dans toutes les branches essentielles de l'industrie, le gros et très gros capital a supplanté le petit et le moyen sans coup férir. Il est impossible de comparer Pétersbourg ou Moscou à Berlin ou à Vienne de 1848; nos capitales ressemblent encore moins au Paris de 1789, qui n'avait point idée du chemin de fer ou du télégraphe, et qui considérait une manufacture de trois cents ouvriers comme une très grosse entreprise. Mais il est extrêmement remarquable que l'industrie russe, par le degré de *concentration* qu'elle a acquis, non seulement soutienne la comparaison avec les Etats européens, mais les laisse bien loin derrière elle. Voici un petit tableau qui en donnera la preuve :

	ALLEMAGNE (1) recensement de 1905		AUTRICHE (2) recensement de 1902		RUSSIE (3) recensement de 1902	
	Nombre		Nombre		Nombre	
	d'entreprises	d'ouvriers	d'entreprises	d'ouvriers	d'entreprises	d'ouvriers
Entreprises de 51 à 1.000 ouvriers....	18.698	2.595.536	6.334	993.000	6.334	1.202.800
Entreprises de plus de 1.000 ouvriers...	255	448.731	115	179.876	458	1.155.000

Nous avons laissé de côté les entreprises qui occupent moins de cinquante ouvriers, le compte de ces établissements en Russie étant fort mal établi. Mais ces deux lignes de chiffres suffisent à montrer à quel point l'industrie russe dépasse l'autrichienne au point de vue de la concentration de la production. Alors que le nombre des moyennes et grosses entreprises (de 51 à 1.000 ouvriers) est absolument le même dans les deux pays (6.334), le nombre des entreprises géantes (de plus de 1.000 ouvriers) est en Russie le quadruple de celui que nous donne l'Autriche. On obtiendra un résultat analogue si l'on compare avec la Russie, non plus l'Autriche fort attardée, mais les pays capitalistes les plus avancés, tels que l'Allemagne et la Belgique. Il y a en Allemagne 255 entreprises gigantesques qui occupent un peu moins d'un demi-million d'hommes; il y en a en Russie 458, et le chiffre des ouvriers dépasse le million. Cette même question s'éclaire encore mieux quand on compare les revenus réalisés par les établissements commerciaux-industriels des différentes catégories en Russie.

	Nombre d'entreprises	Bénéfices en millions de r.
Bénéfices de 1.000 à 2.000 r....	37.000—44,5 0/0	56— 8,6 0/0
Bénéfices de plus de 50.000 r....	1.400— 1,7 0/0	291—45,0 0/0

En d'autres termes, environ 50 0/0 des entreprises réalisent moins d'un dixième du bénéfice total, alors qu'un soixantième des établissements se partagent une bonne moitié de ces mêmes bénéfices.

(1) *Les Artisans et le Commerce dans l'Empire allemand*, page 42.
(2) *Guide statistique de l'Autriche*, Vienne 1907, page 229.
(3) A.-V. Poléjaev, *Etude sur les effectifs ouvriers en Russie*, Saint-Pétersbourg, pages 46 et suivantes.

Ce peu de chiffres démontre d'une façon éloquente que le caractère arriéré du capitalisme russe aggrava extrêmement les difficultés qui existaient entre la société bourgeoise, les capitalistes et les ouvriers. Ces derniers occupent, non seulement dans l'économie sociale, mais aussi dans l'économie de la lutte révolutionnaire, la place que détient en Europe occidentale la classe démocratique des artisans et des commerçants, sortie des corporations et des guildes. Nous n'avons pas, en Russie, la moindre trace d'une petite bourgeoisie de forte racine qui aurait, avec le jeune prolétariat non encore constitué en classe, donné l'assaut aux bastilles de la féodalité.

Il est vrai que la petite bourgeoisie a toujours été en tous lieux un corps assez inconsistant au point de vue politique; et pourtant, aux meilleurs jours de son histoire, elle a déployé une fort grande activité dans ce sens. Mais lorsque, comme en Russie, une bourgeoisie démocratique et intellectuelle, désespérément arriérée, se trouve en présence des difficultés et des luttes de classe, lorsqu'elle est empêtrée dans les traditions de la propriété terrienne et dans les préjugés du professorat, lorsqu'elle se constitue sous les malédictions des partis socialistes, qu'elle n'ose songer à prendre de l'influence sur les ouvriers et qu'elle est incapable d'exercer aucune autorité sur les paysans, par delà le prolétariat et en luttant contre les propriétaires, cette classe infortunée, dépourvue de toute énergie, n'est plus bonne qu'à former un parti cadet. Et même, indépendamment de tout amour-propre national, on peut affirmer que la brève histoire du libéralisme russe constitue dans les annales des pays bourgeois une exception par sa médiocrité et sa niaiserie. D'autre part, il est certain qu'aucune des anciennes révolutions n'a absorbé autant d'énergie populaire que la nôtre et n'a donné pourtant de plus misérables résultats. De quelque manière que nous envisagions les événements, nous percevrons aussitôt un intime rapport entre la nullité de la démocratie bourgeoise et « l'insuccès » de la révolution. Ce rapport est évident, et pourtant il ne saurait nous entraîner à des conclusions pessimistes. « L'insuccès » de la révolution russe n'est qu'une conséquence de l'extrême lenteur de son développement. Bourgeoise par les fins immédiates qu'elle s'était assignées, notre révolution, en vertu de l'extrême différenciation des classes qu'on observe dans la population commerciale et industrielle, ne connaît point de classe bourgeoise qui puisse se mettre à la tête des masses populaires en unissant sa valeur sociale et son expérience politique à l'énergie révolutionnaire de ces masses. Les ouvriers et les paysans opprimés, abandonnés à eux-mêmes, doivent, à la dure école des batailles et des défaites, trouver eux-mêmes les ressources politiques et l'organisation qui leur assureront enfin la victoire. Il n'y a point pour eux d'autre voie.

IVANOV, GÉNÉRAL DE GENDARMERIE,
qui procéda à « l'enquête » sur le Soviet des Députés Ouvriers,
dépose en justice.

III

Avec les fonctions industrielles de la démocratie représentée par les petits artisans, le prolétariat a dû assumer la tâche à laquelle correspondaient ces fonctions : il a dû, en particulier, s'assurer une hégémonie politique vis-à-vis de la classe paysanne. Ses fins sont les mêmes que celles de la démocratie, mais non pas ses méthodes et ses moyens.

Au service de la démocratie bourgeoise, nous trouvons tout un ensemble d'institutions officielles : l'école, l'université, la municipalité, la presse, le théâtre. C'était là un immense avantage prouvé par ce fait que notre débile libéralisme lui-même s'est trouvé automatiquement organisé et a disposé de tous les moyens nécessaires lorsque le temps est venu pour lui d'agir, de faire ce dont il était capable : le temps des motions, des pétitions et de la concurrence électorale. Le prolétariat n'a rien hérité de la société bourgeoise au point de vue de la culture politique, sauf l'unité que lui donnent les conditions mêmes de la production. Il a donc été obligé de créer, sur cette base, son organisation politique dans la poussière et la fumée des batailles révolutionnaires. Il est sorti fort brillamment de cette difficulté : la période où son énergie révolutionnaire atteignit son plus haut degré, la fin de 1905, fut aussi l'époque où il créa une merveilleuse organisation de classe, un Soviet des Députés Ouvriers. Par là, cependant, on n'avait résolu qu'une partie du problème : après s'être donné une organisation, les ouvriers devaient vaincre la force organisée de l'adversaire.

La méthode de lutte révolutionnaire propre au prolétariat, c'est la grève générale. Bien que relativement peu nombreux, le prolétariat russe tient sous sa dépendance l'appareil centralisé du pouvoir gouvernemental et la plupart des forces productives du pays. C'est pourquoi la grève du prolétariat est une force à laquelle l'absolutisme, en octobre 1905, a dû rendre les honneurs militaires. Mais on vit bientôt que la grève générale posait seulement le problème de la révolution sans le résoudre.

La révolution est avant tout une lutte pour la conquête du pouvoir gouvernemental. Or, la grève, comme les événements l'ont bien montré, n'est qu'un moyen révolutionnaire de pression sur le pouvoir existant. Le libéralisme des cadets, qui n'a jamais réclamé rien d'autre que l'octroi d'une constitution, a précisément sanctionné — pour peu de temps, il est vrai, — la grève générale en tant que moyen de lutte dans le seul but d'ailleurs d'obtenir cette constitution; et encore n'a-t-il donné son approbation que trop tard, lorsque le prolétariat comprenait déjà à quel point la

grève est une ressouree limitée et se disait qu'il devenait néees-saire, inévitable d'aller plus loin.

L'hégémonie exercée par la ville sur les eampagnes, par l'industrie sur l'agriculture, et, en même temps, la modernisation de l'industrie russe, l'absence d'une petite bourgeoisie fortement constituée dont les ouvriers n'auraient été que les auxiliaires, — toutes ces causes firent du prolétariat la force principale de la révolution et l'obligèrent à songer à la conquête du pouvoir. Les pédants qui se croient marxistes parce qu'ils ne regardent le monde qu'à travers le papier sur lequel sont imprimés les ouvrages de Marx ont pu citer une multitude de textes pour prouver que la domination politique du prolétariat « n'arrivait pas à son heure »; la classe ouvrière de Russie, la vivante classe qui, sous la direction d'un groupe organisé selon ses intérêts, engagea à la fin de 1905 un duel avec l'absolutisme, tandis que le gros capital et les intellectuels ne jouaient que le rôle de témoins de part et d'autre, — ce prolétariat, par la néccssité même de son développement révolutionnaire, s'est trouvé face à face avec le problème de la conquête du pouvoir. Une confrontation du prolétariat et de l'armée devenait inévitable. L'issuc de cette rencontre dépendait de la conduite de l'armée; la conduite de l'armée dépendait de la composition de ses effeetifs.

Le rôle politique des ouvriers dans le pays est beaucoup plus important qu'on nc le penscrait si l'on ne tenait compte que de leur nombre. Les événements l'ont prouvé : on l'a vu plus tard par les élections à la IIe Douma. Les ouvriers ont apporté à la easerne les qualités, les avantages partieuliers à leur classe : habileté technique, instruction relative, capaeité d'agir avec ensemble.

Dans tous les mouvements révolutionnaires de l'armée, le rôle principal appartient aux soldats qualifiés des troupes du génie ou aux artilleurs qui viennent de la ville et des quartiers ouvriers. Dans les mutineries, dans les soulèvements de la flotte, la première place a toujours appartenu aux équipes des machines : les prolétaires, même quand ils formaient la minorité de l'équipage, étaient maîtres de la machine, cœur du navire, — maîtres du navire. Mais, dans l'armée recrutée par le service obligatoire universel, il est tout naturel que la classe paysanne l'emporte formidablement par le nombre. L'armée donne à la elasse des moujiks la cohésion qui lui manquait; du défaut principal de cette classe, de sa passivité politique, l'armée se fait un avantage essentiel. Au eours de ses manifestations en 1905, le prolétariat tantôt commit la faute d'ignorer la passivité des campagnes, tantôt profita du mécontentement obscur que manifestaient les villages, Mais, lorsque la lutte pour la eonquête du pouvoir devint une nécessité réelle, la solution de cette question dépendit du moujik

armé qui formait la masse principale de l'infanterie russe. En décembre 1905, le prolétariat russe fut vaincu, non par suite des erreurs qu'il avait commises, mais par une force trop réelle : par les baïonnettes de l'armée paysanne.

IV

Cette brève analyse nous dispense de nous arrêter aux différents points du réquisitoire de Tchérévanine. Au delà de démarches isolées, de déclarations et d'actes qu'il considère comme des « erreurs de tactique », Tchérévanine ne voit pas *le prolétariat lui-même* dans ses rapports sociaux et dans sa croissance révolutionnaire. S'il repousse cette idée, pourtant indiscutable, que, le 9 janvier, les ouvriers descendirent dans la rue pour présenter à l'autorité, non pas une supplique, mais des revendications, c'est parce qu'il n'aperçoit pas, sous les formules, le sens véritable de cette manifestation. S'il apporte tant de soin à souligner le rôle des intellectuels dans la grève d'octobre, il n'arrive pourtant pas à diminuer la valeur de ce fait que, seul, le prolétariat, par son action révolutionnaire, entraîna les démocrates de gauche qui faisaient queue à la suite des zemstvos, qu'il transforma ce groupe en un détachement auxiliaire provisoire de la révolution, qu'il lui imposa une méthode de lutte purement révolutionnaire, — la grève générale, — et subordonna la démocratie à une organisation purement prolétarienne, le Soviet des Députés Ouvriers.

Le prolétariat aurait dû, d'après Tchérévanine, concentrer, après le manifeste, toutes ses forces autour des élections à la Douma. Mais il oublie de dire qu'on ne s'occupait pas encore, à ce moment-là, d'élections. Personne ne savait encore à quelle époque elles auraient lieu, comment on y procéderait. Et rien ne garantissait qu'il y eût des élections.

Nous avions, en octobre, un manifeste; nous eûmes aussi des pogroms dans toute la Russie. Comment pouvait-on donc affirmer qu'au lieu de Douma nous n'aurions pas encore un pogrom? Et dans ces conditions, que restait-il à faire au prolétariat qui, par son offensive, avait rompu les vieilles digues du pouvoir policier? Rien d'autre que ce qu'il fit en réalité. Le prolétariat, fort naturellement, s'emparait de nouvelles positions et tâchait de s'y retrancher : il démolissait la censure, il créait une presse révolutionnaire, il imposait la liberté des réunions, il protégeait la population contre les voyous affublés d'uniformes ou de haillons, il constituait des syndicats de combat, il s'unifiait autour des représentants de sa classe, il établissait une liaison avec les paysans et l'armée révolutionnaire. Tandis que la société libérale marmonnait que l'armée devrait rester « en dehors de toute poli-

tique », la social-démocratie menait infatigablement sa propagande dans les casernes. Avait-elle raison d'agir ainsi, oui ou non?

Alors que le congrès des zemstvos, qui se tint en novembre, et que Tchérévanine, avec un retard considérable, voudrait soutenir, obliqua fortement vers la droite dès qu'il entendit parler d'une révolte de la flotte de Sébastopol, et ne retrouva sa sérénité qu'en apprenant que la révolte était écrasée, le Soviet des Députés adressait aux insurgés son salut et l'expression de son enthousiasme. Avait-il raison, oui ou non? Dans quelle voie, en quel point devait-on précisément chercher les garanties de la victoire : dans la sérénité des libéraux du zemstvo ou bien dans un rapprochement du prolétariat révolutionnaire avec l'armée?

Bien entendu, le programme de confiscation des terres que développaient les ouvriers rejetait les propriétaires vers la droite. En revanche, les paysans inclinaient vers la gauche. Et, cela va de soi, la lutte économique, énergiquement poursuivie, poussait les capitalistes vers le camp de l'ordre. En revanche, elle appelait à l'existence politique les ouvriers les plus ignorants, les plus incapables. Il est hors de doute que la propagande dans l'armée précipita le conflit inévitable qui devait avoir lieu avec le gouvernement. Mais, que faire encore? Devait-on abandonner au pouvoir illimité de Trépov les soldats qui, pendant la lune de miel des libertés, avaient secondé les fauteurs de pogroms et fusillé les milices ouvrières? Tchérévanine sent bien, lui-même, qu'il n'y avait pas autre chose à faire que ce qui a été fait.

« Cette tactique péchait par la base », — dit-il en conclusion, et il ajoute : « Admettons même *qu'elle ait été inévitable et qu'aucune autre tactique n'ait été possible* à ce moment-là. Cela ne fait rien à l'affaire, cela ne change rien à la conclusion que nous formulons objectivement, savoir : que la tactique de la social-démocratie a péché par la base (page 92). » Tchérévanine établit sa tactique comme Spinoza construisait son éthique : par la méthode géométrique. Il admet en outre que la réalité ne permit point d'appliquer les procédés qu'il préconise, ce qui explique, bien sûr, que les gens qui pensaient comme lui n'aient joué aucun rôle dans la révolution. Mais que dirons-nous d'une tactique « réaliste » dont le défaut est de ne pouvoir être appliquée? Nous dirons comme Luther : « La théologie est une œuvre de vie et ne doit pas consister seulement dans le raisonnement et la méditation sur les affaires divines selon les lois de la raison ...

« Tout art, qu'il soit destiné à l'usage domestique ou à celui du monde, s'il devient une pure spéculation et ne peut être appliqué en pratique, montre par là qu'il est perdu, qu'il ne signifie rien (ist verloren und taugt nichts). »

NOS DIFFÉRENDS (1)

1905, LA RÉACTION ET LES PERSPECTIVES DE LA RÉVOLUTION

« Tu as parfaitement raison de dire qu'il est impossible de surmonter l'apathie contemporaine par la voie des théories », écrivait Lassalle à Marx, en 1854, c'est-à-dire à l'époque d'une furieuse réaction mondiale. « Je généraliserai même cette pensée en disant que *jamais* encore on n'a pu vaincre l'apathie par des moyens purement théoriques; c'est-à-dire que les efforts de la théorie pour vaincre cette apathie ont engendré des disciples et des sectes ou bien des mouvements pratiques qui sont restés infructueux, mais qu'ils n'ont jamais suscité un mouvement mondial réel, ni un mouvement général des esprits. Les masses n'entrent dans le torrent du mouvement, en pratique comme en esprit, que par la force bouillonnante des événements. »

L'opportunisme ne comprend pas cela. On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que le trait psychologique de l'opportunisme, c'est *son incapacité d'attendre*. Il en est pourtant ainsi. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs réactions mutuelles, amènent en politique un calme plat; quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant

---

(1) Cet article fut imprimé dans la revue polonaise *Przeglad social-demokratyczny*, pendant la période de la réaction la plus forte en Russie : le mouvement ouvrier était presque mort; les menchéviks avaient renié la révolution et ses méthodes.

On trouvera également ici la critique du point de vue officiel alors adopté par le bolchévisme sur le caractère de la révolution et la tâche du prolétariat dans cette révolution.

La critique du menchévisme garde jusqu'à ce jour sa valeur : le menchévisme russe paie en ce moment les fautes fatales qu'il a commises entre 1903 et 1905, lorsqu'il se constituait pratiquement; le menchévisme mondial renouvelle aujourd'hui les plus graves fautes du menchévisme russe.

La critique du point de vue bolchéviste d'alors (la dictature démocratique du prolétariat et de la classe paysanne) n'a plus qu'un intérêt historique. Les dissensions d'autrefois n'existent plus depuis longtemps.

Le manuscrit russe de cet article ne s'est conservé qu'avec de grandes lacunes, et je le regrette. Je n'ai pas réussi à retrouver le numéro de la revue polonaise. C'est pourquoi l'on reproduit le texte tel quel. Un passage de dix lignes a été restitué non mot à mot, mais d'après le sens général.

L. T.

encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre *politique*, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, — l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de « nouvelles » voies, de « nouveaux » moyens pour réaliser. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche « des alliés ». Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure. Il l'appelle. Il invente pour l'usage du libéralisme des formules spéciales d'action. Mais le fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme alors picore dans le tas de fumier quelques petites perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite et à gauche et tâche de les retenir par le pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à « ses fidèles » et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible. « Du tact, encore du tact et toujours du tact! » Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, *la rage du tact*, — et, dans sa fureur, il administre des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti.

L'opportunisme veut tenir compte d'une situation, de conditions sociales qui ne sont pas encore arrivées à maturité. Il veut « un succès » immédiat. Lorsque ses alliés de l'opposition ne peuvent le servir, il court au gouvernement : il persuade, il supplie, il menace... Enfin, il trouve lui-même une place dans le gouvernement (ministérialisme), mais seulement pour démontrer que, si la théorie ne peut devancer l'histoire, la manière administrative ne réussit pas mieux.

L'opportunisme ne sait pas attendre. Et c'est pourquoi les grands événements lui paraissent toujours inattendus. Les grands événements le surprennent, lui font perdre pied, l'emportent comme un copeau dans leur tourbillon et il va donner de la tête tantôt sur un rivage, tantôt sur un autre... Il essaie de résister, mais en vain. Alors, il se soumet, il fait semblant d'être satisfait, il remue les bras pour avoir l'air de nager et il crie plus fort que tout le monde... Et quand l'ouragan est passé, il remonte en grimpant sur le rivage, il se secoue d'un air dégoûté, il se plaint d'avoir mal à la tête, d'être courbaturé, et, dans le malaise de l'ivresse qui le tourmente encore, il n'épargne pas les mots cruels à l'adresse des « songe-creux » de la révolution...

*
**

La social-démocratie est née de la révolution et marche à la révolution. Toute sa tactique, durant les époques dites d'évolution pacifique, se borne à accumuler des forces dont la valeur et l'importance n'apparaîtront qu'au moment de la bataille révolu-

tionnaire. Ce que l'on appelle des époques « normales », « le temps de paix », ce sont les périodes pendant lesquelles les classes dirigeantes imposent au prolétariat leur conception du droit et leurs procédés de résistance politique (tribunaux, réunions politiques sous la surveillance de la police, parlementarisme...). Les époques révolutionnaires sont celles où le prolétariat, dans sa révolte politique, découvre les procédés qui conviennent le mieux à sa nature révolutionnaire (libres réunions, libre presse, grèves générales, insurrection...). « Mais, dans la folie révolutionnaire (!), lorsque le but de la révolution semble si proche, la tactique menchéviste, si raisonnable, a bien de la peine à s'imposer... » (Tchérévanine, page 209). La tactique de la social-démocratie serait donc gênée par « la folie révolutionnaire ». Folie révolutionnaire, quelle terminologie! Or, la vérité est simplement en ceci que le menchévisme, « dans sa tactique si raisonnable », demandait « une alliance temporaire d'action » avec le parti cadet, — et que la folie révolutionnaire l'a empêché de prendre cette mesure salutaire...

Quand on relit la correspondance de nos merveilleux classiques qui, du haut de leurs observatoires, — le plus jeune à Berlin, les deux plus forts au centre même du capitalisme mondial, à Londres, — observaient avec une attention soutenue l'horizon politique, notant tout incident, tout phénomène qui pouvait annoncer l'approche de la révolution; quand on relit ces lettres dans lesquelles monte le bouillonnement de la lave révolutionnaire, quand on respire cette atmosphère d'attente impatiente et pourtant jamais lasse, on se prend à haïr cette cruelle dialectique de l'histoire qui, pour atteindre des buts momentanés, rattache au marxisme des raisonneurs dépourvus de tout talent dans leurs théories comme dans leur psychologie, qui opposent leur « raison » à la folie révolutionnaire!

« ...L'instinct des masses dans les révolutions, — écrivait Lassalle à Marx, en 1859, — est ordinairement beaucoup plus sûr que la raison des intellectuels... C'est précisément le manque d'instruction qui protège les masses contre les dangers d'une conduite *trop raisonnable*... La révolution, — continue Lassalle, — ne peut s'accomplir définitivement qu'avec l'aide des masses et grâce à leur abnégation passionnée. Mais ces multitudes, précisément parce qu'elles sont « obscures », parce qu'elles manquent d'instruction, n'entendent rien au possibilisme, et, comme un esprit peu développé n'admet que les extrémités en toute chose, ne connaît que le oui et le non et ignore le juste milieu, les masses ne s'intéressent qu'aux extrémités, qu'à ce qui est entier, intégral, immédiat. En fin de compte, cela crée une situation telle que les gens qui escomptent d'une façon trop raisonnable la révolution, au lieu de n'avoir devant eux que leurs enne-

mis déçus et d'avoir près d'eux leurs amis, ne gardent que des ennemis devant eux et ne trouvent plus d'adeptes de leurs principes. Ainsi, ce qui avait l'air d'une raison supérieure se trouve, en fait, n'être que le comble de la déraison. »

Lassalle a parfaitement raison d'opposer l'instinct révolutionnaire des masses ignorantes à la tactique « raisonnable » des calculateurs de la révolution. Mais l'instinct brut n'est pas pour lui, bien entendu, le dernier critère. Il y a un critère supérieur: c'est « une connaissance achevée des lois de l'histoire et du mouvement des peuples ». « Ce n'est qu'une *sagesse* réaliste, — conclut-il — qui peut tout naturellement surpasser la *raison* réaliste et s'élever au-dessus d'elle. » La sagesse réaliste qui, chez Lassalle, est encore voilée d'un certain idéalisme, se manifeste ouvertement chez Marx comme une dialectique matérialiste. Toute la force de cette doctrine est en ceci qu'elle n'oppose pas sa « tactique raisonnable » au mouvement réel de Marx, mais qu'elle précise, épure et généralise ce mouvement. Et, précisément par ce fait que la révolution arrache les voiles mystiques qui empêchaient de voir les traits essentiels du groupement social et pousse les classes contre les classes dans la grande arène de l'Etat, le politicien marxiste se sent dans la révolution comme dans son élément. Quelle est donc cette « raisonnable tactique menchéviste » qui ne peut être réalisée ou, — pis encore, — qui reconnaît elle-même la cause de son insuccès dans « la folie révolutionnaire » et attend consciemment que cette folie soit passée, c'est-à-dire que soit épuisée ou écrasée par la force l'énergie révolutionnaire des masses?

Plékhanov a eu le premier le triste courage de considérer les événements de la révolution comme une série de fautes. Il nous a donné un exemple frappant, lumineux : pendant vingt ans, il a infatigablement défendu la dialectique matérialiste contre tous les doctrinaires, les raisonneurs, les rationalistes, les utopistes. Mais, ensuite, devant les réalités de la révolution politique, il s'est révélé comme un doctrinaire et un utopiste de la plus belle eau. Dans tous ses écrits de l'époque révolutionnaire, on chercherait en vain ce qui importe le plus: l'immanente dynamique des forces sociales, l'intime logique de l'évolution révolutionnaire des masses; au lieu de cela, Plékhanov nous offre de multiples variations sur un syllogisme sans valeur dont les termes se disposent ainsi : d'abord : *notre révolution a un caractère bourgeois;* ensuite et enfin : *il faut se conduire à l'égard des cadets avec beaucoup de tact.* On ne trouve ici ni analyse théorique, ni politique révolutionnaire; on ne voit que les importunes annotations d'un raisonneur en marge du grand livre des événements. Le plus beau résultat de ce genre de critique, c'est un enseignement pédagogique qui se résume en ceci : si les social-démocrates russes

avaient été des marxistes et non des métaphysiciens, notre tactique à la fin de 1905 aurait été toute différente. Chose étonnante: Plékhanov ne songe nullement à se demander comment il se fait qu'ayant lui-même enseigné pendant un quart de siècle le plus pur marxisme, il n'ait concouru qu'à créer un parti de « métaphysiciens » révolutionnaires; et, ce qui est plus grave, comment ces « métaphysiciens » ont réussi à entraîner dans le mauvais chemin les masses ouvrières et à laisser les « véritables marxistes » à l'écart, dans une situation de doctrinaires sans autorité. De deux choses l'une : ou bien Plékhanov ignore par quels secrets moyens la doctrine marxiste s'est transformée en action révolutionnaire; ou bien « les métaphysiciens » jouissent d'avantages indiscutables dans la révolution, avantages qui manquent aux « véritables » marxistes. Dans ce cas, les choses n'iraient pas mieux si tous les social-démocrates russes mettaient en œuvre la tactique de Plékhanov : ils seraient nécessairement effacés par des « métaphysiciens » d'origine non marxiste. Plékhanov passe prudemment à côté de ce fatal dilemme. Mais Tchérévanine, l'honnête Sancho Pança de la doctrine de Plékhanov, prend tout bonnement le taureau par les cornes, — ou bien, pour suivre de plus près le style de Cervantes, il prend l'âne par les oreilles et déclare courageusement ceci : *Dans une période de folie révolutionnaire, la véritable tactique marxiste n'est d'aucune utilité!*

Tchérévanine a été forcé d'en venir à cette conclusion parce qu'il s'était assigné une tâche que son maître évitait soigneusement : il a voulu nous donner un tableau d'ensemble de la révolution et du rôle que le prolétariat y avait joué. Tandis que Plékhanov se limitait raisonnablement, prudemment, à critiquer en détail certaines démarches et certaines déclarations, ignorant délibérément le développement intérieur des événements, Tchérévanine s'est demandé : Quel aurait été l'aspect de l'histoire si elle s'était développée conformément à « la véritable tactique menchéviste ». Il a répondu à cette question par sa brochure, *Le Prolétariat dans la Révolution* (Moscou, 1907), qui est un document manifestant le rare courage dont on est capable quand on a l'esprit borné. Mais quand il eut corrigé, dans son exposé, toutes les erreurs de la révolution et fixé dans l'ordre « menchéviste » tous les événements, de manière à conduire, théoriquement bien entendu, la révolution jusqu'à la victoire, il se dit : Mais, enfin, pourquoi l'histoire est-elle sortie de la bonne voie? A cette autre question, il a répondu par un autre petit livre : *La situation actuelle et l'avenir possible;* et, de nouveau, cet ouvrage manifeste que le courage infatigable des esprits bornés peut amener la découverte de certaines vérités :

« La défaite subie par la révolution a été si grave — déclare Tchérévanine — qu'il serait *absolument impossible* d'en cher-

cher les causes dans telles ou telles fautes du prolétariat. Il ne s'agit pas ici d'erreurs, évidemment, il faut trouver des raisons plus profondes. » (Page 174.) Le retour de la grosse bourgeoisie à son ancienne alliance avec le tsarisme et la noblesse a eu une influence fatale sur les destinées de la révolution. Le prolétariat a contribué pour « une part très importante, avec une force *décisive* » à unifier ces différentes valeurs, à en faire un tout contre-révolutionnaire. Et, quand on regarde en arrière, on peut affirmer maintenant que « ce rôle du prolétariat était *inévitable* ». (Page 175; les mots soulignés l'ont été par moi.) Dans sa première brochure, Tchérévanine, à la suite de Plékhanov, attribuait tous les revers de la révolution au blanquisme de la social-démocratie. Maintenant son esprit borné, mais honnête, s'insurge contre cette opinion et il déclare : « *Imaginons* que le prolétariat se *soit* trouvé tout le temps sous la direction des véritables menchéviks et qu'il se *soit* conduit à la façon menchéviste (1); la tactique du prolétariat s'en serait améliorée, mais ses tendances générales n'auraient pu se modifier et l'auraient fatalement conduit à la défaite. » (Page 176.) En d'autres termes, le prolétariat, en tant que classe, n'aurait pas été capable de *se limiter* selon la doctrine menchéviste. En développant sa lutte de classe, il poussait nécessairement la bourgeoisie vers le camp de la réaction. Les fautes de tactique ne pouvaient qu' « aggraver le *triste* (!) rôle du prolétariat dans la révolution, mais elles ne déterminaient pas la marche des choses ». Ainsi, « le triste rôle du prolétariat » procédait essentiellement de ses intérêts de classe. C'est une conclusion vraiment déshonorante, elle marque une complète capitulation devant toutes les accusations portées par le crétinisme libéral contre le parti qui représente le prolétariat. Et pourtant, dans cette honteuse conclusion du politicien, il y a une parcelle de vérité historique : la collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie a été impossible, non par suite des imperfections de la pensée social-démocratique, mais en raison de la division profonde qui existait dans la « nation » bourgeoise. Le prolétariat de Russie, en vertu de son caractère social nettement défini, au degré de conscience auquel il était arrivé, ne pouvait manifester son énergie révolutionnaire *qu'au nom de ses intérêts particuliers*. Mais l'importance radicale des intérêts qu'il mettait en avant, et même de son programme immédiat, exigeait nécessairement que la bourgeoisie obliquât vers la droite.

Tchérévanine a compris cela. Mais, — dit-il, — c'est là la cause de la défaite. Bien. Mais qu'en conclure? Que restait-il à

(1) Notez, je vous prie, cette façon de penser : ce ne sont pas les menchéviks qui donnent la formule de la lutte de classe du prolétariat, c'est le prolétariat qui se conduit à la façon menchéviste. Mieux vaudrait dire : Admettons que les événements se développent à la Tchérévanine...

faire à la social-démocratie? Devait-elle essayer, par des formules algébriques à la Plékhanov, de tromper la bourgeoisie? Ou bien devait-elle se croiser les bras et livrer le prolétariat au désastre inévitable? Ou bien, au contraire, reconnaissant qu'il était inutile de compter sur une collaboration durable avec la bourgeoisie, devait-elle agir de manière à révéler toute la force de classe du prolétariat, de façon à éveiller l'intérêt social parmi les masses paysannes? Devait-elle en appeler à l'armée prolétarienne et paysanne, et chercher, *dans cette voie*, la victoire? La victoire était-elle possible d'abord? Nul n'aurait pu le prévoir. En second lieu, quelles que fussent les probabilités de victoire, la voie que nous indiquons était la seule où pouvait s'engager le parti de la révolution s'il ne préférait pas un suicide immédiat au danger d'une défaite.

Ainsi, la logique interne de la révolution, que Tchérévanine ne commence à soupçonner qu'aujourd'hui quand « il regarde en arrière », était, avant même le début des événements décisifs de la révolution, claire pour ceux qui l'accusent de « folie ».

Nous écrivions en juillet 1905 : « Attendre *aujourd'hui* quelque initiative, quelque action résolue de la bourgeoisie est moins raisonnable encore qu'en 1848. D'une part, les obstacles à surmonter sont beaucoup plus grands; d'autre part, la ségrégation sociale et politique dans le sein de la nation est allée infiniment plus loin. Le complot du silence de la bourgeoisie nationale et mondiale suscite de terribles difficultés au mouvement d'émancipation; on s'efforce de limiter ce mouvement à une entente entre les classes possédantes et les représentants de l'ancien régime, — et cela dans le but d'écraser les masses populaires. Dans ces conditions, la tactique démocratique ne peut se ramener qu'à une lutte ouverte contre la bourgeoisie libérale. Il est nécessaire que l'on s'en rende bien compte. La véritable voie n'est pas dans « une union » fictive de la nation contre son ennemi (contre le tsarisme) elle est dans un développement en profondeur de la lutte des classes au sein même de la nation... Indiscutablement, la lutte de classe menée par le prolétariat pourra pousser la bourgeoisie en avant; *seule*, d'ailleurs, la lutte de classe est capable d'agir ainsi. D'autre part, il est incontestable que le prolétariat, quand il aura remédié par une pression à l'inertie de la bourgeoisie, se heurtera quand même à celle-ci en un certain moment, dans le développement de la lutte, comme devant un obstacle immédiat. La classe qui sera capable de surmonter cet obstacle devra l'assaillir et assumer par conséquent l'hégémonie, si, du moins, il est dans les destinées du pays de connaître une renaissance démocratique. Dans ces conditions, nous voyons venir la domination du *Quatrième Etat*. Bien entendu, le prolétariat remplit sa mission en cherchant un appui, comme jadis

la bourgeoisie, dans la classe paysanne et la petite-bourgeoisie. Il dirige la campagne, il entraîne les villages dans le mouvement, il les intéresse au succès de ses plans. Mais c'est lui, nécessairement, qui est et reste le chef. Ce n'est pas « la dictature des paysans et du prolétariat », c'est la dictature du prolétariat appuyé sur les paysans. L'œuvre qu'il accomplit ne se limite pas, certainement, aux frontières du pays. Par la logique même de sa situation, il devra immédiatement entrer dans l'arène internationale (1). »

***

L'opinion des menchéviks sur la révolution russe, en somme, n'a jamais été bien claire. Avec les bolchéviks, ils ont parlé de « mener la révolution jusqu'au bout »; mais, de part et d'autre, on comprenait cette formule d'une façon très limitée, il ne s'agissait que de réaliser notre « programme minimum », après quoi devait s'ouvrir l'époque d'une exploitation capitaliste « normale », dans les conditions générales du régime démocratique. « Pour mener la révolution jusqu'au bout », il fallait pourtant songer à renverser le tsarisme et à faire passer le pouvoir aux mains d'une force sociale révolutionnaire. De laquelle? Les menchéviks répondaient : De la *démocratie bourgeoise*. Les bolchéviks répondaient : *Du prolétariat et des paysans.*

Mais, qu'est-ce que « la démocratie bourgeoise » des menchéviks? Ce terme ne désigne par un groupe social déterminé, dont l'existence soit réelle et sensible; c'est une catégorie en dehors de l'histoire, inventée au moyen de la déduction et des analogies, par des journalistes. Parce que la révolution doit être menée « jusqu'au bout », parce que c'est une révolution bourgeoise, parce que les jacobins, révolutionnaires démocrates, en France, ont mené la révolution jusqu'au bout, — la révolution russe ne peut transmettre le pouvoir qu'à la démocratie révolutionnaire-bourgeoise.

Après avoir établi, d'une façon immuable, la formule algébrique de la révolution, ils s'efforcent ensuite de lui adjoindre des valeurs arithmétiques qui n'existent pas dans la nature. A chaque instant, ils sont arrêtés par ce fait que la social-démocratie s'accroît et s'affermit aux dépens de la démocratie bourgeoise. Il n'y a pourtant en cela rien d'étonnant, ce n'est pas par hasard que les choses se présentent ainsi, c'est une conséquence de la structure sociale. Mais, plus le phénomène est naturel, plus il s'oppose nettement aux conceptions artificielles du menché-

(1) Préface du plaidoyer de Lassalle en Cour d'Assises. Certaines expressions sont assez vagues, mais à dessein : cet article devait être publié avant « l'ère constitutionnelle », en juillet 1905.

visme. Ce qui empêche le triomphe de la révolution bourgeoise démocratique c'est principalement que le parti du prolétariat grandit en force et en importance. De là cette philosophie menchéviste qui veut que la social-démocratie remplisse un rôle trop pénible, trop difficile pour la chétive démocratie bourgeoise, c'est-à-dire que la social-démocratie, au lieu d'agir comme le parti indépendant du prolétariat, ne soit qu'une agence révolutionnaire destinée à assurer le pouvoir à la bourgeoisie. Il est évident que si la social-démocratie entrait dans cette voie, elle se condamnerait à une impuissance égale à celle de l'aile gauche de notre libéralisme. La nullité de ce dernier et la force grandissante de la social-démocratie révolutionnaire sont deux phénomènes connexes qui se complètent. Les menchéviks ne comprennent pas que, dans la société, ce qui affaiblit la démocratie bourgeoise est, en même temps, une source de force et d'influence pour la social-démocratie. Dans l'impuissance de la première, ils croient apercevoir l'impuissance de la révolution même. Faut-il dire à quel point est insignifiante cette pensée quand on considère les choses du point de vue de la social-démocratie internationale, en tant que parti d'une transformation socialiste mondiale? Il suffit de constater quelles sont les conditions réelles de notre révolution. Par des lamentations, on n'arrivera pas à ressusciter le Tiers-Etat. Une seule conclusion s'impose : la lutte de classe du prolétariat, qui soumet à sa direction révolutionnaire les masses paysannes, peut seule « mener la révolution jusqu'au bout ».

***

Voilà qui est parfaitement vrai! disent les bolchéviks. Pour que notre révolution soit victorieuse, il est nécessaire que la lutte soit menée conjointement par le prolétariat et les paysans. Or, « la coalition du prolétariat et des paysans, coalition qui remportera *la victoire* dans la révolution bourgeoise, n'est autre chose que la dictature révolutionnaire-démocratique du prolétariat et des paysans ». Ainsi parle Lénine dans le numéro 2 de la *Przeglad*. L'œuvre de cette dictature consistera à démocratiser les rapports économiques et politiques dans les limites de la propriété exercée par des particuliers sur les moyens de production. Lénine établit une distinction de principe entre la dictature socialiste du prolétariat et la dictature démocratique (c'est-à-dire bourgeoise-démocratique) du prolétariat et des paysans. Cette opération de logicien purement formelle, écarte, lui semble-t-il, les difficultés avec lesquelles on devrait compter si l'on envisageait d'une part le peu d'importance des forces productrices et, d'autre part, la domination de la classe ouvrière. Si nous pensions, dit-il, que nous pouvons accomplir une transformation de régime

dans le sens socialiste, nous irions au-devant d'un kraeh politique. Mais du moment que le prolétariat, ayant pris le pouvoir avec les paysans, comprend nettement que sa dictature n'a qu'un caractère « démocratique », tout est sauvé. Lénine répète infatigablement cette pensée depuis 1904. Mais elle n'en est pas plus juste.

Puisque les conditions sociales en Russie ne permettent pas encore une révolution socialiste, le pouvoir politique serait pour le prolétariat le plus grand des malheurs. Ainsi parlent les mencheviks. Ce serait juste, réplique Lénine, si le prolétariat ne comprenait pas qu'il s'agit seulement d'une révolution *démocratique*. En d'autres termes, constatant la contradiction qui existe entre les intérêts de classe du prolétariat et les conditions objectives, Lénine ne voit d'issue que dans une limitation volontaire du rôle politique assumé par le prolétariat; et cette limitation se justifie par l'idée théorique que la révolution, dans laquelle la classe ouvrière joue un rôle dirigeant, est une révolution bourgeoise. Lénine impose cette difficulté objective à la conscience du prolétariat et résout la question par un ascétisme de classe qui prend son origine non dans une foi mystique mais dans un schéma « scientifique ». Il suffit de se représenter clairement cette construction théorique pour comprendre de quel idéalisme elle procède et combien elle est peu solide.

J'ai montré ailleurs, avec détails à l'appui, que, dès le lendemain de l'établissement de la « dictature démocratique », toutes ces rêveries d'ascétisme quasi-marxiste seront réduites à néant. Quelle que soit la théorie admise au moment où le prolétariat prendra le pouvoir, il ne pourra éviter, dès le premier jour, le problème qui s'imposera aussitôt : celui du chômage. Il ne lui servira guère alors de comprendre la différence que l'on établit entre la dictature socialiste et la dictature démocratique. Le prolétariat au pouvoir devra immédiatement assurer du travail aux chômeurs, aux frais de l'Etat, par tels ou tels moyens (organisation de travaux publics, etc.). Ces mesures appelleront nécessairement une grande lutte économique et une longue suite de grèves grandioses : nous avons vu tout cela, dans une petite mesure, à la fin de 1905. Et les capitalistes répondront alors comme ils ont déjà répondu quand on exigeait la journée de huit heures : par le *lock out*. Ils mettront de gros cadenas à leurs portes et ils se diront : « Notre propriété n'est pas menacée puisqu'il est décidé que le prolétariat, actuellement, s'occupe d'une dictature démocratique et non socialiste. » Que pourra faire le gouvernement ouvrier quand il verra qu'on ferme les usines et les fabriques? Il devra les rouvrir et reprendre la production pour le compte de l'Etat. Mais alors, c'est le chemin du socialisme? Bien sûr! Quelle autre voie pouvez-vous proposer?

On peut nous répliquer : Vous nous dessinez là le tableau d'une dictature illimitée des ouvriers. Mais ne parlions-nous pas d'une dictature de coalition du prolétariat et des paysans? Bien. Envisageons cette objection. Nous venons de voir que le prolétariat, malgré les meilleures intentions des théoriciens, avait en pratique effacé la limite logique qui devait restreindre sa dictature démocratique. On propose maintenant de compléter cette restriction politique par une véritable « garantie » antisocialiste, en imposant au prolétariat un collaborateur : le moujik. Si l'on veut dire par là que le parti paysan qui se trouvera au pouvoir à côté de la social-démocratie ne permettra pas d'employer les chômeurs et les grévistes pour le compte de l'Etat et d'ouvrir, pour la production nationale, les usines et les fabriques que les capitalistes auront fermées, cela signifie que, dès le premier jour, c'est-à-dire longtemps avant que la tâche de la « coalition » n'ait été accomplie, nous aurons un conflit du prolétariat avec le gouvernement révolutionnaire. Ce conflit peut se terminer soit par une répression anti-ouvrière venant du parti paysan, soit par l'élimination de ce parti du gouvernement. L'une et l'autre solution ressemblent fort peu à une dictature « de coalition démocratique ». Tout le malheur est en ceci que les bolchéviks ne conçoivent la lutte de classe du prolétariat que jusqu'au moment de la victoire de la révolution; après quoi, la lutte est suspendue provisoirement et l'on voit apparaître une collaboration « démocratique ». Ce n'est qu'après l'établissement définitif du régime républicain que la lutte de classe du prolétariat reprend pour amener cette fois le triomphe du socialisme. Si les menchéviks, en partant de cette conception abstraite : « *Notre révolution est bourgeoise* », en viennent à l'idée d'adapter toute la tactique du prolétariat à la conduite de la bourgeoisie libérale jusqu'à la conquête du pouvoir par celle-ci, les bolchéviks, partant d'une conception non moins abstraite : « Dictature démocratique mais non socialiste », en viennent à l'idée d'une limitation volontaire du prolétariat détenant le pouvoir à un régime de démocratie bourgeoise. Il est vrai qu'entre menchéviks et bolchéviks il y a une différence essentielle : tandis que les aspects antirévolutionnaires du menchévisme se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, ce qu'il y a d'antirévolutionnaire dans le bolchévisme ne nous menace, — très sérieusement d'ailleurs, — que dans le cas d'une victoire révolutionnaire (1).

(1) *Note pour la présente édition.* — Il n'en fut pas ainsi, fort heureusement : sous la direction du cam. Lénine, le bolchévisme transforma (non sans luttes intérieures) son idéologie sur cette question primordiale dès le printemps de 1917, c'est-à-dire avant la conquête du pouvoir. — L. T.

***

La victoire de la révolution ne pourra donner le pouvoir qu'au parti qui s'appuiera sur le peuple armé des villes, c'est-à-dire sur une milice prolétarienne. Quand elle se trouvera au pouvoir, la social-démocratie devra compter avec une très grande difficulté qu'il sera impossible d'écarter en prenant pour doctrine cette formule naïve : « Une dictature exclusivement démocratique ». Une « limitation volontaire » du gouvernement ouvrier n'aurait d'autre effet que de trahir les intérêts des sans-travail, des grévistes et enfin de tout le prolétariat, pour réaliser la république. Le pouvoir révolutionnaire devra résoudre des problèmes socialistes absolument objectifs et, dans cette tâche, à un certain moment, il se heurtera à une grande difficulté : l'état arriéré des conditions économiques du pays. Dans les limites d'une révolution nationale, cette situation n'aurait point d'issue. La tâche du gouvernement ouvrier sera donc, dès le début, d'unir ses forces avec celles du prolétariat socialiste de l'Europe Occidentale. Ce n'est que dans cette voie que sa domination révolutionnaire temporaire deviendra le prologue de la dictature socialiste. La révolution en permanence sera donc exigée pour le prolétariat de Russie, dans l'intérêt et pour la sauvegarde de cette classe. Si le parti ouvrier manquait d'initiative pour prendre une offensive révolutionnaire, s'il croyait devoir se borner à une dictature simplement nationale et simplement démocratique, les forces unies de la réaction européenne ne tarderaient pas à lui faire comprendre que la classe ouvrière, détenant le pouvoir, doit en mettre tout le poids dans la balance, sur le plateau de la révolution socialiste.

LE BANC DES ACCUSÉS

LA LUTTE POUR LE POUVOIR (1)

Nous avons devant nous une petite feuille qui porte un programme : *La tâche du prolétariat russe. Lettre à nos camarades en Russie.* Ce document est signé par : P. Axelrod, Astrov, A. Martynov, L. Martov, S. Semkovsky.

Le problème de la révolution est posé dans cette *Lettre* d'une façon beaucoup trop générale; la netteté de l'analyse disparaît à mesure que les auteurs passent de la description d'une situation créée par la guerre aux perspectives politiques et aux leçons de tactique; les termes employés deviennent vagues, les définitions des valeurs sociales ambiguës.

Extérieurement, en Russie, on trouve d'abord deux états d'âme prédominants : en premier lieu, le souci de la défense nationale (depuis Romanov jusqu'à Plékhanov); en second lieu, un mécontentement général : depuis la fronde de l'opposition bureaucratique jusqu'aux émeutes qui se produisent çà et là dans la rue. Ces deux états d'esprit créent l'illusion d'une prochaine révolution populaire qui sortirait de l'œuvre même de la défense nationale. Mais ces mêmes états d'âme montrent, dans une certaine mesure, qu'on s'entend mal sur le sens de « la révolution populaire », même quand on l'oppose à l'œuvre « de la défense nationale ». (Voy. Martov et les autres.)

La guerre par elle-même, avec ses défaites, n'a créé ni le problème révolutionnaire, ni les forces révolutionnaires qui doivent le résoudre. Pour nous, l'histoire ne commence pas du tout à la prise de Varsovie par le prince de Bavière. Les difficultés révolutionnaires et les forces sociales en présence sont celles-là mêmes que nous avons rencontrées en 1905, avec les très importantes modifications qui y sont intervenues dans les dix dernières années. La guerre a simplement révélé, avec une objectivité pour ainsi dire automatique, l'incapacité réelle du régime. En même temps elle a apporté le trouble à la conscience sociale : « tout le monde » semble n'avoir pour idée que de repousser Hindenburg et, en même temps, n'éprouver que de la haine pour le régime du 3 juin. Mais, de même que l'organisation de « la guerre popu-

(1) Article paru dans le journal *Notre Parole* (*Naché Slovo*), Paris, 1915. Nous réimprimons cet article parce qu'il sert à caractériser la transition entre les révolutions de 1905 et de 1917.

laire » se brise dès le début à la police tsariste, — et l'on découvre alors que la Russie du 3 juin est un fait, tandis que la « guerre populaire » n'est qu'une fiction, — ainsi, toute entreprise destinée à amener « la révolution populaire » se heurte, dès sa première démarche, à la police socialiste de Plékhanov, que l'on pourrait, il est vrai, avec toute sa suite, considérer comme une fiction si, derrière Plékhanov, nous ne trouvions Kérensky, Milioukov et Goutchkov, et en général les groupes non révolutionnaires et antirévolutionnaires de la national-démocratie et du national-libéralisme.

La *Lettre* ne peut, bien entendu, laisser de côté la division séparant les classes dans la nation, elle ne peut ignorer que la nation devra, dans la révolution, chercher à échapper aux conséquences de la guerre et au régime actuel. « Les nationalistes et les octobristes, les progressistes, les cadets, les industriels et même une partie (!) des intellectuels radicaux, proclamant ensemble l'incapacité de la bureaucratie à défendre le pays, exigent la mobilisation des forces sociales pour la défense du territoire... » La *Lettre* a parfaitement raison d'en déduire le caractère antirévolutionnaire de cette opinion qui suppose « l'union pour la défense du pays avec les gouvernants actuels de la Russie, avec ses bureaucrates, ses nobles et ses généraux ». La position révolutionnaire, comme l'indique fort justement la *Lettre*, caractérise « les patriotes bourgeois de toutes les nuances », de même que les social-patriotes, ajouterons-nous, au sujet desquels la *Lettre* ne dit pas un mot.

Il faut conclure de là que la social-démocratie n'est pas seulement le parti le plus conséquent de la révolution, mais que c'est l'unique parti révolutionnaire dans le pays; qu'à côté de lui, l'on trouve des groupes qui ne sont pas simplement moins résolus dans l'application des méthodes révolutionnaires, mais des partis non révolutionnaires. En d'autres termes, la social-démocratie, dans sa manière de poser les problèmes du moment, est complètement isolée *sur l'arène ouverte de la politique*, malgré le « mécontentement général ». C'est une première déduction dont il faut bien se rendre compte.

Bien entendu, les partis ne sont pas encore les classes. Entre la position d'un parti et les intérêts de la couche sociale sur laquelle il s'appuie, il n'y a pas toujours correspondance et il peut y avoir plus tard une profonde contradiction. La conduite même des partis peut se modifier sous l'influence des états d'âme qui règnent dans les masses populaires. C'est indiscutable. Mais, dans ce cas, il nous faut pour nos calculs abandonner, dans une certaine mesure, certains motifs moins solides, tels que les formules et la tactique des partis, pour faire appel aux facteurs plus stables de l'histoire : il nous faut envisager la constitution

sociale de la nation, les rapports mutuels des classes, les tendances de l'évolution.

Or, les auteurs de la *Lettre* laissent tout à fait de côté ces questions. Que peut être « la révolution populaire » dans la Russie de 1915 ? Ils nous disent seulement que cette révolution doit « être accomplie par le prolétariat et la démocratie ». Nous savons ce qu'est le prolétariat. Mais qu'est-ce que « la démocratie »? Un parti politique? D'après ce qui précède, on voit bien que non. Alors, ce sont des masses populaires? Lesquelles? Evidemment, la petite-bourgeoisie industrielle et commerçante, les intellectuels, les paysans : il ne s'agit que d'eux.

Dans une série d'articles : *La Crise de la Guerre et les Perspectives politiques*, nous avons donné une appréciation générale de ces forces sociales au point de vue de leur valeur révolutionnaire. Partant de l'expérience de la dernière révolution, nous avons examiné les modifications qui avaient pu se produire dans les groupements sociaux de 1905, au cours des dix dernières années : marchait-on dans le sens de la démocratie (bourgeoise) ou *contre* elle? Cette question historique a une importance capitale quand on examine les perspectives de la révolution et quand on recherche une tactique à l'usage du prolétariat : la démocratie bourgeoise s'est-elle renforcée en Russie après 1905 ou bien est-elle tombée encore plus bas? Toutes nos anciennes discussions concernaient les destinées de la démocratie bourgeoise; celui qui n'a pas encore trouvé de réponse à cette question, celui-là erre dans les ténèbres. Voici notre réponse : *Une révolution nationale bourgeoise en Russie est impossible pour cette raison qu'il n'y a pas de démocratie bourgeoise véritablement révolutionnaire.* Le temps des révolutions nationales est passé — du moins pour l'Europe, de même que le temps des guerres nationales. Entre celles-ci et celles-là, il y a un profond rapport. Nous vivons à une époque d'impérialisme : ce n'est pas seulement un système d'expansion coloniale, c'est aussi un régime intérieur déterminé. Il oppose non la nation bourgeoise à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise.

La petite bourgeoisie industrielle et commerçante a joué, pendant la révolution de 1905, un rôle insignifiant. Dans les dix dernières années, l'importance sociale de ce groupe a encore incontestablement diminué : le capitalisme traite les classes intermédiaires chez nous avec une dureté qu'il n'oserait montrer dans les pays dont le régime économique est plus ancien.

La classe des intellectuels a augmenté en nombre. Sa valeur, dans l'économie générale, est devenue plus grande. Mais, en même temps, elle a définitivement perdu l' « indépendance », illusoire d'ailleurs, qu'elle avait autrefois : l'importance sociale des intellectuels est déterminée par leur participation aux tra-

vaux d'organisation de l'économie capitaliste et par les directions qu'ils donnent à l'opinion bourgeoise. Les relations intéressées des intellectuels avec le capital leur ont fait adopter toutes les tendances impérialistes. Comme nous l'avons déjà dit, la *Lettre* s'exprime ainsi : « Une certaine partie des intellectuels radicaux... exige la mobilisation des forces sociales pour la défense du pays. » C'est une assertion absolument inexacte. Ce n'est pas une *partie*, c'est *tout l'ensemble* de nos radicaux qui exige cela. Il conviendrait de dire : ce ne sont pas seulement nos radicaux, ce sont nos intellectuels socialistes en très grand nombre, sinon pour la plupart. Il nous sera difficile d'augmenter les cadres de « la démocratie » en interprétant faussement le véritable caractère des intellectuels.

Ainsi, la bourgeoisie industrielle et commerçante s'est encore avilie; les intellectuels ont abandonné les positions révolutionnaires. Il serait vain de considérer la démocratie des villes comme un facteur révolutionnaire. Restent les paysans. Mais autant que nous sachions, ni Axelrod ni Martov ne nourrissent de trop grandes espérances en l'esprit révolutionnaire de la classe paysanne. Ont-ils changé d'avis? Croient-ils maintenant que, grâce à l'évolution incessante de ces dix dernières années, l'esprit révolutionnaire s'est répandu dans les villages? Cette supposition contredirait à toutes les données de la théorie et à l'expérience qui nous vient de l'histoire.

De quelle « démocratie » parle donc la *Lettre*? En quel sens nous parle-t-elle d'une révolution populaire?

La formule de l'Assemblée Constituante présuppose une situation révolutionnaire. En sommes-nous là? Oui. Mais cette situation n'existe pas du fait, purement imaginaire, qu'en Russie serait enfin née une démocratie bourgeoise disposée à régler ses comptes avec le tsarisme. Bien au contraire, si la guerre actuelle nous a révélé quelque vérité sur ce point, c'est qu'elle nous a montré avec évidence l'absence de toute démocratie révolutionnaire dans le pays.

La tentative faite par la Russie du 3 juin pour résoudre le problème révolutionnaire intérieur en suivant les voies de l'impérialisme s'est terminée par un complet fiasco. Cela ne veut pas dire que les partis responsables ou à demi responsables du 3 juin vont s'engager maintenant dans la voie de la révolution. Mais cela signifie que le problème révolutionnaire, mis à nu par la catastrophe mondiale, et qui entraînera encore plus loin les dirigeants sur la route de l'impérialisme, double aujourd'hui l'importance de la seule classe révolutionnaire qui soit dans le pays.

Le bloc du 3 juin est ébranlé. Il y a en lui des dissensions, des conflits. Cela ne veut pas dire que les octobristes et les cadets envisageront maintenant le problème révolutionnaire de la con-

quête du pouvoir et donneront l'assaut aux forees unifiées de la bureaucratie et de la noblesse. Mais eela signifie que la capaeité de résistance du régime, en faee de l'attaque révolutionnaire, a certainement diminué pour un temps.

La monarchie et la bureaucratie sont compromises. Cela ne veut pas dire qu'elles abandonneront le pouvoir sans combattre. Par la dissolution de la Douma et les derniers changements ministériels, elles ont montré à qui de droit qu'elles n'y étaient nullement disposées. Mais l'instabilité de la politique des bureaux, qui ne pourra que s'aggraver, faeilitera eertainement à la social-démocratie sa tâche, qui eonsiste en une mobilisation révolutionnaire du prolétariat.

Les classes pauvres de la ville et de la campagne s'épuiseront de plus en plus, verront qu'on les a trompées, seront méeontentes, manifesteront leur colère. Cela ne veut pas dire qu'à eôté du prolétariat la démocratie révolutionnaire sera une foree agissante. Elle ne dispose ni d'un contingent assez nombreux, ni d'un personnel dirigeant. Mais cela signifie certainement que le méeontentement, en gagnant les classes pauvres, faeilitera l'attaque révolutionnaire de la classe ouvrière. Moins le prolétariat se montrera disposé à attendre les secours de la démocratie bourgeoise, moins il tiendra eompte du caractère passif et de l'esprit borné de la petite bourgeoisie et des paysans, plus il sera résolu et intransigeant dans la lutte, plus il deviendra évident qu'il prétend aller « jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'à la conquête du pouvoir, — plus il aura de chances d'entraîner après lui, au moment déeisif, les masses populaires non prolétariennes. Les formules qui annoncent la confiseation des terres et autres mesures de révolution ne serviront bien entendu de rien à ee moment-là. Ce que nous venons de dire s'applique encore mieux à l'armée sur laquelle repose le pouvoir gouvernemental et avec laquelle il doit tomber. L'armée ne se tourne vers la classe révolutionnaire qu'à partir du moment où elle a compris qu'il ne s'agissait plus d'une simple manifestation, mais que le prolétariat attente au pouvoir et qu'il a des chanees de s'en emparer.

Il y a, dans le pays, un problème révolutionnaire que la guerre et ses désastres ont mis au jour : le problème du pouvoir gouvernemental. Les gouvernants sont de plus en plus désorganisés, démoralisés. Le mécontentement grandit dans les villes et dans les eampagnes. Mais le prolétariat est le seul groupe révolutionnaire qui puisse profiter de eette situation — aujourd'hui bien plus qu'en 1905.

Une passage de la *Lettre* semble toucher à eette question qui est le eentre même du problème. En cet endroit, la *Lettre* dit que les ouvriers russes de la social-démocratie doivent « se mettre à la tête du peuple pour renverser la monarchie du 3 juin ».

Ce que peut signifier « le peuple » ici, nous venons de l'expliquer. Mais si la phrase que nous venons de citer doit être comprise dans son vrai sens; si, en disant que les ouvriers se mettront « à la tête du peuple », on ne prétend pas dire qu'ils répandront leur sang plus généreusement qu'aucun autre groupe social, sans savoir d'ailleurs bien nettement ce qui pourrait en résulter; si l'on admet qu'ils devront, ces ouvriers, prendre la *direction politique* de la lutte, qui deviendra surtout un combat pour le prolétariat, il est clair que la *victoire dans cette lutte doit donner le pouvoir à celui qui aura mené le combat, c'est-à-dire au prolétariat de la social-démocratie.*

Il ne s'agit pas simplement d'un « pouvoir révolutionnaire provisoire » (formule vide de sens que les événements se chargeraient de remplir), mais *d'un gouvernement révolutionnaire ouvrier;* il s'agit de la conquête du pouvoir par le prolétariat russe.

L'Assemblée Constituante, la République, les huit heures, la confiscation des domaines seigneuriaux, — ces formules prendront place à côté d'autres : on proposera de terminer la guerre immédiatement, de reconnaître l'autonomie des nationalités, de créer les Etats-Unis d'Europe; tout cela jouera un rôle de la plus haute importance dans la propagande de la social-démocratie. Mais la révolution est avant tout le problème du pouvoir — non pas dans sa *forme étatiste* (Assemblée Constituante, République, Etats-Unis), mais par rapport au *contenu social* du pouvoir. La formule de l'Assemblée Constituante ou de la confiscation des terres n'a plus, actuellement, un sens révolutionnaire immédiat si le prolétariat n'est pas disposé à lutter pour la conquête du pouvoir. Car si le prolétariat n'arrache pas le pouvoir à la monarchie, personne ne pourra accomplir cette besogne.

Quelle sera la vitesse de l'action révolutionnaire? C'est là une question particulière. Cela dépendra de nombreux facteurs d'ordre militaire et politique, national et international. Le mouvement révolutionnaire en sera accéléré ou ralenti; il se terminera par la victoire ou bien par une nouvelle défaite. Mais, de toutes manières, le prolétariat doit connaître son chemin et le suivre. Il doit d'abord se débarrasser de ses illusions. Et la pire illusion pour lui, dans toute son histoire, a toujours été de compter sur les autres classes de la société.

DEUXIÈME PARTIE

PRÉFACE DE LA DEUXIÈME PARTIE

Au Congrès de la social-démocratie de Stockholm, on a publié certaines données statistiques qui caractérisent d'une façon assez curieuse l'activité du parti prolétarien en Russie :

Les 140 membres du Congrès ont subi à eux tous une durée d'emprisonnement de 138 ans, 3 mois et 15 jours.

Les membres du Congrès ont été déportés pour une durée de 148 ans, 6 mois et 15 jours.

Se sont évadés : une seule fois, 18 membres du parti; deux fois, 4 membres du parti.

Se sont enfuis des lieux de déportation : une fois, 23 membres du parti; deux fois, 5 membres; trois fois, 1 des délégués au Congrès.

Si l'on observe que les délégués au Congrès ont travaillé pour la social-démocratie pendant, au total, 942 ans, on constatera que leurs séjours en prison et dans les lointaines régions où ils furent déportés constituent environ un tiers de leur travail. Mais ces chiffres sont plutôt optimistes; quand on parle de « 942 ans », cela veut bien dire que l'activité politique des membres du Congrès s'étend sur cette durée; mais cela ne signifie pas que les 942 années aient été complètement remplies par leur travail politique. L'activité réelle, directe, *des membres de la social-démocratie, en raison de leur situation non légale et de leur action clandestine, ne correspond guère qu'à un cinquième ou peut-être même un dixième de cette durée. Tandis que la vie en prison et dans les lieux de déportation correspond exactement aux chiffres cités : le Congrès a, en effet, passé plus de 50.000 jours et nuits sous les verrous, et il a vécu encore plus longtemps dans les régions les plus sauvages du pays.*

Peut-être nous permettra-t-on d'ajouter à ces chiffres quelques autres qui nous concernent. L'auteur de ce livre, arrêté pour la première fois en janvier 1898, après dix mois d'activité dans les cercles ouvriers de Nikolaïev, passa deux ans

et demi en prison et s'évada de la Sibérie après y avoir vécu deux ans sur les quatre années de déportation auxquelles il était condamné. L'auteur fut arrêté pour la seconde fois le 3 décembre 1905, en qualité de membre du Soviet des Députés Ouvriers. L'activité du Soviet avait duré sept semaines. Les membres de cette Assemblée qui furent condamnés passèrent en prison cinquante-sept semaines, après quoi ils furent envoyés à Obdorsk en déportation « à perpétuité »... Tout social-démocrate russe qui a travaillé dans le parti pendant dix ans pourra fournir sur lui-même des renseignements à peu près du même genre.

Notre situation ne fut en rien modifiée par le désordre gouvernemental qui avait suivi le 17 octobre et que l'Almanach de Gotha caractérisait d'une manière inconsciemment humoristique quand il appelait ce régime « une monarchie constitutionnelle sous un tsar autocrate ». *Nous avions joui de cinquante jours de liberté et nous avions bu largement à cette coupe. En ces belles journées, le tsarisme comprit ce que nous savions longtemps avant lui : que notre existence était incompatible avec la sienne. C'est alors que survinrent les terribles mois de la répression... Le tsarisme, après le 17 décembre, changea plusieurs fois de Douma, comme le boa change de peau; malgré cette mue continuelle, il resta ce qu'il était : un monstre... Les niais et les libéraux hypocrites qui nous engageaient si souvent dans ces deux dernières années à suivre le chemin de la légalité, ressemblent à Marie-Antoinette, qui recommandait au peuple affamé de manger de la brioche. C'est à croire vraiment que notre organisme ne supporte pas la brioche. C'est à croire que nous avons absolument besoin de respirer l'air des cellules de la forteresse de Pierre-et-Paul. C'est à croire que nous n'aurions pas su occuper mieux les longues heures que nos geôliers nous ont prises!*

Nous ne tenons pas plus à nous cacher qu'un noyé ne tient à flotter au fond de l'eau. Mais nous n'avons pas le choix, — il faut l'avouer, — pas plus que l'absolutisme. C'est pourquoi, sentant cela, nous avons le droit de rester optimistes, même quand nous étouffons dans nos cachettes. Nous n'en mourrons pas, nous en sommes convaincus. Nous survivrons à tout et à tous. Les œuvres des grands de ce monde, de leurs serviteurs et des serviteurs de leurs serviteurs seront depuis longtemps anéanties, bien des partis d'aujourd'hui seront ensevelis, lorsque la cause que nous servons s'imposera au monde

entier. Alors, notre parti, qui étouffe aujourd'hui dans ses cachettes, deviendra le grand parti de l'humanité, enfin maîtresse de ses destinées.

Toute l'histoire est au service de notre idéal. Elle travaille avec une barbare lenteur, avec une impassible cruauté. Mais nous sommes sûrs d'elle. Et lorsqu'elle dévore, pour alimenter son mouvement, le sang de nos cœurs, nous avons envie de lui crier :

Ce que tu fais, fais-le vite!

Oglbu (près d'Helsingfors),
le 8/21 avril 1907.

LE PROCES DU SOVIET DES DÉPUTÉS OUVRIERS

Le 3 décembre ouvre l'ère du complot contre-révolutionnaire par l'arrestation du Soviet des Députés Ouvriers. La grève de décembre, à Pétersbourg, et un certain nombre de soulèvements en diverses régions du pays ne furent que d'héroïques efforts de la révolution pour se maintenir sur les positions qu'elle avait conquises en octobre. La direction des masses ouvrières de Pétersbourg fut alors assumée par le Deuxième Soviet, qui se composa de membres du Premier restés en liberté et de députés nouvellement élus. Environ trois cents membres du Premier Soviet étaient emprisonnés dans les trois maisons de détention de Pétersbourg. Leur sort futur resta longtemps une énigme, non seulement pour eux, mais pour la bureaucratie qui gouvernait. Le ministre de la Justice, d'après les affirmations de la presse « bien renseignée », repoussait absolument l'idée de traduire les députés ouvriers devant les tribunaux. Si leur activité ouverte avait été criminelle, le rôle de la haute administration, d'après lui, l'était encore plus; car, non contente de tolérer le Soviet, elle était entrée en relations directes avec lui. Les ministres se disputaient, les gendarmes menaient leur enquête, les députés attendaient dans leurs cellules. A une époque où le gouvernement envoyait des « expéditions de répression » de tous côtés, en décembre et janvier, on avait des raisons de penser que le Soviet serait déféré à un conseil de guerre qui se chargerait de l'étrangler. A la fin d'avril, dans les premiers jours de la Première Douma, les députés ouvriers, comme le pays tout entier, attendaient une amnistie. Ainsi, leur sort balançait entre la peine capitale et la complète impunité.

Mais enfin ce sort fut fixé. Le ministère de Gorémykine, qui appartenait à la Douma en ce sens qu'il luttait contre la Douma, transmit le dossier du Soviet à l'examen du Palais de Justice : des représentants « de classe » ou « pairs » devaient entrer dans la composition du tribunal (1). L'acte d'accusation du Soviet, péni-

(1) Sept personnes : quatre juges de la Couronne, un représentant des nobles du district de Pétersbourg, le comte Goudovitch, octobriste de droite, un représentant de la Douma Municipale de Pétersbourg, Troïnitsky, gouverneur de province destitué pour concussion, Cent-Noir, et, enfin, le doyen (starchina) d'un des arrondissements de Pétersbourg — progressiste, je crois.

blement cuisiné par un parquet de procureurs-gendarmes, peut intéresser à titre de document d'une grande époque. La révolution s'y reflète comme le soleil dans une flaque de boue, au milieu de la cour de la Préfecture de Police. Les membres du Soviet étaient accusés d'avoir préparé une insurrection armée : on menaçait de leur appliquer deux articles du Code, dont l'un prévoit huit ans de travaux forcés et l'autre douze. La valeur de l'accusation au point de vue juridique, ou plutôt son inconsistance absolue, a été démontrée par l'auteur de ce livre dans un bref exposé (2) qu'il envoya de la Maison de détention préventive à la fraction social-démocrate de la Première Douma, pour une interpellation qu'on pensait faire au sujet du procès. L'interpellation tomba pour cette bonne raison que la Première Douma fut dissoute et que la fraction social-démocrate fut elle-même mise en jugement.

Le procès devait avoir lieu le 20 juin; la cause serait entendue publiquement. Des meetings de protestation eurent lieu dans toutes les fabriques et usines de Pétersbourg. Le parquet essaya de représenter le Comité Exécutif du Soviet comme un groupe de conspirateurs qui suggéraient aux masses des résolutions dont celles-ci n'avaient nullement besoin. La presse libérale, depuis les événements de décembre, ne cessait de répéter, de jour en jour, que les méthodes « naïvement révolutionnaires » du Soviet avaient depuis longtemps perdu leur prestige aux yeux du peuple, celui-ci ne demandant qu'à entrer dans la voie du nouveau droit « constitutionnel ». Les calomnies, les sottises de la police et des libéraux reçurent un éclatant démenti lorsque, dans leurs meetings et leurs résolutions du mois de juin, les ouvriers de Pétersbourg envoyèrent, de toutes leurs fabriques, une protestation de solidarité à leurs représentants emprisonnés, demandant à être jugés aussi, eux, ouvriers, comme participants actifs des événements révolutionnaires, déclarant que le Soviet n'avait fait qu'exécuter leur volonté et jurant de mener l'œuvre du Soviet jusqu'au bout!

Les troupes campaient dans la cour du Palais de Justice et dans les rues avoisinantes. Toutes les forces de police de la capitale étaient sur pied. Malgré ces grandioses préparatifs, le procès ne put commencer. Prétextant de formalités qui n'auraient pas été remplies, en dépit de l'accusation, en dépit de la défense, et même contre les intentions du ministère, comme on le sut ensuite, le président du Tribunal ajourna l'affaire à trois mois, c'est-à-dire jusqu'au 19 septembre. C'était de fine politique. A la fin de juin, la situation était encore toute pleine « de possibilités illimitées » : un ministère de cadets apparaissait comme une hypothèse tout aussi plausible que la restauration de l'absolutisme.

(2) Voyez plus loin *Le Soviet et le Parquet*, page 283.

Or, le procès du Soviet exigeait que le président du Tribunal fût fixé sur la politique à suivre. Celui-ci se voyait donc forcé d'accorder trois mois de réflexion à l'histoire trop peu pressée. Hélas! Notre diplomate dut abandonner son poste quelques jours plus tard! Dans l'antre de Péterhof, on savait fort bien ce que l'on voulait, on exigeait de la décision et une répression impitoyable.

Le procès s'ouvrit le 19 septembre. Un nouveau président dirigeait les débats. L'affaire dura un mois entier. C'était l'époque où, la Première Douma venant d'être dissoute et la Seconde n'existant pas encore, les cours martiales agissaient comme elles l'entendaient. Et cependant l'on donna une telle publicité à l'affaire, en presque tous ses détails, que la chose paraîtrait inconcevable si l'on ne devinait là-dessous une intrigue bureaucratique : le ministère Stolypine, évidemment, cherchait à repousser de cette manière les attaques du comte Witte. Il jouait à coup sûr : en dévoilant le fond du procès avec toutes ses particularités, on évoquait le souvenir de l'humiliation que le gouvernement avait subie à la fin de 1905. La faiblesse de Witte, ses coquetteries avec la droite et avec la gauche, sa fausse assurance à Péterhof, les grossières flatteries qu'il avait adressées à la révolution — tout cela, les hautes sphères bureaucratiques prétendaient le mettre en évidence. Les accusés n'avaient donc qu'à profiter d'une situation si avantageuse pour leurs desseins politiques et qu'à élargir autant que possible le cadre du procès.

Environ 400 témoins furent cités, dont plus de 200 vinrent déposer (1). Ouvriers, fabricants, gendarmes, ingénieurs, domestiques, simples habitants de la ville, journalistes, employés des postes et télégraphes, maîtres de police, élèves des lycées, conseillers municipaux, garçons de cour, sénateurs, voyous, députés, professeurs et soldats défilèrent pendant un mois devant le Tribunal et, sous les feux croisés qui partaient des fauteuils des juges, de ceux des procureurs, des chaises de la défense et du banc des accusés — surtout de ce côté-ci — ils reconstituèrent ligne par ligne, trait par trait, l'époque de l'activité du Soviet Ouvrier, époque si féconde en résultats.

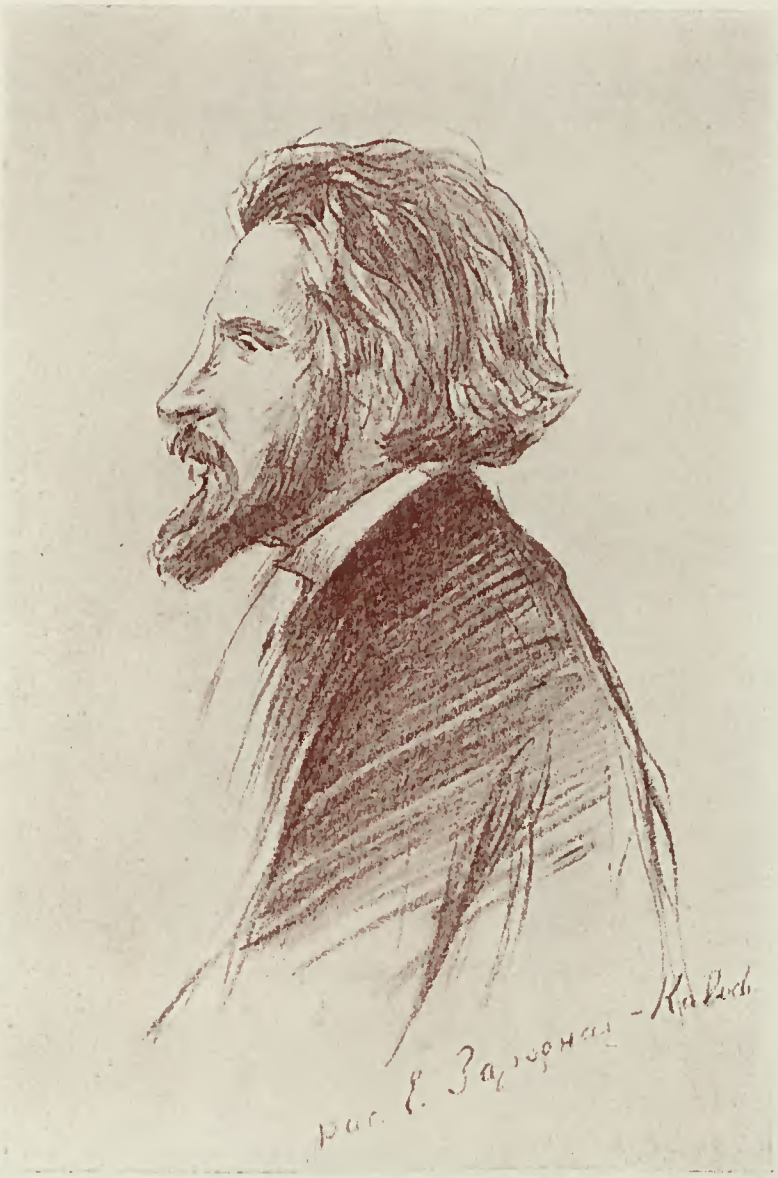
Le Tribunal connut ainsi la grande grève d'octobre qui s'étendit à toute la Russie, la grève-manifestation de novembre à Pétersbourg, cette noble et imposante protestation du prolétariat contre le jugement de cour martiale dont on menaçait les matelots de Cronstadt et contre la violence faite à la Pologne; puis la lutte héroïque des ouvriers de Pétersbourg pour l'institution des huit heures; enfin le soulèvement des esclaves trop soumis de la poste et du télégraphe, soulèvement organisé par le Soviet. Les procès-verbaux des séances du Soviet et du Comité Exécutif, auxquels

(1) De nombreux témoins se trouvaient, à l'époque du jugement, « en lieu inconnu », — ou bien en Sibérie.

les débats donnèrent une publicité qu'ils n'avaient jamais eue, montrèrent au pays l'immense travail quotidien qu'avaient accompli les représentants du prolétariat quand ils organisèrent les secours aux chômeurs, intervinrent dans les conflits entre ouvriers et patrons et dirigèrent d'incessantes grèves économiques.

Le compte rendu sténographique du procès, qui remplirait sans doute plusieurs gros volumes, n'a pas été publié jusqu'à présent. Nous devons attendre un changement de régime pour qu'on mette au jour cet inappréciable document historique. Un magistrat allemand, aussi bien qu'un social-démocrate allemand, s'il avait assisté à une des audiences du procès, en serait resté confondu. Une sévérité outrée s'y manifestait à côté d'un complet relâchement, et ces deux manières caractérisaient bien l'effarement qui régnait encore dans les sphères gouvernementales depuis la grève d'octobre. Le Palais de Justice avait été déclaré soumis au régime de la loi martiale et des troupes l'occupaient. On comptait plusieurs centaines de soldats et de cosaques dans la cour, à la grand'porte, dans les rues voisines. Des gendarmes veillaient de tous côtés, sabre au clair : on en voyait dans le corridor souterrain qui rattache la prison au Tribunal, dans toutes les salles du Palais, derrière les accusés, dans les w.-c., et il est bien permis de penser qu'on en aurait trouvé dans les tuyaux de cheminée. Ils devaient former un mur vivant entre les accusés et le monde extérieur, entre les accusés et le public que l'on avait admis, au nombre de cent à cent vingt personnes, dans la salle des séances. Mais trente ou quarante avocats, en frac, percent à chaque instant ce mur de drap bleu. On aperçoit sur le banc des accusés des journaux, des lettres, des bonbons et des fleurs. Des fleurs à foison! Ils en ont à la boutonnière, ils en ont les mains pleines, ils ont des bouquets sur les genoux et partout autour d'eux. Et le président ne se décide pas à réprimer cette débauche de parfums suaves. Finalement, les officiers de gendarmerie et les huissiers, complètement « démoralisés », se chargent eux-mêmes de passer des fleurs aux accusés.

Les ouvriers viennent témoigner. Ils s'entassent par dizaines dans la salle qu'on leur a réservée, et quand l'huissier ouvre la porte de la salle d'audience, le flot des hymnes révolutionnaires déferle parfois jusqu'au fauteuil du président. Spectacle impressionnant : ces ouvriers nous apportaient l'atmosphère des faubourgs, des fabriques, et profanaient avec un si superbe dédain le mystique cérémonial de la justice que le président, jaune comme un parchemin, s'épuisait en gestes découragés. Quant aux témoins qui nous venaient de « la bonne société », quant aux journalistes de la presse libérale, ils durent contempler ces travailleurs avec le respect et l'envie que les faibles ressentent devant les forts.



N. D. AVKSENTIEV
Un des accusés devenu plus tard un des représentants les plus fameux de la démocratie contre-révolutionnaire.
(Dessin de E. Zaroudna-Kavos.)

Le premier jour du procès fut signalé par une remarquable manifestation. Sur cinquante-deux accusés, le président n'en cita que cinquante et un. Il lut le nom de Ter-Mekertchiantz.

UN COMMISSAIRE DE POLICE,
témoin au procès du Soviet des Députés Ouvriers.

— Où est l'accusé Ter-Mekertchiantz? demanda l'avocat Sokolov.

— Il a été exclu de la liste des accusés.

— Pourquoi?

— Il... il... on l'a exécuté.

En effet, entre le 20 juin et le 19 septembre, Ter-Mekertchiantz, livré à l'autorité militaire par la magistrature civile, avait été fusillé dans le fossé de la forteresse de Cronstadt pour participation à la mutinerie de la garnison.

Les accusés, les témoins, les défenseurs, le public, — tous se lèvent en silence, rendant hommage à la mémoire du martyr. Les officiers de police et de gendarmerie ont sans doute perdu la tête : ils se lèvent comme tout le monde!

Par groupes de vingt à trente personnes, on introduisait les témoins pour la prestation du serment. Beaucoup d'entre eux étaient venus en costume de travail, n'ayant même pas eu le temps de se laver les mains, la casquette sous le bras. Ils jetaient un coup d'œil vers les juges, puis, bien vite, cherchaient à voir les accusés et, résolument, adressaient un salut aux deux côtés où nous nous trouvions, disant tout haut : « Bonjour, camarades! » C'était à croire qu'ils venaient demander un renseignement à la permanence du Comité Exécutif. Le président se dépêchait de les appeler et les invitait à prêter serment. Un vieux prêtre s'avançait aussitôt vers son pupitre et découvrait les instruments de sa profession. Les témoins ne bougeaient pas. Le président répétait l'invitation.

— Non, nous ne prêtons pas serment!... répondaient des voix unanimes. Nous n'admettons pas ce genre de cérémonie.

— Vous êtes pourtant orthodoxes?

— Nous sommes inscrits comme orthodoxes dans les papiers de la police, mais nous ne reconnaissons rien de tout cela...

— Dans ce cas, mon Révérend, vous êtes libre; nous n'aurons pas besoin de vous aujourd'hui.

Avec les policiers, quelques ouvriers luthériens et catholiques accomplirent cette formalité. Quant aux « orthodoxes », tous refusèrent de se plier à cette exigence : ils s'engagèrent simplement à dire la vérité.

Les mêmes incidents se renouvelaient à l'arrivée de chaque nouveau groupe.

Certains ensembles présentent cependant des combinaisons imprévues.

— Ceux qui acceptent de prêter serment, disait le président, approchez-vous du Révérend Père. Ceux qui refusent, reculez!

Un vieux gendarme, de petite taille, gardien d'usine, sort du groupe et s'avance d'un pas martial vers le pupitre. On entend un tapotement de lourdes bottes : ce sont les ouvriers qui reculent en causant. A mi-chemin, entre le gendarme et les travailleurs, se trouve subitement isolé le témoin O..., avocat bien connu à Pétersbourg, propriétaire d'immeubles, libéral, conseiller municipal.

— Vous prêtez serment, témoin O...? demande le président.

— Je... je... à vrai dire... je prête serment...

— Dans ce cas, approchez-vous du Révérend Père.

Irrésolu, la face convulsée, le témoin s'avance vers le pupitre. Il se retourne : personne ne le suit. Et, devant lui, il n'y a que le petit vieux, que l'uniforme du gendarme.

— Levez le bras!

Le vieux gendarme lève trois doigts bien haut au-dessus de sa tête. L'avocat O... lève légèrement le bras et se retourne : son bras retombe.

— Témoin O..., dit la voix agacée du président, prêtercz-vous serment, oui ou non?

— Comment donc, comment donc, bien sûr!

Et le témoin libéral, surmontant sa confusion, lève le bras presque à la hauteur de celui du gendarme. Il répète, avec son compagnon, à la suite du prêtre, mot après mot, la naïve formule. Qu'un artiste reproduise une scène de ce genre, on dira que son tableau manque de naturel. Le profond symbolisme social de ce spectacle judiciaire fut perçu par tous les assistants. Les ouvriers échangeaient des regards ironiques avec les accusés. Les gens du monde se regardèrent entre eux, d'un air gêné. Une maligne satisfaction se trahit sur la face jésuitique du président. Un silence profond s'établit dans la salle.

On interrogea d'abord le sénateur comte Tiesenhausen, conseiller municipal à la Douma de Pétersbourg. Il avait été présent à une séance de la Douma, au moment où une députation du Soviet vint présenter des exigences.

— Que pensiez-vous, monsieur le témoin, demande un des défenseurs, que pensiez-vous de l'organisation d'une milice municipale armée?

— J'estime que cette question ne se rapporte pas à l'affaire, répond le comte.

— Dans le cadre où je dois maintenir les débats du procès, réplique le président, la question posée par la défense est légitime.

— Dans ce cas, je dois dire qu'alors l'idée d'organiser une milice municipale obtint ma sympathie, mais que, depuis, j'ai complètement changé d'avis sur ce sujet...

Combien d'entre eux avaient eu le temps, en un an, de changer d'avis sur cette question et sur beaucoup d'autres! La presse libérale, qui assurait de son « entière sympathie » les accusés eux-mêmes, ne trouvait pas de mots assez durs, assez tranchants pour blâmer leurs procédés. Les journaux libéraux s'exprimaient avec une ironie apitoyée sur les « illusions » révolutionnaires du Soviet. En revanche, les ouvriers lui restaient fidèles, sans la moindre réticence.

De nombreuses usines envoyèrent au Tribunal des déclara-

tions collectives par l'intermédiaire de témoins élus. Sur la demande des accusés, le Tribunal joignit ces documents au dossier et en donna lecture pendant la séance.

« Nous soussignés, ouvriers de l'usine Oboukhov, disait un de ces documents que nous prenons au hasard, sachant que le gouvernement prétend traduire devant un tribunal arbitrairement constitué le Soviet des Députés Ouvriers, profondément indignés de voir que ce gouvernement essaie de représenter le Soviet comme une bande de conspirateurs poursuivant des buts étrangers à la classe ouvrière; nous, ouvriers de l'usine Oboukhov, déclarons que le Soviet ne se compose pas d'une bande de conspirateurs, mais de véritables représentants de tout le prolétariat de Pétersbourg. Nous protestons contre l'arbitraire exercé par le gouvernement contre le Soviet, arbitraire qui consiste à accuser des camarades élus par nous, qui ont exécuté au Soviet toutes nos volontés, et nous déclarons au gouvernement que, dans la mesure où notre camarade P.-A. Zlydnev, que nous respectons tous, est coupable, nous le sommes aussi, ce que nous certifions par nos signatures. »

A cette résolution étaient jointes plusieurs feuilles de papier couvertes de plus de deux mille signatures. Les feuilles étaient sales et froissées : elles avaient circulé de main en main, par tous les ateliers de l'usine. La déclaration des ouvriers d'Oboukhov n'était pas la plus violente, loin de là. Il y en eut dont le président refusa de donner lecture, sous prétexte que le ton en était « profondément irrespectueux » à l'égard du Tribunal et du Gouvernement.

Au total, sur ces protestations, on aurait pu relever des dizaines de milliers de signatures. Les déclarations des témoins, dont un grand nombre, en sortant de la salle des séances, tombèrent entre les mains de la police, illustrèrent ces documents d'un excellent commentaire. Les conspirateurs que le Parquet voulait absolument découvrir se confondirent avec l'héroïque multitude anonyme. Finalement, le procureur, qui, dans son honteux rôle, se donnait des airs d'homme correct, fut contraint d'avouer, au cours de son réquisitoire, deux faits marquants : d'abord, qu'à un certain niveau de son évolution politique, le prolétariat « tend » au socialisme; ensuite, que l'état d'esprit des masses ouvrières, pendant l'activité du Soviet, était vraiment révolutionnaire.

Le procureur dut encore abandonner une position fort importante. « La préparation d'une insurrection armée » servait, bien entendu, de base principale à l'instruction.

— Le Soviet vous a-t-il invités à l'insurrection armée?

— En fait, non, répondaient les témoins.

Le Soviet avait simplement affirmé qu'une insurrection armée devenait inévitable.

— Le Soviet réclamait une Assemblée Constituante. Qui donc devait créer cette Assemblée?

— Le peuple!

— Comment?

— Par la violence, entendu. On n'obtient rien autrement.

— Ainsi, le Soviet armait les ouvriers pour l'insurrection?

— Non, mais pour un besoin de légitime défense.

Le président haussait ironiquement les épaules. Mais, finalement, les déclarations des témoins et des accusés contraignirent le Tribunal à admettre ces « propositions contradictoires ». Les ouvriers s'étaient armées pour se défendre. Mais c'était en même temps dans un but d'insurrection, le pouvoir gouvernemental s'étant révélé comme le principal organisateur des pogroms. Cette question devait être élucidée par le discours que l'auteur du présent livre prononça devant le Tribunal (1).

Le procès éveilla le plus vif intérêt au moment où nos défenseurs transmirent au Tribunal la *Lettre de Lopoukhine*, devenue depuis fameuse.

Les accusés et la défense disaient :

— Messieurs les juges! Vous estimez sans doute que nous parlons en dépit du bon sens quand nous affirmons que certains organes du pouvoir gouvernemental ont joué un rôle décisif dans la préparation et l'organisation des pogroms? Pour vous, peut-être, les dépositions que vous venez d'entendre ne sont pas des preuves suffisantes? Peut-être avez-vous eu le temps d'oublier les révélations faites par le prince Ouroussov, ancien vice-ministre de l'Intérieur, à la Douma d'Etat? Peut-être le général des gendarmes Ivanov vous a-t-il persuadés, quand il est venu vous dire sous la foi du serment que les discours prononcés au sujet des pogroms n'avaient été qu'un prétexte pour armer la multitude? Peut-être avez-vous cru le témoin Statkovsky, fonctionnaire de la police secrète, quand, sous la foi du serment, il a prétendu n'avoir jamais vu dans tout Pétersbourg un seul appel au pogrom? Eh bien, voyez! Voici la copie certifiée d'une lettre de Lopoukhine, ancien directeur du Département de la Police, au ministre de l'Intérieur Stolypine (1). Après enquête faite par lui, sur mandat du comte Witte, M. Lopoukhine affirme que les appels aux pogroms que le témoin Statkovsky n'a, soi-disant, jamais vus, ont été imprimés à la typographie de cette même police secrète dont Statkovsky est fonctionnaire; que ces appels ont été répandus par des agents de la police secrète et des membres des partis monarchistes dans toute la Russie; qu'entre le Dépar-

(1) Nous donnons plus loin ce discours, d'après un compte rendu sténographique qui n'a pas été publié en Russie. Voyez page 296.

(1) Dans le cabinet Gorémykine, Stolypine était ministre de l'Intérieur.

tement de la Police et les bandes des Cent-Noirs, il existe un étroit lien d'organisation; qu'à la tête de cette organisation criminelle, à l'époque du Soviet, se trouvait le général Trépov qui, comme commandant du Palais, jouissait d'une immense autorité, présentait lui-même au tsar ses rapports sur le travail de la police et, indépendamment de tous les ministres, disposait de sommes énormes, tirées du Trésor, pour l'organisation des pogroms.

— Et voici encore un fait, messieurs les juges! Beaucoup de feuilles imprimées par les Cent-Noirs — qui se trouvent entre vos mains, dans le dossier de l'instruction! — accusaient les membres du Soviet d'avoir dilapidé l'argent des ouvriers. Le général de gendarmerie Ivanov, faisant état de ces calomnies, s'est livré à une enquête spéciale dans les fabriques et les usines de Pétersbourg, enquête qui n'a donné, bien entendu, aucun résultat. Nous autres, révolutionnaires, nous sommes habitués à ces procédés de l'autorité. Mais, sans idéaliser le moins du monde la gendarmerie — vous savez que nous en sommes incapables — nous étions loin de soupçonner l'audace de cette institution. On apprend, en effet, que les appels et proclamations dans lesquels on accuse le Soviet d'avoir dilapidé l'argent des ouvriers, ont été rédigés et imprimés secrètement à la direction de la gendarmerie, où le général Ivanov est en service. M. Lopoukhine le certifie. Voici, messieurs les juges, une copie de la lettre, qui porte la signature authentique de l'auteur. Nous demandons que ce précieux document soit intégralement lu à l'audience de ce Tribunal. Nous demandons en outre que le conseiller d'Etat Lopoukhine soit cité à comparaître en qualité de témoin.

Cette déclaration tomba comme la foudre sur les magistrats. Les débats étaient presque achevés et le président avait cru, après une orageuse traversée, atteindre bientôt le port : cet incident le rejetait en pleine mer.

La lettre de Lopoukhine contenait des allusions aux mystérieux rapports que Trépov présentait au tsar. Qui pouvait prévoir comment l'ancien chef de la police, tournant aujourd'hui le dos à ses maîtres, expliquerait ces allusions quand les accusés l'interrogeraient?... Le Tribunal, saisi d'une horreur sacrée, recula devant la possibilité de nouvelles révélations. Après une longue délibération, il repoussa la lettre et récusa le témoignage de Lopoukhine.

Les accusés déclarèrent alors qu'ils n'avaient plus rien à faire à l'audience et voulurent qu'on les renvoyât dans leurs cellules.

On nous emmena. Sur-le-champ, nos défenseurs quittèrent le Tribunal. En l'absence des accusés, des avocats et du public, le procureur prononça son réquisitoire, qui fut sec et « correct ». Dans une salle presque vide, les magistrats prononcèrent le ver-

dict. L'accusation d'avoir fourni des armes aux ouvriers dans un but d'insurrection était rejetée. Quinze accusés — et dans ce nombre l'auteur de ces lignes — étaient condamnés à la privation de tous droits civils et à la déportation perpétuelle en Sibérie. Deux devaient subir une détention de courte durée. Les autres étaient acquittés.

Le procès du Soviet des Députés produisit une énorme impres-

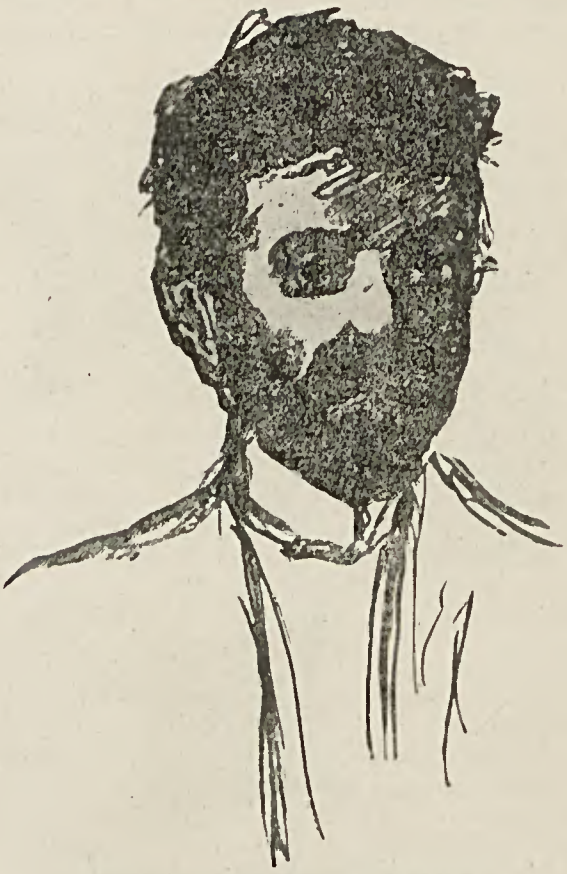
BARATCH, ORGANISATEUR DE POGROMS,
témoin au procès.

sion dans le pays. On peut affirmer que la social-démocratie, lors des élections pour la Deuxième Douma, dut son succès à la propagande que lui avait faite le Tribunal devant le Parlement révolutionnaire du prolétariat pétersbourgeois.

Le procès du Soviet des Députés amena un épisode qui mérite d'être mentionné ici.

Le 2 novembre, jour où la sentence fut publiée dans sa forme définitive, le *Novoïé Vrémia* donna une lettre du comte Witte qui

revenait de l'étranger. Il parlait, dans cet écrit, du procès. Il se défendait contre les attaques de la droite bureaucratique. Non seulement il affirmait n'avoir pas eu l'honneur de préparer, comme instigateur principal, la révolution russe, en quoi il avait assez raison, mais il niait catégoriquement ses rapports personnels avec



BOGDANE KNOUNIANTZ RADINE,
membre du Comité Exécutif du Soviet de Pétersbourg, représentant des bolchéviks.

le Soviet. Quant aux témoignages qui avaient été fournis au procès et aux déclarations des accusés, il osait affirmer qu'on les avaient « inventés pour les besoins de la défense ». Il ne s'attendait pas, sans doute, à un démenti des prisonniers. Mais il avait mal compté.

Une réponse collective des condamnés, imprimée dans notre journal, *Le Camarade* (*Tovarichtch*), le 5 novembre, contenait

ceci : « Nous connaissons trop bien la différence de nature qui existe entre nous et le comte Witte, au point de vue politique : aussi ne croyons-nous pas devoir expliquer à l'ex-premier ministre les raisons qui nous obligent, nous, représentants du prolétariat, à dire toujours, quand nous faisons de la politique, *la vérité*. Mais nous pensons qu'il est parfaitement opportun de citer ici le réquisitoire de M. le Procureur. Accusateur par profession, fonctionnaire d'un gouvernement qui nous déteste, il a reconnu que, par nos déclarations et nos discours, nous lui avions fourni « sans résistance » toutes les bases nécessaires à l'accusation — à l'accusation, non à la défense! Et, devant nos juges, il a déclaré nos dépositions véridiques et sincères.

« Vérité, sincérité, voilà des qualités que les ennemis politiques du comte Witte ne lui ont jamais reconnues, pas plus que ses flatteurs. »

Ensuite, la réponse collective démontrait, avec documents à l'appui, à quel point les dénégations du comte Witte étaient osées (1) et terminait par des lignes qui, en résumé, donnent l'appréciation définitive du procès intenté au Parlement révolutionnaire, aux élus du prolétariat pétersbourgeois.

« Quels qu'aient été les buts et les motifs du démenti publié par le comte Witte, disait notre lettre, quelque imprudent que ce démenti paraisse, il arrive à son heure, il caractérise par un dernier trait indispensable le pouvoir en face duquel s'est trouvé le Soviet en ces journées de lutte. Nous nous permettrons de dire sur ce point quelques mots.

« Le comte Witte note et souligne que c'est lui qui nous a livrés à la justice. Cet exploit historique, comme nous l'avons déjà dit, se reporte au 3 décembre 1905. Depuis, nous avons passé par la Sûreté, puis par la gendarmerie, et enfin nous avons comparu devant un tribunal.

« Dans ce procès ont figuré, comme témoins, deux fonctionnaires de la police secrète. On leur a demandé si un pogrom ne s'était pas préparé à Pétersbourg pendant l'automne de l'année dernière; ils ont résolument répondu : *Non!* Ils ont affirmé qu'ils n'avaient jamais vu un seul appel au pogrom. Or, l'ancien directeur du Département de la Police, le conseiller Lopoukhine, déclare maintenant que les appels aux pogroms s'imprimaient justement alors dans les locaux de la Sûreté. Telle est la première étape de « la justice » à laquelle nous a livrés le comte Witte.

« Dans ce même procès ont figuré des officiers de gendarmerie qui avaient mené l'instruction de l'affaire du Soviet. D'après leurs propres dires, l'origine de l'enquête qu'ils firent pour savoir

(1) Le comte dut reconnaître plus tard qu'il avait eu des rapports avec le Soviet, mais il « expliqua » que, dans les députations du Soviet, il n'avait voulu voir que « des représentants des ouvriers ».

si des sommes d'argent avaient été dilapidées par les députés se trouve dans des feuilles anonymes imprimées par les Cent-Noirs. M. le Procureur a déclaré que ces feuilles ne contenaient que des mensonges et des calomnies. Or, que voyons-nous? Le conseiller Lopoukhine témoigne que ces feuilles de mensonges et de calomnies ont été imprimées par cette même gendarmerie qui mena l'enquête sur l'affaire du Soviet. Telle est la deuxième étape de « la justice ».

« Et quand, dix mois plus tard, nous nous sommes trouvés en présence du Tribunal, celui-ci nous a permis d'expliquer au grand jour tout ce que l'on connaissait déjà dans les grandes lignes avant le procès; mais, dès que nous avons tenté de montrer et de prouver que, devant nous, à cette époque-là, il n'y avait aucun pouvoir gouvernemental, que les organes les plus actifs de ce pouvoir s'étaient alors transformés en des associations de contre-révolution qui foulaient aux pieds non seulement les lois écrites, mais toutes les lois de la morale humaine; que les éléments les plus autorisés du personnel gouvernemental constituaient une organisation centrale pour perpétrer des pogroms dans toute la Russie, que le Soviet des Députés Ouvriers avait en somme accompli une tâche de sécurité nationale — lorsque nous avons demandé qu'on joignît au dossier la lettre de Lopoukhine que notre procès avait rendu fameuse, et surtout qu'on interrogeât ce Lopoukhine comme témoin, le Tribunal, sans s'embarrasser de motifs juridiques, nous a impérieusement fermé la bouche. Telle est la troisième étape de « la justice ».

« Et enfin, quand l'affaire est terminée, quand la sentence est prononcée, le comte Witte tente de diffamer ses adversaires politiques, les croyant sans doute définitivement battus. Aussi résolument que ces fonctionnaires de la Sûreté, qui affirmaient n'avoir vu aucun appel aux pogroms, le comte Witte déclare qu'il n'a eu aucun rapport avec le Soviet des Députés Ouvriers. Son audace est la même, sa franchise vaut tout autant!

« Nous considérons avec sérénité ces quatre instances de la justice officielle qu'on nous a appliquée. Les représentants du pouvoir nous ont privés « de tous droits » et nous envoient en déportation. Mais il y a un droit dont ils ne peuvent nous priver, le droit à la confiance du prolétariat et de tous nos honnêtes concitoyens. Dans notre affaire, comme dans toutes les autres questions de notre existence nationale, le dernier mot sera dit par le peuple. Avec une entière confiance, c'est au peuple, c'est à la conscience populaire que nous faisons appel.

« Le 4 novembre 1906.
Maison de Détention Préventive. »

LE SOVIET ET LE PARQUET

Le procès du Soviet des Députés Ouvriers n'est qu'un épisode dans la lutte de la révolution contre la conspiration gouvernementale de Péterhof. Dans la magistrature policière, s'est-on imaginé vraiment que la mise en jugement des membres du Soviet serait un acte juridiquement motivé? Pouvait-on penser que le procès s'engageait et se poursuivait par l'initiative d'un pouvoir judiciaire indépendant? Qu'on appelait une cause de droit strict? Cela est plus que douteux. Chacun comprend fort bien que l'arrestation du Soviet a été un acte d'arbitraire politique et militaire, qu'elle marque un moment de la campagne sanglante entreprise par un pouvoir que le peuple repousse et honnit.

Nous ne nous demanderons pas ici — bien que la question se pose d'elle-même — pourquoi, entre toutes les méthodes de répression dont on pouvait faire usage, on choisit, à l'égard des représentants ouvriers, le moyen relativement difficile d'un jugement par un tribunal constitué et formé de représentants de classe, de « pairs ». L'autorité dispose de beaucoup d'autres ressources qui, non moins efficaces, sont beaucoup plus simples. Sans compter le riche arsenal des arrêtés administratifs, on peut indiquer le conseil de guerre, ou bien encore une procédure qui, à la vérité, ne figure pas dans les manuels de droit, mais dont on a fait usage avec succès en beaucoup d'endroits : on prie l'accusé de se tenir à quelques pas des juges et de leur tourner le dos; cette formalité accomplie, on exécute un feu de peloton; c'est la sentence; elle ne permet ni appel ni cassation.

C'est un fait, pourtant, que le gouvernement, au lieu d'appliquer pareille mesure aux cinquante-deux personnes que ses agents avaient signalées, organisa un procès, et qui ne fut pas le procès de cinquante-deux personnes, mais celui du Soviet des Députés Ouvriers. Dès lors, le gouvernement nous oblige à apprécier, en critique, la position juridique qu'il avait adoptée.

Le réquisitoire prétend établir que ces cinquante-deux accusés « sont entrés dans une association... ayant eu pour but, à leur su et connaissance, d'attenter par la violence au régime qui fonctionne en Russie en vertu des lois fondamentales, et de le remplacer par une république démocratique ». Tel est le fond de l'accusation qui se base sur les articles 101 et 102 du Code Criminel.

Ainsi, le réquisitoire présente le Soviet des Députés Ouvriers

comme une « association » révolutionnaire qui se serait formée pour accomplir une tâche politique déterminée et formulée d'avance; comme une organisation dont chaque membre, par le fait même qu'il y était entré, souscrivait à un programme politique bien défini. Cette qualification du Soviet contredit absolument l'histoire de sa formation, telle qu'elle ressort du réquisitoire même. A la première page de l'accusation, nous lisons en effet que les initiateurs du futur Soviet invitaient les ouvriers « à élire des députés pour un Comité Ouvrier qui donnerait au mouvement de l'organisation, de l'unité et de la force » et « représenterait les besoins des ouvriers pétersbourgeois devant le reste de la société ». Et, « en effet, — poursuit le réquisitoire, — il y eut alors, dans de nombreuses fabriques, des élections de députés ». Quel était donc le programme politique du Soviet ainsi constitué? Ce programme n'existait point. Bien mieux : ce programme ne pouvait exister, car le Soviet, — nous l'avons vu, — au lieu de se composer de personnes partageant les mêmes opinions politiques (comme un parti ou une conspiration), se formait de représentants élus (ainsi qu'une Douma ou un Zemstvo). Les conditions mêmes de la formation du Soviet démontrent indubitablement que les hommes cités dans le réquisitoire, de même que les autres membres du Soviet, loin d'entrer dans un complot ayant pour but, à leur su et connaissance, de renverser par la force le régime et de créer une république démocratique, se constituaient en collège de représentants dont les travaux ne prendraient une direction définie que par la collaboration ultérieure des membres.

Si le Soviet est une des associations prévues dans les articles 101 et 102, où sont donc les limites de cette association? Les députés n'entrent pas de leur propre choix au Soviet; ils y sont envoyés par des électeurs. D'autre part, le collège des électeurs n'est jamais dissous. Il subsiste en permanence à l'usine. Le député lui rend compte de ses actes. Par l'intermédiaire du député, le collège électoral influe d'une façon décisive sur l'activité du Soviet. Dans toutes les questions essentielles, — grèves, lutte pour la journée de huit heures, armement des ouvriers, — l'initiative venait des usines les plus avancées, non du Soviet. Une réunion d'ouvriers électeurs votait telle ou telle résolution que le député transmettait au Soviet. Ainsi, ce Soviet, ce Conseil, en fait comme en forme, était l'organisation de l'immense majorité des ouvriers de Pétersbourg. A la base de cette organisation se trouvait l'ensemble des collèges électoraux, à l'égard desquels le Soviet jouait un rôle analogue à celui du Comité Exécutif par rapport au Soviet même. Certain passage du réquisitoire reconnaît cette situation de la façon la plus catégorique : « La tendance du Comité Ouvrier (1)

(1) Ainsi s'appelait le Soviet au début.

à réaliser l'armement de tous les ouvriers fut exprimée... dans les décisions et les résolutions *d'organisations diverses qui faisaient partie du Comité Ouvrier* ». Le réquisitoire cite plus loin une décision de ce genre prise par une réunion des ouvriers de la presse. Mais si le Syndicat des Ouvriers de la Presse, d'après l'opinion du parquet, « *faisait partie* » du Soviet (ou plus exactement : faisait partie des *organisations* du Soviet), il est évident que, dès lors, chaque membre du Syndicat comptait comme membre d'une association ayant pour but de renverser le régime par la violence. Mais non seulement le Syndicat Ouvrier de la Presse, tous les ouvriers des fabriques, des usines, en envoyant des députés au Soviet, entraient, à titre de collège électoral, dans l'organisation du prolétariat pétersbourgeois. Et si le Parquet avait envisagé une application intégrale et logique des articles 101 et 102, selon la lettre et selon l'esprit, il aurait cité à comparaître au banc des accusés les 200.000 ouvriers de Pétersbourg. Tel était bien le point de vue de ces mêmes ouvriers qui, en juin, dans une série de résolutions très hardies, demandèrent qu'on les poursuivît en justice. Et ce n'était pas seulement une manifestation politique : cette démarche devait rappeler au Parquet ses obligations les plus élémentaires au point de vue juridique.

Mais les principes du droit sont le moindre souci du Parquet. Il sait que l'autorité réclame quelques dizaines de victimes pour mieux sentir le prix de sa « victoire », et il limite le nombre des accusés, en dépit de l'évidence, par de grossiers sophismes.

1° Il ferme complètement les yeux sur ce fait que le Soviet est une assemblée *élue*, et le considère comme une association de partisans révolutionnaires.

2° Le nombre des membres du Soviet s'élève à 5 ou 600; c'est trop pour le procès de tendance que l'on veut faire à quelques conjurés commandant la multitude ouvrière : le Parquet se contentera donc de disjoindre la cause du Comité Exécutif. Consciemment, le Parquet veut ignorer que le Comité Exécutif est élu, que sa composition est variable; sans tenir compte des documents, le Parquet attribue au Comité Exécutif des décisions qui ont été prises par le Soviet en assemblée plénière.

3° Outre les membres du Comité Exécutif, le Parquet choisit et appelle, parmi les membres du Soviet, ceux des Députés qui « ont pris une part active et personnelle (?) aux travaux du Soviet ». Cette distinction est absolument arbitraire. Le Code ne châtie pas seulement celui qui prend « une part active et personnelle » à un complot, mais tout homme affilié à une association criminelle. Le *caractère* de la participation détermine simplement le *degré* de la peine.

Quel est donc le critérium du Parquet? La preuve d'une participation active et personnelle à une association ayant pour but de

renverser le régime par la violence, l'accusation la trouve, par exemple, dans le fait d'avoir contrôlé des cartes d'entrée, de s'être joint à une patrouille de grévistes ou, enfin, dans le simple aveu d'avoir été membre du Soviet. C'est ainsi qu'à l'égard des accusés Krassine, Loukanine, Ivanov et Marlotov, le Parquet ne peut retenir qu'un seul chef d'accusation : ils reconnaissent avoir appartenu au Soviet. De cet aveu, le Parquet conclut, pour des raisons mystérieuses, à leur « participation active et personnelle ».

4° Si l'on observe que certaines personnes « *étrangères* » au Soviet y furent arrêtées le 3 décembre, pendant une séance à laquelle elles assistaient *par hasard,* si l'on reconnaît que ces personnes n'entrèrent jamais en rapports directs avec le Soviet et n'y prirent jamais la parole, on se fera une idée de l'arbitraire détestable qui guida le Parquet dans le choix de ses accusés.

5° Mais ce n'est pas tout. Après le 3 décembre, ce qui restait du Soviet fut complété par de nouveaux membres, le Comité Exécutif se reforma, les *Izvestia* continuèrent à paraître (le numéro 8 sortit le lendemain de notre arrestation) et le Soviet reconstitué appela les ouvriers à la grève de décembre. Quelque temps après, le Comité Exécutif de ce nouveau Soviet fut arrêté. Et qu'en résulta-t-il? Bien qu'il eût simplement continué l'œuvre de ses prédécesseurs, poursuivant les mêmes fins et appliquant les mêmes méthodes de lutte, le nouveau Soviet, au lieu d'être cité en justice, fut livré à la répression administrative.

Le Soviet se tenait-il sur le terrain du droit? Non, il ne s'y tenait pas et ne pouvait s'y tenir, car ce terrain *n'existait pas.*

Le Soviet des Députés, quand bien même il l'aurait voulu, n'aurait pu se servir du manifeste du 17 octobre pour justifier sa création : quand il se constitua, le manifeste n'existait pas encore. Le Soviet sortit du mouvement révolutionnaire qui devait aussi nous valoir ce manifeste.

Le réquisitoire repose tout entier sur une grossière fiction : il suppose la persistance intégrale de la législation russe pendant la dernière année. Le Parquet s'en tient à cette hypothèse de fantaisie que tous les articles du Code Criminel ont gardé constamment leur valeur effective, qu'on n'a jamais cessé de les appliquer, qu'on ne les a jamais abolis, sinon en droit, du moins en fait.

Or, la révolution avait arraché du vieux Code, avec le consentement muet des autorités, un bon nombre de pages.

Les congrès des zemstvos s'étaient-ils appuyés sur le droit? Les banquets et les manifestations s'étaient-ils réglés sur le Code? La presse avait-elle observé les règlements de la censure? Des sociétés d'intellectuels ne s'étaient-elles pas constituées impunément et, comme on dit, « spontanément », ce qui signifie « au nom du droit révolutionnaire »?

Mais examinons la destinée même du Soviet. En supposant que

les articles 101 et 102 du Code soient restés constamment en vigueur, le Parquet considère le Soviet comme une organisation franchement criminelle, criminelle dès le jour de sa formation; ainsi, le fait d'entrer au Soviet devient également un crime. Mais alors, comment expliquer qu'un haut représentant du pouvoir ait engagé des pourparlers avec une association criminelle qui avait pour but d'établir la république par la révolution? Si l'on admet que la législation d'antan restait en vigueur, et cela intégralement, les pourparlers du comte Witte deviennent un crime qu'il faudrait juger. L'inconséquence du Parquet, quand il cherche à défendre un terrain de droit inexistant, est manifeste en ce point.

Le réquisitoire cite la discussion qui eut lieu à propos de l'envoi d'une députation au comte Witte dans le but d'obtenir l'élargissement de trois membres du Soviet, arrêtés dans un meeting devant la Cathédrale de Kazan, et le procureur considère cette démarche comme « *une tentative légitime pour obtenir l'élargissement des détenus* » (page 6).

Ainsi, le Parquet admet que le comte Witte, représentant du pouvoir exécutif, ait eu une entrevue avec les membres d'une association révolutionnaire dont le but est de renverser le régime que Witte était appelé à défendre.

Quel fut le résultat de cette « légitime tentative »?

Le réquisitoire reconnaît parfaitement que le président du conseil des ministres, « après s'être entendu avec le préfet de police (*gradonatchalnik*), ordonna d'élargir les personnes arrêtées » (page 6). Ainsi, le pouvoir gouvernemental cédait aux exigences d'hommes dont la place, suivant les articles 101 et 102, était au bagne et non dans l'antichambre du ministre.

Où se cachait donc « la légalité » dans cette affaire? La réunion qui eut lieu devant la Cathédrale de Kazan (le 18 octobre) était-elle autorisée par la loi? Non, sans aucun doute, car les membres du Soviet qui présidèrent à ce meeting furent arrêtés. Etait-il légal qu'une association antigouvernementale dépêchât une députation au gouvernement? Le Parquet dit que oui. La loi approuvait-elle l'élargissement de trois criminels sur les instances de plusieurs centaines d'autres criminels? La loi, semble-t-il, voulait plutôt l'arrestation des complices restés en liberté. Mais, peut-être, le comte Witte amnistiait-il ces criminels? D'où lui venait ce droit d'amnistie?

Le Soviet des Députés Ouvriers ne se tenait pas sur le terrain du droit. Mais le pouvoir gouvernemental ne s'y tenait pas non plus. Ce terrain-là n'existait pas.

Les journées d'octobre et de novembre remuèrent une immense population, dévoilèrent de nombreuses tendances qu'on avait toujours ignorées, multiplièrent les jeunes organisations, créèrent de nouveaux rapports politiques. Par le manifeste du 17 octobre,

l'ancien régime liquidait solennellement son passé. Mais le nouveau régime n'existait pas encore. Les vieilles lois qui étaient en contradiction évidente avec le manifeste n'étaient pas abolies. Cependant, en fait, on les violait à tout instant. Des phénomènes nouveaux, de nouvelles formes de vie ne pouvaient trouver place dans les limites de la « légalité » instituée par l'autocratie. Non seulement le pouvoir tolérait que la loi fût mille fois transgressée; il couvrait dans une certaine mesure les crimes et les délits. D'ailleurs, en bonne logique, le manifeste du 17 octobre abolissait un grand nombre de lois en vigueur et supprimait l'appareil législatif de l'absolutisme.

Les nouvelles formes de la vie sociale se constituaient et vivaient en dehors de toute définition juridique. Le Soviet était une de ces formes.

La différence, énorme jusqu'au ridicule, qui s'avère entre les groupements définis par l'article 101 et la réelle nature du Soviet, s'explique par ce fait que le Soviet des Députés Ouvriers était une institution absolument neuve, une création que les lois de l'ancienne Russie n'avaient jamais prévue. Il surgit à un moment où le voile de l'ancien droit, complètement usé, se déchirait et où le peuple révolutionnaire en piétinait les lambeaux. Le Soviet se constitua en dehors du droit, conformément à une réelle nécessité.

Quand la réaction dirigeante se fut consolidée, après avoir repoussé les premières attaques, elle recourut à des lois périmées : dans une rixe, on ramasse la première pierre qui vous tombe sous la main pour la lancer à son adversaire. L'article 101 du Code Criminel est une pierre dont on a cru pouvoir se servir, et les magistrats se sont chargés de la lancer; le Palais avait ordre de punir tous ceux que lui signaleraient des gendarmes ignorants et des procureurs dévoués à la gendarmerie.

Au point de vue juridique, l'accusation se trouvait dans une situation peu enviable : on le vit bien quand elle examina la question de la participation des représentants officiels des partis aux décisions du Soviet.

Quiconque a touché de près ou de loin au Soviet n'ignore pas que les représentants des partis n'avaient, ni au Soviet, ni dans son Comité Exécutif, le droit de suffrage délibératif; ils participaient aux débats, non pas aux votes. Cela s'explique par ce fait que le Soviet était organisé d'après le principe de représentation des entreprises et des professions ouvrières, non des partis. Les représentants des partis pouvaient se rendre utiles et se rendaient utiles au Soviet par leur expérience politique, par leurs connaissances, mais ils ne pouvaient voter sans violer le principe de la représentation des masses ouvrières. Ils étaient, si l'on peut dire, des experts politiques au sein du Soviet.

UN TÉMOIN DEVANT LE TRIBUNAL.

Ce fait indubitable qu'il n'était pas facile d'établir créait pourtant un extrême embarras pour les magistrats de l'instruction et de l'accusation.

La première difficulté était d'ordre purement juridique. Si le Soviet était une association criminelle qui se donnait tel et tel but, si les accusés étaient des membres de cette association criminelle et devaient, précisément de ce chef, comparaître devant le Tribunal, comment traiter des accusés dont le suffrage était purement consultatif, qui pouvaient défendre une opinion mais ne pouvaient agir à titre de membres de l'association, qui ne pouvaient voter, c'est-à-dire se joindre directement à la volonté collective de l'association criminelle? De même que les déclarations d'un expert dans un tribunal peuvent exercer une influence énorme sur les juges sans que, pour cela, l'expert réponde de la sentence, — les déclarations des représentants des partis, de quelque manière qu'elles aient influé sur l'activité du Soviet, ne rendent pas juridiquement responsables les hommes qui ont dit au Soviet : « Voilà notre conviction, tel est l'avis de notre parti, mais la décision dépend de vous. » Bien entendu, les représentants des partis n'ont aucunement l'intention d'échapper au Parquet en invoquant ce motif. Le Parquet cherche à défendre autre chose que des articles de loi et que « le droit »; il se préoccupe des intérêts d'une caste. Et comme les représentants des partis, par leur travail, ont porté des coups à cette caste au même titre que les autres membres du Soviet, il est bien naturel que la vengeance gouvernementale, présentée sous l'aspect d'une sentence du Palais de Justice, tombe sur les représentants des partis, de même que sur ceux des fabriques et des usines. Mais une chose est indubitable : si l'on déclare que les députés du Soviet sont membres d'une association criminelle, et si, pour affirmer cela, on fait violence à la vérité et à la signification juridique des mots, l'application de l'article 101 aux représentants des partis est une véritable absurdité. La logique humaine le dit du moins, et la logique du droit ne peut être qu'une application de la logique générale à un ensemble de notions spéciales.

La deuxième difficulté que le Parquet rencontrait quand il examinait la situation dans le Soviet des délégués des partis, était de caractère politique. Le but poursuivi d'abord par le général de gendarmerie Ivanov, puis par le substitut Baltz ou par celui qui l'inspirait, était fort simple : représenter le Soviet comme une organisation de conspirateurs, qui, sous la pression d'un petit groupe de révolutionnaires énergiques, commandaient les masses organisées. Contre cette image du Soviet, inventée par des jacobins de police, tout proteste : la composition du Soviet, son activité ouverte et publique, les procédés de discussion et de délibération qui y furent appliqués, et, enfin, ce fait que les représentants des

partis n'avaient pas voix délibérative. Or, que fait l'instruction? Si la vérité matérielle est contre elle, tant pis pour la vérité : la magistrature corrige la vérité par des moyens administratifs. D'après les procès-verbaux, d'après le compte des voix, et enfin d'après les rapports de ses agents, la gendarmerie pouvait sans peine établir que les représentants des partis n'avaient au Soviet que des voix consultatives. La gendarmerie le savait; mais comme ce fait la gênait dans ses combinaisons, elle fit consciemment tout le nécessaire pour égarer le Parquet. Il importait beaucoup de savoir quelle avait été la situation juridique des représentants du parti dans le Soviet; la gendarmerie *laisse de côté*, systématiquement et consciemment, cette question. Elle voudrait bien pouvoir dire à quelle place était assis tel ou tel membre du Comité Exécutif, comment on entrait, comment on sortait, mais elle oublie complètement de se demander si 70 social-démocrates et 35 socialistes-révolutionnaires, au total 105 représentants, eurent voix délibérative quand il s'agit de décider la grève générale, la journée de huit heures, etc. Elle n'interrogea ni les accusés ni les témoins sur ces questions afin d'éviter tous éclaircissements (1). C'est un point évident et incontestable.

Nous avons dit plus haut que les magistrats instructeurs égaraient ainsi à dessein l'accusation. Est-ce bien exact? Le Parquet représenté par un de ses membres, assiste aux interrogatoires ou, du moins, signe les procès-verbaux. Il a donc la faculté de montrer l'intérêt qu'il porte à la vérité. Il faut seulement que cet intérêt existe en lui. Bien entendu, il n'y songe pas. Non seulement il couvre les « défectuosités » de l'instruction, mais il s'en sert pour en tirer des conclusions évidemment fausses.

Cela apparaît d'une façon des plus brutales dans la partie du réquisitoire qui traite des actes du Soviet visant à l'armement des ouvriers.

Nous n'examinerons pas ici la question de l'insurrection armée et de l'attitude prise à cet égard par le Soviet. Ce thème a été étudié dans d'autres articles. Il nous suffira de dire ici que le soulèvement armé, en tant qu'idée révolutionnaire inspirant les masses et dirigeant l'organisation de leurs élus, diffère autant de l'idée d'une révolte armée conçue par les procureurs et la police que le Soviet des Députés Ouvriers diffère des associations prévues par l'article 101. Mais, si l'instruction et l'accusation, dans leur stupidité bien policière, sont incapables de comprendre la signification et l'esprit du Soviet, si elles s'embrouillent dans ses idées politiques, — elles n'en cherchent que plus obstinément à

(1) En un passage seulement, le réquisitoire note que, d'après Rastorgouev, « les représentants des partis n'avaient pas, *soi-disant*, le droit de voter » (page 39). Mais le procureur ne s'inquiéta nullement d'élucider cette question, ou plutôt on peut dire qu'il la laissa résolument de côté.

baser leur réquisitoire sur un principe simple et clair, tel que le browning.

La gendarmerie, comme nous le verrons, ne pouvait fournir au Parquet que de bien modestes renseignements sur ce point; cependant l'auteur du réquisitoire tente témérairement de prouver que le Comité Exécutif avait armé les masses ouvrières dans un but d'insurrection. Nous serons ici obligés de citer tout un passage de l'accusation afin de l'examiner en détail.

« Vers cette époque (c'est-à-dire dans la seconde quinzaine de novembre), — dit le procureur, — se réalisèrent vraisemblablement *tous les plans mentionnés ci-dessus,* les plans formés par le Comité Exécutif pour l'armement des ouvriers de Pétersbourg; car, — d'après Grégoire Levkine, député de la fabrique de tabac Bogdanov, — à une des séances qui eurent lieu vers le milieu de novembre, il fut décidé (par qui?) de constituer, pour soutenir les manifestants, des groupes de dix et de cent ouvriers armés; alors, le député Nicolas Nemtsov fit observer que les ouvriers manquaient d'armes; et, parmi les assistants (où cela?) on commença une collecte dont le produit devait servir à acheter des armes. »

Ainsi, nous apprenons qu'au milieu de novembre, le Comité Exécutif réalisait « tous » ses plans d'armement du prolétariat. Comment prouve-t-on cela? Par deux témoignages indiscutables. En premier lieu, Grégoire Levkine dépose que, vers cette époque, il avait été décidé (probablement par le Soviet) de constituer des groupes armés de dix et de cent ouvriers. N'est-il pas clair que le Soviet, au milieu de novembre, *avait réalisé* toutes ses intentions d'armement, du moment qu'alors il exprimait... *l'intention* (ou la décision) d'organiser des groupes? Mais le Soviet avait-il vraiment pris cette décision? En aucune façon. Le réquisitoire se base, dans ce cas, non sur une décision du Soviet qui ne fut pas prise, mais sur le discours d'un des membres du Soviet (de moi); dans le même réquisitoire, ce discours est cité à la page 17.

Ainsi, pour prouver que « les plans » ont été réalisés, le Parquet cite une résolution qui, si même elle avait été prise, ne serait par elle-même qu'un « plan ».

Comme seconde preuve de l'armement des ouvriers de Pétersbourg au milieu de novembre, on nous cite les paroles de Nicolas Nemtsov, qui, « *justement alors* (!) faisait observer que les ouvriers manquaient d'armes ». Il est difficile de comprendre comment, lorsque Nemtsov signale que *l'on manque d'armes,* cela peut servir de preuve de *la présence* de ces armes. Il est dit d'ailleurs, plus loin, que, « parmi les assistants, l'on commença une collecte dont le produit servirait à acheter des armes ». Il est indiscutable que les ouvriers ont cherché à réunir des fonds destinés à leur armement. Mettons que, dans le cas particulier dont

parle le proeureur, une eolleete de ee genre ait eu lieu. Il est pourtant impossible d'admettre que, dès ee moment, par suite de ee fait, « on ait réalisé tous les plans du Comité Exécutif eoneernant *l'armement* des ouvriers de Pétersbourg ». De plus, l'on se demandera devant qui Nieolas Nemtsov croyait utile de signaler que l'on manquait d'armes. Evidemment, devant l'assemblée du Soviet ou bien du Comité Exéeutif. Il faut done admettre que plusieurs dizaines ou eentaines de députés reeueillaient entre eux de l'argent pour l'armement des masses; et ee fait, invraisemblable par lui-même, deviendrait la preuve que les masses étaient alors réellement armées!

Voilà donc l'armement des ouvriers prouvé; il ne reste plus qu'à en dévoiler le but. Le réquisitoire s'exprime ainsi sur ee sujet: « Cet armement, eomme l'a certifié le député Alexis Chiehkine, avait pour prétexte la possibilité de pogroms, mais, d'après lui, ees pogroms n'étaient qu'un prétexte et, en réalité, l'on préparait pour le 9 janvier une insurrection armée ». « *En effet*, eontinue le réquisitoire, la distribution d'armes, d'après la déposition du député Michel Khakharev, de l'usine Odner, fut eommeneée par Khroustalev-Nossar en oetobre, et lui, Khakharev, reçut de Khroustalev un browning « pour se défendre eontre les Cent-Noirs ». Or, ee but défensif de l'armement est démenti non seulement par les déeisions du Soviet, mais par le eontenu de eertains doeuments découverts dans les papiers de Georges Nossar. C'est ainsi qu'on a trouvé le texte authentique d'une résolution du Soviet, non datée, eomportant un appel aux armes, à la formation de eompagnies et d'une armée « prête à résister au gouvernement de Cent-Noirs qui déehire la Russie ».

Arrêtons-nous d'abord à ee point. La résistanee aux Cent-Noirs ne serait qu'un prétexte; le véritable but de l'armement général réalisé par le Soviet au milieu de novembre serait une révolte armée pour le 9 janvier. Il est vrai que ee véritable but n'était eonnu ni de eeux qu'on armait, ni de eeux qui armaient, de sorte que, sans la déposition d'Alexis Chichkine, on aurait toujours ignoré que l'organisation des masses ouvrières avait fixé le soulèvement à une date déterminée. Une autre preuve de ce fait que, vers le milieu de novembre, le Comité Exéeutif aurait armé les masses pour une insurreetion en janvier, est donnée par eeci qu'en *octobre*, Khakharev reçut de Kroustalev un browning « *pour se défendre contre les Cent-Noirs* ».

Le but défensif de l'armement est eependant démenti, d'après le proeureur, par d'autres doeuments trouvés dans les papiers de Nossar, par exemple par le texte authentique (?) d'une résolution portant appel aux armes dans le but d'opposer une résistanee « au gouvernement de Cent-Noirs qui déehire la Russie ». Le Soviet des Députés Ouvriers rappelait aux masses qu'il était né-

cessaire de s'armer et que l'insurrection deviendrait inévitable; c'est une chose prouvée par de nombreuses décisions du Soviet; personne ne peut le contester; le procureur n'eut pas à chercher des preuves de ce fait. L'accusation cherchait simplement à démontrer que le Comité Exécutif, au milieu de novembre, avait réalisé « tous ses plans » d'armement des masses et que cet armement avait pour but immédiat la révolte armée; comme preuve, le procureur cite encore une résolution qui se distingue de toutes les autres par ce fait qu'on ne peut dire à quelle date elle a été prise, ni même si elle a été prise par le Soviet. Et c'est pourtant cette douteuse résolution qui doit démentir le caractère défensif de l'armement, c'est elle qui parle *d'une résistance* (le mot y est) au gouvernement de Cent-Noirs qui déchire la Russie.

Cependant, les bévues de l'accusation, dans la question des brownings, ne s'arrêtent pas là. Le réquisitoire dit encore : « Dans les papiers de Nossar, on a trouvé une note rédigée on ne sait par qui, note qui prouve que Nossar avait promis de distribuer, à la séance qui suivrait le 13 novembre, des revolvers de système Browning, ou bien Smith et Wesson, à prix réduits en faveur de l'organisation; l'auteur de la note, qui habite Kolpino, demande qu'on lui délivre ce qui a été promis. »

Pourquoi l'auteur de la note, « habitant Kolpino », n'a-t-il pu obtenir des revolvers « à prix réduits », *dans un but de légitime défense,* et non de soulèvement armé? Cela est aussi difficile à comprendre que le reste. On pourrait en dire autant d'une autre demande de revolvers que l'on a mentionnée au procès.

En fin de compte, les renseignements fournis par le Parquet au sujet de l'armement des ouvriers de Pétersbourg sont vraiment pitoyables. Le réquisitoire semble même s'en plaindre: « Dans les documents de Nossar, — dit-il, — on n'a relevé que des dépenses insignifiantes pour l'achat d'armes, *car* (!) il n'y avait là qu'un carnet et une feuille détachée où était notée la livraison aux ouvriers de revolvers de différents systèmes et de boîtes de cartouches; *de plus,* ces notes prouveraient qu'il n'a distribué que 64 revolvers. »

64 revolvers figurent ainsi la réalisation « de tous les plans » du Comité Exécutif concernant l'armement des ouvriers, en vue d'un soulèvement en janvier : le procureur en est évidemment confus. Il risque alors un pas audacieux : si l'on ne peut prouver que des revolvers *ont été* achetés, on essaiera de prouver qu'ils *pouvaient* être achetés. Dans ce but, le réquisitoire complète les pauvres renseignements qu'il vient de fournir en faisant entrevoir de larges perspectives financières. Après avoir signalé qu'à l'usine de la Société des Wagons-Lits on avait recueilli de l'argent destiné à l'armement, le réquisitoire dit : « Des collectes de ce genre permettaient d'acheter des armes, le Soviet des Députés

Ouvriers *pouvait*, en cas de besoin, acheter des armes par grosses quantités, car il disposait de sommes considérables... Le total des recettes réalisées par le Comité Exécutif se montait à 30.063 roubles 52 copecs. »

Cette manière d'affirmer est tout à fait d'un roman-feuilleton qui ne recherche même pas la vraisemblance. On cite des notes et des « textes authentiques » de décisions, pour les laisser de côté ensuite et recourir hardiment à de simples suppositions : le Comité Exécutif avait beaucoup d'argent, donc il avait beaucoup d'armes.

Si l'on emprunte la méthode du Parquet, l'on pourra dire : la police de Sûreté avait beaucoup d'argent, donc, les fauteurs de pogroms avaient beaucoup d'armes. Cette conclusion ne serait, d'ailleurs, qu'en apparence identique à celle du réquisitoire, car, tandis que le moindre copec était inscrit dans les comptes du Soviet, ce qui permet de réfuter facilement les suppositions audacieuses du procureur, les dépenses de la Sûreté restent dans le domaine du mystère, domaine que, depuis longtemps, une véritable justice devrait explorer.

Pour en finir avec les raisons et les conclusions du réquisitoire sur l'armement des ouvriers, nous allons essayer de les présenter dans une forme concise et logique.

THÈSE :

Vers le milieu de novembre, le Comité Exécutif a armé le prolétariat de Pétersbourg dans un but d'insurrection armée.

PREUVES :

a) Un des membres du Soviet, à la réunion du 6 novembre, engageait l'assemblée à organiser les ouvriers en groupes de dix et de cent.

b) Nicolas Nemtsov, vers le milieu de novembre, signalait qu'on manquait d'armes.

c) Alexis Chichkine savait que le soulèvement était fixé au 9 janvier.

d) « Dès le mois d'octobre », Khakharev reçut un revolver pour se défendre contre les Cent-Noirs.

e) Une résolution dont la date est ignorée dit qu'il faut se procurer des armes.

f) Un inconnu « qui habite Kolpino » a demandé qu'on lui fournît des revolvers « à prix réduits en faveur de l'organisation ».

g) Bien que l'on ne puisse prouver que la distribution de 64 revolvers, le Soviet avait de l'argent, et comme l'argent permet de tout acheter, l'argent du Soviet a pu être échangé contre des revolvers.

Cette façon de raisonner est si grossière, si contraire au bon sens, qu'on n'en voudrait pas, même comme exemple de sophisme, dans un manuel de logique.

Sur de tels matériaux, sur cet édifice juridique, le Tribunal devait pourtant dresser sa sentence.

MON DISCOURS AU TRIBUNAL

(*Séance du* 4/17 *octobre* 1907)

Messieurs les juges, Messieurs les pairs,

L'objet des débats comme de l'instruction se ramène essentiellement à la question de l'insurrection armée, question qui, pendant les cinquante jours d'existence du Soviet des Députés Ouvriers, ne s'est posée, — si étrange que puisse paraître le fait au Tribunal Spécial, — dans aucune des séances du Soviet. Dans aucune de nos séances on n'a formulé ni discuté la question d'une insurrection armée; bien plus, dans aucune de nos séances, on n'a posé ni discuté particulièrement la question de l'Assemblée Constituante, de la République Démocratique, ni celle même de la grève générale, de sa signification de principe, en tant que méthode de lutte révolutionnaire. Ces questions essentielles qui ont été débattues pendant de longues années, d'abord dans la presse révolutionnaire, puis dans les meetings et les réunions, le Soviet des Députés Ouvriers les a complètement laissées de côté. Je dirai plus loin comment cela s'explique et je caractériserai l'attitude du Soviet des Députés Ouvriers à l'égard de l'insurrection armée. Mais, avant d'aborder cette question essentielle pour le Tribunal, je me permettrai d'attirer l'attention de MM. les juges sur un autre point qui, en comparaison avec le premier, présente un intérêt plus général, quoique moins grave : c'est la question de l'emploi de la violence par le Soviet des Députés Ouvriers. Le Soviet se reconnaissait-il le droit, dans la personne de tel ou tel de ses organes, d'appliquer, en certains cas, la violence, les représailles? A cette question, formulée en général, je répondrai : *oui!* Je sais aussi bien que le représentant de l'accusation que, dans tout Etat fonctionnant « normalement », quelle que soit la forme de cet Etat, le monopole de la violence et de la répression appartient au pouvoir gouvernemental. C'est son « droit inaliénable » et il le garde jalousement, veillant bien à ce qu'aucun groupe de particuliers ne le lui enlève. C'est ainsi que l'organisation gouvernementale lutte pour l'existence. Il suffit de se représenter d'une façon concrète la société actuelle, cette coopération compliquée et riche d'intérêts contradictoires, dans un immense pays tel que la Russie, pour comprendre aussitôt que,

dans le régime social d'aujourd'hui, déchiré par des antagonismes, la répression et les représailles sont inévitables. Nous ne sommes pas des anarchistes, nous sommes des socialistes. Les anarchistes nous appellent des « étatistes », car nous reconnaissons la nécessité historique de l'Etat et, par conséquent, la nécessité historique de la violence gouvernementale. Mais dans les conditions créées par la grève politique générale, dont l'intérêt essentiel est de paralyser le mécanisme gouvernemental, dans ces conditions, l'ancien régime qui se survit à lui-même et contre lequel la grève était dirigée, s'est montré absolument incapable d'action; le pouvoir gouvernemental n'a pu maintenir l'ordre social même avec les moyens barbares dont il disposait. Or, la grève jetait de la fabrique dans la rue des milliers et des milliers d'ouvriers, les amenant à la vie politique et sociale. Qui pouvait les diriger, qui pouvait instituer dans les rangs la discipline? Quel organe de l'ancien pouvoir? La police? La gendarmerie? La Sûreté? Je me demande bien qui, et ne trouve pas de réponse. Personne, sauf le Soviet des Députés Ouvriers, personne! Le Soviet qui menait ces forces immenses, s'était donné pour tâche d'amoindrir autant que possible les difficultés intérieures, de prévenir tout excès et de réduire au minimum le nombre des victimes que, fatalement, causerait la lutte. Et s'il en est ainsi, dans le conflit politique d'où il sortit, le Soviet n'était pas autre chose que l'organe du gouvernement autonome des masses révolutionnaires, *l'organe d'un pouvoir*. Il commandait les partis au nom de la volonté de l'ensemble. C'était un pouvoir démocratique auquel on se soumettait de bon gré. Mais, dans la mesure où le Soviet était le pouvoir organisé de l'immense majorité, il était amené à la nécessité d'appliquer des procédés de répression à celles des fractions de la masse qui introduisaient l'anarchie dans ses rangs. Opposer à ces éléments sa force, c'était le droit du Soviet des Députés Ouvriers; il jugeait ainsi des choses; il se considérait comme un nouveau pouvoir historique, comme l'unique pouvoir au moment de la banqueroute intégrale, morale, politique et technique, de l'ancien gouvernement; il était l'unique garantie de l'inviolabilité des personnes et de l'ordre social dans le meilleur sens du mot. Les représentants d'un vieux pouvoir qui s'appuie tout entier sur une sanglante répression n'ont pas le droit de s'indigner quand on parle des méthodes de violence du Soviet. Le pouvoir historique au nom duquel parle ici le procureur n'est que la violence organisée d'une minorité s'exerçant sur la majorité. Le nouveau pouvoir dont le Soviet a été le précurseur est la volonté organisée de la majorité qui rappelle à l'ordre la minorité. En cela est la différence, c'est là qu'apparaît le droit révolutionnaire du Soviet à l'existence, droit qui domine tous les doutes juridiques et moraux.

Le Soviet s'était reconnu le droit d'appliquer la répression.

Mais dans quelles occasions, dans quelle mesure? Des centaines de témoins sont venus vous le dire. Avant d'appliquer la violence, le Soviet avait recours *aux paroles* d'exhortation. Telle était sa véritable méthode, il en usa infatigablement. Par la propagande révolutionnaire, par la parole, le Soviet soulevait et soumettait à son autorité des masses de plus en plus nombreuses. S'il s'est heurté à la résistance de groupes ignorants ou dévoyés du prolétariat, il s'est dit qu'il serait toujours temps de les empêcher de nuire par la force physique. Il a cherché d'autres voies, comme vous l'ont montré les dépositions des témoins. Il a fait appel à la raison des directeurs d'usines, les invitant à suspendre les travaux, il a agi sur les ouvriers ignorants par l'intermédiaire de techniciens et d'ingénieurs qui approuvaient la grève générale. Il a envoyé des députés aux ouvriers pour les engager à « lâcher » le travail; et ce n'est que dans les cas extrêmes qu'il a menacé de violence les briseurs de grève. A-t-il même appliqué la violence? Vous n'en trouverez pas d'exemples, messieurs les juges, dans les dossiers de l'instruction, et il a été impossible, malgré tous les efforts qu'on a faits, d'en découvrir. Si même l'on prend au sérieux les exemples, plutôt comiques que tragiques, de « violence » que l'on a mentionnés devant le Tribunal (quelqu'un serait entré dans un appartement en gardant son bonnet sur la tête, un homme en aurait arrêté un autre de leur consentement mutuel...), que signifie ce *bonnet* qu'on a oublié d'ôter devant les centaines *de têtes* que l'ancien régime ne cesse de faire tomber par sa faute? Si l'on y songe, les violences du Soviet des Députés Ouvriers se présenteront alors sous leur véritable jour. Et nous n'avons pas besoin d'autre chose. Notre tâche est de reconstituer les événements de ce temps-là sous leur véritable aspect et c'est pour accomplir cette tâche que nous autres, accusés, nous accordons une participation active à ce procès.

Je vais poser au Tribunal une autre question fort importante : le Soviet des Députés Ouvriers, dans ses actes et ses déclarations, se tenait-il sur le terrain du droit et, en particulier, sur le terrain du manifeste du 17/30 octobre? Quel rapport pouvait exister entre les résolutions prises par le Soviet au sujet de l'Assemblée Constituante et de la République Démocratique et le manifeste d'octobre? C'est une question qui, alors, ne nous intéressait en aucune manière, — je le dis carrément — mais qui prend aujourd'hui une importance énorme pour la justice. Nous avons entendu ici, messieurs les juges, la déposition du témoin Loutchinine qui m'a semblé extrêmement intéressante et, dans quelques-unes de ses conclusions, fort juste et profonde. Il a dit, entre autres choses, que le Soviet des Députés Ouvriers, étant républicain par ses formules, par ses principes, par son idéal politique, réalisait en fait, directement, concrètement, les libertés que

le manifeste impérial avait proclamées en principe et contre lesquelles luttaient de toutes leurs forces ceux-là même qui avaient publié ce manifeste. Oui, messieurs les juges, messieurs les pairs, nous autres, Soviet révolutionnaire et prolétarien, nous avons réalisé en fait la liberté de la parole, la liberté des réunions, l'inviolabilité de la personne, tout ce qui avait été promis au peuple sous la pression de la grève d'octobre. Tout au contraire, l'appareil de l'ancien pouvoir n'a semblé se réveiller que pour déchirer les actes où étaient inscrites les conquêtes du peuple. Messieurs les juges, c'est là un fait indubitable, objectivement prouvé, qui déjà, est entré dans l'histoire. On ne peut le contester parce qu'il est incontestable.

Cependant, l'on pourra me demander, — on demandera peut-être à mes camarades, — si nous nous sommes appuyés *subjectivement*, en notre for intérieur, sur le manifeste du 17 octobre. Nous répondrons alors par un *non* catégorique. Pourquoi? Parce que nous pensions en toute certitude — et nous ne nous trompions pas, — que le manifeste du 17 octobre ne constituait pas une base de droit, qu'il n'établissait pas un droit nouveau. En effet, un nouveau régime de droit, messieurs les juges, ne s'établit pas, selon nous, par des manifestes; il y faut la réorganisation réelle de tout l'appareil gouvernemental. Et comme nous restions à ce point de vue matérialiste, le seul juste, nous pensions avoir le droit de douter des vertus immanentes du manifeste du 17 octobre. Et nous le déclarions ouvertement. Mais notre attitude personnelle, en tant que membres d'un parti, en tant que révolutionnaires, ne définit pas encore, ce me semble, pour le Tribunal, notre attitude objective, en tant que citoyens de l'Etat, à l'égard du manifeste, considéré comme la base formelle du régime, Car le Tribunal, dans la mesure où il représente la justice, *doit* considérer le manifeste comme une base, ou bien doit cesser d'exister. On sait qu'en Italie, un parti bourgeois républicain parlementaire peut exister conformément à la constitution monarchique du pays. Dans tous les Etats civilisés, on voit l'existence légale, on voit les luttes de partis socialistes qui sont essentiellement républicains. Nous demandons si le manifeste du 17 octobre nous comprend aussi, socialistes-républicains, dans son régime de liberté? Cette question doit être décidée par le Tribunal.

C'est au Tribunal de dire si nous avions raison, nous, social-démocrates, quand nous déclarions que le manifeste constitutionnel n'était qu'une suite de promesses qui ne seraient jamais tenues de bon gré; il dira si nous avions raison de critiquer en révolutionnaires les garanties qu'on nous offrait sur du papier, si nous avions raison d'appeler le peuple à la lutte ouverte pour une liberté véritable et complète. Ou bien, qu'il dise que nous avons eu tort! Qu'il dise que le manifeste du 17 octobre était

une véritable base de droit, sur laquelle nous autres, républicains, nous agissions conformément à la loi, en dépit de notre défiance et de nos intentions. Que le manifeste du 17 octobre nous dise lui-même par votre sentence : « Vous m'avez nié, mais j'existe pour vous comme pour tout le pays. »

J'ai déjà dit que le Soviet des Députés Ouvriers, dans ses séances, n'avait pas une seule fois posé la question de l'Assemblée Constituante et de la république démocratique. Cependant, son opinion sur ces deux points, comme vous l'avez vu par les discours des témoins ouvriers, était très précisément définie. Et comment en aurait-il été autrement? Le Soviet n'était pas sorti de rien. Il avait surgi au moment où le prolétariat russe venait de passer par le 9 janvier, par la commission du sénateur Chidlovsky, et en général par la longue, trop longue école de l'absolutisme russe. Revendiquer une Assemblée Constituante, le suffrage universel, la république démocratique, cela entrait, avant l'existence du Soviet, dans les formules essentielles du prolétariat révolutionnaire, avec la journée de huit heures. Voilà pourquoi le Soviet n'eut jamais à poser ces questions de principe; il les inscrivait simplement dans ses résolutions, comme des problèmes résolus une fois pour toutes. Il en fut de même, en somme, de l'idée d'insurrection.

Avant d'en venir à cette question principale de l'insurrection, je dois vous avertir que, pour autant que j'aie compris l'opinion de l'accusation et, au moins partiellement, du Tribunal sur ce point, cette opinion ne diffère pas seulement de la nôtre dans le sens politique, dans l'esprit de parti, et dans l'appréciation qu'on en donne, appréciation contre laquelle il serait inutile de lutter : la *notion* même d'insurrection armée que possède le procureur diffère radicalement, profondément, irréductiblement, de celle qu'en avait le Soviet et que, je pense, possédait, avec le Soviet, et possède encore tout le prolétariat russe.

Qu'est-ce que l'insurrection, messieurs les juges? Est-ce une révolution de palais? Est-ce un complot militaire? Est-ce un soulèvement des masses ouvrières? Le président du Tribunal a demandé à un des témoins s'il estimait que la grève politique était une insurrection? Je ne me rappelle pas ce que le témoin a répondu, mais je pense et j'affirme que la grève politique, en dépit des doutes de M. le président, est essentiellement une insurrection. Ce n'est pas un paradoxe, bien que l'accusation puisse en juger autrement. Je le répète : pour moi, l'insurrection — et je vais le démontrer — n'a rien de commun, sauf le nom, avec ce que se figurent les gens de police et le Parquet. La grève politique est une insurrection, ai-je dit. En effet, qu'est-ce que la grève politique générale? Elle n'a de commun avec la grève économique que ce fait que, dans un cas comme dans l'autre, les

ouvriers quittent le travail. Pour tout le reste, ces deux grèves sont absolument différentes. La grève économique a pour but précis et fort limité d'agir sur un entrepreneur en l'empêchant de maintenir sa concurrence avec d'autres entreprises. Cette grève arrête le travail dans une fabrique pour obtenir des modifications de régime dans les limites de cette fabrique. La grève politique diffère profondément de celle-là par sa nature. En règle générale, elle n'exerce aucune pression sur les entrepreneurs, elle ne formule pas de revendications économiques particulières : ses exigences atteignent, par-dessus les entrepreneurs et les consommateurs cruellement frappés, le pouvoir gouvernemental. Comment donc la grève politique agit-elle sur le pouvoir? Elle en paralyse les fonctions vitales. L'Etat moderne, même dans un pays aussi arriéré que la Russie, s'appuie sur un organisme économique centralisé dont l'armature générale est constituée par les chemins de fer et par le télégraphe; celui-ci sert, en quelque sorte, de système nerveux. Et si l'absolutisme russe n'utilise point le télégraphe, les chemins de fer et, en général, toutes les conquêtes de la technique moderne pour des fins culturelles et économiques, il en a d'autant plus besoin pour exercer sa répression. Pour pouvoir lancer des troupes d'un bout à l'autre du pays, pour unifier et guider l'activité de l'administration dans sa lutte contre la révolte, les chemins de fer et le télégraphe sont des instruments indispensables. Or, que fait la grève politique? Elle paralyse l'appareil économique de l'Etat, elle rompt les liens qui existaient entre les différentes pièces de la machine administrative, elle isole et prive de force le gouvernement. D'autre part, elle donne une cohésion politique à la multitude des ouvriers des fabriques et des usines, et oppose cette armée ouvrière au pouvoir gouvernemental. En cela, messieurs les juges, je reconnais la nature même de l'insurrection. Unifier les masses prolétariennes dans une même protestation révolutionnaire et les opposer au pouvoir gouvernemental organisé, comme un ennemi face à l'ennemi, telle est l'insurrection, messieurs les juges, ainsi que la comprenait le Soviet des Députés Ouvriers et comme je la comprends. Cette collision révolutionnaire des deux camps ennemis, nous l'avons vue déjà pendant la grève d'octobre, qui se déclencha ainsi qu'une force élémentaire, sans l'aide du Soviet des Députés Ouvriers, qui surgit avant l'existence même du Soviet, qui créa même ce Soviet. La grève d'octobre a produit « l'anarchie » dans l'Etat, et le résultat de cette anarchie a été le manifeste du 17 octobre. J'espère que le procureur ne le niera pas : les politiciens et les publicistes les plus conservateurs sont contraints de l'avouer, y compris l'officieux *Novoïé Vrémia* qui serait bien désireux d'effacer le manifeste du 17 octobre, arraché par la révolution, du livre où sont inscrits tant d'autres manifestes analogues ou opposés. Ces

jours derniers, le *Novoïé Vrémia* écrivait encore que le manifeste du 17 octobre avait été le résultat d'une *panique* gouvernementale produite par la grève politique. Mais, si ce manifeste sert maintenant de base de tout le régime actuel, nous devons reconnaître, messieurs les juges, que notre système gouvernemental actuel provient d'une panique, et que cette panique a pour origine la grève politique du prolétariat. Comme vous le voyez, la grève générale est quelque chose de plus qu'une simple suspension du travail.

J'ai dit que la grève politique, dès qu'elle cesse d'être une manifestation, devient essentiellement une insurrection. Il serait plus exact de dire qu'elle devient la méthode essentielle et la plus générale de l'insurrection prolétarienne. Méthode essentielle, mais non unique et exclusive. La méthode de la grève politique a des limites naturelles. Et on l'a bien vu dès que les ouvriers, à l'appel du Soviet, ont repris le travail, le 21 octobre (3 novembre) à midi.

Le manifeste du 17 octobre a été accueilli par un vote de méfiance. Les masses avaient parfaitement raison de prévoir que le gouvernement n'accorderait pas les libertés annoncées. Le prolétariat voyait fort bien qu'une lutte décisive deviendrait inévitable et, instinctivement, se groupait autour du Soviet qui était le centre de la force révolutionnaire. D'autre part, l'absolutisme, revenu de sa panique, restaurait son appareil à demi détruit et remettait en ordre ses régiments. En résultat, il se trouva qu'après la collision d'octobre il existait deux pouvoirs : un pouvoir nouveau, populaire qui s'appuyait sur les masses, celui du Soviet des Députés Ouvriers, et l'ancien pouvoir officiel qui s'appuyait sur l'armée. Ces deux forces ne pouvaient coexister : l'affermissement de l'une menaçait d'anihiler l'autre.

L'autocratie, qui s'appuyait sur les baïonnettes, s'efforçait naturellement de mettre le trouble, le chaos et la décomposition dans le mouvement grandiose qui groupait les forces populaires, et dont le centre était le Soviet des Députés Ouvriers. D'autre part, le Soviet, s'appuyant sur la confiance, sur la discipline, sur l'activité, sur l'unanimité des masses ouvrières, ne pouvait pas ne pas comprendre la terrible menace que constituait pour la liberté populaire, pour les droits civiques et l'inviolabilité individuelle, ce fait que l'armée et, en général, tous les instruments matériels du pouvoir restaient aux mains sanglantes qui les avaient détenus jusqu'au 17 octobre. C'est alors que commence la lutte titanique de ces deux organes de pouvoir, qui veulent, d'un égal désir, s'assurer le concours de l'armée, et c'est là la seconde étape de l'insurrection populaire qui grandit. A la base de la grève des masses, qui dresse le prolétariat contre l'absolutisme, apparaît la volonté ferme de conquérir l'armée, de fraterniser avec elle, de s'emparer de son âme. Cette volonté se mani-

feste naturellement par un appel révolutionnaire aux soldats qui soutiennent l'absolutisme. La seconde grève de novembre fut une puissante et belle manifestation de la solidarité des fabriques et des casernes. Certes, si l'armée avait passé au peuple, l'insurrection n'aurait pas été nécessaire. Mais pouvait-on se figurer que l'armée irait ainsi, sans résistance, sans difficultés, dans les rangs de la révolution? Non, bien entendu! L'absolutisme n'attendrait pas, les bras croisés, que l'armée, échappant à son influence corruptrice, devînt l'amie du peuple. L'absolutisme devait prendre l'initiative de l'attaque avant que tout ne fût perdu. Les ouvriers de Pétersbourg le comprenaient-ils? Oui, certes. Le prolétariat pensait-il, le Soviet pensait-il que l'affaire serait nécessairement poussée jusqu'à un conflit ouvert entre les deux parties? Oui, certes, ils savaient, sans ombre de doute, ils savaient que, tôt ou tard, l'heure fatale devait sonner...

Bien entendu, si l'organisation des forces sociales n'avait été entravée par aucune attaque de la contre-révolution armée, si elle avait continué dans la voie où elle était entrée sous la direction du Soviet des Députés Ouvriers, l'ancien régime serait tombé sans qu'on eût eu besoin d'employer la moindre violence. Qu'avons-nous vu, en effet? Nous avons constaté que les ouvriers se serraient autour du Soviet, que l'Union des Paysans qui englobait des multitudes de plus en plus nombreuses envoyait à ce Soviet des députés, que les Syndicats des Chemins de Fer et des Postes et Télégraphes se joignaient également au Soviet. Nous avons constaté une pareille tendance dans les professions libérales représentées par l'Union des Syndicats. Nous avons constaté une certaine tolérance, et même une sorte de bienveillance, de la part des directeurs d'usines. Il semble que toute la nation ait fait un effort héroïque pour tirer de son sein un organe de pouvoir qui établirait les bases réelles, solides, d'un nouveau régime avant la convocation de l'Assemblée Constituante. Si l'ancien pouvoir gouvernemental ne s'était pas mis en travers de ce travail organisateur, s'il n'avait pas essayé, par tous les moyens, de fomenter dans l'existence nationale une véritable anarchie, si ce mouvement d'organisation des forces avait pu se développer avec une entière liberté, nous aurions eu, en résultat, une nouvelle Russie régénérée, sans violence, sans effusion de sang.

Mais, précisément, nous n'avons pas cru une minute que l'affranchissement du peuple pût se produire de cette manière. Nous savions trop bien *ce qu'était* l'ancien régime. Social-démocrates, nous étions sûrs de ceci qu'en dépit d'un manifeste qui semblait rompre résolument avec le passé, le vieil appareil gouvernemental ne céderait pas la place de bon gré, ne remettrait pas le pouvoir au peuple et n'abandonnerait aucune de ses positions principales; nous avions prévu que l'absolutisme ferait en-

core plus d'une tentative pour retenir, entre ses mains convulsées, le pouvoir qui lui restait et pour retirer même ce qu'il avait solennellement octroyé; et nous en avertissions ouvertement le peuple. Voilà pourquoi l'insurrection, le soulèvemnt armé, messieurs les juges, était, pour nous, inévitable : il était et il reste une nécessité historique dans la lutte du peuple contre un régime d'autorité militaire et policière. En octobre et en novembre, cette idée dominait toutes les réunions, toute la presse révolutionnaire, elle flottait dans l'atmosphère politique et, d'une manière ou d'une autre, se cristallisait dans la conscience de chacun des députés du Soviet. Voilà pourquoi cette idée entrait tout naturellement dans les résolutions de notre Soviet, et voilà pourquoi nous n'avions pas à la discuter.

La difficile situation que la grève d'octobre nous laissait en héritage : une organisation révolutionnaire des masses, luttant pour l'existence, s'appuyant non sur un droit qui n'existait pas, mais sur la force, dans la mesure où on la possédait, et, d'autre part, une contre-révolution armée qui attendait l'heure de la vengeance, telle était, s'il est permis de s'exprimer ainsi, la formule algébrique de l'insurrection. Les nouveaux événements ne pouvaient y introduire de nouveaux coefficients. L'idée du soulèvement armé, — en dépit des conclusions si légèrement prises par l'accusation, — a laissé des traces non seulement dans la résolution du Soviet datée du 27 novembre, c'est-à-dire de huit jours avant notre arrestation, résolution qui exprime nettement cette idée, — mais, dès le début de l'activité du Soviet, dans une autre résolution qui supprimait une manifestation de funérailles, et dans une autre encore qui annonçait la fin de la grève de novembre, — et dans beaucoup d'autres au surplus : dans tous ces arrêtés, le Soviet parlait d'un conflit armé avec le gouvernement, d'un dernier assaut, d'un dernier combat qu'il considérait comme inéluctable; sous des aspects divers, la même idée d'insurrection armée se manifeste dans toutes les décisions du Soviet des Députés Ouvriers.

Mais comment le Soviet entendait-il ces décisions? Pensait-il que l'insurrection serait conçue et préparée en cachette et qu'on viendrait là proposer, toute prête, aux hommes de la rue? Estimait-il que cet acte pourrait s'accomplir suivant un plan déterminé? Le Comité Exécutif élaborait-il un plan de bataille dans la rue?

Non, bien entendu! Et ce ne sera pas un mince embarras pour l'auteur du réquisitoire qui considère, tout confus, quelques dizaines de revolvers, l'unique preuve à ses yeux de l'insurrection armée. D'ailleurs, le procureur se conforme simplement aux notions de notre droit criminel qui prévoit des complots, mais ne connaît rien de l'organisation des masses, qui prévoit les atten-

TROTSKY
en cellule, à la maison de détention préventive
(Photographie prise par l'avocat Elisséev.)

tats et les mutineries, mais ne connaît pas et ne peut connaître la révolution.

Les notions juridiques qui servent de base au procès actuel sont en retard sur le mouvement révolutionnaire de plusieurs dizaines d'années. Le mouvement ouvrier russe d'aujourd'hui n'a rien de commun avec la notion de complot telle qu'elle est exposée dans notre Code Criminel qui, en fait, n'a pas été modifié depuis Spéransky, depuis l'époque des carbonari. Voilà pourquoi, quand on essaie de ramener l'activité du Soviet au cadre étroit des articles 101 et 102, cette tentative est, au point de vue de la jurisprudence, absolument vaine.

Et pourtant notre œuvre fut révolutionnaire. Et pourtant nous préparâmes vraiment l'insurrection armée.

L'insurrection des masses, messieurs les juges, ne se fait pas, elle s'accomplit. Elle est le résultat de circonstances sociales et non la réalisation d'un plan. On ne peut la susciter, on peut la prévoir. En vertu de causes qui dépendent aussi peu de nous que du gouvernement impérial un conflit ouvert devenait inéluctable. Chaque jour, il se rapprochait. Nous y préparer signifiait pour nous faire tout le nécessaire pour limiter, autant que possible le nombre des victimes de l'inévitable collision. Avons-nous cru qu'il faudrait d'abord préparer des armes, tracer un plan d'opérations militaires, fixer des postes de combat, partager la ville en rayons — qu'il faudrait, en un mot, prendre toutes les mesures dont se soucie l'autorité militaire quand elle prévoit « des troubles »? (Car c'est elle qui divise la capitale en quartiers, désigne des colonels pour commander chacun des rayons, leur remet des mitrailleuses et tout ce qu'il faut aux mitrailleurs.) Non, nous ne comprenions pas ainsi notre rôle. Nous nous préparions à l'inévitable insurrection. Remarquez-le bien, messieurs les juges, nous n'avons jamais *préparé l'insurrection*, comme le dit le procureur, *nous nous sommes préparés à l'insurrection*. Nous y préparer, cela signifiait d'abord, pour nous : éclairer la conscience populaire, expliquer au peuple que le conflit était inévitable, que tout ce qu'on nous accordait nous serait bientôt enlevé, que seule la force pouvait protéger le droit, que nous avions besoin d'une puissante organisation des forces révolutionnaires, qu'il fallait opposer nos poitrines à l'ennemi, qu'il fallait être prêts à s'engager dans la lutte jusqu'au bout, qu'il n'y avait pas d'autre chemin. Voilà ce que nous considérions, essentiellement, comme une préparation au soulèvement.

Dans quelles conditions, pensions-nous, l'insurrection nous mènerait-elle à la victoire? Dans le cas où nous serions sûrs de la sympathie des troupes! Il nous fallait, avant tout, attirer de notre côté l'armée. Nous devions faire comprendre aux soldats le honteux rôle qu'ils jouent actuellement et les appeler à tra-

vailler en union avec le peuple, pour le peuple; voilà la tâche qui s'imposait à nous en premier lieu. J'ai déjà dit que la grève de novembre, cette grève qui fut une tentative désintéressée pour manifester notre fraternelle sympathie à des matelots menacés de la peine de mort, eut également un sens politique de la plus haute importance : elle attira sur le prolétariat révolutionnaire l'attention et la sympathie de l'armée. C'est en ce point que monsieur le procureur devrait chercher d'abord des traces de préparation à une insurrection armée. Mais, bien entendu, une manifestation de sympathie et de protestation ne pouvait seule résoudre la question. Dans quelles circonstances, — pensions-nous alors et pensons-nous en ce moment, — pouvait-on espérer le passage de l'armée à la révolution? Que fallait-il pour cela? Des mitrailleuses, des fusils? Sans doute, si les masses ouvrières disposaient de mitrailleuses et de fusils, elles auraient entre les mains une ressource considérable. La nécessité de l'insurrection n'existerait même plus. L'armée intimidée déposerait les armes devant le peuple armé. Mais la masse n'avait pas d'armes, elle n'en a pas et elle ne pourrait en avoir en grande quantité. Cela veut-il dire que la masse soit condamnée à une défaite? Non! Bien qu'il importe beaucoup d'avoir des armes, là n'est pas, messieurs les juges, la force principale. Loin de là! *Ce n'est la possibilité de tuer, c'est la disposition du peuple à mourir pour sa cause* qui assurera, messieurs les juges, le triomphe final de l'insurrection populaire.

Lorsque les soldats viendront dans la rue pour la répression, quand ils se trouveront face à face avec la foule, quand ils comprendront que le peuple ne quittera pas le pavé avant d'avoir obtenu ce qui lui fallait; quand ils verront que le peuple est disposé à tomber, cadavres sur cadavres; quand ils comprendront que le peuple se présente pour une lutte sérieuse, pour lutter jusqu'au bout, alors, le cœur du soldat, comme cela s'est toujours passé dans les révolutions, sera frappé, le soldat doutera de la solidité du régime qu'il protège, il croira à la victoire du peuple.

On confond habituellement l'insurrection avec les barricades. Si même on néglige de dire que la barricade donne une idée un peu trop décorative de l'insurrection, il ne faut pas oublier que cet élément matériel joue, en somme, un rôle plutôt *moral*. Car, dans toutes les révolutions, les barricades, au lieu d'être ce que sont les forteresses en temps de guerre, un obstacle durable, ont servi simplement à arrêter les mouvements de la troupe et à la mettre ainsi en contact avec le peuple. C'est devant la barricade que le soldat a entendu, peut-être pour la première fois de sa vie, un honnête discours d'homme à homme, un appel fraternel, la voix de la conscience populaire, — et grâce à cette communion imprévue des soldats et des citoyens, dans une atmosphère d'en-

thousiasme révolutionnaire, la discipline s'est relâchée, a disparu. C'est cela, et cela seulement, qui a assuré la victoire à l'insurrection populaire. Voilà pourquoi, d'après nous, l'insurrection « est prête », non pas quand le peuple s'est armé de mitrailleuses et de canons, — il n'y aurait, dans ce cas, jamais d'insurrections, — mais quand il est disposé à mourir dans la bataille des rues.

Bien entendu, l'ancien régime, voyant grandir ce noble sentiment, cette disposition à mourir pour le bien de la patrie, à livrer sa vie pour le bonheur des générations futures, voyant que les masses commençaient à partager unanimement cet enthousiasme qui, pour l'autorité, est un sentiment inconnu et détesté, le régime assiégé ne pouvait considérer sereinement la transformation morale qui s'accomplissait sous ses yeux. Attendre passivement, c'était, pour le gouvernement du tsar, se condamner à une chute certaine. La chose était claire. Que restait-il donc à faire? Il lui restait à lutter de toutes ses forces et par tous les moyens contre la volonté politique du peuple. Dans ce but, il trouvait bon d'employer également une armée de soldats inconscients de même que les bandes des Cent-Noirs, les agents de la police et la presse vendue. Jeter les foules et les bandes les uns contre les autres, arroser les rues de sang, piller, violenter, allumer des incendies, susciter la panique, mentir, calomnier, — voilà ce qui restait dans les moyens de ce vieux pouvoir criminel. Et ce pouvoir n'agissait pas autrement, il n'agit pas autrement jusqu'à ce jour. Si un conflit ouvert était fatal, ce n'est pas nous, en tout cas, ce sont nos mortels ennemis qui en ont hâté l'heure.

On vous a dit ici, plus d'une fois déjà, que les ouvriers s'étaient armés en octobre et en novembre contre les Cent-Noirs. Si l'on ne connaît rien de ce qui se passe en dehors de cette salle, il paraîtra absolument incompréhensible que, dans un pays révolutionnaire où l'immense majorité de la population partage un idéal d'affranchissement, où les masses populaires se déclarent résolument prêtes à combattre jusqu'au bout, que, dans ce pays, des milliers et des milliers d'ouvriers doivent s'armer pour combattre des Cent-Noirs qui ne forment qu'un faible groupe, absolument insignifiant par rapport à la population. Sont-ils donc si dangereux, ces bas-fonds, ce rebut de la société, — de toutes les classes de la société? Non, certainement! Que notre tâche serait facile si ces pitoyables bandes se dressaient seules sur le chemin du peuple! Mais nous savons aussi bien par la déposition de l'avocat Bramsohn, ici témoin, que par les déclarations d'autres témoins ouvriers, que les bandes noires sont soutenues par nombre de hauts fonctionnaires, si ce n'est par tout le pouvoir gouvernemental; derrière ces bandes de voyous qui n'ont rien à perdre et que rien n'arrête, — qui ne reculent ni devant les cheveux blancs d'un vieillard, ni devant une femme sans défense, ni devant

un enfant, — il y a les agents du gouvernement qui arment et organisent les bandes, sans doute avec les fonds du budget national.

Ne savions-nous pas tout cela avant le procès actuel? Ne lisions-nous pas les journaux? N'entendions-nous pas les discours de témoins oculaires, ne recevions-nous pas des lettres, n'observions-nous pas de nos propres yeux? Pouvions-nous ignorer les révélations scandaleuses qu'a faites le prince Ouroussov? Le Parquet refuse de croire à tout cela. Il ne peut admettre ces choses, sans quoi il serait obligé de diriger la pointe de l'accusation contre ceux qu'il protège actuellement; il serait obligé de reconnaître qu'un citoyen russe qui s'arme d'un revolver contre la police, agit par besoin de légitime défense. Mais que le Tribunal avoue, oui ou non, le rôle des autorités dans les pogroms, cela nous est indifférent. Pour la justice, il suffit de constater que *nous autres* croyons à cela, que de cela sont persuadés les milliers et les milliers d'ouvriers qui se sont armés à notre appel. Pour nous, il était hors de doute que, derrière les bandes décoratives de voyous qu'on nomme Cent-Noirs, agissait la puissante main de la clique qui nous dirige. Messieurs les juges, nous apercevons encore cette sinistre main.

L'accusation vous invite, messieurs les juges, à déclarer que le Soviet des Députés Ouvriers a armé les ouvriers pour une lutte directe contre « la forme de gouvernement » actuellement existante. Si l'on me prie de répondre catégoriquement à cette question, je dirai : — Oui!... Oui, j'accepte cette accusation, mais à une condition. Et je ne sais si le procureur admettra cette condition, si le Tribunal y consentira.

Je demande : Qu'entend donc l'accusation quand elle nous parle d'une certaine « forme de gouvernement »? Existe-t-il donc chez nous une forme quelconque de gouvernement? Le gouvernement s'est depuis longtemps retranché de la nation, il s'est retiré dans le camp de ses forces militaires et policières, et des bandes noires. Ce que nous avons en Russie, ce n'est pas un pouvoir national, c'est une machine automatique servant au massacre de la population. Je ne puis définir autrement la machine gouvernementale qui martyrise le corps vivant de notre pays. Et si l'on me dit que les pogroms, les assassinats, les incendies, les viols..., si l'on me dit que tout ce qui s'est passé à Tver, à Rostov, à Koursk, à Sedlitz..., si l'on me dit que les événements de Kichinev, d'Odessa, de Bélostok représentent la forme de gouvernement de l'empire de Russie, — je reconnais alors, avec le procureur, qu'en octobre et en novembre nous nous sommes armés directement pour lutter contre la forme de gouvernement qui existe dans cet empire de Russie.

DÉPORTÉ

(Lettres écrites en cours de route)

Le 3 janvier 1907. — Voilà déjà deux ou trois heures que nous sommes enfermés dans la prison de déportation. Je l'avoue, c'est avec une certaine inquiétude nerveuse que j'ai quitté ma cellule de détention préventive. J'étais si bien habitué à cette petite cabine dans laquelle j'avais la possibilité de travailler. A la Maison de Déportation, nous savions qu'on nous mettrait dans une chambre commune, — et que peut-il y avoir de plus fatigant? Ensuite, ce serait la boue, les allées et venues et tous les tracas du voyage par étapes. Qui sait combien de temps s'écoulera avant que nous n'arrivions à destination? Et qui pourrait prédire à quelle époque nous en reviendrons? Ne vaudrait-il pas mieux rester enfermé comme devant dans la cellule N° 462, lire, écrire et attendre?... Pour moi, vous le savez, c'est un effort surhumain de déménager. Et un déménagement d'une prison à une autre est cent fois plus pénible. Une nouvelle administration, de nouvelles difficultés, de nouveaux efforts dans le but de créer autour de soi des relations avec les gens qui ne soient pas par trop odieuses. Je dois prévoir un changement continuel de chefs, à commencer par l'administration de la prison de Pétersbourg, en finissant par le gardien du bourg sibérien où nous serons déportés. J'ai déjà passé une fois par cette école et je vais suivre ce cours une seconde fois sans aucun enthousiasme.

On nous a transférés ici subitement, sans nous prévenir. Dans le vestibule, on nous a obligés à revêtir le costume des détenus. Nous avons accompli cette formalité avec une curiosité d'écoliers. Il était amusant de se voir en pantalon gris, souquenille grise, bonnet gris. Cependant, nous ne portons pas sur le dos l'as de carreau, le morceau de drap, l'insigne classique. On nous a permis de garder notre linge et nos chaussures. Nous sommes entrés en bande fort animée, attifés de ces nouveaux vêtements, dans la chambre qui nous attendait...

Le traitement que nous fait l'administration, en dépit de la mauvaise réputation de cette Maison, est fort convenable et nous remarquons même une certaine prévenance. Il y a des raisons de penser que des instructions spéciales ont été données : nous surveiller rigoureusement, mais ne pas provoquer d'incidents.

On garde dans le plus grand secret, comme précédemment, la date du départ : on craint sans doute des manifestations et peut-être des tentatives d'enlèvement en cours de route. On craint cela et on prend les mesures nécessaires; mais, dans les circonstances actuelles, une tentative de ce genre serait vraiment absurde.

Le 10 janvier. — Je vous écris pendant la marche du train... Excusez donc mon écriture peu lisible... Il est maintenant 9 heures du matin.

Nous avons été réveillés cette nuit, à trois heures et demie, par le surveillant en chef, — la plupart d'entre nous venaient tout juste de se coucher, nous nous étions oubliés à jouer aux échecs; le surveillant nous a déclaré qu'on nous mettait en route à six heures. Nous avions attendu si longtemps le départ que l'heure enfin fixée nous a surpris... tant elle était inattendue.

Tout s'est ensuite passé comme il est de règle. Nous avons fait nos paquets en hâte, et en embrouillant tout. Nous sommes descendus dans le vestibule où nous attendaient les femmes et les enfants. Là, on nous a « livrés » à l'escorte qui a rapidement examiné nos bagages. Un aide-surveillant ensommeillé a remis notre argent à l'officier. Ensuite, on nous a installés dans les voitures et, sous garde renforcée, on nous a conduits à la gare Nicolas. Nous ne savions pas encore de quel côté nous irions. Il est bon de remarquer que notre escorte a été appelée d'urgence de Moscou et n'est arrivée ici que d'aujourd'hui : évidemment, l'on n'avait pas confiance dans les soldats de Pétersbourg. L'officier s'est montré fort aimable au moment où on lui remettait ses prisonniers, mais à toutes les questions que nous lui posions il a invariablement répondu qu'il ne savait rien. Il a déclaré qu'un colonel de gendarmes était chargé de nous et que tous les ordres venaient de là. Quant à lui, il était simplement chargé de nous conduire à la gare, — et c'était tout. Il est possible, certes, que le gouvernement ait poussé la prudence jusqu'à ce point, mais, d'autre part, il est bien permis de supposer que l'officier parlait en diplomate.

Voilà une heure que le train marche et nous ne savons pas encore si nous roulons vers Moscou ou vers Vologda. Les soldats n'en savent rien non plus, — il est certain qu'eux ne savent rien.

Nous avons un wagon à part, de troisième classe, un bon wagon; chacun de nous dispose d'une couchette. Pour les bagages, nous avons aussi un wagon spécial dans lequel, d'après ce que disent les soldats de l'escorte, se trouvent dix gendarmes qui nous accompagnent, sous les ordres d'un colonel.

Nous avons pris place en gens à qui il est indifférent de se laisser conduire dans n'importe quelle direction : nous arriverons toujours...

Nous apprenons qu'on passe par Vologda : un des nôtres l'a deviné en lisant le nom d'une petite station. Nous serons donc à Tioumen dans quatre jours.

Notre public est très animé, le voyage nous distrait, nous ranime après treize mois de prison. Bien qu'il y ait des grilles aux fenêtres du wagon, nous apercevons de l'autre côté la liberté, la vie, le mouvement... Est-ce bientôt que nous reviendrons sur ces rails?... Adieu, cher ami.

Le 11 janvier. — Si l'officier de l'escorte est prévenant et poli, que dire des soldats? Presque tous ont lu le compte rendu de notre procès et ils nous donnent les marques de la plus vive sympathie. Détail intéressant: jusqu'à la dernière minute, les soldats ne savaient quelles gens ils devaient conduire, ni dans quelle direction. A en juger par les mesures de prudence dont leur départ subit fut entouré quand on les amena de Moscou à Pétersbourg, ils croyaient devoir nous escorter jusqu'à Schlüsselburg, pour exécution capitale. Dans le vestibule de la prison de déportation, j'avais remarqué que les hommes de l'escorte étaient très émus et d'une obligeance étrange, comme s'ils se sentaient un peu coupables. Ce n'est qu'en wagon que j'en connu la raison... Comme ils furent heureux quand ils se surent en présence des « députés ouvriers », qui n'étaient condamnés qu'à la déportation.

Les gendarmes, dont le rôle est, en quelque sorte, de convoyer l'escorte, ne se montrent pas du tout dans notre wagon. Ils font seulement la garde extérieure : ils entourent le wagon dans les gares, montent la faction devant la porte et, sans doute, surveillent surtout les soldats de l'escorte. C'est, du moins, l'opinion de ceux-ci.

L'eau, l'eau bouillante, le dîner nous sont préparés sur des ordres qu'on envoie par télégraphe. Sous ce rapport, nous voyageons avec toutes les commodités. Ce n'est pas en vain qu'un buvetier, dans une petite gare, a pris de nous une telle opinion qu'il nous a offert, par l'intermédiaire de l'escorte, trois dizaines d'huîtres (1). Cela nous égaya assez. Cependant, nous refusâmes les huîtres.

Le 12 janvier. — De plus en plus, nous nous éloignons de vous.

Dès le premier jour, notre monde s'est divisé en petites familles et, comme on est à l'étroit dans le wagon, les groupes sont obligés de vivre à part. Seul, le docteur (le socialiste-révolutionnaire Feit) ne fait partie d'aucun groupement : les manches retroussées, actif, infatigable, il nous dirige tous.

Nous avons, dans le wagon, comme vous le savez, quatre enfants. Mais ils se conduisent à merveille, c'est-à-dire qu'ils se

(1) On compte, en Russie, par dizaines. — *N. d. T.*

laissent oublier. Avec les soldats de l'escorte, ils se sont liés de la plus étroite amitié. Les rustres qui nous gardent manifestent à leur égard la plus délicate tendresse...

...Mais « eux », comme « ils » nous gardent! A chaque station, le wagon est cerné par les gendarmes et dans les grandes gares, la surveillance est renforcée par des hommes de la police mobile. Les gendarmes, outre leurs fusils, tiennent à la main le revolver et en menacent quiconque, par hasard ou par curiosité, s'approche du wagon. Il n'y a actuellement que deux catégories de gens qui soient ainsi gardés : ce sont les « criminels » d'Etat et les plus fameux ministres.

A notre égard, on observe une tactique bien déterminée. Nous l'avons compris dès la Maison de Déportation.

D'une part, la plus rigoureuse surveillance, d'autre part des procédés de gentlemen dans les limites permises. A cela se reconnaît le génie constitutionnel de Stolypine. Mais il est impossible de douter que cette machine compliquée ne finisse par se détraquer. De quel côté seulement? Sous le rapport de la surveillance ou bien des bons procédés? C'est la question.

Nous venons d'arriver à Viatka. Le train s'est arrêté. Quel accueil nous réservait la bureaucratie de l'endroit! Je voudrais que vous ayez pu voir cela. Des deux côtés du wagon, il y a une demi-compagnie de soldats, formant la haie. Une seconde rangée est formée par les gardes du zemstvo, le fusil en bandoulière. Des officiers, l'ispravnik (chef de police), des commissaires, etc. Devant le wagon, comme toujours, des gendarmes. En un mot, une vraie démonstration de forces militaires. Evidemment, le prince Gortchakov, le Pompadour de l'endroit (1), a renchéri sur les instructions reçues de Pétersbourg, en imaginant pour nous cette cérémonie. Nous sommes pourtant vexés de ne pas voir d'artillerie. Il est difficile de se figurer plus ridicule tableau : que de poltronnerie en tout cela! Véritable caricature d'un « pouvoir qui sait être fort ». Nous avons le droit de nous enorgueillir : ils craignent évidemment le Soviet, même après sa mort.

La lâcheté et la sottise sont bien souvent l'envers de la sévérité et de l'urbanité! Afin qu'on ignore notre itinéraire, qu'il est pourtant impossible de cacher, — oui, dans ce but, car il est impossible d'en imaginer un autre, — on nous interdit d'écrire des lettres en cours de route. Tel est l'ordre de l'invisible colonel qui se conforme aux « instructions » de Pétersbourg. Mais, dès le premier jour du voyage, nous nous sommes mis à écrire des lettres dans l'espoir de réussir à les expédier. Et nous n'avons

(1) Le mot « Pompadour » est entré dans la langue russe comme synonyme d'administrateur, de gouverneur de province, d'après un pamphlet célèbre de Saltykov-Chtchédrine. — *N. d. T.*

pas été déçus. L'instruction ne prévoyait pas que le pouvoir ne saurait compter sur ses serviteurs puisque des amis inconnus nous entourent de toutes parts.

Le 16 janvier. — Voici dans quelles conditions je vous écris : nous nous sommes arrêtés dans un village à vingt verstes de Tioumen. C'est la nuit. Une isba de paysan. Une chambre sale, basse de plafond. Le plancher est occupé tout entier par les corps couchés des représentants du Soviet des Députés Ouvriers: il n'y a pas un interstice de libre...

On ne dort pas encore, on cause, on rit... On a tiré au sort, entre trois prétendants, un large banc-divan, et c'est moi que la fortune a favorisé. J'ai toujours de la chance dans la vie. A Tioumen, nous avons passé trois jours. Nous avons été accueillis — nous avons déjà l'habitude de ces réceptions — par une multitude de soldats, à pied et à cheval. Les cavaliers (« des volontaires ») faisaient de la voltige, chassant les gamins. De la gare jusqu'à la prison, nous avons fait la route à pied.

On nous comble toujours de prévenances, parfois même excessives, mais en même temps les mesures de prudence deviennent de plus en plus rigoureuses, — et cela jusqu'à la superstition.

C'est ainsi par exemple que, sur demande adressée par téléphone, on nous a fait parvenir de tous les magasins des marchandises au choix; mais, d'autre part, on nous a refusé l'autorisation d'une promenade dans la cour de la prison. Dans le premier cas, on fait preuve d'amabilité, dans le deuxième, on viole injustement le règlement. De Tioumen, nous sommes partis en voiture; pour quatorze déportés, on nous a donné cinquante-deux (cinquante-deux!) soldats d'escorte, sans compter le capitaine, un commissaire et un brigadier de police rurale. C'est vraiment extraordinaire. Tout le monde en est stupéfait, sans excepter les soldats, le capitaine, le commissaire et le brigadier de police. Mais telle est « l'instruction ». Nous allons maintenant à Tobolsk, nous avançons fort lentement. Aujourd'hui, par exemple, nous n'avons fait dans la journée que 20 verstes (environ 22 kilomètres). Nous sommes arrivés à l'étape à une heure de l'après-midi. Pourquoi ne pas continuer la route? Impossible! Pourquoi impossible? L'instruction! Pour empêcher toute évasion, on refuse de nous transporter le soir, ce qui est, jusqu'à un certain point, compréhensible. Mais, à Pétersbourg, on a si peu de confiance dans l'initiative des autorités locales, qu'on a rédigé un itinéraire verste par verste. Quelle activité de la part du département de la police! Nous ne faisons donc que trois ou quatre heures de voyage par jour, et nous restons en place pendant vingt heures. Dans ces conditions, la route jusqu'à Tobolsk étant de 250 verstes (270 kil.) il nous faudra dix jours, et nous n'arriverons à Tobolsk que le 25 ou le 26 janvier. Combien de temps resterons-nous là-bas?

quand partirons-nous? où irons-nous? tout cela est du domaine de l'inconnu, c'est-à-dire qu'on ne nous en dit rien.

Nous occupons quarante traîneaux. Les véhicules qui sont en tête du convoi transportent nos bagages. Nous venons ensuite, nous autres, « députés », deux par voiture, et gardés par deux soldats. Chaque traîneau est attelé d'un seul cheval. Dans les voitures d'arrière, on ne voit que des soldats. L'officier et le commissaire font tête de file dans une « kochéva », traîneau couvert. Les chevaux avancent au pas. Sur un parcours de quelques verstes, en sortant de Tioumen, nous avons même été accompagnés par vingt ou trente cavaliers. En un mot, si l'on considère que ces mesures inouïes ont été prises par ordre de Pétersbourg, il faut en conclure que l'on veut *coûte que coûte* nous mener dans une retraite des plus cachées. Il est impossible de penser que ce voyage avec une suite royale soit une simple fantaisie des bureaux... Cela pourrait susciter plus tard de sérieuses difficultés...

Tous dorment déjà. Dans la cuisine d'à côté, dont la porte est ouverte, des soldats veillent. Des sentinelles vont et viennent sous la fenêtre. La nuit est magnifique, c'est une nuit de lune, toute bleue, toute de neige. Quel étrange tableau : ces corps étendus sur le plancher dans un lourd sommeil, ces soldats à la porte et devant les fenêtres... Mais comme je fais un voyage de ce genre pour la seconde fois, mes impressions n'ont plus la même fraîcheur... Déjà la prison des Croix (*Kresty*) ne m'avait paru qu'une répétition de celle d'Odessa, construite sur le même modèle. Ce voyage me semble également continuer celui que je fis autrefois par étapes, quand on me dirigea vers le gouvernement d'Irkoutsk...

Dans la prison de Tioumen, il y avait une multitude de détenus politiques, en particulier de déportés par mesure administrative (1). Ces détenus, pendant leur promenade, s'étaient rassemblés sous notre fenêtre et nous saluèrent par des hymnes; ils brandirent même un drapeau rouge sur lequel on lisait : « Vive la Révolution! » Ils chantaient, et ce chœur n'était pas mauvais : il y a longtemps sans doute qu'ils vivent ensemble ici et ils ont eu loisir d'accorder les voix... Cette scène était assez imposante et, si vous voulez, touchante en son genre. Par le vasistas, nous leur avons adressé quelques paroles de sympathie. Dans la même prison, les criminels de droit commun nous ont remis une très longue supplique, nous priant, en vers et en prose, nous, « hauts révolutionnaires de Pétersbourg », de leur tendre une main

(1) L'expression : « par mesure administrative », signifie : sans jugement, sur simple décision d'un gouverneur de province ou d'un chef de police; mesure analogue à celles que prennent en France nos préfets à l'égard des « indésirables » (arrêtés d'expulsion). — *N. d. T.*

secourable. Nous aurions voulu laisser un peu d'argent aux détenus politiques qui en ont le plus besoin, car plusieurs d'entre eux manquent même de linge et de vêtements chauds; mais l'administration pénitencière nous l'a catégoriquement interdit. « L'instruction » défend que « les députés » entrent en rapports avec d'autres « politiques ». Même au moyen de l'impersonnel papier-monnaie? Parfaitement. Comme tout a été prévu!

De Tioumen on ne nous a pas permis d'envoyer des télégrammes, afin de mieux cacher le lieu et le temps de notre arrivée à destination. Quelle absurdité! Comme si les démonstrations militaires que l'on multiplie en cours de route ne signalaient pas notre itinéraire à tous les badauds.

18 *janvier* (*Pokrovskoïé*). — Je vous écris de la troisième étape. Nous sommes exténués par ce lent voyage. Nous ne faisons pas plus de six verstes à l'heure, et pas plus de quatre à cinq heures par jour. Fort heureusement, le froid n'est pas cruel : 20, 25, 30 degrés Réaumur au-dessous de zéro. Il y a trois semaines, il gelait ici jusqu'à 52 degrés R. Comme nous aurions souffert de cette température, surtout avec de petits enfants!

Il nous reste encore huit jours de voyage jusqu'à Tobolsk. Pas de journaux, pas de lettres, pas de nouvelles. Les lettres que nous écrivons, nous ne sommes pas sûrs qu'on les reçoive : il nous est toujours interdit d'écrire en route et nous sommes forcés de recourir à des moyens de fortune pas toujours sûrs. Mais, en somme, tout cela n'est rien. Chaudement vêtus, tous nous respirons cet air glacial avec délices, cela nous change de la puante atmosphère de la cellule. Comme vous voudrez, mais à l'époque où l'organisme humain se formait, il n'a pas eu sans doute l'occasion de s'adapter au régime cellulaire.

Heine écrivait en 1843, dans ses *Lettres de Paris :*

« En ce pays de sociabilité, l'emprisonnement cellulaire, la méthode de Pensylvanie, serait d'une cruauté inouïe et le peuple français est trop généreux pour consentir à acheter la tranquillité sociale à ce prix. C'est pourquoi, j'en suis certain, même après le consentement exprimé par les Chambres, le système de la réclusion, système épouvantable, inhumain et même anti-naturel, ne sera pas appliqué et les nombreux millions que l'on dépense pour construire des bâtiments affectés à ce genre de détention seront, Dieu merci, de l'argent perdu. Le peuple détruira ces forteresses de la nouvelle noblesse bourgeoise avec une indignation égale à celle qu'il ressentit quand il détruisit la première Bastille. Si effrayant et sombre qu'ait été l'aspect de cette dernière, elle était pourtant un kiosque lumineux, un gai pavillon, en comparaison avec ces petites cavernes de silence, à l'américaine, qui ne pouvaient être inventées que par un piétiste à tête obtuse et

adoptées que par des marchands sans cœur qui tremblent pour la propriété. »

Tout cela est fort bien dit. Mais, moi, je préfère la cellule.

Tout est resté, en Sibérie, comme il y a cinq ou six ans, et cependant tout a changé : non seulement les soldats sibériens se sont modifiés — et comment! — mais les paysans ne sont plus les mêmes; ils aiment à causer politique, ils demandent si « cela » sera bientôt fini. Le gamin qui nous sert de cocher, et qui n'a que treize ans — il prétend en avoir quinze — vocifère tout le long du chemin : « Lève-toi, peuple ouvrier! Lève-toi pour la lutte, peuple affamé! » Les soldats, dont la sympathie pour le chanteur se manifeste avec évidence, menacent de le dénoncer à l'officier. Mais le gamin comprend parfaitement que tout le monde est de son côté et, sans crainte, exhorte au combat le peuple ouvrier...

La première étape, d'où je vous ai envoyé une lettre, était dans une mauvaise isba de moujik. Les deux autres, dans des bâtiments de l'Etat, spécialement affectés à cet usage, non moins sales, mais plus commodes. Il y a un quartier pour les femmes et un autre pour les hommes; il y a une cuisine. Nous dormons sur des planches. Nous devons nous satisfaire d'une propreté toute relative. C'est, je crois, le côté le plus pénible du voyage.

Des babas et des moujiks nous apportent ici du lait, du fromage blanc, des poreelets, des galettes et autre mangeaille. On les laisse passer, ce qui est en somme contre la règle. « L'instruction » interdit tous rapports entre nous et les gens du dehors. Mais autrement l'escorte aurait bien de la peine à nous ravitailler.

L'ordre parmi nous est maintenu par notre chef souverain F..., que tous, y compris l'officier, les soldats, la police et les marchandes, appellent simplement « le docteur ». Il déploie une énergie inépuisable : il empaquette, achète, fait cuire les aliments, les distribue, enseigne le chant, donne des ordres, etc.. Il est secondé par d'autres détenus qui prennent leur service à tour de rôle et ont ceci de commun qu'ils ne font à peu près rien... En ce moment, on prépare notre souper, on cuisine avec une bruyante animation. « Le docteur demande un couteau... — Le docteur réclame le beurre... — Vous, monsieur, qui êtes de service, veuillez donc emporter les ordures... » — Voix du docteur : « Ah! vous ne mangez pas de poisson? Je peux vous griller une côtelette : ça m'est parfaitement égal... » Après le souper, le thé est servi sur les planches. Ce sont les dames qui se chargent de ce service : ainsi en a décidé le docteur.

23 *janvier*. — Je vous écris de l'avant-dernière étape, avant Tobolsk. La maison de repos est ici un beau bâtiment, tout neuf, spacieux et propre. Après la saleté des dernières étapes, nous nous reposons ici, et d'âme et de corps. Il ne reste que soixante verstes jusqu'à la ville. Si vous saviez comme nous rêvons, depuis

ces derniers jours, d'une « vraie » prison dans laquelle on pourrait se laver et se reposer à son aise! Il n'y a ici qu'un seul déporté politique, autrefois tenancier d'un magasin d'eau-de-vie à Odessa, condamné pour propagande parmi les soldats. Il nous a apporté des vivres et nous a parlé des conditions d'existence dans le gouvernement de Tobolsk. La plupart des déportés habitent les environs de la ville, c'est-à-dire à 100 ou 150 verstes du centre, dans les villages. Il y a cependant quelques déportés dans le district de Bérézov. La vie, par là, est incomparablement plus pénible, la misère plus grande. Les évasions de tous côtés sont innombrables. Il n'y a presque aucune surveillance; il serait impossible de l'organiser. On rattrape les « fugitifs », surtout à Tioumen (tête de ligne du chemin de fer) (1), et en général sur la voie ferrée. Mais la proportion de ceux que l'on peut saisir, par rapport à ceux qui s'évadent, est insignifiante.

Hier, par hasard, nous avons lu dans un vieux journal de Tioumen que deux télégrammes adressés à moi et à S..., à la Maison des Déportés de la ville, ne nous avaient pas été remis. Les télégrammes sont arrivés juste au moment où nous nous trouvions à Tioumen. L'Administration ne les avait pas acceptés, toujours pour les mêmes raisons de prudence qui lui restent incompréhensibles, ainsi qu'à nous. On nous garde en chemin de la façon la plus rigoureuse. Le capitaine a surmené ses soldats en les obligeant à monter la garde, la nuit, non seulement devant les bâtiments où nous gîtions, mais dans les villages. Et cependant, déjà, nous notons qu'au fur et à mesure de notre progression vers le nord, le régime s'affaiblit : déjà l'on nous permet d'aller sous escorte aux boutiques; nous nous promenons par groupes dans les villages et nous visitons parfois des déportés. Les soldats nous favorisent tant qu'ils peuvent : ce qui les rapproche de nous, c'est l'opposition que nous formons avec eux vis-à-vis du capitaine. La situation est particulièrement embarrassante pour le sous-officier qui se trouve pris entre le capitaine et les soldats.

— Non, messieurs, nous dit-il un jour, en présence de ses hommes, un sous-officier maintenant, ce n'est plus comme jadis...

— Il y en a bien quelques-uns encore qui voudraient que ce soit comme autrefois, dit une voix parmi les soldats. Seulement, ceux-là, on les dresse, et ils apprennent à filer doux...

Tous les hommes éclatent de rire, le sous-officier rit aussi — mais il rit jaune.

26 *janvier* (*Prison de Tobolsk*). — A deux étapes avant Tobolsk un officier de la police de la ville est venu à notre rencontre pour

(1) Tioumen se trouve actuellement sur la ligne du Transsibérien. Tobolsk est plus au nord. — N. d. T.

renforcer la garde, mais aussi pour nous faire de nouvelles amabilités. Les patrouilles ont été doublées. Nos promenades aux boutiques ont pris fin. Cependant ceux d'entre nous qui voyagent avec leur famille ont été installés dans des véhicules couverts (*kibitkas*). Etroite surveillance et parfaite politesse! A dix verstes de la ville, deux déportés étaient venus à notre rencontre en voiture. Dès que l'officier les aperçut, il prit des mesures : galopant le long de notre convoi, il ordonna aux soldats qui se trouvaient en traîneau de mettre pied à terre. C'est ainsi que nous avons parcouru le reste du chemin. Les soldats, tout en grognant contre l'officier, durent marcher à pied des deux côtés de la route, le fusil sur l'épaule.

Mais, ici, je suis obligé d'interrompre ma narration. Le docteur, que l'on avait convoqué au bureau de la prison, nous apprend ce qui suit : on nous envoie tous au bourg d'Obdorsk, nous ferons de 40 à 50 verstes par jour sous escorte. Il y a, d'ici à Obdorsk, plus de 1.200 verstes par la « route d'hiver ». C'est-à-dire qu'en supposant les circonstances les plus favorables, en admettant que nous trouvions toujours des chevaux, que nous ne soyons pas arrêtés par des maladies, etc., notre voyage durera plus d'un mois. Une fois installés au lieu de déportation, nous recevrons une indemnité de 1 rouble 80 copecs par mois (1).

A cette époque de l'année, un voyage d'un mois doit être fort pénible, surtout avec de jeunes enfants. On nous dit que, de Bérézovo jusqu'à Obdorsk, nos traîneaux auront des attelages de rennes. Cette nouvelle a surtout été désagréable pour ceux qui emmènent leurs familles. L'administration locale affirme que cet absurde itinéraire (comprenant 40 verstes au lieu de 100 par jour) a été fixé par Pétersbourg, ainsi que les moindres détails de l'expédition. Les sages qui travaillent là-bas, dans les bureaux, ont tout prévu pour prévenir une évasion. Mais rendons-leur cette justice que, de dix mesures par eux indiquées, neuf sont entièrement dénuées de sens commun. Les femmes qui suivent de bon gré leurs maris ont demandé la permission de sortir de prison pendant les trois jours que nous passerions à Tobolsk. Le gouverneur a refusé net, refus contraire non seulement à la raison, mais au règlement. Notre petit monde s'en est quelque peu ému et l'on rédige une protestation. Mais à quoi cela servira-t-il, puisque la réponse est toujours identique : « Telle est l'instruction de Pétersbourg. »

Ainsi, les bruits si défavorables qui avaient couru dans la presse étaient fondés : on nous déporte à l'extrême-nord de cette province. Il est curieux de noter que « l'esprit d'égalité » que l'on

(1) 4 frs 77. — N. d. T.

a appliqué dans la sentence se manifeste également dans la désignation du lieu où l'on nous envoie : le même pour tous.

Ce que l'on sait d'Obdorsk à Tobolsk est aussi vague que ce que vous en pouvez savoir à Pétersbourg. Une seule chose s'avère certaine : cette localité se trouve quelque part, au delà du cercle polaire. Une question se pose : n'enverra-t-on pas à Obdorsk un détachement spécial pour nous garder ?... Cela marquerait du moins de l'esprit de suite. Y aura-t-il possibilité d'organiser une évasion ou serons-nous forcés d'attendre entre le Pôle nord et le cercle polaire le développement ultérieur de la révolution et un changement de régime? Nous avons lieu de craindre que notre retour, au lieu de dépendre de notre habileté, ne dépende plus que de la politique. Eh bien, nous attendrons à Obdorsk. Et nous travaillerons. Envoyez-nous seulement des livres et des journaux, des journaux et des livres. Qui sait ce que donneront les événements? Qui sait à quelle date nos calculs seront justifiés? Peut-être l'année que nous serons forcés de passer à Obdorsk sera-t-elle un dernier moment de repos dans le mouvement révolutionnaire, un répit que l'histoire nous accorde pour nous permettre de compléter nos connaissances et d'aiguiser nos armes. Ne croyez-vous pas que de telles idées soient un peu trop fatalistes? Cher ami, quand on voyage sous escorte dans la direction d'Obdorsk, ce n'est pas un malheur que l'on devienne un peu fataliste.

Le 29 janvier. — Voilà deux jours que nous avons quitté Tobolsk... Trente soldats nous escortent, sous le commandement d'un sous-officier. Nous sommes partis lundi matin avec des attelages de trois chevaux (qui ont été réduits à deux à partir du second relais), dans d'énormes traîneaux couverts. La matinée était splendide : un ciel clair, pur, un temps de gel. Autour de nous, des bois immobiles et tout blancs de givre sur le fond lumineux du firmament. Paysage fantastique. Les chevaux couraient furieusement — c'est l'allure habituelle en Sibérie. A la sortie de la ville — la prison donne presque sur la campagne, — nous étions attendus par les déportés de l'endroit, environ quarante ou cinquante personnes; on nous saluait, on nous complimentait de loin, on cherchait à lier connaissance... Mais nous fûmes rapidement emportés. Parmi la population, des légendes se sont déjà répandues sur notre compte : les uns disent qu'on a exilé cinq généraux et deux gouverneurs; d'autres parlent d'un comte accompagné de sa famille : d'autres disent encore que ce sont les membres de la Douma d'Etat. Enfin, la maîtresse de la maison où nous avons fait halte aujourd'hui a demandé au docteur : « Vous aussi êtes des *politiques?* — Des politiques, oui. — C'est vous qui commanderez sans doute tous les « politiques » du pays? »

Nous nous trouvons en ce moment dans une grande chambre bien propre, les murs sont recouverts de beau papier, il y a une toile cirée sur la table, le plancher est frotté à l'encaustique, il y a de grandes fenêtres et deux lampes. Tout cela est fort agréable à l'œil après les sales bâtiments qui nous ont servi d'étapes. Cependant, nous sommes obligés de coucher sur le plancher, car nous sommes neuf dans la même chambre. Notre escorte a été relevée à Tobolsk; si les soldats de Tioumen se montraient prévenants et affables, ceux de Tobolsk sont poltrons et grossiers. Cela s'explique par ce fait qu'ils n'ont pas d'officier: ils répondent donc eux-mêmes de tout. Au reste, après deux jours de route, la nouvelle escorte « s'est dégelée » et nous avons maintenant d'excellents rapports avec la plupart des soldats; ce détail a son importance dans un si long voyage.

Après Tobolsk, on aperçoit dans presque tous les villages des « politiques »; ce sont le plus souvent des paysans déportés par suite de troubles agraires, des soldats, des ouvriers; il y a fort peu d'intellectuels. Les uns ont été expédiés ici par mesure administrative, d'autres par jugement. Dans deux villages que nous avons traversés, les « politiques » ont organisé des ateliers coopératifs (*artels*) qui leur assurent des ressources. En général, jusqu'à présent, nous n'avons pas rencontré de véritables misérables. C'est que la vie, de ce côté-ci, revient à très bon marché : les « politiques » s'installent chez des paysans, ils ont la pension complète pour six roubles (16 francs) par mois. C'est un tarif normal établi par l'organisation des déportés. Pour dix roubles, l'existence devient « tout à fait acceptable ». Plus on monte vers le nord, plus la vie revient cher et plus il est difficile de trouver du travail.

Nous avons rencontré des camarades qui avaient vécu à Obdorsk. Ils nous donnent tous des renseignements très favorables sur l'endroit. C'est un grand bourg de plus de mille habitants. On y trouve douze boutiques. Les maisons sont dans le genre de celles des villes. Il y a beaucoup de bons logements. C'est un beau site montagneux. Climat très sain. Les ouvriers trouveront du travail. On peut donner des leçons. La vie coûte un peu cher, mais le gain est en proportion. Cette localité sans pareille ne présente qu'un seul désavantage : elle est complètement retranchée du monde. Il y a quinze cents verstes jusqu'au chemin de fer, huit cents jusqu'à la première station télégraphique. La poste arrive deux fois par mois. Mais pendant la fonte des neiges et des pluies, au printemps et en automne, on ne reçoit plus aucune nouvelle de six semaines ou de deux mois. Qu'un gouvernement provisoire se forme à Pétersbourg, le chef de police, longtemps encore, gouvernera Obdorsk! Mais, précisément parce que le bourg est fort distant de la route de Tobolsk,

il est relativement animé : il constitue en effet un centre indépendant pour une immense région.

Les déportés ne demeurent pas longtemps au même endroit. Ils vivent en nomades à travers la province. Les vapeurs de l'Ob transportent gratuitement les « politiques ». Les voyageurs payants se logent comme ils peuvent dans les coins du bateau et les « politiques » migrateurs s'emparent des meilleures places. Cela vous étonnera, cher ami, mais telle est la tradition solidement établie. Tout le monde y est tellement habitué que les paysans qui nous conduisent nous disent de notre expédition à Obdorsk : « Oh! ce n'est pas pour longtemps... Au printemps, vous nous reviendrez par le vapeur... » Mais qui sait dans quelles conditions nous vivrons, nous, gens du Soviet, et dans quel but l'on nous envoie là-bas?

Pour le moment, l'on a donné l'ordre de mettre à notre disposition les meilleurs traîneaux et les meilleurs logements.

Obdorsk! Un point minuscule sur le globe terrestre!... Peut-être devrons-nous pour de longues années nous adapter à l'existence de là-bas. Mon humeur fataliste ne suffit pas à m'inspirer une entière tranquillité. Les dents serrées, je regrette les lampes électriques de nos rues, le vacarme du tramway et ce qu'il y a de meilleur au monde : l'odeur d'un journal fraîchement imprimé.

Le 1er février (Iourovskoïé). — Mêmes impressions aujourd'hui qu'hier. Nous avons fait plus de cinquante verstes. A côté de moi, dans le traîneau, était assis un soldat qui me distrayait en me racontant des épisodes de la guerre de Mandchourie. Nous sommes escortés par des hommes du régiment de Sibérie dont l'effectif a été presque entièrement renouvelé après la guerre. C'est, de tous les régiments, celui qui a le plus souffert. Une partie du contingent se trouve en garnison à Tioumen, le reste à Tobolsk. Les soldats de Tioumen, comme je vous l'ai écrit, nous montraient beaucoup de sympathie; ceux de Tobolsk sont plus grossiers. Il y a parmi eux un groupe considérable de réactionnaires conscients, de Cent-Noirs. Le régiment se compose de Polonais, d'Ukrainiens et de Sibériens. Ces derniers forment l'élément le plus arriéré. Pourtant, certains d'entre eux sont d'excellents garçons... Au bout de deux jours, nos nouveaux gardes s'étaient adoucis. Et c'est un point qui a son importance : nos conducteurs sont nos maîtres pour le moment; ils ont sur nous droit de vie et de mort.

Mon soldat éprouve une vive admiration pour les Chinoises. « Il y a là-bas de belles *babas*. Le Chinois est petit de taille, ce n'est pas un être à comparer avec un homme vrai; mais la Chinoise est belle : blanche, pleine... »

— Eh bien, demanda notre cocher, ancien soldat, les nôtres alors entraient dans la danse avec les Chinoises?

— Non... On ne permettait pas de les voir... On emmenait d'abord les Chinoises, et seulement alors on laissait entrer les soldats. Pourtant, les nôtres dans le *gao-lian* avaient attrapé une Chinoise et en avaient pris pour leur goût. Un soldat y avait même laissé son bonnet. Les Chinois apportent le bonnet au colonel. Le colonel fait ranger le régiment et demande : « A qui le bonnet?... » Personne ne répond : on se fiche pas mal de son bonnet dans un cas pareil. L'affaire en est restée là. Mais... elles sont jolies, les Chinoises...

En partant de Tobolsk, nos attelages étaient de trois chevaux, mais ne sont plus que de deux depuis le deuxième relais : la voie se rétrécissait de plus en plus.

Dans les bourgs où nous changeons d'attelages, des traîneaux nous attendent, toujours prêts. Le transbordement s'effectue hors du bourg, en plein champ. Ordinairement, toute la population vient nous voir. La scène est parfois fort animée. Tandis que les femmes tiennent nos bêtes par la bride, les moujiks, sous la direction du « docteur », s'occupent de notre bagage, et les enfants courent gaiement, bruyamment, autour de nous. Hier, des « politiques » voulurent nous photographier au moment de la mise en traîneau et nous attendirent avec un appareil devant la maison d'administration; mais nous passâmes au galop, ils n'eurent pas le temps de nous prendre. Aujourd'hui, comme nous entrions dans le bourg, où nous passons la nuit, des « politiques » vinrent nous recevoir avec un drapeau rouge. Ils étaient quatorze, dont dix Géorgiens. A la vue de l'étendard révolutionnaire, l'agitation se mit parmi nos soldats, qui menacèrent les manifestants de leurs baïonnettes, criant qu'ils allaient tirer. Finalement, le drapeau fut pris et les manifestants repoussés. Dans notre escorte, il y a quelques soldats très attachés au caporal, qui est un Vieux Croyant. C'est un homme exceptionnellement brutal et cruel. Il ne connaît pas de plaisir plus vif que de rudoyer un cheval avec la crosse de son fusil. Visage de brique, bouche entr'ouverte, gencives exsangues, les yeux absolument fixes, il a l'air idiot. Ce caporal fait une continuelle opposition au sergent qui commande le détachement. Le sergent, d'après lui, ne nous traite pas assez durement. Quand il s'agit d'arracher un drapeau rouge ou de heurter en pleine poitrine un « politique » qui vient trop près de nos traîneaux, le caporal est toujours des premiers à la tête de son groupe. Nous sommes obligés de nous dominer pour éviter un grave conflit, car, dans ce cas, nous ne pourrions compter sur la protection du sergent qui a peur de son subalterne.

Le 2 février au soir (Démianskoïé). — Bien qu'à notre entrée dans Iourovskoïé, hier, le drapeau rouge ait été enlevé, nous en avons vu un autre aujourd'hui, attaché à une haute perche plantée dans un monticule de neige à la sortie du village. Cette fois,

personne n'y a touché : les soldats qui venaient de se mettre en traîneau n'avaient aucune envie de se déranger. Nous avons donc défilé devant ce drapeau. Plus loin, à quelques centaines de pas du village, comme nous descendions vers la rivière, nous avons aperçu sur une pente de neige cette inscription, tracée en lettres énormes : « Vive la Révolution! » Le cocher de mon traîneau, un garçon de dix-huit ans, a éclaté de rire quand j'ai lu à haute voix la devise.

— Savez-vous ce que signifie « Vive la Révolution! »? lui ai-je demandé.

— Non, je ne sais pas, m'a-t-il répondu après réflexion. Je sais seulement qu'on crie : « Vive la Révolution! »

Cependant sa mine montrait bien qu'il en savait plus qu'il ne voulait dire. En général, les paysans, de ce côté-ci, surtout les jeunes, paraissent très bienveillants pour les « politiques ».

A Démianskoïé, grand bourg où nous nous trouvons en ce moment, nous sommes arrivés à une heure. Nous avons été accueillis par une foule de déportés; il y en a ici plus de soixante. D'où grande émotion parmi nos soldats. Le caporal a aussitôt rassemblé ses fidèles, prêt à agir en cas de besoin. Par bonheur, tout s'est passé convenablement. On nous attendait ici, cela se voit, depuis longtemps, et avec nervosité. On avait élu une commission spéciale pour organiser la réception. Un magnifique dîner nous était préparé, ainsi qu'un confortable logement à la « maison commune ». Mais on ne nous a pas permis d'y loger. Nous avons dû nous installer dans une isba. C'est là qu'on nous a apporté le dîner. L'entrevue avec les « politiques » a été très difficile : ils ont réussi à pénétrer, par deux ou trois, jusqu'à nous, et cela pour quelques minutes seulement, en nous apportant des plats. En outre, à tour de rôle, nous avons pu nous rendre à la boutique sous escorte, et en chemin nous échangions quelques mots avec ces camarades qui firent le guet dehors toute la journée. Une des femmes déportées s'était déguisée en paysanne pour nous visiter, soi-disant pour vendre du lait, et elle a très bien joué son rôle. Mais le maître du logis l'a probablement dénoncée aux soldats, qui l'ont expulsée aussitôt. Par malheur, notre méchant caporal était alors de garde. Je me suis rappelé comment notre colonie d'Oust-Koutsk (sur la Léna) se préparait à recevoir les déportés qui passaient : nous préparions une soupe aux choux, des boulettes farcies, en un mot tout ce que les exilés de Démianovskoïé ont fait pour nous. Le passage d'un nombreux détachement est un événement de la plus haute importance pour chaque colonie en résidence sur la route, car on attend toujours avec impatience des nouvelles de la patrie lointaine.

Le 4 février, 8 heures du soir. Les iourtas de Tsingaline (1). — Le commissaire de l'endroit, sur nos instances, a demandé à l'administration de Tobolsk s'il ne serait pas possible d'accélérer notre voyage. Tobolsk a dû demander à son tour des instructions à Pétersbourg, en suite de quoi l'on a télégraphié au commissaire qu'il pouvait agir comme il l'entendrait. Si l'on compte que, désormais, nous ferons en moyenne soixante-dix verstes par jour, nous arriverons à Obdorsk entre le 18 et le 20 février. Bien entendu, ce n'est qu'un calcul approximatif.

Nous nous trouvons dans un hameau qui s'appelle *les iourtas de Tsingaline*. Ce ne sont pas, à vrai dire, des *iourtas*, mais des isbas. Cependant la population se compose principalement d'Ostiaks, peuplade aborigène d'un type très nettement marqué. Leur façon de vivre et la langue employée ici sont celles du paysan russe. Ils s'adonnent beaucoup plus à l'ivrognerie que nos Sibériens. On boit tous les jours, dès l'aube; vers midi, tous sont ivres.

Un déporté d'ici, le maître d'école N..., nous a raconté des choses curieuses : apprenant que l'on attendait des inconnus partout reçus avec de grandes cérémonies, les Ostiaks, effrayés, ont cessé de boire et même caché l'eau-de-vie qu'ils avaient en réserve. C'est la raison pour laquelle nous avons trouvé les gens du hameau en possession de leur bon sens. Dans la soirée, néanmoins, j'ai observé que l'Ostiak dans la maison duquel nous logions rentrait ivre.

Par ici commencent déjà les pêcheries : il est plus difficile de trouver de la viande que du poisson. Le maître d'école, dont je viens de parler a organisé une corporation (*artel*) de pêcheurs, composée de paysans et de déportés. Il a fait acheter des filets, dirige lui-même la pêche en qualité de chef et veille au transport du poisson jusqu'à Tobolsk. Pendant l'été dernier, l'artel a réalisé un bénéfice excédant cent roubles par travailleur. On s'arrange, on vit... Il est vrai qu'à pêcher N... a contracté une hernie.

Le 6 février (*Samarovo*). — Nous avons fait hier soixante-cinq verstes et aujourd'hui soixante-treize; demain, nous en ferons à peu près autant. Nous avons laissé derrière nous la zone de l'agriculture. Les paysans d'ici, Russes ou Ostiaks, s'occupent exclusivement de la pêche.

Il est surprenant de voir à quel point le gouvernement de Tobolsk est peuplé de « politiques »... Pas de hameau perdu dans lequel nous n'en rencontrions quelques-uns. Le patron de l'isba où nous logeons nous a raconté qu'autrefois il n'y avait ici aucun

(1) *Iourta*, primitive habitation sibérienne, sorte de tente formée de quelques perches disposées en cône et couverte de peaux de rennes ou de feutre. — N. d. T.

déporté, mais qu'il en est arrivé beaucoup de tous côtés, peu de temps après le manifeste du 17 octobre. « Depuis lors, ça continue. » Voilà comment s'est signalée en cette région l'ère constitutionnelle! Les « politiques », en beaucoup d'endroits, partagent les occupations des indigènes : ils ramassent et nettoient des pommes de cèdre, ils pêchent, vont à la cueillette des fruits sauvages et chassent. Les plus entreprenants ont fondé des ateliers et des boutiques de coopérateurs, des artels de pêcheurs. Les paysans les traitent fort bien. Ici, par exemple, à Samarovo, qui est un immense bourg marchand, les paysans ont affecté au logement gratuit des « politiques » une maison entière, et ils ont donné aux premiers arrivants l'étrenne d'un veau et de deux sacs de farine. Les boutiques, conformément à un usage établi, cèdent aux « politiques » les denrées à meilleur marché qu'aux autres habitants. Une partie des déportés, ici, vivent en commun dans une maison à eux sur laquelle flotte toujours le drapeau rouge. Essayez donc, je vous prie, de planter ce drapeau à Paris, à Berlin ou à Genève!

A ce propos, je vous communiquerai deux ou trois observations sur l'ensemble des déportés de cette région.

La société « politique » des prisons et de la Sibérie se démocratise de plus en plus. Le fait a été signalé à maintes reprises depuis 1890. Les ouvriers constituent une proportion de plus en plus nombreuses parmi les « politiques » et laissent bien loin derrière eux les intellectuels révolutionnaires. Ceux-ci, en revanche, considèrent depuis longtemps la forteresse de Pierre-et-Paul, la prison des Croix et celle de Kolymsk comme une sorte d'héritage privilégié : ces cachots, pour eux, sont des « majorats ». J'ai eu l'occasion de rencontrer, dans les premières années de ce siècle, des membres des partis de la *Liberté du Peuple* (*Narodovoltsy*) et du *Droit Populaire* (*Narodopravsto*, constitutionnels) qui haussaient dédaigneusement les épaules à la vue des bateaux affectés au transfert des détenus : ces vapeurs transportaient en effet de simples ramoneurs de Vilna, des ouvriers en confections de Minsk. Mais l'ouvrier déporté de cette époque-là était presque toujours membre d'une organisation révolutionnaire et se tenait à un niveau politique et moral remarquable. Presque tous les déportés, sauf peut-être les ouvriers qui provenaient de la zone dite des Juifs (1), passaient préalablement par le crible d'une enquête de gendarmerie, et, si grossier que fût ce crible, il mettait à part les ouvriers les plus avancés. C'est pourquoi les milieux de la déportation représentaient une culture intellectuelle et morale vraiment digne d'attention.

(1) C'est-à-dire des provinces assignées à la population juive (sauf exceptions rigoureusement déterminées) : sorte de *ghettos* dans l'Etat. — N. d. T.

Les déportés de notre « période constitutionnelle » ont un tout autre caractère. On ne voit plus ici l'organisation, mais bien le mouvement des masses, des forces élémentaires. La gendarmerie n'enquête plus. On arrête des gens dans la rue et on les envoie ici. On déporte, on fusille le premier qui se laisse prendre dans la foule. Après l'écrasement des révoltes populaires commence la période « des opérations de partisans », des « expropriations », effectuées dans un but révolutionnaire ou sous prétexte de révolution; alors se produisent les aventures des maximalistes et aussi, plus simplement, des incursions de malandrins. Quand il était impossible de pendre les gens sur place, l'administration les expédiait en Sibérie. On comprend que dans la multitude qui participait « aux désordres », il y ait eu bon nombre d'hommes étrangers à toute idée révolutionnaire, arrêtés par hasard, n'ayant touché à la révolution que du bout du doigt, beaucoup de badauds et, enfin, pas mal de représentants de la canaille qui rôde, la nuit, dans les grandes villes. On voit à quel point cette situation a dû influer sur le monde des déportés.

Une autre circonstance agit fatalement dans le même sens : ce sont les évasions. Ceux qui s'enfuient sont, bien entendu, les plus actifs, les plus conscients : un parti les attend, un certain travail les attire. On se figurera le nombre des évasions quand on saura que, sur 450 déportés dans tel district du gouvernement de Tobolsk, il n'en reste qu'une centaine. Ceux qui demeurent sont des paresseux. La grande majorité des déportés est donc faite de gens obscurs, sans attaches politiques, de victimes du hasard. La vie n'en est que plus difficile pour ceux des éléments conscients qui, par suite de telle ou telle circonstance, n'ont pu regagner la Russie : tous les « politiques » sont, en effet, liés entre eux par une solidarité morale devant la population.

Le 8 février (les iourtas de Karymkrine). — Nous avons fait hier soixante-quinze verstes et aujourd'hui quatre-vingt-dix. Nous arrivons à l'étape très fatigués, nous nous couchons de bonne heure.

Nous sommes dans un bourg d'Ostiaks, dans une petite isba malpropre. Dans la cuisine infecte se pressent, avec des Ostiaks ivres, les soldats de l'escorte qui grelottent. Dans une autre pièce bêle un agneau... Il y a un mariage dans le bourg — c'est en ce moment l'époque des mariages. Tous les Ostiaks boivent et les ivrognes tentent parfois de pénétrer dans notre isba.

Nous avons reçu la visite d'un petit vieillard de Saratov, déporté par ordre administratif; il était ivre aussi. Il nous dit qu'il est venu ici de Bérézov avec un camarade pour chercher de la viande : c'est « leur petit commerce ». Tous deux sont des « politiques ».

Il est difficile de se faire une idée des préparatifs qui ont eu

lieu ici en prévision de notre passage. Notre convoi, comme je l'ai déjà écrit, se compose de vingt-deux traîneaux couverts, ce qui demande environ cinquante chevaux. Il est rare qu'on en trouve une si grande quantité dans les villages et l'on est obligé d'en faire venir de loin. A certains relais, nous avons trouvé des chevaux qu'on avait amenés d'une distance de cent verstes. Et cependant, les intervalles entre les relais sont très courts par ici : presque toujours de dix à quinze verstes. C'est dire qu'un Ostiak fait faire à son cheval une centaine de verstes pour que deux membres du Soviet des Députés Ouvriers puissent en parcourir une dizaine. Comme on ne sait jamais exactement le jour de notre arrivée, les cochers, venus de loin, nous ont attendu parfois durant des semaines entières. Pareil dérangement ne s'est présenté qu'une fois, pour autant qu'ils se souviennent : lors du passage de « Monsieur le Gouverneur en personne »...

J'ai déjà parlé de la sympathie que manifestent à notre égard en particulier, et à l'égard de tous les « politiques » en général, les paysans de ce pays. Un fait remarquable mérite d'être mentionné à ce propos : l'incident s'est passé à Bélogorié, petit bourg dans le district de Bérézov. Un groupe de paysans de cette localité avait organisé par cotisation une réception en notre honneur, avec thé et quelques plats froids; ils voulaient en outre nous donner six roubles. Nous refusâmes, bien entendu, l'argent; mais nous nous disposions à accepter le thé. Les soldats de l'escorte nous en empêchèrent et nous dûmes y renoncer. Le sergent nous y avait bien autorisés, mais le caporal tempêta, criant à se faire entendre de tout le village et menaçant le sergent de le dénoncer. Nous sortîmes donc de l'isba sans avoir contenté nos hôtes. Presque toute la population du village nous suivit. Ce fut une vraie manifestation.

Le 9 février (bourg de Kandinskoïé). — Encore cent verstes de faites. Jusqu'à Bérézov, il nous reste deux jours de voyage. Nous y serons le 11. Aujourd'hui, je suis sérieusement fatigué : pendant neuf ou dix heures de marche ininterrompue, on n'a pas la possibilité de manger. Nous suivons le cours de l'Ob. La rive droite est montagneuse et boisée; celle de gauche est basse et la rivière s'étale largement. Temps calme et doux. Des deux côtés de la route, des branches de sapin, plantées dans la neige, indiquent la voie. Nos cochers sont presque tous des Ostiaks. Les traîneaux sont attelés de deux ou trois chevaux en flèche, car le chemin se rétrécit de plus en plus. Les cochers se servent d'un long fouet de corde, au bout d'un long et gros manche. Le convoi se déroule sur une énorme distance. Le cocher pousse de temps en temps un cri perçant : les chevaux prennent alors le galop. Un épais tourbillon de neige s'élève. Cela vous coupe la respiration. Les traîneaux se précipitent les uns sur les autres; on sent

sur son épaule le museau et le souffle chaud du cheval qui vous suit. Qu'un des véhicules se renverse, qu'un harnais se détache ou se rompe, tout le convoi s'arrête. On est comme hypnotisé dans cette marche interminable. Un moment de silence. Les cochers s'interpellent par des cris rauques, en ostiak. Puis les chevaux se secouent et repartent au galop. Ces arrêts fréquents nous retardent beaucoup et ne permettent pas aux conducteurs de montrer toute leur fougue et tout leur savoir-faire. Nous parcourons quinze verstes à l'heure, alors qu'ici, dans des conditions normales, on couvre aisément dix-huit, vingt et même vingt-cinq verstes dans le même temps...

Une marche rapide en Sibérie est habituelle et, dans un sens, nécessaire, à cause des immenses distances. Mais un voyage comme celui que nous accomplissons, je n'ai jamais vu cela, même sur la Léna.

Nous arrivons au relais. En dehors du village nous attendent des traîneaux attelés et des chevaux libres : ceux-ci pour les traîneaux de famille qu'on ne changera pas jusqu'à Bérézov. Le transbordement s'opère très vite et nous continuons notre voyage. Les cochers ont une manière particulière de s'asseoir. Sur l'avant et sur le bord du traîneau, une planche est fixée en travers. C'est là que prend place le cocher, de côté, les jambes pendantes. Tandis que les chevaux galopent et que le traîneau penche, tantôt d'un flanc, tantôt de l'autre, le cocher, en s'inclinant lui aussi, redresse le véhicule et, parfois, donne un coup de pied sur le sol...

Le 12 février. Prison de Bérézov. — Il y a cinq ou six jours — je ne vous l'ai pas écrit pour ne pas vous inquiéter inutilement, — nous avons traversé une localité où sévit une épidémie de typhus exanthématique. Nous sommes à présent très loin de cet endroit. Dans les iourtas de Tsingaline dont je vous ai parlé, il y avait typhus dans trente isbas sur soixante. Et de même dans les autres villages. La mortalité est terrible. Presque pas un cocher qui ne puisse citer un mort dans sa famille. L'accélération de notre voyage et la modification de l'itinéraire primitivement fixé, ont été motivées par le typhus : c'est pour cela que le commissaire avait télégraphié à Tobolsk.

Tous ces jours derniers, nous avançons de quatre-vingt-dix à cent verstes par vingt-quatre heures, c'est-à-dire de presque un degré vers le nord. Grâce à cette avance ininterrompue, les cultures — si l'on peut parler ici des cultures — et la végétation diminuent à vue d'œil. Chaque jour, nous descendons d'une marche dans le sauvage royaume du froid. C'est l'impression que doit ressentir un touriste qui gravit une haute montagne et passe d'une zone à l'autre... Au commencement, nous pouvions encore voir des paysans russes jouissant d'un certain bien-être. Nous

rencontrâmes ensuite des Ostiaks russifiés qui, par des mariages avec des Russes, n'ont plus qu'à moitié le type mongol. Puis nous dépassâmes la zone de l'agriculture. Puis apparut l'Ostiak pêcheur, l'Ostiak chasseur : c'est un être de petite taille, aux longs cheveux ébourriffés, qui s'exprime difficilement en russe. Le nombre de chevaux disponibles diminuait, et les bêtes paraissaient de plus en plus pitoyables : le trafic n'est pas fort et un chien de chasse est plus apprécié qu'un cheval en ces lieux. La route aussi s'est faite plus mauvaise : étroite, non nivelée... Et cependant, au dire du commissaire, les Ostiaks d'ici sont des gens vraiment cultivés en comparaison avec ceux qui vivent sur les affluents de l'Ob.

On nous considère avec une certaine indécision, avec un certain étonnement, peut-être comme des chefs provisoirement déposés. Un Ostiak nous demandait aujourd'hui : « Où est donc votre général? Montrez-moi le général... Je voudrais bien le voir... Je n'ai jamais vu un général. »

Comme un Ostiak attelait un mauvais cheval, un autre lui crie : « Amène une bête meilleure : ce n'est pas pour le commissaire que tu attelles... » Le cas contraire s'est produit d'ailleurs, mais il fut unique : un Ostiak, en attelant, dit : « Ce n'est pas la peine de se gêner; ce ne sont pas de grands personnages... »

Hier soir, nous sommes arrivés à Bérézov. Vous n'allez pas me demander, bien sûr, de décrire « la ville ». Elle ressemble à Verkholensk, à Kirensk et à une multitude d'autres villes dans lesquelles on trouve un millier d'habitants, un « ispravnik », (chef de police) et un receveur. Ici, d'ailleurs, on montre, sans en garantir l'authenticité, les tombes d'Ostermannn et de Menchikov (1). Des farceurs sans prétention indiquent aussi une vieille femme chez qui Menchikov aurait pris ses repas.

On nous a conduits directement à la prison. Toute la garnison, une cinquantaine d'hommes, faisaient la haie devant l'entrée. Nous apprenons qu'on a nettoyé cette maison pour notre arrivée, qu'on l'a lavée pendant quinze jours, après en avoir fait sortir tous les détenus! Dans une des salles, nous avons trouvé une grande table couverte d'une nappe, des chaises convenables, une table verte pour jeu de cartes, deux chandeliers avec leurs bougies et une lampe de famille. C'est presque touchant.

Nous nous reposerons ici deux jours, avant de continuer notre voyage...

Oui, nous continuerons... Mais, pour moi, je n'ai pas encore décidé dans quelle direction...

---

(1) Menchikov, favori disgracié, mourut en exil à Bérézov, en 1729; son ennemi, Ostermann, autre favori également disgracié, y trépassa en 1747. — *N. d. T.*

LE RETOUR

Au début du voyage en traîneau, à chaque relais, je tournais la tête et voyais avec effroi que nous nous éloignions de plus en plus du chemin de fer. Obdorsk, pour aucun de nous, n'était le but réel du voyage. L'idée d'une évasion ne nous quittait pas un instant. J'avais un passeport et l'argent indispensable pour le retour, tout cela habilement dissimulé dans la semelle de ma botte. Mais la longueur du convoi et la rigoureuse surveillance dont on nous entourait rendaient difficile une évasion en cours de route. Il nous était pourtant possible de disparaître, il faut le dire, mais à condition de ne pas partir tous ensemble. Plusieurs plans avaient été faits, sans doute assez réalisables, mais ceux qui voulaient fuir étaient retenus par la crainte des conséquences possibles pour les camarades. Les soldats de l'escorte, et le sergent tout le premier, répondaient de nous jusqu'à notre arrivée à destination. Au cours de l'année précédente, un sergent de Tobolsk avait été envoyé dans un bataillon disciplinaire pour avoir laissé échapper un étudiant déporté. Les soldats que l'on chargeait ordinairement d'escorter les prisonniers se le tenaient pour dit et traitaient beaucoup plus durement ceux qu'on leur confiait depuis. Il y avait une sorte de convention tacite entre soldats et déportés : pas d'évasion en chemin. Personne, parmi nous, ne considérait cette convention comme un engagement absolu; mais notre volonté de fuir en était un peu paralysée et nous laissions derrière nous les relais les uns après les autres. Après avoir parcouru quelques centaines de verstes, nous cédâmes à l'inertie, nous nous laissâmes emporter; j'avais hâte « d'arriver », je me préoccupais de recevoir des livres et des journaux, et, en somme, je me disposais à une installation en règle... A Bérézov, cet état d'esprit se modifia tout d'un coup.

— Est-il possible de partir d'ici?

— Au printemps, c'est facile.

— Mais en ce moment?

— C'est difficile, mais possible tout de même, je pense. On n'a pas encore essayé.

Tout le monde, absolument tout le monde nous disait qu'il était aisé et simple de partir au printemps. La police, trop peu nombreuse, n'était pas en mesure de contrôler l'existence d'in-

nombrables déportés. Cependant, il fallait prévoir qu'on arriverait plus facilement à surveiller une quinzaine d'hommes déportés au même endroit et sur lesquels l'attention générale serait fixée. Mieux valait donc prendre tout de suite le chemin du retour.

Mais, pour y réussir, il importait d'abord de rester à Bérézov. Continuer la route jusqu'à Obdorsk, c'était s'éloigner du but, à 480 verstes de plus. Je déclarai qu'étant malade et fatigué, je ne pouvais partir tout de suite et qu'on ne m'emmènerait pas de bon gré : l'ispravnik consulta le médecin et me permit de me reposer pendant quelques jours à Bérézov. On me mit à l'hôpital. Mon plan n'était pas encore formé.

A l'hôpital, je bénéficiai bientôt d'une liberté relative. Le médecin me recommandait de me promener le plus possible, et j'en profitai pour m'orienter.

Le plus simple était, semblait-il, de revenir par le chemin que nous avions suivi jusqu'à Bérézov, c'est-à-dire par la « grand'route de Tobolsk ». Mais cette voie était trop peu sûre. A vrai dire, je pouvais rencontrer un bon nombre de paysans bien disposés, qui consentiraient sans doute à me transporter secrètement de village en village. Mais combien de fâcheuses rencontres étaient à craindre ! Tous les fonctionnaires de l'administration vivent sur la grand'route, en de continuels voyages. En deux jours, et plus vite même, s'il le fallait, on pouvait, de Bérézov, atteindre la première station télégraphique, et, de là, prévenir la police sur toute la route de Tobolsk. Je renonçai donc à cette direction.

Il était aussi possible, avec un attelage de rennes, de passer l'Oural et la rivière Ijma, et d'arriver ainsi à Arkhangel; là, je n'aurais qu'à attendre les premiers vapeurs pour gagner l'étranger. Jusqu'à Arkhangel, la route était sûre; elle traversait des régions absolument sauvages. Mais ne serait-il point dangereux de s'attarder dans cette ville? Je n'en savais absolument rien, et je ne pouvais me renseigner en peu de temps.

Un troisième plan me parut plus séduisant que les autres : je me dirigerais, avec un attelage de rennes, vers les mines et fonderies de l'Oural; je rejoindrais, à l'usine de Bogoslovsk, le chemin de fer à voie étroite, puis, de là, par le train, à Kouchva, la ligne de Perm. Ensuite Perm, Viatka, Vologda, Pétersbourg, Helsingfors...

Pour se rendre avec des rennes aux usines, on pouvait passer directement par la Sosva ou la Vogoulka. Dès le commencement du chemin, on se trouvait dans un désert sauvage. Aucune police pendant des milliers de verstes, pas un village russe; de loin en loin, quelques iourtas (1) d'Ostiaks; bien entendu, il ne pouvait

(1) Voyez page 324.

être question de télégraphe; on ne trouvait pas de chevaux; les rennes seuls pouvaient passer. Je n'avais, pour le moment, qu'à essayer de gagner du temps en obtenant des délais de l'administration de Bérézov; j'étais sûr alors qu'on ne me rattraperait pas, même si l'on me poursuivait dans la direction que j'aurais suivie.

On m'avertit que ce chemin serait plein « de privations et de dangers ». En certaines régions, pendant des centaines de verstes, on ne rencontrait aucune habitation. Chez les Ostiaks, seuls habitants de la contrée, sévissaient les épidémies : la syphilis était fort répandue, le typhus exanthématique apparaissait fréquemment. Il était inutile d'attendre aucun secours de personne. Pendant cet hiver, dans les iourtas d'Oourvi, qui se trouvent sur la Sosva, un jeune marchand de Bérézov était mort : durant quinze jours, il s'était débattu contre la fièvre... Et qu'arriverait-il si un renne tombait et qu'il fût impossible de le remplacer? Et le *bourane*, la terrible tempête de neige? Elle durait parfois plusieurs jours. Si elle vous assaillait en route, c'était la mort. Or, février est justement le mois des tempêtes. D'ailleurs, la route des usines subsisterait-elle encore? Les voyages de ce côté étaient rares, et si, dans ces derniers jours, aucun Ostiak n'avait suivi cette direction, toute trace de passage serait effacée. Il serait donc trop facile de perdre la route. Tels furent les avertissements que j'entendis.

Je n'avais pas à nier le danger. Certainement, la route de Tobolsk présentait de grands avantages au point de vue de la sécurité et « du confort ». Mais, précisément pour cette raison, elle comportait de plus grands dangers du côté de la police. Je choisis donc le chemin de la Sosva, et je ne m'en suis pas repenti.

***

Il fallait trouver un homme qui consentît à me conduire jusqu'aux usines : c'était le plus difficile de ma tâche (1).

— Attendez, je vais vous arranger cela, me dit, après de nombreuses conversations et réflexions, le jeune marchand Nikita Sérapionytch, qui professait des opinions « libérales ». A quarante verstes de la ville, dans les iourtas, il y a un Ziriane, nommé Nikifor... C'est un déluré... Il n'a pas l'esprit dans sa poche, il est capable de tout...

— Ne boit-il pas un peu? demandai-je prudemment.

— Comment donc! Bien sûr qu'il boit! Qui donc ici ne boi-

(1) A partir de cet endroit, je raconte mon évasion avec de forts changements, j'invente les noms et les personnages pour ne point attirer de poursuites et de désagréments à ceux qui, en réalité, m'aidèrent à fuir.

rait pas? C'est l'eau-de-vie qui l'a perdu. Il est bon chasseur, autrefois il tuait beaucoup de zibelines, il gagnait beaucoup. Enfin, cela n'a pas d'importance : s'il consent à s'occuper de cette affaire, j'espère qu'il se surveillera. Je vais aller le voir. C'est un malin... S'il ne réussit pas à vous guider, personne n'y réussira...

Avec Nikita Sérapionytch, nous nous entendîmes sur les conditions du traité. Je devais acheter trois rennes, choisis parmi les plus beaux. Le traîneau était aussi à mes frais. Si Nikifor me conduisait jusqu'aux usines, les rennes et le traîneau lui appartiendraient. Je lui paierais en outre cinquante roubles.

Dans la soirée, je connaissais déjà la réponse. Nikifor acceptait. Il était parti pour un camp d'Ostiaks situé à cinquante verstes de son habitation et il amènerait demain pour le déjeuner trois des meilleurs rennes. Nous pourrions probablement partir dans la nuit. En attendant, je devais acheter tout le nécessaire : des *tchijs* et des *kiss*, une *malitza* ou bien un *gouss* (1), et préparer des provisions pour dix jours. Nikita Sérapionytch se chargeait d'ailleurs de faire ces emplettes.

— Je vous dis, affirmait-il, que Nikifor vous tirera d'affaire. C'est un homme à vous tirer d'affaire!

— S'il ne s'enivre pas, répliquai-je d'un ton peu rassuré.

— Allons, il faut espérer qu'il ne boira pas... Il a peur seulement de ne pas trouver la route dans la montagne; il y a huit ans qu'il n'a passé par là. Vous serez obligés probablement de suivre la rivière jusqu'aux iourtas de Chomine, et c'est beaucoup plus loin...

En effet, de Bérézov jusqu'à ces iourtas, il y a deux routes : l'une, « par la montagne », va tout droit et traverse, en plusieurs endroits, la Vogoulka, puis passe par les iourtas de Vyjpourtym; l'autre suit la Sosva par les iourtas de Chaïtane et de Maléev. La route de la montagne est deux fois plus courte, mais c'est un endroit désert, où l'on rencontre rarement un Ostiak, et le chemin disparaît bien souvent dans la neige.

Cependant, le lendemain, il fut impossible de partir. Point de rennes, point de Nikifor : on ne savait ce qu'il était devenu. Nikita Sérapionytch s'en montrait tout confus.

— Ne lui auriez-vous pas donné de l'argent pour acheter l'attelage? demandai-je.

— Allons donc!... Je ne suis pas un petit garçon, voyons! Je lui ai fait une simple avance de cinq roubles, et encore, en présence de sa femme. Mais, attendez, j'irai le voir aujourd'hui même...

(1) *Tchij*, bas en peau de renne, poil en dedans; *kiss*, bottes en peau de renne, poil en dehors; *malitza*, pelisse en peau de renne, poil en dedans; pendant les grands froids, on met, par-dessus cette pelisse, un surtout nommé *gouss*, dont le poil est en dehors.

Le départ était retardé d'au moins vingt-quatre heures. L'ispravnik pouvait, d'un moment à l'autre, exiger mon départ pour Obdorsk. Mauvais début!

Je partis le surlendemain, 18 février.

Dans la matinée, Nikita Sérapionytch vint à l'hôpital et, profitant d'un moment où il n'y avait personne dans la salle, me dit d'un ton décisif :

— Ce soir, à onze heures, arrangez-vous pour venir chez moi sans qu'on vous voie. Vous partirez à minuit. Tous mes enfants et les gens de la maison iront au spectacle, je serai seul chez moi. Vous vous habillerez là, vous souperez, je vous conduirai dans mon traîneau jusqu'au bois, Nikifor nous y attendra. Il vous fera traverser la montagne : il dit qu'hier deux traîneaux ostiaks ont tracé la route.

— C'est bien décidé? demandai-je, car je doutais encore.

— Absolument décidé!

Jusqu'au soir, je ne fis que marcher en long et en large dans la salle. A huit heures, je me rendis à la caserne où l'on donnait le spectacle. J'estimais que cela vaudrait mieux. Le local de la caserne était bondé. Trois grosses lampes pendaient au plafond; des chandelles plantées sur des baïonnettes brûlaient des deux côtés de la salle. Trois musiciens se serraient au pied de la scène. Le premier rang des spectateurs était occupé par des fonctionnaires; derrière eux se trouvaient des marchands et des « politiques »; au fond, se trouvaient les gens du peuple : commis, bourgeois, jeunes gens. Des soldats s'accotaient aux murs. La représentation était commencée; on donnait *L'Ours*, de Tchékhov. Antone Ivanoviteh, aide-médecin de l'hôpital, brave homme gros et grand, faisait « l'ours ». La femme du médecin jouait le rôle de la belle voisine. Le docteur en personne, caché dans une boîte, au pied de la scène, tenait l'emploi de souffleur. Ensuite un rideau fort joliment colorié descendit et tout le monde applaudit.

Pendant l'entr'acte, les « politiques » se réunirent en petits groupes afin de se communiquer les dernières nouvelles. — « On dit que l'ispravnik regrette fort de n'avoir pu garder à Bérézov les députés qui ont de la famille. » — « L'ispravnik a dit qu'une évasion était impossible ici. » — « Oh! il exagère, — répliqua quelqu'un, — puisqu'on amène des gens par la route, ils peuvent s'en aller tout aussi bien par le même chemin. »

Les trois musiciens cessèrent de jouer, le rideau se leva. On jouait *Le Tragique Forcé*, le drame du mari en villégiature. En veston léger et chapeau de paille, le surveillant de l'hôpital, aide-médecin militaire, représentait un mari qui se promène à la campagne, — et cela au mois de février, à Bérézov, près du cercle polaire! Quand le rideau tomba sur le drame du pauvre

époux, je dis adieu à mes camarades et sortis, prétextant une névralgie.

Nikita Sérapionyteh m'attendait.

— Vous avez juste le temps de souper et de changer de vêtements. J'ai dit à Nikifor de s'avancer vers l'endroit indiqué quand minuit sonnerait à la tour du veilleur.

*
**

Vers minuit, nous sortîmes dans la cour. Après la lumière de l'intérieur, la nuit nous paraissait fort sombre. Dans les ténèbres, j'aperçus pourtant un traîneau attelé d'un cheval. Je me couchai au fond du véhicule sur lequel j'avais étendu vivement mon surtout (*gouss*). Nikita Sérapionyteh me recouvrit tout entier d'une grosse brassée de paille qu'il attacha avec des cordes : cela faisait comme un tas de marchandises. La paille était gelée, mêlée de neige. Ma respiration fit bientôt fondre cette neige qui coulait en grosses gouttes sur mon visage. Mes mains aussi se glaçaient dans la paille froide; j'avais oublié de mettre mes gants et il m'était fort difficile de bouger sous les cordes dont on m'avait ligoté. Minuit sonna à la tour. Le traîneau glissa, nous sortions de l'enclos, le cheval s'élançait dans la rue.

« Enfin, pensai-je, nous voilà partis! » La sensation de froid aux mains et au visage m'était agréable, elle me semblait une preuve réelle de mon départ. Nous avançâmes au trot du cheval pendant vingt minutes, puis nous nous arrêtâmes. Un fort coup de sifflet retentit au-dessus de moi, c'était évidemment le signal de Nikita. Aussitôt un autre sifflement lui répondit à distance, et des voix confuses se firent entendre. « De qui peuvent être ces voix? » me dis-je, inquiet. Nikita partageait sans doute ma perplexité, car, au lieu de me détacher, il bougonnait à part lui.

— Qui est-ce? demandai-je à mi-voix à travers la paille.

— Le diable sait avec qui il s'est collé, répondit Nikita.

— Il est ivre?

— Sûrement qu'il n'a pas toute sa raison.

Pendant ce temps, les gens qui causaient sortaient du bois et s'avançaient sur la route. J'entendis une voix qui criait :

— Ne t'inquiète pas, Nikita Sérapionyteh, ne t'inquiète pas! Que ton type ne s'inquiète pas non plus... Celui que j'amène est mon ami... Et ce vieux-là, c'est mon père... Ils ne diront pas un mot, pas un!...

Nikita, en grommelant, me détacha. Je vis un grand moujik vêtu d'une pelisse (malitza), tête nue, les cheveux d'un roux clair, le visage d'un ivrogne, mais matois; il ressemblait à un

Petit-Russien. Un peu à l'écart se tenait en silence un jeune gars, et, sur la route, s'appuyant au traîneau qui était sorti du bois, titubait un vieillard déjà vaincu par l'eau-de-vie.

— Ce n'est rien, monsieur, ce n'est rien..., dit l'homme roux, et je devinai que c'était Nikifor, — ce sont des gens à moi, je réponds d'eux. Nikifor aime à boire, mais il ne perd pas la tête... Ne vous inquiétez pas... Avec des « taureaux » comme ça (il montrait les rennes), ça serait bien un malheur que je ne vous conduise pas jusqu'au bout... Mon oncle Michel Egoryteh me dit : Passe par la montagne... Aujourd'hui deux traîneaux d'Ostiaks y ont passé... Et moi, j'aime mieux la montagne... Sur la rivière, tout le monde me connaît... Aussi, j'ai invité Michel Egoryteh à se régaler chez moi... C'est un bon moujik...

— Minute, minute, Nikifor Ivanovitch, mets en place le bagage, s'écria Nikita Sérapionyteh d'un ton autoritaire.

Nikitor se hâta d'obéir. En cinq minutes, tout fut en place et moi installé dans le traîneau qui devait m'emporter.

— Eh! Nikifor Ivanoviteh, dit Nikita d'un ton de reproche, tu as eu tort d'amener ces gens-là : je t'avais pourtant prévenu... Enfin, faites attention, vous autres, pas un mot, hein, c'est entendu?

— Pas un, pas un, répondit le jeune moujik.

Le vieillard qui ne pouvait parler se contenta de faire de son doigt en l'air un signe de dénégation. Je dis adieu avec émotion à Nikita Sérapionyteh.

— Marche!

Nikifor héla son attelage, les rennes s'élancèrent, nous étions partis.

*
**

Les rennes couraient d'une vaillante allure, la langue pendante de côté, la respiration pressée...: *tchou-tchou-tchou-tchou...* La route était étroite, les bêtes se serraient l'une contre l'autre, et je m'étonnais de voir qu'elles n'en étaient pas gênées.

— Il faut le reconnaître, dit Nikifor en se tournant vers moi, on ne trouverait pas meilleur que ces rennes-ci. Ce sont des mâles bien choisis : le troupeau compte sept cents têtes, mais ce sont sûrement les plus beaux. Le vieux Michée, d'abord, ne voulait pas en entendre parler: « Ceux-là, je ne les vends pas... » Mais, après avoir vidé une bouteille, il dit comme ça : « C'est bon, prends-les! » Et pourtant, au moment où je les emmenais, il s'est mis à pleurer. « Regarde, qu'il dit, celui-là, c'est le conducteur (Nikifor indiquait le renne qui courait en tête), il n'a pas de prix. Si tu le ramènes vivant et en bon état, je te le reprendrai pour la même somme. » Voilà ce qu'ils valent, ces «taureaux-là »! Le prix était un peu fort, mais, il faut dire la

vérité : ils le valent. Le conducteur, à lui seul, vaut bien ses vingt-cinq roubles. Seulement, nous aurions aussi bien pu en prendre d'autres, et pour rien, chez l'oncle Michel Ossipoviteh. L'oncle m'a même dit : « Tu es bête, Nikifor! » Oui, il a dit comme ça : « Tu es bête, Nikifor... Pourquoi ne m'as-tu pas dit que tu devais mener ce type? »

— Quel type? dis-je, interrompant le récit.

— Eh bien, vous, par exemple...

J'eus souvent l'occasion de remarquer dans la suite que « type » était un terme préféré, dans le vocabulaire de mon cocher.

A peine nous étions-nous éloignés d'une dizaine de verstes, Nikifor, brusquement, arrêta son attelage.

— Nous avons à faire un détour ici... pas plus de cinq verstes, nous passerons par le camp. J'ai une pelisse de dessus à y prendre. Je ne peux pas voyager avec une simple pelisse de dessous. Je gèlerais. J'ai un billet de Nikita Sérapionyteh, au sujet de la pelisse.

Je me sentis complètement démonté par cette absurde proposition. Quelle idée d'aller dans un camp d'Ostiaks à dix verstes de Bérézov. A certaines réponses évasives de Nikifor, je compris qu'il devait aller dès la veille chercher sa pelisse, mais qu'il avait bu sans désemparer durant ces deux derniers jours.

— Non, lui dis-je résolument, nous n'irons pas chercher votre pelisse. Le diable vous emporte! Il fallait y songer avant... Si vous avez froid, vous mettrez ma fourrure sous la vôtre, je suis assis dessus en ce moment. Et quand nous arriverons, je vous ferai cadeau du touloupe que je porte : il vaut mieux que n'importe quelle pelisse.

— Eh bien, c'est bon, répondit Nikifor d'un ton conciliant. Que ferions-nous d'une pelisse de dessus? Nous ne gèlerons pas. Go-go! cria-t-il, s'adressant à ces bêtes. Ces « taureaux-là » n'ont pas besoin de coups de bâton. Go-go!

Mais l'entrain de Nikifor tomba bientôt. L'eau-de-vie produisait son effet. Il perdit toute énergie, il oscillait de droite à gauche sur son siège et s'endormait de plus en plus. Plusieurs fois, je le réveillai. Il se secouait, donnait aux rennes un coup de sa longue perche et marmonnait : « C'est bon, ces « taureaux-là » marcheront bien tout seuls ». Et il se rendormait. Les rennes allaient presque au pas, et mes cris seuls les faisaient encore un peu marcher. Deux heures s'écoulèrent ainsi. Ensuite, je m'assoupis moi-même et me réveillai quelques minutes plus tard, sentait que les rennes s'étaient arrêtés. Sous l'impression du sommeil, il me parut d'abord que tout était perdu...

— Nikifor! criai-je de toutes mes forces en le tirant par l'épaule.

En réponse, il marmonna quelques mots sans suite :

— Qu'est-ce que je peux faire?... Je n'y peux rien... J'ai envie de dormir...

Mes affaires se gâtaient vraiment, Nous n'étions guère à plus de trente ou quarante verstes de Bérézov. Un arrêt à une si courte distance n'entrait pas du tout dans mes plans. Je vis que la plaisanterie devenait mauvaise et je décidai de « prendre des mesures ».

— Nikifor, criai-je, en arrachant le capuchon qui couvrait sa tête d'ivrogne et l'exposant ainsi au froid, si vous ne vous tenez pas comme il faut à votre place et si vous ne faites pas partir nos bêtes, je vous jette dans la neige et je m'en vais seul.

Nikifor revint un peu à lui : je ne sais si c'était le froid ou mes paroles qui agissaient. En dormant, il avait laissé tomber sa gaule. Trébuchant et se grattant, il fouilla dans le traîneau, en tira une hache, abattit sur le bord de la route un jeune pin et le débarrassa de ses branches. La gaule était prête et nous repartîmes. Je résolus de surveiller sévèrement mon cocher.

— Comprenez-vous ce que vous faites? lui demandai-je du ton le plus imposant que je pus prendre. Vous plaisantez, je crois? Si l'on nous rattrape, pensez-vous qu'on nous fasse des compliments?

— Est-ce que je ne comprends pas? répondit Nikifor qui, décidément revenait à lui. Comment donc!... Seulement notre troisième « taureau » est un peu faible. Le premier est bon, on ne peut pas trouver mieux... Et le deuxième n'est pas mauvais... Mais le troisième, à dire vrai, ne vaut rien du tout...

Vers l'aube, le froid devint beaucoup plus piquant. Par-dessus mon touloupe, je revêtis la grosse pelisse « gouss », et m'en trouvai mieux. Mais la situation de Nikifor se gâtait de plus en plus. Son ivresse s'en allait, le froid le pénétrait, le malheureux grelottait.

— Prenez ma fourrure, lui dis-je.

— Non, il est trop tard maintenant : il faut d'abord que je me réchauffe moi-même, pour chauffer ma pelisse.

Après une heure de route, nous aperçûmes des iourtas : trois ou quatre misérables masures faites de poutres.

— Je vais y entrer cinq minutes, pour demander la route et me réchauffer.

Cinq minutes se passent, puis dix, puis quinze. Une créature inconnue s'approche du traîneau : emmitouflée, elle s'arrête, regarde et s'en va. L'aube, déjà, éclairait faiblement, et le bois, avec les pitoyables demeures qui se dressaient là, prenait à mes yeux je ne sais quel éclat sinistre.

« Par quoi tout cela finira-t-il? me disais-je. Irai-je loin avec cet ivrogne? Si nous avançons de cette manière, il sera

facile de nous rattraper. En buvant, Nikifor peut bavarder et dire tout à un passant; qu'on rapporte la chose à Bérézov et tout est perdu. En supposant même qu'on ne nous rattrape pas, on préviendra par télégraphe toutes les stations de la petite ligne... Est-ce la peine de continuer? » Le doute m'envahissait...

Une demi-heure s'était passée. Nikifor ne revenait pas. Il fallait donc aller le chercher, et je n'avais même pas remarqué dans quelle habitation il avait disparu. Je m'approchai de la première, non loin de la route, et regardai à la fenêtre. Dans un coin, le foyer flambait d'un feu clair. Il y avait sur le plancher une marmite d'où sortait de la vapeur. Sur des planches servant de couchettes, un groupe était assis au milieu duquel... Nikifor, tenant une bouteille à la main. De toutes mes forces, je tambourinai à la fenêtre et contre le mur. Un instant après parut Nikifor. Il portait ma pelisse qui, par dessous, dépassait la sienne.

— En route! lui criai-je d'une voix menaçante.

— Tout de suite, tout de suite..., répondit-il humblement. Ce n'est rien, je me suis réchauffé, partons maintenant. Nous marcherons si bien dans la nuit que personne ne nous verra. Seulement, le troisième « taureau » n'est pas fameux... Il faudrait le dételer et le laisser là...

Nous partîmes.

***

Il était déjà cinq heures. La lune s'était levée depuis longtemps et éclairait d'une vive lumière, le froid était plus vif, on sentait, dans l'air, l'annonce du matin. Par-dessus mon touloupe en peau de mouton, j'avais revêtu une pelisse de peau de renne qui me tenait chaud. Dans l'attitude de Nikifor, je voyais de l'assurance et de l'entrain, les rennes couraient d'une excellente allure et je somnolais tranquillement. De temps en temps je me réveillais et j'apercevais toujours le même tableau. Nous passions par des endroits probablement marécageux en été, presque entièrement dénudés; quelques pins chétifs, quelques petits bouleaux se dressaient sur la neige; la route s'allongeait en ligne sinueuse, étroite, à peine visible. Les rennes avançaient d'une course infatigable et régulière, comme des automates, et leur forte respiration rappelait le bruit d'un petit moteur. Nikifor avait rejeté son blanc capuchon et restait tête nue. De blancs poils de renne se mêlaient à sa chevelure ébouriffée qui semblait couverte de givre. « Nous allons, nous allons », me disais-je, et je sentais dans ma poitrine un flux de joie qui me réchauffait. « Ils ne s'apercevront pas de ma fuite, peut-être, pendant un jour ou deux... Et nous allons, nous marchons... » Et je me rendormais.

Vers neuf heures du matin, Nikifor arrêta l'attelage. Presque

au bord de la route se trouvait une tente, ou plutôt une grande cabane faite de peaux de renne, en forme de cône épointé. A côté de cette habitation, il y avait des traîneaux attelés de rennes, du bois coupé; à une corde étaient suspendues des peaux fraîchement prélevées; sur la neige, une tête de renne écorchée, à large ramure; deux enfants, vêtus de fourrures, s'amusaient avec des chiens.

— D'où vient cette tente? dit Nikifor étonné. Je pensais que nous n'en verrions pas une jusqu'aux iourtas de Vyjpourtym.

Il alla aux renseignements : il se trouva que nous étions en présence d'Ostiaks dont le centre était à deux cents verstes de là : ils chassaient l'écureuil. J'apportai notre vaisselle et nos provisions et nous entrâmes dans la tente par une étroite ouverture fermée d'une peau, pour y déjeuner et y prendre le thé.

— *Païssi* (salut), dit Nikifor en ostiak.

— *Païssi, païssi, païssi!* lui répondit-on de divers côtés.

Le sol était couvert de fourrures entassées, dans lesquelles remuaient des créatures humaines. Il y avait eu beuverie la veille, et les gens revenaient de leur ivresse. Au milieu de ce gîte un bûcher flambait et la fumée sortait librement par un large orifice au sommet de la tente. Nous suspendîmes nos bouilloires et jetâmes du bois sur le bûcher. Nikifor parlait couramment l'ostiak, s'entretenant avec les maîtres du logis. Une femme se leva, gardant dans ses bras un nourrisson qu'elle venait d'allaiter et, sans cacher sa poitrine, s'approcha du bûcher. Elle était laide comme la mort. Je lui donnai un bonbon. Aussitôt deux autres figures se dressèrent et s'avancèrent vers nous.

— Ils demandent de l'eau-de-vie, me dit Nikifor, traduisant leurs paroles.

Je leur donnai de l'esprit-de-vin, un infernal alcool à 95°. Ils en burent, grimaçant et crachant sur le sol. La femme aux seins nus en but aussi sa part.

— Le vieux en veut encore, me dit Nikifor en tendant un deuxième petit verre à un Ostiak chauve dont les joues rouges étaient luisantes et pelées. J'ai engagé ce vieux, m'expliqua Nikifor, pour quatre roubles, jusqu'aux iourtas de Chomine. Il ira de l'avant avec trois rennes et nous tracera la route; nos bêtes, derrière son traîneau, courront plus gaiement.

Nous bûmes du thé, nous mangeâmes; au moment des adieux, j'offris à nos hôtes quelques cigarettes. Ensuite, nous plaçâmes notre bagage sur le traîneau du vieux, nous nous installâmes dans nos véhicules et nous partîmes. Un clair soleil s'était levé, la route traversait une forêt, il y avait de la lumière et de la joie dans l'air. En avant, l'Ostiak avançait, traîné par trois femelles blanches en gestation. Le vieux tenait une gaule extrêmement longue, terminée au sommet par une petite pointe de corne et

munie, à l'autre bout, d'un morceau de fer; Nikifor lui aussi s'était armé d'un bâton neuf. Les femelles entraînaient rapidement le léger véhicule de l'Ostiak, et nos mâles, reprenant courage, les suivaient de près.

— Pourquoi le vieux ne se couvre-t-il pas la tête? demandai-je à Nikifor, en observant, étonné, que la tête chauve de l'Ostiak restait exposée au gel.

— L'ivresse passe plus vite, m'expliqua Nikifor.

En effet, au bout d'une demi-heure, le vieux arrêta son attelage et s'approcha de nous, demandant de l'esprit-de-vin.

— Il faut régaler le bonhomme, déclara Nikifor qui, en même temps, se régalait lui-même. Vous avez vu, ses bêtes étaient déjà attelées.

— Eh bien?

— Il voulait aller chercher de l'eau-de-vie à Bérézov. J'ai eu peur qu'il ne dise, là-bas, un mot de trop... Alors, je l'ai engagé. De cette façon, nos affaires seront plus sûres. Maintenant, quand pourra-t-il aller à la ville? Dans deux jours. Moi, je n'ai pas peur. Qu'est-ce qu'on peut me dire? On me demandera : « Tu l'as conduit? » Est-ce que je peux savoir qui j'ai conduit? « Toi, dirai-je, tu es de la police, moi je suis cocher. Tu reçois un traitement? C'est ton affaire de veiller. Mon affaire à moi, c'est de conduire. » Est-ce juste?

— Très juste!

C'est aujourd'hui le 19 février. Demain doit s'ouvrir la Douma d'Etat. L'amnistie! « Le premier devoir de la Douma d'Etat sera de proclamer l'amnistie ». C'est possible... Mais mieux vaut attendre cette amnistie un peu plus à l'ouest. « De cette façon, notre affaire sera plus sûre », comme dit Nikifor.

***

Comme nous venions de dépasser les iourtas de Vyjpourtym, nous trouvâmes sur la route un sac qui devait contenir, selon toute apparence, du pain. Il pesait plus d'un poud (40 livres). Malgré mes protestations énergiques, Nikifor mit le sac dans notre traîneau. Je profitai de l'assoupissement de cet ivrogne pour rejeter la trouvaille sur le chemin; c'était, d'ailleurs, une charge de trop pour nos bêtes.

Quand Nikifor se réveilla, il ne trouva ni le sac, ni la gaule qu'il avait prise dans la tente du vieux.

Les rennes sont des animaux extraordinaires : ils ne connaissent ni faim ni fatigue. Les nôtres n'avaient pas mangé depuis la veille de notre départ, et nous avancions depuis vingt-quatre heures sans les avoir nourris. Nikifor m'expliqua qu'ils commençaient seulement à bien marcher. Ils couraient d'une

allure égale, inlassable, faisant de huit à dix verstes à l'heure. Toutes les dix ou quinze verstes, on s'arrête deux ou trois minutes pour permettre aux animaux de souffler; puis on repart. Une course de cette longueur s'appelle « un trajet de rennes », et, comme on ne mesure pas ici les verstes, c'est par le nombre de trajets qu'on calcule les distances. Cinq « trajets » équivalent à soixante ou soixante-dix verstes.

Aux iourtas de Chomine, nous devions quitter le vieil Ostiak; nous aurions alors, derrière nous, au moins dix « trajets »... C'était déjà une belle distance.

Vers neuf heures du soir, comme le crépuscule tombait, quelques traîneaux vinrent pour la première fois à notre rencontre. Nikifor essaya de leur céder le passage sans s'arrêter. Mais la manœuvre était difficile : la route était si étroite qu'il suffisait de s'en écarter un peu pour que les rennes enfonçassent aussitôt dans la neige jusqu'au ventre. Les traîneaux s'arrêtèrent. Un des cochers s'approcha de nous, avança son visage jusqu'à celui de Nikifor et le nomma par son nom :

— Qui conduis-tu? Tu vas loin?

— Pas loin... répondit Nikifor, c'est un marchand d'Obdorsk.

Cette rencontre l'inquiéta.

— C'est le diable qui nous l'envoie! Voilà cinq ans que nous ne nous sommes vus, et il m'a reconnu, diable emporte! Ce sont des Zirianes qui habitent à cent verstes d'ici, ils vont chercher des marchandises et de l'eau-de-vie à Bérézov. Ils seront en ville demain à la nuit.

— Moi, ça m'est égal, dis-je, on ne nous rattrapera pas. Mais, vous, si vous alliez avoir une affaire quand vous reviendrez...

— Quelle affaire? Je dirai : Mon affaire est de conduire, je suis cocher. Qui je mène, un marchand ou un « politique », ça ne se lit pas sur le front. Toi, tu es de la police, tu n'as qu'à regarder! Moi, je suis cocher, je mène les gens. C'est juste?

— Parfaitement juste...

La nuit vint, une nuit de profondes ténèbres. La lune, à cette époque, ne se lève que vers le matin. Malgré l'obscurité, les rennes gardaient sans broncher le bon chemin. Nous ne rencontrions personne. Cependant, vers une heure du matin, nous entrâmes tout à coup dans un cercle de lumière vive et nous nous arrêtâmes. Devant un bûcher qui flambait sur le bord de la route, deux personnages étaient assis, l'un grand, l'autre petit. De l'eau bouillait dans une marmite, et le petit Ostiak râpait sur son gant des morceaux de thé pressé (1) qu'il jetait dans l'eau.

(1) Le thé de Chine (de qualité inférieure) que les caravanes fournissent à la Sibérie, se présente sous l'aspect de briques obtenues par compression. — N. d. T.

Nous nous approchâmes du bûcher et notre traîneau avec l'attelage nous fut aussitôt caché par les ténèbres. Les sons incompréhensibles de l'idiome étranger frappèrent mes oreilles. Nikifor emprunta la tasse du garçon et, recueillant dans cet ustensile un peu de neige, la fit tremper un instant dans l'eau bouillante; puis il recommença l'opération. Il semblait préparer une mystérieuse boisson sur ce bûcher perdu dans les profondeurs de la nuit et du désert. Puis, lentement, avidement, il but.

Nos rennes commençaient à se sentir fatigués. A chaque arrêt ils se couchaient l'un près de l'autre et avalaient de la neige.

***

Vers deux heures du matin, nous arrivâmes aux iourtas de Chomine. Nous décidâmes d'accorder un repos à nos bêtes et de les nourrir. Les iourtas de cet endroit ne sont pas des tentes nomades; ce sont de véritables habitations faites de poutres. Elles diffèrent cependant beaucoup de celles que nous avions rencontrées sur la route de Tobolsk. Là-bas, les iourtas étaient de véritables isbas, séparées en deux moitiés par une cloison; on y voyait un poêle russe, un samovar, des chaises, tout cela en plus mauvais état et plus sale que dans les isbas de nos moujiks sibériens. Ici, l'on ne trouvait qu'une « chambre », un âtre primitif au lieu de poêle; pas de meubles; une entrée fort basse, un glaçon servant de carreau à la fenêtre. Néanmoins, je me sentis fort à l'aise quand je me fus débarrassé des pelisses dont j'étais couvert; une vieille Ostiaque les suspendit devant le feu pour les sécher. Il y avait bientôt vingt-quatre heures que je n'avais mangé.

Quel plaisir de s'asseoir sur une couchette de planches couvertes de peaux de rennes, de manger du veau froid, du pain à demi dégelé et d'attendre le thé. Je bus un petit verre de cognac, la tête me bourdonnait un peu, et j'éprouvais la sensation d'être arrivé au but de mon voyage... Un jeune Ostiak, dont les cheveux nattés étaient entrelacés de bandes de drap rouge, se leva de la couchette pour aller nourrir les rennes.

— Que leur donnera-t-il? demandai-je.

— De la mousse. Il n'a qu'à les conduire à un endroit où il y en a; les bêtes fouilleront la neige et la trouveront. Elles creuseront un trou, s'y coucheront et mangeront à leur aise. Les rennes ne sont pas difficiles.

— Ne mangent-ils pas du pain?

— Non, rien que de la mousse, à moins qu'on ne les ait habitués dès le début à manger autre chose, du pain par exemple; mais c'est bien rare.

La vieille jeta du bois dans le foyer, puis réveilla une jeune

Ostiaque. Celle-ci, voilant son visage devant moi, sortit, sans doute pour aider son mari, le jeune gars que Nikifor venait d'engager pour deux roubles à nous accompagner jusqu'à Oourvi. Les Ostiaks sont extrêmement paresseux et ce sont les femmes, chez eux, qui exécutent tous les travaux. Et cela non seulement dans le ménage : il n'est pas rare de rencontrer une Ostiaque à la chasse, le fusil en main, poursuivant l'écureuil et la zibeline. Un garde-forestier de Tobolsk m'a raconté des choses étonnantes sur la paresse des Ostiaks et sur leur manière de traiter les femmes. Il avait eu l'occasion plusieurs fois d'explorer des endroits sauvages dans le district de Tobolsk : ces endroits-là, dans la langue du pays, s'appellent « des brumes ». Il prenait pour guides des Ostiaks à raison de trois roubles par jour. Et chaque jeune Ostiak se faisait accompagner dans « les brumes » par sa femme; les veufs ou célibataires emmenaient leur mère ou leur sœur. La femme portait tous les ustensiles et provisions de route : le sac, la hache, la marmite. L'homme n'avait que son coutelas à la ceinture. Quand on s'arrêtait pour se reposer, la femme nettoyait la place, prenait des mains de son mari la ceinture qu'il ôtait pour se mettre plus à l'aise, elle allumait le bûcher et préparait le thé. L'homme s'asseyait et, en attendant, fumait sa pipe...

Le thé était prêt et j'approchai avidement mes lèvres de la tasse. Mais l'eau exhalait une insupportable odeur de poisson. Je versai dans la tasse deux cuillerées d'essence de canneberge, il n'en fallut pas moins pour me cacher le mauvais goût.

— Et vous, vous ne sentez rien? demandai-je à Nikifor.

— Le poisson ne nous effraie pas, nous le mangeons même cru quand il sort du filet et qu'il frétille encore, il n'y a pas meilleur...

La jeune femme revint, se couvrant encore la moitié du visage et, s'arrêtant devant le foyer, elle remit en ordre son vêtement avec un divin sans-gêne. Son mari la suivait de près et me proposa, par l'intermédiaire de Nikifor, de lui acheter de la fourrure brute, cinquante peaux d'écureuil.

— J'ai dit que vous étiez un marchand d'Obdorsk, voilà pourquoi il vous propose de l'écureuil, m'expliqua Nikifor.

— Dites-lui que je viendrai le voir quand je repasserai. Ça m'embarrasserait d'emporter les peaux maintenant...

Nous prîmes le thé, nous fumâmes, et Nikifor se coucha sur les planches pour faire un somme en attendant que les rennes eussent mangé. J'avais, moi aussi, une effroyable envie de dormir, mais je craignais de ne pas me réveiller avant le matin; je m'assis donc avec un carnet et un crayon devant le feu et je résumai les impressions de mon premier jour de voyage. Comme tout allait bien! comme tout s'arrangeait simplement! Trop sim-

plement même!... A quatre heures du matin, je réveillai les cochers et nous quittâmes les iourtas de Chomine.

— Chez les Ostiaks, les femmes et les hommes portent des nattes, avec des rubans et des anneaux; ils ne tressent pas leurs cheveux, sans doute, plus d'une fois par an?

— Leurs nattes? répondit Nikifor. Non, ils les tressent souvent. Quand ils sont ivres, c'est toujours par la natte qu'ils se tirent les cheveux. Ils boivent, ils boivent, puis ils se prennent l'un l'autre à la tête. Alors, le plus faible dit : « Lâche-moi. » L'autre lâche. Et ils se remettent à boire. Ils n'ont pas besoin de se fâcher : ils n'ont pas le cœur à ça.

Non loin des iourtas de Chomine, nous descendîmes sur la Sosva. La route suit tantôt la rivière, tantôt la forêt. Un vent violent, pénétrant, souffle et c'est avec peine que je trace des notes sur mon carnet. Nous avançons par un lieu découvert : entre un bois de bouleaux et le lit de la rivière. La route est tuante. Le vent efface aussitôt, sous nos yeux, le sillage étroit de nos traîneaux. L'un des rennes perd à chaque instant la voie. Il enfonce dans la neige jusqu'au ventre et plus profondément encore, bondit désespérément, remonte sur la route, pousse le limonier et rejette le conducteur hors du chemin. Sur la rivière et sur le marais gelé, on avance au pas. Pour comble de malheur, le conducteur — le « taureau » qui n'a pas son pareil — se met à boiter. Traînant la jambe gauche de derrière, il continue honnêtement à courir sur la route affreuse; mais il baisse la tête, il tire la langue jusqu'au sol et lampe de la neige en courant, à quoi l'on reconnaît bien qu'il donne un suprême effort. Tout à coup, la route s'enfonce entre deux murailles de neige d'un mètre de haut. Les rennes se serrent dans l'étroit passage et l'on dirait que ceux qui marchent de côté portent le limonier. Je remarque que le conducteur a la jambe de devant en sang.

— Je suis un peu soigneur de bêtes, m'explique Nikifor; je lui ai fait une saignée pendant que vous dormiez.

Il arrête l'attelage, tire un coutelas de sa ceinture, s'approche de l'animal malade et, prenant le couteau entre ses dents, tâte longtemps la jambe ensanglantée. « Je ne comprends rien à cette histoire », déclare-t-il, étonné, et, de son coutelas, il gratte la jambe au-dessus du sabot. Pendant l'opération, l'animal restait couché, serrant les pattes, ne se plaignant pas; puis il léchait le sang qui coulait de sa jambe, il le léchait tristement. Des taches rouges, bien visibles sur la neige, marquaient l'endroit où nous nous étions arrêtés. J'insistai pour qu'on attelât à mon traîneau les rennes de l'Ostiak et pour que les nôtres fussent mis au traîneau léger. On attacha derrière ce véhicule le pauvre conducteur boiteux. Nous avions quitté Chomine depuis cinq heures environ; il nous en restait autant à faire jusqu'à Oourvi; là seu-

lement nous pourrions prendre un nouvel attelage chez un riche Ostiak, nommé Simon Pantuï. Consentirait-il, cependant, à nous donner des rennes pour un long voyage? Je discutai là-dessus avec Nikifor.

— Serions-nous obligés, lui disais-je, d'acheter deux attelages?

— Eh bien quoi? répondait Nikifor d'un air de défi, nous les achèterions!

Ma manière de voyager produisait sur lui une impression dans le genre de celle que je ressentis jadis en lisant les aventures de Phileas Fog. Si vous vous le rappelez, l'Anglais achetait des éléphants, achetait des navires à vapeur et, quand il manquait de combustible, jetait tous les bois du bâtiment dans le foyer. Quand il s'agit de nouvelles difficultés et de dépenses, Nikifor, surtout en état d'ivresse, et il y est presque toujours, se sent inspiré. Il s'identifie complètement à moi, cligne de l'œil malicieusement et me dit :

« La route, pour nous, n'est qu'une affaire de copecs... Et ça nous est égal, nous crachons là-dessus... Nous ne regrettons pas l'argent. Les « taureaux »? Si un « taureau » tombe, nous en achèterons un autre. Ce n'est pas moi qui chicanerais là-dessus : tant que les « taureaux » peuvent aller, nous marchons. Go-go! L'important, c'est d'arriver à destination... Pas vrai?

— Parfaitement juste!

— Si Nikifor ne réussit pas à vous mener, personne n'y réussira. Mon oncle Michel Ossipovitch (un bon moujik!) me dit : « Nikifor, tu vas mener ce type? Mène-le. Prends six rennes de mon troupeau et mène-le. Prends-les pour rien, je te les donne. » Et le caporal Souslikov me dit : « Tu le mènes? Tiens, voilà cinq roubles. »

— Pourquoi cela? demandai-je à Nikifor.

— Pour que je vous mène.

— Pour cela, vraiment? Qu'est-ce que cela peut lui faire?

— Pour cela, je vous le jure! Il aime nos frères, il se met devant eux pour les défendre, comme un mur. Parce que, entre nous soit dit, pour qui donc souffrez-vous? Pour le monde, pour les pauvres. Tiens, qu'il dit, Nikifor, voilà cinq roubles, mène-le, je te bénis. Mène-le, qu'il dit, quand bien même je devrais en répondre.

La route pénètre en forêt et devient aussitôt meilleure : les arbres la protègent contre les bourrasques de neige. Le soleil est déjà haut dans le ciel, tout est calme sous bois et j'ai si chaud que je me débarrasse de mon surtout (gouss) et ne garde que mon touloupe. L'Ostiak de Chomine, traîné par nos rennes, se laisse à chaque instant distancer et nous sommes obligés de l'attendre. De toutes parts, des pins nous entourent : énormes

arbres, dépourvus de branches jusqu'au sommet, d'un jaune clair, droits comme des cierges. On dirait que nous traversons un merveilleux parc d'autrefois. Le silence est absolu. De temps en temps seulement, un couple de perdrix blanches, qu'il est difficile de distinguer sur la neige, se lève, s'envole, s'enfonce dans le bois. Brusquement, nous arrivons à la limite des pins, la route descend en pente escarpée vers la rivière, notre traîneau se renverse, nous le rétablissons sur la voie, nous repartons, nous traversons la Sosva et, de nouveau, nous avançons en lieu découvert. De loin en loin, de petits bouleaux se dressent sur la neige. Ce doit être ici un marais.

— Combien de verstes avons-nous fait? demandai-je à Nikifor.

— Trois cents, je pense. Mais comment le savoir? Qui donc a pu mesurer les verstes de ce côté-ci? L'Archange Saint Michel, personne d'autre... Il y a longtemps qu'on a dit de nos chemins : « La vieille voulait le mesurer avec son bâton, mais elle y a renoncé... » Enfin, ce n'est rien... Dans trois jours, nous serons aux usines, pourvu que le temps se maintienne. Sans quoi, il arrive des fois une de ces tempêtes, je ne vous dis que ça... Un jour, j'ai été surpris par le bourane : en trois jours, je n'ai fait que cinq verstes... Dieu préserve!

Mais voici les Petits Oourvi : ce sont trois ou quatre iourtas misérables, une seule est habitée. Il y a vingt ans, elles étaient toutes peuplées sans doute. Les Ostiaks disparaissent avec une rapidité effrayante... Dix verstes plus loin, nous arriverons aux Grands Oourvi. Trouverons-nous Simon Pantuï? Nous donnera-t-il des rennes? Il est absolument impossible de continuer avec les nôtres...

*
**

...Déconvenue! A Oourvi, nous ne trouvons pas les moujiks : ils doivent garder leur troupeau sous la tente, à une distance de deux « trajets ». Nous serons obligés de revenir sur nos pas pendant quelques verstes et ensuite de faire un crochet. Si nous nous étions arrêtés aux Petits Oourvi, si nous nous étions renseignés, nous eussions économisé plusieurs heures. Dans un état d'âme tout proche du désespoir, j'attends, tandis que les femmes cherchent un renne qui puisse remplacer notre conducteur boiteux. Comme partout ailleurs, les femmes d'Oourvi sont à peu près ivres et, lorsque je découvre nos provisions, elles me demandent de l'eau-de-vie. Je m'entretiens avec elles par l'intermédiaire de Nikifor qui parle, aussi facilement que le russe, le ziriane et les deux dialectes ostiaks, celui de la « haute rivière » et celui « du bas », qui se ressemblent fort peu. Les Ostiaks d'ici ne savent pas un mot de russe. Cependant il faut remar-

quer que tous les jurons russes sont entrés, tels quels, dans leur langue et qu'avec la vodka de l'Etat, ils constituent le résultat le plus certain de notre action civilisatrice. Au milieu des termes confus de l'idiome ostiak, dans un lieu où personne ne sait dire *bonjour* en russe, retentit tout à coup très nettement un de ces mots incongrus qui font la gloire de notre langue nationale; l'Ostiak le prononce sans aucun accent, avec une parfaite netteté.

De temps en temps, j'offre à nos hôtes, hommes et femmes, des cigarettes. Ils fument mon tabac avec une déférence nuancée de dédain. Ces gosiers brûlés par l'alcool ne sont nullement sensibles au faible goût de mes cigarettes. Nikifor lui-même, qui, en général, respecte les produits de la civilisation, reconnaît que mes cigarettes ne méritent pas un éloge. « Le cheval ne veut pas de cette avoine », explique-t-il.

Nous nous dirigeons vers le camp. Quel désert! Quel sauvage pays! Nos rennes cherchent leur chemin dans des monts de neige, s'embarrassent au milieu des arbres, dans des halliers primitifs, et je me demande comment le cocher peut reconnaître sa route. Il possède un instinct, comme les rennes qui, d'étonnante manière, détournent la tête pour ne pas accrocher leurs bois aux branches des pins et des sapins. Le nouveau conducteur qu'on nous a donné à Ourvi porte une immense ramure d'au moins un mètre de largeur. Le chemin est à chaque instant barré par des branches et l'on croirait que l'animal va s'y trouver pris. Mais, à la dernière seconde, il détourne légèrement la tête, et pas une aiguille de la branche n'est touchée. Longtemps, j'observai cette manœuvre et elle me paraissait infiniment mystérieuse comme semblent toujours les manifestations de l'instinct à l'homme qui veut raisonner.

***

Nouvelle déconvenue! Le vieux patron est parti avec son ouvrier pour le campement d'été où il a laissé une partie de son troupeau. On l'attend d'une heure à l'autre, mais on ne pourrait dire quand il reviendra. En son absence, son fils, un jeune gars dont la lèvre supérieure est en bec de lièvre, n'ose prendre sur lui de conclure le marché. Nous sommes obligés d'attendre. Nikifor laisse partir notre attelage en liberté, à la recherche de la mousse qui sera sa pitance. Pour que nos bêtes ne se confondent pas avec celles du troupeau, il trace ses initiales dans le poil, sur le dos des deux mâles, avec la pointe de son couteau. Ensuite, étant de loisir, il répare notre traîneau fort ébranlé par les chocs et les contre-chocs. Le désespoir dans l'âme, je rôde dans les champs de neige environnants, puis j'entre dans la tente. Sur les genoux d'une jeune Ostiaque est assis un garçonnet de trois ou quatre ans, complètement nu; la mère l'ha-

bille. Comment peuvent-ils vivre avec des enfants, dans ces demeures rudimentaires, par quarante et cinquante degrés de froid? « Pendant la nuit, ça va, m'explique Nikifor; on s'enfonce dans les fourrures et on dort. J'ai, moi-même, passé plus d'un hiver sous la tente. L'Ostiak, lui, se met tout nu pour la nuit, dans une grande pelisse (malitza). On y dort bien. C'est le lever qui est désagréable. La buée de la respiration gèle sur le vêtement, elle est à couper avec la hache... Oui, le lever est ennuyeux. »

La jeune Ostiaque enroule le garçonnet dans un pan de sa pelisse et lui donne le sein. On nourrit ainsi les enfants jusqu'à cinq ou six ans.

Je fais bouillir de l'eau sur le foyer. Pendant que j'avais le dos tourné, Nikifor trouve le temps de remplir sa paume (quelle paume, quelle main, Seigneur!) du thé de ma boîte, et de le verser dans la théière. Je n'ai pas le courage de lui faire une observation et je vais être obligé de boire un thé qui a passé sur cette main... La paume de Nikifor s'est frottée à bien des choses, mais certainement pas, depuis longtemps, à du savon...

L'Ostiaque, après avoir nourri son garçon, le lave, l'essuie avec de fins copeaux, l'habille, puis le laisse sortir de la tente. La tendresse avec laquelle elle traite son enfant m'étonne beaucoup. Maintenant elle se met au travail : elle coud une pelisse en peau de renne avec des tendons séchés du même animal. Non seulement son ouvrage me paraît solide : il est vraiment élégant. La bordure tout entière s'orne d'un dessin fait de morceaux de fourrures blanches et sombres. Une bande d'étoffe rouge est glissée dans chaque couture. Ce sont toujours les femmes qui habillent de pelisses toute la famille. Quel travail formidable!

Le fils aîné reste couché dans un coin de la tente : il est malade depuis trois ans. On lui procure comme on peut des médicaments qu'il absorbe en quantités énormes : il passe tout l'hiver sous la tente, autant dire: à ciel ouvert. Le malade montre un visage d'une rare intelligence : la souffrance a mis dans ses traits une expression qui semble un signe de pensée... Je me rappelle que c'est précisément ici qu'est mort, le mois dernier, un jeune marchand de Bérézov, qui était venu chercher de la fourrure. Il est resté plusieurs jours en proie à la fièvre, sans aucun secours.

Le vieux Pantuï que nous attendons possède un troupeau d'environ cinq cents rennes. Il est fameux, dans toute la contrée, pour sa richesse. Le renne, ici, est l'unique valeur : nourriture, vêtement et transport. Il y a quelques années, un renne coûtait de six à huit roubles; le prix actuel est de dix à quinze. Nikifor explique ce renchérissement par des épizooties continuelles qui emportent des centaines de ces animaux.

*
**

Le crépuscule s'assombrit de plus en plus. Il est évident que personne ne voudra s'occuper, la nuit venue, de capturer des rennes dans le troupeau; mais je ne conseus pas encore à abandonner ma dernière espérance, et j'attends le vieillard avec une impatience telle que je n'en connus peut-être de pareille de toute ma longue vie.

...L'obscurité était complète quand le vieux maître apparut enfin avec ses ouvriers. Il entra dans la tente gravement, nous salua et s'assit devant l'âtre. Son visage, intelligent et autoritaire, me frappa. Les cinq cents rennes qu'il possédait lui permettaient évidemment de se sentir souverain de la tête aux pieds.

Je poussai du coude Nikifor :

— Parlez-lui donc!... Pourquoi perdre du temps?

— Attendez, ce n'est pas encore le moment : il va souper.

Un ouvrier entra, un moujik de haute stature aux larges épaules, il nous dit bonjour d'une voix nasillarde, changea de bottes dans un coin, celles qu'il portait étant mouillées, et s'approcha du foyer. Quelle horrible physionomie! Le nez avait complètement disparu de cette face malheureuse, la lèvre supérieure était tendue vers le haut, la bouche toujours à moitié ouverte, montrant de puissantes dents blanches. Je me détournai, épouvanté.

— Peut-être est-il temps de leur offrir de l'esprit-devin? demandai-je à Nikifor dont je respectais l'autorité.

— C'est juste le moment! répondit Nikifor.

J'allai chercher la bouteille. La bru du vieillard qui, à son arrivée, s'était voilé pour la première fois le visage, alluma au feu de l'âtre un copeau de bouleau et, s'en servant comme d'une chandelle, fouilla dans un coffre et en tira une timbale. Nikifor essuya cette tasse avec un pan de sa chemise et la remplit jusqu'au bord. La première portion fut offerte au vieux. Nikifor lui expliqua que c'était de l'esprit-de-vin. Celui-ci inclina la tête d'un air grave et, sans un mot, avala d'une gorgée le contenu de la timbale, c'est-à-dire de l'alcool à 95°; pas un muscle ne bougea sur son visage. Ensuite le cadet but aussi, celui dont la bouche était en bec de lièvre. Il se contraignit à avaler, fit une grimace pitoyable et, longtemps, cracha dans le feu. Ce fut le tour de l'ouvrier qui, ayant bu, se mit à dodeliner de la tête. Enfin, l'on offrit la timbale pleine au malade; mais il ne put achever et rendit la tasse. Nikifor jeta ce qui y restait dans le feu pour montrer aux gens de quoi il les régalait : l'alcool s'alluma aussitôt d'une flamme claire.

— *Taak* (il est fort), dit tranquillement, en sa langue, le vieux.

— *Taak,* répéta le fils, en crachant un filet de salive.

— *Saka taak* (il est très fort), confirma l'ouvrier.

Nikifor en but à son tour et trouva même que l'alcool était trop fort. On délaya un peu avec du thé. Nikifor boucha du doigt la bouteille et la secoua en l'air. Tous burent encore une fois. Puis ils versèrent encore du thé dans la bouteille et burent encore. Enfin, Nikifor se mit en devoir d'exposer notre affaire.

— *Saka khoza,* dit le vieux.

— *Khoza, saka khoza,* répétèrent-ils tous en chœur.

— Qu'est-ce qu'ils disent? demandai-je, impatient, à Nikifor.

— Ils disent : c'est très loin... Il demande trente roubles pour vous conduire jusqu'aux usines.

— Mais combien prendra-t-il jusqu'à Niaksimvoli?

Nikifor marmonna quelques mots inintelligibles. Il était évidemment mécontent, mais je n'en compris la raison que plus tard. Cependant il s'adressa au vieux et me transmit sa réponse : Jusqu'à Niaksimvoli, treize roubles; jusqu'aux usines, trente.

— Et quand ira-t-on prendre les rennes?

— Au point du jour.

— Il n'y a pas moyen tout de suite?

Nikifor leur traduisit ma question d'un air ironique. Tous éclatèrent de rire et hochèrent la tête en signe de dénégation. Je compris qu'il me faudrait passer la nuit dans ce lieu et je quittai la tente pour prendre l'air. Le temps était calme et doux. Je flânai pendant une demi-heure sur le champ de neige et me couchai ensuite dans mon traîneau.

Enveloppé de mon touloupe et de ma pelisse, j'étais étendu, en quelque sorte, dans un antre de fourrures. Au-dessus de la tente, un cercle de lumière était formé dans l'air par le feu de l'âtre qui achevait de se consumer. Alentour, le silence était absolu. Au firmament, les étoiles étaient suspendues, nettes et claires. Les arbres se tenaient immobiles. L'odeur de la peau de renne, humectée par ma respiration, me suffoquait un peu, mais la fourrure me réchauffait agréablement, la paix de cette nuit m'hypnotisait et je m'endormis avec la ferme résolution de mettre sur pied les gens dès l'aube et de partir le plus tôt possible. Combien de temps nous avions perdu, — c'était effrayant d'y penser!

*
**

Plusieurs fois je me réveillai, alarmé, mais les ténèbres m'entouraient. Un peu après quatre heures, comme une partie du ciel s'éclairait, j'entrai dans la tente, tâtai les corps, reconnus celui de Nikifor et le secouai. Il réveilla tous les habitants de la tente. La vie des forêts pendant des hivers de froid épouvantable a certainement son influence sur ces gens-là : quand ils se réveil-

lèrent, ils se mirent à tousser et à cracher si longtemps que je ne pus supporter ce spectacle et sortis à l'air frais. A l'entrée de la tente, un garçonnet de dix ans versait de sa bouche de l'eau sur ses mains crasseuses et se débarbouillait ainsi en étalant cette eau sur son sale visage; quand il eut achevé cette opération, il s'essuya soigneusement avec une poignée de copeaux.

Bientôt l'ouvrier au nez rongé et le cadet au bec de lièvre partirent, montés sur des raquettes, avec des chiens, pour ramener le troupeau vers la tente. Mais une bonne demi-heure s'écoula avant qu'un premier groupe de rennes ne sortît de la forêt.

— Maintenant, ils se sont mis en mouvement, m'expliqua Nikifor, tout le troupeau sera bientôt là.

Il en fut autrement. Il fallut encore deux heures pour rassembler un nombre assez considérable de ces animaux. Ils rôdaient tranquillement autour de la tente, fouillaient du museau la neige, se rassemblaient en tas, se couchaient. Le soleil s'était déjà levé sur les bois et éclairait le champ de neige où la tente se dressait. Les silhouettes des rennes, grands et petits, à robe sombre ou blanche, pourvus ou non de ramure, se profilaient nettement sur le fond blanc. Merveilleux tableau qui me parut fantastique et que je ne saurais oublier. Les rennes étaient gardés par des chiens. Un petit animal velu ne craignait pas de se jeter sur un groupe de cinquante têtes, dès que les rennes s'éloignaient un peu de la tente — et ceux-ci, pris d'une terreur folle, revenaient au galop sur le champ de neige.

Mais ce tableau même ne pouvait m'empêcher de songer au temps perdu. Ce 20 février — jour de l'ouverture de la Douma d'Etat, — fut pour moi une malheureuse journée. J'attendis que le troupeau s'assemblât au complet avec une impatience fiévreuse. Il était déjà plus de neuf heures et je devais attendre encore. Nous avions perdu vingt-quatre heures; il était clair maintenant que nous ne pourrions partir avant onze heures ou midi, et il nous restait à faire, jusqu'à Oourvi, vingt ou trente verstes, par une route fort mauvaise. Si les circonstances m'étaient défavorables, on pourrait me rattraper aujourd'hui. En supposant que la police se fût aperçue de mon évasion dès le lendemain, et qu'elle eût appris d'un des trop nombreux compagnons avec qui Nikifor vidait des bouteilles, quel chemin il avait suivi, elle aurait pu, dès la nuit du 19, organiser la poursuite. Nous ne nous étions éloignés que de trois cents verstes. C'est une distance que l'on peut couvrir en vingt-quatre ou trente heures. Nous avions donc donné juste assez de temps à l'ennemi pour qu'il nous rattrapât. Ma mésaventure pouvait devenir fatale.

J'exprimai mon vif mécontentement à Nikifor. Ne lui avais-je pas dit la veille qu'il faudrait envoyer chercher immédiatement le vieillard et non l'attendre. On aurait pu lui donner quelques

roubles de plus, à condition de partir le soir même. Bien entendu, si j'avais pu m'exprimer en ostiak, j'aurais arrangé cela. Mais je voyageais avec Nikifor précisément parce que je ne savais pas l'ostiak, etc., etc.

Nikifor, maussade, regardait droit devant lui, se détournant de moi.

— Qu'est-ce qu'on peut faire avec lui, puisqu'il ne veut pas? Les rennes de son troupeau sont bien nourris, bien choyés; on ne peut pas les capturer la nuit. Mais, ce n'est rien, ajouta-t-il brusquement en se tournant enfin vers moi, nous arriverons!

— Nous arriverons?

— Nous arriverons!

Il me sembla tout à coup qu'en effet *ce n'était rien*, que *nous arriverions*. D'autant plus que la clairière tout entière se couvrait maintenant de rennes et que les Ostiaks reparaissaient sur leurs raquettes, sortant de la forêt.

***

— On va attraper les rennes tout de suite, dit Nikifor.

Je vois que les Ostiaks prennent en main le lasso. Le vieux maître, à gestes lents, rassemble la corde et le nœud coulant dans sa main gauche. Puis tous crient, s'interpellent. C'est sans doute pour régler le plan d'action et choisir la première victime. Nikifor, lui aussi, est du complot. Il fait lever un groupe de rennes et les pousse dans un spacieux intervalle entre le vieillard et son fils. L'ouvrier se tient plus loin. Les rennes effrayés s'élancent en masse compacte. C'est une rivière de têtes et de ramures. Les Ostiaks suivent d'un œil attentif un point dans ce torrent. Premier coup! Le vieillard a envoyé son lasso et secoue la tête d'un air mécontent. Autre coup ! Le jeune Ostiak l'a manqué, lui aussi. Mais l'homme camard, qui se tient dans un endroit découvert, au milieu des bêtes, m'inspire soudain du respect par son air d'instinctive assurance : il envoie son lasso, et au mouvement de son bras, on voit bien qu'il ne manquera pas son coup. Les rennes font un écart pour échapper à la corde, mais un grand mâle blanc, qui porte une bûche sur le cou, fait deux ou trois bonds, s'arrête et tourne sur place : le nœud le tient par l'encolure et par les bois.

Nikifor m'expliqua qu'on venait de saisir le plus malin de ces animaux, qui mettait toujours du trouble dans le troupeau et l'emmenait au moment où l'on avait besoin des bêtes. Maintenant, il ne restait plus qu'à attacher ce mutin et l'affaire irait toute seule.

Les Ostiaks rassemblent de nouveau leurs lassos en les enroulant à leur bras gauche. Puis ils s'interpellent par des cris et s'entendent pour agir. L'entraînement désintéressé de la chasse s'est

emparé de moi. Nikifor me montre une large femelle aux courts andouillers que l'on veut attraper, et je prends part moi-même aux opérations. De deux côtés nous poussons le groupe de rennes vers l'endroit où les attendent trois lassos. Mais la femelle se doute probablement de ce qui lui est préparé. Elle fait un brusque écart et disparaîtrait dans la forêt, si les chiens ne la ramenaient. La manœuvre d'enveloppement recommence. Le vainqueur est, cette fois encore, l'ouvrier qui a su saisir, au moment favorable, la bête rusée.

— C'est une femelle stérile, m'explique Nikifor. Aussi est-elle très forte au travail.

La chasse devenait intéressante, bien qu'elle durât un peu longtemps. Après la femelle, deux lassos saisirent d'un même coup un énorme renne qui, vraiment, ressemblait à un taureau. Il y eut ensuite une interruption : un groupe dont on avait besoin s'échappa du cercle et s'enfuit dans la forêt. L'ouvrier et le fils cadet repartirent sur leurs raquettes et nous les attendîmes environ une demi-heure. Vers la fin, la chasse donna de meilleurs résultats et, à communs efforts, on attrapa treize rennes, dont sept nous étaient destinés, à moi et à Nikifor, pour la route, et six pour les patrons. Vers onze heures, nous partîmes enfin, avec quatre attelages de trois bêtes, nous dirigeant vers Oourvi. L'ouvrier devait nous accompagner jusqu'aux usines. Un septième renne courait, attaché derrière son traîneau, formant réserve.

*
**

Le « taureau » boiteux que nous avions laissé dans les iourtas d'Oourvi quand nous étions partis pour le campement, n'avait pu se guérir. Il restait tristement couché sur la neige et se laissa prendre sans qu'il fût besoin d'un lasso. Nikifor lui fit encore une saignée, mais sans résultat, comme auparavant. Les Ostiaks affirmaient qu'il s'était foulé la jambe. Nikifor le considéra quelque temps d'un air embarrassé, puis le vendit comme viande de boucherie à un des patrons de l'endroit, pour huit roubles. Celui-ci traîna la pauvre bête à l'aide d'une corde. C'est ainsi, bien tristement, que s'acheva l'existence d'un « taureau qui n'avait pas son pareil au monde ». Il est curieux de remarquer que Nikifor le vendit sans me demander mon consentement. D'après notre convention, il ne devenait propriétaire des rennes qu'après m'avoir conduit à destination. Je regrettais fort d'abandonner au couteau du boucher un animal qui m'avait rendu un fier service. Mais je n'eus pas le courage de protester... Quand il eut terminé son marché et mis l'argent dans son porte-monnaie, Nikifor se tourna vers moi et me dit : « Vous voyez, j'y perds douze roubles. » Drôle d'homme! Il oubliait que c'était moi qui

avais payé l'attelage, un attelage qui, d'après lui, aurait dû me conduire jusqu'au bout. Or, nous n'avions parcouru que trois cents verstes et j'étais obligé de louer d'autres bêtes.

Il faisait si chaud ce jour-là que la neige fondait un peu. Toute molle, elle volait par paquets humides sous les sabots de nos rennes. La marche n'en était que plus pénible. Un « taureau » d'apparence assez modeste, n'ayant qu'une corne sur le front, nous servait de conducteur. A droite, marchait la femelle stérile travaillant avec zèle des quatre jambes. Au milieu, un renne gros et petit, qui se trouvait en attelage pour la première fois. Escorté de droite et de gauche, il remplissait sa tâche avec honneur. L'Ostiak menait en avant un traîneau portant mes bagages. Par-dessus sa pelisse, il avait revêtu un surtout d'un rouge vif et, sur le fond de la neige blanche, du bois gris, du gris attelage et du ciel gris, il se détachait comme une touche inattendue, mais nécessaire.

La route était si pénible que les traits se rompirent deux fois au traîneau de devant : à chaque arrêt, les patins adhéraient au chemin et il était difficile de se remettre en marche. Après les deux premiers « trajets », les rennes étaient déjà notablement fatigués.

— Nous arrêterons-nous aux iourtas de Nildine, pour prendre le thé? me demanda Nikifor. Il y a loin jusqu'aux autres iourtas.

Je voyais bien que mes conducteurs avaient soif de thé, mais je regrettais le temps perdu, les vingt-quatre heures d'arrêt à Oourvi. Je répondis non.

— Comme vous voudrez, dit Nikifor, et, fâché, il poussa de sa gaule la femelle.

*
**

Nous fîmes en silence environ quarante verstes : lorsque Nikifor n'est pas ivre, il se montre morose et taciturne. Le froid devenait plus vif, la route gelait et s'améliorait. A Sanghi-tourpaoul, nous décidâmes de nous arrêter. L'habitation que nous y trouvâmes nous émerveilla : on y voyait des bancs, une table couverte d'une nappe en toile cirée. Pendant le souper, Nikifor me traduisit une partie de la conversation de l'ouvrier camard avec les femmes qui nous servaient, et j'appris des choses curieuses. Trois mois auparavant, l'épouse de l'Ostiak s'était pendue. Et à quoi? Le diable même n'imaginerait pas ça, me disait Nikifor : à une fine, à une vieille cordelette! Et elle s'était pendue assise en attachant le bout de la ficelle à une branche. Le mari, pendant ce temps, était dans la forêt, chassant l'écureuil avec d'autres Ostiaks. Le chef du village vient le chercher, l'invite à rentrer : il dit que la femme est tombée sérieusement malade. (« Dans ce pays-ci, comme ailleurs, on ne dit pas la vérité du premier

coup », telle est la pensée qui me vient). Mais le mari répond : « Est-ce qu'il n'y a personne, là-bas, pour allumer le feu ? Sa mère est pourtant là... Qu'est-ce que je peux y faire ? » Mais le chef insiste, le mari revient aux iourtas, sa femme est déjà « mûre ». C'est sa deuxième femme déjà, dit en terminant Nikifor.

— Comment? L'autre aussi s'est pendue?

— Non, elle est morte de sa belle mort, de maladie, comme il fallait...

J'appris que les deux jolis enfants que notre Ostiak avait baisés sur les lèvres (ce qui m'avait horrifié) lors de notre départ d'Oourvi, étaient nés de sa première femme. Avec la seconde, il avait vécu environ deux ans.

— Peut-être l'avait-on mariée de force à cet homme? demandai-je.

Nikifor se renseigna.

— Non, répondit-il, c'est elle qui a demandé à l'épouser. Après cela, il a payé trente roubles aux parents de sa femme et il a habité chez eux. On ne sait pas pourquoi elle s'est pendue.

— C'est une chose qui doit arriver très rarement? dis-je.

— Qu'on se tue? Ça arrive souvent chez les Ostiaks. Pendant l'été, il y en a un qui s'est tué, chez nous, d'un coup de fusil.

— Exprès?

— Non, pas exprès... Et encore, dans notre district, un greffier de la police s'est donné un coup de revolver. Et où ça? Sur la tour de garde du commissariat. Il monte tout en haut et il crie : « Tenez, voilà pour vous, fils de chiens! » Et il se tire un coup de revolver.

— Un Ostiak?

— Non... Un nommé Molodsovatov, un type russe... Nikita Mitrofanovitch...

***

Quand nous sortîmes des iourtas de Sanghi-tour-paoul, il faisait déjà sombre. La neige avait, depuis longtemps, cessé de fondre, bien que le temps se maintînt au chaud. La route était devenue excellente, douce sous le sabot des bêtes, mais non trop molle, — une route comme il en faudrait toujours, disait Nikifor. Les rennes avançaient à pas assourdis et tiraient le traîneau sans difficulté. Finalement, nous dûmes dételer le troisième et l'attacher au véhicule par derrière : les bêtes, n'ayant aucun effort à donner, faisaient des bonds de côté et auraient pu briser l'avant du traîneau. Les patins de nos légers équipages glissaient d'un mouvement régulier, sans bruit, comme une barque sur le miroir des eaux. Dans l'épais crépuscule, la forêt prenait des dimensions gigantesques. Je ne voyais pas la route, je ne sentais pas le

mouvement du traîneau. Les arbres, comme poussés par une puissance magique, couraient à notre rencontre ; les broussailles fuyaient de côté ; quelques vieilles souches, couvertes de neige, à côté de sveltes bouleaux, passaient devant nous. Tout était plein de mystère. *Tchou-tchou-tchou-tchou*... faisait la respiration égale et pressée des rennes dans le silence nocturne de la forêt. Et mille sons oubliés se réveillaient en mon souvenir, suivant cette cadence. Tout à coup, dans la profondeur de ce sombre bois retentit un sifflement. Il paraît mystérieux et infiniment lointain. C'est pourtant l'Ostiak qui siffle, pour distraire son attelage, à quelques pas de moi. Puis, de nouveau, le silence; de nouveau, un sifflement lointain, et les arbres fuient sans bruit, de ténèbres en ténèbres.

Je somnole un peu, et dans mon assoupissement une pensée inquiétante s'empare de moi. A la façon dont je voyage, les Ostiaks doivent me prendre pour un riche marchand. Dans ce bois perdu, dans cette sombre nuit, il n'y a personne à cinquante verstes à la ronde, pas un homme, pas un chien. Qu'est-ce qui peut les arrêter? C'est encore bien que je possède un revolver. Mais cette arme est enfermée dans mon sac de voyage et le sac est attaché sur le traîneau de l'Ostiak camard qui, en ce moment, commence à m'inspirer des soupçons. Il faudra, me dis-je, que je tire le revolver du sac à la première occasion et que je le mette près de moi.

C'est une étrange créature que notre cocher à manteau rouge! Le manque de nez ne nuit aucunement à son flair; on dirait qu'il sent l'odeur de la route et qu'il la découvre ainsi. Il connaît le moindre buisson et, en pleine forêt, agit aussi librement que dans sa iourta. Il vient de dire à Nikifor qu'il y a ici, sous la neige, de la mousse et qu'on pourrait nourrir les bêtes. Nous nous arrêtons. On dételle. Il est trois heures du matin.

Nikifor m'explique que les rennes zirianes sont rusés et que lui, Nikifor, dans ses voyages, ne leur a jamais permis de paître en liberté; il les a toujours tenus attachés. Il est facile de lâcher un renne, mais on n'est jamais sûr de le rattraper. Cependant l'Ostiak était d'un autre avis et il laissa partir ses bêtes sur parole. Cette noble conduite était digne de récompense, mais je considérais avec inquiétude les mufles de nos animaux. Qu'arriverait-il s'ils étaient séduits plutôt par la mousse qui poussait aux environs d'Oourvi? L'aventure aurait été des plus désagréables. D'ailleurs, avant de lâcher les rennes, ne se contentant pas de raisons morales, les cochers abattirent deux grands pins et firent de chacun d'eux sept poutres d'un mètre chacune. Ces morceaux de bois, en qualité de principe modérateur, furent suspendus à l'encolure de chacun des rennes. « Espérons, me disais-je, que ces breloques ne seront pas trop légères... »

Après avoir lâché nos animaux, Nikifor coupa du bois, piétina

la neige et fit un cercle auprès de la route, établit un bûcher au centre, joncha le reste de la place de branches de sapin et dressa quelques pièces de bois qui nous serviraient de sièges. A deux rameaux humides, plantés dans la neige, on suspendit deux marmites qu'on remplissait de neige qui fondait bientôt... Boire du thé devant un bûcher, sur la neige de février, nous aurait semblé probablement moins intéressant si nous avions été surpris par une gelée de quarante à cinquante degrés. Mais le ciel nous était extraordinairement favorable : le temps était calme et tiède.

Je craignais de dormir trop longtemps, je ne me couchai pas avec les cochers. Je restai assis environ deux heures devant le foyer, entretenant le feu et rédigeant, à cette lumière incertaine, mes impressions de route.

*
**

Dès le point du jour, je réveillai les cochers. On n'eut aucune peine à ramener les rennes. Pendant qu'on les attelait, le jour vint, et toutes choses prirent un aspect absolument prosaïque. Les pins diminuèrent de hauteur et de grosseur. Les bouleaux ne couraient plus au devant de nous. L'Ostiak avait l'air ensommeillé et les soupçons que j'avais conçus dans la nuit s'envolèrent comme fumée. Je me rappelais en même temps que, dans l'antique revolver que je m'étais procuré avant de partir, il n'y avait que deux cartouches, et qu'on m'avait instamment prié de ne pas m'en servir pour éviter des accidents. L'arme resta donc dans mon sac de voyage.

Nous entrâmes dans une forêt des plus touffues, interminable : pins, sapins, bouleaux, mélèzes, cèdres et, au-dessus de la rivière, de souples saules. La route était bonne. Les rennes couraient d'une allure égale, mais sans entrain. Sur le traîneau d'avant, l'Ostiak tenait la tête penchée et chantait une mélancolique complainte qui n'avait que quatre notes. Peut-être songeait-il à cette vieille fiecle dont sa femme s'était servie pour se pendre. La forêt, la forêt... Uniforme sur une étendue incommensurable et cependant diverse, infiniment variée en ses combinaisons. Voici la route barrée par un pin pourri, abattu. L'arbre énorme est couvert dans toute sa longueur par le linceul de neige qui pèse sur nos têtes. Plus loin, le bois a dû brûler pendant le dernier automne. Les troncs secs, droits, dépourvus d'écorce et de branches, se dressent comme des poteaux télégraphiques inutiles ou comme les mâts d'un port glacé, qui ne sont point ailés de leurs voiles. Pendant quelques verstes, nous restons dans la zone de l'incendie. Puis ce sont des sapins à n'en plus finir, de sombres sapins rameux et pressés. Les vieux géants se gênent l'un l'autre, leurs faîtes se confondent et arrêtent les rayons du

soleil. Les branches sont tissées de je ne sais quels fils verts; elles semblent couvertes d'une grossière toile d'araignée. Et les rennes et les hommes semblent tout petits au milieu de ces sapins centenaires. Puis les grands arbres se raréfient; sur une clairière de neige s'éparpillent des centaines de jeunes sapins qui se figent à égale distance l'un de l'autre.

Au tournant de la route, notre convoi faillit heurter un petit traîneau chargé de bois, attelé de trois chiens et conduit par une fillette ostiaque. Un garçonnet de cinq ans marchait à côté du véhicule. C'étaient de très jolis enfants. J'ai remarqué que, chez les Ostiaks, les bambins sont fréquemment très gentils. Mais pourquoi les adultes sont-ils si laids?

Des bois et des bois : voici encore l'emplacement d'un incendie, probablement ancien : parmi les troncs brûlés, se lève une jeune végétation. Comment les bois prennent-ils feu? Sont-ce les bûchers qui les allument?

— Quels bûchers ? me répond Nikifor. Il n'y a pas âme vivante de ce côté pendant la belle saison : en été, la route suit la rivière. C'est la nuée qui allume les bois. La nuée frappe, et voilà le feu. Ou bien encore, un arbre se frotte à un autre jusqu'au moment où la flamme vient : le vent les secoue et, pendant l'été, le bois est sec. Eteindre? Qui pourrait éteindre? C'est le vent qui entretient le feu, c'est le vent qui l'éteint. La résine brûle, l'écorce tombe, la branche brûle, le tronc reste. Au bout de deux ans, la racine est sèche et le tronc s'abat...

Il y a ici beaucoup de troncs dénudés qui sont près de tomber. Quelques-uns ne se maintiennent qu'en s'appuyant sur les minces branchages d'un sapin voisin. En voici un qui, déjà, allait s'allonger sur la route, mais il s'est arrêté, on ne sait comment, à un ou deux mètres du sol. Il faut se pencher pour ne pas s'y casser la tête. Pendant quelques minutes encore, une zone de puissants sapins se déroule; puis, brusquement, nous arrivons à une trouée sur la rivière.

— C'est ici qu'il fait bon, au printemps, chasser au canard. Au printemps, l'oiseau vole de haut en bas. Quand le soleil se couche, on tend un filet dans une de ces trouées, d'un arbre à un autre, jusqu'en haut. Un grand filet comme ceux qui servent pour la pêche. On se couche sous l'arbre. Tout un vol de canards arrive par la trouée et, au crépuscule, se jette dans le filet. Alors, on tire la ficelle, le filet tombe et tous les oiseaux sont pris. On peut en attraper ainsi jusqu'à cinquante. Il faut seulement avoir le temps d'y mordre.

— Comment, d'y mordre?

— Il faut les tuer pour qu'ils ne s'envolent pas. On leur mord le sommet de la tête, il faut se dépêcher... Le sang vous coule sur

les lèvres... Bien sûr, on peut les tuer aussi avec un bâton, mais ça vaut mieux avec les dents...

Les rennes m'avaient paru d'abord, comme les Ostiaks, se ressembler tous. Je vis bientôt que chacun de nos sept animaux avait sa physionomie particulière et j'appris à les distinguer. De temps à autre, je sens en moi un flux de tendresse pour ces animaux extraordinaires qui, déjà, m'ont rapproché de cinq cents verstes du chemin de fer.

Il ne nous reste plus d'alcool. Nikifor, n'étant pas ivre, est morose. L'Ostiak chante sa complainte où il est sans doute question d'une fiancée. A certains moments, il me paraît indiciblement étrange que ce soit moi, moi précisément, et personne d'autre, qui se soit perdu ainsi dans ce désert immense. Ces deux traîneaux, ces sept rennes et ces deux hommes, tout cela avance à cause de moi, pour moi... Deux hommes d'âge, ayant de la famille, ont quitté leurs demeures et endurent toutes les difficultés de ce voyage parce que cela est nécessaire à un troisième, à un étranger, qu'ils ne connaissent pas.

Des rapports de ce genre existent en tout lieu. Mais en aucun endroit ils ne sauraient frapper l'imagination comme ici, dans la forêt vierge sibérienne, où ils se traduisent d'une façon si brutale, si évidente...

*
**

Comme nous avions nourri nos attelages pendant la nuit, nous laissâmes de côté les iourtas de Saradeï et de Menk-ia-paoul. Nous ne nous arrêtâmes qu'à celles de Khanglaz. Les peuplades de cet endroit sont encore plus sauvages. Tout les étonne. Les ustensiles de table, les ciseaux, les bas, la couverture dans le traîneau dont ils me virent possesseur, tout cela excita leur enthousiasme, leur stupéfaction. A l'apparition de chaque nouvel objet, tous émettaient un cri rauque. Afin de me renseigner, j'avais déplié devant moi la carte du gouvernement de Tobolsk et je lisais à haute voix les noms de toutes les iourtas voisines, des ruisseaux et des rivières. Ils écoutaient bouche bée, et, quand j'eus fini, déclarèrent en chœur, comme me l'annonça mon interprète, que tout était parfaitement exact. Je n'avais plus de petite monnaie, et, pour les remercier de leur hospitalité, je leur donnai à tous, hommes et femmes, trois cigarettes et un bonbon. Tous furent très contents. Une vieille Ostiaque, moins laide que les autres, et très hardie, s'éprit de moi, je devrais dire de mon bagage. A son sourire, on voyait bien que son sentiment était absolument désintéressé : c'était de l'admiration devant les phénomènes d'un autre monde. Elle m'aida à me couvrir les jambes; après quoi, nous nous serrâmes les mains très affectueusement et chacun prononça quelques mots aimables dans sa langue.

— Et c'est bientôt que la Douma se réunit? me demanda tout à coup Nikifor.

— Voilà déjà trois jours qu'elle est en séance...

— Ah! ah!... Qu'est-ce qu'elle va nous dire? Il faudrait *les* mettre un peu à la raison; *ils* sont méchants comme si les mouches les mangeaient. Nous autres, nous en avons assez. La farine, par exemple, elle coûtait un rouble cinquante kopecs, et maintenant, comme dit l'Ostiak, elle revient à un rouble quatre-vingts. Comment vivre à un prix pareil? Nous autres, Zirianes, on nous embête plus que tout le monde : tu amènes à la ville une voiturée de paille : paye. Tu fournis une sagène de bois : paye. Les Russes disent comme les Ostiaks : « La terre est à nous. » La Douma devrait se mêler de cette affaire-là. Le brigadier de police, chez nous, n'est pas un méchant homme, mais le commissaire n'est pas à notre goût...

— On ne permettra pas à la Douma de s'en mêler... On chassera les Députés.

— Voilà, voilà le malheur, on les chassera, confirma Nikifor qui adjoignit à cette déclaration quelques termes dont l'énergie aurait fait envie à l'ancien gouverneur de Saratov, Stolypine.

Nous arrivâmes aux iourtas de Niaksimvoli pendant la nuit. Il était possible, à cet endroit, d'échanger nos rennes, et je décidai de le faire, — malgré l'opposition de Nikifor. Il insistait pour garder jusqu'au bout du voyage les rennes d'Oourvi, il avançait des arguments qui ne valaient rien et multipliait les obstacles au cours des pourparlers. Sa conduite m'étonna longtemps : mais enfin je compris qu'il songeait au retour, qu'avec les rennes d'Oourvi il pourrait revenir jusqu'au campement où il avait laissé les siens. Cependant je ne cédai pas et, pour dix-huit roubles, nous louâmes de nouveaux attelages qui devaient nous mener jusqu'à Nikito-Ivdelski, grand bourg au pied de l'Oural, où l'on travaille à l'extraction de l'or. C'est la dernière station de la « route des rennes ». A partir de cet endroit jusqu'au chemin de fer il ne resterait que cent cinquante verstes à faire avec des chevaux. De Niaksimvoli jusqu'à Ivdeli, on compte deux cent cinquante verstes, c'est-à-dire vingt-quatre heures en marchant bien.

A Niaksimvoli, nous eûmes les mêmes difficultés qu'à Oourvi : on ne pouvait capturer des rennes pendant la nuit; il fallait y coucher.

Nous gîtâmes dans une pauvre isba ziriane. Le maître de la maison avait été jadis employé chez un marchand, mais il ne s'était pas entendu avec son patron et n'avait maintenant ni place ni travail. Il m'étonna bientôt par son langage qui était plutôt d'un homme cultivé que d'un paysan. Nous causâmes. Avec une parfaite intelligence, il raisonnait sur la possibilité qu'il y

aurait de dissoudre la Douma, sur les chances que le gouvernement aurait de conclure un nouvel emprunt.

— A-t-on publié toutes les œuvres de Herzen? me demanda-t-il entre autres choses.

Et cependant cet homme instruit était un véritable barbare. Il ne faisait rien pour aider sa femme qui entretenait toute la famille. Elle cuisait du pain pour les Ostiaks deux fois par jour. Elle-même apportait sur ses épaules l'eau et le bois. En outre, elle était chargée d'enfants. Pendant toute la nuit que nous passâmes chez elle, elle ne se coucha pas. Derrière la cloison, une petite lampe était allumée et, au bruit, nous comprenions qu'elle remuait la lourde pâte dans le pétrin. Dès le matin, elle fut debout, prépara le samovar, habilla les enfants et apporta à son mari réveillé ses bottes sèches.

— Pourquoi votre mari ne vous aide-t-il pas? lui demandai-je quand nous fûmes seuls.

— Mais, il n'a pas de vrai travail ici. La pêche du poisson ne peut se pratiquer dans notre endroit. Il n'a pas l'habitude de la chasse aux fourrures. On ne laboure pas de ce côté; pendant l'été dernier, nos voisins ont essayé de labourer pour la première fois. Qu'est-ce qu'il pourrait faire? Pour les travaux de la maison, nos hommes ne s'en occupent pas. Et puis ils sont paresseux, il faut dire la vérité, plus que des Ostiaks. C'est pour cela que les filles russes ne se marient jamais à des Zirianes. Elles seraient bien bêtes de se mettre la corde au cou. Il n'y a que nous, les femmes zirianes, qui ayons l'habitude.

— Mais les femmes zirianes épousent-elles des Russes?

— Tant qu'on voudra. Les paysans russes aiment à prendre femme chez nous, parce que nous sommes meilleures au travail que personne. Ce sont les filles russes qui n'épousent jamais des Zirianes. On n'a jamais vu ça.

— Vous disiez que vos voisins avaient essayé de labourer. Ont-ils eu une récolte?

— Oui, une bonne récolte. L'un a semé un poud et demi (1) de seigle, il a récolté trente pouds. L'autre en a semé un poud, et sa récolte a été de vingt. Il y a quarante verstes d'ici jusqu'au lieu labouré.

Niaksimvoli est le premier endroit sur ma route où j'aie entendu parler de tentatives agricoles.

⁂

Nous n'avons réussi à quitter cet endroit que dans l'après-midi. Notre nouveau cocher, comme tous les cochers, nous a pro-

(1) Le poud équivaut à quarante livres russes, soit seize kilogrammes. — N. d. T.

mis de partir « au point du jour », et ne nous a amené des rennes que vers midi. Il nous fait conduire par un garçon.

Le soleil brillait d'une clarté éblouissante. Il était difficile d'ouvrir les yeux et, même à travers les paupières, la neige et le soleil vous coulaient dans les prunelles comme du métal fondu. En même temps, d'un souffle égal, passait un vent froid qui empêchait la neige de fondre. Nos yeux ne purent se reposer que lorsque nous entrâmes en forêt. Le bois était toujours le même, et on y voyait des traces de bêtes comme ailleurs : avec l'aide de Nikifor, j'avais appris à les distinguer. Ici, un lièvre a embrouillé ses vestiges en cercles déconcertants. Les empreintes laissées par les lièvres sont innombrables, car personne ne chasse cet animal dans la région. Voici une place circulaire entièrement piétinée par des pattes de lièvre et de cet endroit partent des pistes dans tous les sens. On pourrait croire qu'il y a eu ici, pendant la nuit, un meeting, et que les bêtes, surprises par une patrouille, se sont dispersées de tous côtés. Les perdrix sont également nombreuses, et la griffe laissée par leur patte se voit sur la neige, çà et là. Le long de la route, sur trente pas d'étendue, en lignes régulières, s'allongent les foulées circonspectes du renard. Sur cette pente de neige qui descend vers la rivière, des loups gris sont descendus en files, mettant les pas dans les pas. La souris des bois a laissé sa trace imperceptible en de nombreuses places. Il en est de même de l'hermine dont les empreintes ressemblent aux nœuds d'une corde tendue. Voici encore sur la route des trous profonds : le lourd élan a marché ici.

Pendant la nuit, nous nous arrêtâmes encore une fois, nous dételâmes, nous dressâmes un bûcher pour prendre le thé et, le matin venu, j'attendis encore une fois, avec une impatience fiévreuse, le retour des bêtes. Avant d'aller les chercher, Nikifor me déclara que l'un des rennes avait perdu sa poutre.

— Alors, il est parti?

— Non, le « taureau » est ici, répondit Nikifor. Et il se mit à grogner contre le propriétaire des bêtes qui ne lui avait donné pour la route ni corde, ni lasso. Je compris que l'affaire n'allait pas si bien que Nikifor le prétendait.

On s'empara d'abord du mâle qui s'était approché par hasard du traîneau. Nikifor fit longtemps entendre des sons rauques, à la manière des rennes, pour obtenir les bonnes grâces du « taureau ». Celui-ci venait tout près du cocher, mais dès qu'il remarquait un mouvement inquiétant, se rejetait vivement en arrière. Cette scène se répéta trois fois. Enfin, Nikifor eut l'idée de mettre par terre une corde roulée en plusieurs cercles et de la couvrir de neige. Ensuite, il recommença à ronfler et glouglouter d'un air engageant. Quand le renne s'approcha à pas prudents, Nikifor tira sur la corde, et la poutre qui servait d'entrave fut prise dans

un anneau de la corde. Avec un licol, on mena le mâle dans le bois, en qualité de parlementaire, vers les autres rennes. Une bonne heure s'écoula. Il faisait absolument clair dans la forêt. De temps à autre, j'entendais au loin des voix humaines. Puis tout s'apaisait. Qu'était devenu le renne qui s'était débarrassé de son entrave? En cours de route, j'avais entendu conter comment, parfois, on était obligé de chercher pendant deux ou trois jours un attelage disparu; cela ne me rassurait guère.

Mais non, mes hommes revenaient avec les bêtes!

Ils les avaient toutes attrapées dès le début, sauf celle qui s'était émancipée. Le rebelle vagabondait de droite et de gauche, et ne se laissait séduire par aucune flatterie. Puis il s'approcha de lui-même des rennes qu'on avait déjà capturés, se tint au milieu d'eux et enfonça son mufle dans la neige. Nikifor rampa jusqu'à lui par derrière et lui saisit la jambe. Celui-ci tira fort, tomba à la renverse, renversant aussi le cocher. Mais son effort était inutile. Nikifor remportait la victoire.

***

Vers dix heures du matin, nous arrivâmes à Soou-vada. Trois iourtas étaient complètement fermées avec des planches, une seule était habitée. Sur des poutres gisait le corps énorme d'une femelle d'élan qu'on avait tuée, un peu plus loin, un cerf tout tailladé; des morceaux de viande bleuâtre étaient posés sur le toit enfumé, et, parmi tout cela, deux petits d'élan qu'on avait sans doute retirés du ventre même de la mère. Toute la population de l'endroit était ivre et dormait à poings fermés. Personne ne répondit à nos cris, à nos salutations. L'isba était grande, mais inexprimablement sale, absolument dépourvue de meubles. Un glaçon fêlé, servant de vitre à la fenêtre, était maintenu du dehors par des bâtons. Sur le mur, des images représentaient les douze apôtres, tous les souverains possibles et imaginables; on y voyait aussi l'affiche d'une manufacture de caoutchouc.

Nikifor alluma lui-même le feu dans l'âtre. Ensuite, une Ostiaque se leva, titubant encore d'ivresse. Près d'elle, sur sa couchette, trois enfants, dont un nourrisson. Pendant ces derniers jours, la chasse avait été bonne. Les maîtres du lieu avaient tué un élan et sept cerfs; six pièces de ce gros gibier gisaient encore dans le bois.

— Pourquoi y a-t-il tant d'habitations vides, partout où nous passons? demandai-je à Nikifor quand nous quittâmes Soou-vada.

— Pour différentes raisons... Si quelqu'un meurt dans une isba, l'Ostiak ne veut plus y demeurer : il la vend, ou la condamne, ou la reconstruit sur un nouvel endroit. Qu'une femme impure entre dans la maison, c'est fini, il faut aller s'établir

ailleurs. Les femmes, dans ces moments-là, vivent à part, dans des cabanes... Et puis, les Ostiaks meurent beaucoup... Voilà pourquoi les iourtas sont vides...

— Ecoutez, Nikifor Ivanovitch, ne dites plus maintenant que je suis un marchand... Quand nous arriverons aux usines, vous direz de moi que je suis un ingénieur de l'expédition Gœthe. Avez-vous entendu parler de cette expédition?

— Non.

— Eh bien, voilà : on projette de construire un chemin de fer d'Obdorsk à l'Océan Glacial, afin que les marchandises de Sibérie puissent partir de là sur des bateaux, directement vers l'étranger. Vous direz que je suis allé à Obdorsk pour cette affaire.

Le jour déclinait. Il nous restait moins de cinquante verstes à faire jusqu'à Ivdeli. Nous arrivâmes aux iourtas d'Oïka-paoul. Je priai Nikifor d'entrer dans l'isba pour voir les gens. Il revint au bout de dix minutes. L'isba était pleine de monde. Tous étaient ivres. Les Vogouls, peuplade qui habite cet endroit, aiment à boire avec les Ostiaks qui transportent des marchandises à Niaksimvoli. Je refusai d'entrer dans l'isba, craignant que Nikifor ne s'enivrât juste à la fin du voyage.

— Je ne boirai pas, disait-il pour me tranquilliser, je leur achèterai seulement une bouteille pour la route.

Un grand moujik s'approcha de notre traîneau et interrogea Nikifor en ostiak. Je ne comprenais rien à cette conversation jusqu'au moment où, des deux parts, retentirent les énergiques formules de la langue russe. Le nouveau venu était un peu gris. Nikifor, en allant se renseigner dans la cabane, avait trouvé le temps, lui aussi, de compromettre son équilibre. J'intervins dans la conversation.

— Qu'est-ce qu'il veut? demandai-je à Nikifor, croyant que son interlocuteur était un Ostiak. Mais celui-ci répondit de lui-même. Il avait posé à Nikifor les questions habituelles : Quel était ce voyageur? Où allait-il? Nikifor l'avait envoyé au diable, et cette réponse avait été l'occasion d'un nouvel échange d'idées.

— Mais vous-même, qui êtes-vous : un Ostiak ou un Russe? demandai-je à mon tour.

— Un Russe, un Russe... Je suis Chiropanov, de Niaksimvoli. Et vous, ne seriez-vous pas de la compagnie Gœthe? me demanda-t-il.

J'étais stupéfait.

— J'en suis. Comment le savez-vous?

— On m'avait demandé de suivre l'expédition de Tobolsk, quand on est parti pour la première exploration. Et il y avait là-bas un ingénieur, il s'appelait Charles Williamovitch... Seulement j'ai oublié son nom de famille...

— Putman? dis-je à tout hasard.

— Putman? Non, pas Putman... Il y avait la femme de Putman, mais l'Anglais s'appelait Croose.

— Et maintenant, qu'est-ce que vous faites?

— Je suis commis chez les Choulghine, à Niaksimvoli; je voyage avec leurs marchandises. Mais voilà trois jours que je suis malade : j'ai le corps courbaturé...

Je lui offris des médicaments. Nous fûmes obligés d'entrer dans la cabane.

***

Le feu achevait de se consumer dans l'âtre, personne ne s'en occupait, l'obscurité était presque complète. L'isba était bondée. Des gens étaient assis sur les couchettes, d'autres par terre, d'autres debout. A notre apparition, des femmes se couvrirent à moitié le visage de leurs châles, selon l'habitude. J'allumai une bougie et versai à Chiropanov un peu de salicylate. Aussitôt, les ivrognes m'entourèrent, Ostiaks et Vogouls, se plaignant de diverses maladies. Chiropanov servait d'interprète, et je leur donnai consciencieusement de la quinine et du salicylate pour tous les cas qui me furent soumis.

— C'est-il vrai que tu habites dans le pays où le tsar habite? me demanda en mauvais russe un Vogoul, petit vieillard desséché.

— Oui, à Pétersbourg, répondis-je.

— J'ai été à l'exposition, je les ai tous vus, j'ai vu le tsar, j'ai vu le maître de police, j'ai vu le grand-duc...

— On vous a conduits là-bas en députation? Dans vos costumes de Vogouls?

— Oui, oui, oui... s'écrièrent-ils tous en hochant la tête.

— J'étais plus jeune alors, plus fort... Maintenant, je suis vieux, toujours malade...

Je lui donnai des médicaments. Les Ostiaks étaient très contents de moi, ils me serraient les mains, m'invitaient pour la dixième fois à prendre de l'eau-de-vie et se montraient fort chagrinés de mes refus. Devant le foyer, Nikifor était assis, buvant tasse sur tasse, une tasse d'eau-de-vie, une tasse de thé et ainsi de suite. Je jetai plusieurs fois les yeux sur lui, d'un air significatif, mais il considérait uniquement sa tasse, faisant semblant de ne pas me remarquer. Je dus attendre que Nikifor eut achevé de boire « son thé ».

Voilà trois jours que nous sommes partis d'Ivdeli, nous avons fait quarante-cinq verstes. Les Ostiaks boivent en tous lieux. A Ivdeli, nous nous sommes arrêtés chez Dmitri Dmitriéviteh Lialine. C'est un excellent homme. Il a apporté des usines de petits livres : le *Calendrier Populaire* et le journal.

— Dans le Calendrier, par exemple, on montre combien les gens reçoivent d'appointements : il y en a qui ont 200.000 rou-

bles, d'autres 150. Pourquoi une différence, par exemple? Je n'admets pas ça. Je ne vous connais pas, monsieur, mais je vous le dis carrément : moi... je n'ai pas besoin de ça... je ne veux pas... je trouve que ça ne sert à rien... Le 20 de ce mois, la Douma se réunit; elle sera encore meilleure que l'autre. Nous verrons, nous verrons ce que ferons « messieurs les sociaux »... Des « sociaux », il y en a bien cinquante, des populistes cent cinquante, des cadets cent... Des Noirs, il n'y en a pas beaucoup.

— Et vous, pour qui sont vos sympathies, si vous permettez de le demander? dis-je.

— Par mes convictions, je suis social-démocrate... parce que la social-démocratie regarde tout du point de vue des bases scientifiques...

Je me frottai les yeux. En pleine forêt vierge, dans une masure malpropre, au milieu de Vogouls ivrognes, le commis d'un petit marchand de village se déclarait social-démocrate en vertu « des bases scientifiques ». Je l'avoue, j'en ressentis de l'orgueil pour mon parti.

— Vous avez tort de rester dans ce désert, au milieu de gens qui ne pensent qu'à boire, lui dis-je, sincèrement apitoyé.

— Qu'est-ce que je peux y faire? Autrefois j'avais une place à Barnaoul, puis j'ai perdu mon travail. J'ai de la famille. J'ai été obligé de venir ici. Et quand on vit avec les loups, il faut hurler avec eux. J'ai refusé de suivre l'expédition Gœthe, mais maintenant j'irais bien avec plaisir. Si on a besoin de moi, écrivez.

Je me sentis gêné et j'eus envie de lui dire que je n'étais ni un ingénieur, ni un membre de l'expédition, mais un « social » évadé... Je réfléchis et m'abstins cependant.

Il était temps de prendre place en traîneau. Les Vogouls nous entourèrent dans la cour avec la bougie allumée dont je leur avais fait cadeau sur leur demande. L'air était si calme que la bougie ne s'éteignait pas. Nous nous dîmes adieu à plusieurs reprises, un jeune Ostiak essaya même de me baiser la main. Chiropanov apporta une peau de cerf et la mit sur mon traîneau comme présent. Il refusa absolument d'accepter de l'argent que je lui offrais, mais, enfin, je lui donnai une bouteille de rhum que j'avais emportée « à tout hasard ». Nous partîmes.

***

Nikifor avait retrouvé sa langue. Pour la centième fois, il me racontait qu'il se trouvait chez son frère quand Nikita Sérapionytch « un malin moujik! » était venu le chercher, et que lui, Nikifor, avait d'abord refusé, et que le caporal Souslikov lui avait donné cinq roubles et lui avait dit : « Mène-le! », et que l'oncle

Michel Egorytch, « un bon moujik! », lui avait dit : « Imbécile! pourquoi ne m'avais-tu pas dit tout de suite que tu conduirais ce type-là? »... Quand il avait fini, Nikifor recommençait :

— Il faut que je vous dise le fin fond de la vérité... J'étais assis chez mon frère, chez Pantéleï Ivanovitch, je n'étais pas ivre, mais j'avais bu, comme tout de suite. Bon! ça va, j'étais assis. Tout à coup, j'entends que quelqu'un entre, c'est Nikita Sérapionytch...

— Ecoutez, Nikitor Ivanytch, nous arriverons bientôt. Je vous remercie! Jamais je n'oublierai la peine que vous avez prise. Si c'était possible, j'imprimerais cela dans les journaux : « Je remercie de tout mon cœur, Nikifor Ivanytch Khrénov; sans lui, je n'aurais jamais pu m'évader. »

— Pourquoi ne pouvez-vous pas l'imprimer?

— Il y a la police...

— Ah! c'est vrai. Sans ça, ça serait bien. J'ai déjà été nommé une fois dans les journaux.

— Comment ça?

— Voilà pour quelle affaire. Un marchand d'Obdorsk avait pris pour lui le capital de sa sœur, et moi, il faut dire la vérité, je l'avais aidé. Aidé, ce n'est pas le mot juste, mais... j'avais donné mon concours. Du moment, je disais, que l'argent est chez toi, c'est Dieu qui te l'a donné. Pas vrai?

— Hum... Pas tout à fait...

— Bon, ça va... Je lui donne mon concours. Personne n'en savait rien, mais un type, Pierre Pétrovitch Vakhlakhov, réussit à le savoir. Un sale type! Il apprend ça et il imprime dans le journal : « Un voleur, le marchand Adrianov, a pris le bien d'autrui, et un autre voleur, Nikifor Khrénov, l'a aidé à cacher son jeu... » Tout ça était bien juste, et on l'avait imprimé tel quel...

— Vous auriez dû le citer au Tribunal, pour calomnie, conseillai-je à Nikifor. Il y avait chez nous un ministre dont vous avez peut-être entendu parler : Gourko; il avait volé ou aidé à voler, on ne sait pas bien, mais, quand on le dénonça, il poursuivit ses accusateurs pour diffamation. Vous auriez pu faire de même.

— J'en avais envie! Mais je ne pouvais pas : c'est mon meilleur ami... Ce n'est pas par méchanceté qu'il a fait ça, mais pour la plaisanterie... Un rude moujik, capable de tout. Pour vous dire la chose en un mot, ce n'est pas un homme, c'est... *un compte courant!*...

***

A quatre heures du matin, nous arrivâmes à Ivdeli. Nous descendîmes chez Dmitri Dmitriévitch Lialine que Chiropanov m'avait recommandé comme « populiste ». C'était un homme vraiment

affable et hospitalier; je suis heureux de lui exprimer ici ma sincère gratitude.

— Notre vie est calme, me racontait-il devant le samovar. La révolution même n'est pas venue jusqu'à nous. Nous nous intéressons bien entendu aux événements, nous les suivons par les journaux, nous sympathisons avec les partis avancés, nous envoyons des hommes de gauche à la Douma, mais la révolution ne nous a pas soulevés. Dans les usines, dans les mines, il y a eu des grèves et des manifestations. Mais notre vie, à nous, est tranquille, il n'y a pas de police de ce côté-ci, sauf le brigadier des Mines... La première station du télégraphe est loin d'ici, aux usines de Bogoslov, à cent trente verstes; là-bas, commence aussi le chemin de fer. Des déportés? Il y en a quelques-uns chez nous : trois Livoniens, un maître d'école, un athlète de cirque. Tous travaillent à la drague, ils ne sont pas misérables. Ils vivent tranquillement comme nous. On extrait de l'or et, le soir, on va l'un chez l'autre veiller sous la lampe... Vous pouvez continuer hardiment jusqu'aux mines, personne ne vous arrêtera : vous pouvez prendre la poste du zemstvo ou bien louer une voiture, Je vous trouverai un cocher.

Je dis adieu à Nikifor. Il tenait à peine sur ses jambes.

— Faites attention, Nikifor Ivanytch, lui dis-je, l'eau-de-vie pourrait bien vous perdre sur le chemin du retour.

— Pas de danger... Ce que le ventre prend, le dos peut le supporter, me répondit-il, et ce fut son dernier mot.

*
**

Ici s'achève la période « héroïque » de mon évasion, le voyage avec un attelage de rennes, dans la forêt vierge et le marais, sur une longueur de sept à huit cents verstes. Ma fuite, même dans les passages les plus dangereux, fut, grâce à des circonstances favorables, beaucoup plus facilement réalisable que je ne l'avais prévu et que la chose ne pourrait sembler à ceux qui en jugent par les informations des journaux. Le reste de mon voyage n'avait rien d'une évasion. Jusqu'aux Mines, je continuai une partie de ma route en traîneau avec un fonctionnaire des contributions indirectes qui opérait, sur la route, le relevé des magasins d'eau-de-vie.

A Roudniki (les Mines), je me renseignai pour savoir s'il serait dangereux de prendre le chemin de fer. Les conspirateurs de province m'effrayèrent beaucoup en me parlant d'espions et me recommandèrent d'attendre huit jours à Roudniki, puis de me rendre, avec un convoi de télègues, à Solikamsk, endroit beaucoup plus sûr. Je n'écoutai pas ce conseil et je n'eus pas lieu de m'en repentir. Dans la nuit du 25 février, je pris place sans la moindre

difficulté dans un wagon du chemin de fer à voie étroite des Mines et, après vingt-quatre heures de marche lente, j'arrivai à la station de Kouchva où je trouvai le train de Perm. Par Perm, Viatka et Vologda, j'arrivai à Pétersbourg dans la soirée du 2 mars. Il m'avait donc fallu douze jours de route pour avoir la possibilité de prendre une voiture sur la Perspective Nevsky. Ce n'était pas long : nous avions mis un mois à faire le voyage « dans l'autre sens ».

Sur le petit chemin de fer de l'Oural, ma situation n'était pas encore bien sûre : dans ces localités, on ne manque pas de remarquer les « étrangers » qui passent, et on aurait pu m'arrêter n'importe où si l'on avait reçu un avertissement télégraphique de Tobolsk. Mais lorsque, vingt-quatre heures plus tard, je me trouvai commodément installé dans un wagon du chemin de fer de Perm, je sentis du coup que j'avais gagné la partie. Le train traversait les stations où nous avions été accueillis si cérémonieusement par les gendarmes, les gardes et les chefs de police. Mais je suivais maintenant la direction opposée et j'éprouvais de tout autres sentiments. Au début, ce wagon spacieux et presque vide me parut étroit et étouffant. Je me mis sur la plate-forme, où le vent soufflait, où il faisait sombre, et de ma poitrine s'échappa le cri de l'instinct, un grand cri de joie et de liberté!

Le train de la ligne Perm-Kotlass m'emportait en avant, en avant, toujours en avant...

LE PARTI DU PROLÉTARIAT ET LES PARTIS BOURGEOIS DANS LA RÉVOLUTION (1)

(Extrait d'un discours prononcé au Congrès de Londres du Parti Social-Démocrate Ouvrier de Russie le 12/25 mai 1907)

Les camarades savent que je repousse catégoriquement l'opinion qui a été la philosophie officielle du Parti dans ces derniers temps, sur notre révolution et le rôle qu'y jouent les partis bourgeois.

Les opinions que professent nos camarades menchéviks leur semblent, à eux-mêmes, extraordinairement complexes. Je les ai entendus plus d'une fois nous accuser d'avoir une idée trop simple de la marche de la révolution russe. Et cependant, malgré un manque absolu de précision dans les formes qui donne l'apparence de la complexité — et grâce, peut-être, à ce défaut — les idées des menchéviks dégénèrent en un schéma extrêmement simple, accessible à la compréhension de M. Milioukov lui-même. Dans la postface d'une brochure récemment parue, *Comment se sont faites les élections de la IIe Douma d'Etat*, le leader du Parti cadet écrit ceci : « En ce qui concerne les groupes de gauche, au sens étroit du mot, c'est-à-dire les groupes socialistes et révolutionnaires, il nous sera plus difficile de nous entendre avec eux. Mais encore ici, si nous n'avons pas de raisons positives bien définies pour opérer ce rapprochement, nous avons du moins de très fortes raisons négatives qui favoriseront l'entente dans une certaine mesure. Leur but est de nous critiquer et de nous discréditer; encore faut-il pour cela que nous existions et que nous agissions. Nous savons que pour les socialistes, non seulement pour ceux de Russie mais pour ceux du monde entier, la transformation de régime qui s'accomplit en ce moment est une révolution bourgeoise, et non socialiste : c'est une révolution qui doit être faite par la démocratie bourgeoise. De plus, s'il est question de prendre la place de cette démocratie... il faut dire que pas un socialiste dans le monde ne s'y est préparé; et si le pays a envoyé à la Douma des socialistes en si grand nombre, ce n'est certainement pas pour réaliser dès à présent le socialisme, ni non plus pour qu'ils accomplissent de leurs mains les réformes préparatoires « de la bourgeoisie... » Ainsi, il leur sera beaucoup plus avantageux de nous abandonner le rôle de parlementaires que de se compromettre eux-mêmes dans ce rôle. »

Milioukov, comme vous le voyez, nous introduit d'emblée dans le

---

(1) Au moment de mettre sous presse, nous avons reçu la deuxième édition russe de « 1905 », revue et complétée. Les nécessités du tirage nous obligent à donner en dernier appendice le présent chapitre qui complète les discussions par lesquelles s'achève la première partie du livre. — *N. d. T.*

cœur même de la question. Dans la citation que je viens de faire, vous avez tous les éléments essentiels des idées menchévistes sur la révolution et sur les rapports de la démocratie bourgeoise et socialiste. « La transformation du régime qui s'accomplit en ce moment est une révolution bourgeoise, et non socialiste. » Ceci d'abord. La révolution bourgeoise « doit être faite par la démocratie bourgeoise ». Voilà le second point. La démocratie socialiste ne peut de ses mains effectuer les réformes bourgeoises; elle a un rôle de simple opposition : « Critiquer et discréditer. » Enfin, quatrième observation, pour que les socialistes aient la possibilité de rester dans l'opposition, « il faut que la démocratie bourgeoise existe et agisse ».

Mais si cette démocratie bourgeoise n'existe pas? Mais s'il n'y a pas de démocratie bourgeoise qui soit capable de marcher à la tête de la révolution bourgeoise? Dans ce cas, il ne reste qu'à l'inventer. C'est à cela qu'arrive le menchévisme. Il édifie une démocratie bourgeoise, il lui donne des qualités et une histoire, et il emploie pour cela sa propre imagination.

En tant que matérialisation, nous devons d'abord nous demander quelles sont les bases sociales de la démocratie bourgeoise : sur quelles couches de la population, sur quelles classes peut-elle s'appuyer?

Inutile de parler de la grande bourgeoisie comme d'une force révolutionnaire, nous sommes tous d'accord là-dessus. Des industriels lyonnais ont pu jouer un rôle contre-révolutionnaire à l'époque de la grande Révolution française, qui fut une révolution nationale dans le plus large sens de ce mot. Mais on nous parle de la moyenne et surtout de la petite bourgeoisie comme d'une force dirigeante dans la révolution bourgeoise. Que représente donc cette petite bourgeoisie?

Les jacobins s'appuyaient sur la démocratie des villes, sortie des corporations d'artisans. Les maîtres-ouvriers, leurs compagnons, et les petites gens de la ville qui avaient avec les premiers des liens étroits, composaient l'armée des sans-culottes révolutionnaires, et c'était là l'appui du parti dirigeant des montagnards. Cette masse compacte de la population urbaine, qui avait passé par la longue école historique de la vie corporative, c'est précisément elle qui a supporté tout le poids de la transformation révolutionnaire. Le résultat objectif de la révolution a été de créer des conditions « normales » d'exploitation capitaliste. Mais le mécanisme social de l'évolution historique a fait en sorte que la domination de la bourgeoisie fût assurée par l'œuvre de la plèbe, de la démocratie des rues, des sans-culottes. Leur dictature terroriste a débarrassé la société bourgeoise de tous les vieux débris, et ensuite la bourgeoisie est arrivée à dominer en renversant la dictature démocratique des petits-bourgeois.

Je demande, et ce n'est pas, hélas! la première fois : Quelle classe de la société soulèvera, étayera dans notre pays une démocratie bourgeoise révolutionnaire, la portera au pouvoir et lui donnera la possibilité d'accomplir un immense travail, tout en ayant en face d'elle l'opposition du prolétariat? C'est la question centrale — et je la pose encore une fois aux menchéviks.

Il est vrai que nous avons les masses énormes des ruraux révolutionnaires. Mais les camarades de la minorité savent aussi bien que moi que la classe paysanne, si révolutionnaire soit-elle, n'est pas capable de jouer un rôle indépendant et spontané, et encore moins d'assu-

mer une direction politique. Les paysans peuvent constituer une force prodigieuse au service de la révolution, c'est indiscutable; mais il serait indigne d'un marxiste de penser que le parti des moujiks est capable de prendre la tête de la révolution bourgeoise et de libérer, par sa propre initiative, les forces productrices de la nation en les débarrassant des entraves séculaires. C'est la ville qui possède l'hégémonie dans la société moderne; et la ville seule est capable de jouer un rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise. Où donc, chez nous, trouvez-vous cette démocratie urbaine qui saurait entraîner à sa suite toute la nation?

Le camarade Martynov l'a cherchée plus d'une fois, la loupe à la main. Il a trouvé des maîtres d'école à Saratov, des avocats à Pétersbourg et des statisticiens à Moscou! Comme tous les hommes de son opinion, il s'est seulement refusé à voir que, dans la révolution russe, le prolétariat industriel s'était emparé du terrain même sur lequel, à la fin du XVIII[e] siècle, se tenait la démocratie à demi prolétarienne des artisans, la démocratie des sans-culottes. J'attire votre attention, camarades, sur ce point essentiel.

Notre grosse industrie n'est pas sortie naturellement de l'artisanat. L'histoire économique de nos villes ignore absolument la période des corporations. L'industrie capitaliste est née, chez nous, sous la pression immédiate du capital européen. Elle s'est emparée d'un sol vierge, vraiment primitif, et elle n'a point eu à surmonter la résistance d'une culture corporative. Le capital étranger s'est introduit dans notre pays par la voie des emprunts d'Etat, par les tuyaux, si l'on peut dire, de l'initiative privée. Il a groupé autour de lui l'armée du prolétariat industriel, sans permettre aux petits métiers de se créer et de se développer. En résultat, chez nous, au moment de la révolution bourgeoise, la principale force des villes s'est trouvée dans un prolétariat industriel d'un type social très élevé. C'est un fait irréfutable et qui doit servir de base à toutes nos déductions de tactique révolutionnaire.

Si les camarades de la minorité croient à la victoire de la révolution ou admettent du moins la possibilité d'une telle victoire, ils ne pourront nier qu'en dehors du prolétariat, il n'y a pas, chez nous, dans notre histoire, de prétendant au pouvoir révolutionnaire. De même que la démocratie urbaine, la petite bourgeoisie de la révolution française s'est mise à la tête du mouvement national, le prolétariat, cette unique démocratie révolutionnaire de nos villes, doit trouver un appui dans les masses paysannes et prendre le pouvoir, si, du moins, la victoire de la révolution est possible. Un gouvernement qui s'appuie directement sur le prolétariat, et, par son intermédiaire, sur la classe paysanne révolutionnaire, ne signifie pas encore une dictature socialiste. Je ne parle pas, pour l'instant, des perspectives ultérieures d'un gouvernement prolétarien. Peut-être le prolétariat est-il condamné à tomber, de même que la démocratie des jacobins, pour laisser place nette à la bourgeoisie. Je veux seulement établir un point : si le mouvement révolutionnaire a triomphé chez nous, conformément à la prédiction de Plékhanov, en tant que mouvement ouvrier, la victoire de la révolution n'est possible chez nous qu'en tant que victoire révolutionnaire du prolétariat; autrement, elle est absolument impossible.

J'insiste résolument sur cette déduction. Si l'on admet que l'opposition des intérêts sociaux entre le prolétariat et les masses paysannes ne permettra pas au prolétariat de se mettre à la tête de ces dernières, que le prolétariat n'est pas assez fort pour remporter la victoire, il faut conclure que la victoire même de la révolution est impossible chez nous. Dans de telles conditions, le résultat naturel de la révolution serait une entente de la bourgeoisie libérale avec l'ancien régime. C'est une issue dont on ne peut nier la possibilité. Mais il est clair qu'un pareil résultat ne se présenterait que dans la voie d'une défaite de la révolution, nécessitée par sa faiblesse interne.

En somme, toute l'analyse des menchéviks, et, avant tout, leur appréciation du prolétariat et de ses rapports possibles avec la classe paysanne, les conduisent inexorablement au pessimisme révolutionnaire. Mais ils s'entêtent à tourner bride et à développer leur optimisme aux frais... de la démocratie bourgeoise.

Voilà comment s'explique leur attitude vis-à-vis des cadets. Les cadets sont pour eux le symbole de la démocratie bourgeoise, et celle-ci est le prétendant, du droit de nature, au pouvoir révolutionnaire.

Le camarade Martynov a construit, en partant de ce point de vue, toute une philosophie de l'histoire à l'usage du parti constitutionnel-démocrate. Les cadets, voyez-vous, inclinent à droite durant les périodes d'apaisement et se jettent à gauche quand la révolution remonte. Par conséquent, ils gardent le droit de se considérer comme ayant un avenir révolutionnaire.

Je dois pourtant établir que l'histoire des cadets, telle qu'elle est tracée par Martynov, est tendancieuse; on plie cette histoire aux exigences d'une certaine morale. Martynov nous a rappelé qu'en octobre 1905 les cadets avaient exprimé de la sympathie pour les grévistes. C'est indiscutable. Mais que cachait-on sous cette déclaration platonique? Un sentiment bien vulgaire, l'épouvante du bourgeois devant la terreur déchaînée dans la rue. Dès que le mouvement révolutionnaire s'est étendu, les cadets se sont absolument écartés de l'arène politique. Et Milioukov explique les raisons de cette attitude avec une entière franchise dans la brochure que j'ai déjà citée : « Après le 17 octobre, quand, en Russie, ont eu lieu librement les premières grandes réunions politiques, les esprits tendaient résolument à gauche... Un parti comme celui des constitutionnels-démocrates, qui n'en était alors qu'à ses premiers mois d'existence et se préparait à la lutte parlementaire, ne pouvait absolument agir durant les derniers mois de 1905. Ceux qui reprochent maintenant au parti de n'avoir pas protesté en temps voulu, *sur l'heure*, par des meetings, contre « les illusions révolutionnaires du trotskisme » et contre une récidive « de blanquisme », ne comprennent pas ou ne se rappellent pas l'état d'esprit du public démocratique qui s'assemblait alors dans les meetings. » (*Comment se sont faites les élections...*, p. 91 et 92.) M. Milioukov, comme vous le voyez, me fait trop d'honneur en attachant mon nom à la période du plus grand élan de la révolution. Mais l'intérêt de la citation n'est pas en cela. Il est important pour nous d'établir qu'en octobre et novembre, la seule besogne possible pour les cadets consistait à lutter contre « les illusions révolutionnaires », c'est-à-dire, en fait, contre le mouvement révolutionnaire des masses; et, s'ils n'ont

pas accompli cette besogne, c'est tout simplement parce qu'ils avaient peur du public démocratique des réunions. Et cela pendant la lune de miel du parti! Et cela au moment où notre révolution atteignait son apogée!

Le camarade Martynov s'est rappelé les félicitations platoniques adressées par les cadets aux grévistes. Mais, historien tendancieux, il a oublié de mentionner le Congrès des Zemstvos à la tête duquel se trouvèrent des cadets, en novembre. Ce congrès avait-il examiné la question de savoir s'il participerait au mouvement populaire? Non, il discutait seulement une entente avec le ministère Witte. Quand on reçut la nouvelle du soulèvement de Sébastopol, le congrès pencha brusquement et résolument à droite — à droite, entendez-vous, et non à gauche! Et, seul, le discours de M. Milioukov, se résumant en ceci que l'insurrection était, Dieu merci, écrasée, seul ce discours put ramener les constitutionnels-démocrates des zemstvos dans la voie du programme constitutionnel. Vous voyez que la thèse générale de Martynov exige de très importantes restrictions.

Au moment suivant, les cadets se trouvent dans la première Douma. C'est indiscutablement la page « la plus brillante » de l'histoire du parti libéral. Mais comment expliquer cet élan des cadets? Nous pouvons apprécier diversement la tactique du boycottage. Mais, pour nous tous, il doit apparaître indubitable que c'est précisément cette tactique qui poussa artificiellement, donc provisoirement, les larges couches de la démocratie du côté des cadets; elle introduisit dans les cadres de la représentation des constitutionnels-démocrates de nombreux radicaux; elle fit ainsi du parti cadet l'organe d'une opposition « nationale » : cette situation exceptionnelle mena les cadets jusqu'à la fameuse proclamation de Vyborg à laquelle faisait allusion le camarade Martynov. Mais les élections à la IIe Douma forcèrent les cadets à prendre l'attitude qui leur convenait le mieux, celle de la lutte contre « les illusions révolutionnaires ». M. Alexis Smirnov, historiographe du parti cadet, caractérise la campagne électorale dans les villes où les cadets ont leur principale influence de la manière suivante : « Il n'y avait pas de partisans du gouvernement parmi les électeurs des villes... C'est pourquoi, dans les assemblées, la lutte se déroula d'un autre côté : ce fut une discussion entre le parti de la Liberté du Peuple et les partis socialistes de gauche. » (*Comment se sont faites les élections...*, p. 90.)

Le chaos qui avait régné dans l'opposition pendant les premières élections disparut quand on prépara la IIe Douma : les différences se manifestèrent sur la ligne de la démocratie révolutionnaire. Les cadets mobilisèrent leurs électeurs contre les idées de démocratie, de révolution, de prolétariat. C'est un fait de la plus haute importance. La base sociale des cadets se rétrécit et devint moins démocratique. Circonstance qui ne s'explique pas par le hasard, qui n'est ni provisoire, ni transitoire. Elle signifie une scission réelle, sérieuse, entre le libéralisme et la démocratie révolutionnaire. Milioukov s'est très bien rendu compte de ce résultat des deuxièmes élections. Après avoir indiqué que, dans la 1re Douma, les cadets avaient la majorité — « peut-être parce qu'ils n'avaient pas de concurrents » — qu'ils avaient perdu cette majorité aux deuxièmes élections, le leader du parti cadet déclare ceci : « En revanche, nous avons pour nous maintenant une par-

tie considérable des voix du pays qui se sont prononcées pour notre tactique contre celle des révolutionnaires. » (*Ibidem*, p. 286.)

On ne peut s'empêcher de souhaiter que les camarades de la minorité apportent la même clarté, la même netteté dans l'appréciation de ce qui se passe. Pensez-vous que les choses marchent autrement plus tard? Croyez-vous que les cadets puissent grouper sous leur étendard la démocratie et devenir des révolutionnaires? Ne pensez-vous pas, au contraire, que le développement ultérieur de la révolution détachera définitivement la démocratie des libéraux et rejettera ces derniers dans le camp de la réaction? N'est-ce pas à cela que vise toute la tactique des cadets dans la II[e] Douma? N'est-ce pas à cela que nous conduit votre propre tactique? Vos manifestations à la Douma, les accusations que vous lancez dans la presse et dans les assemblées, n'auront-elles pas cela pour effet? Quels motifs avez-vous donc de croire que les cadets pourront encore se relever, se redresser? Vous basez-vous sur des faits tirés du développement politique? Non, vous ne songez qu'à votre schéma! Pour « mener la révolution jusqu'au bout », vous avez besoin de la démocratie bourgeoise des villes. Vous la cherchez avec ardeur et vous ne trouvez que des cadets. Et vous manifestez, en songeant à eux, un étonnant optimisme; vous les affublez d'un déguisement; vous voulez les forcer à jouer un rôle historique qu'ils ne veulent pas assumer, qu'ils ne peuvent jouer, qu'ils ne joueront pas.

A la question essentielle que je vous ai posée tant de fois, aucune réponse n'a été donnée. Vous n'avez pas la prescience de la révolution. Votre politique est dépourvue de toute perspective.

A cause de cela, votre attitude vis-à-vis des partis bourgeois se formule en termes que le Congrès aura avantage à retenir : *d'une occasion à l'autre*. Le prolétariat ne mène pas une lutte systématique pour assurer son influence sur les masses populaires; il ne contrôle pas ses mouvements et sa tactique au moyen de cette idée directive : grouper autour de lui ceux qui travaillent, ceux qu'on opprime et en devenir le héraut et le chef; il mène sa politique *d'une occasion à l'autre*. Il renonce en principe à la possibilité de négliger des avantages temporaires pour réaliser des conquêtes plus profondes; il procède par empirisme à ses évaluations, à ses mensurations; il effectue des combinaisons commerciales de politique, en profitant *tantôt d'une occasion, tantôt d'une autre*. « Pourquoi devrais-je préférer les blondes aux brunes? » demande le camarade Plékhanov. Et je dois reconnaître que, s'il s'agit de blondes ou de brunes, nous sommes certainement dans le domaine que les Allemands appellent *Privatsache* : il ne s'agit là que d'une opinion librement individuelle. Je pense qu'Alexinsky lui-même, qui ne transige pas, comme on sait, sur les principes, ne demandera pas que le Congrès établisse dans cette sphère « l'unité d'idées » qui serait la condition efficiente de l'unité d'action. (*Applaudissements.*)

INDEX ALPHABÉTIQUE

Adler, V. — 72.
Adrianov. — 368.
Alexandre Ier. — 19.
Alexandre III. — 24, 48, 107, 128.
Astrov. — 257.
Axelrod. — 257, 260.

Bachmakov. — 124.
Bakounine. — 6.
Baltz. — 289.
Baratch. — 279.
Bednov. — 82.
Bobrinsky. — 183.
Boulyguine. — 57, 58, 182.
Bourbons. — 19.
Bramsohn. — 307.

Catherine II. — 17.
Cavour. — 145.
Cervantès. — 249.
Chichkine. — 292, 294.
Chidlovsky. — 94, 95, 149, 235.
Chingarev. — 37.
Chiropanov. — 365, 366, 367, 368.
Choulghine. — 366.
Croose. — 366.

Dan. — 90, 235.
Doubassov. — 202, 205, 206, 208, 209, 226.
Dournovo. — 57, 107, 108, 128, 145, 169, 181, 183, 187, 195, 197, 226.
Dragomirov. — 57.
Dumas (père). — 233.

Engels. — 223.

Falstaff. — 107.
Feit. — 311, 316.
Figaro. — 171.
Fog (Phileas). — 346.
Gapone. — 69, 70, 71, 72, 186.
Gessler. — 107.
Glazov. — 77.
Goethe. — 365, 367.
Goldstein. — 132, 133.
Golovine. — 209, 227.
Gorémykine. — 269, 277.
Gorky. — 202.
Gortchakov. — 312.
Goudovitch. — 269.
Gourko. — 368.
Goutchkov. — 44, 125, 182, 209, 258.
Guillaume II. — 106.

Hantz, Hugo. — 59, 60.
Hegel. — 18.
Heiden. — 166.
Heine. — 315.
Herzen. — 362.
Hindenburg. — 257.
Hughes. — 26.
Hugo, Victor. — 86.

Ianovsky (Trotsky). — 188.
Ioguiches, Léo. — 5.
Ikskul von Hildebrand. — 151.
Ivanov (l'accusé). — 286.
Ivanov (le général). — 289.

Jean de Cronstadt. — 144.

Kaulbars. — 117.
Kautsky. — 5.
Kérensky. — 7, 258.
Kharkharev. — 292, 294.
Khrénov. — 368.
Khroustalev-Nossar. — 186, 187, 188, 292, 293, 294.
Knopp. — 23, 26.
Kokochkine. — 183.
Kommissarov. — 115.
Korsakov. — 66.
Kouropatkine. — 221, 222, 228.
Kouzminsky. — 117.
Krassine. — 284.
Krupp. — 127.

Lassalle. — 55, 245, 247, 248, 252.
Lénine. — 253, 254, 255.
Levkine. — 291.
Lialine. — 366, 368.

Litkens. — 101, 102.
Lopoukhine. — 118, 277, 278, 281, 282.
Louis XIV. — 18.
Louis XVI. — 53, 226.
Loukanine. — 286.
Lusnia. — 6.
Luther. — 244.
Luxembourg, Rosa. — 5.

Makarov. — 60.
Maklakov. — 227.
Maou. — 86.
Marie-Antoinette. — 266.
Marlotov. — 286.
Martov. — 90, 257, 260.
Martynov. — 257.
Marx. — 56, 223, 242, 245, 247, 248.
Maslov. — 234.
Mehring. — 5.
Meller-Zakomelsky. — 176.
Menchikov. — 329.
Mendéléev. — 21, 31.
Mendelssohn. — 17, 26, 113, 218.
Meschersky. — 62.
Michée. — 336.
Milioukov. — 18, 139, 182, 189, 218, 226, 229, 258.
Miretsky. — 167.
Moïse. — 113.
Molodsovatov. — 356.
Mouromtsev. — 183.
Moussina-Pouchkina. — 125.

Némirovitch-Dantchenko. — 119.
Nemtsov. — 156, 291, 292.
Népluev. — 173.
Neudgart. — 117.
Nicolas Ier. — 17, 19, 23.
Nicolas II. — 11, 62, 100, 101, 103, 118, 194, 257.
Nikifor Ivanovitch. — 332 à 369.
Nikita Sérapionytch. — 332, 333, 334, 335, 336, 367, 368.
Norel. — 26.
Nossar, G. — (*Voy.* Khroustalev.)

Orlov-Davydov. — 125.
Ostermann. — 329.
Oukhtomsky (le mécanicien). — 208.
Oukhtomsky (le prince). — 62.
Ouroussov. — 115, 277, 308.
Oyama. — 105.

Pajitnov. — 231.
Pantuï. — 346, 347, 348.
Pérélétchine. — 167, 168.
Pétrov. — 172, 173.
Pétrounkévitch. — 182, 183.
Philippov (boulangerie). — 79.
Pierre Ier. — 17, 22, 23.
Pissarevsky. — 172.
Plehve. — 57, 58, 59, 60, 62, 67, 105.
Plékhanov. — 6, 88, 196, 248, 249, 250, 251, 257, 258.
Pobédonostsev. — 88, 110.
Poléjaev. — 239.
Procopovitch. — 91, 152.
Putman. — 365.

Radine (Knouniantz). — 98, 280.
Rastorgouev. — 290.
Repnine. — 190.
Roditchev. — 152, 182.
Rothschild. — 17, 26, 113.
Roumer. — 8.
Rurik. — 62.

Saltykov. — 18.
Saltykov-Chtchédrine. — 312.
Scherrak, A. — 167.
Schmidt. — 176, 177.
Sédelnikov. — 173.
Semkovsky. — 257.
Simanovsky. — 129, 130, 131.
Sipiaguine. — 57, 58.
Sokolov (l'avocat). — 152, 273.
Sokolov (l'ingénieur). — 184.
Souslikov. — 346, 367.
Souvorine. — 61, 62, 170.
Souvorine (fils). — 132, 133.
Spéransky. — 305.
Spinoza. — 244.
Statkovsky. — 277.
Stein. — 172.
Stessel. — 228.
Stolypine. — 124, 227, 228, 271, 277, 312, 361.
Struhve. — 72, 73, 88, 106, 152.
Sue, Eugène. — 233.
Svertchkov. — (*Voy.* Vvédensky.)
Sviatopolk-Mirsky. — 10, 57, 58, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 72, 73, 105.
Sytine. — 79.

Tarlé. — 102.
Tchékhov. — 334.
Tchérévanine. — 5, 233, 234, 235, 236, 243, 244, 247, 249, 250, 251.
Tchernov. — 188.
Tchoukhnine. — 171, 176, 177.
Ter-Mekertchianz. — 273, 274.
Thomas. — 26.
Thomson. — 61.

Tiesenhausen. — 275.
Tocqueville. — 180.
Tolstoï, Alexis. — 68.
Touraou. — 118.
Trépov. — 69, 77, 97, 100, 101, 102, 104, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 118, 180, 181, 219, 244, 278.
Troïnitsky. — 269.
Trotsky. — 235.
Troubetskoï. — 77.

Vakhlakov. — 368.
Voïlochnikov. — 207.
Vvédensky. — 188.

White, Arnold. — 226.
Witte. — 24, 25, 57, 58, 70, 72, 73, 87, 100, 102, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 119, 122, 128, 137, 138, 144, 145, 146, 147, 148, 157, 180, 181, 182, 183, 194, 196, 217, 218, 220, 226, 271, 277, 279, 281, 282, 287.

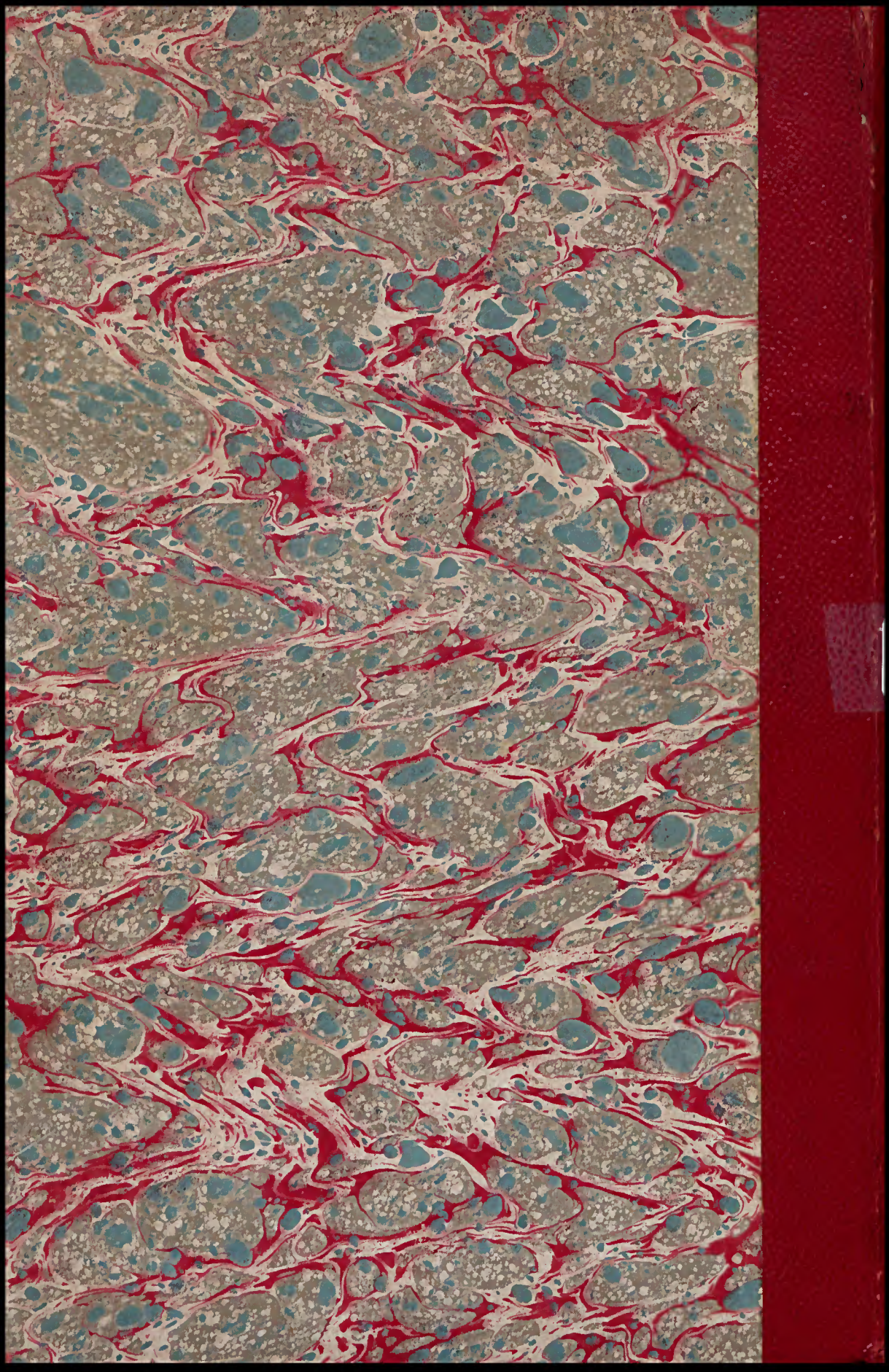
Zaroudna-Kavos. — 12.
Zlydnev. — 112, 188, 276.
Zoubatov. — 74.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE — Pages

Préface 3
Préface de l'édition allemande 9
Le développement social de la Russie et le tsarisme 15
Le capitalisme russe 22
La classe paysanne et la question agraire 32
Les forces motrices de la révolution russe 41
Le « printemps » 57
Le 9 janvier 68
La grève d'octobre 78
Formation du Conseil (Soviet) des Députés Ouvriers 93
Le 18 octobre 101
Le ministère de Witte 105
Les premiers jours de la « liberté » 109
Les sicaires de Sa Majesté 115
L'assaut aux bastilles de la censure 123
L'opposition et la révolution 137
La grève de novembre 144
« Les huit heures et un fusil » 155
Le moujik se révolte 162
La flotte rouge 170
Au seuil de la contre-révolution 180
Les derniers jours du Soviet 189
Décembre 199
Conclusions 211
Appendice :
Le prolétariat et la révolution russe 233
Nos différends 245
La lutte pour le pouvoir 257

DEUXIÈME PARTIE

Préface de la deuxième partie 265
Le procès du Soviet des Députés Ouvriers 269
Le Soviet et le Parquet 283
Mon discours au tribunal 296
Déporté 309
Le retour 330
Les Partis dans la Révolution 371
Index alphabétique 377

LA " TYPO-LITHO "
COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE
11, R. DANICOURT, MALAKOFF